Ville-Marie
Montréal

# Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 13 septembre 2022 Archives nationales du Québec (édifice Gilles-Hocquart) 535, Avenue Viger Est à 18 h 30

## ORDRE DU JOUR

## 10 – Sujets d'ouverture

**10.01** Ouverture
CA *Direction des services administratifs*

Ouverture de la séance

**10.02** Questions
CA *Direction des services administratifs*

Demandes d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 138, rue Saint-Pierre (40.11)
- 2000, avenue McGill Collège (40.12)
- 2200, avenue McGill Collège (40.13)
- 1250, boulevard René-Lévesque, au 36e étage (40.14)

**10.03** Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 13 septembre 2022

**10.04** Questions
CA *Direction des services administratifs* - 1222678007

Période de questions du public

**10.05** Questions
CA *Direction des services administratifs*

Période de questions des membres du conseil

**10.06** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1222678034

Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 août 2022

**10.07** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1222678031

Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif des 12 juillet 2022 et 11 août 2022

**10.08** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1220858008

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022

## 20 – Affaires contractuelles

**20.01** Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social - 1228447002*

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

**20.02** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*- 1225179007

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2023, avec le Comité social Centre-Sud inc. pour la réalisation d'activités d'intervention sociale et d'éducation populaire et accorder une contribution de 17 531,69 $

| | |
|---|---|
| *District(s) :* | Saint-Jacques |
| *Charte montréalaise des droits et responsabilités :* | Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale |

**20.03** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*- 1225179009

Approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2022 avec Aînés et retraités de la communauté gaie, Go jeunesse et Les YMCA du Québec afin de réaliser leurs projets en sécurité urbaine, dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine / Accorder à cette fin une contribution totale de 70 486,95 $

| | |
|---|---|
| *Charte montréalaise des droits et responsabilités :* | Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile |

**20.04** Contrat de services professionnels
CA *Direction des travaux publics* - 1229408002

Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en ingénierie, avec la firme IGF Axiom inc. (contrat de 5 686 352,63 $, taxes incluses) pour la conception de plans et devis et surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-22-013 - 3 soumissionnaires)

**20.05** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels
CA *Direction des travaux publics* - 1228966007

Accorder un contrat à Urbex Contruction inc., pour la location de 1 Tracteur/Chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023, 2023-2024 (lot 6) - Dépense totale de 297 497,81 $, taxes incluses (avec 2 options de prolongation) - (appel d'offres public (22-19437) - 2 soumissionnaires)

**20.06** Immeuble - Location

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*- 1225179008

Accorder un prêt de local à Sentier urbain, à titre gratuit, pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire Emily-De Witt située au 2215, rue Dufresne / Approuver un projet de convention se terminant le 31 décembre 2025 à cette fin

| | |
|---|---|
| *District(s) :* | Sainte-Marie |
| *Charte montréalaise des droits et responsabilités :* | Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens |

**20.07** Immeuble - Servitude

CA *Direction des travaux publics* - 1218853008

Approuver un projet de servitude temporaire d'aménagement à des fins publiques par lequel la Corporation Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et le Centre Saint-Pierre cèdent des droits à la Ville de Montréal sur une partie du lot 1 566 757 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie ayant une superficie approximative de 100 mètres carrés, dans le cadre du programme accès jardins visant le réaménagement d'une partie d'un stationnement en espace vert accessible aux citoyen.ne.s, le tout sans considération financière.

| | |
|---|---|
| *District(s) :* | Saint-Jacques |
| *Charte montréalaise des droits et responsabilités :* | Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie |

**20.08** Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction d'arrondissement* - 1219118015

Modifier la résolution CA21 240486 adoptée à la séance du conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 14 décembre 2021 avec la Société de développement commercial Centre-Ville dans le cadre du « Programme de soutien temporaire à la relance commerciale de l'Arrondissement de Ville-Marie » afin de minorer la contribution de 1 750 $ en raison d'un projet ayant connu des modifications et d'un budget non dépensé dans son intégralité tel que prévu. La dépense maximale est de 11 250 $

*District(s) :* Saint-Jacques

**20.09** Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs* - 1220175007

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 000 $

**20.10** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*- 1215377002

Approuver la convention modifiée avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la mise sur pied de la Table ronde du quartier chinois afin de prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2022

*District(s) :* Saint-Jacques

**20.11** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction d'arrondissement* - 1229678001

Autoriser une affectation de surplus de 83 688 $ et approuver la convention, se terminant le 15 mars 2023, avec la Société de développement commercial (SDC) Vieux-Montréal pour le projet '« Éclairage hivernaux 2022 » dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 » et accorder une contribution totale de 112 500 $

*District(s) :* Saint-Jacques

**20.12** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction d'arrondissement* - 1229678002

Approuver une convention, se terminant le 31 décembre 2022, dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique, accorder une contribution de 74 000 $ à La Pépinière espaces collectifs

*District(s) :* Saint-Jacques

## 30 – Administration et finances

**30.01** Reddition de comptes
CE *Direction des services administratifs* - 1227128003

Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2022

*District(s) :* Peter-McGill
*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

**30.02** Reddition de comptes
CA *Direction des services administratifs* - 1228327001

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2022 en date du 30 juin 2022, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2022 comparé au 30 juin 2021

**30.03** Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*- 1225038001

Accepter, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de service de la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour la prise en charge de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional

*Charte montréalaise des droits et responsabilités :* Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif

**30.04** Reddition de comptes
CA *Direction des services administratifs* - 1222678033

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet 2022 et du 1er au 31 août 2022

**30.05** Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des travaux publics* - 1228965006

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux feux de circulation dans l'intersection des rues Sainte-Rose et Papineau dans le cadre du projet des passages Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie

*District(s) :* Sainte-Marie

**30.06** Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des services administratifs* - 1220858007

Appuyer l'arrondissement du Sud-Ouest relativement à l'adoption de son règlement RCA22 22004 intitulé Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest, entre la route 136 et la rue Guy

**30.07** Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1228965004

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de reconstruction de trottoirs et de chaussée dans le quadrilatère composé des rues Saint-Jacques, Robert-Bourassa, Notre-Dame et Gauvin dans l'arrondissement de Ville-Marie

*District(s) :* Peter-McGill

**30.08** Budget - Budget de fonctionnement / PTI
CA *Direction des travaux publics* - 1228271001

Autoriser une dépense de 300 000 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux de pavage en 2022 pour des travaux en régie sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du Programme de réfection routière inscrit au PDI 2021-2031

**30.09** Budget - Budget de fonctionnement / PTI
CA *Direction des travaux publics* - 1224223001

Autoriser une affectation de surplus de 250 000 $ net de ristournes et autoriser une dépense de 273 782,59 $ taxes incluses, pour le financement de divers mandats de services professionnels non-capitalisables, pour les années 2022 et 2023

*Charte montréalaise des droits et responsabilités :* Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie

## 40 – Réglementation

**40.01** Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*- 1225907010

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 7e partie A) et édicter les ordonnances

**40.02** Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*- 1227317020

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 30 août au 14 octobre 2022

**40.03** Ordonnance - Autre sujet
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1223172002

Édicter une ordonnance autorisant la gratuité des permis d'occupation temporaire du domaine public aux promoteurs d'événements se tenant au Palais des congrès dans le cadre des opérations de livraison, et ce du 13 septembre 2022 au 31 décembre 2023

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.04** Ordonnance - Autre sujet
CA *Direction d'arrondissement* - 1229705001

Prendre acte de la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool par permis de réunion dans l'édifice Wilder - Espace danse, pour l'organisme MTL 24/24, enregistré au numéro 1173193575, dans le cadre de l'événement « NON STOP 5 ans ! » jusqu'à 9 h 00 dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 2022. Sommaire en lien avec le GDD 1228994008 de la Direction de la mise en valeur des pôles économiques du Service du développement économique

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.05** Règlement - Avis de motion
CA *Direction des services administratifs* - 1225237001

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier certains articles relatifs, entre autres, à l'octroi de contrats et aux ressources humaines - Adoption

**40.06** Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des services administratifs* - 1222678030

Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules - Adoption

*Charte montréalaise des droits et responsabilités :* Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire

**40.07** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1218398005

Adopter une résolution autorisant la transformation d'un bâtiment existant afin de procéder à un agrandissement en hauteur de 3 étages supplémentaires au 2100, rue Lambert-Closse, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

*District(s) :* Peter-McGill

**40.08** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1227303005

Adopter une résolution autorisant la construction d'un ou plusieurs bâtiments dérogeant notamment à la superficie de plancher maximale pour un volume en surhauteur, aux dispositions d'usages et à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit pour l'immeuble situé sur les lots 3 068 208, 6 363 545, 6 427 576, 6 427 578 et PC-42722, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Esplanade Cartier - Adoption

*District(s) :* Sainte-Marie

**40.09** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1224869003

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement de l'usage « restaurant » au 2e étage pour le bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pub Saint-Pierre) – 2e projet de résolution

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.10** Urbanisme - Autre sujet
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1225289001

Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés et 5 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme

**40.11** Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1226723006

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » afin de permettre aux Productions Feux Sacrés (PFS) d'occuper l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville située au 138, rue Saint-Pierre (lot 1 179 976), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.12** Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1228398008

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2000, avenue McGill Collège conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

*District(s) :* Peter-McGill

**40.13** Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1228398009

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2200, avenue McGill Collège conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

*District(s) :* Peter-McGill

**40.14** Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1223332004

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément à l'article 322, un usage salle de réunion au 36$^{e}$ étage de la tour située au 1250 boulevard René-Lévesque Ouest

*District(s) :* Peter-McGill

**40.15** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1228398003

Adopter une résolution autorisant le remplacement de l'enseigne affichant le nom de l'occupant de l'immeuble à une hauteur de plus de 16 m ainsi que le remplacement du panneau publicitaire localisé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau pour le bâtiment situé au 1600, boulevard De Maisonneuve Est conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour le Groupe TVA inc.

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.16** Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1227303006

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires - Avis de motion

**40.16.1** Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1227303006

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires - 1er projet de règlement

## 70 – Autres sujets

**70.01** Levée de la séance

CA *Direction des services administratifs*

Levée de la séance

---

**Nombre d'articles de niveau décisionnel CA : 46**
**Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 1**
**Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 0**
**Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 0**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.04

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1222678007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Période de questions du public (septembre) |

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-01-17 11:20

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1222678007

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Période de questions du public (septembre) |

## CONTENU

### CONTEXTE

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### MONTRÉAL 2030

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-01-14

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 743-0656
**Télécop. :**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.06

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1222678034**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 août 2022 |

De prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 août 2022.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-08-30 14:47

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1222678034**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 août 2022 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 août 2022.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### MONTRÉAL 2030

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-17

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 743-0656
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-30

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1222678034**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 août 2022 |

2022-08-24 PV APC_signé.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

# ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

24 août 2022
17 h 30

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) – Salle M.450
475, boulevard De Maisonneuve Est, niveau M

Sont présents

Monsieur Robert Beaudry, président d'assemblée et conseiller de la Ville
Monsieur Louis Routhier, chef de division - Aménagement urbain et mobilité

Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

M. Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement

Madame Aline Fokam, analyste de dossiers et secrétaire de l'Assemblée

## 1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Robert Beaudry, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par un avis public paru le 23 juillet 2022 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 30.

2 personnes assistent à l'assemblée.

## 2- PRÉSENTATION DU PROJET ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

### a) 410, rue Saint-Pierre – PPCMOI 458 (dossier 1224869003)

Le président d'assemblée, Monsieur Robert Beaudry, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 5 juillet 2022, le premier projet de résolution autorisant l'agrandissement de l'usage « restaurant » au 2e étage pour le bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pub Saint-Pierre) - pp 458 (dossier 1224869003).

Le président de l'assemblée indique que madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux droits acquis s'appliquant présentement à l'établissement « pub Saint-Pierre » en lien avec le contingentement en vigueur pour l'usage «restaurant» dans le secteur;*
- *à la mise à jour des études de bruit et de leur impact pour le logement situé au 350, rue Le Moyne;*
- *au changement possible de l'usage « restaurant » en usage « bar » générant ainsi plus de bruit;*
- *à la crainte que ce changement serve de précédent pour d'autres situations et qu'il y ait de plus en plus de demandes de ce type dans le secteur;*
- *à la protection de l'usage résidentiel et au maintien de l'équilibre résidentiel/restaurant;*

## 3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Le dossier à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Robert Beaudry déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 17 h 48.

Saisissez du texte ici 30/08/2022 26/08/2022

Mme Aline Fokam date M. Robert Beaudry date
Analyste de dossiers Président d'assemblé

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.07

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1222678031**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif des 12 juillet 2022 et 11 août 2022 |

De prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif des 12 juillet 2022 et 11 août 2022.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-08-30 14:46

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1222678031

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif des 12 juillet 2022 et 11 août 2022 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif des 12 juillet 2022 et 11 août 2022.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### MONTRÉAL 2030

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-17

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 743-0656
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-30

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1222678031**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif des 12 juillet 2022 et 11 août 2022 |

PV_CCU_2022-07-12_signé.pdf PV-CCU-2022-08-11-signé_dépôt_CA.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**

**PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE**

**12 juillet 2022**
**9h00**

**Séance en vidéoconférence**

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, vice-présidente

Mme Maggie Cabana, membre
M. Lorenz Herfurth, membre
M. Réjean Martineau, membre
Mme Émilie Breault, membre suppléant

Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement - cheffe d'équipe
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Samuel Ferland, conseiller en aménagement
M. Thomas Fontaine, architecte
M. Jordan Lapointe, conseiller en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement

| | | | |
|---|---|---|---|
| **1. Ouverture de la séance** | | | |
| Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, vice-présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9h08. | | | |
| | | | |
| **2. Adoption de l'ordre du jour** | | | |
| L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers. | | | |
| | | | |
| **3. Dépôt des procès-verbaux** | | | |
| Le procès-verbal du comité du 9 juin 2022 a été transmis aux membres préalablement à la présente séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement. | | | |
| | | | |
| **4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations** | | | |
| | | | |
| **4.1 Article 89** | | | |
| Aucun dossier | | | |
| | | | |
| **4.2 Projet particulier** | | | |
| 4.2.1 | 3003166845 | 84, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions |
| | | | |
| **4.3 Modifications réglementaires** | | | |
| 4.3.1 | s. o. | Modification au *Règlement d'urbanisme 01-282* et au *Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224)* | Favorable |
| | | | |
| **4.4 Dérogation mineure** | | | |
| Aucun dossier | | | |
| | | | |
| **4.5 Usage conditionnel** | | | |
| 4.5.1 | 3002567115 | 2000, avenue McGill College | Favorable avec condition |
| 4.5.2 | 3002567114 | 2200, avenue McGill College | Favorable avec condition |
| | | | |
| **4.6 Titre VIII – Révision de projet** | | | |
| 4.6.1 | 3003062482 | 1440, rue Dufresne | Favorable avec conditions |
| 4.6.2 | 3002563294 | 1212, rue du Fort | Favorable avec conditions |
| 4.6.3 | 3003076398 | 1849, rue Panet | Favorable avec conditions |
| 4.6.4 | 3003176559 | 3661, rue Peel | Favorable avec commentaire |
| 4.6.5 | 3003169162 | 2012, rue Saint-Christophe | Favorable avec commentaire |
| 4.6.6 | 3003155876 | 1229, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.6.7 | 3003173483 | 3801, rue University | Favorable |
| 4.6.8 | 3003128515 | 1848, rue Montcalm | Favorable |
| 4.6.9 | 3003120556 | 1650, rue Victor-Hugo | Favorable avec conditions |
| 4.6.10 | 3003167725 | 1191, rue de la Montagne | Favorable |
| 4.6.11 | 3003150956 | 10, rue Redpath-Court | Favorable avec conditions |
| 4.6.12 | 3003096696 | 1886, rue Ontario Est | Favorable avec conditions |
| 4.6.13 | 3003171445 | 636, rue Saint-Paul Ouest | Favorable avec conditions et commentaire |
| 4.6.14 | 3003176151 | 1, place Ville-Marie | Favorable avec conditions |
| 4.6.15 | 3003179219 | 455, boulevard René-Lévesque Ouest | Favorable |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.6.16 | 3003116694 | 1260, rue La Fontaine | Favorable avec conditions |
| 4.6.17 | 3003144907 | 111, boulevard Robert-Bourassa | Favorable avec commentaire |
| 4.6.18 | 3003177498 | 271-277, boulevard Robert-Bourassa | Favorable avec commentaire |
| 4.6.19 | 3003054474 | 500, rue Saint-Jacques | Favorable |
| 4.6.20 | 3003176599 | 1312, rue Sherbrooke Est | Favorable |
| 4.6.21 | 3003178954 | 262, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable |
| 4.6.22 | 3003132498 | 700, rue Saint-Jacques | Favorable avec conditions et commentaire |
| 4.6.23 | 3003144834 | 122, rue McGill | Favorable |
| 4.6.24 | 3003166845 | 84, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions |

**4.7 Surhauteur**

Aucun dossier

**4.8 Avis préliminaire**

Aucun dossier

**4.9 Autres dossiers**

Aucun dossier

**5. Prochaine rencontre**

La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 9 août 2022 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 11 août 2022.

**6. Varia**

Aucun

**7. Levée de l'assemblée**

L'ordre du jour étant épuisé, la vice-présidente lève la séance à 11h16.

Sophie Mauzerolle date
Vice-présidente

Billy Chérubin 2022-07-21
Billy Chérubin date
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003166845**
**4.2.1 et 4.6.24**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 84, rue Sainte-Catherine Ouest |
| | |
| **Responsable :** | Étienne Longtin |
| | |
| **Description :** | La demande vise d'abord à autoriser diverses enseignes dans le cadre d'un plan d'ensemble d'affichage pour le bâtiment du TNM. Celui-ci comprend l'installation de diverses enseignes sur le bâtiment, devant servir à afficher ce théâtre ainsi que le Café du Nouveau Monde l'occupant aussi, le tout au sein d'une stratégie d'affichage intégrée, ayant comme objectif d'améliorer l'infrastructure existante et d'augmenter la visibilité ainsi que la prestance de cette importante institution du Quartier des spectacles.<br><br>L'enseigne principale, proposée sur la partie de bâtiment située directement à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain, viserait à permettre au théâtre d'être visible dans l'axe nord-sud de la rue Saint-Urbain, depuis le nord, pour participer à l'animation du quartier ainsi que de contribuer à définir et à renforcer l'image du Quartier des spectacles dans l'imaginaire collectif. Le tout remplacerait l'installation de bannières temporaires sur le mur nord du volume supérieur de la salle, dont l'emplacement plus en retrait de la rue Sainte-Catherine ne serait plus aussi visible avec l'agrandissement en cours au-devant.<br><br>Cette enseigne à plat, mesurant environ 7,92 m de largeur par 3,75 de hauteur (superficie de 29,7 m²), serait installée en façade d'un nouveau volume hors toit (support) intégré au prolongement partiel du parapet (0,5 à 2,2 m de hauteur supplémentaire à celle approuvée précédemment) et dont le revêtement serait à préciser. Elle s'implanterait à environ 15,3 m du niveau du sol adjacent, sa partie supérieure culminant à environ 19,1 m. Il s'agirait d'une enseigne non électronique, alternativement de type « affiche », constituée d'une impression montée sur panneaux, ou de type « bannière » imprimée avec attaches, à être changée saisonnièrement (enseignes installées durant des périodes de plus de 90 jours consécutifs à la fois) pour annoncer les spectacles du TNM.<br><br>Une autre enseigne à plat, aux caractéristiques analogues à celles de l'enseigne 1, est prévue au rez-de-chaussée du côté de la rue Sainte-Catherine, à gauche de l'entrée principale qui est abritée sous le volume de l'agrandissement en voie de réalisation. Mesurant environ 2,03 m de largeur par 2,5 m de hauteur (superficie de 5,08 m²), elle |

| | |
|---|---|
| | s'implanterait sensiblement au niveau du sol adjacent, sa partie supérieure culminant donc à environ 2,5 m, avec le même type d'éclairage.<br><br>Sur cette même façade, l'installation de 2 enseignes électroniques intérieures, installées en retrait d'environ 0,43 du vitrage, serait prévue. Mesurant environ 1,5 m de largeur par 1,8 m de hauteur (superficie de 2,7 m² chacune, pour un total de 5,4 m²), elles s'implanteraient à environ 3,55 m du niveau du sol adjacent, leur partie supérieure culminant à environ 5,35 m.<br><br>Sous les enseignes 3 et 4, une enseigne intérieure lumineuse serait installée en retrait d'environ 0,27 m du vitrage. Composé d'un logo du TNM et de lettres détachées formant l'inscription « THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE », l'ensemble mesurerait environ 6,7 m de largeur par 0,4 m de hauteur (superficie de 2,68 m²) et s'implanterait à environ 2,7 m du niveau du sol adjacent, sa partie supérieure culminant à environ 3,1 m. L'enseigne obstruerait environ 2,3 % de la superficie totale du vitrage sur laquelle elle serait installée. Celle-ci serait constituée de lettrage creux en acier inoxydable, avec ancrages en barres d'acier continues attachées aux colonnes d'acier, et pourvu de lentilles opalescentes dissimulant l'éclairage derrière.<br><br>Ce même établissement bénéficierait d'une autre enseigne intérieure lumineuse, aux caractéristiques identiques à celles de l'enseigne 5, mais apposée derrière le vitrage du côté de la rue Saint-Urbain. Composé d'un logo du TNM et de lettres détachées formant l'inscription « TNM », l'ensemble mesurerait environ 1,35 m de largeur par 0,3 m de hauteur (superficie de 0,41 m²) et s'implanterait également à environ 2,7 m du niveau du sol adjacent, sa partie supérieure culminant à environ 3 m. L'enseigne obstruerait environ 0,3 % de la superficie totale du vitrage de ce côté.<br><br>Le Café du Nouveau Monde bénéficierait également d'une enseigne intérieure lumineuse, aux caractéristiques identiques à celles des enseignes 5 et 6, apposée en bordure de l'entrée de ce restaurant du côté de la rue Sainte-Catherine. Composé de lettres détachées formant l'inscription « CAFÉ DU NOUVEAU MONDE », l'ensemble mesurerait environ 3 m de largeur par 0,2 m de hauteur (superficie de 0,6 m²) et s'implanterait également à environ 2,7 m du niveau du sol adjacent, sa partie supérieure culminant à environ 2,9 m. L'enseigne obstruerait environ 0,5 % de la superficie totale du vitrage de ce côté.<br><br>Cet établissement aurait aussi une enseigne intérieure sur vitrage, installée derrière celui-ci. Mesurant environ 0,24 m de largeur par 0,58 m de hauteur (superficie de 0,14 m²), elle s'implanterait à environ 1,24 m du niveau du sol adjacent, sa partie supérieure culminant à environ 1,82 m. L'enseigne obstruerait environ 0,1 % de la superficie du vitrage de ce côté. Elle serait lumineuse (probablement rétroéclairée).<br><br>Une enseigne à plat extérieure existante du TNM, composée d'un panneau métallique gris argenté et portant, en rouge, un logo du théâtre, les inscriptions « Entrée Saint-Urbain » et « Accès au balcon » ainsi que 4 pictogrammes, serait conservée au rez-de-chaussée du volume principal |

| | |
|---|---|
| | de la salle de spectacle du côté de la rue Saint-Urbain. Mesurant environ 0,6 m de largeur par 0,9 m de hauteur (superficie de 0,54 m²), elle est implantée à environ 1,1 m du niveau du sol adjacent, sa partie supérieure culminant à environ 2 m.<br><br>Outre l'affichage de son numéro municipal « 84 » en bordure de l'entrée du côté de la rue Sainte-Catherine, le bâtiment serait également pourvu de 3 enseignes de signalisation publique, constituée de lettrage apposé pour marquer l'« Entrée des artistes » sur une porte localisée à gauche de l'enseigne 2, la mention « Débarcadère » ainsi qu'une flèche directionnelle sur la porte d'accès à l'aire de chargement face à la rue Saint-Urbain qui sera réalisée lors de l'agrandissement du bâtiment de ce côté.<br><br>La demande vise également à autoriser l'occupation de la terrasse extérieure nord-est, située sur le toit du 4e étage en bordure de la rue Saint-Catherine, aux fins du prolongement des usages commerciaux spécifiques « salle de spectacle », « salle de réunion » ou « salle de réception » devant notamment déjà être exercés à l'intérieur.<br><br>Cela permettrait d'accueillir alternativement un jardin-théâtre et de servir comme espace de location pour divers événements culturels, commerciaux ou autres activités événementielles, en plus de son utilisation comme espace de repos, de détente ou de réflexion par les utilisateurs du bâtiment.<br><br>Cet espace, déjà autorisé dans le cadre de l'agrandissement, est fermé par un parapet se poursuivant en continuité du parement du 5e étage du volume de l'agrandissement devant border cette voie publique. |
| | |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans l'aire de protection du Monument-National (immeuble patrimonial classé) et certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. |
| | |
| **Remarque importante :** | Lors de la séance du 11 mars 2021, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de la révision de projet pour l'agrandissement du TNM, à la condition de revoir à la baisse la superficie de l'affichage événementiel (enseigne électronique) et de l'intégrer au bâtiment afin d'éviter l'effet « panneau-réclame », en plus de suggérer une ouverture à son installation à une hauteur supérieure à 5,5 m sur le bâtiment, plutôt qu'à la manière d'un panneau indépendant, sous réserve de son approbation par projet particulier. |
| | |
| **Considérant que :** | Certaines des dérogations sollicitées pour l'enseigne 1 de cette demande de projet particulier sont susceptibles de causer un précédent pouvant miner l'application des dispositions récemment refondues en matière d'affichage et les objectifs de la planification municipale.. |
| | |
| **Considérant que :** | L'enseigne 1 devrait être minimalement déplacée pour tendre à respecter une échelle s'adressant prioritairement aux piétons, comme le font plus avantageusement les autres composantes d'affichages prévues par le TNM et le Café du Nouveau Monde. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | L'occupation à l'extérieur d'usages intérieurs n'engendrerait pas d'impacts environnementaux supplémentaires sur le milieu d'insertion. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Renoncer au rehaussement du parapet et à l'aménagement d'une construction hors toit comme support de l'enseigne 1.**
- **Repositionner l'enseigne 1 de sorte qu'elle soit à l'échelle du piéton et qu'elle s'intègre davantage au volume et à la façade.**
- **Présenter la version révisée de la proposition lors d'une séance ultérieure du comité.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 JUILLET 2022**
**s. o.**
**4.3.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE** |
| **Endroit :** | Arrondissement de Ville-Marie |
| **Responsable :** | Olivier Légaré |
| **Description :** | Cette modification réglementaire vise à modifier le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) et le *Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation* (CA-24-224) afin d'autoriser l'usage débit de boissons alcooliques comme usage accessoire à un usage culturel et de permettre qu'un certificat d'autorisation demeure en vigueur malgré l'autorisation d'un usage temporaire.<br><br>La proposition vise à ajouter, au Règlement d'urbanisme, un article permettant l'usage accessoire débit de boissons alcooliques pour les usages culturels suivants:<br>▪ atelier d'artiste et d'artisan;<br>▪ galerie d'art;<br>▪ librairie;<br>▪ salle d'exposition.<br><br>Les établissements visés par ces autorisations devront avoir une superficie plancher maximale de 200 m². Il est également proposé de soustraire ces usages accessoires du contingentement qui s'applique aux débits de boissons alcooliques.<br><br>Enfin, le Règlement sur les certificats est modifié afin d'exclure les établissements faisant l'objet d'un certificat de courte durée des dispositions de péremption dans les situations suivantes:<br>▪ l'exploitation de l'usage principal a cessé;<br>▪ l'exploitant n'est plus celui indiqué au certificat d'occupation;<br>▪ l'usage exploité est changé. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant qu' :** | Un usage accessoire doit être nécessaire ou utile au fonctionnement de l'usage principal et ne peut faire l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment. |

| | |
|---|---|
| **Considérant qu' :** | Un usage accessoire débit de boissons alcooliques est limité à une superficie de 200 m². |
| | |
| **Considérant que :** | La vente d'alcool permet de financer des activités culturelles. |
| | |
| **Considérant qu' :** | Un usage temporaire doit permettre le maintien des activités existantes. |
| | |
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3002567115**
**4.5.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL** |
| **Endroit :** | 2000, avenue McGill College |
| **Responsable :** | Samuel Ferland |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'usage « parc de stationnement public intérieur » pour les deux niveaux de l'aire de stationnement du bâtiment via la procédure d'usage conditionnel. Cette aire de stationnement comportera :<br><br>**Niveau P1**<br>▪ Case régulière: 41<br>▪ Case tandem (droit acquis): 14<br>▪ Case pour moto: 4<br>▪ Case avec borne électrique: 4 (dont 2 tandem)<br>▪ Unité pour vélo : 60<br><br>**Niveau P2**<br>▪ Case régulière: 34<br>▪ Case tandem (droit acquis): 20<br>▪ Case petite voiture : 3<br>▪ Case pour « mobilité réduite » : 2<br>▪ Case « lave-auto »: 2<br><br>Le site reste la propriété de l'actuel propriétaire, mais la tarification se fera en ligne via l'application mobile P$ Montréal Centre-Ville développée par l'Agence de mobilité durable de Montréal.<br><br>La sécurité des déplacements (actifs et véhiculaires) sera assurée grâce à un plan de circulation détaillé et à un marquage au sol facilitant sa compréhension. |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment se trouve dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal, mais les travaux ne sont pas assujettis à une autorisation en vertu de la LPC. |
| **Remarque importante :** | Une demande d'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » a également été déposée pour l'aire de stationnement du 2200, avenue McGill Collège (3002567114). Ces 2 demandes sont interreliées. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | L'Agence de mobilité durable appuie le requérant quant à l'aménagement d'un « parc de stationnement public intérieur ». |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet de « parc de stationnement public intérieur » est compatible avec le milieu du fait de sa proximité avec les commerces et les tours à bureaux du centre-ville. |
| | |
| **Considérant que :** | Le nombre d'unités de stationnement sur rue a été diminué par le réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, par les constructions liées au projet de REM et au réaménagement à venir de l'avenue McGill Collège. |
| | |
| **Considérant que :** | Le secteur est bien desservi en transport collectif et que d'autres aires de stationnement (publics et privés) se trouvent à proximité. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet d'aménagement inclut un plan de circulation des utilisateurs assurant leur sécurité ainsi que des cases réservées à l'autopartage au 2200, rue McGill et des stationnements pour vélo. |
| | |
| **Considérant que :** | Les cases de type tandems sont des constructions protégées par droits acquis. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Implanter l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » de la présente autorisation uniquement dans les espaces identifiés pour les niveaux P1 et P2 tel que prévu aux plans estampillés par l'arrondissement le 28 juin 2022.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3002567114**
**4.5.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL** |
| | |
| **Endroit :** | 2200, avenue McGill College |
| | |
| **Responsable :** | Samuel Ferland |
| | |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'usage « parc de stationnement public intérieur » pour les deux niveaux de l'aire de stationnement du bâtiment via la procédure d'usage conditionnel. Cette aire de stationnement comportera:<br><br>**Niveau P1**<br>▪ Case régulière: 36<br>▪ Case tandem (droit acquis): 14<br>▪ Case autopartage : 4<br>▪ Unité pour vélo : 20<br><br>**Niveau P2**<br>▪ Case régulière: 46<br>▪ Case tandem (droit acquis): 26<br><br>Le site reste la propriété de l'actuel propriétaire, mais la tarification se fera en ligne via l'application mobile P$ Montréal Centre-Ville développée par l'Agence de mobilité durable de Montréal.<br><br>La sécurité des déplacements (actifs et véhiculaires) sera assurée grâce à un plan de circulation détaillé et à un marquage au sol facilitant sa compréhension. |
| | |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment se trouve dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal, mais les travaux ne sont pas assujettis à une autorisation en vertu de la LPC. |
| | |
| **Remarque importante :** | Une demande d'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » a également été déposée pour l'aire de stationnement du 2000, avenue McGill Collège (3002567115). Ces 2 demandes sont interreliées. |
| | |
| **Considérant que :** | L'Agence de mobilité durable appuie le requérant quant à l'aménagement d'un « parc de stationnement public intérieur » |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Le projet de « parc de stationnement public intérieur » est compatible avec le milieu du fait de sa proximité avec les commerces et les tours à bureaux du centre-ville. |
| | |
| **Considérant que :** | Le nombre d'unités de stationnement sur rue a été diminué par le réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, par les constructions liées au projet de REM et au réaménagement à venir de l'avenue McGill Collège. |
| | |
| **Considérant que :** | Le secteur est bien desservi en transport collectif et que d'autres aires de stationnement (publics et privés) se trouvent à proximité. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet d'aménagement inclut un plan de circulation des utilisateurs assurant leur sécurité ainsi que des cases réservées à l'autopartage et des stationnements pour vélo. |
| | |
| **Considérant que :** | Les cases de type tandems sont des constructions protégées par droits acquis. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Implanter l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » de la présente autorisation uniquement dans les espaces identifiés pour les niveaux P1 et P2 tel que prévu aux plans estampillés par l'arrondissement le 28 juin 2022.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003062482**
**4.6.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1440, rue Dufresne |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| **Description :** | La demande vise le remplacement complet des balcons sur la façade arrière du bâtiment. L'ensemble des éléments est reproduit à l'identique, mais les issues sont modifiées par le retrait de l'escalier d'extrémité sud et son remplacement par des escaliers inclus aux planchers de balcons et disposés aux deux extrémités. Aucun escalier n'est présent entre le sol et le premier étage pour éviter l'intrusion et l'appropriation des espaces par les itinérants.<br><br>Les balcons ne sont plus utilisés depuis plusieurs années en raison de leur état, mais la direction de l'établissement désire, avec leur remplacement, permettre un accès qui améliorera la qualité de vie des résidents et des employés.<br><br>Depuis, la dernière présentation le 2 décembre 2021, les requérants ont décidé de bonifier le projet pour permettre à la clientèle de l'établissement d'utiliser les balcons comme aire de détente. La clientèle est composée en partie de personnes avec des problèmes cognitifs, ce qui nécessite un système pour assurer leur sécurité. Il est donc proposé d'ajouter des grillages supérieurs à la forme distincte de ceux en bois au-dessous, c'est-à-dire des grilles en métal indépendant et en recul indiquant clairement la différence entre les deux éléments. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | À sa séance du 2 décembre 2021, le CCU a émis un avis favorable avec conditions. Les membres du comité ont suggéré au demandeur de prévoir la reconstruction des balcons sur toute la largeur de la façade comme à l'origine, suite à la démolition sans permis des extrémités sud des balcons entre 2014 et 2015. |
| **Considérant que :** | La proposition actuelle répond aux demandes du CCU précédent et ajoute en plus la partie des balcons qui avait été délimitée sans permis. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La proposition offre une expression distincte entre la reprise de la forme d'origine des garde-corps en bois et ceux ajoutés au-dessus en métal |
| | |
| **Considérant que :** | La forme proposée répond aux impératifs de sécurité visés par l'institution. |
| | |
| **Considérant que :** | Les sections supérieures de grillage ne préservent pas l'aspect architectural des composantes du bâtiment, bien qu'elles soient fixées indépendamment et peuvent être retirées facilement, et que l'ajout devrait favoriser davantage de transparence. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Pour les garde-corps en acier galvanisé installés au-dessus de ceux en bois, opter pour un type de clôture plus léger s'apparentant moins à un équipement de sécurité et favoriser davantage de transparence. Un garde-corps en verre ou un autre matériau léger pourrait être envisagé.**
- **Présenter la version révisée du projet lors d'une séance ultérieure du comité.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3002563294**
**4.6.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1212, rue du Fort |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| **Description :** | Le bâtiment visé par les travaux a été construit vers 1870 dans un style Second Empire. Le bâtiment fait partie d'un ensemble de deux résidences adjacentes avec le 1220 rue du Fort. Il est situé entre le boulevard René-Lévesque Ouest et la rue Tupper. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est très homogène et encadre le parc du Centre canadien d'architecture, les édifices datant essentiellement de la fin du dix-neuvième siècle. C'est un bâtiment de 3 étages revêtu de brique rouge-orangé avec détails décoratifs de pierre Saint-Marc se terminant par une toiture à fausse mansarde.<br><br>La demande vise la rénovation complète de la façade incluant toutes les maçonneries et la toiture, de plus un important ajout est fait en cour arrière, celui-ci n'est pas visé par la présente révision architecturale. |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans l'aire de protection de la Maison Shaughnessy et certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La terrasse arrière au niveau de la mezzanine ne respecte pas le recul de 1,5 mètre. |
| **Considérant qu' :** | Il n'y aura pas d'impact négatif sur les propriétés voisines si un recul latéral au nord était ajouté. |
| **Considérant que :** | Les tuiles d'ardoise proposées pour le remplacement de la toiture de la fausse mansarde ne reprennent pas l'échelle réduite des tuiles originales. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Modifier la terrasse arrière au niveau de la mezzanine en ajoutant un recul latéral de 1,5 mètre depuis le mur mitoyen nord.**
- **Assurer le respect du retour aux composantes d'origines sur toutes les interventions en façade avant, notamment le respect de l'échelle des tuiles d'ardoise originales.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003076398**
**4.6.3**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1849, rue Panet |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| **Description :** | La demande vise l'agrandissement du bâtiment en cour arrière, bien que cet agrandissement ne fasse pas l'objet d'une révision architecturale, l'aménagement de la cour arrière est quant à lui soumis aux critères de l'article 453.1 pour favoriser le verdissement des terrains.<br><br>Suite à l'agrandissement, le site comportera une cour intérieure et une cour arrière. La cour intérieure est aménagée en 3 sections comprenant deux terrasses en bois traité et un espace végétalisé entre les deux. Chacune de ces deux terrasses comporte des bacs à fleurs encastrés. Un grand arbre est conservé et intégré à l'aménagement. Des dalles de pierre sont intégrées au gazon pour lier les deux terrasses.<br><br>La cour arrière comporte une terrasse en bois traité comprenant un bac à fleurs encastré. L'espace laissé libre est végétalisé et sert d'accès pour la servitude de passage. Un grand frêne est coupé puisqu'il obstrue la servitude de passage servant de deuxième issue de secours au bâtiment. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Le projet conserve un arbre de grand calibre et propose des surfaces végétalisées et perméables. |
| **Considérant que :** | L'arbre qui est coupé entrave actuellement la deuxième issue de secours de l'édifice. |
| **Considérant que :** | Le projet est conçu avec soin et permettra de limiter les impacts sur les propriétés voisines. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Protéger et conserver le frêne localisé en cour arrière, à moins de démontrer qu'il est impossible de le conserver tout en donnant accès à la servitude de passage.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003176559**
**4.6.4**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 3661, rue Peel |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| **Description :** | Le bâtiment visé par les travaux a été construit en 1912 selon les plans de l'architecte Robert Findlay dans un style classique anglais. Il est situé du côté est de la rue Peel entre les avenues des Pins et du Docteur Penfield. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est particulièrement bien préservé et comporte plusieurs résidences bourgeoises datant principalement de la fin du dix-neuvième siècle. C'est un bâtiment de 4 étages revêtu de pierre calcaire beige et se terminant par des toitures à forte pente avec plusieurs lucanes. Le bâtiment est dans un état de conservation remarquable.<br><br>La demande vise la modification d'une porte et d'une fenêtre adjacente. Le but de cette intervention est d'améliorer l'accessibilité universelle pour les usagers dont certains sont à mobilité réduite. La porte actuelle est très peu large et doit être agrandie pour permettre le dégagement minimal de 915 mm, la porte proposée est en bois et coordonnée avec une porte similaire sur le bâtiment. En raison de la protection de l'issue, la porte ne peut comporter de vitrage. |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'intervention a pour but de favoriser l'accessibilité universelle du bâtiment. |
| **Considérant que :** | La proposition est composée avec soin, est discrète et ne sera pas visible de la voie publique. |
| **Considérant que :** | L'intervention est circonscrite et n'a pas d'incidence négative sur l'architecture et la composition de ce bâtiment. |

| | |
|---|---|
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**<br><br>**Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le demandeur s'assure que la nouvelle porte et la nouvelle fenêtre soient de la même couleur que la fenestration existante.** | |
| | |
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003169162**
**4.6.5**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 2012, rue Saint-Christophe |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| **Description :** | Le bâtiment visé par les travaux a été construit vers 1900 selon les registres fonciers de la Ville de Montréal. Il est situé sur la rue Saint-Christophe à proximité de l'intersection de la rue Ontario Est. C'est un bâtiment de 2 étages revêtu de brique et se terminant par une corniche ouvragée sur sa façade principale. Le bâtiment comporte des ouvertures sur sa façade latérale donnant sur ruelle.<br><br>La demande vise la rénovation complète des façades, le percement de nouvelles ouvertures et le remplacement de toutes les portes et fenêtres existantes. On note l'obturation en façade d'un soupirail, le percement de trois fenêtres au rez-de-chaussée et l'ajout d'une porte opaque en façade latérale. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La proposition permet de restaurer l'ensemble des composantes du bâtiment et de lui redonner une apparence homogène et historiquement valable. |
| **Considérant que :** | La proposition est composée avec soin, intègre des matériaux de qualité et participe à la valorisation de ce secteur de la rue Saint-Christophe. |
| **Considérant que :** | L'intervention s'intègre efficacement et sobrement au bâtiment et à la façade existante. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

**Par ailleurs, les membres auraient apprécié des élévations en couleur ou une image de synthèse permettant de bien visualiser la vue à partir du coin du bâtiment, cette documentation aurait permis de mieux comprendre l'agencement des nouvelles ouvertures et la répartition des couleurs d'accent sur les composantes architecturales.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzérolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003155876**
**4.6.6**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1229, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| **Description :** | Le bâtiment visé par les travaux a été construit vers 1890 et originalement connu sous le nom de King's Hall building. Il est situé sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Drummond et de la Montagne. C'est un bâtiment de 5 étages revêtu de pierre grise et qui comporte une large fenestration et la façade se termine par une importante corniche décorative et un toit plat. Des photographies anciennes nous permettent de comprendre la disposition des vitrines avec impostes supérieures et l'emplacement des enseignes.<br><br>La demande vise la rénovation complète d'une baie de vitrine pour l'aménagement d'une succursale SAQ Express. Les enseignes sont exclues de la présente demande. La vitrine existante est démolie et seuls la section haute opaque et l'encadrement en acier inoxydable sont conservés. La vitrine est recomposée avec 5 baies de verre et une alcôve dont le pourtour et le bas sont recouverts d'un revêtement d'acier inoxydable similaire à celui de l'encadrement existant. L'alcôve comporte deux portes simples. La section opaque au-dessus est recouverte d'un revêtement d'aluminium anodisé.<br><br>L'élévation sur ruelle est visible de la voie publique depuis la rue Drummond. Le projet comporte la modification de deux de ses ouvertures, soit la transformation d'une porte en fenêtre et l'agrandissement d'une porte simple en porte double. |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Mount Stephen Club, mais les travaux ne sont pas assujettis à une autorisation en vertu de la LPC. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La recomposition de la vitrine s'intègre efficacement et sobrement au bâtiment et à la façade existante et que les matériaux utilisés sont adéquats et adaptés au contexte. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | L'ajout d'une subdivision horizontale n'est pas utile et n'aura aucun alignement de référence. |
| | |
| **Considérant que :** | L'agrandissement de l'ouverture à l'arrière ne respecte pas complètement le contexte et les éléments de pierre existants. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Réviser la proposition pour l'agrandissement de la porte arrière, en démontrant l'intégration à la composition et en évitant d'intervenir sur les éléments existants en pierre qui devront rester en place.**
- **Retirer la subdivision horizontale dans la vitrine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003173483**
**4.6.7**

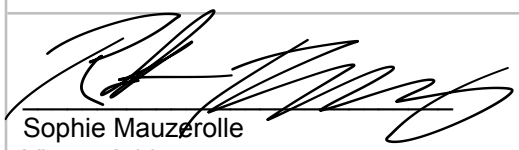
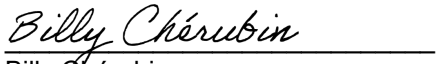
| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 3801, rue University |
| | |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| | |
| **Description :** | Le bâtiment visé par les travaux a été construit entre 1931 et 1934 et fait partie du complexe hospitalier du Royal Victoria et est connu séparément comme Institut Neurologique de Montréal. Il est situé au nord de l'intersection de la rue University et de l'avenue des Pins Ouest. C'est un bâtiment de style château baronnial écossais revêtu de pierre grise et coiffé de toitures à fortes pentes.<br><br>La demande vise l'ajout de 3 ventilateurs sur la toiture de la partie sud du bâtiment, sur l'agrandissement des années soixante nommé Pavillon Penfield. Ces ventilateurs font partie d'un système de refroidissement des équipements lié aux machines d'imageries médicales situées dans l'édifice et qui doivent être remplacées progressivement en raison de leur vétusté prochaine.<br><br>Les trois ventilateurs sont en recul d'environ 1 fois leur hauteur et derrière un parapet d'environ 870 millimètres, ce recul permet tout de même de les apercevoir depuis l'intersection de l'avenue de Pins Ouest et de la rue University. Les trois ventilateurs auront un fini d'acier galvanisé au fini mat. |
| | |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. |
| | |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| | |
| **Considérant que :** | Les modifications telles que proposées permettront le fonctionnement optimal des opérations de l'institut et Hôpital Neurologique de Montréal en permettant la mise à jour des équipements d'imagerie médicale. |
| | |
| **Considérant que :** | L'emplacement, les dispositions et les modèles d'équipements ont été étudiés avec soin et que la proposition actuelle répond aux exigences de fonctionnement. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet fait face à de nombreuses contraintes techniques et dispose d'un espace limité en toiture. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | L’ajout d’écran visuel pour dissimuler les équipements mécaniques ne ferait qu'amplifier la visibilité des constructions hors toit sur le bâtiment. |
| | |
| **Considérant que :** | L’intervention s'intègre discrète au bâtiment et n’a pas d'impact sur son architecture. |
| | |
| **Considérant que :** | Les équipements seront peu visibles et dans un cadre restreint. |
| | |
| **Par conséquent, à l’unanimité, le comité consultatif d’urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l’égard de cette demande.** | |
| | |
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003128515**
**4.6.8**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1848, rue Montcalm |
| **Responsable :** | Jordan Lapointe |
| **Description :** | La demande vise à autoriser un agrandissement de ±40m² d'un étage et l'aménagement de la cour arrière, toutefois, seul le réaménagement de la cour arrière doit être approuvé en titre VIII. Le requérant propose de réaliser les interventions suivantes:<br><br>▪ Plantation d'un Amélanchier Laevis Spring Flurry d'un DHP de 7 cm (espèce locale de l'Amérique du Nord. À maturité, l'arbre aura une hauteur de 8 m).<br>▪ Plantation d'une haie de conifères sur la limite latérale droite de la propriété et des plantes vivaces près des zones de circulation et du spa. Une grande partie de la cour sera plantée d'un mélange de trèfles.<br>▪ Installation d'un spa sur des pierres de rivière de couleur blanche.<br>▪ Installation de dalles alvéolées permettant la percolation de l'eau dans le sol pour les zones de circulation et d'un patio en cèdre blanc pour l'accès au spa.<br>▪ Installation d'un système de captation des eaux de la toiture principale et de l'agrandissement dans un bassin hors-sol. L'eau sera utilisée pour l'entretien des nouvelles plantations. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La proposition répond adéquatement aux critères pouvant être mis en œuvre sur un terrain de cette dimension. |
| **Considérant que :** | La proposition aura un impact positif sur la diversité des plantations, la réduction des îlots de chaleur, la rétention des eaux de pluie sur site et l'absorption des eaux de pluie dans le sol. |

| | |
|---|---|
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
|  <br>Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente |  <br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003120556**
**4.6.9**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1650, rue Victor-Hugo |
| **Responsable :** | Jordan Lapointe |
| **Description :** | Le bâtiment à l'étude fait partie d'un grand ensemble construit en 1985-86 selon les dessins de l'architecte Thomas Robert Reiner. Il y a plus d'une centaine d'exemplaires d'un même modèle de maisonnettes déclinées un peu différemment selon leur position sur l'îlot.<br><br>La porte d'origine est une porte en bois avec des stries verticales et une section vitrée de 0.18 m x 0.89 m. La porte est surmontée d'une imposte en verre clair d'une hauteur de 86 cm. La porte de garage comporte les mêmes stries verticales ce qui contribue à la cohérence entre les deux composantes et bonifie la qualité de la façade.<br><br>La demande vise à autoriser l'installation d'une porte avec imposte en verre clair. Les proportions entre la hauteur de la porte et de l'imposte seront les mêmes qu'actuellement, mais la porte proposée est en aluminium noir, sans vitrage et avec 4 rainures horizontales. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La proposition ne répond pas adéquatement aux critères d'analyse du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | La forme et l'apparence d'origine de la porte sont connues. |
| **Considérant que :** | La porte d'entrée et la porte de garage ont des caractéristiques similaires contribuant à la qualité architecturale du bâtiment et au paysage de la rue. |
| **Considérant que :** | Le retrait de la section vitrée dans la porte réduit l'interaction entre le domaine public et le domaine privé. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Fournir une porte ayant les caractéristiques suivantes :**
  - **section vitrée ayant une dimension approximative de 18 cm x 89 cm localisée au coin supérieur gauche de la porte;**
  - **stries verticales s'inspirant de la porte d'origine et s'harmonisant avec la porte de garage.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003167725**
**4.6.10**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1191, rue de la Montagne |
| **Responsable :** | Jordan Lapointe |
| **Description :** | Le bâtiment visé par les travaux a été construit en 1922 selon les plans de l'architecte L.A. Amos dans un style Beaux-Arts. Le bâtiment initialement occupé par les Chevaliers de Colomb, est maintenant entièrement occupé par le collège O'Sullivan.<br><br>Dans l'ensemble, l'on constate que la façade en grès et brique chamois a subi peu de modifications par rapport à son état d'origine. Les seules composantes ayant été remplacées sont les portes et les fenêtres. La porte principale est une porte simple en aluminium commercial avec deux impostes latérales. L'imposte en arc en plein cintre est actuellement obturée par un recouvrement en aluminium de même couleur que la porte.<br><br>La demande vise à autoriser l'installation d'une porte en aluminium à doubles vantaux égaux. Chacune des portes aura un caisson au bas et une section vitrée dans la partie supérieure. Les proportions du caisson et du vitrage s'inspirent des proportions de la porte d'origine. La traverse haute aura un profil de 203 mm et permettra d'y apposer l'adresse du bâtiment. Finalement, l'imposte sera retrouvée et comprendra 4 meneaux rayonnants d'une largeur de 50 mm. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La proposition répond adéquatement aux critères d'analyse du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | La proposition s'inspire de la forme d'origine de la porte d'entrée principale tout en s'adaptant aux nouveaux besoins de l'occupant du bâtiment. |

| | |
|---|---|
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003150956**
**4.6.11**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 10, rue Redpath-Court |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | Le bâtiment de 2 étages fut construit en 1923 selon les informations disponibles au registre de la Ville, et fait partie d'un ensemble de 14 propriétés.<br><br>La demande vise la modification de deux ouvertures en façade arrière du bâtiment, qui donne sur la ruelle de service.<br><br>Une fenêtre présentant 4 panneaux à battant est abaissée d'environ 0,25 mètre alors que l'ouverture d'une fenêtre à deux battants est agrandie vers le bas en prévision de l'installation d'une porte double.<br><br>Deux portes de garage en façade arrière, d'un modèle à battant qui semble être celui d'origine, sont remplacées par des portes montantes de couleur brun foncé.<br><br>Des fenêtres remplacées en façade avant prennent la forme et l'apparence d'origine, selon les plans accompagnant le permis de 1922. Un avis du CCU n'est pas requis pour ces éléments. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La nouvelle fenêtre dont l'allège est abaissée reste intégrée à la composition de la façade. |
| **Considérant que :** | La nouvelle porte double en façade arrière est compatible au style architectural du bâtiment. |
| **Considérant que :** | Les portes de garage ne prennent pas la forme et l'apparence d'origine et banalisent l'apparence du bâtiment, même si elles restent peu visibles depuis la voie publique. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Prévoir des portes de garage préservant la forme et l'apparence d'origine des portes de garage existantes en bois, de type battant. Des portes levantes prenant l'apparence des portes à battant seraient également acceptables.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003096696**
**4.6.12**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1886, rue Ontario Est |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise la construction d'un bâtiment de 3 étages abritant 5 unités résidentielles (2 unités de 2 chambres et 3 unités de 1 chambre) et un espace commercial au rez-de-chaussée, implanté à la limite avant du terrain.<br><br>Les résidences sont accessibles par une entrée commune localisée au centre de la composition, légèrement en retrait de la façade.<br><br>La façade des étages 2 et 3 est revêtue de brique McAvoy TK Red de texture lisse en format modulaire.<br><br>En façade, un passage d'issue grillagé mène à la cour arrière, qui est accessible pour les résidents.<br><br>La construction hors-toit est revêtue de panneaux métalliques MAC de couleur gris foncé, dans un assemblage en panneaux quinconce. Les trois unités résidentielles du 3e étage comportent des mezzanines, mais sans terrasses privatives. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Le projet a obtenu une décision favorable pour la démolition des bâtiments sur le site lors de la séance 22 juin 2021 du CEDD de l'arrondissement. Cette décision a été portée en appel, et confirmée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie lors de la séance du 14 septembre 2021 sous certaines conditions.<br><br>Le projet a été présenté au CCU lors de la séance du 15 avril 2021 et du 12 mai 2022, et reçu des avis favorables assortis de commentaires. |
| **Considérant que :** | La proposition permet de mieux encadrer la rue Ontario tout en exprimant le potentiel de développement du site. |
| **Considérant que :** | La proposition permet une intégration sobre au cadre bâti du contexte. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La porte d'entrée des résidences est davantage affirmée et est inscrite dans la continuité des alignements horizontaux de la composition dans la nouvelle version du projet. |
| | |
| **Considérant que :** | Le rez-de-chaussée commercial présente une expression distinctive, ce qui typique des rez-de-chaussée commerciaux des bâtiments de l'environnement et répond davantage au critère de composition tripartite prévu pour l'unité de paysage. |
| | |
| **Considérant que :** | Les conditions énoncées lors de la séance de mai 2022 ont été intégrées à la proposition révisée. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Pour enrichir la composition de la façade, prévoir des détails d'appareillage de maçonnerie sobres en utilisant les matériaux existants, en ton sur ton. Par exemple, des briques en soldats pourraient être une option à envisager pour les linteaux des ouvertures, et un détail pourrait souligner le couronnement.**
- **Dans le passage extérieur, remplacer l'asphalte par des dalles de béton de couleur pâle.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003171445**
**4.6.13**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 636, rue Saint-Paul Ouest / 649-655, rue William |
| | |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| | |
| **Description :** | La demande vise la construction d'un bâtiment de 7 étages sur un lot supportant actuellement un stationnement de surface. Le rez-de-chaussée, largement vitré, est occupé par un espace commercial dont l'accès est situé à l'intersection de la rue William et de la ruelle Richard. L'accès aux étages se fait par deux vestibules, situés sur la rue Saint-Henri et la ruelle Richard.<br><br>Les façades des rues Saint-Henri et William sont revêtues de brique rouge, sans que le format ne soit précisé aux documents du concepteur. La façade est du projet, donnant sur la ruelle, est revêtue de bloc de béton de couleur grise. Le dernier étage est revêtu de mur-rideau avec des meneaux de couleur noire, soulignant la tête du bâtiment.<br><br>L'accès au stationnement souterrain de 25 cases se fait par un ascenseur de voitures, localisé sur la rue Saint-Henri.<br><br>Le pourcentage d'ouverture de la façade de la rue William de 50% dépasse le pourcentage maximal de 40% d'ouverture préconisé au Règlement d'urbanisme.<br><br>Les constructions hors-toit, qui consistent en un apprenti d'accès à une terrasse commune pour les usagers, présentent des reculs moindres que ceux préconisés au *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Des projets de PPCMOI ont été présentés au CCU aux séances du 9 août 2017 et du 12 mars 2020, et ont reçu des avis favorables. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet propose une matérialité qui correspond à celle préconisée pour l'unité de paysage, à l'exception du bloc de béton gris. |
| | |
| **Considérant que :** | La composition tripartite, la volumétrie cubique et l'implantation à la limite de lot permettent une intégration adéquate aux bâtiments de l'environnement, notamment de celui dont le futur bâtiment partage l'îlot. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La position prévue pour l'entrée du commerce ne met pas en valeur l'intersection des rues William et Saint-Henri. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Déposer la spécification des échantillons, en prévoyant un format traditionnel pour les briques d'argile proposées.**
- **Déplacer l'entrée du commerce du rez-de-chaussée à l'intersection des rues William et Saint-Henri.**
- **Hausser la qualité des matériaux de revêtement de la façade est donnant sur la ruelle Richard, par exemple en prévoyant un matériau préconisé à l'unité de paysage, comme la pierre naturelle grise.**
- **Pour les façades William et Saint-Henri, raffiner le cadrage métallique gris au contour des plans de façade en brique, afin de le rendre plus subtil.**
- **Revoir le traitement des escaliers et de la fenestration, afin de mieux dégager visuellement les escaliers et de les mettre en évidence.**
- **Prévoir un toit végétal dans l'optique de contribuer à la réduction des îlots de chaleur.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

**Par ailleurs, les membres souhaitent que le travail d'aménagement et d'animation amorcé pour la ruelle Richard soit pris en considération dans la proposition, comme prévu lors de la présentation au comité de la modification du projet particulier.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003176151**
**4.6.14**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1, place Ville-Marie |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise l'ajout de deux portes d'accès au quadrant sud-ouest du bâtiment, à la façade donnant sur l'esplanade. Les concepteurs proposent de retirer deux panneaux vitrés existants et de les remplacer par deux portes à battant doubles, chacune assortie d'une section fixe. Les concepteurs expriment la volonté d'appareiller le fini des autres ouvertures des quadrants.<br><br>Des portes à battant avaient été installées en 2018 dans le quadrant nord-ouest, à la façade donnant sur l'esplanade. À cette occasion, 3 panneaux vitrés avaient été retirés, et remplacés par 3 panneaux à battant chacun. |
| **Élément particulier :** | La place Ville-Marie est désignée comme étant un "immeuble d'intérêt" à la réglementation. |
| **Remarque importante :** | Un projet d'ajout de portes d'issues et de portes d'accès donnant sur l'esplanade de la place Ville-Marie a été présenté au CCU le 10 mai 2018 et avait reçu un avis favorable.. |
| **Considérant que :** | Les nouvelles ouvertures ne prennent pas l'apparence d'origine, mais qu'elles favorisent une meilleure animation de l'esplanade. |
| **Considérant que :** | L'apparence des portes proposées introduit un nouveau modèle d'ouverture au niveau rez-de-chaussée du bâtiment. |
| **Considérant que :** | Les nouvelles ouvertures sur l'esplanade devraient reproduire l'apparence des ouvertures déjà existantes à proximité, par souci d'unité architecturale de cet immeuble d'intérêt. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Prévoir un cadrage similaire à celui des portes à battant pour la section fixe, afin de reproduire l'apparence des portes d'accès à l'esplanade autorisée en 2018.**
- **Déposer les dessins détaillés des portes, incluant un échantillon de la couleur proposée.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003179219**
**4.6.15**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 455, boulevard René-Lévesque Ouest |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | Le bâtiment fut construit en 1988 selon les informations disponibles au registre de la Ville.<br><br>La demande vise le remplacement d'un panneau métallique situé au-dessus d'une porte d'accès à la façade latérale est du bâtiment.<br><br>Celui-ci serait remplacé par une persienne de ventilation, de mêmes dimensions (environ 3,5 m par 0,85 m). |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La nouvelle persienne conserve les dimensions du panneau métallique qu'elle remplace. |
| **Considérant que :** | L'emplacement proposé pour la nouvelle persienne soit faiblement visible depuis la voie publique. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Vice-présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003116694**
**4.6.16**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1260, rue La Fontaine |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | L'immeuble visé par la demande de permis a été construit en 1972, d'après les dessins des architectes S.A. Cyr et Marcel Cyr, pour le compte de l'Office municipal d'habitation de Montréal.<br><br>La demande vise la transformation de l'apparence du bâtiment, dans le cadre de travaux majeurs de rénovation suite à la constatation de la présence d'infiltration et de moisissures.<br><br>Le demandeur propose de transformer les façades en conservant les alignements et les proportions des ouvertures existantes. Les architectes proposent de morceler la composition des façades par l'utilisation de 3 types de briques de la compagnie Interstate Bricks: Arctic White (blanc moucheté), Pewter (gris moyen) et Midnight Black (gris foncé). Le parement existant de bardeaux d'asphalte du 3e étage, qui est le parement d'origine selon les plans du permis de 1972, ne serait pas reconstruit dans la nouvelle proposition.<br><br>Les garde-corps présentent une face pleine en acier peint d'une couleur appareillant celle de la maçonnerie située derrière et les côtés en barrotins. Les soffites sont en panneaux métalliques perforés.<br><br>Le projet répond aux conditions du CCU énoncées lors de la séance de février 2017. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Le projet avait été présenté au CCU à la séance du 16 février 2017, et avait reçu un avis favorable assorti de certaines conditions. Le délai de 5 ans depuis cet avis commande une nouvelle présentation au comité. |
| **Considérant que :** | Les travaux ne visent pas à reprendre la forme et l'apparence d'origine, mais permettent d'améliorer l'apparence du bâtiment. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La proposition permet d'atténuer l'apparence monolithique de la composition actuelle. |
| | |
| **Considérant que :** | Les garde-corps proposés sont d'une conception soignée ayant un impact positif sur l'apparence du bâtiment. |
| | |
| **Considérant que :** | La brique foncée occupe une large portion des façades, en ajoutant à l'impression de massivité du volume et en ne favorisant pas la diminution des îlots de chaleur. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Réduire la proportion de brique foncée et utiliser la brique blanche mouchetée comme couleur dominante, par exemple en inversant les propositions proposées.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003144907**
**4.6.17**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 111, boulevard Robert-Bourassa |
| **Responsable :** | Judith Boisvert |
| **Description :** | Le bâtiment concerné est un bâtiment phare de la cité du multimédia. Il s'agit d'un immeuble commercial de 9 étages contenant principalement des bureaux aux étages et des commerces au rez-de-chaussée. Le bâtiment fut construit en 2001 avant la mise en place des secteurs visés par les surhauteurs, il est situé dans une zone de 30 m, limite de surhauteur de 80 m.<br><br>Le bâtiment occupe le quadrilatère compris entre la rue de la Commune, l'autoroute Bonaventure, la rue McGill et la rue Saint-Jacques.<br><br>La demande vise :<br>▪ en façade de la rue Prince, l'ajout de 4 portes pliantes au RDC pour ouverture du café vers une terrasse/parvis en remplacement de 4 fenêtres. Dans la même ouverture et conservant les mêmes proportions;<br>▪ l'ajout d'une terrasse extérieure en toiture au 10e étage, du côté de la façade est avec un garde-corps en verre. Cette terrasse sera accessible aux résidents, et non commerciale;<br>▪ l'ajout d'une pergola sur cette nouvelle terrasse;<br>▪ la modification d'un puits d'ascenseur et création d'un nouvel appentis au toit culminant à 42 m pour permettre à l'ascenseur d'arriver au 10e étage (actuellement les ascenseurs s'arrêtent au 9e étage);<br>▪ l'ajout d'un escalier et d'une rampe d'accès universel entre la terrasse et l'ancienne salle mécanique d'ascenseurs. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | La demande doit également être évaluée en vertu du Programme de développement 99-086. |
| **Considérant que :** | Les portes proposées sont semblables aux fenêtres d'origine et compatibles aux caractéristiques architecturales. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Le demandeur fait une démonstration adéquate que les éléments proposés ne sont pas visibles des voies publiques. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition forme un ensemble uniforme qui s'intègre à l'architecture du bâtiment et des bâtiments voisins. |
| | |
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**<br><br>**Par ailleurs, les membres du comité demandent à ce que la hauteur de l'appentis soit réévaluée afin que cet élément soit le moins haut possible.** | |
| | |
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003177498**
**4.6.18**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 271-277, boulevard Robert-Bourassa |
| **Responsable :** | Charlotte Horny |
| **Description :** | La demande vise tout d'abord à modifier les garde-corps des coursives, tandis que les garde-corps étaient au départ entièrement composés de panneaux composites recouverts de bois naturel (prodema). La proposition vise l'ajout de sections ajourées en barrotins (lames) en aluminium non soudé de couleur bronze. La couleur bronze est la même que le cadre des portes coulissantes et des fenêtres de ces façades, et en cohérence avec la couleur du bois des panneaux. L'ancrage des barrotins se fait en face de dalles et déborde de 50 mm sous la dalle, tout comme les panneaux opaques.<br><br>De plus, une marquise autoportante est ajoutée au-dessus de l'entrée principale de la tour (coin Robert-Bourassa / Ottawa). La marquise, de forme ovale, est composée d'une structure en acier galvanisé et isolé, et d'un parement en plaques d'aluminium de 3.2 mm de même fini que le mur-rideau. La gestion de l'eau se fait via une gouttière en aluminium insérée dans l'épaisseur de la marquise afin de rediriger l'eau vers le système de drainage de l'édifice.<br><br>La marquise a une profondeur de 4,2 m et une largeur de 10,6 m. Un système d'éclairage (LED) est encastré dans les joints des plaques du soffite. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Le projet a reçu un avis favorable au CEDD du 7 octobre 2020 ainsi qu'une confirmation de la décision au CA du 16 décembre 2020 suite à une demande d'appel.<br><br>À sa séance du 10 septembre 2020, le CCU a émis un avis favorable avec conditions concernant la démolition de l'immeuble, la surhauteur ainsi qu'à une dérogation mineure concernant la marge latérale de l'immeuble. À sa séance du 10 décembre 2020, le CCU a émis un avis favorable concernant la révision de projet. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Les garde-corps ajourés s'intègrent dans la composition architecturale mais ne respectent pas suffisamment le parti architectural initial d'horizontalité des coursives. |
| | |
| **Considérant que :** | La marquise complète la proposition architecturale proposée pour marquer le coin du bâtiment. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

**Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que les sections ajourées en barrotins devraient davantage contribuer à l'horizontalité des coursives.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003054474**
**4.6.19**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET - ENSEIGNE** |
| **Endroit :** | 500, rue Saint-Jacques |
| **Responsable :** | Charlotte Horny |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne posée à plat constituée d'une plaque en aluminium affichant le nom de la compagnie Pomerleau, occupant de l'immeuble, située à l'entrée rue Saint-Jacques. La plaque a une superficie d'environ 0,74 m² (0,6 m de hauteur et 1,2 m de largeur). La superficie de l'enseigne sera ajustée à la superficie de la plaque de granit, de manière à s'inscrire à l'intérieur des joints. La plaque d'aluminium sera peinte couleur "silver" et collée au mur avec un adhésif double-face VHB et silicone. Le nom de l'occupant sera en lettres découpées en aluminium noir de ⅛ '' d'épaisseur.<br><br>Par ailleurs, le propriétaire a déposé une lettre dans laquelle il s'engage à ce que Pomerleau, à titre de locateur principal de l'immeuble, soit le seul locataire pouvant s'afficher à cette entrée. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'emplacement est situé à hauteur de piéton. |
| **Considérant que :** | L'enseigne proposée est sobre et discrète. |
| **Considérant que :** | Le propriétaire s'est engagé à ce que ce soit l'unique enseigne à l'entrée Saint-Jacques. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Vice-présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003176599**
**4.6.20**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET - ENSEIGNE** |
| **Endroit :** | 1312, rue Sherbrooke Est |
| **Responsable :** | Catherine Beaulieu |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne commerciale pour le cabinet Désormeaux & Patenaude Inc. qui est déjà en place sur la façade du bâtiment. La demande est en lien avec le changement d'occupant. L'enseigne proposée est une modification de l'enseigne autorisée en 1996 pour l'ancien cabinet comptable. L'enseigne antérieure d'une superficie équivalente à 0,44 $m^2$ soit 0,49 m de largeur par 0,89 m de haut avait obtenu un certificat d'enseigne en 1996 et avait été installée en conformité avec le Règlement d'urbanisme. Celle-ci est demeurée en place et a été modifiée en 2016 par l'application d'une plaque visée aux quatre coins sur lequel un vinyle correspondant à une superficie de 0,16 $m^2$ avec l'inscription du logo de l'occupant Désormeaux & Patenaude Inc. a été apposé. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'enseigne proposée est une modification de l'enseigne antérieure et aucun nouvel ancrage n'est prévu dans la maçonnerie de la façade. |
| **Considérant que :** | L'enseigne proposée pourrait facilement être retirée dans le cas d'un changement d'exploitant sans pour autant endommager la façade. |
| **Considérant que :** | L'emplacement retenu est l'unique endroit où l'enseigne peut être installée dû à la composition de la façade. |
| **Considérant que :** | L'enseigne n'est pas éclairée et que les ancrages de l'enseigne sont non apparents. |
| **Considérant que :** | La superficie de l'enseigne (0,44 $m^2$) est équivalente à moins de la moitié de la superficie maximale autorisée (1 $m^2$). |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La superficie d'enseigne est conforme à la réglementation et que les enseignes s'insèrent harmonieusement au paysage de la rue en plus de s'adresser principalement aux piétons. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003178954**
**4.6.21**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET - ENSEIGNE** |
| **Endroit :** | 262, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Catherine Beaulieu |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'installation de 3 enseignes qui seront dédiés pour le nouvel occupant soit, le Columbus Café & Co. La première enseigne à plat située au niveau de l'entablement entre la vitrine du rez-de-chaussée et le 2e étage est composée de lettres lumineuses et atteint une superficie de 2,36 $m^2$. L'inscription «Columbus» sera peinte en noir alors que l'inscription «Café & Co» sera peinte en jaune. Les lettres seront installées sur un support en aluminium peint de la même couleur que la pierre qui sera fixé dans les joints à l'aide d'ancrages à béton.<br><br>Pour la deuxième enseigne, il s'agit d'une enseigne lumineuse en saillie de type potence qui sera fixée par des vis à béton dans le joint de la pierre. Il s'agit d'une enseigne double face d'une superficie de 0,46 $m^2$ chacune, pour un total de 0,92 $m^2$. Cette enseigne comprend l'inscription «Columbus Café & Co» ainsi que le logo représenté par un ours.<br><br>Finalement, la troisième enseigne est prévue sur le mur de brique donnant dans la ruelle et visible de la rue Jeanne-Mance. Il s'agit d'une enseigne d'une superficie de 1,95 $m^2$, soit 2,74 m de large par 2,33 m de haut. Les lettres en aluminium peintes en noire et jaune seront fixées dans les joints de brique. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les enseignes s'intègrent harmonieusement au paysage de la rue Sainte-Catherine et contribuent à l'ambiance commerciale. |
| **Considérant que :** | Les enseignes de la façade sur la rue Sainte-Catherine seront installées aux mêmes emplacements que celles de l'ancien occupant. |
| **Considérant que :** | Le caractère éphémère des enseignes est subordonné au caractère permanent de l'architecture. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La superficie d'enseigne proposée ne crée pas d'effet de surenchère. |
| | |
| **Considérant que :** | Les enseignes se marient adéquatement avec la simplicité de la façade du rez-de-chaussée. |
| | |
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003132498**
**4.6.22**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET - ENSEIGNE** |
| **Endroit :** | 700, rue Saint-Jacques |
| **Responsable :** | Catherine Beaulieu |
| **Description :** | La demande vise l'installation de 2 enseignes lumineuses à plat au mur, l'une face à la rue Saint-Jacques et la seconde, face à la rue Gauvin. Ces enseignes sont dédiées aux futurs occupants de l'immeuble qui souhaitent s'afficher à l'extérieur. Les deux enseignes seront identiques. Il s'agit d'un boîtier en aluminium d'une dimension de 4,82 $m^2$ soit 1,58 m de largeur par 3,05 m de haut peint de couleur bronze qui fait référence aux éléments architecturaux existants. Le boîtier contient 6 cadres en aluminium peint sur lequel le lettrage est découpé et éclairé avec DEL blanc 7000k via un transformateur et une boîte de jonction non visible. Les deux enseignes seront fixées dans les joints de la façade à l'aide de 6 ancrages, soit 4 à chaque extrémité et deux au centre. Une demande de certificat d'enseigne sera requise pour chacun des futurs locataires. Pour l'instant, aucun locataire n'a signé de bail. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les enseignes sont conçues de manière à être perçues principalement par les piétons. Les emplacements retenus sont adjacents aux entrées principales de l'immeuble. |
| **Considérant que :** | Le caractère éphémère des enseignes est subordonné au caractère permanent de l'architecture. Ici, le concept retenu permet de mettre à jour les occupants de l'immeuble sans aucune incidence sur la façade puisque c'est uniquement le contenu qui va changer alors que la structure demeura intacte sur les façades. |
| **Considérant que :** | Les enseignes s'intègrent harmonieusement au paysage des rues Saint-Jacques et Gauvin, en regard de leur localisation, de leur éclairage et de leur échelle. Étant les deux seules demandes d'enseigne reçues pour ce bâtiment, il n'y a pas d'effet de surenchère. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Opter pour un boîtier en aluminium ou en acier qui ne serait pas peint.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

**Par ailleurs, les membres sont d'avis que la couleur bronze est acceptable si elle est limitée au basilaire et si cette option permet d'avoir une continuité avec ce qui s'en vient par la suite.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3003144834**
**4.6.23**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET - ENSEIGNE** |
| **Endroit :** | 122, rue McGill |
| **Responsable :** | Gabrielle Leclerc-André |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne pour la clinique R.E.S.E.T., située au sous-sol de l'immeuble. L'enseigne en saillie est constituée d'un boîtier en aluminium peint en bleu gris, où un lettrage découpé en vinyle autocollant indique le nom de l'établissement, un cercle et la silhouette d'un coureur. D'une superficie de 0,28 m² et d'une épaisseur de 3 cm, soit un peu plus petite que l'ancienne version, l'enseigne sera fixée aux joints de la maçonnerie, à gauche de la porte d'entrée. Elle ne possède pas d'éclairage. L'enseigne est maintenant suspendue par le haut, et non plus sur le côté, à 3,80 mètres du sol. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'enseigne doit répondre aux critères de l'article 512 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Le caractère discret de l'enseigne et ses petites dimensions s'intègrent harmonieusement au paysage de la rue qui possède d'autres enseignes en saillie. |
| **Considérant que :** | Sa localisation sur la colonne près de l'entrée s'intègre sobrement au bâtiment. |
| **Considérant que :** | Son système d'ancrage aux joints de la maçonnerie permettrait de remplacer facilement l'enseigne sans endommager le bâtiment. |
| **Considérant que :** | L'enseigne s'adresse au piéton. |

| | |
|---|---|
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**

**PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE**

**11 août 2022**
**9h00**

**Séance en vidéoconférence**

Sont présents

M. Robert Beaudry, président
Mme Sophie Mauzerolle, vice-présidente

Mme Maria Karteris, membre
M. Antonin Labossière, membre
Mme Veronica Lalli, membre
M. Réjean Martineau, membre

M. Louis Routhier, chef de division - Urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche

Présentent leurs dossiers

M. Sébastien Aumais, architecte
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Samuel Ferland, conseiller en aménagement
M. Jordan Lapointe, conseiller en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
Mme Andréanne Maltais-Tremblay, conseillère en aménagement
Mme Christine Racine, conseillère en aménagement

| | | | |
|---|---|---|---|
| **1. Ouverture de la séance** | | | |
| Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Robert Beaudry, président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8h32. | | | |
| | | | |
| **2. Adoption de l'ordre du jour** | | | |
| L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers. | | | |
| | | | |
| **3. Dépôt des procès-verbaux** | | | |
| Le procès-verbal du comité du 12 juillet 2022 a été transmis aux membres préalablement à la présente séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement. | | | |
| | | | |
| **4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations** | | | |
| | | | |
| **4.1 Article 89** | | | |
| Aucun dossier | | | |
| | | | |
| **4.2 Projet particulier** | | | |
| 4.2.1 | 3003091176 | 1600, boulevard De Maisonneuve Est | Favorable avec conditions |
| | | | |
| **4.3 Modifications réglementaires** | | | |
| Aucun dossier | | | |
| | | | |
| **4.4 Dérogation mineure** | | | |
| Aucun dossier | | | |
| | | | |
| **4.5 Usage conditionnel** | | | |
| 4.5.1 | 3003196892<br>3003195703 | 138, rue Saint-Pierre | Favorable avec condition |
| 4.5.2 | 3003198240 | 1250, boulevard René-Lévesque Ouest | Favorable |
| | | | |
| **4.6 Titre VIII – Révision de projet** | | | |
| 4.6.1 | 3003096276 | 1194, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions et commentaire |
| 4.6.2 | 3003190900 | 3066, avenue de Trafalgar | Favorable avec conditions |
| 4.6.3 | 3003065446 | 384, rue Saint-Jacques | Favorable avec conditions |
| 4.6.4 | 3003104481 | 240, rue Notre-Dame Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.6.5 | 3003139599 | 24, place Upper Trafalgar | Favorable |
| 4.6.6 | 3003131162 | 1225, rue du Sussex | Favorable |
| 4.6.7 | 3003187746 | 2455, rue Ontario Est | Favorable |
| 4.6.8 | 3003137597 | 1450, rue Peel | Favorable avec conditions |
| 4.6.9 | 3003171995 | 1815, rue Beaudry | Favorable avec conditions |
| 4.6.10 | 3003144870 | 329, rue Ontario Est | Favorable avec conditions |
| 4.6.11 | 3003180091 | 3021, chemin De Breslay | Favorable |
| 4.6.12 | 3003180028 | 50, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable |
| 4.6.13 | 3003089636 | 2190, rue Lespérance | Favorable avec conditions |
| 4.6.14 | 3003196892<br>3003195703 | 138, rue Saint-Pierre | Favorable avec condition |
| 4.6.15 | 3003091677 | 2319, rue Frontenac | Favorable |
| 4.6.16 | 3003098559 | 1931-1967, avenue Goulet | Favorable avec conditions |
| | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **4.7 Surhauteur** | | | |
| 4.7.1 | 3003109614 | 1050, rue de la Montagne | Favorable avec conditions et commentaire |
| | | | |
| **4.8 Avis préliminaire** | | | |
| 4.8.1 | 3001742954 | 801, boulevard De Maisonneuve Est | Défavorable avec commentaires |
| | | | |
| **4.9 Autres dossiers** | | | |
| Aucun dossier | | | |
| | | | |
| **5. Prochaine rencontre** | | | |
| La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 13 septembre 2022 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 15 septembre 2022. | | | |
| | | | |
| **6. Varia** | | | |
| En début de séance, deux points d'information sont abordés dont l'ajustement de la condition systématiquement inscrite lors des avis favorables avec conditions, et la modification réglementaire interdisant la conversion des résidences pour aînés. | | | |
| | | | |
| **7. Levée de l'assemblée** | | | |
| L'ordre du jour étant épuisé, la vice-présidente lève la séance à 10h48. | | | |
| | | | |

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry date<br>Président | Billy Chérubin 2022-08-23<br>Billy Chérubin date<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003091176**
**4.2.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| | |
| **Endroit :** | 1600, boulevard De Maisonneuve Ouest |
| | |
| **Responsable :** | Samuel Ferland |
| | |
| **Description :** | La demande concerne deux îlots formant une seule propriété. Le premier îlot, à l'ouest, accueille le bâtiment principal du groupe médiatique. Il abrite des bureaux, des studios, une cafétéria et des équipements nécessaires à la télédiffusion du Groupe TVA inc. Construit en 1975, il comporte 11 étages, dont 3 aménagés en aire de stationnement intérieure. Groupe TVA inc. occupe l'entièreté de cet îlot.<br><br>Le deuxième îlot, à l'est de la propriété, n'est pas occupé entièrement par le Groupe TVA inc. En effet, le front bâti sur la rue Sainte-Catherine Est comporte plusieurs bâtiments d'usages variés n'ayant rien à voir avec la présente demande. Groupe TVA inc. possède, dans environ le trois-quarts nord de cet îlot, des studios de télévision et 2 aires de stationnement en surface.<br><br>La demande vise le remplacement de deux enseignes existantes.<br><br>La première substitution, inchangée depuis la présentation le 12 mai 2022, cherche à permettre au Groupe TVA inc. d'afficher le nom de l'occupant du bâtiment sis au 1600, boulevard De Maisonneuve Est avec la nouvelle image de marque de l'entreprise. Cette nouvelle enseigne reprend les principales caractéristiques de l'ancienne, soient :<br><br>■ localisée sur la face sud de l'édicule technique du bâtiment (même emplacement);<br>■ située à 44, 5 m du sol;<br>■ superficie de 42 m².<br><br>Cette enseigne déroge à la superficie autorisée pour une enseigne affichant le nom d'un occupant d'un immeuble à une hauteur de plus de 16 mètres.<br><br>Le deuxième remplacement touche l'enseigne sur socle localisée à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau. Groupe TVA inc. propose ainsi d'installer, au même endroit, une enseigne électronique, toujours sur socle. Les principales caractéristiques de cette dernière sont : |

| | |
|---|---|
| | ▪ une fréquence de changement du contenu aux 8 secondes sans effet de transition;<br>▪ une hauteur (à partir du trottoir) de 4,9 m;<br>▪ une luminosité de 5 000 candelas en journée et de 80 candelas la nuit;<br>▪ deux écrans électroniques, un orienté vers l'est et un autre vers le sud pour une superficie totale de 16,4 m² (8,2 m² chacun);<br>▪ l'arrière de la face orienté vers l'est sera muni d'une œuvre d'art.<br><br>La proposition initiale comportait une superficie d'affichage électronique d'un peu plus de 34 m² et un mur végétal était pressenti à la place de l'œuvre d'art.<br><br>Le demandeur souhaite réitérer sa demande du mois de mai 2022 et garder une superficie de 16,4 m² (8,2 m² chacun).<br><br>En effet, selon un rapport fourni le 22 juillet 2022, *Signature design communication (sdc)* propose l'analyse de 3 scénarios fournis dans la documentation.<br><br>Selon sdc, pour définir la taille d'un écran extérieur, il faut définir la bonne résolution (pitch) à utiliser et pour ce faire, il faut analyser les besoins en termes de visibilité et de lecture selon un contexte. Dans une approche d'inclusivité, selon une liste de critères et de paramètres (contexte), il est possible de faire une recommandation sur le type d'équipements nécessaire basé sur des normes de lisibilité (ADA).<br><br>Ainsi, sdc recommande le scénario 2 étant donné que le scénario 3 est plus coûteux et que le format du scénario 1 devrait être plus grand.<br><br>Enfin, dans le cadre de la présente demande, le Groupe TVA inc., s'engage à réaménager, au cours de l'année 2023, l'aire de stationnement située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau.<br><br>Ce réaménagement respectera le *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égouts publics et sur la gestion des eaux pluviales* (20-030). De plus, le groupe médiatique propose de réduire l'îlot de chaleur créé par ce stationnement en y plantant de nombreux arbres ainsi que par l'installation d'un mur végétalisé sur le mur aveugle du bâtiment adjacent à cette aire de stationnement. Ces travaux ne peuvent être effectués en même temps que l'installation des enseignes puisque la STM travaille toujours sur la portion ouest de cette aire de stationnement. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Le projet a déjà été présenté au CCU du 10 février ainsi qu'à celui du 12 mai 2022, et avait reçu un avis favorable avec conditions. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet répond aux critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La substitution de l'enseigne identifiant le nom d'un occupant de l'immeuble à plus de 16 m du sol par une enseigne similaire aura un impact négligeable sur le paysage urbain du quartier. |
| | |
| **Considérant que :** | La nouvelle enseigne au sol propose un gabarit plus moderne et une plus petite surface d'affichage que l'enseigne actuelle. |
| | |
| **Considérant que :** | L'enseigne électronique s'inscrit dans un contexte d'entrée de ville fortement influencée par l'automobile et qu'elle vise principalement les automobilistes. |
| | |
| **Considérant que :** | L'enseigne électronique proposée occasionne peu de nuisance sur le voisinage puisqu'elle respectera les spécificités de luminance prescrites par le *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| | |
| **Considérant que :** | Les normes de modification du contenu publicitaire de l'enseigne électronique respectent les exigences du ministère des Transports du Québec (MTQ) en la matière. |
| | |
| **Considérant que :** | Le Groupe TVA inc. s'engage à réaménager l'aire de stationnement de surface située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau afin d'assurer une meilleure infiltration de l'eau de pluie *in situ* et un verdissement de cette aire de stationnement. |
| | |
| **Considérant que :** | Le Groupe TVA inc. propose un verdissement au pourtour immédiat de l'enseigne électronique. |
| | |
| **Considérant que :** | La nouvelle proposition respecte les conditions émises par le CCU à sa séance du 2 février 2022, à l'exception de la superficie combinée des écrans, mais que ceux-ci sont réduits de 3,4 m² (pour les 2 écrans). |
| | |
| **Considérant que :** | La nouvelle configuration des écrans s'adresse davantage aux cyclistes et aux piéton.nes. |
| | |
| **Considérant que :** | Le rapport fourni le 22 juillet 2022, recommandant le format proposé en mai dernier. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **La superficie des écrans de l'enseigne électronique sur socle pourra atteindre un maximum de 16,2 m², soit 8,2 m² maximum par écran, avec une fréquence de changement du contenu aux 8 secondes sans effet de transition.**
- **Un rapport technique démontrant que le taux de luminance proposé par le fabricant et respectant le Règlement d'urbanisme devra être déposé à l'arrondissement dans les 3 mois suivant l'installation de l'enseigne. En cas de non-respect du taux de luminance stipulé dans le document de Media Resources inc. joint à la résolution, des mesures de mitigation devront être prises pour en assurer le respect.**
- **Une attestation du ministère des Transports du Québec (MTQ) démontrant que l'enseigne électronique est conforme à leurs normes en la matière devra être déposée à l'arrondissement.**
- **La demande de certificat d'autorisation d'enseigne devra être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire au montant de l'estimation de l'ensemble des travaux, incluant le réaménagement de l'aire de stationnement de surface située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau et de l'installation de l'enseigne identifiant le nom de l'immeuble à plus de 16 m et de l'enseigne sur socle électronique, soit 344 000 $. Les dispositions suivantes devront être respectées afin de libérer le montant de la garantie bancaire :**
  - **la demande de certificat d'autorisation d'aire de stationnement devrait être déposée au plus tard le 31 décembre 2023;**
  - **les dispositions prévues au le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égouts publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030) devront être satisfaites;**
  - **un minimum de 1 unité de stationnement sur 10 doit être équipé pour la recharge de véhicule électrique. Cette norme s'applique pour l'ensemble des aires de stationnement de la propriété visée par la présente demande tel que présenté à l'annexe « TVA certificat de localisation - stationnement » joint à la résolution et estampillé par l'arrondissement le 2 mai 2022;**
  - **au moins 15 % de la superficie totale des voies d'accès et de l'aire de stationnement incluant les voies de circulation doit être paysagé conformément aux exigences suivantes :**
    - **la superficie de terrain paysager doit être aménagée à un seul ou à plusieurs endroits, chacun de ceux-ci devant avoir une superficie minimale de 5 m² et une largeur minimale de 3 m;**
    - **chaque superficie de terrain paysager de plus de 10 m² doit comporter au moins un arbre;**
    - **un minimum d'un arbre est exigé par 150 m² de superficie totale des voies d'accès et de l'aire de stationnement;**
    - **la totalité de la superficie de terrain paysager doit être recouverte d'éléments végétaux tels que plantes couvre-sol, arbustes et arbres;**
    - **un puisard doit être implanté dans la superficie de terrain paysager;**
    - **la superficie de terrain paysager doit être entourée d'une bordure de matière minérale fixée dans le sol, d'une hauteur minimale de 0,15 m et d'une largeur minimale de 0,15 m. Cette bordure doit être arasée minimalement à tous les 10 mètres.**
- **La plantation d'arbres exigée doit respecter les conditions suivantes:**
  - **hauteur minimale de l'arbre à planter : 2 m;**
  - **DHP minimal de l'arbre à planter : 5 cm;**
  - **distance minimale entre chaque arbre : 5 m;**
  - **chaque arbre planté doit disposer d'une fosse de plantation respectant :**
    - **une profondeur maximale : 1 m;**

- **un volume de terre minimale : 15 m³**
- **lorsque plus de trois arbres doivent être plantés, ceux-ci doivent provenir de trois essences d'arbres différentes;**
- **chaque arbre planté doit être un arbre à grand déploiement.**

- **Le mur aveugle donnant sur l'aire de stationnement devra être végétalisé, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 2 février 2022.**
- **L'ancrage de l'enseigne identifiant le nom d'un occupant de l'immeuble ne devra laisser paraître aucun câblage, filage ou structure de support;**
- **L'œuvre d'art proposée sur la face donnant vers l'ouest de l'enseigne sur socle devra présenter un contenu graphique abstrait et statique. Aucune œuvre numérique, photographique ou contenu publicitaire ne pourra y être apposé ou projeté.**
- **La demande de certificat d'enseigne de ce projet devra être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282. En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :**
  - **accorder un traitement paysager de grande qualité au pourtour de l'enseigne sur socle;**
  - **favoriser un aménagement sécuritaire minimisant l'accès au-dessous de l'enseigne électronique;**
  - **assurer que l'œuvre d'art proposé sur la face donnant vers l'ouest de l'enseigne sur socle s'intègre harmonieusement à l'environnement urbain.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003196892 et 3003195703**
**4.5.1 et 4.6.14**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL ET RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 138, rue Saint-Pierre |
| | |
| **Responsable :** | Karine Ayotte et Thomas Fontaine (présenté par Gabrielle Leclerc-André) |
| | |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » afin de permettre aux Productions Feux Sacrés (PFS) d'occuper une partie de l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville, dont le statut au niveau de la Loi sur le patrimoine culturel est « Immeuble patrimonial classé ».<br><br>PFS sont constituées en organisme à but non lucratif depuis 2012, en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif. L'organisme est aussi immatriculé au Québec comme entreprise à but non lucratif et bénéficie d'un statut d'organisme de bienfaisance.<br><br>La mission des PFS est de construire des ponts entre les artistes autochtones et les publics de tous âges et de tous horizons afin que ces artistes puissent s'affirmer, se développer et mieux vivre de leur art. En effet, la mission de l'organisme est de faire connaître les arts et les pratiques culturelles autochtones et de soutenir le développement d'artistes autochtones en ayant une approche qui favorise l'échange et le dialogue interculturels. L'objectif est de contribuer à une meilleure compréhension des cultures des Premières Nations, des Inuits et des Métis.<br><br>Le projet permet d'aménager une aire d'exposition au rez-de-chaussée et avoir un espace d'entreposage au sous-sol. Ainsi, PFS exposera les œuvres et créations de la communauté, mais aura aussi un point de vente accessoire à l'établissement. Présentement, l'ancienne sacristie est inoccupée et sert de lieu d'entreposage temporaire pour le mobilier excédentaire des Sœurs Grises.<br><br>Les principaux travaux intérieurs sont d'installer un revêtement de planchers, de rénover la salle de toilettes et d'ajouter un muret autour de l'escalier.<br><br>Notons ici que la venue de PFS à la Maison de Mère d'Youville est très importante pour les Sœurs Grises et s'inscrit dans les gestes concrets de réconciliation qu'elles posent envers les communautés autochtones. |

| | |
|---|---|
| | Révision de projet - porte en façade :<br>Les travaux extérieurs se limitent au remplacement des portes d'entrepôt battantes, qui occupent toute la surface de l'ouverture, d'environ 3 mètres par 3 mètres. La proposition prend la forme d'une porte simple surmontée d'une imposte et flanquée de deux vitrages latéraux, dans l'ouverture restant inchangée. Ces derniers surmontent des sections pleines en lattes de bois, alignées aux allèges des deux fenêtres de la façade. |
| | |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal et certains travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. Le Ministère de la Culture et des Communications (MCC) a été consulté et est favorable à la proposition. |
| | |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| | |
| **Considérant que :** | L'usage «activité communautaire ou socioculturelle» est compatible et complémentaire avec le milieu d'insertion. |
| | |
| **Considérant que :** | L'usage permettra d'animer un lieu inutilisé. |
| | |
| **Considérant que :** | L'apparence extérieure du bâtiment sera sauvegardée dans son ensemble sauf en ce qui a trait à la porte principale. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition assurera l'intégration du projet dans son milieu environnant. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Implanter l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » uniquement dans l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003198240**
**4.5.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL** |
| | |
| **Endroit :** | 1250, boulevard René-Lévesque Ouest |
| | |
| **Responsable :** | Christine Racine |
| | |
| **Description :** | La demande vise à autoriser au 36e étage de la tour située au 1250 boulevard René-Lévesque Ouest l'usage commercial spécifique de salle de réunions, car Lumin y tiendra des assemblées générales et des conférences...<br><br>Le choix de localisation de cette nouvelle entreprise s'est fait par sa proximité à un pôle intermodal majeur et de l'accès au Montréal souterrain. Autrefois occupé par le propriétaire de la tour, l'étage est vacant depuis plus d'un an. La tenue des assemblées générales des entreprises en hybride a généré une demande de services plus complexes qui requiert des plates-formes et de moyens technologiques de pointe. D'une superficie totale de 778 m2, les locaux comprendront une salle de conférence de 100 places, une salle de réunion pour les directeurs, ainsi qu'une salle de presse. D'autres salles pour le support technique seront installées ainsi que quelques bureaux et une aire d'accueil.<br><br>Le bâtiment se trouve dans une zone de mixité de commerces et de services de moyenne intensité (M7C) en vertu de l'article 179 du 01-282, un usage spécifique ne peut s'implanter aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée. Il peut toutefois être autorisé par usage conditionnel en respectant les critères établis au règlement. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet est innovant et répond à des besoins spécifiques pour les entreprises. |
| | |
| **Considérant que :** | Sa localisation et la mise en valeur d'une tour phare. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet offre une visibilité du centre-ville au même titre que ceux de Toronto et Calgary qui ont accepté ce type de centre de conférences. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003096276**
**4.6.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1194, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| **Description :** | La demande concerne un bâtiment construit vers 1910, situé sur le côté sud de la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Stanley et Drummond. C'est un bâtiment de 3 étages revêtu de pierre grise en partie supérieure et d'une vitrine commerciale en mur rideau en partie inférieure.<br><br>Une photographie ancienne datant de 1934 permet de bien comprendre la morphologie du bâtiment en question. La dernière transformation date de 2015, époque ou l'ensemble des subdivisions supérieures ont été retirées. L'édifice ne conserve que peu de ses caractéristiques d'origine.<br><br>La demande vise la rénovation complète de la vitrine commerciale, la partie supérieure du bâtiment n'est pas touchée par les travaux. La nouvelle vitrine comporte des sections latérales et supérieures opaques recouvertes d'une alternance de pierre Saint-Vincent au fini jet de sable et bouchardé. Au centre de la composition, une large baie vitrée est en partie recouverte de lattes de métal au fini de bois. La porte d'entrée est marquée par une alcôve, les finis métalliques sont de couleur bronze. |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Mount Stephen Club et certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La proposition conserve les éléments existants de la façade ancienne aux étages supérieurs. |
| **Considérant que :** | Les tons de gris de la pierre proposée et l'assemblage de différentes textures pourraient s'agencer adéquatement avec la façade existante plutôt sobre. |
| **Considérant que :** | Le projet permettra l'utilisation du local commercial vacant depuis plusieurs années et l'animation de cette section de la rue Sainte-Catherine Ouest. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Coordonner le positionnement des lattes en plan et en élévation.**
- **Coordonner les subdivisions des pans de verre de la vitrine du rez-de-chaussée avec celle de l'étage.**
- **Ajouter la siamoise en élévation et assurer son intégration harmonieuse avec la nouvelle composition de la vitrine.**
- **Fournir des élévations et plus de détails des assemblages et finis de l'alcôve d'entrée.**
- **Réduire l'épaisseur du bandeau de l'entablement afin de tendre vers l'apparence et les proportions d'origine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

**Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le projet offre le plus de transparence possible au rez-de-chaussée et davantage de précisions quant à la disposition des lattes et la largeur entre chacune d'elles.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003190900**
**4.6.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 3066, avenue de Trafalgar |
| | |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| | |
| **Description :** | La demande concerne un bâtiment construit vers 1910, situé sur l'avenue de Trafalgar entre l'avenue Highland et le chemin Gage. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est un alignement de résidences bourgeoises datant principalement du début du vingtième siècle. C'est un bâtiment de 2 étages revêtu de brique rouge avec certains détails de pierre très sobre, le tout se terminant par une toiture à 4 versants.<br><br>Un permis de transformation (no 3000659496-17) a été émis le 15 août 2017. Considérée comme des travaux de réparation des terrasses existantes, cette demande n'a pas fait l'objet d'une présentation au CCU. Lors de l'exécution des travaux, ceux-ci ont été réalisés différemment et présentent aujourd'hui une situation dangereuse puisque mal réalisés. M. Dany L. Ross, ingénieur mandaté par le propriétaire, a confirmé que les terrasses devaient être démolies. Une nouvelle demande a été déposée pour régulariser la situation et mieux intégrer les terrasses au contexte.<br><br>La demande vise la démolition partielle des terrasses en place et leur remplacement par des terrasses mieux intégrées au contexte et de style adapté à la résidence.<br><br>Au niveau du rez-de-chaussée (Main level), on note le remplacement du garde-corps en verre par un garde-corps en bois et le déplacement vers son emplacement d'avant 2017 de l'escalier ouest vers le côté est.<br><br>Au niveau intermédiaire (Seating area level), les colonnes et les garde-corps contemporains sont remplacés par des éléments plus traditionnels. Les travaux déjà réalisés incluent une salle d'eau qui surélève le plancher de 15 pouces. Pour créer une symétrie, le projet actuel inclut la création d'une seconde plate-forme du côté ouest, ce qui équilibre la composition. Le centre de la terrasse est occupé par un large escalier.<br><br>Au niveau piscine, le projet conserve la salle d'eau et un rangement est modifié du côté ouest. La porte du rangement est rehaussée pour améliorer l'effet de symétrie. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. La proposition a reçu un avis préliminaire favorable de la part de la Division du patrimoine. |
| | |
| **Remarque importante :** | Un permis de transformation (no 3000659496-17) a été émis le 15 août 2017. Considérée comme des travaux de réparation des terrasses existantes, cette demande n'a pas fait l'objet d'une présentation au CCU. Lors de l'exécution des travaux, ceux-ci ont été réalisés différemment et présentent aujourd'hui une situation dangereuse puisque mal réalisés. M. Dany L. Ross, ingénieur mandaté par le propriétaire, a confirmé que les terrasses devaient être démolies. Une nouvelle demande a été déposée pour régulariser la situation et mieux intégrer les terrasses au contexte. |
| | |
| **Considérant que :** | Les terrasses telles que construites sont inadéquates au contexte du bâtiment et à son environnement. |
| | |
| **Considérant que :** | Les terrasses en place sont instables, sont actuellement étayées et doivent être démolies. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition permet de rétablir la symétrie de la composition, intègre des matériaux de qualité et s'adapte mieux au style et à l'esprit original de la résidence. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet permettra la valorisation du secteur et du site patrimonial déclaré du Mont-Royal. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Préciser les détails de construction des deux escaliers.**
- **Réviser le revêtement de la salle d'eau pour le coordonner avec celui du rangement adjacent, privilégier un revêtement noble tel que de la pierre calcaire Saint-Marc.**
- **Retirer les séparations ajourées de bois de part et d'autre de la porte de la salle d'eau.**
- **Minimiser la hauteur des garde-corps si possible pour réduire leur massivité.**
- **Clarifier la disposition de la végétation existante et bonifier la végétalisation du site.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003065446**
**4.6.3**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 380-384, rue Saint-Jacques |
| | |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine (présenté par Sébastien Aumais) |
| | |
| **Description :** | La demande concerne un bâtiment construit en 1866-1867, et connu sous le nom du magasin-entrepôt Joseph-Tiffin. Il fut conçu selon les plans de l'architecte William Tutin Thomas, qui fut également concepteur de l'édifice Mount-Stephen-club.<br>La demande vise l'installation d'un écran architectural visant à camoufler le passage de conduits de ventilation en façade latérale du bâtiment, dans la ruelle de service. L'intervention serait visible depuis la rue Dollard.<br><br>Le demandeur a fait la démonstration que le passage des conduits par l'intérieur du bâtiment causerait des difficultés techniques considérables. En effet, selon le rapport de la firme d'ingénierie HBGC, la structure actuelle dans l'entretoit du bâtiment est à la limite de sa capacité. Elle ne permet pas de percement ou de modification de ses composantes pour le passage des nouveaux conduits.<br><br>Les quatre conduits de 0,75 m par 0,5 m projettent donc à l'extérieur du bâtiment, dans la portion ouest de la façade latérale, du 2e étage jusqu'au toit, où ils joindront les équipements mécaniques. Deux nouveaux percements sont prévus dans la maçonnerie, aux étages 2 et 3.<br><br>L'écran architectural court sur toute la hauteur du bâtiment. Il est composé d'un cadre métallique recouvert de lattes verticales en aluminium anodisé de couleur grise, et camoufle complètement les conduits, depuis la rue Dollard.<br><br>Un escalier de secours métallique est illustré aux documents du demandeur, mais ne fait pas partie de la présente demande. Il sera présenté au comité lors d'une séance ultérieure. |
| | |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal et certains travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. |
| | |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | L'objectif de l'écran est d'améliorer l'expression architecturale de l'intervention tout en ayant un impact positif sur le paysage du secteur. |
| | |
| **Considérant que :** | L'emplacement de l'écran au fond de la ruelle de service permet une visibilité réduite depuis la voie publique. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition d'écran pourrait présenter un plus grand intérêt architectural. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Raffiner l'expression architecturale de l'écran en s'inspirant du contexte bâti environnant et de sa riche matérialité.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003104481**
**4.6.4**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 240, rue Notre-Dame Ouest (Projet Pigeon Hole) |
| | |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine (présenté par Sébastien Aumais) |
| | |
| **Description :** | La demande vise des modifications apportées au projet de construction suite à la phase de développement de la conception.<br><br>Des maisons de ville ont été retirées du projet sur la rue St-François-Xavier, et l'espace a été requalifié en espace commun pour les résidents. Trois portes d'accès sont donc retirées au rez-de-chaussée de cette façade.<br><br>Une porte a été retirée au rez-de-chaussée de la façade de la rue de l'Hôpital, suite à la reconfiguration des bureaux commerciaux prévus à cet endroit.<br><br>Les constructions hors-toit sur le volume longeant la rue de l'Hôpital ont été rationalisées. La surface des espaces des terrasses est réduite, et une construction hors-toit abritant des vestiaires est déplacée vers l'ouest à proximité de la piscine.<br><br>Un mur extérieur du 7e étage de la façade Notre-Dame, qui était en retrait d'environ 4,5 mètres, est déplacé vers l'avant de 1 mètre pour faciliter l'aménagement d'un lobby d'ascenseur à cet endroit. |
| | |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Montréal et les travaux devront obtenir l'autorisation de la division du patrimoine. |
| | |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| | |
| **Considérant que :** | Les modifications aux constructions hors-toit visent à rationaliser celles-ci, et présentent un impact neutre sur l'architecture du bâtiment. |
| | |
| **Considérant que :** | Le déplacement des portes sur la rue de l'Hôpital, incluant le retrait d'une unité, a un impact faible sur l'architecture de cette façade en conservant le concept général. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Le retrait des portes à la façade St-François-Xavier résulte en une interaction moins riche avec le domaine public, et une intégration moins fine avec le contexte, les bâtiments du secteur présentant des accès réguliers au domaine public. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Pour la façade de la rue St-François-Xavier: rétablir une interface plus animée avec le domaine public, par exemple en prévoyant des sections de fenêtres ouvrantes ou en conservant au moins une porte d'accès.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003139599**
**4.6.5**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 24, place Upper-Trafalgar |
| **Responsable :** | Judith Boisvert (présenté par Sébastien Aumais) |
| **Description :** | La demande vise au mur latéral et arrière, le retrait d'une terrasse en bois et d'une terrasse en dallage ainsi que l'ajout d'une terrasse au sol en pin blanc traité de 42 m² et un écran d'intimité en lattes horizontales, de mêmes matériaux, d'une hauteur de 1,83 m (6'). La clôture est ancrée à 4 sonotubes dans la partie avant et la terrasse sur des dalles posées à même le sol et sans excavation. |
| **Élément particulier :** | L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré et cité du Mont-Royal et les travaux doivent recevoir une autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (MCC). |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant qu' :** | À l'origine, l'ensemble ne comportait pas de terrasse à l'arrière des bâtiments. |
| **Considérant que :** | Les clôtures en bois proposées reprennent sensiblement les conditions existantes, mais avec des matériaux de plus grandes qualités et ne compromettent pas la conservation des caractéristiques architecturales. |
| **Considérant que :** | La proposition d'agrandissement de terrasse à l'arrière n'est pas visible de la rue et ne compromet pas l'harmonie de l'ensemble, le terrain est grand et la surface végétalisée reste importante. |
| **Considérant qu' :** | Il n'y a pas d'enjeux archéologiques. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003131162**
**4.6.6**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1225, rue Du Sussex |
| **Responsable :** | Judith Boisvert (présenté par Sébastien Aumais) |
| **Description :** | La demande vise, dans le cadre de la transformation du niveau piscine au 17e étage en 4 unités de logement, le remplacement des ouvertures des murs périphériques de l'appentis de la piscine au toit. La nouvelle fonction résidentielle implique que certaines ouvertures devront être ouvrantes. Les fenêtres sur l'élévation gauche qui se retrouvent maintenant dans les salles de bains sont réduites, les ouvertures murées et finies en crépi tel que l'existant.<br><br>En contrepartie, les ouvertures remplacées reprennent le format plus généreux se rapprochant de l'expression d'origine. Selon lequel, les fenêtres auraient eu un format d'environ 11 pieds de haut par 6' de large. Les revêtements existants sont conservés. Les ouvertures sur l'élévation droite sont remplacées à l'identique. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les ouvertures proposées reprennent globalement les divisions et dimensions des ouvertures d'origines. |
| **Considérant que :** | Les transformations qui diffèrent de l'origine permettent l'ajout de logement et sont compatibles aux caractéristiques architecturales. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003187746**
**4.6.7**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 2455, rue Ontario Est |
| **Responsable :** | Judith Boisvert (présenté par Sébastien Aumais) |
| **Description :** | La demande vise l'ajout d'une issue de sortie ainsi qu'un escalier extérieur en façade de la rue Dufresne et visible de la rue Ontario.<br><br>L'usine Macdonald Tobacco est un ensemble industriel fabriquant divers produits du tabac et dont les activités ont débuté en 1876. L'ensemble occupe tout le quadrilatère formé par les rues Ontario Est, d'Iberville, Larivière et Dufresne. |
| **Élément particulier :** | L'usine de la MacDonald Tobacco est un immeuble d'intérêt, mais cela n'inclut pas la section arrière. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La proposition est compatible avec les caractéristiques industrielles du bâtiment existant. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003137597**
**4.6.8**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1450, rue Peel |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine (présenté par Jordan Lapointe) |
| **Description :** | La demande vise l'ajout d'une construction hors-toit abritant une nouvelle aire de repos pour les employés d'un bâtiment connu sous le nom du Hermes Building et construit en 1927.<br><br>Un nouveau volume construit d'environ 165 mètres carrés jouxte des appentis existants, alors qu'une terrasse est prévue, à environ 2 mètres du niveau de la toiture.<br><br>Les nouveaux volumes sont revêtus de panneaux de fibrociment gris foncé, en deux teintes, alors que la terrasse extérieure est ceinte d'un garde-corps en verre. |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment est désigné comme « Immeuble d'intérêt » à la réglementation d'urbanisme. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La construction hors-toit sera faiblement visible depuis la voie publique, principalement par l'entremise du retrait à la façade de la rue Peel |
| **Considérant que :** | L'expression architecturale contemporaine marque l'époque de la construction |
| **Considérant que :** | La palette chromatique des matériaux pourrait mieux s'agencer à celle du bâtiment. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Pour le revêtement de fibrociment, prévoir une teinte appareillant celle du bâtiment, qui est recouvert de pierre naturelle Tyndall de couleur beige.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003171995**
**4.6.9**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1815, rue Beaudry |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine (présenté par Jordan Lapointe) |
| **Description :** | La demande vise la transformation de l'apparence du bâtiment, dans le cadre de travaux majeurs de rénovation suite à la constatation de la présence d'infiltration et de moisissures.<br><br>Le demandeur propose de transformer les façades en conservant les alignements et les proportions des ouvertures existantes. Alors que les travaux au bâtiment voisin (1260, rue La Fontaine) présentés au comité en juillet 2022 prévoyaient le remplacement du parement de maçonnerie, ceux prévus pour le bâtiment à l'étude sont moins extensifs. Le revêtement existant de bardeaux d'asphalte du 3e étage, qui est celui d'origine selon les plans du permis de 1972, serait retiré et remplacé par un revêtement métallique gris foncé NS de la compagnie Metola.<br><br>Les garde-corps sont similaires à ceux prévus pour le bâtiment voisin (1260, rue La Fontaine). Ils présentent une face pleine en acier peint d'une couleur appareillant celle de la maçonnerie et les côtés en barrotins. Les soffites sont en panneaux métalliques perforés. Les marquises existantes surmontant les entrées sont remplacées par des plaques de métal plié, de fort calibre.<br><br>Six sorties de ventilation sont prévues en façade avant et trois à la façade latérale nord. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux ne visent pas à reprendre la forme et l'apparence d'origine, mais permettent d'améliorer l'apparence du bâtiment. |
| **Considérant que :** | Le retrait du revêtement de bardeau d'asphalte du 3e étage et son remplacement par un revêtement métallique a un impact positif sur l'apparence du bâtiment. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Les garde-corps proposés sont d'une conception soignée ayant également un impact positif sur l'apparence du bâtiment. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Prévoir une meilleure intégration des sorties de ventilation aux façades visibles depuis la voie publique, par exemple en améliorant leurs alignements dans la composition.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003144870**
**4.6.10**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 329, rue Ontario Est |
| **Responsable :** | Judith Boisvert (présenté par Jordan Lapointe) |
| **Description :** | La demande vise le remplacement du revêtement de la toiture et des lucarnes recouvertes de bardeaux d'asphalte par un nouveau revêtement de bardeaux d'asphalte.<br><br>Le bâtiment est situé au cœur du Quartier Latin, au centre d'une rangée de maisons dans une zone principalement vouée à l'enseignement et au commerce. Le bâtiment se trouve au centre de l'îlot formé par la rue Ontario, Sanguinet et Joly.<br><br>Cette série de maisons construite en 1870, suite à l'incendie de Montréal de 1852, fait partie d'un des premiers développements résidentiels en rangée du secteur. Le bâtiment possède une façade en pierre calcaire taillée, un toit à pignon percé de lucarnes et des murs coupe-feu. La série de maisons comportait à l'origine des toitures métalliques à baguette ou à joints debout, sauf la dernière qui fait le coin qui avait une toiture à la canadienne.<br><br>Le bâtiment de 3 étages contient actuellement des logements locatifs.<br><br>Le remplacement des bardeaux d'asphalte a été réalisé sans permis en juin 2019 et constaté par nos inspecteurs. A également été constaté l'ajout de quatre puits de lumière sur la toiture faisant face à la rue Joly. L'entrepreneur et le propriétaire ont été mis à l'amende pour ne pas avoir respecté l'ordre de cesser les travaux quelques jours plus tard. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Le propriétaire a été poursuivi en vertu des articles (11-018, art 32) et (01-282 art 102 2°), deux jugements de culpabilité par défaut ont été prononcés le 11 et le 26 mars 2021.<br><br>La présente demande a été reçue en mars 2022, le demandeur a été informé que la proposition n'était pas acceptable en vertu du règlement 01-282. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Les documents d'archives nous permettent d'affirmer que la toiture d'origine était métallique à baguette ou à joint debout. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet ne répond pas au contexte de grande qualité architecturale du secteur de valeur patrimoniale et à l'unité stylistique de l'ensemble. |
| | |
| **Considérant que :** | Les travaux ne répondent pas aux exigences de l'article 104 et aux critères spécifiques de l'unité de paysage, soit un revêtement métallique pour la toiture et les lucarnes. |
| | |
| **Considérant que :** | Les puits de lumière sont partiellement visibles depuis la petite rue Joly. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Fournir les plans pour le remplacement de la toiture et des lucarnes en revêtement métallique, la toiture par un assemblage à baguettes ou à joints debout conformément à la forme et apparence d'origine.**
- **L'ajout des puits de lumière du côté de l'avenue Joly devra être ajouté à la demande.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003180091**
**4.6.11**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 3021, chemin De Breslay |
| **Responsable :** | Judith Boisvert (présenté par Jordan Lapointe) |
| **Description :** | La demande concerne une maison de ville jumelée construite en 2000 et faisant partie d'un ensemble de 4 bâtiments identiques de chacun 3 logements de style maisons de ville.<br><br>Les caractéristiques sont assez bien conservées et l'unité de l'ensemble est maintenue. Il semblerait que le modèle de fenêtre présenté dans les plans d'origine n'a pas été respecté. Les fenêtres d'origine sont celles toujours présentes sur les bâtiments. Deux modèles de portes sont actuellement visibles à travers l'ensemble des bâtiments, et ce depuis l'origine.<br><br>La demande vise :<br>▪ en façade, le remplacement de la double porte par une porte vitrée centrée et flanquée de deux impostes latérales vitrées;<br>▪ en façade, le remplacement de deux fenêtres au 3e niveau par un modèle identique;<br>▪ au mur latéral le remplacement de la rangée de fenêtres, à l'identique. |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment est situé un peu au sud de la limite du site patrimonial déclaré du Mont-Royal. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les deux modèles de portes sont présents à travers l'ensemble de bâtiment, le modèle proposé est donc conforme et respecte le langage d'origine. |
| **Considérant que :** | Les plans d'origine ont été retrouvés, mais que les fenêtres illustrées ne représentent pas le modèle qui a été installé. |

| | |
|---|---|
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003180028**
**4.6.12**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET - ENSEIGNES** |
| **Endroit :** | 50, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Karine Ayotte (présenté par Andréanne Maltais-Tremblay) |
| **Description :** | La demande vise à autoriser deux enseignes au rez-de-chaussée. La superficie totale des enseignes équivaut à 2,04 mètres carrés.<br><br>L'enseigne sur saillie, lumineuse, a une projection de 0,61 mètre et est située à une hauteur de 3,75 mètres. Le boîtier sera opaque.<br><br>L'emplacement a été choisi puisqu'il y a déjà des ancrages et de l'électricité prête à être branchée. Notons que les plans joints à la résolution CA09 240138 pour la construction du bâtiment ne montraient pas d'enseignes et qu'aucune enseigne n'a été installée à cet endroit depuis la construction.<br><br>L'enseigne à plat, lumineuse également, a une largeur de 0,74 m et est située au-dessus de la porte / fenêtre du rez-de-chaussée. Seuls les lettres et le cercle seront éclairés (néon blanc). |
| **Élément particulier :** | L'emplacement est situé dans l'aire de protection « Le Monument-National », mais les travaux ne sont pas assujettis à une autorisation en vertu de la LPC. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La proposition s'intègre à l'architecture du bâtiment et au voisinage. |
| **Considérant que :** | L'enseigne en saillie s'adresse aux piétons. |
| **Considérant que :** | L'enseigne à plat est lumineuse, mais de couleur blanche, cela permet une certaine sobriété de l'affichage sur la façade. |

| | |
|---|---|
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003089636**
**4.6.13**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 2190, rue Lespérance |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine et Karine Ayotte (présenté par Sébastien Aumais) |
| **Description :** | La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 3 étages abritant des unités avec soutien communautaire pour les personnes itinérantes ou à risque d'itinérance, en leur offrant des logements permanents.<br><br>Les 18 logements auront une superficie de plancher entre 25 et 30 mètres carrés et l'immeuble offrira aux résidents des espaces complémentaires soit, des locaux d'entretien, une salle à déchets, des buanderies, une salle communautaire, une salle mécanique, un bureau pour un intervenant, une terrasse extérieure au sol ainsi que des stationnements à vélos.<br><br>L'implantation du bâtiment permettra d'y inclure des espaces végétalisés aux cours avant et arrière. L'entrée commune du bâtiment, couverte par une marquise orthogonale, ouvre sur un corridor central desservant les logements de part et d'autre.<br><br>La façade est revêtue de deux types de briques d'argile en format modulaire, la Brampton Valencia (bourgogne) et la Forterra Cobalt (gris foncé). Les deux tonalités sont séparées par un revêtement métallique vertical alors que la section centrale présente un relief par des bandeaux de briques installés légèrement en saillie.<br><br>Les balcons de type Juliette comportent des garde-corps en aluminium perforé gris clair en façade et en aluminium soudé de couleur anthracite à l'arrière.<br><br>À l'arrière, des courettes situées en contrebas du niveau du sol sont prévues pour l'usage des résidents. Des clôtures sont proposées, sans avoir été illustrées aux documents du demandeur. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Le projet a été présenté à la séance du 6 août 2020, et a reçu un avis favorable avec conditions. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La proposition présente une matérialité, un gabarit et une implantation permettant une intégration adéquate au contexte bâti. |
| | |
| **Considérant que :** | L'aménagement paysager proposé aura un impact positif sur le paysage de la rue Lespérance, de même que sur celui de la ruelle à l'arrière. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition reflète majoritairement les objectifs et critères du Règlement RCG 20-035. |
| | |
| **Considérant que :** | L'expression architecturale pourrait être raffinée afin de mieux répondre à l'objectif « d'architecture actuelle et audacieuse » du Règlement RCG 20-035. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **S'assurer de l'expression franche du joint métallique vertical entre les deux tonalités de brique, par exemple par un léger recul en plan.**
- **Fournir le détail des clôtures prévues en cour arrière, en s'assurant qu'elles puissent participer à la diminution des nuisances reliées au bruit.**
- **Raffiner le détail de la marquise d'entrée afin d'en faire un élément distinctif rehaussant l'architecture du bâtiment.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003091677**
**4.6.15**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 2319, rue Frontenac |
| | |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine (présenté par Judith Boisvert) |
| | |
| **Description :** | La demande vise l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages, abritant 3 unités et datant de 1910 selon les informations disponibles aux registres de la ville.<br><br>L'agrandissement, qui fait face au parc Médéric-Martin, abrite 3 unités résidentielles supplémentaires (1 unité de 3 chambres et 2 unités de 2 chambres), pour un total de 6 unités en tout. Le logement du rez-de-chaussée est une maison de ville incluant le sous-sol. L'implantation est proposée en recul d'environ 3 mètres relativement au domaine public, permettant l'aménagement d'une cour végétalisée à l'avant. L'agrandissement prévoit une section en contact avec le bâtiment existant et abritant des rangements, ce qui fera de l'ensemble un seul bâtiment d'un point de vue réglementaire.<br><br>Les circulations se font par l'entremise d'une cage d'escalier extérieure en alcôve menant au rez-de-chaussée et à l'étage. Les concepteurs proposent l'option d'un grillage rendant cet espace plus privé. Cette alcôve est prolongée au 3$^{e}$ étage en y abritant une terrasse à l'usage de cette unité.<br><br>Le bâtiment est revêtu de brique de deux tonalités beiges mélangées, dans un ton sur ton. Le parement présente un détail d'appareillage de briques en boutisses au rez-de-chaussée. Ce détail se retrouve sous forme d'accent entre les ouvertures des étages, et afin d'animer les façades latérales. Les fenêtres sont de couleur ocre foncée Sierra XL.<br><br>Une construction hors-toit jouxtée d'une terrasse privative est prévue, à l'usage du logement du 3$^{e}$ étage. Elle est revêtue de panneaux métalliques blancs cassés MS01 de la compagnie MAC.<br><br>Deux aspects du projet doivent par ailleurs faire l'objet d'un avis spécifique des membres du CCU:<br>▪ Moins de 60% de l'alignement proposé respecte l'alignement prescrit pour ce lot; |

| | |
|---|---|
| | ▪ L’escalier extérieur qui s’élève à un niveau plus élevé que le rez-de-chaussée n’est pas situé sur un côté d'îlot où au moins 60 % des bâtiments possèdent un tel escalier. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition présente une matérialité et un gabarit permettant une intégration adéquate au contexte bâti. |
| | |
| **Considérant que :** | L'aménagement paysager proposé aura un impact positif sur le paysage de la rue du Havre. |
| | |
| **Considérant que :** | L’alignement de construction permet une amélioration de l’encadrement de la rue et du parc, alors que les lots adjacents présentent des implantations et des gabarits hétérogènes. |
| | |
| **Considérant que :** | L’escalier montant à l’étage permet une volumétrie plus dynamique pour la proposition et n’impacte pas négativement le paysage de la rue du Havre. |
| | |
| **Par conséquent, à l’unanimité, le comité consultatif d’urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l’égard de cette demande.** | |
| | |
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003098559**
**4.6.16**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 1931, avenue Goulet |
| | |
| **Responsable :** | Judith Boisvert |
| | |
| **Description :** | La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 3 étages abritant 6 logements sur le terrain dégagé et sur le lot contigu. Le bâtiment occuperait le maximum de la surface prévue, soit 70% du terrain et serait équipé de terrasses privatives au toit.<br><br>L'immeuble comprendra:<br>▪ 2 maisons de ville sur deux étages, soit le RDC et le SS avec 3 chambres et un bureau sur 2 ainsi qu'un accès à la cour arrière.<br>▪ 2 appartements de 2 chambres au 2e étage.<br>▪ 2 appartements de 3 chambres au 3e étage incluant une mezzanine et une terrasse au toit.<br><br>Un passage est créé en façade afin de rediriger la deuxième issue vers l'avenue Goulet.<br><br>Le bâtiment présente une façade qui illustre le parcellaire d'origine exprimé par la variation de teintes et de détails de la maçonnerie de briques. Les façades latérales sont également prévues en brique tandis que l'arrière est recouvert d'un revêtement métallique de couleur pâle. La toiture présente une surface en pente vers l'arrière et percée de lanterneaux permettant d'ajouter un apport de lumière et une spatialité intéressante aux logements.<br><br>L'alignement de l'implantation de construction, les ouvertures et les niveaux sont harmonisés avec l'alignement dominant du développement de bâtiments plus au sud.<br><br>Des entrées individuelles sont prévues pour les deux logements du RDC et une entrée commune située au centre permet d'accéder aux logements situés aux étages. Les entrées sont différenciées, celle menant aux logements supérieurs et soulignée par un traitement latéral métallique qui en augmente la visibilité, elle comprend également une surface vitrée plus étendue. La composition est animée par une variation dans le type et la distribution des ouvertures ainsi que par un délicat jeu de maçonnerie. |

| | |
|---|---|
| | Au niveau du terrain, un aménagement paysager et des pavées alvéolées se trouvent en façade et un arbre est planté. En cour arrière un aménagement de vivaces est prévu dans la cour excavée. Quatre stationnements de vélos sont prévus à l'avant et 2 en cour arrière. Toutefois, la nouvelle proposition répond aux demandes du CCU, à savoir l'absence de logement uniquement en sous-sol, des entrées directes pour les logements du RDC, l'usage de maçonnerie de brique d'argile et l'expression du parcellaire d'origine.<br><br>La proposition diffère du projet qui avait été présenté lors du comité de démolition, le professionnel au dossier ayant été remplacé. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Le projet de démolition avait été autorisé à la séance du CEDD du 21 avril 2021 ainsi que le projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages comprenant 6 logements. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet répond et surpasse les conditions du CCU du précédent. |
| | |
| **Considérant que :** | Le site offre la possibilité de densifier, d'offrir plus de logements, de rétablir le front bâti urbain ainsi que d'améliorer la sécurité du voisinage. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition, son implantation et ses alignements favorisent l'intégration du projet dans son milieu environnant et contribuent à rehausser l'attrait et la qualité de vie du voisinage. |
| | |
| **Considérant que :** | La matérialité souligne le parcellaire d'origine et favorise l'intégration au contexte bâti. |
| | |
| **Considérant que :** | L'aménagement avec un arbre planté en façade avant contribue à mettre en valeur le domaine public et à créer un meilleur environnement. |
| | |
| **Considérant que :** | L'étroitesse de la rue, la construction hors-toit n'est pas visible de l'autre côté de la rue. |
| | |
| **Considérant que :** | Le terrain arrière est déjà excavé et que les arbres ne semblent pas localisés correctement sur les plans; il n'est pas possible de s'assurer de la pérennité des arbres existants conformément au critère du point 7 de l'article 453.1 du Règlement d'urbanisme. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Fournir un plan d'aménagement détaillé de la cour arrière et du muret la ceinturant;**
- **Conserver ou remplacer, sans excavation, le muret existant afin de s'assurer de ne pas nuire au système racinaire des arbres existants et d'en assurer leur pérennité;**
- **Fournir les mesures de protection requises et détaillées afin de s'assurer de la pérennité des arbres existants sur le terrain voisin, conformément aux critères de l'article 453.1 dans un document préparé par architecte paysager ou d'un ingénieur forestier.**
- **Fournir le détail de la jonction entre les deux couleurs de briques, la jonction doit préférablement être en creux afin d'éviter un joint de scellant d'expansion non esthétique.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003109614**
**4.7.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **SURHAUTEUR** |
| | |
| **Endroit :** | 1050, rue de la Montagne |
| | |
| **Responsable :** | Gabrielle Leclerc-André et Sébastien Aumais |
| | |
| **Description :** | La demande vise à agrandir l'édifice Wells et Richardson en une surhauteur atteignant 128 mètres (38 étages). Le bâtiment conserve sa vocation commerciale au rez-de-chaussée et accueillera 256 logements, soit 138 studios (54%), 62 unités de 1 chambre (24%), 41 unités de 2 CC (16%) et 15 unités de 3 CC (6%). 57 supports à vélo sont prévus à l'arrière, au rez-de-chaussée.<br><br>À la suite de la présentation du projet au CCU en avril dernier, les interventions de restauration ont été détaillées pour toutes les façades du bâtiment existant. Les interventions pour la façade principale demeurent les mêmes, quant à la cour intérieure, les fenêtres seront réparées ou réutilisées ailleurs. La stratégie de soutènement temporaire du bâtiment actuel prévoit une reprise en sous-oeuvre afin de permettre la construction de nouvelles fondations.<br><br>La nouvelle proposition conserve la presque totalité des volumes des annexes situées à l'arrière. L'annexe datant de 1937 accueillera des logements répartis sur deux étages, et le hangar servira de chambre annexe. La hauteur de ce dernier est réduite, de façon à ce que le toit soit aménagé en terrasse pour les logements attenants.<br><br>Le bâtiment ainsi préservé constitue le basilaire du projet, où une tour de 38 étages vient s'implanter en retrait de 4,80 m par rapport à la façade principale du Wells & Richardson. Une correction de la mesure a été apportée depuis la dernière version qui indiquait une distance de 6,50 m. Le volume de la tour est marqué par des cavités créées sur 2 à 3 étages, à partir du 5$^{e}$ et du 26$^{e}$ niveau, révélant ainsi la structure de colonnes de béton. La façade avant de la tour s'harmonise à la trame structurale avec une composition qui reprend l'ordonnance et la symétrie des travées de celle de l'immeuble de 1888. Au sud, plus en retrait de la façade avant, un volume s'implante au-dessus de l'allée et soutenu par des colonnes et poutres. La plupart des espaces extérieurs privés sont aménagés en loggias, et quelques balcons sont proposés sur les façades arrière et sud. La partie supérieure de la tour a été retravaillée afin d'offrir une symétrie plus en accord avec l'ensemble de la façade de la rue de la Montagne, notamment par l'agrandissement du volume vers le nord et l'ajout de |

| | |
|---|---|
| | fenêtres au sud. L'appentis a aussi été recentré et la pergola marquant le couronnement a été surélevée et s'aligne maintenant aux colonnes en saillie. Enfin, la piscine au toit ne fait plus saillie au-dessus des terrasses.<br><br>Le revêtement de béton de couleur blanche a été modifié pour offrir maintenant une teinte grise. Une texture lisse et une autre plus rugueuse avec des agrégats sont toujours proposés. Les meneaux des ouvertures seront en aluminium de couleur dorée.<br><br>Concernant la cour arrière, dont l'utilité demeurait floue dans la version précédente, elle sera en partie aménagée en espaces privés et communs, délimités par des végétaux. Le stationnement souterrain ayant été entièrement supprimé, l'allée latérale au sud servira d'allée piétonne et d'accès véhiculaire à la chambre annexe. L'aménagement de la terrasse au toit située au 5e étage a aussi été précisé avec l'ajout d'un gym privé extérieur, des espaces de détente et des végétaux. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | À la séance du 14 avril 2022, le comité a émis un avis défavorable au projet présenté. Des conditions ont cependant été énumérées dans le cas où une version bonifiée serait présentée. |
| | |
| **Considérant que :** | Le bâtiment Wells & Richardson possède une qualité architecturale remarquable et que le projet conserve presque l'entièreté de ses volumes. |
| | |
| **Considérant que :** | Les interventions de restauration prévoient d'abaisser la terrasse en cour avant permettant ainsi de mettre en valeur la façade. |
| | |
| **Considérant que :** | La tour offre un retrait d'une dimension appréciable par rapport à la façade de l'immeuble existant, contribuant à sa mise en valeur. Son positionnement devrait s'aligner à la tour du Solstice au sud. |
| | |
| **Considérant qu' :** | Avec ses colonnes en saillie, la tour reprend l'expression symétrique du bâtiment actuel. |
| | |
| **Considérant que :** | Les soffites, aux niveaux où une interruption du volume de la tour s'effectue, seront visibles depuis la rue et qu'une intervention de qualité est attendue. |
| | |
| **Considérant que :** | L'utilisation du béton correspond à l'unité de paysage Centre-ville, s'harmonise au cadre bâti du centre des affaires et offre un heureux contraste avec les tours de verre environnantes. La nouvelle teinte grise du béton s'intègre mieux à la tonalité de la façade de grès rouge de l'édifice Wells & Richardson. |
| | |
| **Considérant que :** | Des spécifications ont été apportées quant à la constructibilité des colonnes extérieures, mais que des précisions manquent quant à la connexion de celles-ci aux poutres de contreventement. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La plupart des espaces extérieurs privatifs sont traités en loggias et que les quelques balcons auront un impact visuel limité. |
| | |
| **Considérant que :** | L'aménagement paysager aux terrasses des niveaux 26 et 38 reste à être précisé. |
| | |
| **Considérant que :** | Les études d'impact éolien et d'ensoleillement présentent des conditions qui répondent à la réglementation. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet n'a pas d'impact sur les vues depuis et vers le mont Royal. |
| | |
| **Considérant que :** | Les rendus présentés dans la documentation semblent montrer des interventions difficilement réalisables et que plus de précisions sera nécessaire afin de mieux les clarifier. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Assurer un parfait alignement de la tour par rapport à la partie la plus reculée de la tour du Solstice, ce qui permet un recul suffisant entre la façade historique et celle de la nouvelle tour, de façon à mettre en valeur l'édifice Wells & Richardson.**
- **Mieux intégrer la partie supérieure du couronnement à la volumétrie de l'appentis.**
- **Fournir une documentation offrant plus de détails et des rendus réalistes, prenant en compte les éléments suivants :**
  - **Préciser la méthode de construction du système de poutres et de colonnes préfabriquées et leurs connexions. La composition et le traitement de la structure de la tour, dont les piliers effilés qui ne semblent pas réalistes.**
  - **Détailler la composition des loggias et des vitrages et opter pour une plus grande symétrie de la façade.**
  - **Préciser la composition des garde-corps.**
  - **Offrir un traitement de qualité pour les soffites des espaces terrasses sous la tour.**
  - **Revoir la terrasse du 5e niveau qui semble déborder de la façade principale du bâtiment.**
  - **Préciser les aménagements paysagers de tous les toits et clarifier si les zones de plantation sont intégrées à l'architecture du projet.**
  - **Détailler l'allée d'accès vers la cour arrière ainsi que la cour arrière.**
  - **Évaluer la pertinence des auvents et donner plus de précisions.**
- **Présenter la version révisée du projet de surhauteur à une séance ultérieure du CCU.**
- **Au moment de la demande de permis de transformation, déposer une lettre de garantie bancaire en vertu de l'article 712.1 du Règlement d'urbanisme 01-282.**

**Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le demandeur évalue la possibilité de prévoir le réaménagement d'une partie de l'accès menant à la cour arrière, afin de favoriser les déplacements actifs.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.08

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1220858008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022 |

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-08-30 15:59

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1220858008

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### MONTRÉAL 2030

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie DERET
Agente de recherche

**Tél :** 438 837-4592
**Télécop. :** N/A

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-22

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 000-0000
**Télécop. :** 000-0000

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-30

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1220858008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Objet :** | Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022 |



PV20220705 - Final.docx

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie DERET
Agente de recherche

**Tél :** 438 837-4592
**Télécop. :** N/A

Ville-Marie
Montréal

**Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 5 juillet 2022 à 18 h 30 Archives nationales du Québec (édifice Gilles-Hocquart), situé au 535, Avenue Viger Est**

**PRÉSENCES :**

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Serge Sasseville, Conseiller du district Peter-McGill
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère

**ABSENCES :**

M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Vicki Grondin, Conseillère

**AUTRES PRÉSENCES :**

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des services administratifs
Mme Stéphanie Turcotte, directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Mme Mélissa Lapierre-Grano, chef de division des communications et des relations avec les citoyens
M. Maxime Beaulieu, commandant du poste 20 du Service de police
Mme Sandy PINNA, Secrétaire-recherchiste
M. Fredy Enrique Alzate Posada, Secrétaire de l'arrondissement

---

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 36. Elle souhaite la bienvenue aux participants, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne son mot d'ouverture.

---

**10.02 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public**

- 696, Sainte-Catherine Ouest : un usage « occupation événementielle » (40.05)

---

**CA22 240249**

**Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter l'ordre du jour du conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022.

Adoptée à l'unanimité.

10.03

---

**Période de questions du public**

Nom du demandeur et objet de la question

7 citoyens ont posé leurs questions en présentiel et 7 questions ont été lues

Mme Marie-Ève Koué
- dégradation de l'environnement dans la rue Sainte-Catherine

M. Michel Bédard
- centre d'achat Place Frontenac / Financement

M. Karim Kammah
- urbanisme tactique

M. Robert0 Hajaly
- 2100 rue Lambert-Closse / Taxe pour les bâtiments vacants

M. Jean Laporte
- graffitis dans l'arrondissement

- - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - -

**CA22 240250**

**Période de questions du public - prolongation**

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-001) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;

Attendu qu'à 19 h 10, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prolonger la période de questions du public afin que soient entendues les personnes restantes sur la liste.

Adoptée à l'unanimité.

10.04 1222678006

_____

**Période de questions du public**

Nom du demandeur et objet de la question

M. Jean-Yves Bourdages
- Lambert-Closse / projet de la vente du terrain du Papillon à l'aile cassée

M. Quinn Murph
- nuisance automobile / agents de police

M. Robin Boisvert
- bassin Jacques-Cartier

M. Christophe McCray
- Circulation autour du pont Jacques-Cartier

M. Paul Racette-Dorion
- mobilité active dans l'Est de Ville-Marie

M. Carl Saint-Denis
- dos d'âne devant écoles primaires

M. François Desaulniers
- agrandissement du parc des Royaux

Mme. Marie-Claire Lemieux
- trafic dans le Centre-Sud

M. Jacques Nacouzi
- piétonnisation secteur patrimonial (Vieux-Montréal)

La mairesse déclare la période de questions du public terminée à 19 h 40. Toutes les personnes inscrites ayant été entendues.

---

**10.05 - Période de questions des membres du conseil**
- Aucune question

---

**CA22 240251**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir pour études et adoption les points 10.06 à 10.08.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA22 240252**

**Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme du 9 juin 2022**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme du 9 juin 2022.

Adoptée à l'unanimité.

10.06 1222678027

---

**CA22 240253**

**Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 7 juin 2022**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 7 juin 2022.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1222678026

---

**CA22 240254**

**Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 21 juin 2022**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 21 juin 2022.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1222678029

---

**CA22 240255**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir pour études et adoption les points 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

10.04 1222678006

---

**CA22 240256**

**Approuver les conventions, se terminant le 8 janvier 2023, avec plusieurs organismes dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 69 000 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver les conventions, se terminant le 8 janvier 2023, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :
- 10 000 $ à Alchimies, créations et cultures;
- 25 000 $ à Artch - art contemporain émergent;
- 10 000 $ à Festival Juste pour rire;
- 4 000 $ à Fondation B.B.C.M (La);
- 10 000 $ à Orchestre métropolitain de Montréal (OM);
- 10 000 $ à Société des arts technologiques (SAT);

D'imputer cette dépense totale de 69 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1228270006

---

**CA22 240257**

**Approuver la convention, se terminant le 7 novembre 2022, avec Milmurs Production dans le cadre de l'édition 2022 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 7 000 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 7 novembre 2022, avec Milmurs Production dans le cadre de l'édition 2022 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles - Volet II - Soutien à des projets structurants »;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 7 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1228270007

---

**CA22 240258**

**Accorder 2 contrats à 9055-0344 Québec Inc. (Transport DM Choquette), pour la location de 1 Tracteur/Chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023, 2023-2024 (lot 1 et 2) - Dépense totale de 559 126,26 $, taxes incluses (avec 2 options de prolongation) et accorder un contrat à Alékko inc., pour la location de 1 Tracteur/Chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023, 2023-2024 (lot 3) - Dépense totale de 286 000,31 $, taxes incluses (avec 2 options de prolongation d'un an) - (appel d'offres public (22-19339) – 2 soumissionnaires)**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'accorder à 9055-0344 Québec inc. (Transport DM Choquette), plus bas soumissionnaire conforme, deux (2) contrats pour l'exécution des travaux pour la location de 1 tracteur / chargeur avec opérateurs,

entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023 et 2023-2024 (lots 1 et 2), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 569 126,26 $, taxes incluses (avec 2 options de prolongation d'un an), conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19339) ;

D'accorder à Alékko inc., plus bas soumissionnaire conforme, un (1) contrat pour l'exécution des travaux pour la location de 1 tracteur / chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023 et 2023-2024 (lot 3), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 286 000,31 $, taxes incluses (avec 2 options de prolongation d'un an), conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19339);

| Adjudicataire | Lot | Total avec taxes |
|---|---|---|
| 9055-0344 Québec inc. (Transport DM Choquette) | Lot 1 | 284 563,13 $ |
| 9055-0344 Québec inc. (Transport DM Choquette) | Lot 2 | 284 563,13 $ |
| Alékko Inc. | Lot 3 | 286 000,31 $ |

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1228966006

---

**CA22 240259**

**Approuver la convention, se terminant le 14 juillet 2023, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 17 000 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 14 juillet 2023, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale ainsi que pour la tenue d'une activité publique de sensibilisation;

D'accorder à cette fin une contribution de 17 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1225179006

---

**CA22 240260**

**Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2022, avec l'Accueil Bonneau pour le projet L'art de la cohabitation par le changement de regard dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 25 000 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2022, avec l'Accueil Bonneau pour le projet L'art de la cohabitation par le changement de regard;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 25 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1225377002

---

**CA22 240261**

**Approuver la convention, se terminant le 31 juillet 2023, avec Résilience Montréal pour le projet Centre de jour Résilience Montréal et accorder une contribution de 100 000 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 31 juillet 2023, avec Résilience Montréal pour le projet Centre de jour Résilience Montréal;

D'accorder une contribution de 100 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1229054001

---

**CA22 240262**

**Accorder un contrat à 178001 Canada inc. / Groupe Nicky pour l'entretien horticole et maintien de la propreté du parc de Dieppe pour la période du 6 juillet 2022 au 30 avril 2025 - Dépense totale de 380 307,93 $, taxes incluses (contrat: 345 734,48 $ + contingences: 34 573,45 $ (appel d'offres public 22-19302 - 2 soumissionnaires)**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'accorder à 178001 Canada inc. / Groupe Nicky, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'entretien horticole et maintien de la propreté du parc de Dieppe, pour la période du 6 juillet 2022 au 30 avril 2025, pour une somme maximale de 345 734,48 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19302;

D'autoriser une dépense de 34 573,45 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de 178001 Canada inc. / Groupe Nicky;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1229522001

---

**CA22 240263**

**Résilier le contrat accordé à Les Entreprises SGL (CA17 240641) pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du parc de Dieppe (appel d'offres public 17-16533)**

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240641 adoptée à sa séance du 12 décembre 2017, accordé un contrat, d'une durée de 36 mois, de 272 466,19 $ à 9343-6988 Québec inc. / Les Entreprises SGL pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du parc de Dieppe et autoriser une dépense maximale de 272 466,19 $ (appel d'offres public 17-16533 - 6 soumissionnaires);

Attendu que le devis du contrat (section 5 - prolongation de contrat) prévoit que celui-ci peut être renouvelé pour deux (2) période(s) additionnelle(s) de douze (12) mois chacune :

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA20 240519 adoptée à sa séance du 8 décembre 2020, autorisé la prolongation, pour une durée de un an, à compter du 1er mai 2021 jusqu'au 30 avril 2022, du contrat avec 9343-6988 Québec inc. / Les Entreprises SGL pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du parc de Dieppe pour les saisons 2021-2022 (appel d'offres public 17-16533 - 6 soumissionnaires);

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA21 240413 adoptée à sa séance du 23 novembre 2021, autorisé la dernière prolongation de 1 an du contrat avec 9343-6988 Québec inc. / Les Entreprises SGL pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du parc de Dieppe (appel d'offres public 17-16533 - 6 soumissionnaires) et autoriser une dépense de 90 822,06 $, majorant la dépense maximale à 454 110,31 $;

Attendu que Les Entreprises SGL ont indiqué à la Ville l'incapacité à honorer la deuxième année de renouvellement du contrat (AO 17-16533) pour des raisons de difficultés financières;

Attendu que selon l'article 11.3 des clauses administratives générales du devis au contrat de l'AO 17-16533 stipule que La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours à l'adjudicataire, résilier le contrat en acquittant le prix des biens déjà livrés et acceptés ou des services rendus à la satisfaction du Directeur :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser la résiliation du contrat accordé à 9343-6988 Québec inc. / Les Entreprises SGL pour les travaux d'entretien horticole et le maintien de la propreté du parc de Dieppe, octroyé suite à l'appel d'offres public 17-16533.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1176071009

---

**CA22 240264**

**Approuver la convention modifiée, se terminant le 30 septembre 2022, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, dans le cadre du « Programme camp de jour » de l'arrondissement de Ville-Marie, afin d'y inclure les précisions sur les lieux disponibles pour le projet de l'organisme**

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA22 240214 adoptée à sa séance du 7 juin 2022, approuvé les conventions, se terminant le 30 septembre 2022, avec six (6) OBNL reconnus, dans le cadre du « Programme camp de jour » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 178 718 $;

Attendu que le nombre de locaux mis à la disposition du Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dépend du nombre d'inscriptions qu'il reçoit et que des précisions doivent être apportées à l'Annexe 2 de la convention :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

Approuver la convention modifiée avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme camp de jour » de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'y inclure à l'Annexe 2 les précisions sur les lieux mis à la disposition de l'organisme pour son projet.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1220173001

---

**CA22 240265**

**Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2022, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart, Go jeunesse et le Centre récréatif Poupart, dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions totalisant 30 000 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2022, avec cinq (5) organismes dans le cadre du « Programme Accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 30 000 $;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 4 705 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 5 880 $ à la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart;
- 10 000 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud;
- 3 535 $ à Go jeunesse;
- 5 880 $ au Centre récréatif Poupart;

D'imputer cette dépense totale de 30 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1220173002

---

**CA22 240266**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir pour études et adoption les points 20.11 à 20.15.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA22 240267**

**Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la réalisation d'une planification stratégique du quartier 2023-2028 et accorder une contribution de 22 635 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la réalisation d'une planification stratégique du quartier 2023-2028;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 22 635 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1225377001

---

**CA22 240268**

**Modifier les conventions avec les organismes dans le cadre de l'édition 2021-2022 (dans le cadre de la période de transition 2022) du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans » afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 31 décembre 2022 et autoriser une dépense de 20 550 $, majorant ainsi la contribution à ces organismes de 29 863,50 $ à 50 413,50 $**

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA21 240379 adoptée à sa séance du 5 octobre 2021, accordé une contribution de 29 863,50 $ à quatre organismes à but non lucratif pour la réalisation de projets dans le cadre de l'édition 2021-2022 du Programme intervention de milieu des jeunes de 12 à 30 ans ( PIMJ);

Attendu que l'Arrondissement désire prolonger les conventions avec trois des quatre organismes jusqu'au 31 décembre 2022 :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver les conventions modifiées avec les trois organismes suivants dans le cadre de l'édition 2021-2022 (dans le cadre de la période de transition 2022) du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans », afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 31 décembre 2022 et majorer les contributions;

D'autoriser, à cette fin, les dépenses additionnelles suivantes:

- 6 985 $ à la Direction Chrétienne inc. (Innovation Jeunes) majorant ainsi le montant total à 13 195 $;
- 6 081 $ à Go jeunesse majorant ainsi le montant total à 14 397 $;
- 7 484 $ à Les YMCA du Québec majorant ainsi le montant total à 14 810,50 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1217709002

---

**CA22 240269**

**Autoriser la cession du contrat accordé à l'entreprise Bordures et trottoirs Alliances à la firme Les Entreprises Michaudville inc., dans le cadre du projet de réaménagement de la Place Ottawa - Dépense totale de 2 436 859,83 $, taxes incluses (contrat : 1 874 507,56 $ + contingences: 374 901,51 + incidences : 187 450,76 $) - (appel d'offres public VMP-21-015 - 4 soumissionnaires)**

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA21 240318 adoptée à la séance du 14 septembre 2021, accordé un contrat de 1 874 507,56 $ à Bordures et Trottoirs Alliance inc., pour le projet d'aménagement de la place Ottawa et autoriser une dépense maximale de 2 436 859,83 $ (appel d'offres public VMP-21-015 - 4 soumissionnaires);

Attendu que Bordures et Trottoirs Alliance inc. cède, suite à son rachat, ce contrat à Les Entreprises Michaudville inc., en vertu des clauses indiquées à l'art. 4.3.2 du CCAG, les causes de la cession ainsi que l'autorisation de l'AMP du nouveau contractant :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser la cession du contrat accordé à l'entreprise Bordures et Trottoirs Alliance inc. à Les Entreprises Michaudville inc., pour le projet de réaménagement de la place Ottawa (appel d'offres public - VMP-21-015 - 4 soumissionnaires);

De percevoir le montant de 16 303,61 $, conformément à l'article 4.3.2 du cahier des clauses administratives générales du contrat VMP-21-015 et à l'intervention financière du présent dossier.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1218220004

---

**CA22 240270**

**Approuver la convention avec Montréal centre-ville pour le projet de réappropriation du domaine public et d'embellissement des ruelles dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution maximale de 35 000 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec Montréal centre-ville, pour le projet de réappropriation du domaine public et d'embellissement des ruelles dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder à cette fin, une contribution de 35 000 $ à Montréal centre-ville ;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1229051005

---

**CA22 240271**

**Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 7 050 $**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 1 000 $ à Inclusion sport;
- 1 000 $ à Fraîchement jeudi;
- 500 $ Jau ardin communautaire Médéric-Martin;
- 500 $ au Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance;
- 500 $ au Jardin communautaire Saint-Eusèbe;
- 3 000 $ au Cégep du Vieux Montréal;
- 550 $ au Comité du jardin communautaire St-André.

D'imputer cette dépense totale de 7 050 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1220175006

---

**CA22 240272**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir pour études et adoption les points 30.01 à 30.04.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA22 240273**

**Autoriser une affectation de surplus de 11 722 000 $ sur trois ans, à raison de 3 804 000 $ pour 2024, de 3 907 000 $ pour 2025 et de 4 011 000 $ pour 2026, afin de financer les activités du Centre Sanaaq**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une affectation de surplus de 11 722 000 $ sur trois ans, à raison de 3 804 000 $ pour 2024, de 3 907 000 $ pour 2025 et de 4 011 000 $ pour 2026, afin de financer les activités du Centre Sanaaq;

D'intégrer ces montants au budget de fonctionnement pour chacune des années;

D'imputer ces montants conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1225158001

---

**CA22 240274**

**Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2022**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2022.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1222678028

---

**CA22 240275**

**Autoriser une dépense maximale de 391 675,54 $, taxes et contingences incluses, à Busac immobilier pour la réalisation des travaux d'amélioration locative des espaces d'accueil des citoyens situés du rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense maximale de 391 675,54 $, taxes et contingences incluses, à Busac immobilier pour la réalisation des travaux d'amélioration locative des espaces d'accueil des citoyens situés du rez-de-chaussée du 800, boulevard de Maisonneuve Est, conformément au bail.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1228962002

---

**CA22 240276**

**Autoriser l'affectation de surplus et autoriser une dépense de 93 633,65 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences dans le cadre du contrat octroyé à 2633-2312 Québec inc. (Arthier), pour la réalisation de travaux de fosses de plantations le long du Viaduc Berri, entre les rues Sherbrooke et Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie (CA22 240217)**

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA22 240217 adoptée à la séance du 7 juin 2022, accordé un contrat à 2633-2312 Québec inc. (Arthier), pour la réalisation de travaux de fosses de plantations le long du Viaduc Berri entre les rues Sherbrooke et Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 475 536,60 $, taxes incluses (contrat : 432 306,00 $ taxes incluses + contingences : 43 230,60 $) (appel d'offres public VMP-22-012 - 3 soumissionnaires) :

Attendu que le budget d'incidences n'a pas été inclus dans l'octroi initial :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une affectation de surplus supplémentaire de 85 500 $ net de ristournes, pour la réalisation de travaux de fosses de plantations le long du Viaduc Berri, entre les rues Sherbrooke et Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser une dépense supplémentaire de 93 633,65 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1225876003

---

**CA22 240277**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir pour études et adoption les points 40.01 à 40.09.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA22 240278**

**Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 6e partie A) et édicter les ordonnances**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 6e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 333 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 681 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o 274 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 633 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 203 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. 185 permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.01 1225907009

---

**CA22 240279**

**Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 juillet au 31 décembre 2022**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser l'occupation du domaine public du 6 juillet au 31 décembre 2022 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit:

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 682 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 275 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 634 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 186 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 204 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.02 1227317018

---

**CA22 240280**

**Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance afin d'implanter un arrêt d'autobus de la STM, en retirant 4 espaces de stationnement tarifés**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 334 afin d'implanter un arrêt d'autobus de la Société de Transport de Montréal (STM) situé sur le côté Ouest de la rue City Councillors, au nord du boulevard De Maisonneuve, en retirant 4 espaces de stationnement tarifés E783, E784, E785 et E786.

Adoptée à l'unanimité.

40.03 1225353002

---

**CA22 240281**

**Modifier les dates d'occupation du domaine public, la fermeture de certaines rues / Modifier l'ordonnance B-3, 0. 677/ Édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20, une ordonnance permettant aux associations de commerçants et aux sociétés de développement commercial (SDC) de réaliser le calendrier 2022 des promotions commerciales**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

De modifier, en vertu du Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11), l'annexe 1 afin de changer les dates de la promotion commerciale *La rentrée au Quartier latin* de la Société de développement commercial du quartier Latin;

D'édicter l'ordonnance B-3, o. 683 permettant de modifier le nom OUMF par *«* La rentrée au Quartier latin »et de réaliser le calendrier 2022 des promotions commerciales.

Adoptée à l'unanimité.

40.04 1225907006

---

**CA22 240282**

**Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à la galerie Super Oxy au 696, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « occupation événementielle », prévu à l'article 385.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à des activités et à des événements à caractères communautaire, socioculturel et éducatif au 696, Sainte-Catherine Ouest (galerie Super Oxy), conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement.

D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- que les activités se tiennent uniquement entre 7 h et 23 h;
- que les gradins respectent les normes du Code national du bâtiment;
- que la galerie n'offre pas de lieux non visibles de la rue (afin de réduire le risque d'incivilités);
- que les matériaux utilisés pour la galerie soient recyclables.

Adoptée à l'unanimité.

40.05 1229276004

---

**CA22 240283**

**Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'ajouter l'unité de paysage « Dufresne-Fullum » - Adoption**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un projet de règlement le 7 juin 2022 et l'a soumis à une consultation publique le 21 juin 2022 quant à son objet et aux conséquences de son adoption;

Attendu que ce projet de règlement ne contient aucune disposition susceptible d'approbation référendaire :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le Règlement CA-24-282.132 intitulé Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'ajouter l'unité de paysage « Dufresne-Fullum » (DF).

Adoptée à l'unanimité.

40.06
CA-24-282.132
1226255003

---

**CA22 240284**

**Adopter une résolution autorisant la transformation d'un bâtiment existant afin de procéder à un agrandissement en hauteur de 3 étages supplémentaires au 2100, rue Lambert-Closse, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 7 juin 2022 et l'a soumis à une consultation publique le 21 juin 2022 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder pour le bâtiment situé au 2100, rue Lambert-Closse, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
   a) déroger notamment aux articles 9, 43 et 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale en mètres et en étages d'un bâtiment, à la densité maximale et à la marge latérale minimale;
   b) transformer le bâtiment situé au 2100, rue Lambert-Closse, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'Arrondissement le 2 mai 2022.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
   a) le bâtiment transformé peut atteindre une hauteur égale ou inférieure à 6 étages et 25 m hors tout;
   b) la densité maximale du bâtiment à transformer devra être égale ou inférieure à un COS de 3,2;
   c) la marge latérale minimale du bâtiment à transformer devra être égale ou supérieure à 1,66 m.
   d) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation les documents suivants :
      i) un devis de restauration indiquant précisément les éléments à remplacer, à restaurer ou à conserver. Ce rapport devra être produit par un.e spécialiste en restauration;

ii) une stratégie de maintien *in situ* des façades ainsi que la stratégie structurale pour le rehaussement du bâtiment préparé par un.e ingénieur.e en structure;

iii) un rapport des travaux de dégarnissage, de fondation et de structure préparé par un.e ingénieur.e. afin d'assurer le maintien en place et la conservation des façades. Ce document devra être fourni bimensuellement à l'Arrondissement jusqu'à la fin de l'ensemble des travaux de transformation visant les éléments structuraux;

iv) une garantie monétaire de 25% de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment et de son terrain correspondant aux exigences prévues au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), et ce, afin de s'assurer de la préservation dans son intégralité du bâtiment existant. Les dispositions de la présente résolution devront être respectées afin de libérer cette garantie monétaire;

v) un plan d'aménagement paysager complet préparé par un.e professionnel.le en la matière qui sera assujetti à une révision architecturale au Titre VIII du Règlement d'urbanisme 01282;

vi) une étude éolienne et un projet intégrant les mesures de mitigation le cas échéant.

vii)

3) La demande de certificat de transformation devra être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282. En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

   i) Le caractère distinctif et la prédominance visuelle du bâtiment existant devraient être préservés;

   ii) La volumétrie et la matérialité de l'agrandissement doivent tendre à minimiser sa visibilité à partir de la voie publique;

   iii) La matérialité et la composition des ouvertures du nouveau volume devraient contribuer, tout en s'inspirant du volume d'origine, à s'en distinguer;

   iv) La sobriété du langage architectural est favorisée par une intégration harmonieuse au contexte environnant.

4) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour la délivrance d'un permis de construction relatif aux travaux visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.07
pp 456
1218398005

---

**CA22 240285**

**Adopter une résolution autorisant la construction d'un ou plusieurs bâtiments dérogeant notamment à la superficie de plancher maximale pour un volume en surhauteur, aux dispositions d'usages et à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit pour l'immeuble situé sur les lots 3 068 208, 6 363 545, 6 427 576, 6 427 578 et PC-42722, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Esplanade Cartier - 2e projet de résolution**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 7 juin 2022 et l'a soumis à une consultation publique le 21 juin 2022 quant à son objet et aux conséquences de son adoption

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, sur les lots 3 068 208, 6 363 545, 6 427 576, 6 427 578 et PC-42722, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

   a) déroger notamment aux articles 34.2, 50, 179, 183, 228, 270, 369, 392, 582 et 583 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la superficie de plancher pour un volume en surhauteur, au taux d'implantation maximal, au niveau maximal occupé par un usage commercial spécifique, à un usage résidentiel occupant un niveau égal ou inférieur à un usage commercial, à l'occupation d'un local du rez-de-chaussée par un usage résidentiel, à la superficie maximale d'un usage débit de boissons alcooliques, à la projection maximale d'un

balcon en saillie, à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit et au nombre minimal de quais de chargement;

b) ériger, aménager et occuper, par phase, un ou des complexes immobiliers sur le site visé conformément aux plans numérotés 31, 44, 47, 50, 70, 77, 78 et 79 réalisés par NOS Architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 mai 2021;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes relatives au cadre bâti du site identifié à la page 70 des plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1) de la présente résolution :

a) aucun bâtiment hors-sol n'est autorisé dans les îlots 7-A, 7-B et 8;

b) à l'exception d'une dépendance, l'implantation d'un bâtiment hors-sol n'est autorisée que dans les îlots 1, 2, 3B, 4, 5A, 5B et 6;

c) seul le taux d'implantation maximal de l'îlot 4 peut dépasser le taux maximal prescrit par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

d) dans les îlots 4, 5B et 6, la construction d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite est uniquement autorisée aux emplacements identifiés « ZONE DE SURHAUTEUR » à la page 31 de ces plans;

e) dans les îlots 4, 5B et 6, la superficie de plancher brute, incluant les balcons, d'un étage d'un volume distinct situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit être égale ou inférieure à 1 500 m²;

f) dans les îlots 4, 5B et 6, un mur latéral érigé à la limite latérale doit avoir un retrait pour la portion située au-dessus de la hauteur en mètres prescrite sur au moins 80 % de la largeur du bâtiment face à un autre terrain;

g) les balcons, les galeries ou les éléments architecturaux faisant saillie d'au plus 2,5 m sont uniquement autorisés dans les marges latérales adjacentes aux îlots 9 et 10 et à une hauteur égale ou inférieure à 30 m;

3) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes relatives aux usages autorisés dans le site identifié à la page 70 des plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1. de la présente résolution :

a) au rez-de-chaussée, seuls les locaux suivants peuvent être occupés par des usages résidentiels :

i) dans l'îlot 1, les locaux adjacents à une façade faisant face à la rue Tansley;

ii) les locaux situés dans l'îlot 3B;

iii) dans les îlots 5A et 5B, les locaux adjacents à une façade faisant face à la rue Parthenais ou Falardeau;

b) seuls les bâtiments ou les parties de bâtiments des îlots 4 ou 5B peuvent comprendre des locaux occupés par des usages commerciaux additionnels non conformes à l'article 183 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

c) la hauteur maximale d'un étage comprenant un local visé au sous paragraphe b) du paragraphe 3. de la présente résolution est de 30 m;

d) dans l'îlot 1, seule la partie de bâtiment identifiée « RESTAURANT OU DÉBIT DE BOISSONS ALCOOLIQUES » aux pages 78 et 79 de ces plans peut exploiter un usage « débit de boissons alcooliques » ou « restaurant »;

e) dans l'îlot 6, un seul établissement d'une superficie maximale de 250 m² exploitant un usage « débit de boissons alcooliques » et un usage « restaurant » situé à un étage supérieur au rez-de-chaussée peut occuper un étage égal ou inférieur au sixième étage;

f) malgré les sous-paragraphes d) et e) du paragraphe 3. de la présente résolution, un seul établissement exploitant l'usage « débit de boissons alcooliques » est autorisé à un étage supérieur au rez-de-chaussée;

g) un usage commercial autorisé au même niveau ou à un niveau supérieur à un logement dans une partie de bâtiment qui ne constitue pas un volume distinct doit être séparé par un mur d'une largeur d'au moins 0,2 m et le niveau sonore à l'intérieur de la partie du bâtiment occupée par un logement, doit être égal ou inférieur à 40 dBA Leq (24 h);

h) l'aménagement d'un café-terrasse d'une superficie maximale de 250 m² sur un toit est uniquement autorisé dans les îlots 1 et 6 et doit être rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques situé au même niveau ou au niveau immédiatement inférieur;

i) dans l'îlot 1, aucun étage de la partie de bâtiment identifiée « MAISON DE PROJET » aux pages 77 et 79 de ces plans ne peut être occupé par un logement;

j) dans l'îlot 6, un café-terrasse ne peut être situé au même niveau qu'un logement situé dans l'îlot 6 ni au niveau immédiatement inférieur ou niveau immédiatement supérieur;

k) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, transformation, ou de certificat d'occupation d'une construction qui comporte un usage commercial spécifique à un étage

supérieur au rez-de-chaussée ou un café-terrasse sur un toit, en plus des documents requis par la réglementation, une étude acoustique;

4) D'assortir cette autorisation de la condition suivante relative au chargement dans le site identifié à la page 70 des plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1. de la présente résolution :

   a) seuls les îlots 4, 5B et 6 ne requièrent pas un nombre minimal d'unités de chargement;

5) D'assortir cette autorisation de la condition de soumettre la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent dans le site identifié à la page 70 des plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1. de la présente résolution :

   a) afin de minimiser l'impact des constructions d'un étage à une hauteur supérieure à 30 m sans superficie plancher maximale et d'assurer la qualité architecturale du projet :
      i) dans les îlots 4, 5B et 6 identifiés à la page 31 de ces plans, un bâtiment hors-sol doit tendre à être construit à un emplacement identifié « Zone d'implantation des bâtiments »;
      ii) un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit tendre à être construit à un emplacement identifié « VOLUME EN SURHAUTEUR » aux pages 44, 47 et 50 de ces plans;
      iii) la volumétrie et l'architecture d'un bâtiment doivent minimiser, dans les espaces publics actuels et projetés, les effets négatifs sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes;
      iv) la conception d'un bâtiment doit favoriser les économies d'énergie, notamment par l'utilisation de matériaux de construction durables;
      v) la construction doit favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs;
      vi) un étage en surhauteur doit tendre à être formé de deux volumes de 750 m² joints par un plancher de superficie inférieure;
      vii) la jonction entre deux volumes de surhauteur doit tendre à être perceptible depuis une rue ou un parc;
      viii) un balcon projetant de plus de 1,5 m doit tendre à constituer un élément architectural intégré au basilaire;
      ix) le traitement des balcons du basilaire, notamment les soffites et les garde-corps, doit tenir compte de son impact visuel depuis le domaine public adjacent et le parc;
      x) les garde-corps des balcons d'un basilaire doivent tendre à être constitués de barrotins;
   b) afin de favoriser la cohabitation harmonieuse des usages :
      i) pour un usage « débits de boissons alcooliques » ou un usage « restaurant » à un étage supérieur au rez-de-chaussée ou un café-terrasse aménagé sur un toit, des mesures de mitigation, tel un écran acoustique ou végétal, sont privilégiées et l'emplacement de l'usage doit permettre de limiter les nuisances relatives au bruit perceptible depuis un usage résidentiel;
      ii) pour un usage commercial à une hauteur supérieure au rez-de-chaussée au même niveau ou à un niveau supérieur à un logement, les caractéristiques du projet, tel que son emplacement et son aménagement, doivent permettre de limiter les nuisances, notamment sur la circulation entre les portions commerciale et résidentielle du bâtiment, le bruit et, le cas échéant, sur les autres activités exercées à l'intérieur de l'établissement et du bâtiment;
      iii) un usage commercial doit être intégré harmonieusement au milieu environnant quant à l'apparence extérieure de la construction, l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs;
      iv) un entablement séparant le rez-de-chaussée des étages et pour supporter une enseigne doit être favorisé;
   c) afin de favoriser l'animation du domaine public :
      i) un usage résidentiel occupant le rez-de-chaussée doit favoriser l'intégration du projet dans son milieu environnant dans son apparence extérieure et dans l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs;
      ii) l'impact d'un usage résidentiel occupant le rez-de-chaussée sur l'animation de la rue doit être minimisé, notamment en privilégiant une interface ouverte avec le domaine public;
      iii) une unité de chargement doit être située et aménagée de manière à minimiser les impacts associés aux activités de livraison;
      iv) les aires à rebuts doivent être intégrées à l'architecture du bâtiment et être conçues de manière à minimiser les nuisances qui leur sont associées, notamment le bruit et les odeurs;

6) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.08
pp 457
1227303005

---

**CA22 240286**

**Adopter une résolution autorisant l'agrandissement de l'usage « restaurant » au 2e étage pour le bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pub Saint-Pierre) - 1er projet de résolution**

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet à l'effet :

1) D'accorder pour le bâtiment situé 410, rue Saint-Pierre, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:
   a) déroger notamment aux articles 179 et 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'occupation d'un usage spécifique à un niveau supérieur au rez-de-chaussée et à la distance minimale de 25 m à respecter avec un autre restaurant situé dans le secteur;
   b) construire un escalier communiquant entre le rez-de-chaussée et le 2e étage, ainsi que transformer et occuper le 2e étage du bâtiment par l'usage « restaurant », le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 20 mai 2022;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
   a) dédier pour l'usage « restaurant » au 2e étage, une superficie maximale de 55 $m^2$;
   b) aménager un local tampon d'une superficie minimale de 9,2 $m^2$;
   c) fournir une étude acoustique révisée du rapport daté du 16 octobre 2021 par la firme AcoustikaLab comprenant:
      i) L'aménagement d'une zone tampon qui permet de confirmer que le niveau sonore du restaurant respecte la réglementation applicable et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant;
      ii) des relevés dans le logement situé au 350, rue Le Moyne (201) et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.

Adoptée à l'unanimité.

40.09
pp 458
1224869003

---

**CA22 240287**

**Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier certains articles relatifs, entre autres, à l'octroi de contrats et aux ressources humaines - Avis de motion et dépôt**

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier certains articles relatifs, entre autres, à l'octroi de contrat, au niveau de délégation et aux ressources humaines, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.10 1225237001

---

**CA22 240288**

**Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules - Avis de motion et dépôt**

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.11 1222678030

---

**Levée de la séance**

70.01

---

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 13 septembre 2022 à 18 h 30.
L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 19 h 51.

| | |
|---|---|
| _____ | _____ |
| Valérie Plante | Fredy Enrique ALZATE POSADA |
| Mairesse | Secrétaire d'arrondissement |

---

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA22 240xxx lors de la séance du conseil tenue le 13 septembre 2022

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.01

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1228447002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud |

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-01 09:20

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228447002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite contribuer concrètement au soutien d'organismes œuvrant localement et offrant des services à la communauté.
La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud a pour mission de soutenir l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) dans son offre de service auprès des jeunes du quartier Centre-Sud de Montréal.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

1208748002 - CA20 240111 adopté le 10 mars 2020 : Autoriser une dépense de 520 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au souper spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud.

1195125007 - CA19 240167 adopté le 9 avril 2019 : Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud.

1186673006 - CA18 240091 adopté le 13 mars 2018 : Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud.

**DESCRIPTION**

Achat de deux billets au montant de 250 $ chacun, pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au spectacle bénéfice de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud qui aura lieu le 19 septembre 2022.

**JUSTIFICATION**

Assurer un support concret à des organismes communautaires œuvrant localement et offrant des services à la communauté.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**MONTRÉAL 2030**

Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des
services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | | **ENDOSSÉ PAR** | Le : 2022-07-28 |
|---|---|---|---|
| Catalina DELGADO DAVILA<br>Secrétaire de direction | | Maryse BOUCHARD<br>Directrice | |
| **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514 863-2896 | **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514 872-7667<br>514 868-3292 |

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
Directrice
**Tél :** 514 872-7667
**Approuvé le :** 2022-08-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1228447002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud |

Montréal 2030

1228447002 - Montréal 2030.pdf

Aspect Financier

Aspect financier_GDD 1228447002.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catalina DELGADO DAVILA
Secrétaire de direction

**Tél :** 514 863-2896
**Télécop. :**

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>Contribuer concrètement au soutien d'organismes œuvrant localement et offrant des services à la communauté. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1228447002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1228447002.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-01

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie, Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

## Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1228447002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  *"Autoriser, à même le budget de fonctionnement, la dépense de 500 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 500,00 $

| | Années antérieures | 2022 |
|---|---|---|
| Montant | | 500,00 $ |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 500,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306121 | 07189 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM28447002
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.


*Responsable de l'intervention:*

**Isabelle Fortier**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512


*Date:* **2022-07-29**

Date et heure système : 01 août 2022 10:20:53

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.02

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1225179007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2023, avec le Comité social Centre-Sud Inc. pour la réalisation d'activités d'intervention sociale et d'éducation populaire et accorder une contribution de 17 531,69 $ |

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2023, avec le Comité social Centre-Sud pour la réalisation d'activités d'intervention sociale et d'éducation populaire;
D'accorder à cette fin une contribution de 17 531,69 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-01 09:33

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1225179007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2023, avec le Comité social Centre-Sud Inc. pour la réalisation d'activités d'intervention sociale et d'éducation populaire et accorder une contribution de 17 531,69 $ |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Comité social Centre-Sud (CSCS) est un centre d'éducation populaire offrant une programmation variée, dont les activités se regroupent sous trois volets :

1. Dépanner (cafétéria offrant un service de repas à bas prix, friperie, accès à une salle informatique, service d'impôts, ateliers de purée, etc.)
2. Éduquer (ateliers en informatique, atelier de lecture, d'écriture, etc.)
3. Lutter (défense de droits relatifs à la sécurité alimentaire, au logement, à un revenu décent, au droit à la santé et à l'éducation, etc.)

Récemment, l'organisme a subit une diminution importante de la contribution reçue en provenance du programme fédéral *Vers un chez soi.* Cette perte financière a un impact sur l'offre de services offerte aux usagères et aux usagers du CSCS. Ainsi, le service d'intervention sociale a dû être réduit à deux journées par semaine. L'organisme a entrepris des démarches auprès de bailleurs de fonds afin de maintenir ses activités.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Aucune décision antérieure

**DESCRIPTION**

Le CSCS est fréquenté par des personnes ayant des parcours de vie différents, dont plusieurs peuvent cumuler des facteurs de vulnérabilité (isolement, pauvreté, problème de santé mentale, itinérance ou à risque d'itinérance, parcours scolaire difficile ou limité, faible littératie, etc.) et ont un besoin de soutien dans leur parcours de vie.
Le travail d'intervention s'inscrit dans la mission d'éducation populaire du Comité social

Centre-Sud. La présence d'une personne offrant de l'intervention sociale à plein temps est essentielle et nécessaire afin de répondre aux différents besoins, notamment d'être accueilli dans sa réalité, de parler et d'être écouté, d'être référé vers les ressources appropriées.

La personne responsable de l'intervention a pour mandat :

- être présente dans la salle communautaire pendant l'heure du dîner pour créer des liens avec les usager-ère-s ou faire des suivis individuels;
- organiser et participer aux activités sociales et sorties avec les participant-e-s;
- organiser et participer aux cuisines collectives;
- coordonner l'équipe de bénévoles;
- développer des liens avec les organismes du quartier et participer aux concertations et comité.

La contribution de l'Arrondissement permettra de compléter le financement du poste d'intervention et de le maintenir à raison de 35h/semaine, et ce jusqu'au 31 mars 2023.

**JUSTIFICATION**

Les actions du Comité social Centre-Sud favorisent la prise en charge des participantes et participants et aident à améliorer leurs conditions de vie. La contribution permettra de maintenir l'offre de service d'intervention sociale auprès de la population.
À travers le plan d'action en développement social 2020-2022, l'arrondissement souhaite :

- favoriser le dynamisme des milieux de vie et la création d'espaces de rencontres citoyennes;
- réduire les inégalités sociales et soutenir les personnes dans le besoin;
- assurer une solidarité et une cohésion sociale dans les quartiers;
- favoriser la cohabitation harmonieuse entre les personnes fréquentant ou résidant sur le territoire;
- soutenir l'intégration socio-économique des citoyens d'origines diverses

Ainsi, le soutien offert au projet du Comité social Centre-Sud permet donc de concrétiser particulièrement les engagements de l'Arrondissement :

- Engagement 9 : Soutenir la lutte à l'exclusion, promouvoir la mixité sociale et contribuer au vivre-ensemble
- Engagement 14 **:** Soutenir et valoriser les individus faisant preuve de solidarité, engagés dans la vie collective et les causes sociales, bénévolement ou d'une autre façon, notamment auprès des organismes communautaires qui répondent aux divers besoins sociaux.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La contribution versée provient du Fonds de soutien financier en développement social. Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention et cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

| | 2022 | Durée | 2023 | Durée |
|---|---|---|---|---|
| **Comité social Centre-Sud** | 15 779$ | 3 mois | 1 752,69$ | 3 mois |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030 :

Orientation : Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion
Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les services offerts par le CSCS à travers l'intervention sociale permet d'accueillir les usagères et usagers selon leurs besoins, de les accompagner dans diverses démarches ou de les référer vers des ressources internes et externes, ce qui contribuent à leur participation et leur implication au sein de la société.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Non applicable

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (annexe 2) de la convention.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

**Tél :** 514 868-4180
**Télécop. :** 514 868-5810

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-20

Marie-Claude OUELLET
Chef de division de la culture des sports et des loisirs

**Tél :** 514 872-6365
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
Directrice
**Tél :** 514 872-7667
**Approuvé le :** 2022-07-26



1225179007_Convention_Comité social-Centre-Sud_2022-2023.pdf

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**
**FONDS DE SOUTIEN FINANCIER EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, (**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1710 Rue Beaudry, Montréal, QC H2L 3E7, agissant et représentée par Marie-Josée Desrochers, directrice dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : N.A.
Numéro d'inscription T.V.Q. : N.A.

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme poursuit la mission de promouvoir et développer, selon les principes de l'éducation populaire autonome, la prise en charge et l'entraide afin de permettre aux résidents et résidentes de son territoire d'exercer un réel contrôle sur leurs conditions de vie;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**ATTENDU QUE** la Ville a remis à l'Organisme une copie du Fonds de soutien financier en développement social**;**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière

reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

## 4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

## 4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

## 4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui

fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en

raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de DIX-SEPT MILLE CINQ CENT TRENTE ET UN DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF SOUS (17 531, 69 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de QUINZE MILLE SEPT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF dollars (15 779 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de (MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX ET SOIXANTE-NEUF SOUS (1752,69$), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final comportant les informations demandées par le Directeur et qui doit être remis au plus tard le 1er mai 2023,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas

servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000$ pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 1710 Rue Beaudry, Montréal, QC H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 800 De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 20__

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

**COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD**

Par : _____
Marie-Josée Desrochers, directrice

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

**ANNEXE 1**
**PRÉSENTATION DU PROJET**

Voir le document

Projet Intervention en contexte éducation populaire_CSCS_2022-2023

en p.j. du sommaire

**ANNEXE 2**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

## 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

## 2. COMMUNICATIONS

### 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

    - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur

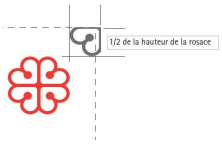
positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).




- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).




2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

**«** Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

**«** L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

## 2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

## 2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

## 2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1225179007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2023, avec le Comité social Centre-Sud Inc. pour la réalisation d'activités d'intervention sociale et d'éducation populaire et accorder une contribution de 17 531,69 $ |



Projet Intervention en contexte éducation populaire_CSCS_2022-2023.pdf



1225179007_Comité social Centre-Sud_grille d'analyse Montréal 2030.pdf



1225179007_Aspect financier_Comité social CS.pdf



REQ CSCS_2022.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

**Tél :** 514 868-4180
**Télécop. :** 514 868-5810

## #8326 - Intervention en contexte d'éducation populaire - Demande de soutien financier (envoyée le 13 juillet 2022 à 10:23)

| Nom de l'organisme | Mission |
|---|---|
| Comité social Centre-Sud | La Corporation se définit comme un centre d'éducation populaire sans but lucratif dont l'action est intimement liée aux besoins de la population de son territoire. Sa mission est la suivante: Promouvoir et développer, selon les principes de l'éducation populaire autonome, la prise en charge et l'entraide afin de permettre aux résidants et résidantes de son territoire d'exercer un réel contrôle sur leurs conditions de vie. |

### Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
**Ville-Marie - Appel sur invitation 2022 Fonds de soutien financier en développement social - INTERVENTION ET ÉDUCATION POPULAIRE (Autre)**

### Informations générales

**Nom du projet:** Intervention en contexte d'éducation populaire

**Numéro de projet GSS:** 8326

### Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

**Prénom:** Desrochers
**Nom:** Marie-Josée
**Fonction:** Directeur(trice)
**Numéro de téléphone:** (514) 596-7092
**Numéro de télécopieur:** (514) 596-7093
**Courriel:** direction@comite.social

### Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

**Prénom:** Desrochers
**Nom:** Marie-Josée
**Fonction:** Directeur(trice)

## Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

| Période du projet | | |
|---|---|---|
| | **Date de début** | **Date de fin** |
| Prévue | 2022-09-11 | 2023-03-31 |

| **Date limite de réception du rapport final** |
|---|
| 2023-05-01 |

## Résumé du projet

La mission du Comité social Centre-Sud (CSCS) est de promouvoir et de développer, selon les principes de l'éducation populaire autonome, la solidarité, l'entraide et la prise de parole individuelle et collective afin de permettre aux résidentes et résidents de notre territoire d'exercer un réel contrôle sur leurs conditions de vie et de lutter pour une plus grande justice sociale.

Les trois volets du CSCS sont dépanner-éduquer-lutter. Dépanner, avec le volet alimentaire, la friperie, la salle informatique, les dépannages d'urgence et le service d'impôt; éduquer, avec une programmation d'ateliers, de sorties et d'activités; lutter, avec des réflexions, des ateliers engagés et des actions collectives.

Depuis 50 ans, le CSCS est un milieu de vie bien ancré dans la communauté offrant différentes possibilités d'apprentissage et d'implication ou tout simplement un lieu pour socialiser, briser l'isolement et prendre un café en bonne compagnie. C'est un milieu de vie permettant aussi de répondre à des besoins de base comme se vêtir, se nourrir et rencontrer un intervenant.

Dans une communauté en changement où la pauvreté socio-économique est toujours bien présente, le CSCS est fréquenté par des personnes ayant des parcours de vie différents et c'est ce qui en fait la beauté. Un bon nombre de ces personnes cumulent plusieurs facteurs de vulnérabilité (isolement, pauvreté, problème de santé mentale, itinérance ou à risque d'itinérance, parcours scolaire difficile ou limité, faible littératie, etc...) et ont grand besoin de soutien.

La présence d'un intervenant à plein temps est essentielle afin de répondre aux différents besoins, notamment un grand besoin de parler, d'être entendu, validé et référé adéquatement aux ressources appropriées.

Le travail de l'intervenant s'inscrit donc dans le contexte d'éducation populaire propre au Comité social Centre-sud. Présent dans la grande salle sur l'heure du dîner où plus d'une centaine de personnes viennent manger chaque jour, il accueille, écoute, crée des liens et lorsque le besoin est là, il est disponible pour des rencontres individuelles.  C'est de l'intervention psychosociale dans une perspective d'amélioration des conditions de vie et de participation citoyenne.

En collaboration avec l'équipe d'animation, il organise et participe à différentes activités et sorties. Il mobilise les membres et favorise leur participation et leur implication.

En collaboration avec l'équipe d'animation et la direction, il est responsable des bénévoles.

En collaboration avec la cuisinière, il organisera des cuisines collectives afin de soutenir les personnes pour qui l'organisation et le maintien en logement sont plus difficiles.

L'intervenant se tient à jour et crée des liens avec les ressources du quartier. Il participera aux rencontres du RAPSIM.

Nous avons présentement un intervenant à temps partiel. Le soutien de la ville de Montréal permettrait d'avoir un poste à plein temps.

## Impacts, résultats, activités

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

De septembre 2022 au 31 mars 2023, les activités de l'intervenant auront permis à au moins 120 personnes d"acquérir différents outils afin d'améliorer leurs conditions de vie et leur qualité de vie

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Des citoyens et citoyennes moins isolé.e.s, plus épanouie.s, plus impliqué.e.s et engagé.e.s dans leur communauté

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Présence, accueil, écoute, interventions informelles

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semaine | 29 | 3 | 4 | 3 | 50 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Interventions individuelles

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semaine | 29 | 3 | 2.5 | 1 | 8 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Cuisines collectives

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par mois | 4 | 2 | 3.5 | 1 | 6 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
sorties et activités

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par mois | 7 | 2 | 3 | 2 | 10 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

## Lieu(x) où se déroule le projet

**Même adresse que l'organisme**
**No civique:** 1710
**Rue:** Beaudry
**Numéro de bureau:**
**Code postal:** H2L 3E7
**Ville:** Ville de Montréal
**Ville précision:**

## Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Autre**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Lutte contre la pauvreté
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Autre**: Engagement social et communautaire

## Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

| | Nb. hommes | Nb. femmes | Autres identités de genre | Total (H + F + Autres) |
|---|---|---|---|---|
| Prévu | 70 | 70 | 10 | 150 |

## Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

## Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

## Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Personne vivant avec des problèmes de santé mentale
- Personne en situation d'itinérance

## Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

**Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?**

Non

**Informations complémentaires:**

Le Comité social Centre-Sud est un milieu de vie inclusif, ouvert à toute la communauté. Nous portons effectivement attention à ce que toutes et tous se sentent à leur place et écouté.e.s et nous souhaitons toujours améliorer nos pratiques, notamment par de la formation à venir offerte aux employées afin d'identifier nos préjugés et améliorer nos pratiques.

Plus concrètement,

- Nous avons déjà plusieurs personnes de la diversité LGBTQ+ qui fréquentent le CSCS
- Le Conseil québécois LGBT a ses locaux au CSCS
- Plusieurs personnes des communautés culturelles fréquentent le CSCS
- Nous souhaitons reprendre les dîners culturels mensuels qui mettent à l'honneur une communauté dont un membre est issu, différente chaque mois. Dîner festif avec spectacle traditionnel , repas etc... Ceci favorise l'ouverture à l'autre et en plus, fait connaître le CSCS aux membres de cette communauté.
- Lorsque ce sera possible, remise sur pied du conseil des femmes afin de réfléchir notamment sur la place des femmes au CSCS
- Nous avons débuté un projet de réaménagement de l'entrée via la rue Robin afin de rendre le CSCS plus facilement accessible aux personnes à mobilité réduite; rampe et toilette accessibles, avec l'appui du mouvement PHAS (personne handicapé pour l'accès aux services ) et Ex æquo (organisme montréalais de promotion et de défense des droits des personnes ayant une déficience motrice)
- Adaptation de certaines mobilisations pour que toutes et tous puissent participer

## Contributions des partenaires

**Nom du partenaire:** Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
**Précision:** Nous souhaitons reprendre le partenariat avec OBM- Pavillon Patricia Mc Kenzie, la Rue des Femmes et Dans la Rue; partenariats interrompus suite à la perte de subvention en itinérance

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Références | | Non |
| Don de fournitures | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** Quartier Centre-Sud
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2L 3E7

**Nom du partenaire:** Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
**Précision:** Comité social Centre-sud

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Appui financier | 11 304,00 $ | Oui |

**Nom de la personne ressource:** Marie-Josée Desrochers
**Adresse courriel:** direction@comite.social
**Numéro de téléphone:** (514) 596-7092
**Adresse postale:** 1710 Beaudry
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2L 3E7

## Budget pour le personnel lié au projet

| Poste(s) à taux horaire régulier | Taux horaire régulier | Nombre d'heures par semaine | Taux des avantages sociaux par semaine | Nombre de semaines prévu | Nombre de postes prévu | Budget total prévu |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Intervenant(e) | 19,84 $ | 35,00 | 125,00 $ | 29 | 1 | 23 762,60 $ |
| **Total** | | | | | | **23 762,60 $** |

## Budget prévisionnel global

| | Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet | Montant de l'autofinancement | Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s) | |
|---|---|---|---|---|
| | Autre: Fonds de soutien financier en développement social de Ville-Marie | Somme de tous les $ «Autofinancement» | Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement» | |
| | **0,00 $** | **0,00 $** | **11 304,00 $** | |

| **Budget pour le personnel lié au projet** | | | | **Total** | **Frais liés au personnel du projet** ℹ |
|---|---|---|---|---|---|
| Intervenant(e) | 14 256,69 $ | 0,00 $ | 9 504,00 $ | **23 760,69 $** | 23 762,60 $ |
| **Total** | **14 256,69 $** | **0,00 $** | **9 504,00 $** | **23 760,69 $** | **23 762,60 $** |

| **Frais d'activités** | | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Équipement: achat ou location | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Fournitures de bureau, matériel d'animation | 600,00 $ | 0,00 $ | 400,00 $ | **1 000,00 $** |
| Photocopies, publicité | 100,00 $ | 0,00 $ | 50,00 $ | **150,00 $** |
| Déplacements | 300,00 $ | 0,00 $ | 150,00 $ | **450,00 $** |
| Locaux, conciergerie ou surveillance | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Assurances (frais supplémentaires) | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Autres | 400,00 $ | 0,00 $ | 200,00 $ | **600,00 $** |
| **Total** | **1 400,00 $** | **0,00 $** | **800,00 $** | **2 200,00 $** |
| **% maximum =** | 20 % | | | |
| **% atteint =** | **7,63 %** | | | |
| **Frais administratifs** | **1 875,00 $** | **0,00 $** | **1 000,00 $** | **2 875,00 $** |
| **% maximum =** | 10 % | | | |
| **% atteint =** | **9,97 %** | | | |
| **Total** | **17 531,69 $** | **0,00 $** | **11 304,00 $** | **28 835,69 $** |
| **Montants non dépensés** | **—** | **0,00 $** | **0,00 $** | **—** |

## Informations complémentaires

**Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet**

Il est à noter que les frais de déplacement sont pour l'achat de billets de transport en commun pour les membres.

Les frais d'animation sont pour l'organisation de sorties et d'activités par l'intervenant en collaboration avec l'équipe d'animation.

Section D- caractéristiques de la population; étant ouvert à toutes et tous, nous pouvons cocher plus de 3 cases, notamment personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie, violence conjugale, immigration...

Précisions : les résultats et activités attendus sont, en accord avec le financement demandé, en fonction d'un intervenant à 3 jours à semaine.

Le financement sera complété par le CSCS pour qu'il soit à 5 jours par semaine.

Le partenariat avec les organismes en itinérance (OBM- Pavillon Patricia Mc Kenzie, Dans la Rue, La Rue des Femmes, Spectre de rue... ) consiste majoritairement en référencement vers nos services, notamment de dépannage alimentaire et vestimentaire. L'intervenant accueille ces personnes, majoritairement en très grande vulnérabilité et les accompagne, selon les besoins.

Nous recevions aussi, de plus en plus, des références du CLSC pour le service d'intervention et les dépannages d'urgence .

Suite à notre perte de financement, nous avons dû interrompre toutes ses collaborations. La présence d'un intervenant à plein temps nous permettrait de les relancer.

La présence d'un intervenant permet aussi à l'équipe d'animation de se concentrer sur la programmation d'ateliers et activités et la mobilisation des membres.

Le court délai ne me permet pas d'aller chercher des lettres d'appui mais l'Itinéraire et OBM -pavillon Patricia Mc Kenzie ont appuyé, en janvier 2022, notre projet intervention/animation/services alimentaire (projet coupé par VCS).

Merci beaucoup !

## Documents spécifiques au projet

**Budget détaillé du projet**

—

**Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)**

—

**Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)**

—

**Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| résolutionCA.pdf | Validité du 2022-07-11 |

## Engagement du répondant

| Nom du fichier |
|---|
| engagementfondsvillemarie.pdf |

**Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.**

Oui

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1225179007
Unité administrative responsable : Div des sports, des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie
Projet : Intervention en contexte d'éducation populaire au Comité social Centre-Sud

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

**Conjointement pour les deux priorités :** Le Comité social Centre-Sud (CSCS) est fréquenté par des personnes ayant des parcours de vie différents, dont plusieurs peuvent cumuler divers facteurs de vulnérabilité (isolement, pauvreté, problème de santé mentale, itinérance ou à risque d'itinérance, parcours scolaire difficile ou limité, faible littératie, etc...) et ont grand besoin de soutien

dans leur parcours de vie.

Le travail d'intervention s'inscrit donc dans la mission d'éducation populaire du CSCS. La présence d'une personne offrant de l'intervention sociale à plein temps est essentielle et nécessaire afin de répondre aux différents besoins, notamment d'être accueilli dans sa réalité, de parler et d'être écouté, d'être référé vers les ressources appropriées.Le soutien offert contribue à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et favorise la connaissance et l'utilisation des ressources existantes, la participation sociale des usager-ère-s..

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?<br>L'organisme est un milieu de vie inclusif, ouvert à toute les communautés sont bienvenues, accueillies et reçues sans discrimination. L'organisme porte attention à ce que toutes et toustes se sentent à leur place et écouté-e-s et adapte son intervention aux besoins. Une formation sera aussi offerte prochainement au personnel afin de réfléchir individuellement et collectivement aux façons de faire et d'identifier les préjugés individuels et des pistes d'adaptation. Plusieurs actions sont réalisées pour favoriser et soutenir l'accès et l'utilisation des services par les populations diverses :<br>● Le Conseil québécois LGBT a ses locaux au CSCS, ce qui facilite les liens et les références pour les communautés LGBTQ+<br>● Reprise éventuels des dîners culturels mensuels qui mettent à l'honneur une communauté dont un membre est issu, différente chaque mois.<br>● Remise prochaine sur pied du conseil des femmes afin de réfléchir notamment sur la place des femmes au CSCS<br>● Projet de réaménagement de l'entrée afin de rendre le CSCS plus facilement accessible aux personnes à mobilité réduite; rampe et toilette accessibles, avec l'appui du mouvement PHAS (personne handicapé pour l'accès aux services ) et Ex æquo<br>● Adaptation de certaines mobilisations pour que toutes et tous puissent participer | **x** | | |

Registraire des entreprises Québec

# Rechercher une entreprise au registre

## État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-07-08 15:19:16

### État des informations

#### Identification de l'entreprise

| | |
|---|---|
| Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) | 1144681492 |
| Nom | COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD INC. |

#### Adresse du domicile

| | |
|---|---|
| Adresse | 1710 rue Beaudry<br>Montréal (Québec) H2L3E7<br>Canada |

#### Adresse du domicile élu

| | |
|---|---|
| Nom de l'entreprise | Comité Social Centre-sud |

| | |
|---|---|
| Adresse | 1710 rue Beaudry<br>Montréal (Québec) H2L3E7<br>Canada |

#### Immatriculation

| | |
|---|---|
| Date d'immatriculation | 1995-05-24 |
| Statut | Immatriculée |
| Date de mise à jour du statut | 1995-05-24 |
| Date de fin d'existence prévue | Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre. |

#### Forme juridique

| | |
|---|---|
| Forme juridique | Personne morale sans but lucratif |
| Date de la constitution | 1977-09-19 Constitution |
| Régime constitutif | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |
| Régime courant | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |

**Dates des mises à jour**

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'état de renseignements | 2022-01-21 |
| Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle | 2021-07-16 2021 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022 | 2022-11-15 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021 | 2021-11-15 |

**Faillite**

L'entreprise n'est pas en faillite.

**Fusion, scission et conversion**

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

**Continuation et autre transformation**

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

**Liquidation ou dissolution**

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

**Activités économiques et nombre de salariés**

**1er secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 9861 |
| Activité | Organisations civiques et amicales |
| Précisions (facultatives) | CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE (ENSEIGNEMENT, INFORMATIQUE, ANIMATION SERVICES ALIMENTAIRES (CANTINE POPULAIRE, POPOTE ROULANTE, METS SURGELÉS) |

**2e secteur d'activité**

Aucun renseignement n'a été déclaré.

**Nombre de salariés**

Nombre de salariés au Québec

De 11 à 25

## Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

**Liste des administrateurs**

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Hébert |
| Prénom | Guillaume |

| | |
|---|---|
| Date du début de la charge | 2015-06-17 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Trésorier |
| Adresse | 10470 av. Audoin Montréal (Québec) H1H5E4 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Leblanc |
| Prénom | Julie |
| Date du début de la charge | 2016-06-15 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 24-1950 av. des Érables Montréal (Québec) H2K3V2 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | DeMarinis |
| Prénom | Quintino |
| Date du début de la charge | 2018-06-13 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 5-1255 boul. De Maisonneuve E Montréal (Québec) H2L2A2 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Demers |
| Prénom | André |
| Date du début de la charge | 2019-06-05 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Vice-président |
| Adresse | 2-1621 rue Beaudry Montréal (Québec) H2L3E8 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Rivard |
| Prénom | Sébastien |
| Date du début de la charge | 2020-06-17 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Président |
| Adresse | 5716 14e Avenue Montréal (Québec) H1X2W4 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Boucher |
| Prénom | Maryse |
| Date du début de la charge | 2021-06-16 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 2048 rue Beaudry Montréal (Québec) H2L3G3 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Giroux |
| Prénom | Marie-Claude |
| Date du début de la charge | 2021-09-01 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 3888 rue Clark Montréal (Québec) H2W1W6 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Murray |
| Prénom | Cécile |
| Date du début de la charge | 2021-12-08 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Secrétaire |
| Adresse | 309-1225 rue Alexandre-DeSève Montréal (Québec) H2L2T7 Canada |

**Dirigeants non membres du conseil d'administration**

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Bustillos |
| Prénom | Eduardo |
| Fonctions actuelles | Principal dirigeant: Directeur |
| Adresse du domicile | 1446 rue Atateken Montréal (Québec) H2L3L3 Canada |

**Fondé de pouvoir**

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

**Administrateurs du bien d'autrui**

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

## Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

**Documents en traitement**

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

## Index des documents

**Documents conservés**

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| Déclaration de mise à jour courante | 2022-01-21 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2021-10-25 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021 | 2021-07-16 |

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| Déclaration de mise à jour courante | 2021-04-22 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020 | 2020-11-13 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2019-11-25 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019 | 2019-08-12 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2019-04-16 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018 | 2018-08-24 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017 | 2017-10-24 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2016-11-29 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2016-08-17 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016 | 2016-07-27 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015 | 2015-07-21 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014 | 2014-08-13 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2013-11-18 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013 | 2013-06-25 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012 | 2012-08-27 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011 | 2011-09-26 |
| Déclaration annuelle 2010 | 2010-10-26 |
| Déclaration annuelle 2009 | 2009-12-22 |
| Déclaration annuelle 2008 | 2009-03-25 |
| Déclaration annuelle 2007 | 2008-02-11 |
| Déclaration annuelle 2006 | 2007-01-15 |
| Déclaration annuelle 2005 | 2006-03-22 |
| Déclaration annuelle 2004 | 2005-01-22 |
| Déclaration annuelle 2003 | 2004-01-07 |
| Déclaration annuelle 2002 | 2002-11-06 |
| Déclaration annuelle 2001 | 2001-12-18 |
| Déclaration annuelle 2000 | 2000-10-16 |
| Déclaration annuelle 1999 | 2000-02-28 |
| Déclaration annuelle 1998 | 1999-06-10 |
| Avis de défaut | 1999-05-22 |
| Déclaration annuelle 1997 | 1998-05-12 |
| Déclaration annuelle 1996 | 1997-04-15 |
| Changement du nombre d'administrateurs | 1996-12-27 |
| Déclaration modificative | 1996-03-25 |
| Déclaration annuelle 1995 | 1995-12-05 |
| Déclaration d'immatriculation | 1995-05-24 |

## Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 1997-04-15

### Nom

| Nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD INC. | | 1977-09-19 | | En vigueur |

### Autres noms utilisés au Québec

| Autre nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE "CSCS" | | 1997-04-15 | | En vigueur |

Québec

© Gouvernement du Québec

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1225179007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2023, avec le Comité social Centre-Sud Inc. pour la réalisation d'activités d'intervention sociale et d'éducation populaire et accorder une contribution de 17 531,69 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1225179007.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-25

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie, Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1225179007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  *"Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2023, avec le Comité social Centre-Sud pour la réalisation d'activités d'intervention sociale et d'éducation populaire et accorder à cette fin une contribution de 17 531,69 $."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 17 531,69 $

| | Années antérieures | 2022 | 2023 | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Montant | | 15 779,00 $ | 1 752,69 $ | **17 531,69 $** |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 17 531,69 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306125 | 05803 | 61900 | 016491 | 0000 | 002580 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM25179007
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.


*Responsable de l'intervention:*

**Isabelle Fortier**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512


*Date:* **2022-07-25**

Date et heure système : 25 juillet 2022 13:22:18

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.03

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1225179009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2022 avec Aînés et retraités de la communauté gaie, Go jeunesse et Les YMCA du Québec afin de réaliser leurs projets en sécurité urbaine, dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine / Accorder à cette fin une contribution totale de 70 486,95 $ |

D'approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2022 afin de réaliser leurs projets en sécurité urbaine, dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 20 000 $ à Aînés et retraités de la communauté gaie
- 10 486,95 $ à Go jeunesse
- 40 000$ à Les YMCA du Québec

D'imputer cette dépense totale de 70 486,95$ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-01 15:56

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1225179009** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2022 avec Aînés et retraités de la communauté gaie, Go jeunesse et Les YMCA du Québec afin de réaliser leurs projets en sécurité urbaine, dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine / Accorder à cette fin une contribution totale de 70 486,95 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

Depuis l'adoption en 2003 du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine dans les arrondissements, communément appelé TANDEM, la pertinence d'impliquer les forces vives des quartiers pour garantir des milieux de vie paisibles et sécuritaires n'est plus à démontrer.
En 2022, le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) a été bonifié afin de permettre à l'ensemble des arrondissements de réaliser des stratégies de sécurité urbaine et de prévention structurantes sur leur territoire, et ce, en concertation avec leurs partenaires.

Conformément aux balises 2022, les actions retenues dans le cadre de ce programme doivent correspondre à une ou plusieurs des cibles prioritaires suivantes :

1. La mobilisation citoyenne et les actions réalisées avec la communauté
2. Le renforcement de la capacité des acteurs et la concertation locale
3. La sécurité dans les espaces publics et la cohabitation sociale
4. La sécurité des collectivités et des personnes vulnérables

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CM03 0524 en date du 17 juin 2003 :** Approuver le document Orientations et grands paramètres du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine

dans les arrondissements
**CA21 240379 en date du 5 octobre 2021 :** Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021-2022 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et accorder une contribution totale de 29 863,50 $ (PIMJ : 25 688 $, 4 175,50 $ : Division sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie)

**CA22 240268 en date du 5 juillet 2021 :** Modifier les conventions avec les organismes dans le cadre de l'édition 2021-2022 (dans le cadre de la période de transition 2022) du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans » afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 31 décembre 2022 et autoriser une dépense de 20 550 $, majorant ainsi la contribution à ces organismes de 29 863,50 $ à 50 413,50 $

**DESCRIPTION**

Aînés et retraités de la communauté gaie (ARCG)
**Nom du projet :** La caravane de sécurité urbaine des aîné-e-s
**Durée :** 4 mois (septembre à décembre 2022)
**Description du projet :** Le projet s'adresse à la population aînée. Il permettra la mise en place d'une programmation variée d'activités (conférence sur la sécurité avec le SPVM, témoignage de personnes en situation d'itinérance, groupe de discussion, visites accompagnées, création de circuits de marche sécuritaires et accessibles, distribution d'outils, de cartes et d'information, etc.) visant à ce que les personnes aînées retrouvent un sentiment de sécurité dans leur déplacement, qu'elles se rapproprient l'espace public, qu'elles aient le goût de sortir et de circuler dans les rues et les parcs et qu'elles soient moins craintives face à la présence d'une population diversifiée dans l'espace public. Une partie des activités se fera directement dans les milieux aînés (résidences, coopératives d'habitation, organismes de loisirs). Le projet est soumis dans le cadre d'une démarche concertée entre les membres du Regroupement des organismes aînés des faubourgs (ROAF). ARCG est l'organisme fiduciaire en assurant la coordination.

Go jeunesse
**Nom du projet :** 4 Quart-temps pour agir
**Durée :** 4 mois (septembre à décembre 2022)
**Description du projet :** Le projet s'adresse aux jeunes âgé-e-s de 18 à 25 ans résidant aux Habitations Jeanne-Mance et plus largement dans le Centre-Sud, qui sont souvent déscolarisés ou en phase de l'être, sans diplôme et sans travail. Le projet offre des ateliers sportifs encadrés par des entraîneurs qualifiés, des conférences sur des métiers, des témoignages d'athlètes de hauts niveaux, des conseils de professionnels sur leur parcours personnel et professionnel et des capsules santé au travers d'ateliers de cuisine, sur les saines habitudes de vie. Les personnes inscrites peuvent également participer à des ateliers de rédaction de cv, à des simulations d'entretiens ainsi que de l'accompagnement pour la recherche d'emploi. Le projet permet aux jeunes de s'exprimer à travers la pratique sportive, de s'impliquer, de découvrir leurs talents, favorise les échanges interculturels, de même qu'une meilleure intégration sociale et professionnelle des participant.e.s et, de ce fait, de développer un sentiment d'appartenance à leur milieu. Le projet permet d'agir en prévention pour la sécurité urbaine. À travers les activités sportives et de loisirs, les jeunes pourront y développer un réseau fort et positif, des liens avec des intervenants et des ressources et un cheminement vers un objectif déterminé, ce qui contribue à réduire les comportements à risque chez les jeunes (violence, intimidation, incivilités et méfaits dans l'espace public, etc.) Le projet est financé en partie par le programme Intervention en milieu jeunesse (PIMJ). Le programme ACCSU permet de compléter le montage financier et d'éviter une diminution de l'offre des activités.

Les YMCA du Québec
**Nom du projet :** Équipé pour une transition vers l'âge adulte

**Durée :** 4 mois (septembre à décembre 2022)
**Description du projet :** Le projet s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 24 ans, qui recherchent un lieu de rassemblement pour partager leurs inquiétudes liées aux nouveaux défis amener l'âge adulte et qui génèrent de l'anxiété (inscription au cégep, gestion des impôts, premiers pas en logement, achat d'une automobile, etc.) L'offre d'activités de sports et de loisir sera utilisée comme outils d'intervention afin de permettre la création ou le maintien de liens avec les jeunes adultes, des discussions informelles à travers l'activité, de même que de l'accompagnement vers les ressources, le tout dans un milieu sain et sécuritaire adapté à leurs besoins. Le projet permettra aux jeunes de découvrir et de connaître les ressources du quartier qui peuvent les accompagner dans ces nouveaux défis. Le projet permet d'agir en prévention pour la sécurité urbaine. À travers les activités sportives et de loisirs, les jeunes pourront y développer un réseau fort et positif, des liens avec des intervenants et des ressources et un cheminement vers un objectif déterminé, ce qui contribue à réduire les comportements à risque chez les jeunes (violence, intimidation, incivilités et méfaits dans l'espace public, etc.) Le projet est en partie soutenu par l'organisme et par le programme Intervention en milieu jeunesse. Le programme ACCSU permet de compléter le montage financier et d'augmenter le nombre d'heures d'activités.

**JUSTIFICATION**

La Ville de Montréal est responsable d'offrir les conditions permettant d'offrir des environnements et des quartiers harmonieux et sécuritaires où chaque personne peut jouir pleinement du bien commun, d'un accès équitable aux espaces et services publics, ainsi qu'à la pleine jouissance des possibilités qu'offre la ville. À travers ce programme, la Ville encourage l'action concertée afin d'apporter des solutions et du soutien aux communautés et aux personnes les plus touchées par l'insécurité, la violence et la criminalité. Les projets soumis ont été reçus dans le cadre d'un appel sur invitation auprès d'organismes posant déjà des actions en sécurité urbaine, agissant en prévention/réduction des méfaits et des incivilités ou rejoignant des populations pouvant vivre de l'insécurité dans l'espace public. Pour 2022, l'Arrondissement souhaitait soutenir particulièrement les projets jeunesse.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le SDIS certifie que les projets déposés dans ce sommaire décisionnel sont conformes aux balises du programme. Cette dépense sera entièrement assumée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale, dans le cadre de son budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (numéro d'imputation : 2101.0010000.101219.05803.61900.016491.0000.004408.052146.00000.00000). Conséquemment, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de l'Arrondissement.

| | **2022** | |
|---|---|---|
| | **SDIS** | **% du projet financé par le programme ACCSU** |
| **Aînés et retraités de la communauté gaie Projet 8374 DA 737859** | 20 000 $ | 100 % |
| **Go jeunesse Projet 8371 DA 737861** | 10 486,95 $ | 50 % |
| **Les YMCA du Québec Projet 8392 DA 737863** | 40 000 $ | 67 % |

**MONTRÉAL 2030**

Dans son Plan stratégique Montréal 2030, la Ville s'engage à offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins (orientation 19). Elle s'engage également à accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision (orientation 10). L'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine est une manière d'opérationnaliser ces ambitions.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Favoriser, soutenir et renforcer la mobilisation et l'engagement de la population, des communautés et des actrices et acteurs locaux autour des questions de sécurité, à développer la connaissance sur ceux-ci et à renforcer le leadership local et les capacités d'actions.

- Améliorer la sécurité vécue et perçue de la population au sein de son quartier et de la ville, avec une attention particulière aux personnes et aux milieux plus susceptibles de vivre le plus d'insécurité.
- Intégrée aux autres stratégies et leviers mobilisés par la Ville, l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine participe ultimement à faire de Montréal une ville plus sûre et plus inclusive.
- Soutenir les jeunes dans leur développement personnel, psychologique et sportif en leur offrant un milieu de vie favorable.
- Recréer un sentiment de confiance et de sécurité chez les personnes aînées afin qu'elles se réapproprient l'espace public.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Bien que nous soyons encore à mesurer pleinement toute l'ampleur de son impact, il est indéniable que la pandémie de COVID-19 eu des effets bien réels sur les facteurs qui influencent la sécurité et le sentiment de sécurité. Les activités prévues tiennent compte de cette réalité et visent également à apporter une contribution aux efforts de relance sociale qui sont présentement en marche à Montréal.
Pour l'instant, il est prévu que les activités se réalisent comme prévu. Si la situation changeait, le responsable de la Ville et les organismes devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (annexe 2) de la convention.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Pierre-Luc LORTIE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Johanne C BEAULIEU, Ville-Marie
Margaux BENNARDI, -

Lecture :

Margaux BENNARDI, 12 août 2022
Johanne C BEAULIEU, 3 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

**Tél :** 514 868-4180
**Télécop. :** 514 868-5810

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-03

Marie-Claude OUELLET
Chef de division de la culture des sports et des loisirs

**Tél :** 514 872-6365
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
Directrice
**Tél :** 514 872-7667
**Approuvé le :** 2022-08-05



1225179009_Convention ARCG-ACCSU 2022.pdf



1225179009_Convention Go Jeunesse-ACCSU 2022.pdf



1225179009_Convention YMCA Centre-Ville-ACCSU 2022.pdf

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**
**PROGRAMME ACTION CITOYENNE ET COMMUNAUTAIRE EN SÉCURITÉ URBAINE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, (**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **AÎNÉS ET RETRAITÉS DE LA COMMUNAUTÉ GAIE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 2075 rue Plessis, bureau 110, Montréal, Québec, H2L 2Y4, agissant et représentée par Richard Desjardins, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : N/A
Numéro d'inscription T.V.Q. : N/A
Numéro d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme vise à regrouper des hommes gais aînés, afin de les aider à briser l'isolement et à demeurer actifs dans la communauté

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**ATTENDU QUE** la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine**;**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière

reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme ;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avantd'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

### 4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer

de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la

tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

### 4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

### 5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT MILLE dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

### 5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de DIX-HUIT MILLE dollars 18 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de DEUX MILLE dollars (2 000 $), au plus tard dans les trente (30) jour suivant la remise d'un rapport final, lequel est dû le 31 janvier 2023;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

### 5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 2075 rue Plessis, bureau 110, Montréal, Québec, H2L 2Y4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Présidence. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 800 De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 20__

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

**AÎNÉS ET RETRAITÉS DE LA COMMUNAUTÉ GAIE**

Par : _____
Richard Desjardins, président

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

**ANNEXE 1**
**PRÉSENTATION DU PROJET**

Voir le document

Projet Caravane sécurité urbaine_ACCSU 2022
en p.j. du sommaire

**ANNEXE 2**

## PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

### 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

### 2. COMMUNICATIONS

#### 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

    - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur

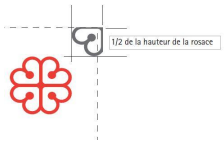
positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).




- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).




2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

**«** Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

**«** L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

### 2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

### 2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

### 2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**
**PROGRAMME ACTION CITOYENNE ET COMMUNAUTAIRE EN SÉCURITÉ URBAINE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, (**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **GO JEUNESSE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)), dont l'adresse principale est le 200 rue Ontario Est, suite 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, agissant et représentée par Valérie Koporek, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : N/A
Numéro d'inscription T.V.Q. : N/A
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 867380495RR002

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme oeuvre à venir en aide aux jeunes et à la population de milieux défavorisés et vulnérables en offrant un milieu de vie propice à la découverte et à l'initiation de nouvelles activités éducatives, sportives et culturelles en vue de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le décrochage scolaire, l'isolement et la détresse psychologique;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme *Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**ATTENDU QUE** la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme *Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine***;**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière

reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

## 4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

## 4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

## 4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui

fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en

raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de DIX MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS ET QUATRE-VINGT-QUINZE SOUS (10 486, 95 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de NEUF MILLE QUATRE CENT TRENTE-HUIT DOLLARS ET VINGT-CINQ SOUS (9 438, 25 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de MILLE QUARANTE-HUIT DOLLARS ET SOIXANTE-DIX SOUS (1 048,70 $), au plus tard dans les trente (30) jour suivant la remise d'un rapport final, lequel est dû le 31 janvier 2023;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la

contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

## 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

## 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

### Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200 rue Ontario Est, suite 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

### Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 20__

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

**GO JEUNESSE**

Par : _____
Valérie Koporek, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

**ANNEXE 1**
**PRÉSENTATION DU PROJET**

Voir le document

PROJET-4 quart-temps pour agir_ACCSU 2022
en p.j. du sommaire

**ANNEXE 2**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

Ville-Marie Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

## 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

## 2. COMMUNICATIONS

### 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

    - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur

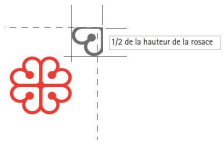
positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).




- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).




2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

**«** Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

**«** L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

### 2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

### 2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

### 2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**
**PROGRAMME ACTION CITOYENNE ET COMMUNAUTAIRE EN SÉCURITÉ URBAINE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, (**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **LES YMCA DU QUÉBEC (YMCA CENTRE-VILLE).**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 1435, rue Drummond, Montréal (Québec) H3G 1W4, agissant et représentée par Monsieur Georges Kalimeris,directeur exécutif, tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 119307031RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006243548TQ0002
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 119307031RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit pour bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous et qui a pour mission d'inspirer et d'engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme *Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**ATTENDU QUE** la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme *Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine***;**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière

reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

## 4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

## 4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

## 4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui

fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en

raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de QUARANTE MILLE dollars (40 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de TRENTE-SIX MILLE dollars (36 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de QUATRE MILLE dollars (4 000 $), au plus tard dans les trente (30) jour suivant la remise d'un rapport final, lequel est dû le 31 janvier 2023;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

## 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

### Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435, rue Drummond, Montréal (Québec) H3G 1W4 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur exécutifl. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

### Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable..

### 13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 20__

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

**LES YMCA DU QUÉBEC**

Par : _____
Georges Kalimeris,directeur exécutif,

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

**ANNEXE 1**
**PRÉSENTATION DU PROJET**

Voir le document

Projet Équipé pour une transition_ACCSU 2022
en p.j. du sommaire

**ANNEXE 2**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

Ville-Marie Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

## 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

## 2. COMMUNICATIONS

### 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

    - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur

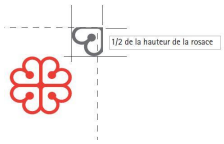
positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).




- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).




2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

**«** Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

**«** L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

### 2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

### 2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

### 2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1225179009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2022 avec Aînés et retraités de la communauté gaie, Go jeunesse et Les YMCA du Québec afin de réaliser leurs projets en sécurité urbaine, dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine / Accorder à cette fin une contribution totale de 70 486,95 $ |


PROJET-4 quart-temps pour agir_ACCSU 2022.pdf


REQ Go jeunesse.pdf


Projet Caravane sécurité urbaine_ACCSU 2022.pdf


REQ_ARCG.pdf


Projet Équipé pour une transition_ACCSU 2022.pdf


REQ_YMCA Centre-Ville.pdf


1225179009_ACCSU_Grille d'analyse Montréal 2030.pdf


Aspect financier_ACCSU_1225179009.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

**Tél :** 514 868-4180
**Télécop. :** 514 868-5810

## #8371 - 4 Quart-temps pour agir - Demande de soutien financier (envoyée le 19 juillet 2022 à 17:22)

| Nom de l'organisme | Mission |
|---|---|
| Go jeunesse (service des Loisirs St-Jacques) | Go Jeunesse est un organisme de bienfaisance reconnu par le ministère du Revenu qui vient en aide aux jeunes, aux familles et aux populations de milieux défavorisés et vulnérables. Grâce à la pratique régulière d'activités sportives et/ou éducatives qui vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le décrochage scolaire, l'isolement et la détresse psychologique, Go Jeunesse offre un milieu de vie propice à la découverte et l'initiation à de nouvelles activités. Étant bien enraciné dans son quartier depuis maintenant plus de 50 ans, il offre une structure d'accueil saine et sécuritaire, ainsi qu'un encadrement qui favorise la cohésion sociale, la concertation, l'implication citoyenne et le partenariat avec les organismes du milieu. Nous souhaitons soutenir le développement et l'inclusion des populations vivant au sein de nos milieux de vie et cela passe par l'acceptation de toutes les personnes sans aucunes distinctions genre, ethnie, orientation sexuelle, classe ou handicap |

### Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
**Ville-Marie - Appel sur invitation 2022 - Programme Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) - SÉCURITÉ URBAINE (Autre)**

### Informations générales

**Nom du projet:** 4 Quart-temps pour agir

**Numéro de projet GSS:** 8371

### Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

**Prénom:** Valérie
**Nom:** koporek
**Fonction:** Directeur(trice) général(e)
**Numéro de téléphone:** (514) 872-8021
**Numéro de télécopieur:**
**Courriel:** valeriekoporek@gojeunesse.org

### Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

**Prénom:** Joana
**Nom:** Loe-Mie
**Fonction:** Chargé(e) de projet

## Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

| Période du projet | | |
|---|---|---|
| | Date de début | Date de fin |
| Prévue | 2022-09-11 | 2022-12-31 |

| Date limite de réception du rapport final |
|---|
| 2023-01-31 |

## Résumé du projet

Notre projet a débuté dans un contexte de pandémie mondiale au sein d'un milieu de vie défavorisé et multiculturel grâce au projet PIMJ. Nous accueillons des jeunes de 5 à 17 ans pour de l'aide aux devoirs , des activités parascolaires et des sorties culturelles mais nous avons élargi notre offre de service afin de rejoindre une clientèle plus large mais avec des problématiques tout aussi importantes que les jeunes , les jeunes adultes en situation de marginalisation sociale encore plus prononcée depuis la pandémie. Au sein des HJM et plus largement du Centre-Sud, un grand nombre de jeunes âgés de 18 à 25 ans sont déscolarisés ou en phase de l'être, sans diplôme et sans travail. Nous souhaitons faire suite à notre projet précédent, 4 Quart Temps pour Agir, afin de continuer malgré le contexte, de soutenir ces personnes au travers d'une offre tenant compte de leurs besoins mais aussi de la situation sanitaire actuelle. La continuité de ce projet 4QT pour agir - phase III, permettra à nos membres de pouvoir participer à divers ateliers sportifs encadrés par des entraîneurs qualifiés , de recevoir des conseils informatifs grâce à des conférences métiers mais aussi grâce à divers témoignages d'athlètes de hauts niveaux, des conseils de professionnels sur leur parcours personnel et professionnel et des capsules santé au travers d'ateliers de cuisine sur les saines habitudes de vie. 4QT va permettre la mise en place d'ateliers d'écriture de CV, des simulations d'entretiens ainsi que de la recherche d'emploi avec le soutien du CJE. Ce dernier propose des conférences inspirantes et motivantes pour les encourag er. Ce qui nous permettra de rejoindre un plus grand nombre de membres et d'investir plus de partenaires dans le projet. Forcé de constater l'intérêt de nos jeunes, inscrire ce programme dans le Programme Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) - SÉCURITÉ URBAINE, nous permettrai de mettre l'accent différentes activités et suivi permettant de lutter contre ce sentiment d'isolement. Cette nouvelle étape permettra aux jeunes de s 'exprimer au travers de la pratique sportive et peut être de découvrir leurs talents , tout en favorisant les échanges interculturels permettant à ces derniers une meilleure intégration sociale et professionnelle et de ce fait de développer un sentiment d'appartenance à leur milieu.

## Impacts, résultats, activités

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

Soutenir les jeunes dans leur developpement personnel et professionnel et donc reduire les risques de delinquance.

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Permettre aux jeunes d'atteindre leurs objectifs personnels et professionnels

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Entretien personnalisé, redation de curriculum vitae et lettre de presentation, rencontre avec d'eventuels employeurs

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par trimestre | 3 | 1 | 4 | 2 | 6 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

Promouvoir les saines habitudes alimentaires et Outiller les participant-e-s à faire des choix de vie éclairés

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Adoption de saines habitudes alimentaires

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Atelier de nutrition

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par trimestre | 3 | 1 | 4 | 5 | 10 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

Permettre a environ 50 jeunes de pratiquer une activite physiques reguliere et Influencer la motivation pour rendre moins attrayante la participation à une gang de rue

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Promouvoir la diversité des activités physiques et sportives

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Pratique et entrainements de basket, boxer, yoga, spikeball ...

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semaine | 3 | 4 | 2 | 4 | 10 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

## Lieu(x) où se déroule le projet

**Même adresse que l'organisme**
**No civique:** 200
**Rue:** Ontario E
**Numéro de bureau:** 3004
**Code postal:** H2X 1H3
**Ville:** Ville de Montréal
**Ville précision:**

## Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Autre**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Intégration
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Autre**: Engagement social et communautaire

## Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

| | Nb. hommes | Nb. femmes | Autres identités de genre | Total (H + F + Autres) |
|---|---|---|---|---|
| Prévu | 30 | 20 | 0 | 50 |

## Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

## Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

## Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Minorités visibles

## Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

**Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?**

Non

**Informations complémentaires:**

Grâce à ce projet sportif ET professionnalisant pour adulte, nous proposons un programme ouvert à tous et toutes sans discriminations en tenant compte d'inclure toutes les personnes présentent dans notre milieu sans aucune distinction vis à vis de leur genre, ethnie, orientation sexuelle, classe ou handicap. Nous souhaitons créer des liens entre les jeunes et les informer sur l'actualité sportive par des rencontres interactives et des invités surprises inspirants . Nous souhaitons également offrir des conseils sur les parcours professionnels afin de permettre aux jeunes de trouver leur voie . Notre programme étant basé en grande partie sur la pratique sportive, nous tenons compte de la population visée et adaptons nos entrainements et pratiques en fonction des niveaux.

## Contributions des partenaires

**Nom du partenaire:** Autre partenaire : veuillez l'identifier
**Précision:** CJE (en nature)

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Appui financier | 487,50 $ | Oui |

**Nom de la personne ressource:** Brigitte Sauvageau
**Adresse courriel:** bsauvageau@cjemontreal.org
**Numéro de téléphone:** (514) 875-9770
**Adresse postale:** 425 rue Sherbrooke Est
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2L 1J9

**Nom du partenaire:** Autre partenaire : veuillez l'identifier
**Précision:** CERF (en nature)

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Appui financier | 1 300,00 $ | Oui |
| Autres : précisez Atelier de cuisine | | Oui |

**Nom de la personne ressource:** Ana Almanzar
**Adresse courriel:** cerfmontrealgmail.com@_
**Numéro de téléphone:** (514) 288-8314
**Adresse postale:** 105 rue ontario est
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2X 1G9

**Nom du partenaire:** Autre partenaire : veuillez l'identifier
**Précision:** Pour 3 points (en nature)

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Formation | | Oui |
| Appui financier | 650,00 $ | Oui |

**Nom de la personne ressource:** Marie Jeanne Godbout
**Adresse courriel:** marie-jeanne.godbout@pour3points.ca
**Numéro de téléphone:** (514) 789-2359
**Adresse postale:** 372 rue sainte catherine
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H3B 1A2

**Nom du partenaire:** Autofinancement
**Précision:** Go Jeunesse

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Appui financier | 2 000,00 $ | Non |

**Nom de la personne ressource:** Valérie koporek
**Adresse courriel:** loisirsstjacques@gmail.com
**Numéro de téléphone:** (514) 872-8021
**Adresse postale:** #3004
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2X 1H3

**Nom du partenaire:** Arrondissement / Ville liée
**Précision:** PIMJ

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Appui financier | 6 080,80 $ | Oui |

**Nom de la personne ressource:** Veronique Lebel Bilodeau
**Adresse courriel:** veronique.lebelbilodeau@montreal.ca
**Numéro de téléphone:** (438) 777-6951
**Adresse postale:** 800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2L 4L8

## Budget pour le personnel lié au projet

| Poste(s) à taux horaire régulier | Taux horaire régulier | Nombre d'heures par semaine | Taux des avantages sociaux par semaine | Nombre de semaines prévu | Nombre de postes prévu | Budget total prévu |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chargé(e) de projet | 21,00 $ | 3,00 | 0,00 $ | 16 | 1 | 1 008,00 $ |
| Autre poste : veuillez l'identifier Coach entraineur | 25,00 $ | 3,00 | 0,00 $ | 16 | 3 | 3 600,00 $ |
| Autre poste : veuillez l'identifier Animatrice sportive responsable | 17,00 $ | 30,00 | 0,00 $ | 16 | 1 | 8 160,00 $ |
| Intervenant(e) | 17,00 $ | 15,00 | 0,00 $ | 16 | 1 | 4 080,00 $ |
| **Total** | | | | | | **16 848,00 $** |

## Budget prévisionnel global

| | Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet | Montant de l'autofinancement | Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s) | |
|---|---|---|---|---|
| | Autre: Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) | Somme de tous les $ «Autofinancement» | Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement» | |
| | **0,00 $** | **2 000,00 $** | **8 518,30 $** | |

| **Budget pour le personnel lié au projet** | | | | **Total** | **Frais liés au personnel du projet** |
|---|---|---|---|---|---|
| Chargé(e) de projet | 1 008,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **1 008,00 $** | 1 008,00 $ |
| Autre poste : veuillez l'identifier Coach entraineur | 3 600,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **3 600,00 $** | 3 600,00 $ |
| Autre poste : veuillez l'identifier Animatrice sportive responsable | 2 079,20 $ | 0,00 $ | 6 080,80 $ | **8 160,00 $** | 8 160,00 $ |
| Intervenant(e) | 2 080,00 $ | 2 000,00 $ | 0,00 $ | **4 080,00 $** | 4 080,00 $ |
| **Total** | **8 767,20 $** | **2 000,00 $** | **6 080,80 $** | **16 848,00 $** | **16 848,00 $** |

| **Frais d'activités** | | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Équipement: achat ou location | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Fournitures de bureau, matériel d'animation | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Photocopies, publicité | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Déplacements | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Locaux, conciergerie ou surveillance | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Assurances (frais supplémentaires) | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Autres | 0,00 $ | 0,00 $ | 2 437,50 $ | **2 437,50 $** |
| **Total** | **0,00 $** | **0,00 $** | **2 437,50 $** | **2 437,50 $** |
| **% maximum =** | 20 % | | | |
| **% atteint =** | **11,6 %** | | | |
| **Frais administratifs** | **1 719,75 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **1 719,75 $** |
| **% maximum =** | 10 % | | | |
| **% atteint =** | **8,19 %** | | | |
| **Total** | **10 486,95 $** | **2 000,00 $** | **8 518,30 $** | **21 005,25 $** |
| **Montants non dépensés** | **—** | **0,00 $** | **0,00 $** | **—** |

## Informations complémentaires

**Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet**

L'objectif principal de ce projet est de soutenir les jeunes dans leur développement personnel, psychologique et sportif, en raison de la pandémie, en leur offrant un milieu de vie favorable. Notre but es t d'offrir la possibilité à plus de 50 jeunes de pouvoir accéder aux plateaux sportifs du CEGEP tous les samedis et dans un autre temps de référer un maximum de ces jeunes en réorientation ou en recherche d'emploi afin qu'ils se forment ou trouvent des domaines d'emploi qui les intéressent pour leur développement personnel mais aussi et surtout pour qu'ils atteignent les objectifs personnels et professionnels qu'ils se seront fixés . La plateforme développée dans le précédent projet va permettre une continuité dans cette nouvelle phase en permettant aux jeunes de trouver sur une même plateforme des capsules santé avec des recettes simple et peu couteuses , des capsules sportives avec des entrainements , des capsules professionnelles avec des vidéos de professionnels informant de leur parcours et de leur métier. Ils y trouveront également un volet emploi avec la possibilité de trouver des annonces d'emploi de différents organismes .

## Documents spécifiques au projet

**Budget détaillé du projet**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| Budget Sécurité urbaine.xlsx - Feuil1-2.pdf | *Non applicable* |

**Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)**

—

**Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)**

—

**Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| Résolution 20211206-1.pdf | *Non applicable* |

## Engagement du répondant

| Nom du fichier |
| --- |
| gss-diversite-sociale-20220718-121450.pdf |

**Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.**

Oui

Registraire des entreprises Québec

# Rechercher une entreprise au registre

## État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-07-14 13:50:47

### État des informations

#### Identification de l'entreprise

| | |
|---|---|
| Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) | 1143971712 |
| Nom | GO JEUNESSE |

#### Adresse du domicile

| | |
|---|---|
| Adresse | 3004-200 RUE Ontario E<br>Montréal Québec H2X1H3<br>Canada |

#### Adresse du domicile élu

| | |
|---|---|
| **Nom de l'entreprise** | Service des Loisirs St-Jacques de Montréal |
| **Nom de la personne physique** | |
| Nom de famille | Koporek |
| Prénom | Valérie |

| | |
|---|---|
| Adresse | 3004-200 RUE Ontario E<br>Montréal Québec H2X1H3<br>Canada |

#### Immatriculation

| | |
|---|---|
| Date d'immatriculation | 1995-03-21 |
| Statut | Immatriculée |
| Date de mise à jour du statut | 1995-03-21 |
| Date de fin d'existence prévue | Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre. |

#### Forme juridique

| | |
|---|---|
| Forme juridique | Personne morale sans but lucratif |
| Date de la constitution | 1968-11-18 Constitution |
| Régime constitutif | |

| | |
|---|---|
| | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |
| Régime courant | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |

**Dates des mises à jour**

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'état de renseignements | 2022-06-01 |
| Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle | 2022-06-01 2022 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022 | 2022-11-15 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021 | 2021-11-15 |

**Faillite**

L'entreprise n'est pas en faillite.

**Fusion, scission et conversion**

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

**Continuation et autre transformation**

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

**Liquidation ou dissolution**

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

**Activités économiques et nombre de salariés**

**1er secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 9697 |
| Activité | Centres récréatifs |
| Précisions (facultatives) | - |

**2e secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 9861 |
| Activité | Organisations civiques et amicales |
| Précisions (facultatives) | - |

**Nombre de salariés**

Nombre de salariés au Québec

De 6 à 10

## Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

### Liste des administrateurs

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Demers |
| Prénom | Fréderic |
| Date du début de la charge | 2014-10-15 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Président |
| Adresse | 7767 rue Durocher Montréal (Québec) H3N2A5 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Idrissa Bokoye |
| Prénom | Amadou |
| Date du début de la charge | 2016-06-01 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 16-1101 rue du Glacis Montréal (Québec) H2L5E5 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Rousseau |
| Prénom | Gabriella |
| Date du début de la charge | 2016-12-15 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Secrétaire |
| Adresse | 5670 rue Marc-Sauvalle Montréal (Québec) H4E4E1 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Benziada |
| Prénom | Yamina |
| Date du début de la charge | 2018-05-22 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Trésorier |
| Adresse | 6570 rue Mazarin Montréal (Québec) H4E2X5 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Gaye |
| Prénom | Néma |
| Date du début de la charge | 2019-05-27 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Vice-président |
| Adresse | 807-990 rue Saint-François-Xavier Montréal (Québec) H4L5E7 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Tremblay |
| Prénom | Maxime |

| | |
|---|---|
| Date du début de la charge | 2020-04-28 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Trésorier |
| Adresse | 8840 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2M1N2 Canada |

**Dirigeants non membres du conseil d'administration**

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Valérie |
| Prénom | Koporek |
| Fonctions actuelles | Principal dirigeant: Directrice générale |
| Adresse du domicile | 3701 av. Coloniale Montréal (Québec) H2X2Y7 Canada |

**Fondé de pouvoir**

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

**Administrateurs du bien d'autrui**

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

## Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

**Documents en traitement**

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

## Index des documents

**Documents conservés**

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022 | 2022-06-01 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2022-01-07 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021 | 2021-12-15 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2021-06-08 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2021-03-31 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020 | 2020-10-06 |
| Lettres patentes supplémentaires | 2020-09-18 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2020-05-04 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2020-01-07 |
| Règlement concernant la modification d'un nom, du siège ou du nombre d'administrateurs | 2019-12-20 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019 | 2019-07-22 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2018-09-04 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018 | 2018-05-23 |

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| Déclaration de mise à jour courante | 2018-05-09 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017 | 2017-07-24 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2017-05-08 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016 | 2016-11-17 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2016-05-04 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015 | 2015-06-22 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014 | 2015-03-18 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2014-11-27 |
| Lettres patentes supplémentaires | 2014-07-02 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2014-06-05 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013 | 2013-04-17 |
| Déclaration annuelle 2009 | 2013-01-08 |
| Déclaration annuelle 2007 | 2013-01-08 |
| Déclaration annuelle 2006 | 2013-01-08 |
| Déclaration annuelle 2011 | 2012-12-13 |
| Lettres patentes supplémentaires | 2012-11-19 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2012-08-22 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2012-08-21 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012 | 2012-08-21 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2011-10-27 |
| Déclaration annuelle 2010 | 2010-11-19 |
| Avis de défaut | 2010-02-24 |
| Déclaration annuelle 2008 | 2009-07-16 |
| Avis de défaut | 2009-02-19 |
| Avis de défaut | 2008-03-06 |
| Avis de défaut | 2008-03-03 |
| Déclaration annuelle 2005 | 2007-06-15 |
| Avis de défaut | 2006-06-20 |
| Déclaration annuelle 2004 | 2005-05-30 |
| Déclaration annuelle 2003 | 2003-12-02 |
| Déclaration annuelle 2002 | 2002-10-25 |
| Déclaration annuelle 2001 | 2002-01-28 |
| Déclaration annuelle 2000 | 2000-11-20 |
| Déclaration annuelle 1999 | 1999-10-25 |
| Déclaration annuelle 1998 | 1999-03-30 |
| Déclaration annuelle 1997 | 1997-11-04 |
| Déclaration annuelle 1996 | 1996-12-13 |
| Déclaration annuelle 1995 | 1995-11-20 |
| Déclaration d'immatriculation | 1995-03-21 |

## Index des noms

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'index des noms | 2020-01-07 |

**Nom**

| Nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| GO JEUNESSE | | 2019-12-20 | | En vigueur |

| Nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| SERVICE DES LOISIRS ST-JACQUES DE MONTRÉAL | | 1968-11-18 | 2019-12-20 | Antérieur |

**Autres noms utilisés au Québec**

| Autre nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| Service des Loisirs St-Jacques | | 2020-01-07 | | En vigueur |
| Loisirs St-Jacques | | 2016-11-17 | | En vigueur |

Québec

© Gouvernement du Québec

## #8374 - La caravane de sécurité urbaine des aînés - Demande de soutien financier (envoyée le 3 août 2022 à 18:52)

| Nom de l'organisme | Mission |
|---|---|
| ARCG - Aînés et retraités de la communauté | Regrouper des hommes gais aînés, afin de les aider à briser l'isolement et à demeurer actifs dans la communauté. |

### Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
**Ville-Marie - Appel sur invitation 2022 - Programme Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) - SÉCURITÉ URBAINE (Autre)**

### Informations générales

**Nom du projet:** La caravane de sécurité urbaine des aînés

**Numéro de projet GSS:** 8374

### Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

**Prénom:** Jocelyne
**Nom:** Légaré
**Fonction:** Directeur(trice) général(e)
**Numéro de téléphone:** (514) 730-8870
**Numéro de télécopieur:**
**Courriel:** direction@arcgai.org

### Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

**Prénom:** Jocelyne
**Nom:** Légaré
**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

## Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

| Période du projet | | |
|---|---|---|
| | **Date de début** | **Date de fin** |
| Prévue | 2022-09-11 | 2022-12-30 |

| **Date limite de réception du rapport final** |
|---|
| 2023-01-30 |

## Résumé du projet

- Invité à réfléchir aux besoins en termes de sécurité urbaine en regard des aîné.es du quartier, ARCG - Aînés et retraités de la communauté en collaboration avec de nombreux partenaires souhaitent travailler à augmenter le sentiment de sécurité de ceux-ci. Comme les enjeux soulevés par les partenaires sont clairement identifiés : • La presque totalité des aîné.es parlent de l'insécurité urbaine en lien avec la présence de personnes itinérantes ou marginales. • Peur des parcs (derrière le métro Beaudry, Alexandre-de-Sève et ailleurs) • Manque de bancs sur la rue Ste-Catherine (entre autres), sur les rues commerciales • Peur de sortir (COVID, isolement, présence de personnes marginalisées) des effort seront déployés afin de démystifier certaines croyances empêchant les aînés de se sentir bien et en sécurité. Se réapproprier des endroits ou ils peuvent se rencontrer et circuler librement est un souci auquel le comité de travail déploiera certaines actions.
- Un défi existe à l'effet de se déplacer et rencontrer, en collaboration avec des organismes de rue, certaines clientèles afin d'engager un dialogue et mieux cerner les réalités de tous, à l'égard de la sécurité.
- • La création de circuits de marche sécuritaires et accessibles pour les aînés avec des endroits paisibles pour prendre une pause
- Les enjeux de sécurité urbaine reviennent régulièrement dans les discussions du ROAF. C'est l'un des éléments qui a motivé le ROAF à faire la demande à l'arrondissement Ville-Marie pour développer la démarche MADA. Les membres souhaitent pouvoir agir sur l'isolement des aîné.es du quartier, sur la reprise de pouvoir et sentiment de sécurité dans leur déplacement dans le quartier, agir sur le déconditionnement physique et cognitif. En ce sens, le projet de la caravane est une action concertée réfléchie par les membres du ROAF et pris en charge par l'ARCG avec ses partenaires.

## Impacts, résultats, activités

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

Démystifier les réalités de l'itinérance versus les réalités des aînés habitant seuls

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Faire en sorte que tous puissent se cotoyer et se sentir en sécurité dans toutes les circonstances

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Organiser des visites de secteur avec les travailleurs de rues et les organismes s'occupant de l'itinérance (4 rencontres), incluant Senior Power (l'organisme étant en vacances cet été.

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par mois | 4 | 1 | 3 | 4 | 50 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Ateliers comportant échange et témoignage d'un ex itinérant, avec des policiers, discussions sur les attitudes à adopter. Ainsi qu'ateliers sur la sécurité urbaine de Kid Power / TCAIM

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Bimensuel | 8 | 1 | 2 | 4 | 400 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Groupes de discussions - sur l'itinérance avec des intervenants du milieu, des travailleurs de rues, des travailleurs social, des aînés gais ou non (2 focus group)

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par année | 2 | 1 | 3 | 2 | 24 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Établir des circuits sécuritaires de marche pour les aînés et 3 activités de marche dans les secteurs ou il y a des itinérants

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par mois | 3 | 1 | 2 | 3 | 75 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Soirée de clôture incluant une portion artistique (avec des groupes marginalisés) pour démontrer l'évolution des actions prises à l'égard de la sécurité urbaine, tout au long du projet.

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par année | 1 | 1 | 3 | 1 | 400 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des questionnaires remplis avant et après par les participants | |
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |
| Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions) | |

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

Amener les aînés à échanger sur les craintes qu'lls vivent en lien avec leur sécurité

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Les outillers en terme de compréhension à l'égard de l'itinérance et/ou des clientèles marginalisées

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
L'atelier contribueroa à l'éducation populaire des aînés aux réalités que vivent des gens de la rue, par le partage d'infos (provenant des collaborateurs du projet

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Faire cotoyer les clientèles aux itinérants et aux clientèles marginalisées (soirée happening) précédé de plusieurs visites de milieu au fil du projet

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des questionnaires remplis avant et après par les participants | |

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

Amener les intervenant à ouvrir une discussion éclairée sur la problématique de la sécurité des aînés

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Le fait de réunir les principaux intervenants autour d'une même table augmentera les pistes de solutions en lien avec la sécurité des aînés

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Le rôle du groupe de discussion sera d'établir les enjeux et trouver des pistes de solutions à cet égard

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |
| Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions) | |

## Lieu(x) où se déroule le projet

**Nom du lieu:** Centre St-Pierre
**No civique:** 1212
**Rue:** Panet
**Code postal:** H2L 2Y7
**Ville ou arrondissement:** Ville-Marie
**Ville précision:**

**Nom du lieu:** Dans les milieux ou les organismes de rue exercent

## Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Autre**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Diversité sociale

## Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

| | Nb. hommes | Nb. femmes | Autres identités de genre | Total (H + F + Autres) |
|---|---|---|---|---|
| Prévu | 300 | 300 | 100 | 700 |

## Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

## Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules
- Couples sans enfants
- Couples avec enfant

## Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personne vivant avec des problèmes de santé mentale
- Personne en situation d'itinérance
- Communautés LGBTQ+

## Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

**Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?**
Oui

**Informations complémentaires:**
Analyse différenciée selon les sexes : les partenaires participants rejoignent une variété de population, hommes aînés gais, personnes âgés ayant connu l'itinérance, femmes aîné.es. Rejoindra des milieux de vie avec des résidents issus de diverses culture.

## Contributions des partenaires

**Nom du partenaire:** Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
**Précision:** Direction des partenariats et des services urbains

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Mentorat | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 66 Rue Ste-Catherine
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2X 1K6

**Nom du partenaire:** Comité de citoyens
**Précision:** Office municipal d'habitation de Montréal

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Participation au comité aviseur / Concertation | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 415 St-Antoine
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2Z 1H8

**Nom du partenaire:** Concertation Montréal
**Précision:** ROAF

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Participation au comité aviseur / Concertation | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 66 Ste-Catherine
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2X 1K6

**Nom du partenaire:** Comité
**Précision:** Regroupement des organismes de rues que nous réunirons

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Participation au comité aviseur / Concertation | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 2075 Plessis
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2L 2Y4

**Nom du partenaire:** Table de concertation / Table de quartier
**Précision:** Faubourg St-Laurent -TCAIM

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Expertise-conseil | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 5800 St-Denis
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2S 3L5

**Nom du partenaire:** Comité
**Précision:** Pas de la rue

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Formation | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 1575 René Lévesque
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2L 4L2

**Nom du partenaire:** Poste de quartier (PDQ), SPVM
**Précision:**

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Mentorat | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 1441 St-Urbain
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2X 2M6

**Nom du partenaire:** Comité
**Précision:** Kid Power et Senior Proud

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Formation | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** Succ 50016 Jarry
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2P 0A1

**Nom du partenaire:** Comité de citoyens
**Précision:** Carrefour St-Eusèbe

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Participation au comité aviseur / Concertation | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 2349 de rouen
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2K 1L8

**Nom du partenaire:** Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
**Précision:** Action Centre-Ville

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Expertise-conseil | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 105 Ontario
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2X 1G9

## Budget pour le personnel lié au projet

| Poste(s) à taux horaire régulier | Taux horaire régulier | Nombre d'heures par semaine | Taux des avantages sociaux par semaine | Nombre de semaines prévu | Nombre de postes prévu | Budget total prévu |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Coordonnateur(trice) | 30,00 $ | 10,00 | 0,00 $ | 16 | 1 | 4 800,00 $ |
| **Total** | | | | | | **4 800,00 $** |

## Budget prévisionnel global

| | Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet | Montant de l'autofinancement | Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s) | |
|---|---|---|---|---|
| | Autre: Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) | Somme de tous les $ «Autofinancement» | Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement» | |
| | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | |

| **Budget pour le personnel lié au projet** | | | | **Total** | **Frais liés au personnel du projet** |
|---|---|---|---|---|---|
| Coordonnateur(trice) | 4 800,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **4 800,00 $** | 4 800,00 $ |
| **Total** | **4 800,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **4 800,00 $** | **4 800,00 $** |

| **Frais d'activités** | | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Équipement: achat ou location | 2 475,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **2 475,00 $** |
| Fournitures de bureau, matériel d'animation | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Photocopies, publicité | 4 000,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **4 000,00 $** |
| Déplacements | 1 600,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **1 600,00 $** |
| Locaux, conciergerie ou surveillance | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Assurances (frais supplémentaires) | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Autres | 7 125,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **7 125,00 $** |
| **Total** | **15 200,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **15 200,00 $** |
| **% maximum =** | 20 % | | | |
| **% atteint =** | **76 %** | | | |
| **Frais administratifs** | **0,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** |
| **% maximum =** | 10 % | | | |
| **% atteint =** | **0 %** | | | |
| **Total** | **20 000,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **20 000,00 $** |
| **Montants non dépensés** | **—** | **0,00 $** | **0,00 $** | **—** |

## Informations complémentaires

**Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet**

Le fonds de soutien Programme Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) - SÉCURITÉ URBAINE est un fonds dédié à la sécurité urbaine sous toutes ses formes. Notre projet est en lien avec les énoncés du programme et il contribuera à la mise en place d'activités novatrices permettant aux aînés de retrouver un sentiment de sécurité dans leur déplacement et leur redonner le goût de sortir et de pouvoir côtoyer les clientèles marginalisées et les itinérants, dans la plus grande sécurité possible. Notre offre de service variée aidera les personnes ayant développé de nombreuses craintes à mieux s'en sortir dans le contexte difficile ou la pandémie a contribué à un plus grand isolement et accentué les problèmes de santé physique et/ou mentale. Certaines croyances se sont ancrées davantage dans l'imaginaire et ont laissé des traces indélébiles en lien avec les sorties usuelles des résidents de quartier. Les personnes qui sortaient très peu, ne sortent quasiment plus et s'ils sortent, c'est avec la peur au ventre et ne font que le « nécessaire urgent », au lieu de pouvoir prendre le temps et de savourer les instants passées à l'extérieur. Paradoxalement nous travaillons à briser l'isolement et du coup la pandémie avec ses nombreuses restrictions à créer tout l'effet contraire, nous avons donc une plus grosse pente à affronter avec la clientèle visée. Il est donc impératif que ce projet implique des intervenants de milieu, des travailleurs sociaux, des travailleurs et des organismes de rue, des bénévoles œuvrant avec les aînés, afin de cerner les enjeux liés à la sécurité urbaine des aînés. La mise en place d'un groupe de discussion et d'un comité de travail pour entamer les actions du projet

## Documents spécifiques au projet

**Budget détaillé du projet**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| budget securite urb.xlsx | *Non applicable* |

**Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)**

—

**Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)**

—

**Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| 2022-07-13 -Résolution Santé urbaine.pdf | *Non applicable* |

## Engagement du répondant

| Nom du fichier |
| --- |
| signature.jpg |

**Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.**

Oui

Registraire des entreprises Québec

# Rechercher une entreprise au registre

## État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-07-14 11:30:40

### État des informations

#### Identification de l'entreprise

| | |
|---|---|
| Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) | 1169342558 |
| Nom | ARCG - Aînés et retraités de la communauté gaie |

#### Adresse du domicile

| | |
|---|---|
| Adresse | 110-2075 rue Plessis<br>Montréal (Québec) H2L2Y4<br>Canada |

#### Adresse du domicile élu

| | |
|---|---|
| **Nom de l'entreprise** | ARCG - Aînés et retraités de la communauté gaie |
| **Nom de la personne physique** | |
| Nom de famille | Christian Tanguay |
| Prénom | CCLGBTQ+ |

| | |
|---|---|
| Adresse | 110-2075 rue Plessis<br>Montréal (Québec) H2L2Y4<br>Canada |

#### Immatriculation

| | |
|---|---|
| Date d'immatriculation | 2013-07-26 |
| Statut | Immatriculée |
| Date de mise à jour du statut | 2013-07-26 |
| Date de fin d'existence prévue | Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre. |

#### Forme juridique

| | |
|---|---|
| Forme juridique | Personne morale sans but lucratif |
| Date de la constitution | 2013-07-26 Constitution |
| Régime constitutif | |

| | |
|---|---|
| | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |
| Régime courant | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |

**Dates des mises à jour**

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'état de renseignements | 2022-06-14 |
| Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle | 2022-06-09 2022 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022 | 2022-11-15 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021 | 2021-11-15 |

**Faillite**

L'entreprise n'est pas en faillite.

**Fusion, scission et conversion**

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

**Continuation et autre transformation**

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

**Liquidation ou dissolution**

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

**Activités économiques et nombre de salariés**

**1er secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 9861 |
| Activité | Organisations civiques et amicales |
| Précisions (facultatives) | - |

**2e secteur d'activité**

Aucun renseignement n'a été déclaré.

**Nombre de salariés**

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

## Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

**Liste des administrateurs**

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Desjardins |
| Prénom | Richard |
| Date du début de la charge | 2017-05-07 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Président |
| Adresse | 307-2310 rue Bercy Montréal (Québec) H2K2V7 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Bernier |
| Prénom | Laurent |
| Date du début de la charge | 2021-05-30 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 7-730 rue Lusignan Montréal (Québec) H3C1Y9 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Genest |
| Prénom | Théodore |
| Date du début de la charge | 2021-05-30 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Vice-président |
| Adresse | 407-5330 boul. Pie-IX Montréal (Québec) H1X2B7 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Clermont |
| Prénom | Gilles |
| Date du début de la charge | 2022-05-29 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Trésorier |
| Adresse | 304-55 rue Plourde Charlemagne (Québec) J5Z3E1 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Bouchard |
| Prénom | Jacques |
| Date du début de la charge | 2022-05-29 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Secrétaire |
| Adresse | 514-1050 boul. René-Lévesque E Montréal (Québec) H2L2L6 Canada |

**Dirigeants non membres du conseil d'administration**

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Légaré |
| Prénom | Jocelyne |
| Fonctions actuelles | Principal dirigeant: Directrice générale |

| | |
|---|---|
| Adresse du domicile | 3-122 112e Avenue Saint-Jérôme (Québec)<br>J7Y4Z8 Canada |

**Fondé de pouvoir**

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

**Administrateurs du bien d'autrui**

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

## Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

**Documents en traitement**

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

## Index des documents

**Documents conservés**

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| Lettres patentes supplémentaires | 2022-06-14 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2022-06-12 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022 | 2022-06-09 |
| Lettres patentes supplémentaires | 2021-10-13 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021 | 2021-07-27 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2021-04-29 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020 | 2020-07-02 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2019-09-26 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019 | 2019-09-12 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2019-01-16 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2018-06-15 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018 | 2018-05-30 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2018-02-07 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2018-01-03 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2017-12-29 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017 | 2017-05-30 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2017-03-20 |
| Lettres patentes supplémentaires | 2017-01-25 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2016-12-16 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2016-11-23 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016 | 2016-05-26 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015 | 2015-10-21 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014 | 2014-11-11 |
| Déclaration initiale | 2013-09-27 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2013-09-21 |
| Lettres patentes | 2013-07-26 |

## Index des noms

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'index des noms | 2021-10-13 |

**Nom**

| Nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| ARCG - Aînés et retraités de la communauté gaie | | 2021-10-13 | | En vigueur |
| arc Ainés et Retraités de la Communauté | | 2013-07-26 | 2021-10-13 | Antérieur |

**Autres noms utilisés au Québec**

| Autre nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| ARC - Aînés et retraités de la communauté | | 2018-01-03 | | En vigueur |

Québec

© Gouvernement du Québec

## #8392 - Équipé pour une transition vers l'âge adulte - Demande de soutien financier (envoyée le 1er août 2022 à 16:26)

| Nom de l'organisme | Mission |
|---|---|
| Les YMCA du Québec | Les YMCA du Québec : Bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement de vie active, saine et engagée pour tous.<br><br>*Premier arrêt : Le programme communautaire Premier arrêt est un service d'aide et de référence de première ligne situé dans le terminus de la Gare d'autocars de Montréal. Fondé en partenariat en 1999, le programme est soutenu par de nombreux partenaires dont la direction de la Gare d'autocars de Montréal depuis ses tout débuts. « Par le travail de milieu, Premier arrêt vise prioritairement à offrir des services de première ligne aux personnes vulnérables qui arrivent, transitent ou gravitent dans les environs de la Gare d'autocars de Montréal, dans une optique de prévention de l'itinérance et du recrutement à des fins criminelles (trafic de drogue, travail du sexe, recel, etc.). » |

### Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
**Ville-Marie - Appel sur invitation 2022 - Programme Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) - SÉCURITÉ URBAINE (Autre)**

### Informations générales

**Nom du projet:** Équipé pour une transition vers l'âge adulte

**Numéro de projet GSS:** 8392

### Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

**Prénom:** Nataly
**Nom:** Aureliana De Biase
**Fonction:** Coordonnateur(trice)
**Numéro de téléphone:** (514) 996-7698
**Numéro de télécopieur:**
**Courriel:** nataly.aureliana-biase@ymcaquebec.org

### Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

**Prénom:** George
**Nom:** Kalimeris
**Fonction:** Directeur(trice) exécutif(ve)

## Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

| Période du projet | | |
|---|---|---|
| | Date de début | Date de fin |
| Prévue | 2022-09-12 | 2022-12-31 |

| Date limite de réception du rapport final |
|---|
| 2023-01-31 |

## Résumé du projet

Le projet s'inscrit dans un contexte où la Zone jeunesse du centre-ville reçoit de plus en plus de jeunes adultes. Le projet « équipé pour une transition vers l'âge adulte » financé par l'enveloppe PIMJ (permettant une soirée sportive et un temps d'accueil exclusivement réservé aux 16-24 ans) a mis en lumière un besoin de plus en plus présent chez nos jeunes « adulescents ». Les jeunes ayant eu accès à nos installations, mais également au soutien et discussions avec les intervenant.e.s, souhaitent désormais pouvoir venir plus régulièrement. Le programme Zone jeunesse répond aux 12-17 ans, nous devons donc adapter nos pratiques, notre équipe et la gestion de nos espaces pour pouvoir maintenant accueillir également les 16-24 ans sans empiéter sur l'accueil des 12-17 ans. La Zone jeunesse se veut un lieu inclusif où tous les jeunes peuvent se sentir en sécurité tant sur le plan physique qu'affectif. Nous souhaitons que chaque jeune puisse se sentir libre de devenir qui il.elle a envie d'être et de développer son plein potentiel grâce à la Zone. Ce lieu accueillant des jeunes de tous les horizons dans un cadre informel de sport, de loisir et d'activités culturelles permet aux intervenant.e.s de faire beaucoup de prévention, d'intervention, d'accompagnement et de références. En ouvrant nos portes aux 16-24 ans nous venons agir en prévention pour des jeunes qui seraient en perte de repère dans leur parcours ou susceptibles de se tourner vers des comportements à risque. La Zone du centre-ville travaille également de pair avec les résidences du YMCA et le Praida, ainsi deux fois par semaine nous nous rendons aux résidences pour accueillir les jeunes nouvellement arrivé.e.s au Canada et les inviter à venir passer du temps à la Zone. Nous créons des liens avec ces jeunes afin de les accompagner dans leurs premières démarches et les référer au besoin. Puis, à travers la Zone, leur permettre de développer un cercle social positif pour faciliter leurs premiers pas montréalais. Depuis janvier nous avons reçu 175 nouvelles inscriptions de jeunes de plus de 16 ans, grâce à ce projet nous allons pouvoir leur offrir une vraie place au sein de la Zone avec beaucoup plus de possibilité d'activités.

## Impacts, résultats, activités

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

| |
|---|
| Création d'un espace inclusif et sans jugement pour les participant.e.s et rendre la Zone la plus accessible possible pour favoriser la fidélisation des jeunes isolés et/ou vunérables |
| |

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Création d'un climat de confiance permettant à chacun.e de trouver sa place et de s'exprimer en étant écouté.

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Soirée gym libre 16-24 ans

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semaine | 2 | 1 | 2 | 1 | 24 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Chilling spot libre dans la Zone

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semaine | 2 | 1 | 1 | 1 | 24 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Créer des échanges entre les participant.e.s et entre les intervenant.e.s. et les participant.e.s afin de favoriser un entourage positif pour le.la jeune.

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Animation d'un milieu de vie réservé uniquement aux participant.e.s

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semaine | 3 | 1 | 3 | 1 | 24 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Répondre aux besoins et enjeux exprimés par les jeunes et multiplier les occasions de prévention

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Soirée thématique discussion, prévention ou création de projet

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Bimensuel | 1 | 1 | 3 | 1 | 24 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

Améliorer la connaissance et l'accessibilité des ressources chez les jeunes de 16-24 ans afin de créer un filet de sécurité et de limiter les possibilités de glissade.

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Rediriger et accompagner les jeunes dans les ressources adéquates en fonction de leurs besoins

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Présentation des services du YMCA

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semestre | 1 | 1 | 2 | 1 | 24 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Présentation des ressources du quartier

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par mois | 1 | 1 | 2 | 1 | 24 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Réduire les barrières pour que les jeunes soient à l'aise de se présenter dans les autres ressources plus institutionnelles

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Présence des intervenant.e.s des autres organismes durant certaines activités

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Bimensuel | 1 | 1 | 3 | 1 | 24 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

Outiller les jeunes en fonction des besoins et enjeux identifiés afin d'augmenter les facteurs de réussite des jeunes

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Les jeunes découvrent et/ou renforcent leur habiletés en gestion de budget et saines habitudes de vie

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Activités cuisine

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semaine | 1 | 1 | 3 | 1 | 24 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Ateliers de littératie financière

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par mois | 1 | 1 | 3 | 1 | 24 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Activités de loisirs culturels en fonction de la demande des jeunes

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par mois | 1 | 1 | 3 | 1 | 24 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Les jeunes nouvellement arrivés au Canada découvrent leur quartier et sont accompagnés dans leurs premières démarches

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Échanges informels, accompagnement et orientation des jeunes par les intervenant.e.s à travers tous les temps d'activité

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par semaine | 3 | 1 | 3 | 1 | 24 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

## Lieu(x) où se déroule le projet

**Même adresse que l'organisme**
**No civique:** 1440
**Rue:** Stanley
**Numéro de bureau:** 6e étage
**Code postal:** H3A 1P7
**Ville:** Ville de Montréal
**Ville précision:**

## Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Culture, sports et loisirs
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Intégration

## Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

| | Nb. hommes | Nb. femmes | Autres identités de genre | Total (H + F + Autres) |
|---|---|---|---|---|
| Prévu | 145 | 30 | 1 | 176 |

## Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

## Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

## Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Minorités ethniques
- Décrocheurs scolaires
- Jeunes à risque

## Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

**Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?**
Oui

**Informations complémentaires:**
Oui, la direction des Zones jeunesse et plusieurs coordonnateurs de l'équipe sont formés à l'ADS+. Comme sur chacun de ses projets le YMCA met l'emphase sur l'inclusion qui est une des valeurs dominantes pour nous. Le projet est donc réfléchi dans le but d'être le plus accessible possible, notamment en tenant compte du genre, des âges, mais aussi des origines culturelles et de langues parlées en famille. Le projet ayant déjà existé l'année passée avec un format orienté davantage vers le sport, nous le bonifions pour les mois à venir en offrant des activités plus variées afin de rejoindre une clientèle plus large et notamment les jeunes filles. Elles sont minoritaires dans ce projet, mais de plus en plus présentes tout de même. Nous allons créer un espace de créativité dans la Zone à la demande d'un groupe de jeunes filles et restons à l'écoute de toutes activités qu'elles souhaitent faire pour faire grandir leur place dans la Zone. Nous avons pensé ce projet en utilisant l'ADS + afin que tout le monde puisse se faire une place dans le projet. Nous rejoignons également les jeunes nouveaux.elles arrivant.e.s grâce au partenariat avec le Praida et les résidences du YMCA. Nous souhaitons que les jeunes soient acteurs.trices de leur temps passé avec les intervenant.e.s et sommes donc flexibles pour adapter le contenu à leurs souhaits exprimés ou besoins que nous pourrions détecter.

## Contributions des partenaires

**Nom du partenaire:** Autre partenaire : veuillez l'identifier
**Précision:** CJE

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Recrutement de participants / de bénévoles | | Oui |
| Expertise-conseil | | Oui |
| Promotion / Sensibilisation | | Oui |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 666 Sherbrooke St W 21e étage, Montreal, Quebec (en déménagement)
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H3A 1E7

**Nom du partenaire:** Comité jeunesse
**Précision:** CAJ

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Participation au comité aviseur / Concertation | | Non |
| Promotion / Sensibilisation | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 1857 De Maisonneuve Ouest #215-216 Montréal (Québec)
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H3H 1J9

**Nom du partenaire:** Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
**Précision:** Aire ouverte

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Promotion / Sensibilisation | | Non |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 2099 Rue Alexandre-De Sève
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2L 2W5

**Nom du partenaire:** YMCA
**Précision:**

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Appui financier | 10 800,00 $ | Oui |

**Nom de la personne ressource:** Nataly Aureliana De Biase
**Adresse courriel:** nataly.aureliana-biase@ymcaquebec.org
**Numéro de téléphone:** (514) 996-7698
**Adresse postale:** 1435 rue Drummond
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H3G 1W4

**Nom du partenaire:** Arrondissement / Ville liée
**Précision:** PIMJ

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Appui financier | 7 484,00 $ | Oui |

**Nom de la personne ressource:** Véronique Lebel Bilodeau
**Adresse courriel:** veronique.lebelbilodeau@montreal.ca
**Numéro de téléphone:** (438) 777-6951
**Adresse postale:** 800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2L 4L8

## Budget pour le personnel lié au projet

| Poste(s) à taux horaire régulier | Taux horaire régulier | Nombre d'heures par semaine | Taux des avantages sociaux par semaine | Nombre de semaines prévu | Nombre de postes prévu | Budget total prévu |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Intervenant(e) | 19,34 $ | 34,00 | 128,94 $ | 16 | 1 | 12 584,00 $ |
| Coordonnateur(trice) | 24,29 $ | 17,50 | 93,61 $ | 16 | 1 | 8 298,96 $ |
| Animateur(trice) | 15,00 $ | 16,50 | 43,08 $ | 16 | 1 | 4 649,28 $ |
| Intervenant(e) | 19,34 $ | 25,00 | 96,22 $ | 16 | 1 | 9 275,52 $ |
| **Total** | | | | | | **34 807,76 $** |

## Budget prévisionnel global

| | Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet | Montant de l'autofinancement | Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s) | |
|---|---|---|---|---|
| | Autre: Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) | Somme de tous les $ «Autofinancement» | Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement» | |
| | **0,00 $** | **0,00 $** | **18 284,00 $** | |

| **Budget pour le personnel lié au projet** | | | | **Total** | **Frais liés au personnel du projet** |
|---|---|---|---|---|---|
| Intervenant(e) | 10 569,90 $ | 0,00 $ | 2 014,10 $ | **12 584,00 $** | 12 584,00 $ |
| Coordonnateur(trice) | 7 716,26 $ | 0,00 $ | 582,70 $ | **8 298,96 $** | 8 298,96 $ |
| Animateur(trice) | 3 209,28 $ | 0,00 $ | 1 440,00 $ | **4 649,28 $** | 4 649,28 $ |
| Intervenant(e) | 7 418,92 $ | 0,00 $ | 1 856,60 $ | **9 275,52 $** | 9 275,52 $ |
| **Total** | **28 914,36 $** | **0,00 $** | **5 893,40 $** | **34 807,76 $** | **34 807,76 $** |

| **Frais d'activités** | | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Équipement: achat ou location | 0,00 $ | 0,00 $ | 10 800,00 $ | **10 800,00 $** |
| Fournitures de bureau, matériel d'animation | 5 325,64 $ | 0,00 $ | 910,00 $ | **6 235,64 $** |
| Photocopies, publicité | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Déplacements | 1 260,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **1 260,00 $** |
| Locaux, conciergerie ou surveillance | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Assurances (frais supplémentaires) | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |

| | Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet | Montant de l'autofinancement | Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s) | |
|---|---|---|---|---|
| | Autre: Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) | Somme de tous les $ «Autofinancement» | Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement» | |
| | **0,00 $** | **0,00 $** | **18 284,00 $** | |
| Autres | 500,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **500,00 $** |
| **Total** | **7 085,64 $** | **0,00 $** | **11 710,00 $** | **18 795,64 $** |
| **% maximum =** | 20 % | | | |
| **% atteint =** | **32,25 %** | | | |
| | | | | |
| **Frais administratifs** | **4 000,00 $** | **0,00 $** | **680,60 $** | **4 680,60 $** |
| **% maximum =** | 10 % | | | |
| **% atteint =** | **8,03 %** | | | |
| | | | | |
| **Total** | **40 000,00 $** | **0,00 $** | **18 284,00 $** | **58 284,00 $** |
| **Montants non dépensés** | **—** | **0,00 $** | **0,00 $** | **—** |

## Informations complémentaires

**Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet**

Une erreur s'était glissé dans le nombre de participant.e.s prévu.e.s, ce qui explique le besoin en termes de ressources humaines.

Voici comment sera utilisé le budget matériel d'amination:

- Un espace créatif va être aménagé dans la Zone jeunesse

-Les ateliers cuisine

-Le matériel pour les ateliers créatifs

-Les activités/sorties culturelles

Pour le budget déplacement, nous avons besoin de beaucoup de passages STM, en effet nous souhaitons permettre aux jeunes de la résidence de pouvoir continuer de venir à la Zone, même après leur installation dans un logement. Il est essentiel pour nous de faciliter leur venue (surtout financièrement) afin de poursuivre le travail fait avec eux.elles et de nous assurer que des liens soient créés avec des organismes de leur nouveau quartier pour renforcer le filet de sécurité que nous avons commencé à tisser.

## Documents spécifiques au projet

**Budget détaillé du projet**

—

**Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)**

—

**Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| VF Zone jeunesse CV Financement pour la consolidation d'espaces Jeunesse 16-24 - YMCA du Québec.docx | *Non applicable* |

**Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| Convention des signataires contrats et ententes - CA 29MR22 VF.pdf | Validité du 2022-03-29 |

## Engagement du répondant

| Nom du fichier |
|---|
| gss-diversite-sociale-20220727-094630.pdf |

**Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.**

Oui

Registraire des entreprises Québec

# Rechercher une entreprise au registre

## État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-07-14 13:49:40

### État des informations

#### Identification de l'entreprise

| | |
|---|---|
| Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) | 1141011800 |
| Nom | LES YMCA DU QUÉBEC |
| Version du nom dans une autre langue | THE YMCAS OF QUÉBEC |

#### Adresse du domicile

| | |
|---|---|
| Adresse | 1435 rue Drummond<br>Montréal (Québec) H3G1W4<br>Canada |

#### Adresse du domicile élu

| | |
|---|---|
| **Nom de l'entreprise** | Les YMCA du Québec |
| **Nom de la personne physique** | |
| Nom de famille | Vaillancourt |
| Prénom | Stéphane |

| | |
|---|---|
| Adresse | 1435 rue Drummond<br>Montréal (Québec) H3G1W4<br>Canada |

#### Immatriculation

| | |
|---|---|
| Date d'immatriculation | 1994-08-26 |
| Statut | Immatriculée |
| Date de mise à jour du statut | 1994-08-26 |
| Date de fin d'existence prévue | Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre. |

#### Forme juridique

| | |
|---|---|
| Forme juridique | Personne morale sans but lucratif |
| Date de la constitution | 1870-12-24 Constitution |

| | |
|---|---|
| Régime constitutif | QUÉBEC : Loi du Québec à caractère privé |
| Régime courant | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |

**Dates des mises à jour**

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'état de renseignements | 2021-10-15 |
| Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle | 2021-10-15 2021 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022 | 2022-11-15 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021 | 2021-11-15 |

**Faillite**

L'entreprise n'est pas en faillite.

**Fusion, scission et conversion**

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

**Continuation et autre transformation**

La personne morale a fait l'objet d'une continuation.

| | |
|---|---|
| Loi applicable | |
| Date de la continuation ou autre transformation | 1989-05-29 |

**Liquidation ou dissolution**

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

**Activités économiques et nombre de salariés**

**1er secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 9861 |
| Activité | Organisations civiques et amicales |
| Précisions (facultatives) | ENSEIGNEMENT, SERVICES SOCIAUX, CULTURELS ET PHYSIQUE |

**2e secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 8641 |
| Activité | Garderies pour enfants |
| Précisions (facultatives) | GARDERIES |

**Nombre de salariés**

Nombre de salariés au Québec

De 1000 à 2499

## Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

### Liste des administrateurs

| | |
|---|---|
| Nom de famille | RABBAT |
| Prénom | WAGUIH |
| Date du début de la charge | 2012-06-16 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 2890 rue de Chamonix Montréal (Québec) H4R3B7 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | SIROIS |
| Prénom | LUC |
| Date du début de la charge | 2013-06-01 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 922 rue Cook Boucherville (Québec) J4B6X9 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | DUBUC |
| Prénom | JOSÉE |
| Date du début de la charge | 2015-06-02 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 720 rue de la Futaie Boucherville (Québec) J4B0E4 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Audette |
| Prénom | Nancy |
| Date du début de la charge | 2016-03-31 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Président |
| Adresse | 239 av. Lazard Mont-Royal (Québec) H3R1P1 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Duprat |
| Prénom | Anne |
| Date du début de la charge | 2016-03-31 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 31 rue Stayner Westmount (Québec) H3Z1W3 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Nyisztor |
| Prénom | Diane |
| Date du début de la charge | 2016-03-31 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Vice-président |
| Adresse | 282 rue Logan Saint-Lambert (Québec) J4P1H6 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Chhoyang |
| Prénom | Dicki |
| Date du début de la charge | 2018-03-28 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 67 rue de Plaisance Longueuil (Québec) J4L1G8 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Azuelos |
| Prénom | Mélissa |
| Date du début de la charge | 2018-03-28 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 4081 av. Northcliffe Montréal (Québec) H4A3L2 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Tremblay |
| Prénom | François |
| Date du début de la charge | 2018-03-28 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Vice-président |
| Adresse | 461 rue Jacques-Lavigne Sainte-Thérèse (Québec) J7E5W2 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Mayer-Périard |
| Prénom | Andrée |
| Date du début de la charge | 2020-05-27 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 2136 rue Saint-Timothée Montréal (Québec) H2L3P6 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Jean-François |
| Prénom | Lacroix |
| Date du début de la charge | 2020-05-27 |

| | |
|---|---|
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Trésorier |
| Adresse | 1276 rue de Granville Boucherville (Québec) J4B8G2 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Désir |
| Prénom | Cadleen |
| Date du début de la charge | 2021-03-01 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 2121 RUE Everett Montréal Québec H2A1R8 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Fortin |
| Prénom | Harold |
| Date du début de la charge | 2021-03-01 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 9924 av. du Patrimoine-Mondial Québec (Québec) G2B0J4 Canada |

**Dirigeants non membres du conseil d'administration**

| | |
|---|---|
| Nom de famille | VAILLANCOURT |
| Prénom | STÉPHANE |
| Fonctions actuelles | Président, Secrétaire, Principal dirigeant: Président directeur général |
| Adresse du domicile | 1435 rue Drummond Montréal (Québec) H3G1W4 Canada |

**Fondé de pouvoir**

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

**Administrateurs du bien d'autrui**

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

## Établissements

| Numéro et nom de l'établissement | Adresse | Activités économiques (CAE) |
|---|---|---|
| **0029 - Les YMCA du Québec - Centre-Ville**<br><br>**(Établissement principal)** | 1440 rue Stanley Montréal (Québec) H3A1P7 Canada | Organisations civiques et amicales (9861) |

| Numéro et nom de l'établissement | Adresse | Activités économiques (CAE) |
|---|---|---|
| 0033 - Les YMCA du Québec - Saint-Roch | 500 rue du Pont Québec (Québec) G1K6N4 Canada | Garderies pour enfants (8641)<br>Organisations civiques et amicales (9861) |
| 0031 - Les YMCA du Québec - École Internationale de Langues | 1440 rue Stanley Montréal (Québec) H3A1P7 Canada | Autres services d'enseignement (8591) |
| 0028 - Les YMCA du Québec - Cartierville | H4J2R5 | Organisations civiques et amicales (9861)<br>Garderies pour enfants (8641) |
| 0026 - GARDERIE DU CENTRE Y CARTIERVILLE | 11885, BOULEVARD LAURENTIEN MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J2R5 | Garderies pour enfants (8641) |
| 0025 - Les YMCA du Québec - Garderie du Parc-Ubisoft | 422-160 rue Saint-Viateur E Montréal (Québec) H2T1A8 Canada | Garderies pour enfants (8641) |
| 0024 - Les YMCA du Québec - Garderie du Parc | 421-160 rue Saint-Viateur E Montréal (Québec) H2T1A8 Canada | Garderies pour enfants (8641) |
| 0022 - GARDERIE YMCA SAINT-LAURENT | 1745 rue Décarie Montréal (Québec) H4L3N5 Canada | Garderies pour enfants (8641) |
| 0021 - GARDERIE YMCA CENTRE-VILLE | 1440 rue Stanley Montréal (Québec) H3A1P7 Canada | Garderies pour enfants (8641) |
| 0018 - Les YMCA du Québec - Camp Kanawana | 1435, RUE DRUMMOND, 4E ÉTAGE MONTRÉAL (QUÉBEC) H3G1W4 | Organisations civiques et amicales (9861) |
| 0016 - Les YMCA du Québec - Saint-Laurent | 1745 rue Décarie Montréal (Québec) H4L3N5 Canada | Organisations civiques et amicales (9861) |
| 0010 - Les YMCA du Québec - Westmount | 4585 rue Sherbrooke O Westmount (Québec) H3Z1E9 Canada | Organisations civiques et amicales (9861) |
| 0008 - Les YMCA du Québec - Ouest-de-l'île | 230 boul. Brunswick Pointe-Claire (Québec) H9R5N5 Canada | Organisations civiques et amicales (9861) |
| 0006 - Les YMCA du Québec - Notre-Dame-de-Grâce | 4335 av. de Hampton Montréal (Québec) H4A2L3 Canada | Organisations civiques et amicales (9861) |
| 0005 - Les YMCA du Québec - du Parc | 5550 av. du Parc Montréal (Québec) H2V4H1 Canada | Organisations civiques et amicales (9861) |
| 0004 - Les YMCA du Québec - Pointe-Saint-Charles | 255 av. Ash Montréal (Québec) H3K2R1 Canada | Organisations civiques et amicales (9861) |

**Documents en traitement**

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

## Index des documents

**Documents conservés**

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021 | 2021-10-15 |

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| Déclaration de mise à jour courante | 2021-06-07 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020 | 2020-12-15 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2020-06-29 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2020-06-16 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019 | 2019-11-06 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2019-05-01 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018 | 2018-11-05 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2018-07-10 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017 | 2017-11-28 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2017-04-10 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016 | 2016-10-27 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015 | 2015-11-20 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014 | 2014-11-19 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2014-03-24 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013 | 2013-11-07 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012 | 2012-08-06 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011 | 2011-08-09 |
| Déclaration annuelle 2010 | 2010-12-03 |
| Déclaration modificative | 2010-05-12 |
| Déclaration annuelle 2009 | 2009-11-02 |
| Déclaration modificative | 2009-01-07 |
| Déclaration annuelle 2008 | 2008-12-01 |
| Déclaration modificative | 2008-12-01 |
| Lettres patentes supplémentaires (changement de nom Partie - I, II ou III) | 2007-11-29 |
| Déclaration annuelle 2007 | 2007-11-27 |
| Déclaration annuelle 2006 | 2007-01-24 |
| Déclaration annuelle 2005 | 2006-04-27 |
| Déclaration annuelle 2004 | 2005-01-19 |
| Lettres patentes supplémentaires (changement de nom Partie - I, II ou III) | 2004-03-02 |
| Déclaration annuelle 2003 | 2004-02-16 |
| Déclaration annuelle 2002 | 2002-11-12 |
| Déclaration modificative | 2002-06-20 |
| Déclaration annuelle 2001 | 2001-11-13 |
| Déclaration annuelle 2000 | 2001-01-29 |
| Déclaration annuelle 1999 | 1999-12-22 |
| Lettres patentes supplémentaires | 1998-11-30 |
| Déclaration annuelle 1998 | 1998-11-23 |
| Déclaration annuelle 1997 | 1998-06-17 |
| Avis de défaut | 1998-05-25 |
| Changement du nombre d'administrateurs | 1997-02-21 |
| Déclaration annuelle 1996 | 1997-01-13 |
| Déclaration annuelle 1995 | 1996-11-08 |
| Changement du nombre d'administrateurs | 1995-11-30 |
| Déclaration initiale | 1995-10-30 |
| Changement du nombre d'administrateurs | 1994-11-25 |
| Changement de siège | 1994-08-26 |

**Index des noms**

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'index des noms | 2020-12-15 |

**Nom**

| Nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| LES YMCA DU QUÉBEC | THE YMCAS OF QUÉBEC | 2007-11-28 | | En vigueur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL | YMCA OF GREATER MONTRÉAL | 2004-03-02 | 2007-11-28 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL | MONTRÉAL YMCA | 1989-05-29 | 2004-03-02 | Antérieur |

**Autres noms utilisés au Québec**

| Autre nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| Les YMCA du Québec - Saint-Roch | The YMCAs of Québec - Saint-Roch | 2020-12-15 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - École Internationale de Langues | YMCAs of Québec - International Language School | 2015-11-20 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Bureau communautaire Saint-Roch | The YMCAs of Québec - Saint-Roch Community Office | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Camp Kanawana | The YMCAs of Québec - Camp Kanawana | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Cartierville | The YMCAs of Québec - Cartierville | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Centre-Ville | The YMCAs of Québec - Downtown | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - du Parc | The YMCAs of Québec - Du Parc | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Garderie du Parc | The YMCAs of Québec - Du Parc Daycare | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Garderie du Parc-Ubisoft | The YMCAs of Québec - Du Parc-Ubisoft Daycare | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Hochelaga-Maisonneuve | The YMCAs of Québec - Hochelaga-Maisonneuve | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Notre-Dame-de-Grâce | The YMCAs of Québec - Notre-Dame-de-Grâce | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Ouest-de-l'île | The YMCAs of Québec - West Island | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Pointe-Saint-Charles | The YMCAs of Québec - Pointe-Saint-Charles | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Résidence | The YMCAs of Québec - Residence | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Réussite scolaire | | 2014-06-26 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Saint-Laurent | The YMCAs of Québec - Saint-Laurent | 2014-06-26 | | En vigueur |

| Autre nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| Les YMCA du Québec - Westmount | The YMCAs of Québec - Westmount | 2014-06-26 | | En vigueur |
| GARDERIE DU CENTRE Y CARTIERVILLE | | 2010-05-12 | | En vigueur |
| GARDERIE YMCA CENTRE-VILLE | | 2008-12-01 | | En vigueur |
| GARDERIE YMCA SAINT-LAURENT | | 2008-12-01 | | En vigueur |
| Les YMCA du Québec - Guy-Favreau | The YMCAs of Québec - Guy-Favreau | 2014-06-26 | 2020-06-16 | Antérieur |
| Les YMCA du Québec - CDR de l'Est | The YMCAs of Québec - RDC Canada East | 2014-06-26 | 2016-10-27 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC CENTRE Y CARTIERVILLE | | 2010-12-03 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CAMP Y KANAWANA | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y CENTRE-VILLE | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y DU PARC | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y GUY-FAVREAU | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y HOCHELAGA-MAISONNEUVE | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y NOTRE-DAME-DE-GRÂCE | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y OUEST-DE- L'ÎLE | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y POINTE-SAINT-CHARLES | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y SAINT-LAURENT | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| LES YMCA DU QUÉBEC, CENTRE Y WESTMOUNT | | 2009-11-02 | 2014-06-26 | Antérieur |
| GARDERIE YMCA - UBISOFT | | 2008-12-01 | 2014-06-26 | Antérieur |
| GARDERIE YMCA DU PARC | | 2008-12-01 | 2014-06-26 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (KAMP KANAWANA) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE BRUNSWICK) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE CENTRE-VILLE) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE DU PARC) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE GUY-FAVREAU) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE HOCHELAGA-MAISONNEUVE) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE N.D.G.) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE POINTE-SAINT-CHARLES) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE ST-LAURENT) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |

| Autre nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE WESTMOUNT) | | 2005-01-19 | 2009-11-02 | Antérieur |
| YMCA DU GRAND MONTRÉAL (SUCCURSALE WEST ISLAND CENTRE DE PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES) | | 2005-01-19 | 2007-01-24 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (KAMP KANAWANA) | | 1998-11-23 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (WEST ISLAND CENTRE DE PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES) | | 1998-11-23 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE BRUNSWICK) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE CENTRE- VILLE) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE DU PARC) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE GUY- FAVREAU) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE HOCHELAGA-MAISONNEUVE) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE N.D.G.) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE POINTE SAINT-CHARLES) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE ST-LAURENT) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE WESTMOUNT) | | 1995-10-30 | 2005-01-19 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (CENTRE GÉNÉRATION TRAVAIL) | | 1995-10-30 | 1998-11-23 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (SUCCURSALE DOUGLAS SHAND) | | 1995-10-30 | 1998-11-23 | Antérieur |
| YMCA DE MONTRÉAL (CENTRE D'ENTREPRISES) | | 1995-10-30 | 1998-06-17 | Antérieur |

Québec

© Gouvernement du Québec

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1225179009
Unité administrative responsable : Div des sports, des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie
Projet : 3 projets déposés pour le programme Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 10 : Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision et

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 10 : Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision et

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

En concomitance pour les deux priorités, les trois projets visent à agir en prévention des enjeux de sécurité urbaine et à redonner un pouvoir d'agir à deux groupes populationnels, les jeunes adultes et les personnes âgées, plus susceptibles d'être confrontés à des enjeux et des dynamiques d'insécurité, de violence et de criminalité. Les activités à réaliser outilleront les participant-e-s dans leur parcours et leur permettra de se réapproprier l'espace public

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **x** | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Aînés et retraités de la communauté gaie : Le projet contribuera à la mise en place d'activités novatrices et adaptées afin d'encourager les personnes aînées, parfois plus craintives, à reprendre leurs déplacements, à leur redonner le goût de sortir et. à se sentir plus à l'aise de côtoyer des populations diverses dans l'espace public.<br><br>Go jeunesse : Le projet sportif et de développement socioprofessionnel pour jeunes adultes est ouvert à toutes et tous sans discrimination, porté par une volonté d'inclure toutes les personnes présentent dans leur milieu, sans égard au genre, à l'ethnie, l'orientation sexuelle, la classe sociale ou autre. Le projet souhaite créer des liens entre les jeunes et les informer sur l'actualité sportive par des rencontres interactives et des invité-e-s surprises inspirant-e-s. Le programme est adapté selon les besoins afin que les jeunes trouvent leur voie.<br><br>YMCA Centre-Ville : Le projet est réfléchi dans le but d'être le plus accessible possible, notamment en tenant compte du genre, des âges, mais aussi des origines culturelles et de langues parlées en famille. Le projet ayant déjà existé l'an passé avec un format orienté davantage vers le sport, il sera bonifié pour les mois à venir en offrant des activités plus variées afin de rejoindre une clientèle plus large et notamment les jeunes filles, qui sont minoritaires dans ce projet, mais de plus en plus présentes. Ainsi, à leur demande, il sera créé un espace de créativité dans la Zone jeunesse et les intervenant-e-s restent à l'écoute de toutes activités qu'elles souhaitent faire pour faire grandir leur place dans la Zone. Le projet rejoint également les jeunes nouveaux-elles arrivant-e-s grâce au partenariat avec le Praida et les résidences du YMCA. | | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1225179009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2022 avec Aînés et retraités de la communauté gaie, Go jeunesse et Les YMCA du Québec afin de réaliser leurs projets en sécurité urbaine, dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine / Accorder à cette fin une contribution totale de 70 486,95 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1225179009 -ACCSU-Ville-Marie.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Judith BOISCLAIR
Agente de gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-2598

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-15

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnelle - Cheffe d'équipe
**Tél :** 514 872-2598
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**GDD 1225179009**

Approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2022 avec Aînés et retraités de la communauté gaie, Go jeunesse et Les YMCA du Québec afin de réaliser leurs projets en sécurité urbaine, dans le cadre du budget dédiée à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine / Accorder à cette fin une contribution totale de 70 486,95 $

**Imputation de la dépense**

| Clé comptable d'imputation | Libellé textuel | Nom de l'organisme | Titre du projet | DA / BC | Montant |
|---|---|---|---|---|---|
| 2101.0010000.101219.05803.61900.016491.0000.004408.052146.00000.00000 | AF - Général - Ville de Montréal * Budget régulier * Sécurité urbaine - BF * Développement social * Contribution à d'autres organismes * Autres organismes * - * ACCSU * Ville-Marie | Aînés et retraités de la communauté gaie (ARCG) | La caravane de sécurité urbaine des aîné-e-s | 737859 | 20,000.00 $ |
| 2101.0010000.101219.05803.61900.016491.0000.004408.052146.00000.00000 | AF - Général - Ville de Montréal * Budget régulier * Sécurité urbaine - BF * Développement social * Contribution à d'autres organismes * Autres organismes * - * ACCSU * Ville-Marie | Go jeunesse | 4 Quart-temps pour agir | 737861 | 10,486.95 $ |
| 2101.0010000.101219.05803.61900.016491.0000.004408.052146.00000.00000 | AF - Général - Ville de Montréal * Budget régulier * Sécurité urbaine - BF * Développement social * Contribution à d'autres organismes * Autres organismes * - * ACCSU * Ville-Marie | Les YMCA du Québec | Équipé pour une transition vers l'âge adulte | 737863 | 40,000.00 $ |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1225179009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Approuver les conventions se terminant le 31 décembre 2022 avec Aînés et retraités de la communauté gaie, Go jeunesse et Les YMCA du Québec afin de réaliser leurs projets en sécurité urbaine, dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine / Accorder à cette fin une contribution totale de 70 486,95 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

Cette dépense sera entièrement assumée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Une intervention distincte sera faite par le Service des finances à cet effet. Conséquemment, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de l'arrondissement.

**FICHIERS JOINTS**

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 661-5813

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-04

Samba Oumar ALI
Chef de division

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.04

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1229408002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en ingénierie, avec la firme IGF Axiom inc. (contrat de 5 686 352,63 $, taxes incluses) pour la conception de plans et devis et surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-22-013 - 3 soumissionnaires) |

d'accorder à la firme IGF Axiom inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de trente-six (36) mois, le contrat pour la fourniture de services professionnels en ingénierie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 686 352.63 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-22-013;
d'approuver un projet de convention à cette fin;

de procéder à une évaluation du rendement de IGF Axiom inc.;

d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires de l'arrondissement, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 13:36

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229408002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en ingénierie, avec la firme IGF Axiom inc. (contrat de 5 686 352,63 $, taxes incluses) pour la conception de plans et devis et surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-22-013 - 3 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre de son programme décennal d'investissement, la Direction des travaux publics de l'arrondissement Ville-Marie a le mandat de mettre en œuvre divers projets de réfection routière. Elle compte sur la Division de la voirie pour mener à bien ces projets. Cette division requiert de l'accompagnement en ingénierie afin de lasoutenir dans ses activités de réalisation des plans et devis et de surveillance des travaux.
Sachant que le carnet de commandes de la Direction des travaux publics est appelé à évoluer dans le temps, il est laborieux de réaliser un processus d'appel d'offres sur chacun des projets de la Direction. Il a donc été décidé, afin d'optimiser le processus, de conclure un contrat de type entente-cadre avec une firme pour assurer la prestation de services en ingénierie en support aux activités de la Direction.

Le présent sommaire a donc comme objectif la conclusion de cette entente-cadre d'une durée de 36 mois.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Décision déléguée du 22 août 2022 - Approbation pour l'analyse de l'appel d'offres VMP-22-013, de la composition du comité de sélection et de la grille d'évaluation et de pondération.

**DESCRIPTION**

De façon générale, le mandat consiste à rendre des services professionnels en ingénierie (plans et devis et surveillance en chantier) pour des travaux associés au Programme de Réfection Routière, visant notamment : réfection routière, implantation de saillies de trottoirs, changement de géométrie, réaménagement de rues, correction de drainage et les interventions d'entretien sur le réseau cyclable dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie.
L'Adjudicataire aura le mandat de prendre en charge les projets jusqu'à concurrence des honoraires prévus à son contrat, sans aucune obligation de la part de la Ville de verser la

totalité de ces montants.

**JUSTIFICATION**

L'appel d'offres public, VMP-22-013 pour les services professionnels a été lancé le 3 juin 2022 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres). Lors de la période de soumissions, trois (3) addenda ont été émis, respectivement

- le 17 juin 2022 : report de la date d'ouverture des soumissions au 7 juillet 2022
- le 21 juin 2022 : questions-réponses
- le 23 juin 2022 : questions-réponses.

À l'issue de l'appel d'offres public pour lequel il y a eu neuf (9) preneurs de cahier de charges, nous avons reçu trois (3) offres lors de l'ouverture qui a eu lieu le 7 juillet 2022 à 11 heures (durée de l'affichage 35 jours).

Aucune plainte n'a été déposée en vertu de la loi 108 (AMP).

Une vérification administrative a d'abord permis de confirmer la conformité sur l'aspect légal des trois (3) soumissionnaires au moment de cette vérification. Par la suite, les trois (3) offres reçues ont été analysées par le Comité de sélection qui s'est réuni le 13 juillet 2022.

Les trois (3) firmes se sont qualifiées pour le calcul du pointage final. Les trois (3) firmes ont obtenu un pointage intérimaire de plus de de 70 %.

| Firmes soumissionnaires | Pointage final | Commentaire | Total avec taxes |
|---|---|---|---|
| WSP Canada | 0,21 | | 6 043 468,71 $ |
| IGF Axiom | 0,22 | Adjudicataire | 5 686 352,63 $ |
| Les services EXP | 0,21 | | 6 557 141,94 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) | | | |
| (Adjudicataire - Estimation) | | | 386 577,06 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) | | | |
| ((Adjudicataire - Estimation) / Estimation) X 100 | | | 7,29 % |
| Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) | | | |
| (Deuxième meilleure note - Adjudicataire) | | | 357 116,08 $ |
| Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) | | | |
| ((Deuxième meilleure note - Adjudicataire) / Adjudicataire) X 100 | | | 6,28 % |

Le prix de l'adjudicataire, IGF Axion, est 7,29 % plus haut que l'estimé interne qui était de 5 299 775,57 $ taxes incluses. L'estimation a été basée sur les taux horaires selon le barème des honoraires de l'association des firmes de génie-conseil Québec ainsi que sur les soumissions passées. L'écart entre l'estimation interne et le prix de l'adjudicataire s'explique principalement par une augmentation du taux horaire des services professionnels de la firme en fonction de la quantité prévisionnelle des heures établies au bordereau. Les taux utilisés par la firme sont représentatifs de taux soumis lors d'autres appels d'offres pour entente-cadre de services professionnels.

Cet écart est acceptable pour cette entente cadre.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'entente-cadre sans imputation budgétaire.

Cette entente-cadre permettra de couvrir plusieurs mandats de la Direction des travaux publics. Les différents mandats seront effectués sur demande par la Division de la Voirie de la Direction des Travaux Publics et la Section du soutien administratif assurera la disponibilité de crédits et effectuera le suivi de l'enveloppe budgétaire de l'entente-cadre.

Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront des budgets PDI ou de fonctionnement déjà affectés aux projets identifiés par la division requérante de la Direction des travaux publics.

**MONTRÉAL 2030**

Les projets à entreprendre devront contribuer à réduire la vétusté fonctionnelle et physique des ouvrages et devront adhérer aux principes en matière de développement durable, de conservation du patrimoine, de santé et sécurité ainsi que d’accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La Direction des travaux publics ne dispose pas des ressources nécessaires pour effectuer la conception et surveillance de tous les projets et doit se procurer les services professionnels ainsi nécessaires pour la préparation des contrats.
L'objectif de cette démarche est d'accélérer le processus de réalisation des projets; cette entente-cadre de services professionnels doit être octroyée dans les meilleurs délais de façon à ne pas retarder l'échéancier de réalisation des projets et permettre l'accompagnement d'un consultant pendant l'élaboration des phases de conception jusqu'à leur mise en service.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Dans la situation de crise actuelle, le projet se réalise, et ce, sans aucun ajustement. Le projet est maintenu tel quel.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

À la présente étape, il n’y a pas d’opération de communication. Elles seront plutôt associées à chacun des projets lors de leur élaboration, en fonction de leurs besoins spécifiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi de l'entente-cadre au CA : CA de septembre 2022
Début de l'entente-cadre : Octobre 2022

Fin de l'entente-cadre : Octobre 2025

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

L'unité d'affaire s'est assuré que le cocontractant IGF Axiom inc
Est immatriculé au Registraire des entreprises du Québec;

Et que le  cocontractant, IGF Axiom inc. n'est pas inscrit ;

Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marylin GANDONOU
Ingénieur

**Tél :** 438-350-2267
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-29

Éric BELLEVILLE
Chef de division Voirie

**Tél :** 514-872-1048
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2022-08-31

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1229408002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Objet :** | Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en ingénierie, avec la firme IGF Axiom inc. (contrat de 5 686 352,63 $, taxes incluses) pour la conception de plans et devis et surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-22-013 - 3 soumissionnaires) |


SEAO _ Liste des commandes.pdf


SEAO _ Résultats d'ouverture_Prix.pdf


VMP-22-013 - PV ouverture_SIGNE.pdf


IGF_Section IV_PRIX.pdf


VMP-22-013_Convention.pdf


AMP_IGF.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marylin GANDONOU
Ingénieur

**Tél :** 438-350-2267
**Télécop. :**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : VMP-22-013
**Numéro de référence** : 1611006
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Services professionnels en ingénierie pour la conception de plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| ARUP CANADA INC.<br>1 Place Ville-Marie suite 3270<br>Montréal, QC, H3B 3Y2 | Madame Corina Papuc<br>Téléphone : 416 515-0915<br>Télécopieur : | **Commande : (2054944)**<br>2022-06-06 17 h 47<br>**Transmission :**<br>2022-06-06 17 h 47 | 3754511 - VMP-22-013_Addenda 01<br>2022-06-17 8 h 02 - Courriel<br>3756260 - VMP-22-013_Addenda 02<br>2022-06-21 10 h 56 - Courriel<br>3758554 - VMP-22-013_Addenda 03<br>2022-06-23 16 h 13 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Avizo Experts-Conseils inc.<br>1595, rue Bégin<br>Montréal, QC, h4r1w9<br>http://www.avizo.ca | Madame Marie Mc Coy<br>Téléphone : 819 300-6915<br>Télécopieur : | **Commande : (2057655)**<br>2022-06-13 11 h 08<br>**Transmission :**<br>2022-06-13 11 h 08 | 3754511 - VMP-22-013_Addenda 01<br>2022-06-17 8 h 02 - Courriel<br>3756260 - VMP-22-013_Addenda 02<br>2022-06-21 10 h 56 - Courriel<br>3758554 - VMP-22-013_Addenda 03<br>2022-06-23 16 h 13 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| CIMA+ S.E.N.C.<br>740 rue Notre-Dame Ouest<br>Bureau 900<br>Montréal, QC, H3C 3X6<br>http://www.cima.ca | Madame Annie Boivin<br>Téléphone : 514 337-2462<br>Télécopieur : 514 281-1632 | **Commande : (2054476)**<br>2022-06-06 9 h 05<br>**Transmission :**<br>2022-06-06 9 h 05 | 3754511 - VMP-22-013_Addenda 01<br>2022-06-17 8 h 02 - Courriel<br>3756260 - VMP-22-013_Addenda 02<br>2022-06-21 10 h 56 - Courriel<br>3758554 - VMP-22-013_Addenda 03<br>2022-06-23 16 h 13 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| FNX-INNOV INC.<br>433, rue Chabanel Ouest, 12e étage | Madame Sophie Pelletier<br>Téléphone : 450 686-6008<br>Télécopieur : 450 686-9662 | **Commande : (2055883)**<br>2022-06-08 11 h 27 | 3754511 - VMP-22-013_Addenda 01<br>2022-06-17 8 h 02 - Courriel |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Montréal, QC, H2N 2J8<br>http://www.fnx-innov.com | | **Transmission :**<br>2022-06-08 11 h 27 | 3756260 - VMP-22-013_Addenda 02<br>2022-06-21 10 h 56 - Courriel<br>3758554 - VMP-22-013_Addenda 03<br>2022-06-23 16 h 13 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| GHD CONSULTANTS LTÉE<br>4600 boul de la Côte-Vertu<br>Montréal, QC, H4S 1C7<br>http://www.ghd.com | Madame Stéphanie Guindon<br>Téléphone : 514 333-5151<br>Télécopieur : 514 333-4674 | **Commande : (2055363)**<br>2022-06-07 13 h 12<br>**Transmission :**<br>2022-06-07 13 h 12 | 3754511 - VMP-22-013_Addenda 01<br>2022-06-17 8 h 02 - Courriel<br>3756260 - VMP-22-013_Addenda 02<br>2022-06-21 10 h 56 - Courriel<br>3758554 - VMP-22-013_Addenda 03<br>2022-06-23 16 h 13 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| IGF axiom Inc.<br>2250, boulevard Saint-Martin Est, bureau 200<br>Laval, QC, H7E 5A4<br>http://www.igfaxiom.com | Madame Stéphanie Boivin<br>Téléphone : 514 645-3443<br>Télécopieur : | **Commande : (2055075)**<br>2022-06-07 8 h 59<br>**Transmission :**<br>2022-06-07 8 h 59 | 3754511 - VMP-22-013_Addenda 01<br>2022-06-17 8 h 02 - Courriel<br>3756260 - VMP-22-013_Addenda 02<br>2022-06-21 10 h 56 - Courriel<br>3758554 - VMP-22-013_Addenda 03<br>2022-06-23 16 h 13 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| LES SERVICES EXP INC.<br>1001, boulevard de Maisonneuve Ouest<br>Bureau 800-B<br>Montréal, QC, H3A 3C8 | Madame Isabelle Milette<br>Téléphone : 819 803-6651<br>Télécopieur : 819 478-2994 | **Commande : (2054097)**<br>2022-06-03 11 h 22<br>**Transmission :**<br>2022-06-03 11 h 22 | 3754511 - VMP-22-013_Addenda 01<br>2022-06-17 8 h 02 - Courriel<br>3756260 - VMP-22-013_Addenda 02<br>2022-06-21 10 h 56 - Courriel<br>3758554 - VMP-22-013_Addenda 03<br>2022-06-23 16 h 13 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Ville de Saint-Sauveur.<br>1, place de la Mairie<br>Saint-Sauveur, QC, J0R1R6 | Madame Marie-Pier Pharand<br>Téléphone : 450 227-4633<br>Télécopieur : 450 227-3834 | **Commande : (2058805)**<br>2022-06-15 11 h 41<br>**Transmission :**<br>2022-06-15 11 h 41 | Mode privilégié : Ne pas recevoir |
| WSP CANADA INC.<br>1135, boulevard Lebourgneuf<br>Québec<br>Québec, QC, G2K 0M5<br>http://www.wspgroup.com | Madame Martine Gagnon<br>Téléphone : 418 623-2254<br>Télécopieur : 418 624-1857 | **Commande : (2054466)**<br>2022-06-06 8 h 59<br>**Transmission :**<br>2022-06-06 8 h 59 | 3754511 - VMP-22-013_Addenda 01<br>2022-06-17 8 h 02 - Courriel<br>3756260 - VMP-22-013_Addenda 02<br>2022-06-21 10 h 56 - Courriel<br>3758554 - VMP-22-013_Addenda 03<br>2022-06-23 16 h 13 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Résultats d'ouverture

**Numéro** : VMP-22-013
**Numéro de référence** : 1611006
**Statut** : En attente de conclusion du contrat
**Titre** : Services professionnels en ingénierie pour la conception de plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

## Informations sur l'avis

| | |
|---|---|
| **Titre de l'avis :** | Services professionnels en ingénierie pour la conception de plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie. |
| **Date de fermeture de l'avis :** | 2022-07-07 Avant 11h, Heure légale du Québec |
| **Date de publication des résultats d'ouverture :** | 2022-07-07 11 h 22<br>Révision : 2022-07-13 14 h 53 |
| **Organisme :** | **Ville de Montréal**<br>**Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie** |
| **Contact(s) :** | Fredy Alzate<br>Courriel : vm-appeldoffres@montreal.ca |

## Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

### IGF axiom Inc.

| Soumissionnaire | NEQ | Contact | Prix soumis |
|---|---|---|---|
| IGF axiom Inc.<br>2250, boulevard Saint-Martin Est, bureau 200<br>Laval, (QC) CAN<br>H7E 5A4<br>http://www.igfaxiom.com | 1147455431 | Madame Stéphanie Boivin<br>Téléphone : 514 645-3443 | 5 686 352,63 $ |

## WSP CANADA INC.

| Soumissionnaire | NEQ | Contact | Prix soumis |
|---|---|---|---|
| WSP CANADA INC.<br>1135, boulevard Lebourgneuf<br>Québec<br>Québec, (QC) CAN<br>G2K 0M5<br>http://www.wspgroup.com | 1148357057 | Madame Martine Gagnon<br>Téléphone : 418 623-2254<br>Télécopieur : 418 624-1857 | 6 043 468,71 $ |

## LES SERVICES EXP INC.

| Soumissionnaire | NEQ | Contact | Prix soumis |
|---|---|---|---|
| LES SERVICES EXP INC.<br>1001, boulevard de Maisonneuve Ouest<br>Bureau 800-B<br>Montréal, (QC) CAN<br>H3A 3C8 | 1167268128 | Madame Isabelle Milette<br>Téléphone : 819 803-6651<br>Télécopieur : 819 478-2994 | 6 557 141,94 $ |

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

## Historique des modifications

| | |
|---|---|
| **Révision des résultats : :** | 2022-07-13 14 h 53 |

Publier

© 2003-2022 Tous droits réservés

Ville-Marie
Montréal

# Services professionnels en ingénierie pour la conception de plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie

## VMP-22-013

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 7 juillet 2022, à 11 heures, au bureau Accès Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal H2L 4L8.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis public publié le 3 juin 2022 dans *Le Devoir,* l'ouverture des soumissions reçues dans le délai requis est effectuée par monsieur Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement, et en présence de madame Sandy Pinna, secrétaire-recherchiste, et de monsieur Marylin Gandonou, ingénieur.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire sont déclarées à haute voix :

| **Nom de l'entreprise** |
|---|
| WSP Canada inc. |
| Les Services EXP inc. |
| IGF axiom inc. |

Fredy Alzate — date
Secrétaire d'arrondissement
Division du Greffe

Sandy Pinna — 2022-07-07
Secrétaire-recherchiste — date
Division du Greffe

Marylin Gandonou — 07/07/2022
Division des TP — date
Ingénieur

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 12 juillet 2022 à 19:30**

## Fiche de l'entreprise

**Nom** : IGF AXIOM INC.
**Adresse du siège social** : 2250, BOUL SAINT-MARTIN E, 200, LAVAL, QC, H7E 5A4, CANADA

**Numéro de client à l'AMP** : 2700035832
**Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)** : 1147455431

**Autres noms d'affaires**

- IGF AXIOME
- 
- IGF VIGILANCE
- 
- IGIF EXPERTS-CONSEILS
- 
- INSTITUT DE LA GESTION DE LA FORMATION
- 
- SST-PRO

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| **Division de la voirie**<br>Arrondissement de Ville-Marie<br>1455, rue Bercy<br>Montréal (Québec) H2K 2V1 | **SECTION IV**<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Bordereau de soumission | Appel d'offres public<br>N° VMP-22-013<br>services professionnels<br>SP.PUB.2ENV |

**Services professionnels en ingénierie pour la conception de plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie**

## Description

| | |
|---|---|
| **Montant de la proposition** | 4 945 729,62 |
| | **(montant à déterminer) $** |
| **SOUS-TOTAL** | 4 945 729,62 $ |
| Taxe sur les produits et services (5 %) : | 247 286,48 $ |
| Taxe de vente provinciale (9,975 %) : | 493 336,53 $ |
| **TOTAL** : | 5 686 352,63 $ |

## Informations complémentaires

**Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».**

**Important :**

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire

Nom de la compagnie: IGF axiom inc.

Adresse: 2250, boulevard Saint-Martin Est, bureau 200

| Ville | Code postal | Téléphone | Télécopieur |
|---|---|---|---|
| Laval | H7E 5A4 | 514 645-3443 | 450 662-1449 |

Nom de la personne responsable (en majuscules): PIERRE BERNIER, PRÉSIDENT

| Signature du responsable | Date Jour | Mois | Année |
|---|---|---|---|
| | 06 | 07 | 2022 |

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

# CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS

**(NOM DU PROJET)**

**Appel d'offres n° (Inscrire le numéro)**

Numéro de contrat : (Inscrire le numéro)
Numéro de mandat : (Inscrire le numéro)

**Ville de Montréal**
**(Unité d'affaires)**

(date)

## TABLE DES MATIÈRES

**ARTICLE 1 - DÉFINITIONS**

**ARTICLE 2 - OBJET**

**ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION**

**ARTICLE 4 - DURÉE**

**ARTICLE 5 - LES SERVICES DE GESTION DE PROJETS**

**ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT**

**ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA VILLE**

**ARTICLE 8 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES**

**ARTICLE 9 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS**

**ARTICLE 10 - CALCUL DES HONORAIRES**

**ARTICLE 11 - MODALITÉS DE PAIEMENT**

**ARTICLE 12 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS**

**ARTICLE 13 - HONORAIRES MAXIMALES ET AUTRES DÉPENSES**

**ARTICLE 14 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ**

**ARTICLE 15 - DROITS D'AUTEUR**

**ARTICLE 16 - RÉSILIATION**

**ARTICLE 17 - CONDITIONS GÉNÉRALES**

**CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, (Choisir obligatoirement une seule désignation selon l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention);

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :**

**1) CORPORATION :** **(NOM DE LA CORPORATION)**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au (adresse : n° civique, rue, ville, province, code postal), agissant et représentée par (nom du représentant), dûment autorisé(e) aux fins des présentes, tel qu'il(elle) le déclare,
(OU)
en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du (Inscrire la date);

**2) SOCIÉTÉ :** **(NOM DE LA SOCIÉTÉ)**, société de (ex. : comptables), ayant sa principale place d'affaires au (adresse : n° civique, rue, ville, province, code postal), représentée par (nom du représentant), déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ATTENDU QUE** la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur de la Direction des stratégies et des transactions immobilières ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : Les termes de référence pour services professionnels en gestion de projets datés du (date);

1.3 « **Annexe 2** »: l'offre de services présentée par le Contractant le (date);

1.4 **« Ouvrage »** : le(s) bâtiment(s) visé(s) par la présente convention.

## ARTICLE 2
## OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à exécuter les services de gestion de projets ci-après décrits relativement (description du projet) (ciaprès l'« Ouvrage »).

## ARTICLE 3
## INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 4
## DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services.

## ARTICLE 5
## SERVICES DE GESTION DE PROJETS

Le Contractant doit rendre à la Ville les services de gestion de projets nécessaires à la réalisation complète de l'Ouvrage. Ces services consistent de façon générale à gérer l'interface entre les intervenants externes (représentants d'organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux, architectes, ingénieurs, experts-conseils spécialisés, entrepreneurs et autres) et internes (exécutants, requérants et autres) de la Ville, à planifier, organiser, coordonner, informer, contrôler l'ensemble des activités et notamment à :

5.1 gérer la planification et l'organisation de toutes les étapes et toutes les activités nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et effectuer les contrôles requis;

5.2 élaborer un calendrier détaillé de réalisation sous forme d'un cheminement critique (PERT ou CPM) et sous forme d'un diagramme de Gantt, le commenter et le soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.3 coordonner et rédiger un programme détaillé, fonctionnel et technique, pour la réalisation de l'Ouvrage, en tenant compte du budget, du calendrier et des exigences de contenu et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.4 coordonner la préparation d'un programme détaillé de mise en conformité et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.5 coordonner l'obtention, avec l'accord écrit du Directeur, de toute étude préalable d'avant-projet nécessaire à la définition complète et détaillée de l'Ouvrage;

5.6 assurer l'administration des conventions de services professionnels intervenues, le cas échéant, entre la Ville et les professionnels, architectes et ingénieurs, retenus pour l'Ouvrage;

5.7 vérifier et approuver, le cas échéant, tout compte d'honoraires des professionnels, architectes et ingénieurs et en recommander le paiement au Directeur ou lui recommander, après vérification, l'application de toute modalité de la convention intervenue avec ces derniers;

5.8 coordonner et contrôler l'obtention des approbations requises en regard de la préparation des documents préliminaires et définitifs de l'Ouvrage;

5.9 s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres initiaux de l'Ouvrage approuvés par le Directeur et qu'ils sont de qualité;

5.10 coordonner et gérer tous les appels d'offres nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.11 assister à toutes les réunions de chantier ainsi qu'à toute autre réunion nécessaire à la réalisation de l'Ouvrage;

5.12 vérifier toute demande de paiement des entrepreneurs dûment approuvée par les professionnels, architectes et ingénieurs, analyser toute demande de changement et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.13 coordonner l'élaboration de toute stratégie dans la réalisation de l'Ouvrage et la soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.14 planifier et coordonner, le cas échéant, tout déménagement et tout aménagement des espaces des futurs usagers de l'Ouvrage, une fois les travaux de construction terminés;

5.15 rédiger, pour le compte du Directeur, tout rapport périodique faisant état de l'avancement de l'Ouvrage et tout sommaire décisionnel adressé aux instances décisionnelles, en commentant l'adéquation des principaux paramètres approuvés par le Directeur en termes de calendrier, de

budget, de programme et de performance, ainsi que tout autre événement pertinent et déterminant pour la réalisation de l'Ouvrage;

5.16 coordonner et contrôler les services et le travail de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage, sous réserve des directives du Directeur;

5.17 tenir un registre complet et détaillé de tous les déboursés encourus aux fins de l'Ouvrage afin de fournir toutes les informations pertinentes nécessaires à la Ville;

5.18 tenir à jour le dossier complet de la réalisation de l'Ouvrage;

5.19 rédiger la correspondance nécessaire auprès de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage, de façon à favoriser la diffusion de l'information et maintenir une communication efficace et essentielle à la réalisation de l'Ouvrage;

5.20 prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

5.21 dégager la Ville de toute responsabilité relativement à la prestation de services du ou des Chargé(s) de projets;

5.22 rendre tout autre service non décrit précédemment, mais requis par le Directeur.

## ARTICLE 6
## OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Dans le cadre des présentes, le Contractant s'engage notamment à :

6.1 exécuter les services décrits à l'article 5, conformément aux termes et conditions de la présente convention et de ses annexes, en collaboration étroite avec le Directeur;

6.2 tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Directeur sur la façon d'exécuter tout travail confié au(x) Chargé(s) de projets;

6.3 confier, pendant toute la durée de la convention, les services à rendre à (choisir selon qu'il y a un ou deux chargés de projets) (nom) (Chargé de projets n° 1) et à (nom) (Chargé de projets n° 2) (ci-après appelé(s) « Chargé(s) de projets »);

6.4 ne pas remplacer le(s) Chargé(s) de projets sans l'autorisation préalable écrite du Directeur, étant entendu que toute personne qui pourrait être appelée à le(s) remplacer devra disposer de compétences égales ou supérieures à celui-ci (ceux-ci);

6.5 respecter tous les paramètres de l'Ouvrage déterminé ou approuvé par le Directeur dont notamment le calendrier de réalisation, le budget, le programme de construction et les critères de performance de la Ville, informer le Directeur de tout écart et recommander à celui-ci les modifications appropriées de façon à respecter ces paramètres;

6.6 respecter les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à son Annexe 1, ou déterminés par le Directeur;

6.7 assurer les services (du ou des) Chargé(s) de projets sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour, de 8 h 30 à 16 h 30 et à la demande expresse du Directeur, assurer la disponibilité des Chargés de projets, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des professionnels du projet;

6.8 assurer le soutien nécessaire au(x) Chargé(s) de projets dans les services rendus;

6.9 communiquer promptement toute information pertinente au Directeur et à tout intervenant impliqué et engagé dans l'Ouvrage;

6.10 assurer la confidentialité de toute donnée ou renseignement qu'il pourra obtenir à l'occasion de l'exécution des présentes et ne pas employer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Directeur pour d'autres fins que celles de l'Ouvrage, étant entendu que le présent article s'applique également au(x) Chargé(s) de projets;

6.11 n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Sauf les honoraires prévus aux présentes, le Contractant ne devra recevoir de la Ville ou de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.12 se conformer aux normes et standards d'aménagement de la Ville ainsi qu'à toute règle et procédure administrative de cette dernière;

6.13 assumer ses frais généraux, tels les repas et les services de secrétariat, ainsi que tous autres frais nécessaires à la réalisation de la présente convention, sous réserve de l'article 7 des présentes;

6.14 assumer les frais de messagerie, de reproduction des documents et autres frais de même nature requis dans le cadre de l'exécution de la convention;

6.15 munir le(s) Chargé(s) de projets d'un téléphone portable intelligent et payer les frais de temps d'antenne et de messagerie qui y sont reliés, ainsi que tout l'équipement et les fournitures nécessaires à la prestation de (ses ou leurs) services, sauf ce qui est spécifiquement décrit à la présente convention comme devant être fourni par la Ville;

6.16 assumer, à ses entiers frais, les heures qu'il (le Contractant) consacre à la formation, à l'encadrement et à la coordination du (ou des) Chargé(s) de projets, y compris les heures de participation de ce(s) dernier(s) aux réunions d'équipe du Contractant, à des activités de formation ou d'intégration prévus par le Contractant, ou encore à des événements corporatifs

auxquels le Contractant participe; ces activités, réunions et événements ne devront pas figurer au relevé des heures remboursables du (ou des) Chargé(s) de projets.

## ARTICLE 7
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

7.1 fournir au(x) Chargé(s) de projets un espace de travail au (adresse) ou à un autre emplacement désigné expressément par le Directeur sur le territoire de la Ville, pendant toute la durée de la convention;

7.2 mettre à la disposition du (ou des) Chargé(s) de projets, lorsqu'il(s) travaille(nt) à l'emplacement décrit à l'article 7.1, les ordinateurs, photocopieurs ou imprimantes et les fournitures de bureau;

7.3 rembourser au Contractant les frais admissibles suivants :

7.3.1 les frais de déplacement en voiture du (ou des) Chargé(s) de projets entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'Ouvrage, s'ils utilisent leur véhicule personnel à raison de (montant) $ par kilomètre pour l'année (année), puis au taux en vigueur, conformément à l'Annexe A de l'encadrement administratif « Dépenses à la demande de l'employeur et dépenses afférentes » de la Ville pour les années subséquentes, étant entendu que la Ville ne rembourse pas les frais de stationnement à l'espace de travail fourni par la Ville;

7.3.2 les frais de déplacement en métro et en autobus (du ou) des Chargé(s) de projets entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'Ouvrage;

7.3.3 les frais de taxi entre la station de métro la plus proche de l'Ouvrage si celui-ci est situé à plus d'un kilomètre à pied d'une station de métro.

## ARTICLE 8
## SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

8.1 La Ville pourra requérir du Contractant des services supplémentaires tels que :

- des services de secrétariat;

- des services consultatifs comprenant conseils, expertises, estimations, évaluations, études des structures de taux et tarifs, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusions et de recommandations spécialisées;

- des études préparatoires comprenant des recherches, des explorations, des relevés, des études de sol, la détermination de superficies de bâtiment ou de terrain en regard du programme, l'analyse de conditions de solutions possibles et les études économiques de coût de construction ou d'exploitation et d'analyse de valeur, le tout devant servir de base à des conclusions ou recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique;

- des services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'Ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'Ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

- des services de tout autre spécialiste, personne ou société, pour des essais et rapports sur les sols, ou pour des actes de contrôle qualitatifs nécessitant plus qu'une inspection visuelle;

- des services de tout autre spécialiste, personne ou société pour l'élaboration de documents de présentation, tels maquettes, perspectives, audio-visuels.

8.2 Dans tous les cas décrits à l'article 8.1, le Contractant doit obtenir au préalable l'accord écrit du Directeur, avec mention d'une enveloppe budgétaire maximale, avant de procéder à l'exécution de ces services supplémentaires. Tout dépassement de l'enveloppe budgétaire autorisée ou tout engagement d'un service non préalablement autorisé par le Directeur sera assumé par le Contractant.

## ARTICLE 9
## SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

Lorsque les services supplémentaires prévus à l'article 8 sont exécutés par un tiers avec l'autorisation préalable du Directeur, la Ville remboursera au Contractant les honoraires effectivement payés par lui à ce tiers, le tout majoré de 10 % du montant ainsi payé, à titre de frais d'administration, sans dépasser l'enveloppe budgétaire maximale autorisée par le Directeur.

## ARTICLE 10
## CALCUL DES HONORAIRES

Les honoraires sont calculés comme suit :

10.1 **Méthode horaire pour les services décrits à l'article 5 des présentes :**

Les honoraires professionnels du Contractant pour les services décrits à l'article 5 sont calculés au taux horaire indiqué à l'Annexe 2 des présentes;

Le Contractant ne peut en aucun cas facturer à la Ville un taux horaire différent de celui de l'annexe 2, y compris pour les heures supplémentaires autorisées par le Directeur;

Il est entendu que les services décrits à l'article 5 des présentes sont rendus sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. Aucune heure travaillée en sus de ces 35 heures ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de 8 h 30 à 16 h 30, moins une heure pour le repas;

Si requis, le(s) Chargé(s) de projets devra(ont) modifier ses(leurs) horaires de travail en variant le nombre d'heures effectivement travaillées d'une journée à l'autre, incluant le samedi et le dimanche, au besoin, afin de mieux répondre aux exigences de ses(leurs) services. Il(s) devra(ont) inscrire sur ses(leurs) feuilles de temps les heures effectivement travaillées;

Le Directeur pourrait, au besoin, réduire le nombre d'heures de services à rendre par le(s) Chargé(s) de projets du Contractant. Cette situation exceptionnelle pourrait se produire dans l'éventualité où la charge de travail ne requiert pas les services du (des) Chargé(s) de projets. Les honoraires du Contractant lui sont payés selon le taux horaire prévu à l'Annexe 2 pour les heures travaillées.

Le Contractant tient un registre des heures consacrées par le(s) Chargé(s) de projets à l'exécution de ses(leurs) services et transmet cette feuille de temps à la Ville hebdomadairement. Il est entendu que la tenue de ce registre ne constitue pas une obligation de la part de la Ville de payer au Contractant des honoraires additionnels pour des heures supplémentaires, mais permet de mesurer l'effort réel requis par le(s) Chargé(s) de projets pour s'acquitter de ses(leurs) services;

**10.2 Méthode horaire pour les services supplémentaires décrits à l'article 8 des présentes :**

10.2.1 Dans le cas où des services supplémentaires sont demandés au Contractant, conformément à l'article 8, le Directeur lui indique, avant le dépôt de son offre pour les services supplémentaires demandés, si celle-ci doit être présentée selon la méthode forfaitaire, ou selon la méthode horaire.

10.2.2 La méthode horaire consiste à payer le temps consacré par les membres du personnel du Contractant appelé à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur, si ce dernier choisit ce mode de paiement d'honoraires. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

10.2.3 Le Contractant doit transmettre au Directeur, pour approbation préalable écrite, les noms, les qualifications et le taux horaire qu'il paie aux membres de son personnel affecté à l'exécution d'un service supplémentaire. Ces personnes ne pourront être remplacées sans l'accord écrit du Directeur.

10.2.4 Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel, tel qu'indiqué dans son offre de services et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

10.2.5 Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel du Contractant sera payé à ce dernier par la Ville en temps régulier.

10.2.6 Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maximaux de l'article 10.2.3. Outre les pourcentages ci-dessus, aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

10.2.7 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

10.2.8 Les honoraires du Contractant pour les services du personnel de soutien ne sont payés que pour le temps affecté à la saisie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

10.2.9 Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

**10.3 Méthode à forfait pour les services décrits à l'article 8 des présentes :**

Si la méthode de calcul des honoraires choisie par le Directeur est celle du forfait, il sera versé au Contractant une somme fixe préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur. La Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services payés selon cette méthode.

## ARTICLE 11
## MODALITÉS DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant

entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

11.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire prévue à l'article 10.1, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement de l'Ouvrage.

11.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant (article 8), le temps que le Contractant et son personnel ont consacré à l'Ouvrage depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

11.4 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers (article 9), le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services en conformité avec cet article.

11.5 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

11.6 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

## ARTICLE 12
## ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du

certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.3 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.4 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

## ARTICLE 13
## HONORAIRES MAXIMALS ET AUTRES DÉPENSES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de (inscrire le montant en lettres) dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

(Choisir)

Le taux horaire applicable aux services du Chargé de projets (nom) est de (inscrire le montant en lettres) dollars ((inscrire le montant en chiffres) $).

**OU**

Le taux horaire applicable aux services des Chargés de projets sont les suivants :

Chargé de projets n° 1 (nom) est de (inscrire le montant en lettres) dollars ((inscrire le montant en chiffres) $).

Chargé de projets n° 2 (nom) est de (inscrire le montant en lettres) dollars ((inscrire le montant en chiffres) $).

## ARTICLE 14

## LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 13.

## ARTICLE 15
## DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 13, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux en faveur de celle-ci;

15.2 déclare qu'il a la capacité de céder les droits d'auteur décrits à l'article 15.1 et de renoncer à l'exercice des droits moraux en faveur de la Ville;

15.3 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

## ARTICLE 16
## RÉSILIATION

16.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

16.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation et tout document ou tout matériel mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

16.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

## ARTICLE 17
## CONDITIONS GÉNÉRALES

### 17.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention. Si l'adresse du Contractant n'est pas sur le territoire de Montréal, il doit y élire domicile et en aviser le Directeur; à défaut, toute procédure judiciaire lui sera signifiée au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal. Une partie peut élire domicile à une toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

## 17.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties.

## 17.3 AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être transmis par écrit comme suit :

**POUR LA VILLE** :
Le Directeur
Direction des Stratégies et des transactions immobilières
Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

**POUR LE CONTRACTANT** :
(à compléter)

## 17.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

## 17.5 CESSION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

## 17.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

## 17.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :**

Le e jour de 20

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

**(INSCRIRE LE NOM DU CONTRACTANT)**

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Cette convention a été approuvée par le (comité exécutif **ou** conseil municipal **ou** conseil d'agglomération **ou** conseil d'arrondissement) de la Ville de Montréal, le …….. e jour de …… 20 (Résolution ……).

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.05

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1228966007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Urbex Contruction inc., pour la location de 1 Tracteur/Chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023, 2023-2024 (lot 6) - Dépense totale de 297 497,81$, taxes incluses (avec 2 options de prolongation) - (appel d'offres public (22-19437) - 2 soumissionnaires) |

D'accorder à Urbex Construction Inc., plus bas soumissionnaire conforme, un (1) contrat pour l'exécution des travaux pour la location de 1 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023 et 2023-2024 (lot 6), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 297 497,81 $, taxes incluses (avec 2 options de prolongation d'un an), conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19437);
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-02 13:31

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228966007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Urbex Contruction inc., pour la location de 1 Tracteur/Chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023, 2023-2024 (lot 6) - Dépense totale de 297 497,81$, taxes incluses (avec 2 options de prolongation) - (appel d'offres public (22-19437) - 2 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Division des Travaux publics - Voirie utilise des tracteurs chargeurs, en appui à ses équipes, pour fournir la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires dans l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal pour une période de deux (2) hivers 2022-2023 et 2023-2024, avec l'option de renouvellement pour deux (2) autres hivers, 2024-2025 et 2025-2026.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA21 240097 : Autoriser la prolongation pour 1 an des contrats avec Urbex Construction inc., S. Boudrias Horticole inc. et 9055-0344 Québec inc. (Transport DM Choquette) pour la location de quatre (4) tracteurs-chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 18-17243 – 4 soumissionnaires), et autoriser des dépenses maximales respectives de 124 913,15 $, 118 409,88 $ et 251 709,02 $ pour les années 2021-2022, en majorant ainsi la dépense autorisée à 1 943 767,82 $
CA20 240354 : Prolonger d'une année (2020-2021) les contrats avec Urbex Construction inc., S. Boudrias Horticole inc. et 9055-0344 Québec inc. (Transport DM Choquette) pour la location de 4 Tracteurs Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement et autoriser une dépense maximale de 487 716,77 $ en majorant ainsi la dépense autorisée à 1 448 735,32 $

CA18 240594 : Accorder un contrat au prix unitaire de 168,73 $/h à Urbex Construction Inc., accorder un contrat au prix unitaire de 159,95 $/h à S. Boudrias Horticole inc. et accorder un contrat au prix unitaire de 170 $/h à 9055-0344 Québec inc. (Transport DM Choquette) pour la location de 4 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2018-2019, 2019-2020 et autoriser une dépense maximale de 961 018,55 $ (appel d'offres public 18-17243 - 4 soumissionnaires)

1175382006 : Accorder un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole Inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $

(appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires)

**DESCRIPTION**

L'appel d'offres public 22-19437 a été publié le 20 juin 2022 et l'ouverture a eu lieu le 12 juillet 2022, il y a eu 13 preneurs du Cahier de charges, dont deux ont déposé leur soumission. La Ville a demandé aux soumissionnaires de soumettre un prix unitaire par heure.
**Prix unitaire pour le fournisseur pour le lot 6 :**
2022-2023 = 199,00 $ / h
2023-2024 = 215,00 $ / h

**JUSTIFICATION**

La Division de la voirie garantit un minimum de 600 heures/appareil sur 24 mois, soit 300 heures/année. La Ville garantit un minimum de trois (3) heures lors d'un appel de travail. En regard du nombre d'heures d'utilisation de la machinerie des dernières années, l'utilisation est estimée à 1250 heures par appareil pour deux saisons Ces montants sont des estimations puisque les heures peuvent être inférieures ou supérieures, tout dépendant des précipitations annuelles de neige, ce qui aurait une incidence sur le nombre d'opérations de chargement de la neige.

L'unité d'affaire s'est assurée que le cocontractant, Urbex Construction Inc.;

Est immatriculé au Registraire des entreprises du Québec;

Et que le cocontractant, Urbex Construction Inc., n'est pas inscrit ;

au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)
au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Les contrats prévoient deux (2) périodes additionnelles de renouvellement d'un an (1) chacune (15.02 du contrat).

La supervision de l'utilisation de ces appareils sera faite par les contremaîtres de la division.

Analyses des soumissions :

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES) | **AUTRES (PRÉCISER)** (TAXES INCLUSES) | **TOTAL** (TAXES INCLUSES) |
|---|---|---|---|
| | | | |
| Urbex Construction Inc. | 297 497,81 $ | | 297 497,81 $ |
| Alékko Inc. | 573 437,81 $ | | 573 437,81 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 331 050,00 $ | | 331 050,00 $ |
| Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) | | | 435 467,81 $ |
| Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) | | | 46,38% |
| Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) | | | 275 940,00 $ |
| Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) | | | 92,75% |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | | | -33 552,19 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | | | -10,14% |

| | |
|---|---|
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) | 275 940,00 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) | 92,75% |

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Dû à l'augmentation de l'indice de consommation entre 2018 et 2022 est de 17 %, donc notre estimé pour 2022 est de 230,34$ / heure. Une soumission reçue est inférieure à l'estimation et une autre soumission supérieure à la soumission.
L'octroi du contrat d'une durée de deux ans entraînera une dépense totale d'environ 297 497,81 $ taxes incluses. La répartition des montants pour chaque année est comme suit :

| | Quantité prévisonnelle pour deux ans (heures) | Prix unitaire | Total avec taxes | Adjudicataire |
|---|---|---|---|---|
| Lot 6 (2022-2023) | 625 | 199,00 $ | 143 000,16$ | Urbex Construction Inc. |
| Lot 6 (2023-2024) | 625 | 215,00 $ | 154 497,66 $ | Urbex Construction Inc. |

L'estimation pour 2 options de prolongation d'un an (indexation de 4 % par an) :

| | 1er prolongation (taxes incluses) | 2e prolongation (taxes incluses) | Adjudicataire |
|---|---|---|---|
| Lot 6 | 160 677,57 $ | 167 104,67 $ | Urbex Construction Inc |

**MONTRÉAL 2030**

Non applicable

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Nancy LAINEY)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Nancy LAINEY, Service de l'approvisionnement
Julie R ROY, Ville-Marie

Lecture :

Julie R ROY, 9 août 2022
Nancy LAINEY, 9 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Andréanne PRINCE
Conseillère en planification

**Tél :** 514-641-0784
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-09

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

**Tél :** 514 872-2201
**Télécop. :** 514 872-2006

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Sandra PICARD
directeur adjoint chef aux operations (ville-marie)
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-16

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1228966007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Urbex Contruction inc., pour la location de 1 Tracteur/Chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023, 2023-2024 (lot 6) - Dépense totale de 297 497,81$, taxes incluses (avec 2 options de prolongation) - (appel d'offres public (22-19437) - 2 soumissionnaires) |

NEQ_Urbex Construction Inc..pdf

Aspect financier_GDD 1228966007.xlsx

Bordereau_Urbex Construction Inc..pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Andréanne PRINCE
Conseillère en planification

**Tél :** 514-641-0784
**Télécop. :**

| | |
|---|---|
| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1L5 | Montréal<br>ANNEXE 2.00<br>BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE |

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 22-19437 |
| **Titre de l'appel d'offres** | Location de tracteurs-chargeurs, de niveleuses et de chenillettes trottoirs avec opérateurs servant aux opérations de déneigement pour les arrondissement Sud-Ouest, Anjou et Ville-Marie |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires |
| **Nom du soumissionnaire**<br>*(Selon le Registre des entreprises du Québec )* | URBEX CONSTRUCTION INC. |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1161557807 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 3410 Rue Hormidas Deslauriers, Lachine, QC H8T 3P2 |

*Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).*

***Précisions relatives aux garanties de soumission***

*Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.*
*Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.*

***Cet appel d'offres comprend plusieurs lots distincts. Si une Soumission vise plusieurs lots, une garantie de soumission DISTINCTE doit être fournie par le SOUMISSIONNAIRE pour chacun des lots visé par Soumission.***

| Numéro du lot | Description | Montant total (avant taxes) | TPS (5 %) | TVQ (9,975 %) | Montant total (Taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | **Arrondissement Sud-Ouest**<br>Location de 2 tracteurs-chargeurs avec opérateurs pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement Sud-Ouest, pour les hivers 2022-2023 et 2023-2024 (Contrat d'une durée de (2) années, avec possibilité de prolongation d'une période additionnelle de renouvellement d'une durée d'une (1) année) | 484 000.00 $ | 24 200.00 $ | 48 279.00 $ | 556 479.00 $ |
| 2 | **Arrondissement D'Anjou**<br>Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou, pour les hivers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (Contrat d'une durée de (3) années, sans possibilité de prolongation) | $ | $ | $ | $ |
| 3 | **Arrondissement D'Anjou**<br>Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou, pour les hivers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (Contrat d'une durée de (3) années, sans possibilité de prolongation) | $ | $ | $ | $ |
| 4 | **Arrondissement D'Anjou**<br>Location de 2 niveleuses avec opérateurs pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou, pour les hivers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (Contrat d'une durée de (3) années, sans possibilité de prolongation) | $ | $ | $ | $ |
| 5 | **Arrondissement D'Anjou**<br>Location de 3 chenillettes trottoirs avec opérateurs pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou, pour les hivers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (Contrat d'une durée de (3) années, sans possibilité de prolongation) | $ | $ | $ | $ |
| 6 | **Arrondissement Ville-Marie**<br>Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement Ville-Marie pour les hivers 2022-2023 et 2023-2024 (Contrat d'une durée de (2) années, avec possibilité de prolongation d'une période additionnelle de renouvellement d'une durée de deux (2) années) | 258 750.00 $ | 12 937.50 $ | 25 810.31 $ | 297 497.81 $ |

12 JUIL. 2022

| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1L5 | Montréal | ANNEXE 2.00<br>BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ |
|---|---|---|

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 22-19437 |
| **Titre de l'appel d'offres** | Location de tracteurs-chargeurs, de niveleuses et de chenillettes trottoirs avec opérateurs servant aux opérations de déneigement pour les arrondissement Sud-Ouest, Anjou et Ville-Marie |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires |
| **Nom du soumissionnaire**<br>*(Selon le Registre des entreprises du Québec )* | URBEX CONSTRUCTION INC. |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1161557807 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 3410 Rue Hormidas Deslauriers, Lachine, QC H8T 3P2 |

*Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).*

*Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du DONNEUR D'ORDRE*

| Numéro du lot | Description du lot | Numéro d'item | Description d'item | Quantité prévisionnelle | Unité de mesure | Prix unitaire | Montant total (Sans taxes) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | A | | B | A x B |
| **LOT 1 – Sud-Ouest** | | | | | | | |
| 1,1 | 1 Location de 2 tracteurs-chargeurs avec opérateurs pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement Sud-Ouest pour l'hiver 2022-2023<br>**150 heures garanties par appareil** | | | 550 | Heure | 430.00 $ | 236 500.00 $ |
| 1,2 | Location de 2 tracteurs-chargeurs avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement Sud-Ouest pour l'hiver 2023-2024<br>**150 heures garanties par appareil** | | | 550 | Heure | 450.00 $ | 247 500.00 $ |
| | | | **Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 1** | | | | 484 000.00 $ |
| **LOT 2 – Anjou** | | | | | | | |
| 2,1 | Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou pour l'hiver 2022-2023 (1er novembre 2022 au 15 avril 2023)<br>**90 heures garanties** | | | 190 | Heure | | $ |
| 2,2 | Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou pour l'hiver 2023-2024 (1er novembre 2023 au 15 avril 2024)<br>**90 heures garanties** | | | 190 | Heure | | $ |
| 2,3 | Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou pour l'hiver 2024-2025 (1er novembre 2024 au 15 avril 2025)<br>**90 heures garanties** | | | 190 | Heure | | $ |
| | | | **Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 2** | | | | $ |

| | | |
|---|---|---|
| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1L5 | Montréal | ANNEXE 2.00<br>BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ |

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 22-19437 |
| **Titre de l'appel d'offres** | Location de tracteurs-chargeurs, de niveleuses et de chenillettes trottoirs avec opérateurs servant aux opérations de déneigement pour les arrondissement Sud-Ouest, Anjou et Ville-Marie |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires |
| **Nom du soumissionnaire**<br>*(Selon le Registre des entreprises du Québec )* | URBEX CONSTRUCTION INC. |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1161557807 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 3410 Rue Hormidas Deslauriers, Lachine, QC H8T 3P2 |

*Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).*

*Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du DONNEUR D'ORDRE*

| Numéro du lot | Description du lot | Numéro d'item | Description d'item | Quantité prévisionnelle | Unité de mesure | Prix unitaire | Montant total (Sans taxes) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | A | | B | A x B |
| **LOT 5 – Anjou** | | | | | | | |
| 5,1 | Location de 3 chenillettes trottoirs avec opérateurs pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou, pour l'hiver 2022-2023 (1er novembre 2022 au 15 avril 2023)<br>**225 heures garanties par appareil** | | | 1 125 | Heure | | $ |
| 5,2 | Location de 3 chenillettes trottoirs avec opérateurs pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou, pour l'hiver 2023-2024 (1er novembre 2023 au 15 avril 2024)<br>**225 heures garanties par appareil** | | | 1 125 | Heure | | $ |
| 5,3 | Location de 3 chenillettes trottoirs avec opérateurs pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement d'Anjou, pour l'hiver 2024-2025 (1er novembre 2024 au 15 avril 2025)<br>**225 heures garanties par appareil** | | | 1 125 | Heure | | $ |
| | | | **Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 5** | | | | $ |
| **LOT 6 – Ville-Marie** | | | | | | | |
| 6,1 | Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement Ville-Marie pour l'hiver 2022-2023<br>**300 heures garanties** | | | 625 | Heure | 199.00 $ | 124 375.00 $ |
| 6,2 | Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement Ville-Marie pour l'hiver 2023-2024<br>**300 heures garanties** | | | 625 | Heure | 215.00 $ | 134 375.00 $ |
| | | | **Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 6** | | | | 258 750.00 $ |

**Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir une garantie de soumission de 2500$ par lot. Il est recommandé de mettre un prix pour l'ensemble des lots pour lesquels vous avez un intérêt même si votre capacité est inférieure. Votre capacité sera déterminée par le nombre de garanties de soumission fournies. Par conséquent, vous devez fournir une garantie de soumission distincte pour le nombre de lots correspondant à votre capacité, indépendamment du nombre de lots visés par votre Soumission.**

Registraire des entreprises Québec

# Rechercher une entreprise au registre

## État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-08-08 13:51:13

### État des informations

#### Identification de l'entreprise

| | |
|---|---|
| Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) | 1161557807 |
| Nom | CONSTRUCTION URBEX INC. |
| Version du nom dans une autre langue | URBEX CONSTRUCTION INC. |

#### Adresse du domicile

| | |
|---|---|
| Adresse | 3410 rue Hormidas-Deslauriers<br>Montréal (Québec) H8T3P2<br>Canada |

#### Adresse du domicile élu

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Bastien |
| Prénom | Marc-André |

| | |
|---|---|
| Adresse | 3410 rue Hormidas-Deslauriers<br>Montréal (Québec) H8T3P2<br>Canada |

#### Immatriculation

| | |
|---|---|
| Date d'immatriculation | 2003-06-04 |
| Statut | Immatriculée |
| Date de mise à jour du statut | 2003-06-04 |
| Date de fin d'existence prévue | Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre. |

#### Forme juridique

| | |
|---|---|
| Forme juridique | Société par actions ou compagnie |
| Date de la constitution | 2003-05-30 Constitution |
| Régime constitutif | QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38 |

| | |
|---|---|
| Régime courant | QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1) |

**Dates des mises à jour**

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'état de renseignements | 2021-03-03 |
| Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle | 2022-04-20 2021 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022 | 2023-07-01 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021 | 2022-07-01 |

**Faillite**

L'entreprise n'est pas en faillite.

**Fusion, scission et conversion**

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

**Continuation et autre transformation**

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

**Liquidation ou dissolution**

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

**Activités économiques et nombre de salariés**

**1er secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 4039 |
| Activité | Autres travaux de génie |
| Précisions (facultatives) | Aménagement urbain, travaux de génie civile. |

**2e secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 4214 |
| Activité | Travaux d'excavation et de nivellement |
| Précisions (facultatives) | Plantation et entretien d'arbres, d'arbustes et entretien. |

**Nombre de salariés**

Nombre de salariés au Québec

De 26 à 49

## Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

### Actionnaires

**Premier actionnaire**

Le premier actionnaire est majoritaire.

| | |
|---|---|
| Nom de famille | BASTIEN |
| Prénom | MARC-ANDRÉ |
| Adresse du domicile | 11521-38 PLACE DU COMMERCE Montréal Québec H3E1T8 Canada |

### Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada.

### Liste des administrateurs

| | |
|---|---|
| Nom | BASTIEN, MARC-ANDRÉ |
| Date du début de la charge | |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Président, Secrétaire |
| Adresse | 11521-38 PLACE DU COMMERCE Montréal Québec H3E1T8 Canada |

### Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

### Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

### Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

## Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

### Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

## Index des documents

### Documents conservés

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021 | 2022-04-20 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020 | 2021-03-03 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019 | 2020-04-15 |

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018 | 2019-07-03 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017 | 2018-07-04 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016 | 2017-06-17 |
| Déclaration de mise à jour de correction | 2017-01-20 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015 | 2016-04-23 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014 | 2014-07-02 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013 | 2013-07-02 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2013-04-16 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012 | 2012-08-31 |
| Déclaration annuelle 2011 | 2011-10-07 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2011-05-24 |
| Déclaration annuelle 2010 | 2011-05-11 |
| Certificat de modification | 2011-03-23 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2011-03-10 |
| État et déclaration de renseignements 2009 | 2010-08-13 |
| État et déclaration de renseignements 2008 | 2010-08-13 |
| Avis de défaut | 2010-03-23 |
| Avis de défaut | 2009-04-29 |
| État et déclaration de renseignements 2007 | 2007-09-17 |
| État et déclaration de renseignements 2006 | 2006-09-05 |
| Déclaration annuelle 2005 | 2005-11-30 |
| Déclaration annuelle 2004 | 2004-11-10 |
| Déclaration initiale | 2003-07-11 |
| Certificat de constitution | 2003-06-04 |

## Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2011-03-10

### Nom

| Nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| CONSTRUCTION URBEX INC. | URBEX CONSTRUCTION INC. | 2011-03-10 | | En vigueur |
| LOCATION MURRAY BASTIEN INC. | | 2003-05-30 | 2011-03-10 | Antérieur |

### Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1228966007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Urbex Contruction inc., pour la location de 1 Tracteur/Chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023, 2023-2024 (lot 6) - Dépense totale de 297 497,81$, taxes incluses (avec 2 options de prolongation) - (appel d'offres public (22-19437) - 2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19437_DET_CAH.pdf
22-19437 PV.pdf
22-19437_TCP_VM-vf.pdf
22-19437_Intervention_VM.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nancy LAINEY
Agent d'approvisionnement 2
**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-09

Michael SAOUMAA
Chef de Section
**Tél :** 514 872-5241
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19437
**Numéro de référence** : 1616876
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Montréal - Location de tracteurs-chargeurs, de niveleuses et de chenillettes trottoirs avec opérateurs servant aux opérations de déneigement pour les arrondissement Sud-Ouest, Anjou et Ville-Marie

| | Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| ☐ | TRANSPORT GILBERT HAMELIN INC.<br>434 rue Réjean<br>Saint-Michel, QC, J0L 2J0<br>NEQ : 1144358356 | Monsieur Stéphane Hamelin<br>Téléphone : 450 454-3753<br>Télécopieur : 450 454-5742 | **Commande : (2061051)**<br>2022-06-21 11 h 16<br>**Transmission :**<br>2022-06-21 11 h 21 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| ☑ | 11073192 CANADA INC.<br>320 pierre-mercure<br>Montréal, QC, h1a5a8<br>NEQ : 1174073768 | Monsieur Samuel Dubé<br>Téléphone : 514 642-3747<br>Télécopieur : | **Commande : (2065237)**<br>2022-07-04 14 h 57<br>**Transmission :**<br>2022-07-04 14 h 57 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☐ | 9150-2732 QUÉBEC INC.<br>11440<br>Philippe-Panneton<br>Montréal, QC, H1E 4G4<br>NEQ : 1147595475 | Monsieur Marco D' Intino<br>Téléphone : 514 952-9665<br>Télécopieur : | **Commande : (2063422)**<br>2022-06-28 11 h 16<br>**Transmission :**<br>2022-06-28 11 h 16 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| ☑ | alékko inc.<br>228 Rang St.Charles<br>Saint-Roch-de-l'Achigan, QC, J0K3H0<br>NEQ : 1169765345 | Monsieur Alexandre Dumais<br>Téléphone : 514 621-2672<br>Télécopieur : | **Commande : (2068176)**<br>2022-07-12 8 h 30<br>**Transmission :**<br>2022-07-12 8 h 30 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☑ | CONSTRUCTION URBEX INC.<br>3410 Rue Hormidas-Deslauriers H8T 3P2<br>Montréal, QC, H8T 3P2<br>http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807 | Monsieur Marc-André Bastien<br>Téléphone : 514 556-3075<br>Télécopieur : 514 556-3077 | **Commande : (2066034)**<br>2022-07-06 9 h 41<br>**Transmission :**<br>2022-07-06 9 h 41 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☐ | CONTANT INC.<br>6310 Mille-Iles<br>Laval, QC, H7B 1E5<br>http://www.souffleusecontant.ca NEQ : 1171681514 | Monsieur MICHEL NADON<br>Téléphone : 450 666-6368<br>Télécopieur : 450 720-0208 | **Commande : (2060909)**<br>2022-06-21 9 h 15<br>**Transmission :**<br>2022-06-21 9 h 15 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| ☑ | DÉNEIGEMENT FONTAINE GADBOIS INC.<br>13170 rue Cherrier<br>Montréal, QC, H1A 3T9<br>https://www.fontaine-gadboisequipments.com NEQ : 1163043400 | Monsieur Mario Gadbois<br>Téléphone : 514 645-1435<br>Télécopieur : 514 645-5322 | **Commande : (2062036)**<br>2022-06-23 10 h 14<br>**Transmission :**<br>2022-06-23 10 h 14 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| ☐ | ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.<br>23 av Milton<br>Lachine<br>Montréal, QC, H8R 1K6<br>http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939 | Madame Cynthia Nadeau<br>Téléphone : 514 481-0451<br>Télécopieur : 514 481-2899 | **Commande : (2061433)**<br>2022-06-22 8 h 59<br>**Transmission :**<br>2022-06-22 8 h 59 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| ☐ | LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.<br>4445 J.B. Martineau<br>Montréal, QC, H1R 3W9<br>NEQ : 1165622268 | Madame Céline Sylvie Bousquet<br>Téléphone : 514 321-5144<br>Télécopieur : 514 321-2140 | **Commande : (2061228)**<br>2022-06-21 15 h 13<br>**Transmission :**<br>2022-06-21 15 h 47 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| ☐ | LES SERRES SYLVAIN CLEROUX INC.<br>1570 rue principale<br>Laval, QC, H7X 4A8<br>NEQ : 1143905595 | Monsieur Antoine Cléroux<br>Téléphone : 450 627-2471<br>Télécopieur : 450 627-2762 | **Commande : (2061395)**<br>2022-06-22 8 h 21<br>**Transmission :**<br>2022-06-22 8 h 21 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☑ | NEIGEXPERT LTÉE<br>C.P. 92, Pointe-aux-Trembles<br>Montréal, QC, H1B 5K1<br>http://www.neigexpert.com NEQ : 1162419775 | Madame Isabelle Nicolle<br>Téléphone : 514 737-7669<br>Télécopieur : 514 737-7669 | **Commande : (2066363)**<br>2022-07-06 15 h 12<br>**Transmission :**<br>2022-07-06 15 h 12 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☑ | PAVAGES CHARTRAND INC.<br>2475 Montée Masson<br>Laval, QC, H7E 4P2<br>NEQ : 1176431402 | Monsieur Benoit Viau<br>Téléphone : 450 666-1166<br>Télécopieur : 450 666-2661 | **Commande : (2065614)**<br>2022-07-05 11 h 38<br>**Transmission :**<br>2022-07-05 11 h 38 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| ☐ | RAMCOR CONSTRUCTION INC.<br>9434 Boulevard Pie-IX<br>Montréal, QC, H1z 4E9<br>NEQ : 1161184792 | Monsieur Guy Cormier<br>Téléphone : 514 329-4545<br>Télécopieur : 514 329-4818 | **Commande : (2067708)**<br>2022-07-11 9 h 43<br>**Transmission :**<br>2022-07-11 9 h 43 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 12 juillet 2022 à 13 h 30**

Sont présents : M. Henrico Jean Charles, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau – Service du greffe

**APPEL D'OFFRES 22-19437**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Location de tracteurs-chargeurs, de niveleuses et de chenillettes trottoirs avec opérateurs servant aux opérations de déneigement pour les arrondissement du Sud-Ouest, d'Anjou et de Ville-Marie » sont ouvertes par l'agent de bureau principal du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | | **Prix** |
|---|---|---|
| 11073192 CANADA INC. (DÉNEIGEMENT NA-SA) | **Lot 2** | 95 026,34 $ |
| | **Lot 3** | 95 026,34 $ |
| | **Lot 4** | 1 331 134,56 $ |
| | **Lot 5** | 2 157 505,88 $ |
| ALÉKKO INC. | **Lot 1** | 758 835,00 $ |
| | **Lot 2** | 655 357,50 $ |
| | **Lot 3** | 655 357,50 $ |
| | **Lot 6** | 573 437,81 $ |
| CONSTRUCTION URBEX INC. | **Lot 1** | 556 479,00 $ |
| | **Lot 6** | 297 497,81 $ |
| DÉNEIGEMENT FONTAINE GADBOIS INC. | **Lot 4** | 1 142 391,60 $ |
| NEIGEXPERT LTÉE | **Lot 5** | 871 151,21 $ |
| PAVAGES CHARTRAND INC. | **Lot 4** | 925 469,65 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 20 juin 2022 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

**…/2**

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Henrico Jean Charles
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

**Numéro de l'appel d'offres : 22-19437**
**Titre : Location de tracteurs-chargeurs, de niveleuses et de chenillettes trottoirs avec opérateurs servant aux opérations de**
**Date d'ouverture des soumissions : 2022-07-12**

| Article | | Quantité | URBEX CONTRUCTION INC. | | ALÉK |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Prix unitaire | Montant total | Prix unitaire |
| 6,1 | Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement Ville-Marie pour l'hiver 2022-2023 | 625 | 199,00 $ | 124 375,00 $ | 399,00 $ |
| 6,2 | Location d'un tracteur-chargeur avec opérateur pour des opérations de déneigement pour l'arrondissement Ville-Marie pour l'hiver 2023-2024 | 625 | 215,00 $ | 134 375,00 $ | 399,00 $ |
| | **Total avant taxes** | | | 258 750,00 $ | |
| | **TPS 5 %** | | | 12 937,50 $ | |
| | **TVQ 9,975 %** | | | 25 810,31 $ | |
| | **Montant total** | | | 297 497,81 $ | |
| | **Signature** | | OUI | | C |
| | **Achat SEAO** | | OK | | C |
| | Numéro TPS/TVQ | | OUI | | C |
| | Numéro de fournisseur VDM | | 224500 | | 54 |
| | Numéro NEQ | | 1161557807 | | 1169 |
| | **Vérification REQ** | | OK | | C |
| | **RENA** | | OK | | C |
| | **Registre des personnes inadmissibles** | | OK | | C |
| | Liste des firmes à rendement insatisfaisant | | OK | | C |
| | **Garantie** | | 2 | | |
| | **CNESST** | | OK | | C |
| | Liste des équipements | | À évaluer lors de la conformité technique par le requérant | | À évaluer lors technique pa |
| | la preuve de disponibilité des équipements | | | | |
| | Spécifications techniques_Lot 1 | | | | |
| | La fiche détaillée décrivant les caractéristiques du véhicule_Lot 1 | | | | |
| | La fiche détaillée décrivant les caractéristiques du véhicule_Lot 2,3,4,5 | | | | |

Remarque :

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

**Vérifié par** : Svetlana Osievschi
**Date :** 2022-07-15

| KO INC | |
|---|---|
| | Montant total |
| | 249 375,00 $ |
| | 249 375,00 $ |
| | 498 750,00 $ |
| | 24 937,50 $ |
| | 49 750,31 $ |
| | 573 437,81 $ |
| )UI | |
| OK | |
| )UI | |
| 3747 | |
| 765345 | |
| OK | |
| OK | |
| OK | |
| OK | |
| 1 | |
| OK | |
| de la conformité<br>ır le requérant | |

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19437

No du GDD : 1228966007

Titre de l'appel d'offres : Location de deux tracteurs-chargeurs avec opérateurs servant aux opérations de déneigement pour l'arrondissement Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 12 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 12 - 7 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 15,38

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 1 - 2023

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 8 - 1 - 2023

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| URBEX CONTRUCTION INC. | 297 497,81 $ | √ | 6 |
| ALÉKKO INC | 573 437,81 $ | | 6 |

### Information additionnelle

- Il y a eu onze (11) désistement, quatre (4) n'ont pas soumissionné sur le lot 6, un (1) avait son carnet de commande complet, un (1) trouvait la durée du contrat trop longue, un (1) n'avait pas l'équipement, un (1) a manqué de temps et trois (3) firmes n'ont pas répondu à notre demande d'explication

Préparé par : Marc-André Deshaies finalisé par Nancy Lainey

Le 9 - 8 - 2022

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1228966007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Urbex Contruction inc., pour la location de 1 Tracteur/Chargeur avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023, 2023-2024 (lot 6) - Dépense totale de 297 497,81$, taxes incluses (avec 2 options de prolongation) - (appel d'offres public (22-19437) - 2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1228966007.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 661-5813

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-10

Samba Oumar ALI
Chef de division

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1228966007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

*"Accorder à Urbex Construction Inc., plus bas soumissionnaire conforme, un (1) contrat pour la location de un (1) tracteur/chargeur avec opérateur, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2022-2023 et 2023-2024 (lot 6), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 297 497,81 $, taxes incluses (avec 2 options de prolongation d'un an), conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19437);*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 297 497,81 $

| | Années antérieures | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 47 666,72 $ | 146 832,66 $ | 102 998,43 $ | | | | **297 497,81 $** |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 271 655,15 $

| | Années antérieures | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 43 526,07 $ | 134 077,79 $ | 94 051,30 $ | | | | **271 655,15 $** |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 43 526,07 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306187 | 03121 | 54505 | 014411 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM28966007
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Julie Roy**
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 661-5813

*Date:* **2022-08-10**

Date et heure système : 10 août 2022 12:07:37

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.06

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1225179008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un prêt de local à Sentier urbain, à titre gratuit, pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire Emily-De Witt située au 2215, rue Dufresne, la valeur locative étant de 12 852$ / Approuver un projet de convention se terminant le 31 décembre 2025 à cette fin |

D'accorder un prêt de local à Sentier urbain, à titre gratuit, pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire Emily-De Witt située au 2215 Rue Dufresne, la valeur locative étant de 12 852$;
D'approuver un projet de convention se terminant le 31 décembre 2025 à cette fin.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-02 14:55

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1225179008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un prêt de local à Sentier urbain, à titre gratuit, pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire Emily-De Witt située au 2215, rue Dufresne, la valeur locative étant de 12 852$ / Approuver un projet de convention se terminant le 31 décembre 2025 à cette fin |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis son ouverture en 2016, la serre Emily-De Witt, aménagée au parc Walter-Stewart, est opérée dans le cadre de l'action collective Notre Quartier nourricier (NQN), un collectif d'organismes mis en place pour développer des projets en alimentation et des espaces collectifs pour faciliter l'accès à une offre alimentaire saine et abordable pour tous et toutes. Les membres en sont : Sentier urbain, la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) et la Corporation de développement communautaire Centre-Sud (CDC CS). À l'origine, le Carrefour solidaire Centre communautaire d'alimentation faisait également partie du collectif, il s'est cependant retiré le 31 mars 2022. La DSLDS participe au comité de pilotage de NQN. Depuis le 1er avril 2022, Sentier urbain, en plus d'être responsable de la production de la serre et des opérations quotidiennes, s'occupe de la distribution et de la vente des produits de la serre.

Les activités se déroulant à la serre poursuivent trois objectifs principaux :

- production à l'année pour des aliments frais et abordables pour le quartier. Une partie de la production est vendue à la serre et au Marché solidaire Frontenac. Une autre partie est remise à la banque alimentaire du quartier et des plants potagers sont également donnés à la population;
- éducation et sensibilisation à l'agriculture urbaine;
- plateau d'affiliation et d'insertion sociale pour des jeunes adultes de 18-25 ans.

Une convention pour la gestion et l'utilisation de la serre, signée entre l'Arrondissement, la

CDC CS et Sentier urbain, encadre les activités se déroulant à la serre, et ce, jusqu'au 31 décembre 2022.

Depuis cinq ans, Notre Quartier nourricier (NQN) est financé en grande partie par Centraide, via le Projet d'Impact collectif (PIC). Ce financement se termine le 31 décembre 2022.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CA22 240191, en date du 10 mai 2022 :** Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 4e partie A) et édicter les ordonnances
**CA21 240469, en date du 14 décembre 2021 :** Approuver la convention modifiée avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire Emily-De Witt
**CA16 240526 ,en date du 8 novembre 2016 :** Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire située sur le lot 1 425 280

## DESCRIPTION

Sentier urbain, la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) et la Corporation de développement communautaire Centre-Sud ont conjointement décidé de mettre un terme à leur implication au sein du collectif NQN au 31 décembre 2022. Néanmoins, Sentier urbain souhaite continuer d'exploiter la serre, comme plateau de travail et d'affiliation sociale et de permettre le maintien de la production agricole afin de répondre aux besoins alimentaires de la population du secteur.

## JUSTIFICATION

L'enjeu de la sécurité alimentaire dans le quartier Centre-Sud est bien documenté. La mission sociale de la serre Emily-De Witt apporte une réponse à cet enjeu depuis 2016. Les activités de la serre (production, animation) sont appréciées par la population et répondent au besoin du milieu. En ce sens, l'infrastructure, en regard de sa mission sociale, doit être maintenue. Sentier urbain possède une expertise avérée en production potagère et développe depuis avril 2022, une nouvelle expertise en commercialisation et en vente alimentaire et a mis en place un marché fermier à la serre.

La poursuite de l'utilisation de la serre Emily-De Witt, par Sentier urbain, contribue à agir en faveur de la sécurité alimentaire et de l'amélioration de l'accès à une saine alimentation pour la population du secteur. Le plateau d'affiliation sociale mis en place permet aux participant-e-s de découvrir l'horticulture maraîchère comme domaine d'emploi potentiel et d'y développer leurs compétences.

À travers le plan d'action en développement social 2020-2022, l'arrondissement souhaite :

- favoriser le dynamisme des milieux de vie et la création d'espaces de rencontres citoyennes;
- réduire les inégalités sociales et soutenir les personnes dans le besoin;
- assurer une solidarité et une cohésion sociale dans les quartiers;
- favoriser la cohabitation harmonieuse entre les personnes fréquentant ou résidant sur le territoire;
- soutenir l'intégration socio-économique des citoyens d'origines diverses

Ainsi, le soutien offert au projet de Sentier urbain permet de concrétiser particulièrement les engagements de l'Arrondissement :

- Engagement 5 : Contribuer à la sécurité alimentaire des plus vulnérables et favoriser l'accès à une alimentaire saine et diversifiée dans les quartiers.

- Engagement 7 : Promouvoir le développement économique en accordant une attention particulière à l'entrepreneuriat, à l'économie sociale, de même qu'à la production et à la consommation socialement responsables.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

En regard de l'article 21.1.b du Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2022, la valeur locative de la serre Emilie-De Witt est évaluée à 12 852$. Aucune contribution financière n'est prévue dans la convention.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030 :
Orientation : Accélérer la transition écologique
Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

Orientation : Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion
Priorité 6 : Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Production maraîchère et ornementale distribuée/vendue aux résidents et organismes du secteur;

- Plateau de travail pour des jeunes en en affiliation sociale/réinsertion professionnelle;
- Ateliers thématiques sur l'agriculture urbaine offerts au public;
- Promotion de l'agriculture urbaine sous diverses formes.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Non applicable

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (annexe 2) de la convention.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | | **ENDOSSÉ PAR** | Le : 2022-07-13 |
|---|---|---|---|
| Martin CRÉPEAU<br>Conseiller en développement communautaire | | Karine BOULAY<br>Cheffe de section | |
| **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514 868-4180<br>514 868-5810 | **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514.250.8144 |

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
Directrice
**Tél :** 514 872-7667
**Approuvé le :** 2022-08-05



1225179008_Convention Sentier urbain_Serre E-DW 2023-2025.pdf

**CONVENTION DE PRÊT DE LOCAL**
**SERRE EMILY-DE WITT**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL** (**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **SENTIER URBAIN,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1710, rue Beaudry, Montréal, Québec H2L 3E7, agissant et représentée par Pascal Melançon, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : N.A.
Numéro d'inscription T.V.Q. : N.A.

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement appelés, dans la présente convention, une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme contribue au développement écoresponsable de l'individu, à la sensibilisation environnementale, à l'embellissement des milieux de vie et à l'affiliation sociale des personnes et qu'il collabore avec de nombreux partenaires, à l'amélioration de la qualité de vie des collectivités locales;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a développé une expertise en production maraîchère et en distribution et vente alimentaire;

**ATTENDU QUE** la Ville la Ville souhaite contribuer à la sécurité alimentaire des plus vulnérables et favoriser l'accès à une alimentation saine et diversifiée dans les quartiers.

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser ses activités en lui prêtant la serre Emily-De Witt, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention (ci-après, le « **Local** » ou la « **Serre** »);

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Local prêté et son utilisation;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité établissant les paramètres établis en matière de communication;

**2.3** « **Local** » : la serre Emily-De Witt de même que l'espace à l'intérieur de la clôture la ceinturant mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4**« **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.5** « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les conditions du prêt du Local à l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 **Conditions générales**

**4.1.1** prendre le Local dans l'état où il se trouve; à cet égard, en signant la présente Convention il s'en déclare satisfait;

**4.1.2** utiliser le Local prêté par la Ville exclusivement aux fins décrites à la présente Convention et à l'Annexe 1;

**4.1.3** n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans le Local sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

**4.1.4** informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans le Local ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit au Local;

**4.1.5** ne placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou tous autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur du Local sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

**4.1.6** respecter les normes de la Ville concernant l'identification du Local prêté, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

**4.1.7** n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans le Local;

**4.1.8** veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans le Local; lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance; aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

**4.1.9** assumer les frais d'énergie inhérent à l'opération de la Serre comprenant notamment l'électricité et le chauffage;

**4.1.10** veiller à ne pas troubler la jouissance normale des autres occupants de l'immeuble ni celle des occupants des immeubles voisins et à favoriser de bonnes relations avec les jardiniers du Jardin Saint-Eusèbe et les résidents riverains;

**4.1.11** s'assurer que le Local soit utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente Convention, la Ville n'est pas responsable de tout

accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une défectuosité et d'un vice caché du matériel et des accessoires;

**4.1.12** être responsable de l'entretien, de la réparation, de la rénovation et du remplacement des composantes de la Serre, tels que la toile, les systèmes de chauffage, climatisation, systèmes électrique, mécanique, plomberie, etc., résultant de bris ou d'usure dû à son utilisation. L'Organisme ne peut modifier, remplacer ou réparer ces composantes, sans préalablement avoir obtenu le consentement de l'Arrondissement;

**4.1.13** effectuer les réparations, remplacements et rénovations requises dans un délai raisonnablement convenu entre les parties, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de réclamer à l'Organisme les sommes déboursées pour la réparation de tels dommages, ainsi qu'une somme additionnelle équivalant à dix pour cent (10 %) de ce montant afin de couvrir ses frais administratifs;

**4.1.14** effectuer ou faire effectuer la gestion et l'entretien de la compostière attenante à la Serre et en encadrer l'utilisation de manière à éviter les problèmes d'odeur et de vermine;

**4.1.15** avoir, à la signature de cette convention, un fonds de réserve de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $) pour l'entretien et les réparations de la Serre. Pour toute dépense faite à même ce fonds, l'Organisme s'engage à le renflouer au cours de l'année suivante, dans la mesure du possible, mais dans tous les cas à une hauteur minimale de 5 000$. Par exemple, si l'Organisme encourt une dépense de 10 000$ la première année, il devra remettre au moins 5 000$ dans le fonds au cours de la deuxième année;

**4.1.16** collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

**4.1.17** s'assurer que les usagers du Local respectent toutes les conditions prévues à la présente Convention;

**4.1.18** maintenir en bon état de propreté le Local pendant la durée de la présente Convention et faire l'entretien ménager du Local;

**4.1.19** donner accès au Local à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble;

**4.1.20** respecter toute directive ou mesure sanitaire devant être mise en place en raison de la Covid-19;

**4.1.21** à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

## 4.2 Autorisations et permis

**4.2.1** obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis pour l'usage du Local et pour toute activité devant se tenir dans le Local et à payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, toutes les taxes, tous les permis et tous les droits exigés relatifs à l'usage du Local ou à toute activité se déroulant dans le Local;

## 4.3 Respect des lois

**4.3.1** se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

**4.3.2** adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans le Local et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

## 4.5 Conseil d'administration

**4.5.1** si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

## 4.6 Responsabilité

**4.6.1** garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, ses représentants et ses mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

**4.6.2** assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

**5.1** mettre le Local à la disposition de l'Organisme en tout temps pendant la durée de la présente Convention, conformément à l'horaire prévu à l'Annexe 1;

**5.2** donner libre accès au Local aux employés de l'Organisme ainsi qu'au public, suivant l'horaire prévu à l'Annexe 1 de la présente Convention;

## ARTICLE 6
## DÉFAUT

**6.1** Il y a défaut :

**6.1.1** si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

**6.1.2** si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

**6.1.3** si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

**6.1.4** si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**6.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 6.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**6.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 6.1.2, 6.1.3 ou 6.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**6.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 6.2 ou 6.3, l'Organisme doit remettre le Local prêté selon les termes prévus à l'article 9 de la présente Convention, en y faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

## ARTICLE 7
## RÉSILIATION

**7.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours.

**7.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

## ARTICLE 8
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 6 et 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 9
## REMISE DU LOCAL

**9.1** Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente Convention, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour une autre cause prévue aux articles 6, 7 ou 10, l'Organisme doit libérer le Local en le laissant dans son état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

**9.2** Si le Local est rendu substantiellement inutilisable par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente Convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente Convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer le Local.

## ARTICLE 10
## FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou des dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente Convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de l'une ou l'autre des Parties.

## ARTICLE 11
## ASSURANCES

**11.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**11.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**11.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

**12.1.1** qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

**12.1.2** que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou à tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1710, rue Beaudry, Montréal, Québec H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 3.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 2022

**SENTIER URBAIN**

Par : _____
Pascal Melançon , directeur général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

## ANNEXE 1

## DESCRIPTION DU LOCAL PRÊTÉ

**Nom de l'immeuble :** Serre Emily-De Witt

**Adresse :** 2215 Rue Dufresne, Montréal, QC H2K 3K8

**Local prêté :** Serre Emily-De Witt

**Date de début et de fin du prêt du Local :** 1 janvier 2023

**Jours et heures d'accès au Local :** en tout temps, selon les besoins de l'organisme

**Autres espaces accessibles ou prêtés à l'Organisme :** la pergola et l'espace intérieur clôturé

**Équipements et matériel prêté :** non applicable

**Usage du Local :**

- L'Organisme utilisera l'espace de la Serre pour des fins de 1) production maraîchère ou ornementale, 2) de plateau d'affiliation sociale/d'insertion socioprofessionnelle ou et 3) de lieu de formation ou d'animation pour la population.
- L'Organisme pourra accueillir des organismes, des groupes ou des citoyens dans le cadre des activités proposées;
- Seul le matériel en lien direct avec les activités de la Serre pourra y être entreposé;
- L'organisme assurera une programmation annuelle d'activités pour les différents volets du projet: production maraîchère et ornementale, formations et ateliers sur l'agriculture urbaine et en fera la promotion auprès du public;

**Appui au projet :**

- L'Arrondissement pourrait autoriser l'Organisme à utiliser temporairement des espaces près du chalet de parc ou dans le parc Walter-Stewart, si l'usage est lié aux activités ou événements relevant de la programmation annuelle. Des approbations devront toutefois être obtenues au préalable à cette fin;

- L'Arrondissement pourrait autoriser la vente directe sur le lieu de production des produits maraîchers et ornementaux cultivés à la serre. L'Organisme devra faire une demande en ce sens et obtenir les autorisations nécessaires.

## ANNEXE 2
## PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

### 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

### 2. COMMUNICATIONS

### 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

    - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur

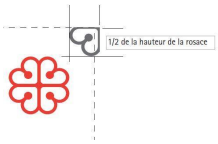
positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).




- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).




2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

**«** Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

**«** L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

### 2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

## 2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

### 2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1225179008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Accorder un prêt de local à Sentier urbain, à titre gratuit, pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire Emily-De Witt située au 2215, rue Dufresne, la valeur locative étant de 12 852$ / Approuver un projet de convention se terminant le 31 décembre 2025 à cette fin |




1225179008_Sentier urbain_grille d'analyse Montréal 2030.pdfREQ Sentier Urbain.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

**Tél :** 514 868-4180
**Télécop. :** 514 868-5810

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1225179008
Unité administrative responsable : Div des sports, des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie
Projet : Gestion de la serre communautaire Emily-De Witt par Sentier urbain

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité
- Priorité 6 : Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

  La serre produit des plants potagers, verdurettes et légumes vendus en partie au Marché solidaire Frontenac et en partie directement à la serre, donc une production alimentaire locale en circuit court. La serre sert aussi de plateau d'affiliation et d'insertion sociale pour de jeunes adultes âgé-e-s de 18 à 25 ans. Pendant leur parcours, les participant-e-s y développent leurs compétences sociales et professionnelles.

- Priorité 6 : Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

  Les activités de la serre permettent d'assurer une production à l'année d'aliments frais et abordables pour le quartier. Une partie de la production est vendue à la serre et au Marché solidaire Frontenac. une autre partie est remise à la banque alimentaire du quartier, et des plants potagers sont également donnés à la population et aux organismes du territoire pour leurs propres jardins.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?<br><br>L'organisme accueille des participant-e-s de tous les horizons et est sensible à la sous-représentation des femmes et personnes LGBTQ+ dans les groupes mixtes, notamment parce que ces populations ne se sentent pas toujours incluses et en sécurité. Il a bâti donc des partenariats avec des organismes œuvrant auprès de ces populations et a prioritairement ciblé, pour son recrutement, des organismes offrant des services aux femmes et aux personnes faisant partie de la diversité sexuelle et de genre. La personne responsable de l'intervention possède une bonne connaissance de ces enjeux et s'assure que le milieu est sécuritaire, inclusif et adapté. | **x** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Registraire des entreprises Québec

# Rechercher une entreprise au registre

## État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-07-12 10:39:53

### État des informations

#### Identification de l'entreprise

| | |
|---|---|
| Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) | 1148130231 |
| Nom | SENTIER URBAIN |

#### Adresse du domicile

| | |
|---|---|
| Adresse | 310-1710 rue Beaudry<br>Montréal (Québec) H2L3E7<br>Canada |

#### Adresse du domicile élu

| | |
|---|---|
| **Nom de l'entreprise** | SENTIER URBAIN |
| **Nom de la personne physique** | |
| Nom de famille | Dénommé |
| Prénom | Pierre |

| | |
|---|---|
| Adresse | 1710, BEAUDRY, BUREAU 3.10<br>MONTRÉAL (QUÉBEC)<br>H2L3E7 |

#### Immatriculation

| | |
|---|---|
| Date d'immatriculation | 1998-11-09 |
| Statut | Immatriculée |
| Date de mise à jour du statut | 1998-11-09 |
| Date de fin d'existence prévue | Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre. |

#### Forme juridique

| | |
|---|---|
| Forme juridique | Personne morale sans but lucratif |
| Date de la constitution | 1998-11-09 Constitution |
| Régime constitutif | |

| | |
|---|---|
| | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |
| Régime courant | QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) |

**Dates des mises à jour**

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'état de renseignements | 2021-11-12 |
| Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle | 2021-11-12 2021 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022 | 2022-11-15 |
| Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021 | 2021-11-15 |

**Faillite**

L'entreprise n'est pas en faillite.

**Fusion, scission et conversion**

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

**Continuation et autre transformation**

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

**Liquidation ou dissolution**

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

**Activités économiques et nombre de salariés**

**1er secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 8699 |
| Activité | Autres associations et organismes des domaines de la santé et des services sociaux |
| Précisions (facultatives) | - |

**2e secteur d'activité**

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 8591 |
| Activité | Autres services d'enseignement |
| Précisions (facultatives) | Éducation et sensibilisation à l'environnement et à la biodiversité auprès de jeunes et d'adultes |

**Nombre de salariés**

Nombre de salariés au Québec

De 6 à 10

## Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

### Liste des administrateurs

| | |
|---|---|
| Nom | DÉTOLLE, JEAN-PHILIPPE |
| Date du début de la charge | 2002-07-11 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Vice-président |
| Adresse | 8225 rue Saint-Dominique Montréal (Québec) H2P2L2 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | FILLION |
| Prénom | MARTINE |
| Date du début de la charge | 2012-01-17 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Secrétaire |
| Adresse | 3420 av. des Érables Montréal (Québec) H2K3V5 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | GARANT |
| Prénom | DAVID |
| Date du début de la charge | 2011-11-01 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Président |
| Adresse | 66 rue des Vétérans Boucherville (Québec) J4B2V4 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Guertin-Brais |
| Prénom | Donald |
| Date du début de la charge | 2020-09-24 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Administrateur |
| Adresse | 402-525 rue Lucien-L'Allier Montréal (Québec) H3C4L3 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Bergeron |
| Prénom | François |
| Date du début de la charge | 2021-10-27 |
| Date de fin de la charge | |
| Fonctions actuelles | Trésorier |
| Adresse | 924 44e Avenue Montréal (Québec) H8T2L1 Canada |

### Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

**Fondé de pouvoir**

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

**Administrateurs du bien d'autrui**

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

## Établissements

| Numéro et nom de l'établissement | Adresse | Activités économiques (CAE) |
|---|---|---|
| **0001 - SENTIER URBAIN**<br><br>**(Établissement principal)** | 310-1710 rue Beaudry Montréal (Québec) H2L3E7 Canada | Organisations civiques et amicales (9861) |
| 0002 - SENTIER URBAIN BECS ET JARDINS | 5,rue Bédard Nédélec (Québec) Canada J0Z2Z0 | Organisations civiques et amicales (9861) |

**Documents en traitement**

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

## Index des documents

**Documents conservés**

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021 | 2021-11-12 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2020-12-08 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020 | 2020-11-10 |
| Lettres patentes supplémentaires | 2020-11-04 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019 | 2019-10-01 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018 | 2018-10-18 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017 | 2017-10-30 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016 | 2016-10-24 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015 | 2015-09-08 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014 | 2014-11-25 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013 | 2013-08-29 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012 | 2012-06-26 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2012-02-16 |
| DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011 | 2011-08-10 |
| Déclaration annuelle 2010 | 2011-07-18 |
| Déclaration annuelle 2009 | 2009-09-09 |
| Déclaration annuelle 2008 | 2008-10-22 |
| Déclaration annuelle 2007 | 2007-12-11 |
| Déclaration modificative | 2007-12-11 |
| Déclaration annuelle 2006 | 2006-07-24 |
| Déclaration annuelle 2005 | 2006-03-22 |
| Déclaration annuelle 2004 | 2004-12-08 |
| Déclaration modificative | 2004-02-05 |
| Déclaration annuelle 2003 | 2004-01-15 |
| Déclaration annuelle 2002 | 2002-12-17 |
| Lettres patentes supplémentaires | 2002-06-04 |

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| Déclaration annuelle 2001 | 2001-11-06 |
| Déclaration annuelle 2000 | 2000-11-27 |
| Déclaration annuelle 1999 | 2000-08-25 |
| Avis de défaut | 2000-05-25 |
| Déclaration initiale | 1999-01-18 |
| Certificat de constitution | 1998-11-09 |

## Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2009-09-09

### Nom

| Nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| SENTIER URBAIN | | 1998-11-09 | | En vigueur |

### Autres noms utilisés au Québec

| Autre nom | Versions du nom dans une autre langue | Date de déclaration du nom | Date de déclaration du retrait du nom | Situation |
|---|---|---|---|---|
| SENTIER URBAIN BECS ET JARDINS | | 2009-09-09 | | En vigueur |
| CRÉATIONS CÔTÉ JARDIN | | 2006-07-24 | | En vigueur |

Québec

© Gouvernement du Québec

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.07

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1218853008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver un projet de servitude temporaire d'aménagement à des fins publiques par lequel Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et le Centre St-Pierre cèdent des droits à la Ville de Montréal sur une partie du lot 1 566 757 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie ayant une superficie approximative de 110 mètres carrés, dans le cadre du programme accès jardins visant le réaménagement d'une partie d'un stationnement en espace vert accessible aux citoyen.ne.s, le tout sans considération financière. |

D'approuver un projet de servitude temporaire d'aménagement par lequel la Corporation Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et le Centre Saint-Pierre cèdent des droits à la Ville de Montréal, sur une partie du lot 1 566 757 du cadastre du Québec dans le cadre du programme accès jardins.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 13:57

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1218853008

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver un projet de servitude temporaire d'aménagement à des fins publiques par lequel Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et le Centre St-Pierre cèdent des droits à la Ville de Montréal sur une partie du lot 1 566 757 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie ayant une superficie approximative de 110 mètres carrés, dans le cadre du programme accès jardins visant le réaménagement d'une partie d'un stationnement en espace vert accessible aux citoyen.ne.s, le tout sans considération financière. |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2018, l'arrondissement de Ville-Marie a mis en place le programme accès jardins (Programme) qui a été conçu pour répondre à un besoin grandissant d'espaces accessibles au public dans l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que pour contribuer à la résilience du territoire.
À travers le Programme, l'arrondissement de Ville-Marie conclut des servitudes long terme avec des propriétaires afin de rendre accessible à tou.te.s et de mettre en valeur des terrains privés ou institutionnels (immobilisations via des aménagements permanents).

En 2019, un concept d'aménagement pour le réaménagement des passages et des rues Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier a été élaboré. Le projet est composé de deux phases. La première phase a été réalisée en 2021. La deuxième phase du projet, qui se réalisera en 2023, comprend le notamment le réaménagement du segment entre les rues De la Visitation et Panet, adjacent au Centre-Saint-Pierre.

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite saisir l'opportunité de la phase 2 du projet pour réaménager une partie du stationnement situé au sud de la rue Sainte-Rose.

Pour réaliser ce projet, la Ville doit négocier une servitude réelle et temporaire d'aménagement à des fins publiques sur une partie du lot 1 566 757 du cadastre du Québec, circonscription de Montréal (ci-après l' "Immeuble") appartenant à les Missionnaires Oblats de

Marie Immaculée (ci-après les "Missionnaires") et qui est géré par le Centre St-Pierre (ci-après le "Centre") étant un centre d'éducation populaire qui offre des services de formation, d'accompagnement et d'intervention sociale et qui détient des droits emphytéotiques sur une partie de l'Immeuble.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CA21 240320,** du 14 septembre 2021: Autoriser une dépense additionnelle de 47 952,82 $, taxes incluses, à Vlan paysages inc. pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant ainsi la dépense maximale de 276 698,49 $ à 324 651,31 $ **Numéro de dossier :** 1196164002

**CA20 240030**, du 11 février 2020 Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18-17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $ **Numéro de dossier :** 1196164002

**CA19 240490**, du 12 novembre 2019: Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc. **Numéro de dossier :** 1196164002

**CA18 240610,** du 21 novembre 2018 : Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 3 165 000 $ pour la réalisation du programme Accès Jardins- volet local – Adoption. **Numéro de dossier :** 1187128005

**CA18 24 0552 0188,** du 9 octobre 2018: Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 3 165 000 $ pour la réalisation du programme Accès Jardins- volet local – Avis de motion et dépôt **Numéro de dossier :** 1187128005

**DESCRIPTION**

Le présent dossier décisionnel a pour but de présenter aux instances décisionnels de l'arrondissement de Ville-Maire pour approbation, le projet de servitude réelle et temporaire d'aménagement de 25 ans à des fins publiques par lequel les Missionnaires et le Centre cèdent des droits à la Ville de Montréal. La servitude se situe au nord de l'Immeuble en bordure de la rue Sainte-Rose entre les rues Panet et de la Visitation, entre la maîtrise et le bâtiment de l'école, sur une largeur de trois (3) mètres. La servitude est constituée d'une partie du lot 1 566 757 du cadastre du Québec, ayant une superficie de près de 110 mètres carrés. La servitude permettra à la Ville de Montréal de réaménager cet espace, actuellement un stationnement privé. Plusieurs végétaux seront plantés et du mobilier urbain sera installé dans le cadre de ces travaux. Un plan d'aménagement est présent en pièce jointe faisant par des aménagements qui seront réalisés. Une description technique de l'assiette de la servitude sera effectuée après les travaux sur le lot.
La Ville devra faire approuver les travaux par le Ministère de la culture et des communications. Les travaux débuteront lorsque la Ville aura reçu les approbations requises.

La servitude permet de lier les Missionnaires, le Centre et la Ville. L'objet du contrat permet à la Ville d'installer, construire, maintenir, remplacer, réparer, entretenir, inspecter, ajouter et exploiter l'Immeuble. La Ville va réaliser les travaux d'aménagement requis pour convertir une partie du stationnement en espace accessible au public. En contrepartie, les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et le Centre St-Pierre s'engagent à donner libre accès, sans frais,

au public aux jardins urbains pendant une période de vingt-cinq (25) ans renouvelable à son échéance pour un (1) terme additionnel de vingt-cinq (25) ans, aux conditions que les parties jugeront mutuellement acceptables, décrites dans l'acte de servitude. La période de vingt-cinq (25) débute à la signature par les deux parties. Vu l'absence de désignation de la partie de l'Immeuble grevée par la servitude temporaire, cette servitude ne sera pas publiée au registre foncier. Elle sera néanmoins valide et opposable entre les parties. La servitude sera publiée au registre foncier qu'à compter de la préparation par un arpenteur-géomètre de la Ville, d'un plan et d'une description technique de l'assiette finale représentant les superficies et dimensions réelles de l'assiette de la servitude. Ce plan et cette description technique pourront être préparés à la fin des travaux d'aménagement sur l'assiette de la servitude. L'entretien des aménagements situés sur l'assiette de la servitude sera réalisé et financé par l'arrondissement de Ville-Marie.

**JUSTIFICATION**

Le centre-ville de Montréal accuse un déficit d'espaces publics. Le programme accès jardins vise à rendre disponibles et accessibles aux montréalais.e.s de nouveaux lieux dans un secteur où les espaces publics sont souvent peu nombreux et où les terrains sont rares et très coûteux.
De plus, le stationnement de La Corporation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée est un fort îlot de chaleur. La diminution de cette zone minérale permettra de contribuer à la résilience du territoire.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La servitude réelle et temporaire est consentie en faveur de la Ville, à titre gratuit.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des priorités 2 et 19 du Plan stratégique Montréal 2030 et aux engagements de la Ville en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle (voir pièce jointe du présent dossier).

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si le projet d'acte n'est pas approuvé par les instances, l'échéancier de réalisation des travaux d'aménagement de la rue Sainte-Rose pourrait être retardé.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune communication n'est prévue pour l'acte de servitude. Des communications seront effectués en amont des travaux.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Appel d'offres pour construction : septembre - octobre 2022
Travaux : Été 2023

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie

Lecture :

Éric BELLEVILLE, 25 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Anais MOULIN
conseiller(ere) en amenagement

**Tél :** 514 915-0488
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Christiane RAIL
chef(fe) de division - amenagement des parcs et actifs immobiliers

**Tél :** (514) 242-9426
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2022-08-31

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1218853008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Approuver un projet de servitude temporaire d'aménagement à des fins publiques par lequel Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et le Centre St-Pierre cèdent des droits à la Ville de Montréal sur une partie du lot 1 566 757 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie ayant une superficie approximative de 110 mètres carrés, dans le cadre du programme accès jardins visant le réaménagement d'une partie d'un stationnement en espace vert accessible aux citoyen.ne.s, le tout sans considération financière. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Nous joignons le projet d'acte de servitude temporaire donnant suite à la recommandation du Service. Nous avons reçu la confirmation du représentant du cédant à l'effet qu'il approuve ce projet d'acte et qu'il s'engage à le signer.

L'assiette finale de la servitude, indiquée de façon approximative à l'acte, sera décrite lorsque les travaux d'aménagement seront complétés. La servitude pourra être publiée au registre foncier qu'à compter de la préparation par un arpenteur-géomètre du plan et de la description technique de l'assiette finale de la servitude.

21-002601

**FICHIERS JOINTS**

Intervention- Servitude temporaire.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Daphney ST-LOUIS
Notaire
**Tél :** 514-589-7317

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Daphney ST-LOUIS
Notaire
**Tél :** 514-589-7317
**Division :** Droit notarial

**SERVITUDE D'AMÉNAGEMENT À DES FINS PUBLIQUES**

**Le**

**DEVANT M^e^ Daphney ST-LOUIS**, notaire pour la province de Québec, ayant son domicile professionnel en la ville de Montréal.

**COMPARAISSENT :**

**LES MISSIONNAIRES OBLATS DE MARIE IMMACULÉE**, personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés le treize (13) décembre deux mille vingt (2000), en vertu de la *Loi sur les corporations religieuses* (RLRQ, c. C-71) et immatriculée sous le numéro 1149742059 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, c. P-44.1), ayant son siège au 460, 1ère Rue, bureau 600, à Richelieu, province de Québec, J3L 4B5, le Père Luc Tardif dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA 2021-00 adoptée par son conseil d'administration, lors de son assemblée tenue le treize (13) décembre deux mille vingt et un (2021), dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après appelée les « **Missionnaires** »

**ET :**

**CENTRE ST-PIERRE**, personne morale sans but lucratif, ayant son adresse au 1212, rue Panet, à Montréal, province de Québec, H2L 2Y7, ici représentée et agissant par Charles Fillion, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de son conseil d'administration, lors de son assemblée tenue le dix-sept (17) mai deux mille vingt et un (2021), dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après appelée le « **Centre** »

Les Missionnaires et le Centre étant ci-après collectivement appelés le « **Cédant** »

**ET :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie, sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, à Montréal, province de Québec, H2L 4L8,

représentée par Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte et en vertu :

1) de l'article 130 paragraphe 6 de la Charte;

2) de l'article 6 alinéa 2 du *Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA24-009)*; et

3) de la résolution numéro CA22 adoptée par le conseil d'arrondissement le deux mille vingt-deux (2022) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après appelée la « **Ville** »

Le Cédant et la Ville sont également collectivement désignés comme les « **Parties** » dans le présent acte.

**LESQUELLES, PRÉALABLEMENT À L'ÉTABLISSEMENT DE LA SERVITUDE TEMPORAIRE D'AMÉNAGEMENT À DES FINS PUBLIQUES QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :**

**ATTENDU QUE** les Missionnaires sont propriétaires de l'immeuble connu et désigné comme étant le lot UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE-SEPT (1 566 757) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après l'(« Immeuble »);

**ATTENDU QUE** le Centre détient des droits emphytéotiques sur l'Immeuble ;

**ATTENDU QUE** la Ville a conçu un programme nommé Programme Accès jardins (ci-après le « Programme »), pour répondre à un besoin grandissant de parcs et d'espaces verts dans l'arrondissement de Ville-Marie;

**ATTENDU QUE** la Ville a proposé au Cédant d'aménager un espace vert sur une partie de l'Immeuble dans le cadre du Programme et que le Cédant a accepté;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Cédant.

**CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, LES PARTIES CONVIENNENT DE**

**CE QUI SUIT :**

## OBJET DU CONTRAT

Le Cédant constitue, par les présentes, contre la partie de l'Immeuble ci-après désignée, considérée comme Fonds servant, au bénéfice de la Ville, une servitude temporaire d'aménagement d'espace vert public dans le cadre du Programme, accordant les droits suivants, savoir :

1. Un droit pour la Ville d'installer, construire, maintenir, remplacer, réparer, entretenir, inspecter, ajouter et exploiter sur et en dessous du Fonds servant ci-après décrit, un espace vert public et utiliser tout appareil, mobilier urbain, clôture et accessoires s'y rapportant et nécessaires à son exploitation.

2. Un droit d'enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur ledit Fonds servant, toute racine et déplacer hors de l'emprise tout objet, construction ou structure qui pourrait nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement, à l'entretien ou à l'exploitation de l'espace vert public.

3. Un droit pour le public en général de circuler en tout temps à pied à l'intérieur des limites du Fonds servant pour l'exercice de cette servitude, avec tous les droits qui y sont inhérents.

4. Un droit pour la Ville de circuler à pied ou en véhicule sur le Fonds servant et d'y utiliser toutes les machineries, tout l'outillage et tout l'équipement jugés nécessaires pour exercer tout droit accordé par la présente servitude.

5. Un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque plantation, construction ou structure temporaire ou permanente sur, au-dessus et en dessous du Fonds servant incompatible avec l'exercice des droits accordés par la présente servitude et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ce Fonds servant, sauf avec le consentement écrit de la part de la Ville.

## CONVENTION SPÉCIALE

Il est spécialement convenu et entendu entre les Parties que la Ville est et demeure propriétaire des aménagements faits et des équipements placés à l'intérieur des limites du Fonds servant.

## SERVITUDE TEMPORAIRE

Les droits ci-dessus accordés sont aussi établis et créés par le Cédant comme servitude temporaire sur le Fonds servant en faveur de la Ville.

## DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT

L'immeuble décrit comme « Fonds servant » et appartenant au Cédant est désigné comme suit:

Une partie du lot **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE-SEPT (1 566 757 ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de CENT DIX mètres carrés (110 $m^2$).

Le tout tel que montré sur le plan demeurant annexé à l'original des présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après appelé le « **Fonds servant** »

## ASSIETTE FINALE

Le Fonds servant ci-dessus mentionné correspond à la superficie requise pour l'aménagement de l'espace vert dans le cadre du Programme, étant entendu que les Parties préciseront ultérieurement la superficie à la fin des travaux de construction et d'aménagement. Cette nouvelle superficie, qui correspondra au tracé réel et aux dimensions réelles de l'espace vert, formera l'assiette finale de la présente servitude. À cette fin, la Ville devra produire, à ses frais, dans l'année suivant la fin des travaux de construction et d'aménagement de l'espace vert, un plan et une description technique de l'assiette finale de la présente servitude.

De plus, les Parties s'engagent, dès à présent, à préciser l'assiette finale de la présente servitude et à signer tout acte requis à cet effet. La Ville pourra alors, à ses frais, publier la présente servitude au registre foncier.

Ci-après le « **Fonds servant** ».

## MODE D'ACQUISITION DU FONDS SERVANT

Les Missionnaires sont propriétaires du Fonds servant pour l'avoir acquis aux termes d'un acte de donation par Les œuvres oblates de l'Ontario à Les missionnaires oblats de Marie immaculée, reçu par Me Pierre Samson, notaire, le vingt-trois (23) septembre deux mille cinq (2005), sous le numéro 6 712 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-huit (28) septembre deux mille cinq (2005), sous le numéro 12 718 919.

L'Immeuble est sujet à une emphytéose consentie par les

Missionnaires en faveur du Centre, aux termes d'un acte d'emphytéose reçu devant Me Eva Daraghi, notaire, le huit (8) août deux mille vingt-deux (2022), sous le numéro 5 324 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le neuf (9) août deux mille vingt-deux (2022), sous le numéro 27 475 022.

## CONDITIONS

La présente servitude est ainsi consentie aux conditions suivantes :

1. La Ville prendra à sa charge tous les frais inhérents à ladite servitude. Toutefois, tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayants initiés.

2. Les travaux d'aménagement, exécutés par la Ville, dans le cadre du Programme, devront être substantiellement conformes aux plans et devis d'aménagement, approuvés par le Cédant et annexés à l'original des présentes après avoir été reconnus véritables et signés pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

3. La Ville, avant d'entreprendre les travaux d'aménagement ou tous travaux additionnels conformément au paragraphe 4 suivant, devra en aviser le Cédant par écrit, au moins dix (10) jours ouvrables avant le début desdits travaux.

4. La Ville pourra, après avoir obtenu l'approbation du Cédant, à cette fin, effectuer des travaux additionnels aux travaux d'aménagement initiaux. Dans sa demande, la Ville devra soumettre au Cédant les plans et devis des travaux aménagement. L'approbation du Cédant devra être transmise à la Ville dans un délai de dix (10) jours de la réception des plans et devis. À défaut de donner suite à la demande de la Ville dans ce délai, le Cédant sera réputé avoir approuvé les travaux additionnels. Les plans et devis, approuvés par le Cédant seront considérés comme finaux par les Parties et les travaux de la Ville devront être substantiellement conformes à ceux-ci.

5. La Ville assumera la responsabilité de tout dommage ou accident qui pourrait résulter de l'utilisation ou l'existence de la présente servitude sur le Fonds servant, soit aux biens publics ou privés, incluant les ouvrages installés aux fins de l'exercice de cette servitude ou soit aux personnes qui l'utilisent. À cet égard, la Ville s'engage à tenir le propriétaire du Fonds servant indemne, prendre ses fait et cause et le défendre contre toute réclamation, action, condamnation ou tout jugement qui pourrait être rendu contre lui en capital, frais et intérêts, sauf s'il y a faute ou négligence du propriétaire du Fonds servant ou de l'un de ses employés, préposés ou mandataires.

## DURÉE

La présente servitude est consentie pour une période de vingt-cinq (25) ans, à compter de la signature des présentes, avec possibilité de prolongation avec l'accord des deux Parties.

À l'échéance de la présente servitude, le Cédant acquerra par accession, sans indemnité payable à la Ville, la propriété des aménagements situés sur le Fonds servant dans leur état du moment.

Dans les douze (12) mois précédents l'échéance de la servitude, la Ville pourra manifester au Cédant sa volonté d'acquérir le Fonds servant. Dans tel cas, les Parties s'engagent à négocier raisonnablement les termes et conditions de l'acte de transfert de propriété étant entendu que le Cédant pourra à sa discrétion refuser de céder tout droit à la Ville.

## DÉCLARATION DES PARTIES

Les Parties reconnaissent que le droit de circuler sur le Fonds servant, consenti aux présentes, est inclus à titre accessoire à l'exercice de la servitude d'aménagement d'un espace vert. En conséquence, la présente servitude n'est pas visée par l'article 1189 du Code civil du Québec.

## DÉCLARATIONS DU CÉDANT

Le Cédant déclare que le Fonds servant est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

## CONSIDÉRATION

La présente servitude est consentie sans contrepartie monétaire et en considération des avantages que le Cédant et le public en général en retirent, dont quittance totale et finale.

## TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.) RELATIVES À LA SERVITUDE

Si la servitude créée aux termes des présentes est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise fédérale* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

Les numéros d'inscription de la Ville, aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

## CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

## DÉFAUT

Dans l'éventualité où la Ville signifie au Cédant un avis écrit relativement à l'inexécution d'une obligation qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes et si le Cédant ne remédie pas à ce défaut :

1. Dans les dix (10) jours, à compter de la réception de cet avis écrit;

ou

2. Dans le délai moindre indiqué par la Ville dans cet avis si, en raison de la nature de cette inexécution, la Ville est susceptible de subir une perte ou un dommage;

Alors, la Ville pourra, sans autre avis au Cédant, prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le Cédant devra rembourser à la Ville tous les frais raisonnables engagés par celle-ci pour remédier à tout tel défaut.

## DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente précédente relativement à la présente servitude.

## AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville à:

OU

toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6.

b) Le Cédant : à l'attention de

Pour le cas où le Propriétaire du Fonds servant changerait d'adresse sans respecter les prescriptions de l'alinéa précédent le concernant, ce dernier fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

**DONT ACTE à Laval**

**le**

**sous le numéro**

**des minutes de la notaire soussignée.**

**LES PARTIES** déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du 31 août 2020 et dont la période d'effet des mesures est prolongée par l'arrêté 2021-4556 du ministre de la Justice daté du 20 août 2021, identifient et reconnaissent véritable les annexes, puis signent à distance en présence de la notaire soussignée.

**LES MISSIONNAIRES OBLATS DE MARIE IMMACULÉE**

_____

**Par : PERE LUC TARDIF**

**CENTRE ST-PIERRE**

_____

**Par :** CHARLES FILLION

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

**Par :**

_____

**DAPHNEY ST-LOUIS, notaire**

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1218853008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Approuver un projet de servitude temporaire d'aménagement à des fins publiques par lequel Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et le Centre St-Pierre cèdent des droits à la Ville de Montréal sur une partie du lot 1 566 757 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie ayant une superficie approximative de 110 mètres carrés, dans le cadre du programme accès jardins visant le réaménagement d'une partie d'un stationnement en espace vert accessible aux citoyen.ne.s, le tout sans considération financière. |

1218853008- Montréal 2030.pdf

221217_Ste-rose_plan_final-CAD.PDF



Plan_assiette.PNG

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Anais MOULIN
conseiller(ere) en amenagement

**Tél :** 514 915-0488
**Télécop. :**

**Dossier décisionnel**

# Grille d'analyse Montréal 2030

*Version : juillet 2021*

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité #2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*<br><br>*Priorité #19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Pour les priorités 2 et 19 : Plantation de 4 arbres et diminution de près de 100 mètres carrés d'asphalte pour augmenter les espaces accessibles à tous* | | | |

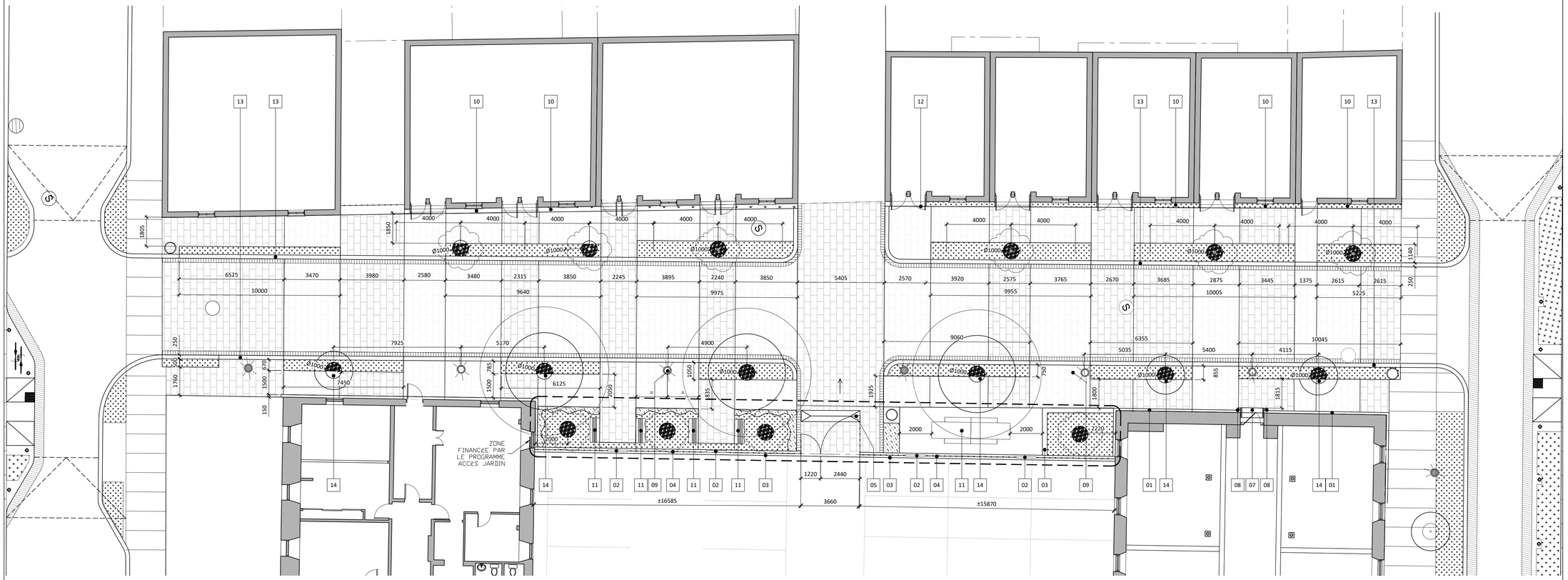
## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle




PLAN D'AMÉNAGEMENT - RUE STE-ROSE 01
1:125 A-00

**EXISTANT**

- REGARD / PUISARD À CONSERVER
- ARBRE EXISTANT À CONSERVER AVEC ZONE DE PROTECTION DE (Voir devis fasc. 32-93-55)
- LAMPADAIRE À CONSERVER
- NOUVEAU LAMPADAIRE / PROJECTEUR

**PROPOSÉ**

- ARBUSTES, GAZON ET VIVACES PROPOSÉES
- VIVACES ET GRAMINÉES PROPOSÉES
- SURFACE DE PAILLIS
- DALLE DE BÉTON PRÉFABRIQUÉE TYPE 1
- DALLE DE BÉTON PRÉFABRIQUÉE TYPE2
- DALLE DE BÉTON PRÉFABRIQUÉE TYPE 3
- BANC TYPE - ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE
- TABLE DE PIQUE-NIQUE ACCESSIBLE
- BOLLARD
- POUBELLE À REBUT
- NOUVEL ARBRE

**NOTES SPÉCIFIQUES**

01 NOUVELLE BORDURE EN GRANIT (PROTECTION DU PATRIMOINE)
02 PANNEAU D'INTERPRÉTATION SUR LA CLÔTURE
03 NOUVEAU MURET DE SOUTÈNEMENT
04 NOUVELLE CLÔTURE, 4 PIEDS DE HAUTEUR
05 NOUVEAU DOS D'ÂNE
06 PORTES DOUBLES DANS LA CLÔTURE EN FER FORGÉ
07 MARCHE EN BÉTON À DÉMOLIR ET À RECONSTRUIRE, CHANGER LES MAIN-COURANTE ABÎMÉES À CAUSE DU DÉNEIGEMENT
08 NOUVEAU BOLLARD
09 NOUVEAU LAMPADAIRE AVC PROJECTEUR POUR ÉCLAIRER L'ESPACE PUBLIC
10 ZONES PRIVATIVES DÉSALPHALTÉES
11 PRÉVOIR BASE EN BÉTON POUR LE MOBILIER URBAIN (TABLES ET BANCS)
12 ALIGNER LE NOUVEAU TROTTOIR AVEC LA DERNIÈRE MARCHE DES ENTRÉES DES BÂTIMENTS.
13 PRÉVOIR UNE BORDURE EN GRANIT, SURÉLÉVATION DU TROTTOIR DE 50mm PAR RAPPORT À LA RUE
14 POUR TOUTES LES FOSSES DE 1 MÈTRE DE DIAMÈTRE QUI EMPIÈTENT SUR LE TROTTOIR, PRÉVOIR UNE GRILLE POUR NIVELLER LA FOSSER AU NIVEAU DU TROTTOIR.
15 DIFFÉRENCE DE ±400mm ENTRE LE NIVEAU DU TROTTOIR ET LE STATIONNEMENT DE L'ÎLOT ST-PIERRE

| | | |
|---|---|---|
| | | 08 |
| | | 07 |
| | | 06 |
| | | 05 |
| | | 04 |
| | | 03 |
| | | 02 |
| PLAN FINAL | 30-06-2021 | 01 |
| RÉVISIONS | JOUR/MOIS/AN | No. |

**RAYSIDE** | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme
1215, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2L 1R5
t 514.935.6684 f 514.935.7620 e info@rayside.qc.ca www.rayside.qc.ca

INGÉNIEUR

INGÉNIEUR

PROJET:
RÉAMÉNAGEMENT
RUE STE-ROSE

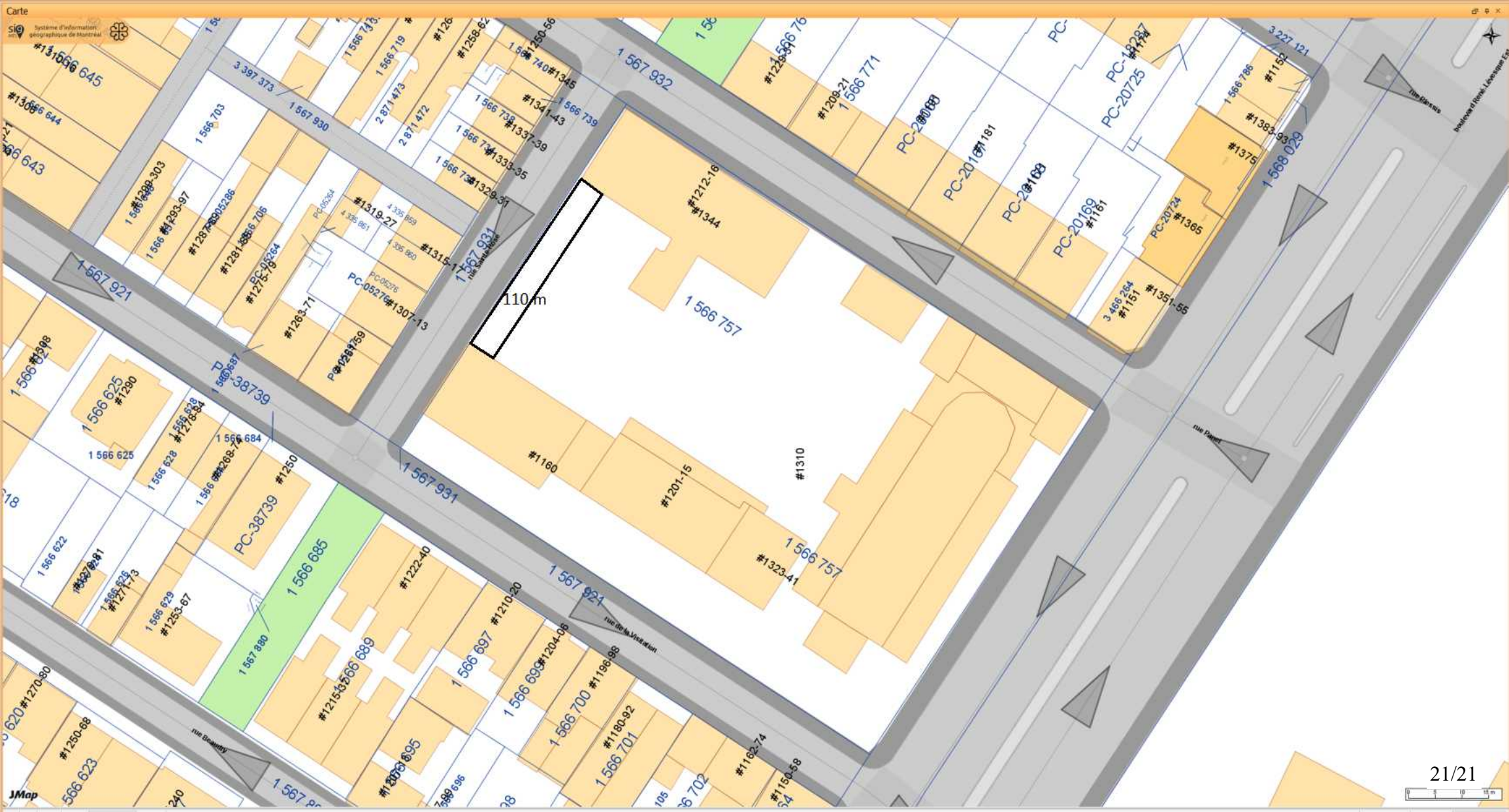
TITRE:
PLAN D'AMÉNAGEMENT

| | |
|---|---|
| No. PROJET: 221217 | SUPERVISÉ PAR: RR |
| DESSINÉ PAR: ST | APPROUVÉ PAR: RR |
| ÉCHELLE: INDIQUÉ | DATE: 30-06-2021 |

SCEAU

ARCHITECTURE A-00

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION


Carte
110 m
1 567 932
1 567 931
1 567 921
1 567 930
1 566 757
1 566 771
1 566 645
1 566 644
1 566 643
1 566 703
1 566 719
1 566 738
1 566 739
1 566 740
1 566 625
1 566 628
1 566 684
1 566 685
1 566 689
1 566 697
1 566 699
1 566 700
1 566 701
1 566 623
1 566 622
1 566 629
1 567 880
1 568 029
3 397 373
3 227 121
2 871 473
2 871 472
3 466 264
PC-38739
PC-20725
PC-20724
PC-20169
PC-05276
PC-05264
#1160
#1201-15
#1310
#1323-41
#1344
#1212-16
#1365
#1375
#1351-55
#1315-17
#1307-13
#1263-71
#1253-67
#1250
#1222-40
#1210-20
#1204-06
#1196-98
#1180-92
#1162-74
#1150-58
#1270-80
#1250-68
rue de la Visitation
rue Beaudry
rue Parent
JMap
21/21

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.08

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1219118015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA21 240486 adoptée à la séance du conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 14 décembre 2021 avec la Société de développement commercial Centre-Ville dans le cadre du « Programme de soutien temporaire à la relance commerciale de l'Arrondissement de Ville-Marie » afin de minorer la contribution de 1 750 $ en raison d'un projet ayant connu des modifications et d'un budget non dépensé dans son intégralité tel que prévu. La dépense maximale est de 11 250 $ |

De modifier la résolution CA21 240486 adoptée à la séance du conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 14 décembre 2021 afin de réduire de 1 750 $ le montant de la contribution de 13 000 $ accordée à la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville dans le cadre du Programme de soutien temporaire à la relance commerciale de Ville-Marie;
De minorer la contribution totale à 11 250 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-09 11:53

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1219118015

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA21 240486 adoptée à la séance du conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 14 décembre 2021 avec la Société de développement commercial Centre-Ville dans le cadre du « Programme de soutien temporaire à la relance commerciale de l'Arrondissement de Ville-Marie » afin de minorer la contribution de 1 750 $ en raison d'un projet ayant connu des modifications et d'un budget non dépensé dans son intégralité tel que prévu. La dépense maximale est de 11 250 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

À cause de la fermeture des restaurants suite aux mesures de la santé publique, il n'a pas été possible d'ouvrir la terrasse dès le début du projet. En plus des fermetures récurrentes, la pénurie de main-d'œuvre a également eu un impact sur les opérations de la terrasse extérieure. Certains membres du personnel refusant de travailler à l'extérieur afin de servir la clientèle. De ce fait, le service de déneigement n'a pas été exploité dans sa totalité.
(Déneigement Service Castello $10 000,00 de budget, pour $8 250,00 de facturé)

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Agathe BESSE-BERGIER
conseiller(-ere) en planification

000-0000
**Tél :**
**Télécop. :** 000-0000

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1219118015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA21 240486 adoptée à la séance du conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 14 décembre 2021 avec la Société de développement commercial Centre-Ville dans le cadre du « Programme de soutien temporaire à la relance commerciale de l'Arrondissement de Ville-Marie » afin de minorer la contribution de 1 750 $ en raison d'un projet ayant connu des modifications et d'un budget non dépensé dans son intégralité tel que prévu. La dépense maximale est de 11 250 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1219118015_addenda.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs

**Tél :** 514-872-8521

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-30

Samba Oumar ALI
Chef de division

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

## Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1219118015 _Addenda

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  *"Réduire de 1 750 $ la contribution totalisant 13 000$ octroyée à la Société de développement commercial Montréal Centre -Ville pour services non rendus, dans le cadre du Programme de soutine temporaire à la relance commerciale de l'arrondissement de Ville - Marie, minorant ainsi la contribution totale à 11 250$ et appprouver la convention modifiée."*

- La contribution avec la société de développement commercial Montréal Centre-Ville passe de 13 000 $ à 11 250 $.
- Il s'agit donc d'une diminution de la contribution d'un montant de 1 750 $.
- Le BC No 1508793 sera reduit de 1 750 $.

| | 2021 | 2022 | Total |
|---|---|---|---|
| Dossier initial (1219118015) S.D.C Montréal Centre- Ville | 10 400,00 $ | 2 600,00 $ | 13 000,00 $ |
| (Diminution) - Addenda S.D.C Montréal Centre - Ville | 0,00 $ | -1 750,00 $ | -1 750,00 $ |
| Total | 10 400,00 $ | 850,00 $ | 11 250,00 $ |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 11 250,00 $ Contribution à la société de développement commercial Montréal Centre-Ville

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306156 | 06501 | 61900 | 016216 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

*Responsable de l'intervention:*

**Kety Onofre**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8512

*Date:* **30-08-2022**

Date et heure système : 30 août 2022 11:42:58

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.09

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1220175007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 000 $ |

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 3 000 $ Espace LGBTQ+;
- 1 000 $ Interloge Centre-Sud;
- 2 500 $ Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;
- 2 000 $ Tradau inc;
- 1 000 $ Partage & Solidarité;
- 3 000 $ Action Centre-Ville;
- 500 $ Jardin communautaire Georges-Vanier.

D'imputer cette dépense totale de 13 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-08 09:26

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1220175007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 000 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

| Montant | Nom de l'organisme et coordonnées | District |
|---|---|---|
| **3 000 $** | Monsieur Nelson de Sousa<br>Espace LGBTQ+<br>2187, rue Larivière<br>Montréal (Québec) H2K 1P5<br>Téléphone : 514 521-0467<br>ndesousa@espacelgbtqplus.org | Saint-Jacques |
| **1 000 $** | Monsieur Louis-Philippe Myre<br>Interloge Centre-Sud<br>Téléphone: 514-522-2107 poste 226<br>Cellulaire: 514-220-1293<br>1503 rue La Fontaine, Montréal (Qc) H2L 1T7 | Sainte-Marie |
| **2 500 $** | Monsieur Yves Pelletier<br>Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud<br>2093, rue de la Visitation<br>Montréal (Québec) H2L 3C9<br>Téléphone: 514 522-2280 poste 214<br>Cellulaire : 514 820-1898<br>fondation@fydcs.ca | Sainte-Marie |

| | | |
|---|---|---|
| | yves.pelletier@asccs.qc.ca | |
| **2 000 $** | Monsieur Vincent Prager<br>Tradau inc<br>3900-1, Place Ville-Marie<br>Montréal (QC) H3B 4M7<br>Téléphone : 514-673-7431<br>vincent.prager@dentons.com | Peter-McGill |
| **1 000 $** | Madame Atlantide Desrochers<br>Partage & Solidarité<br>4274 de Bullion #3, Montréal Qc H2W 2E7<br>Téléphone: 514-659-1773<br>info@partageetsolidarite.org | Le Plateau—Mont-Royal |
| **3 000 $** | Madame Hélène Laviolette<br>Action Centre-Ville<br>105, rue Ontario Est, bureau 201<br>Montréal (QC) H2X 1G9<br>Téléphone:514-878-0847<br>helene.laviolette@acv-montreal.com | Saint-Jacques |
| **500 $** | Monsieur Éric Fortin<br>Jardin communautaire Georges-Vanier<br>1814-235 rue Peel<br>Montréal (QC) H3C 0P8<br>Téléphone: 514-303-1643<br>fortew@icloud.com | Peter-McGill |

**TOTAUX PAR DISTRICT:**

- Cabinet de la mairesse 1 000 $
- Saint-Jacques 6 000 $
- Peter-McGill 2 500 $
- Sainte-Marie 3 500 $

**JUSTIFICATION**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce.s projet.s aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Ghania FRIKH
Chargée de secrétariat

**Tél :** 514.868.5531
**Télécop. :** 514 872-8347

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-01

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

**Tél :** 514 872-7313
**Télécop. :** 514 868-3548

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1220175007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Direction |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 000 $ |

**DOCUMENTS FINANCIERS:**

Aspect financier_GDD 1220175007.pdf

**LISTE DES ORGANISMES:**

Liste des organismes - 1220175007.pdf

**DEMANDES DES ORGANISMES:**

Jardin communautaire Georges-Vanier.pdf

Action Centre-Ville.pdf

Partage & Solidarité.pdf

Tradau.pdf

Espace LGBTQ.pdf

Interloge Centre-Sud.pdf

Fondation Yvon Deschamps.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Ghania FRIKH
Chargée de secrétariat

**Tél :** 514.868.5531
**Télécop. :** 514 872-8347

| CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 13-09-2022 – CONTRIBUTIONS DES ÉLUS-ES / DOSSIER 1220175007 | | |
|---|---|---|
| **Organisme demandeur** | **Projet** | **Siège social - District** |
| Monsieur Nelson de Sousa<br>Espace LGBTQ+<br>2187, rue Larivière Montréal (Québec) H2K 1P5<br>Téléphone : 514 521-0467<br>ndesousa@espacelgbtqplus.org | Demande de soutien financier afin de soutenir les ressources humaines attitrées au projet 2240 Fullum dans le bon fonctionnement des activités. | Saint-Jacques |
| Monsieur Louis-Philippe Myre<br>Interloge Centre-Sud<br>Téléphone: 514-522-2107 poste 226<br>Cellulaire: 514-220-1293<br>1503 rue La Fontaine, Montréal (Qc) H2L 1T7 | Exposition Interloge Écomusée du Fier-Monde destinée à différents publics et qui aura lieu l'automne 2022, jusqu'à l'hiver 2023. | Sainte-Marie |
| Monsieur Yves Pelletier<br>Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud<br>2093, rue de la Visitation<br>Montréal (Québec) H2L 3C9<br>Téléphone: 514 522-2280 poste 214<br>Cellulaire : 514 820-1898<br>fondation@fydcs.ca<br>yves.pelletier@asccs.qc.ca | Soirée bénéfice de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud pour la levée de fonds de l'organisme qui aura lieu au casino de Montréal le lundi 19 septembre prochain. | Sainte-Marie |
| Monsieur Vincent Prager<br>Tradau inc<br>3900-1, Place Ville-Marie<br>Montréal (QC) H3B 4M7<br>Téléphone : 514-673-7431<br>vincent.prager@dentons.com | Organisation du barbecue estival annuel qui aura lieu le 10 septembre prochain. | Peter-McGill |
| Madame Atlantide Desrochers<br>Partage & Solidarité<br>4274 de Bullion #3,<br>Montréal Qc H2W 2E7<br>Téléphone: 514-659-1773<br>info@partageetsolidarite.org | Demande de soutien financier pour le maintien de comptoirs alimentaires gratuits au CCLGBTQ+ et lutter contre le gaspillage alimentaire dans le quartier, tout en offrant un support alimentaire gratuit et de qualité aux démuni.e.s du secteur. | Le Plateau—Mont-Royal |
| Madame Hélène Laviolette<br>Action Centre-Ville<br>105, rue Ontario Est, bureau 201<br>Montréal (QC) H2X 1G9<br>Téléphone:514-878-0847<br>helene.laviolette@acv-montreal.com | Préparer les activités pour l'automne afin de répondre adéquatement aux nouveaux besoins des aînés et contribuer à favoriser la santé globale ainsi que la sécurité alimentaire des aînés et, par conséquent à une meilleure qualité de vie dans l'arrondissement Ville-Marie. | Saint-Jacques |
| Monsieur Éric Fortin<br>Jardin communautaire Georges-Vanier<br>1814-235 rue Peel<br>Montréal (QC) H3C 0P8<br>Téléphone: 514-303-1643<br>fortew@icloud.com | Demande soutien financier afin de réaménager une partie du jardin qui a été détruite par la construction de la Coop-Verte et d'acheter des végétaux, arbustes et arbres. | Peter-McGill |

---------- Forwarded message ---------
De : **Eric Fortin** <fortew@icloud.com>
Date: sam. 27 août 2022, à 09 h 41
Subject: demande de soutien: Jardin communautaire Georges-Vanier
To: <marieke.cloutier@montreal.ca>, Sebastien PAYEUR
<sebastien.payeur@montreal.ca>

Bonjour, au nom du jardin communautaire Georges-Vanier de Montréal, je vous réitère cette année notre demande de soutien financier. Avec votre généreux don de l'an dernier, nous avons pu acheter des outils pour nos jardiniers, dont un coupe-bordure et une nouvelle tondeuse électriques. Cette année nous voulons réaménager la partie du jardin qui a été détruite par la construction de la Coop-Verte et nous aurons besoin d'acheter des végétaux, arbustes et arbres pour ce faire.

Votre soutien régulier nous a aussi permis au fil des ans d'organiser des activités pour nos jardiniers, d'acheter des outils et de faire l'entretien de notre bel oasis du centre-ville.

En vous remerciant à l'avance pour votre aide,

Éric Fortin
Président jardin communautaire Georges-Vanier
Montréal

105, rue Ontario Est, Montréal, QC, H2X 1G9

Téléphone : 517.878.0847 Télécopieur : 514.878.0452

Site internet : www.acv-montreal.com

Montréal, le 18 août 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse de l'arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve est, 19e étage
Montréal (QC) H2L 4L8

**Objet : Demande de soutien à la mission**

Madame la Mairesse,

Par la présente nous vous sollicitons pour une contribution de 3 000$ afin de nous permettre de continuer à accomplir notre mission, qui est celle de contribuer au mieux-être des personnes aînées. Action Centre-Ville est un organisme communautaire qui offre des activités et des services à faible coût aux aînés et qui a été en première ligne lors de ces deux années de pandémie. Nous sommes situés en face des Habitations Jeanne-Mance, l'un des plus grands complexes de logements sociaux à Montréal dans lequel résident plus de 400 personnes aînées.

La dernière année a été marquée par la reprise graduelle de notre vie associative malgré les multiples changements sanitaires liés à la Covid-19 qui survenaient. Nous avons ainsi pu reprendre contact avec nos membres en présentiel via plusieurs de nos activités et services. Nous constatons quotidiennement à quel point les aînés ont souffert des conséquences de la crise sanitaire. Que ce soit au niveau physique, psychologique ou social, la grande majorité des aînés que nous desservons vivent présentement les contre coups de ces deux années de pandémie. À cela s'ajoutent les nombreux défis du contexte actuel : crise du logement, hausse du coût de la vie, etc.

C'est pourquoi les activités et les services de proximité que nous offrons, dans le cadre de notre mission, sont plus que jamais essentiels et répondent aux besoins des plus vulnérables. Ils contribuent à favoriser la santé globale ainsi que la sécurité alimentaire des aînés et, par conséquent à une meilleure qualité de vie dans l'arrondissement Ville-Marie.

Notre organisme est un milieu de vie dynamique où s'impliquent régulièrement plus de 90 bénévoles. La grande majorité des activités que nous offrons sont animées par des bénévoles, ce qui rend leurs coûts extrêmement faibles. Nos repas communautaires sont ouverts à toutes les personnes, quel que soit leur âge, ce qui favorise une belle mixité sociale.

Vous trouverez ci-joint notre dernier rapport annuel qui a été présenté à notre assemblée générale du mois de juin dernier.

Nous vous remercions vivement de l'attention que vous porterez à notre demande et vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, nos meilleures salutations.

HLaviolette

Hélène Laviolette
Codirectrice générale
514-878-0847
helene.laviolette@acv-montreal.com

Partage & Solidarité
COMPTOIRS ALIMENTAIRES
Récupération | Distribution
MONTRÉAL

Objet : demande de don

Adressée à Monsieur Robert Beaudry

En date du 22 08 2022

Cher Monsieur Beaudry,

Au nom de l'organisme de bienfaisance Partage & Solidarité, créé par mes soins en 2017 et dont la mission consiste à récupérer la nourriture non vendue par les commerces montréalais pour la redistribuer gratuitement aux plus démuni.e.s, je sollicite le soutien financier de l'arrondissement pour un montant de cinq mille dollars (2 000, 00$) afin d'aider au maintien et à la durabilité de notre comptoir alimentaire gratuit situé au 2075 rue Plessis, dans les locaux du Centre Communautaire LGBTQ+ qui nous prête un local chaque lundi depuis maintenant 3 ans. Nous offrons un soutien alimentaire et de qualité à + de 75 personnes et familles du quartier dans le besoin chaque semaine. Grâce à notre partenaire Gorendez-vous, la plateforme de prise de rendez-vous en ligne bien connue, nos bénéficiaires peuvent réserver leurs paniers en toute discrétion et en toute autonomie.

Nous aurons d'ailleurs le plaisir de recevoir Madame Manon Massé le lundi 5 septembre, qui viendra participer à notre distribution alimentaire gratuite. Nous serons bien sûr heureuses et heureux de vous y accueillir le même jour, ou à une date qui vous conviendra mieux.

En effet, Partage & Solidarité Montréal assure 9 distributions alimentaires gratuites par semaine, compose 3500 paniers de dépannages alimentaires gratuits par mois et récupère mensuellement 25 tonnes de nourriture invendue initialement destinées aux poubelles. Grâce à nos 47 magasins et nos 9 organismes communautaires partenaires, nous offrons nos services aux plus démuni.e.s dans 9 quartiers de Montréal, soit 5 arrondissements. En voici la liste :

- Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
- Arrondissement du Plateau-Mont-Royal
- Arrondissement du Sud-Ouest
- Arrondissement Villeray
- Arrondissement Ville-Marie-Centre-ville

**Nos partenaires communautaires**

- Centre du Plateau
- Centre communautaire la Maison de l'amitié
- Association récréative Milton Parc
- Centre communautaire LGBTQ+
- Tempts Libre Mile End
- Maison des jeunes du Plateau
- Bâtiment 7
- Collège Jean-de-Brébeuf
- École Joseph Charbonneau

**Nos partenaires financiers 2021-2022**

- Caisse populaire du Plateau-Mont-Royal
- Arrondissement du Plateau-Mont-Royal
- Arrondissement de Ville-Marie Centre-Ville
- Food Banks
- Wallmart
- De généreux particuliers

**Quelques uns de nos 47 commerces ou fabricants partenaires**

- Super C métro Jarry

- Courchesne Larose
- Dubé Loiselle
- Gusta
- Métro Laurier
- Métro Mont-Royal
- Métro Jean-Talon
- Fromagerie Atwatter centre sud
- Épicerie PA & PA nature
- Provigo St Urbain
- Jean Coutu (2 suc)
- Pharmaprix (4 suc) dont le pharmaprix rue Ontario
- Rachelle Béry (3 suc) dont une dans le Centre Sud

**La santé toute l'année!**

Grâce à la diversité de nos 47 commerçants partenaires, les paniers offerts par Partage & Solidarité sont composés toute l'année de fruits, de légumes, de pain, et de produits riches et variés. Une alimentation saine permet une meilleure santé. L'imminente Dre Julie St-Pierre parle d'ailleurs de Partage & Solidarité dans son livre 'Redonner la santé à toute la famille', paru chez Édito en mars 2021. '*Ce genre d'initiative devrait faire des petits partout'* souligne-t-elle, après tout un paragraphe d'éloges.

**Partage & Solidarité lutte pour l'environnement**

Partage & Solidarité récupère mensuellement 25 tonnes et + de nourriture invendue initialement destinées aux poubelles. Avant notre intervention, cette même quantité de nourriture viable se retrouvait dans des sites d'enfouissement et généraient des gaz à effet de serre, lesquels perturbent les processus naturels qui se produisent dans l'atmosphère. Le réchauffement climatique est une de leurs nombreuses conséquences. La récupération alimentaire est indispensable à la bonne santé de notre planète.

Nous avons, à ce propos, reçu cette année un certificat de Carbone Solène Québec pour notre implication, en collaboration avec la Caisse populaire du Plateau-Mont-Royal, auprès dudit organisme. Il est également important de savoir que je suis à l'origine de la consultation publique sur le gaspillage alimentaire qui s'est déroulée à Montréal en 21/22. En effet, j'ai déposé la pétition qui a enclenché le processus, recueilli en 90 jours les 15 000 signatures de Montréalais.e.s nécessaires à officialiser la démarche, puis présenté un dossier issu de mes propres constats sur le terrain (photos de contenus de poubelles à l'appui). J'ai également déposé deux mémoires sur le sujet, tous deux disponibles auprès de la Ville de Montréal. Enfin, j'ai adressé une pétition de près de 8 000 signatures aux membres de l'Assemblée Nationale en 2019, laquelle demandait entre autres au gouvernement d'inciter les partenariats entre les organismes et les commerces, et l'interdiction du saccage des aliments viables. Cette pétition était marrainée par Madame la Députée Ruba Ghazal.

Cher Monsieur Beaudry, le don de votre arrondissement nous permettra de mener à bien notre double mission qui consiste à lutter activement contre le gaspillage alimentaire dans le quartier, tout en offrant un support alimentaire gratuit et de qualité;aux plus démuni.e.s du secteur. Pour finir, vous trouverez, en pièce jointe au présent courriel, nos lettres de référence. Notre trésorière Madame Lyne Cauchon se fera un plaisir de vous envoyer tout autre document nécessaire au traitement de la présente demande si besoin. En ce qui me concerne, je demeure disponible en tout temps par courriel à info@partageetsolidarite.org ou par téléphone au (514) 659 – 1773, pour répondre à vos questions, dans l'espoir d'une réponse favorable à la présente demande.
Bien cordialement

**Atlantide Desrochers**

**Directrice générale**

Pronom : elle

J’indique ici mon pronom d’usage afin de favoriser l’inclusion

des employé-es trans, queers, non-binaires et autres.

M. +1 514-659-1773

---------- Message transféré ---------
De : **Prager, Vincent** <vincent.prager@dentons.com>
Date : sam. 20 août 2022 à 19:34
Objet : Tradau Summer Party
À : Serge SASSEVILLE <serge.sasseville@montreal.ca>

Bonsoir Serge

I hope all is well with you. I am spending the summer running the Museum in St. Andrews NB. but I will be home the week after Labour Day. I hope you are having a good summer too.

Tradau will hold its traditional Summer Party – together with its AGM – on September 10th [11th in case of rain] and we would all very much like you to come. We usually hold it on Highland. Barbecue, soft drinks, desserts, etc.

In the past our Councilor has been able to get us a small grant [about $1500] for this event. Would that be possible this year again?

I look forward to seeing you soon again

Ciao

Vincent

DENTONS
Vincent Prager
Conseil

Et maintenant? Qu'est-ce qui vous aidera à aller plus loin? La réponse, c'est la force de notre équipe. Dentons compte plus de 20 000 personnes, dont plus de 12 000 avocats, œuvrant dans plus de 200 bureaux dans le monde, qui possèdent les compétences et l'expérience dont vous avez besoin, où que vous meniez vos activités.

D +1 514 673 7431 | C +1 514 576 3210
vincent.prager@dentons.com
Bio | Site Web

Dentons Canada S.E.N.C.R.L.
1, Place Ville Marie, bureau 3900 Montréal (Québec) H3B 4M7 Canada

Fernanda Lopes & Associados > Guevara & Gutierrez > Paz Horowitz Abogados > Sirote > Adepetun Caxton-Martins Agbor & Segun > Davis Brown > East African Law Chambers > Eric Silwamba, Jalasi and Linyama > Durham Jones & Pinegar > LEAD Advogados > Rattagan Macchiavello Arocena > Jiménez de Aréchaga, Viana & Brause > Pour obtenir de plus amples renseignements sur les cabinets d'avocats qui se sont joints à Dentons, visitez

le dentons.com/cabinetsfondateurs

Montréal, le 20 juillet 2022

**Mme Sophie Mauzerolle**
Conseillère de la ville de Montréal
Arrondissement Ville-Marie

**Demande de soutien au maintien de la ressource humaine attitrée au complexe communautaire du 2240 Fullum**

Chère Mme Mauzerolle,

Nous vous contactons aujourd'hui pour solliciter une demande de soutien de 3000$ afin de soutenir notre ressource humaine attitrée au projet 2240 Fullum dans le bon fonctionnement de ses activités. En tant qu'organisme rassemblant près de 30 groupes communautaires LGBTQ+ montréalais, nous avons reçu le mandat de développer un complexe communautaire LGBTQ+ dans l'arrondissement Ville-Marie qui pourra rayonner à l'échelle locale et nationale. En raison de ce mandat, nous avons été engagés pour notre expertise afin de nous occuper de la gestion d'un nouveau complexe communautaire dans l'arrondissement Ville-Marie au 2240 Fullum. Ce complexe n'est pas spécifique aux réalités LGBTQ+, mais hébergera au cours des prochaines années un organisme LGBTQ+ dont la mission sera de développer le premier centre d'hébergement transitoire pour personnes trans à Montréal.

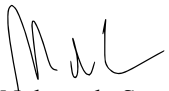
Afin d'assurer ce mandat de gestion, nous avons engagé une ressource humaine pour prendre en charge les tâches associées au 2240 Fullum. Le maintien de notre ressource humaine est importante à la réalisation de ce complexe en raison du rôle pionnier de notre ressource humaine dans la concrétisation et l'application du projet.

Nous croyons qu'il serait gagnant pour notre mission, ainsi que pour les objectifs communs que nous partageons avec vous, d'entretenir un partenariat dans le cadre de ce projet de complexe communautaire au 2240 Fullum. Votre soutien financier nous servira de levier afin d'assurer la pérennité de notre ressource humaine attitrée au 2240 Fullum pour l'année 2022. La pérennité de cette ressource humaine est essentielle à la réalisation de ce projet. Ses mandats actuels comprennent: être une personne ressource auprès différents organismes du complexe, faire un lien entre les organismes et le propriétaire du bâtiment, faire de la consultation auprès des organismes, analyser et gérer les besoins et les ressources, assurer un suivi et un soutien aux organismes.

## Qui sommes-nous

ESPACE LGBTQ+ est né d'un regroupement d'organismes LGBTQ+ montréalais possédant un rêve commun : celui de voir naître un complexe communautaire LGBTQ+ qui permettra à ses organismes membres d'avoir accès à une vitrine et à des espaces perrens. La mission d'ESPACE LGBTQ+ est donc de développer et de gérer un réseau immobilier de locaux abordables, accessibles et adaptés pour les groupes communautaires de la diversité sexuelle et des genres, tout en favorisant un environnement évolutif pour la mise en commun de services et de ressources. Le développement de ce centre communautaire serait le premier en ce genre au Québec.

Bien à vous,



Nelson de Sousa
Président
ndesousa@espacelgbtqplus.org

# Projet d'exposition – Interloge Centre-Sud

**Contexte :**
Fondé en 1978, Interloge Centre-Sud est maintenant parvenu à un moment charnière de son histoire. Des personnes pionnières ont quitté ou quitteront sous peu l'organisation, alors que de nouvelles forces prennent le relais et porteront à leur tour la mission et les valeurs de cette entreprise d'économie sociale qui gère un parc immobilier de plus de 730 unités. Les grands projets qui touchent actuellement le Centre-Sud offrent également des perspectives de développement prometteuses pour l'organisme dont la mission principale demeure d'offrir des logements abordables aux ménages à revenus modestes.

Après plus de 40 ans d'histoire, Interloge souhaite jeter un regard sur le chemin parcouru, afin de prendre la juste mesure de ses réalisations et de se projeter dans l'avenir. L'Écomusée du fier monde et Interloge Centre-Sud souhaite donc travailler en partenariat à la réalisation d'un important projet d'exposition.

**Description du projet :**
Le projet consisterait à réaliser une exposition de grande envergure qui présenterait l'histoire d'Interloge Centre-Sud, dans son contexte historique et social. L'organisme dispose d'archives importantes qui témoignent des grandes étapes de son développement et des différents projets réalisés. Les témoignages des personnes clés qui ont contribué à l'évolution de l'organisme seraient également recueillis et présentés dans l'exposition. À travers l'histoire d'Interloge, il serait possible d'aborder des thématiques comme l'engagement citoyen, le logement ou encore la qualité de vie dans le Centre-Sud.

Plus spécifiquement, les composantes du projet seraient :

- réalisation et présentation d'une exposition à l'Écomusée du fier monde;
- réalisation et présentation d'un programme d'activités destiné à différents publics : visites commentées, circuits urbains, conférences, événements festifs, etc.;
- réalisation d'une publication de qualité, à partir du contenu de l'exposition.

**Échéancier possible :**
L'exposition serait présentée à partir de l'automne 2022, jusqu'à l'hiver 2023.

**Budget (ordre de grandeur) :**

| **Postes budgétaires :** | **Exposition modeste** | **Exposition d'envergure** |
|---|---|---|
| Recherches<br>- Ressources humaines (recherchistes, commissaire d'exposition, autres…) | 3 000,00 $ | 10 000,00 $ |
| Conception<br>- Scénario d'exposition<br>- Conception graphique<br>- Muséographie (plan de mise en espace) | 5 000,00 $ | 20 000,00 $ |
| Production<br>- Rédaction des textes et cartels<br>- Révision<br>- Production du matériel d'exposition<br>- Production de matériel didactique<br>- Réalisation d'entrevues | 15 000,00 $ | 40 000,00 $ |
| Diffusion et promotion<br>- Frais pour la présentation de l'exposition<br>- Relations de presse<br>- Matériel promotionnel<br>- Outils numériques<br>- Activités d'animation/circuits urbains | 15 000,00 $ | 30 000,00 $ |
| Publication<br>- Graphisme<br>- Révision<br>- Impression | - | 10 000,00 $<br>(publication couleur, reliure allemande, 2000 exemplaires) |
| Administration | 2 000,00 $ | 5 000,00 $ |
| **Totaux :** | 40 000,00 $ | 115 000,00 $ |

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

2093, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C9
T 514.774.YVON (9866)
TC 514.522.6702
www.FYDCS.ca

Conseil d'administration

Yves Laverdière, Avocat
Président

Judi Richards
Vice-présidente

Claude De Gagné, Groupe DCB
Trésorier

Francine Duquette
Secrétaire

Yvon Deschamps
Administrateur

Virginie Dufresne-Lemire, Avocate
Administratrice

Stéphane Drouin,
Administrateur

Louise-Marie Rousseau
Administratrice

Sarah-Émilie Deschamps
Administratrice

Maxime Poulin
Administrateur

Directrice générale

Marie-Chantal Renaud
dg@fydcs.ca

Montréal, 16 août 2022

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 2L8

**Objet : Sollicitation de soutien financier pour la soirée bénéfice de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud**

Madame la Mairesse,

Dans le cadre de notre souper spectacle bénéfice annuel de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud auquel l'arrondissement Ville-Marie a toujours été un fidèle partenaire, je me permets encore une fois cette de vous solliciter pour l'octroi d'un montant de 10 000 $ afin de soutenir notre levée de fonds. Notre soirée aura lieu le lundi 19 septembre prochain au Cabaret du Casino de Montréal.

Cette année, plusieurs artistes de renom (tels que Martin Matte, Lise Dion, Stéphane Rousseau, Laurent Paquin et plusieurs autres) ont accepté de relever le défi d'interpréter des monologues d'Yvon Deschamps. La soirée débute par un cocktail suivi d'un souper gastronomique et du spectacle **Yvon Deschamps Intemporel**.

Cet événement-bénéfice répond à une cause qui nous tient tout particulièrement à cœur, soit d'amasser des fonds pour la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud, qui a pour principale mission de soutenir l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) dans l'offre de ses programmes dédiés à la jeunesse. La persévérance et la réussite scolaire, l'accessibilité aux loisirs pour tous et la maturité scolaire des tout-petits sont des enjeux primordiaux pour la Fondation.

L'implication sociale est au cœur de nos vies et de nos actions. En 2014, nous avons fondé la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud qui concentre ses activités à soutenir les nombreux projets et programmes de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud. (ASCCS) qui change des vies depuis plus de 40 ans.

Ouvert à tous, mais particulièrement impliquée dans le développement des enfants du quartier, ce centre communautaire maintenant appelé CENTRE YVON DESCHAMPS joue un rôle essentiel dans la vie de ces jeunes dits « à risque » en leur donnant une alternative à la rue, et des opportunités qu'ils n'auraient pas autrement.
La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud souhaite assurer la pérennité et le développement des programmes dédiés au bien-être des jeunes et a besoin de vous.

Nos programmes visent à prévenir le décrochage scolaire et les comportements délinquants en agissant sur les facteurs de risque chez les jeunes, notamment en leur donnant accès à un environnement propice à la réussite scolaire, individuelle et sociale.

De plus, nous profitons de la présente, pour vous inviter officiellement à titre d'invitée d'honneur de cet événement, votre présence se veut indispensable au succès de cette

**Programmes financés par la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud :**

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

soirée. Nous inviterons également les conseillers municipaux de l'arrondissement Ville-Marie.
Nous souhaiterions obtenir une confirmation de votre présence dans les meilleurs délais, et ce, pour nous aider dans la planification et l'organisation de cette soirée.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les plus distingués et nous vous assurons de notre entière collaboration pour tous renseignements supplémentaires rendez-vous le site de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud ou communiquez avec nous par courriel à dg@fydcs.ca.

- Programme éducatif
- Aide aux devoirs
- Cours de natation gratuits pour des groupes d'écoles préscolaires et primaires
- Programmes de sports sur glace
- Sessions de psychomotricité
- Éveil musical
- Accessibilité aux loisirs pour tous
- Camp de jour

Marie-Chantal Renaud
Directrice générale

Yvon Deschamps et Judi Richards

P. j. Plan de partenariat

Dist: Monsieur Sébastien Payeur, Directeur de cabinet Arrondissement Ville-Marie
Monsieur Gabriel Renaud, Directeur-général ASCCS
Pour plus d'informations : Yves Pelletier, Vice-président ASCCS
Tél. : 514 820-1898 yves.pelletier@asccs.qc.ca

Numéro d'organisme de bienfaisance : 842447591RR0001

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1220175007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Direction |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1220175007.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-08

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie, Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1220175007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

*"Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :*

*- 3 000 $ Espace LGBTQ+;*
*- 1 000 $ Interloge Centre-Sud;*
*- 2 500 $ Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;*
*- 2 000 $ Tradau inc;*
*- 1 000 $ Partage & Solidarité;*
*- 3 000 $ Action Centre-Ville;*
*- 500 $ Jardin communautaire Georges-Vanier."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 13 000,00 $

| | Années antérieures | 2022 |
|---|---|---|
| Montant | - | 13 000,00 $ |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 13 000,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306161 | 01101 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Isabelle Fortier**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

*Date:* **2022-09-07**

Date et heure système : 07 septembre 2022 16:37:17

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.10

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1215377002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention modifiée avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la mise sur pied de la Table ronde du quartier chinois afin de prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2022 |

D'approuver la convention modifiée avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la mise sur pied de la Table sectorielle du Quartier chinois afin de prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2022.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 17:08

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1215377002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention modifiée avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la mise sur pied de la Table ronde du quartier chinois afin de prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2022 |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'embauche des intervenants pour la mise en place de la Table du ronde du quartier chinois et leur entrée en fonction s'est effectuée en janvier 2022. Par conséquent, le présent dossier a pour but de modifier la convention avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la mise sur pied de la Table ronde du quartier chinois afin de prolonger la durée du projet jusqu'au 31 décembre 2022, conformément aux objectifs du plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois, (Résolution: CA21 240323 du 14 septembre 2021).

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

Johanne C BEAULIEU, 26 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Maryse BOUCHARD
Directrice

514 872-7667
**Tél :**
**Télécop. :** 514 868-3292



Addenda - 1215377002 - Conv. TCFSL.docx.pdf

**ADDENDA**
**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Marc-andré Fortin, coordonnateur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S.O.
Numéro d'inscription T.V.Q. : S.O.
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention de participation financière pour le projet visant l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la table sectorielle du quartier chinois, laquelle a été approuvée par le conseil d'arrondissement par la résolution CA21 240323 en date du 14 septembre 2021, ci-après la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** le projet, se terminant le 15 septembre 2022, a été financé par l'Arrondissement dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du quartier chinois;

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

**ATTENDU QUE** l'embauche et l'entrée en fonction des ressources pour la mise en place de la Table s'est effectuée en janvier 2022;

**ATTENDU QUE** les Parties souhaitent la continuité des activités;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. L'article 9 est remplacé par le suivant :

   La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard **le 31 décembre 2022**.

   Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

2. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Fredy Enrique Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 2022

**TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT**

Par : _____
Marc-André Fortin, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2022 (Résolution …….).

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1215377002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Objet :** | Approuver la convention modifiée avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la mise sur pied de la Table ronde du quartier chinois afin de prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2022 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

Le présent addenda vise à prolonger la convention jusqu'au 31 décembre 2022.

Les crédits pour ce dossier sont déjà entièrement prévus par le Service du développement économique et ce changement de date n'a aucune incidence sur leur cadre financier ni sur celui de l'arrondissement par conséquent.

**FICHIERS JOINTS**

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-26

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie, Direction des services administratifs

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.11

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1229678001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 83 688 $ et approuver la convention, se terminant le 15 mars 2023, avec la Société de développement commercial (SDC) Vieux-Montréal pour le projet '« Éclairage hivernaux 2022 » dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 » et accorder une contribution totale de 112 500 $ |

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023 avec SDC Vieux Montréal pour le projet ''Éclairages hivernaux'' ;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 112 500 $ ;

D'autoriser une affectation de surplus d'un montant de 83 688 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-08 14:46

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229678001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 83 688 $ et approuver la convention, se terminant le 15 mars 2023, avec la Société de développement commercial (SDC) Vieux-Montréal pour le projet '« Éclairage hivernaux 2022 » dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 » et accorder une contribution totale de 112 500 $ |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'arrondissement de Ville-Marie a, le 14 décembre 2021, adopté un nouveau programme de soutien financier au développement économique et commercial.
Le soutien financier accordé dans le cadre du *volet 2 - Vitalité commerciale* est destiné à servir de levier financier aux projets initiés par des OBNL reconnus et en règle. Les projets doivent être réalisés dans un secteur de l'arrondissement de Ville-Marie dont la principale vocation est commerciale. Les projets financés par ce volet visent spécifiquement à stimuler la vitalité commerciale et d'affaires, dynamiser les rues commerçantes et le développement économique commercial. Dans ce volet, les projets déposés doivent être compatibles avec les objectifs du plan stratégique Montréal 2030 et le plan de relance économique « Agir maintenant pour préparer la relance ». Plus spécifiquement, ils doivent s'inscrire dans l'un des quatre axes suivants :

1. **Mise en valeur du territoire commercial :** Projets qui permettent de bonifier l'expérience en rue et créer un milieu de vie dynamique.
2. **Rayonnement :** Projets qui positionnent l'image et l'identité de marque des territoires commerciaux, les font rayonner et encouragent l'achat local.
3. **Événements ou activités d'animation :** Activités extérieures pour promouvoir le district commercial ainsi que les produits et les services offerts par les membres des SDC ou associations de commerçants.
4. **Recrutement commercial :** Projets qui permettent de stimuler la croissance commerciale et de réduire le nombre de locaux vacants sur les artères commerciales.

En concordance avec ce volet, la société de développement commerciale du Vieux-Montréal a déposé une demande de soutien financier dans le volet 2 axe 1 pour soutenir financièrement son projet d'Éclairages hivernaux .

Il s'agit, par le présent sommaire, d'approuver la demande de soutien financier de la SDC Vieux-Montréal celle-ci étant conforment aux critères du programme de soutien et évaluée conformément à l'encadrement C-OG-DG-D-20-001 en vigueur depuis le 5 mars 2020. Il s'agit aussi d'approuver la convention à intervenir avec les organismes.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA21 240415 - 23 novembre 2021 : Approuver les conventions avec deux sociétés de développement commercial (SDC) pour la réalisation de trois projets dans le cadre du programme temporaire à la relance commerciale COVID-19 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 84 250 $
CA21 240443 - 23 novembre 2021 : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022

CA21 240440 - 23 novembre 2021 : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022

CA21 240175 - 11 mai 2021 : Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec trois sociétés de développement commerciales et une association de commerçants pour la réalisation de quinze projets dans le cadre du « Programme temporaire de soutien à la relance commerciale COVID-19 de l'arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution de 457 500 $ à la SDC du Vieux-Montréal, de 63 750 $ à la SDC du Quartier latin, de 21 813 $ à la SDC du Village et de 6 375 $ à l'association Faubourgs Ontario pour une dépense maximale de 549 438 $ afin de réaliser ces projets.

**DESCRIPTION**

Un projet est admissible au soutien financier dans la mesure où il s'inscrit dans un des 4 axes du volet 2 *du Programme de soutien au développement économique et commercial 2022-*2024 et qu'il atteint une note de passage de 70%. Le projet présenté ci-dessous remplit toutes ces conditions. Le tableau qui suit résume le projet à approuver :

| ORGANISME | PROJET | DESCRIPTION | DURÉE | COÛT DU PROJET | MONTANT DEMANDÉ |
|---|---|---|---|---|---|
| SDC Vieux-Montréal | Éclairages hivernaux 2022 | Grâce à ce projet, des centaines de structures lumineuses sont mises en place durant l'hiver sur l'ensemble des artères commerciales et places publiques du Vieux-Montréal. Le quartier historique de la métropole peut ainsi développer une forte attractivité auprès d'une clientèle qui recherche ce type d'ambiance pour magasiner ou tout simplement prendre de l'aire dans un décors enchanteur et lumineux.<br><br>Les coûts fixes | De novembre 2022 à mars 2023 | 150 000 $ | 112 500 $ |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | élevés reliés à la mise en place d'une telle initiative représentent un enjeu d'importance dans le budget opérationnel de la SDC. | | | |

**JUSTIFICATION**

Depuis 2013, Ville-Marie a investi plus de 12 M$ en appui à diverses initiatives de portée économique, démontrant ainsi l'unicité de son territoire, à la fois milieu de vie et centre ville de classe mondiale. Le projet visé par ce sommaire décisionnel, élaboré dans le but de favoriser la vitalité commerciale s'inscrive pleinement dans une des catégories du programme de soutien au développement économique et commerciale 2022-2024 et bénéficient d'un financement privé, provenant des membres des SDC.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce projet est financé via des sources multiples : 28 812 $ du budget de fonctionnement et une affectation de surplus de 83 688 $ .
Conformément à la pratique, le versement du soutien financier est précisé dans le projet de convention joint à la présente. La convention prévoit deux versements : une première somme représentant 80 % du montant accordé aux projets dès l'entrée en vigueur de la convention, un second versement représentant 20 % du total est prévu au dépôt d'un bilan des activités financées.

**MONTRÉAL 2030**

Les projets soumis dans le cadre de de ce programme s'inscrivent dans les priorités de Montréal 2030

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les SDC et associations de commerçant développent, grâce au soutien financier de l'Arrondissement, des projets favorisant la vitalité commerciale sur leurs territoires respectifs. Sans ce soutien, les SDC et associations disposent de ressources financières limitées pour créer des projets structurants.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Le déploiement de ce projet est adapté en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique. Dans la situation actuelle, le projet ne représente aucun besoin d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une entente de visibilité, de communication et de promotion est prévue dans le convention à intervenir avec les organismes.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s.o.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Agathe BESSE-BERGIER, Ville-Marie
Geneviève LEDOUX, Ville-Marie

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Cristina DARIENZO
commissaire - développement économique

**Tél :** 438-831-0259
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-26

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations communauté

**Tél :** 514-868-3217
**Télécop. :**

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VIEUX-MONTRÉAL**, personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 10 rue Notre-Dame Est, suite 505 Montréal, Québec, H2Y 1B7, agissant et représentée par Mario Lafrance, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit pour contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du centre-ville de Montréal mais également à la représentation des intérêts de ses membres;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie 2022-2024 pour la réalisation du projet Éclairage HIvernal 2022 tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**ATTENDU QUE** le projet décrits à l'ANNEXE 1 de la présente (ci-après appelée la « Demande ») ait été décrit sur le formulaire prévu à cette fin, a été soumis à un comité d'évaluation, conformément aux politiques en cours et que ceux-ci ont été acceptés, sous certaines conditions par l'Arrondissement;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même

que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du projet retenu dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'Annexe 1;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

### 4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

4.5.2 au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, le « **15 mars 2023** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.3 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures

normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers

en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent douze mille cinq cents dollars (**112 500$**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de vingt-deux mille cinq cents dollars (22 500 $), sur réception du bilan final du projet, au plus tard le (15 juin 2023);

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le (31 décembre 2023).

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3M $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 10 rue Notre-Dame Est, suite 505 Montréal, Québec, H2Y 1B7, et tout avis doit être adressé à l'attention du (Mario Lafrance). Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 20__

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

**SDC VIEUX MONTRÉAL**

Par : _____
Mario Lafrance, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville Marie comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel 1229678001. Cette convention a été approuvée par la résolution …….. du conseil lors de la séance du du 13 septembre 2022.

# ANNEXE 1

## PROJET

***a. Description du projet | 10 points***

Ce projet opérationnel est directement lié au bon fonctionnement et à la reconduction de la stratégie d'aménagement lumineuse sur le territoire du Vieux-Montréal en saison hivernale. Il regroupe l'ensemble des actions visant à éclairer le quartier historique pendant la froide saison, à savoir : de novembre à mars.

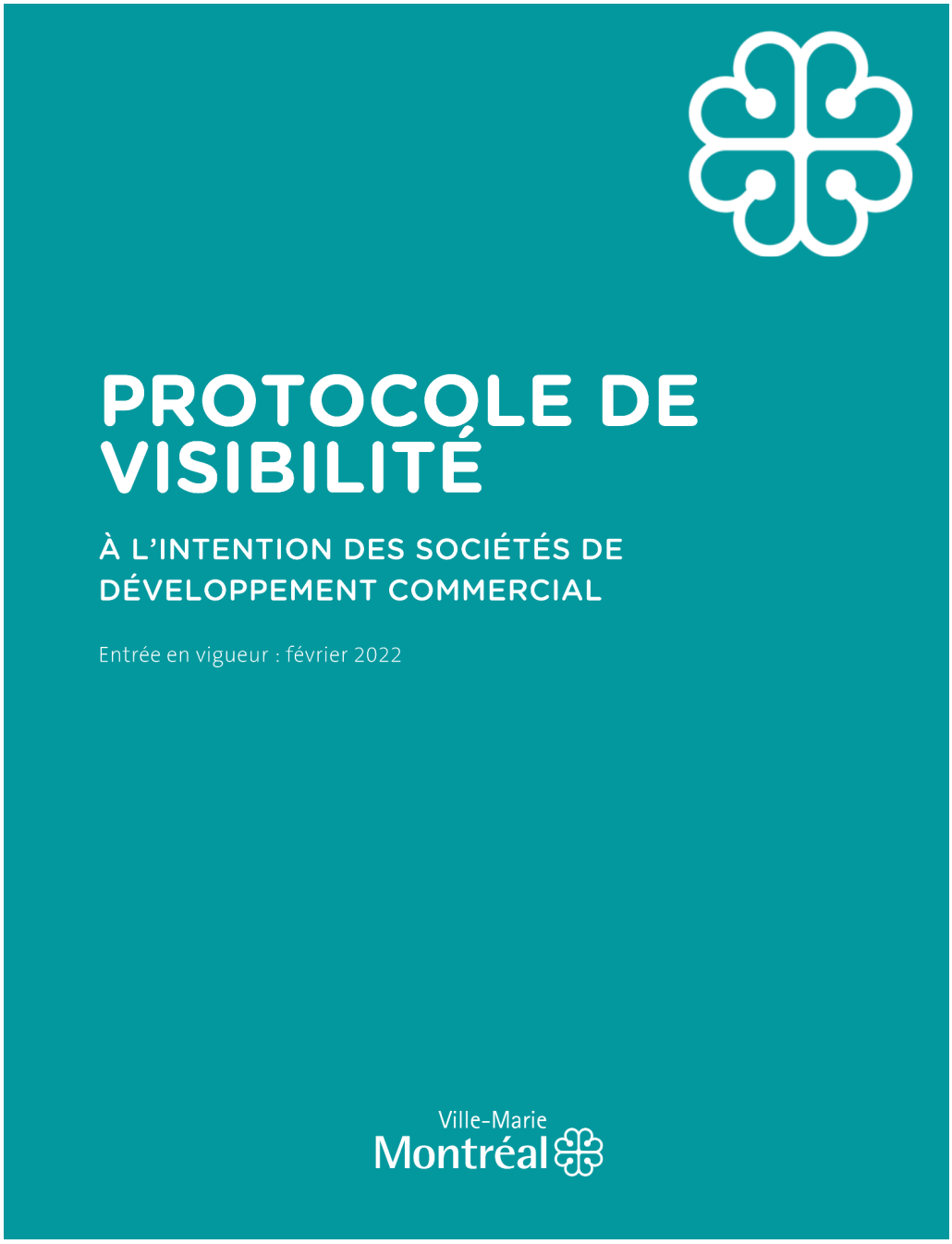
Grâce à ce projet, des centaines de structures lumineuses sont mises en place durant l'hiver sur l'ensemble des artères commerciales et des places publiques du Vieux-Montréal. Depuis les dernières années, la mise en valeur du patrimoine bâti grâce à l'éclairage hivernal donne au Vieux-Montréal des allures féériques pendant la saison froide. Le quartier historique de la métropole peut ainsi développer une forte attractivité auprès d'une clientèle qui recherche ce type d'ambiance pour magasiner ou tout simplement prendre l'air dans un décor enchanteur et lumineux. Nous souhaitons évidemment que ce mouvement se poursuive cette année ! Le projet d'éclairage contribue à la bonification de l'expérience urbaine, à la dynamique commerciale à l'échelle du Vieux-Montréal, ce qui s'inscrit dans une phase de relance économique.

Les coûts fixes élevés reliés à la mise en place d'une telle initiative représentent un enjeu d'importance au budget d'opération de la SDC Vieux-Montréal. Cette réalité nous pousse à solliciter le soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie pour la reconduite du programme d'éclairage du Vieux-Montréal.

L'opération globale touche une quinzaine de lieux dans le quartier historique. Ce qui contribue à créer des parcours intéressants pour les visiteurs et ainsi engendrer une rétention de la clientèle :

**ANNEXE 2**

**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**



# TABLE DES MATIÈRES

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2. COMMUNICATIONS
   - 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie
   - 2.2 Relations médias et événements publics
   - 2.3 Publicité et promotion
   - 2.4 Bilan de visibilité

3. MODALITÉS
   - 3.1 Normes graphiques et linguistiques
   - 3.2 Approbations

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

# 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.

1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à

l'Arrondissement.

# 2. COMMUNICATIONS

## 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).

2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
- Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Ville-Marie
Montréal

2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est l'**unique bailleur de fonds** : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**
- Lorsque l'Arrondissement est **partenaire du projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : **«** L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec **d'autres partenaires financiers** : « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un **collaborateur au projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres **collaborateurs** : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente**, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

## 2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant (@centrevillemontreal) et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- Pour une publication sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête **(au moins dix jours ouvrables à l'avance**) :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.

- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.

- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).

- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.

- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.

- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.

- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze jours ouvrables à l'avance**; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

## 2.4 Bilan de visibilité

***Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 $ et moins***

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

***Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 $ et plus***

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonné-e-s;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
    - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

# 3. MODALITÉS

## 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des

logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du projet :

- Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
- La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.

Hiérarchisation

La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

- Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.
- Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos

devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.

Ordre de préséance

Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).

**Cas 3 Arrondissement**
à gauche du logo de la Ville de Montréal

**Cas 4 Plusieurs instances gouvernementales**



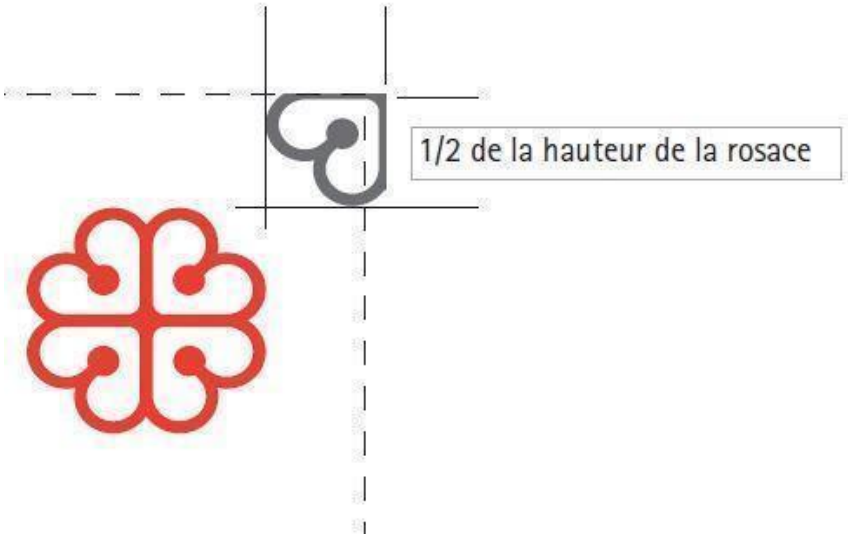




- Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en

couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).




3.1.2 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.

3.1.3 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».

3.1.4 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

## 3.2 Approbations

3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la **Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie** (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins

qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, **un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement**.
- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet **au moins quinze jours ouvrables** à l'avance.

**IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le projet *Agents d'accueil* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.**

VILLE-MARIE
CENTRE-VILLE




2022-2024

# Programme de soutien financier

## au développement économique et commercial

Ville-Marie
Montréal

# FORMULAIRE - DÉPÔT DE DEMANDE

**VOLET 2 | DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER À LA VITALITÉ COMMERCIALE**

## SECTION I | INFORMATIONS GÉNÉRALES

*Veuillez compléter la colonne de droite des tableaux.*

| Coordonnées principales de l'organisme | |
|---|---|
| Nom de L'OBNL | Société de développement commercial Vieux-Montréal – Quartier historique |
| Adresse | 10 rue Notre-Dame Est, suite 505, Montréal, Qc. H2Y 1B7 |
| Téléphone | 514-732-8685 |
| Courriel | info@sdcvieuxmontreal.com |
| Site internet | www.vieuxmontreal.ca |

| Coordonnées du représentant autorisé, par résolution du CA, à déposer la présente demande | |
|---|---|
| Nom et prénom | Mario Lafrance |
| Fonction pour l'organisation | Directeur général |
| Téléphone | 514-732-8685 |
| Courriel | mlafrance@sdcvieuxmontreal.com |

| Informations sur le projet | |
|---|---|
| Nom du projet | Éclairage Vieux-Montréal 2022 |
| Dans quel sous-volet s'inscrit le projet ? | • Mise en valeur du territoire |
| Lieu | Sur l'ensemble du territoire du Vieux-Montréal |
| Date ou période de la tenue du projet | Du 15 novembre 2022 au 1er mars 2023 |
| Coût net estimé du projet (excluant les commandites et échanges de services) | 150 000$ |
| Montant du soutien financier demandé | 112 500$ |
| Proportion de la contribution | 75% |

## SECTION II | CRITÈRES D'ÉVALUATION

*Tous les éléments-clés du projet doivent être présentés à même ce formulaire via les différentes questions. Vous pouvez y intégrer directement des images, croquis, tableaux pour illustrer votre présentation. Des annexes permettant de compléter la vue d'ensemble du projet peuvent être jointes à la demande, mais ne seront pas formellement évaluées.*

### 1. PORTRAIT DE L'ORGANISME | 10 POINTS

***a. Présentation de l'organisme | 5 points***

**Ses membres et sa mission**

La SDC Vieux-Montréal est une Société de développement dite sectorielle constituée d'un regroupement d'environ 2400 membres. Le mandat premier de la SDC consiste à rassembler ses membres et à constituer une collectivité d'affaires unifiée. Elle se doit de travailler sans relâche sur le partage d'idées, la mise en commun de problématiques courantes, la recherche de solutions réalistes et la création d'un milieu de vie et de travail où règne le bon voisinage. Plus la SDC est participative, plus elle est influente en tant qu'organisation œuvrant dans le développement économique local.

La SDC Vieux-Montréal a pour autre mandat prioritaire d'assurer la mise en valeur ainsi que la promotion de l'offre du quartier historique. Son focus se porte sur les relations envers sa collectivité d'affaires (travailleurs et entreprises) ainsi que ses résidents. Finalement, pour générer une expérience visiteur positive dans le quartier, la SDC Vieux-Montréal s'investit au niveau de la convivialité du territoire et supporte des attraits ou événements sociaux et/ou culturels qui expriment bien le caractère distinctif du Vieux-Montréal, reflétant également son volet patrimonial et historique.

**Structure organisationnelle**

Pour assurer le respect et la représentativité de son milieu, les membres du Conseil d'administration de la SDC Vieux-Montréal proviennent de tous les secteurs géographiques et de tous les secteurs d'activités commerciales et d'affaires du Vieux-Montréal.

**Territoire de la SDC Vieux-Montréal**

Le territoire couvert par la SDC Vieux-Montréal est vaste, allant du boulevard Robert-Bourassa dans l'Ouest jusqu'à la rue Saint-Hubert dans l'Est, et de la rue de la Commune au Sud jusqu'à la rue Saint-Antoine au Nord.

Cela signifie que la SDC Vieux-Montréal est la 2e plus grande SDC en termes d'importance au Québec.



***b. Composition commerciale du Vieux-Montréal et son potentiel de développement | 5 points***

Le nombre d'entreprises comprises sur le territoire de la SDC Vieux-Montréal est évolutif et les secteurs d'activité y sont diversifiés. On peut affirmer sans contredit que le quartier est hautement attractif pour le milieu des affaires. La segmentation démographique entrepreneuriale du Vieux-Montréal – représentant le portrait des membres de la SDC Vieux-Montréal – s'évalue globalement ainsi : 60% sont des bureaux d'affaires (générant plus de 40 000 travailleurs au quotidien – représentant un bassin de consommateurs locaux non négligeable) et 40% sont de commerces (accueillant une clientèle locale de résidents et travailleurs, de même qu'une clientèle ponctuelle d'excursionnistes et de touristes).

Parmi la composition strictement commerciale du quartier historique, on retrouve les principaux secteurs d'activités suivants :

- Restauration : restaurants gastronomiques, restaurants de quartier, cafés indépendants, quelques chaînes et franchises
- Hôtellerie : principalement des hôtels-boutique étoilés
- Commerces au détail : boutiques spécialisées et concept-store
- Divertissement et nightlife : boîtes de nuit, bars, micro-brasseries et speakeasy
- Art et culture : musées, centres de diffusion d'art et galeries d'art
- Entreprise de services : bureau de change, institutions bancaires, dentiste, psychologues, cliniques de soins, optométriste, salons de coiffure et beauté
- Commerces de proximité : nettoyeur, dépanneur, animalerie, SAQ et épiceries
- Santé et bien-être : Gym, centres de yoga et spas

L'augmentation constante de la population résidente dans le quartier, de même que les nouveaux projets immobiliers – qui incluent un pourcentage d'espaces commerciaux dans le cadre de leurs projets d'envergure - laissent présager un fort potentiel au niveau de la croissance des affaires dans le Vieux-Montréal, surtout en ce qui a trait au commerce de proximité. Le secteur Est, avec le projet de la Place Gare Viger qui inaugurera sa première phase de déploiement en 2022, en est un excellent exemple (campus urbain qui comprendra bon nombre d'unités résidentielles locatives, des espaces de bureau, un hôtel ainsi que des commerces de proximité variés). Également, les projets de condominium en cours dans la Cité du Multimédia signifient un déploiement notable qui amènera incontestablement son lot de nouveautés commerciales. Cela a notamment pu être constaté avec l'inauguration d'une épicerie IGA en 2021 dans le Faubourg des Récollets, de même que plusieurs petites épiceries de quartier dans l'Ouest du Vieux-Montréal.

## 2. PRÉSENTATION ET PERTINENCE DU PROJET | 70 POINTS

### *a. Description du projet | 10 points*

Ce projet opérationnel est directement lié au bon fonctionnement et à la reconduction de la stratégie d'aménagement lumineuse sur le territoire du Vieux-Montréal en saison hivernale. Il regroupe l'ensemble des actions visant à éclairer le quartier historique pendant la froide saison, à savoir : de novembre à mars.

Grâce à ce projet, des centaines de structures lumineuses sont mises en place durant l'hiver sur l'ensemble des artères commerciales et des places publiques du Vieux-Montréal. Depuis les dernières années, la mise en valeur du patrimoine bâti grâce à l'éclairage hivernal donne au Vieux-Montréal des allures féériques pendant la saison froide. Le quartier historique de la métropole peut ainsi développer une forte attractivité auprès d'une clientèle qui recherche ce type d'ambiance pour magasiner ou tout simplement prendre l'air dans un décor enchanteur et lumineux. Nous souhaitons évidemment que ce mouvement se poursuive cette année ! Le projet d'éclairage contribue à la bonification de l'expérience urbaine, à la dynamique commerciale à l'échelle du Vieux-Montréal, ce qui s'inscrit dans une phase de relance économique.

Les coûts fixes élevés reliés à la mise en place d'une telle initiative représentent un enjeu d'importance au budget d'opération de la SDC Vieux-Montréal. Cette réalité nous pousse à solliciter le soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie pour la reconduite du programme d'éclairage du Vieux-Montréal.

L'opération globale touche une quinzaine de lieux dans le quartier historique. Ce qui contribue à créer des parcours intéressants pour les visiteurs et ainsi engendrer une rétention de la clientèle :




5















***b. Objectifs visés par le projet, le lien avec la vision d'affaires et le positionnement de la SDC Vieux-Montréal | 10 points***

Les objectifs principaux de ce projet sont de développer l'attractivité du Vieux-Montréal pendant la saison hivernale et d'adopter un rôle clé comme destination singulière pour les visiteurs locaux et excursionnistes qui souhaitent profiter de l'hiver en milieu urbain. Illuminer le Vieux-Montréal en saison hivernale permet aussi de suggérer une forme d'animation statique, pérenne et efficace, s'adressant à toutes les clientèles.

***c. Constats, analyses et données venant appuyer le projet | 10 points***

L'augmentation d'affluence de visiteurs en période hivernale de même que le rayonnement incroyable des illuminations du Vieux-Montréal au niveau local, mais aussi national (partage des illuminations du quartier des dizaines des milliers de fois via les réseaux sociaux + topos médiatiques réguliers de Radio-Canada et TVA Nouvelles sur la Place d'Armes ou la Place Jacques-Cartier, par exemple) ne viennent que confirmer l'importance et la pertinence de reconduire ce projet.

***d. Stratégie de communication associée au projet, publics ciblés, et plan de visibilité offert à l'arrondissement | 10 points***

Comme pour tous ses projets relatifs à l'aménagement de son territoire, la SDC Vieux-Montréal planifiera une stratégie de communication ciblée intraquartier, complétée par des initiatives publicitaires touchant le grand public.

Grandes lignes de la stratégie de communication, selon les publics ciblés :

**CLIENTÈLE LOCALE**

- Membres SDC
- Travailleurs
- Résidents du quartier

Médiums de diffusion (numérique & traditionnel) :

- Infolettre de la SDC Vieux-Montréal – liste d'abonnées Gens du Vieux
- Groupe Facebook Gens du Vieux
- Réseaux sociaux officiels du Vieux-Montréal
- Site web vieuxmontreal.ca
- Parution publicitaire journal Échos Montréal

**GRAND PUBLIC**

- Montréalais
- Excursionnistes
- Touristes

Médiums de diffusion (numérique & traditionnel) :

- Infolettre de la SDC Vieux-Montréal – liste d'abonnés Grand Public
- Réseaux sociaux officiels du Vieux-Montréal
- Site web vieuxmontreal.ca
- Placement publicitaire découlant de la campagne promotionnelle hivernale annuelle (les contenus de cette campagne toucheront au volet de convivialité du quartier historique et mettront en valeur les illuminations du Vieux-Montréal) – mix média final à définir

**VISIBILITÉ OFFERTE À L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE :**

- Mention texte et logo dans le communiqué officiel dévoilant les projets de la saison estivale (diffusion site web et infolettre)

- Mention texte via publication sur la page Facebook du Vieux-Montréal
- Mention texte et logo au bilan numérique des activités 2022 de la SDC Vieux-Montréal, présenté lors de l'Assemblée générale annuelle et ensuite mis en ligne sur notre site web

***e. Résultats attendus avec la réalisation du projet, impacts sur le milieu et indicateurs permettant de mesurer les retombées de ce projet | 20 points***

En termes qualitatifs, nous nous attendons à une large couverture du projet via les réseaux sociaux ainsi que via les médias qui s'inspireront des lieux illuminés du Vieux-Montréal pour effectuer leurs topos en milieu urbain. En termes quantitatifs, nous serons en mesure, via des éco-compteurs stratégiquement positionnés, de définir une courbe d'affluence des visiteurs, notamment lors des fins de semaine, lorsque le projet d'illumination sera mis sur pied l'hiver prochain.

***f. Priorité stratégique de Montréal 2030 dans laquelle le projet s'inscrit | 10 points***

Le projet d'éclairage 2022 de la SDC Vieux-Montréal s'inscrit dans le plan de la Ville de Montréal pour sa stratégie 2030, visant à offrir des quartiers vivants et créatifs qui magnifient et valorisent autant l'expérience urbaine que le patrimoine bâti. Ce projet de la SDC améliorera très certainement l'expérience des visiteurs en saison hivernale, favorisant ainsi leur perception à l'égard de la Ville concernant son implication au niveau de la convivialité des artères commerciales et des places publiques, en toutes saisons.

## 3. GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ | 20 POINTS

***a. Expertise de l'organisme pour mener à bien ce projet ou présentation des mandataires chargés de la réalisation du projet | 10 points***

La SDC Vieux-Montréal créée des initiatives favorisant la convivialité et l'attractivité du quartier historique pour l'ensemble de ses visiteurs depuis maintenant 12 ans, été comme hiver. Cela dit, un investissement de ressources plus marqué pour soutenir la saison hivernale s'est fait à partir de 2018, où une première phase de revitalisation des décors lumineux a pu être initiée, grâce à un soutien de la Ville qui allait s'échelonner sur 3 ans (donc de 2018 à 2020 inclusivement). La SDC Vieux-Montréal a toujours su mener à bien ce projet de bonification et d'installation des éclairages hivernaux à travers l'ensemble du quartier, s'étant entourée de fournisseurs et sous-traitants de qualité pour effectuer les différentes tâches requises en lien avec le projet.

***b. Échéancier de la réalisation du projet | 5 points***

Pour l'actuel projet touchant l'illumination hivernale du territoire, la planification des besoins se fait généralement en avril/mai, la maintenance des structures – s'il y a lieu – se fait durant l'été ou le début de l'automne et le déploiement du projet s'effectue en novembre (montage). Le démontage, quant à lui, a habituellement lieu après la semaine de relâche, soit au début mars. La période d'illumination du Vieux-Montréal est ainsi maximisée et vient même desservir les activités familiales prenant forme pour le relâche scolaire ou la Nuit blanche dans le cadre du festival Montréal en Lumière).

*c. Budget prévisionnel détaillé | 5 points*

| ÉCLAIRAGE VIEUX-MONTRÉAL 2022 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **PLANIFICATION FINANCIÈRE GLOBALE** | | | | |
| **Catégorie de projet** | **Dépenses planifiées** | **Contribution SDC Vieux-Montréal** | **Contribution demandée arrondissement Ville-Marie** | **Autre(s) contribution(s) financière(s)** |
| Mise en valeur du territoire | • Installation décors lumineux sur l'ensemble des sites : 69,000$<br>• Démontage complet décors lumineux : 46,000$<br>• Maintenance des installations (bris / détériorations / vandalisme / etc.) et vigie hebdomadaire de décembre à février inclusivement : 25,000$<br>• Planches de signalisation pour sites nécessitant une entrave ou fermeture de rues (montage et démontage) : 10,000$<br><br>**BUDGET TOTAL ESTIMÉ : 150,000$** | **37,500$** | **112,500$** | **NA** |
| **Note** : La contribution financière de l'arrondissement Ville-Marie servira à défrayer l'ensemble des coûts afférents au projet (c.-à-d. toutes dépenses relatives à l'achat de matériel ou à la rémunération de fournisseurs / sous-traitants reliés à ce projet). | | | | |

## SECTION III | LISTE DE CONTRÔLE POUR CONFIRMER L'ADMISSIBILITÉ

**En plus des informations transmises dans le formulaire de dépôt et les documents explicatifs, les documents suivants sont requis pour que la demande soit admissible** :

- Une copie des lettres patentes à jour de l'organisme, attestant de son statut juridique ou extrait à jour du registre des entreprises du Québec.
- La liste à jour des administrateurs.
- Une résolution du conseil d'administration autorisant le représentant / le demandeur à signer la convention à intervenir avec l'arrondissement et, si requis, à sa modification.
- Les états financiers signés du dernier exercice comptable terminé.
- Si applicable, une déclaration attestant que des subventions provenant d'un des paliers de gouvernement, de la Ville de Montréal ou d'une autre direction à l'arrondissement de Ville-Marie.
- Si applicable, une copie du contrat liant l'organisme à un ou à des organismes apparentés (partenaire).
- Si applicable, lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC du territoire visé.

## SECTION IV | PRÉCISIONS ET OBLIGATIONS

**En contrepartie de l'aide financière de l'arrondissement de Ville-Marie, le bénéficiaire comprend qu'il devra, à la suite de l'approbation de son projet, s'engager, par voie de convention, à :**

- N'engager aucuns frais pour la réalisation du projet avant que la convention soit signée avec l'Arrondissement.
- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel qu'approuvé. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permet pas la réalisation du projet tel que décrite dans la présente demande, une révision budgétaire sera requise par l'Arrondissement. Toute version modifiée du projet est sujette à une nouvelle approbation par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière est demandée requiert que l'Arrondissement en soit avisé promptement. Le changement dans la nature ou la programmation du projet devra être approuvé par la Division des communications et des relations avec la communauté.

- Offrir une visibilité à l'Arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs au projet ainsi que sur l'affichage officiel.

- Produire un bilan final et complet du projet, conformément au guide retrouvé en annexe de la convention à signer, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la réalisation du projet. Le versement final du soutien sera retenu jusqu'à satisfaction de cette obligation.

## SECTION V | ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés (*Nom de l'organisme*) attestons avoir pris connaissance des conditions inhérentes au Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie et certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

MARIO LAFRANCE

2022-04-04

**Signature**
**Nom et fonction du représentant autorisé**

Directeur général

# GRILLE D'ANALYSE - PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE 2022-2024

**VOLET 2 | VITALITÉ COMMERCIALE**

## CONFORMITÉ D'ADMISSIBILITÉ

| Sommaire | |
|---|---|
| Date de réception | 4 avril 2022 |
| Nom de l'organisme demandeur | SDC Vieux Montréal |
| Nom du projet déposé | Éclairage du Vieux Montréal |
| Montant demandé | 112 500$ |
| S'agit t'il d'un nouveau projet ? | Non |
| Est-ce que ce projet a déjà été financé par l'Arrondissement ? | Oui |
| Dernier montant attribué par l'Arrondissement | 112 500$ en 2021 |
| Le bilan de l'édition précédente répondait-il aux conditions de la convention ? | n.d |
| Demande traité par | Cristina D'Arienzo<br>Commissaire au développement économique |
| Type d'évaluation requise | ☐ inférieur à 25 000$<br>☐ entre 25 000 et 100 000$<br>☑ ~~Plus de 100 000$~~ |

| Les critères d'admissibilité sont-ils remplis | | |
|---|---|---|
| | **OUI** | **NON** |
| L'activité se tient entièrement sur le territoire de Ville-Marie | X | |
| L'organisme est situé sur le territoire de Ville-Marie | X | |

| | | |
|---|---|---|
| L'organisme est soit : une SDC, association de commerçant ou OBNL | X | |
| Dans quel axe de vitalité commerciale s'inscrit le projet | ☑ ~~Mise en valeur du territoire~~<br>☐ Rayonnement<br>☐ Événement / Animation<br>☐ Recrutement commercial | |
| Portion du soutien demandé dans le budget prévisionnel (%) | 75 % | |
| Le montant de la contribution correspond aux critères du programme | Oui | |
| L'Organisme bénéficie d'autres subventions pour ce projet | Non | |
| Si oui, lesquels | | |
| **LA DEMANDE EST ADMISSIBLE AU PROGRAMME** | Oui | |

| **Validation administrative** | | |
|---|---|---|
| **La demande comprend les documents suivants :** | **OUI** | **NON** |
| Liste des administrateur | x | |
| Lettres patentes ou extrait à jour du Registre des entreprises du Québec | x | |
| Budget complet de l'activité | x | |
| Résolution d'autorisation du conseil d'administration | x | |
| États financiers signés | x | |
| Déclaration attestant de toute demande de subvention formulée ou prévu (si applicable) | s/o | |
| Copie de contrat liant l'organisme demandeur à un partenaire pour le projet | s/o | |
| Lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC concernée pour se tenir sur son territoire si applicable | s/o | |

## ÉVALUATION DU PROJET

| **Membres du comité d'analyse** | |
|---|---|
| **Nom et Prénom** | **Fonction** |
| Agathe Besse-Bergier (1) | Commissaire au développement économique |

| | |
|---|---|
| Geneviève Ledoux (2) | Agente de développement |
| Juan-Carlos Restrepo (3) | Chef de division - Direction des travaux publics |
| France Beaudin (4) | Contremaître - Voirie et parcs |

| Réputation de l'organisme (10 points) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 |
| L'organisme est doté d'une structure administrative et de gouvernance (c.a., assemblée, etc.) | 2.5/3 | 2.5/3 | 2.5/3 | 2.5/3 |
| L'Organisme est doté d'une bonne crédibilité et mobilise son milieu | 2.5/3 | 2.5/3 | 2.5/3 | 2.5/3 |
| L'organisme démontre une bonne connaissance du secteur, de ses membres ou clientèle | 3/4 | 3/4 | 3/4 | 3/4 |
| **POINTAGE** | **8/10** | | | |

| Qualité du projet et information transmise (40 points) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Projet présenté de façon claire et détaillée | 8/10 | 8/10 | 8/10 | 8/10 |
| Le projet est appuyé de constats, d'analyses et de données | 6/10 | 7/10 | 7/10 | 7/10 |
| Les objectifs visés par le projet sont cohérents avec le plan d'action de l'organisme et les priorités de la Ville de Montréal | 4/5 | 4/5 | 4/5 | 4/5 |
| La stratégie de communication et les publics cibles sont clairement identifié | 4/5 | 4/5 | 4/5 | 4/5 |
| Caractère innovant du projet (activités / services nouveaux non offerts) | 2/5 | 2/5 | 2/5 | 2/5 |
| Le projet offre un plan de visibilité complet à l'arrondissement | 3/5 | 3/5 | 3/5 | 3/5 |
| **POINTAGE** | **28/40** | | | |

| Gestion du projet et faisabilité (20 points) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 |
| L'organisme démontre sa capacité à réaliser le projet, s'est associé à un expert local et s'inscrit dans un cadre réglementaire | 9/10 | 9/10 | 9/10 | 9/10 |
| L'organisme a fourni un échéancier détaillé et réaliste | 3/5 | 3/5 | 3/5 | 3/5 |
| Les revenus et dépenses prévus pour le projet sont réalistes et équilibrés | 3/5 | 3/5 | 3/5 | 3/5 |
| **POINTAGE** | **15/20** | | | |

| pertinence et portée du projet (30 points) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Le projet s'inscrit dans une des priorités stratégique de Montréal 2030 et présente les résultats attendus | 7/10 | 7/10 | 7/10 | 7/10 |
| Le projet est durable, il a des impacts réels sur le milieu à moyen et long terme | 8/10 | 8/10 | 8/10 | 8/10 |
| Des indicateurs de mesure pertinents sont proposés pour mesurer les retombées du projet | 6/10 | 6/10 | 6/10 | 6/10 |
| **POINTAGE** | **21/30** | | | |

| | |
|---|---|
| **TOTAL CUMULATIF** | **72/100** |

## COMMENTAIRES À TRANSMETTRE À L'ORGANISME DEMANDEUR

Inclure plus de visibilité dans le plan pour l'arrondissement (exemple: réseaux sociaux).
Fournir un échéancier détaillé (un mois à l'avance).
Fournir une ventilation des dépenses plus détaillée lors de la reddition des comptes.
Ne pas effectuer de dépenses rétroactives à la date de la convention.

## SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ANALYSE

---

**Signature 1**
**Agathe BESSE-BERGIER,** Commissaire au développement économique

---

**Signature 2**
**Geneviève Ledoux,** Agente de développement

---

**Signature 3**
**Juan-Carlos Restrepo,** Chef de division - Direction des travaux publics

---

**Signature 4**
**France Beaudin,** Contremaître - Voirie et parcs

---

**Signature secrétaire**
**Cristina D'Arienzo,** commissaire au développement économique

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1229678001***
Unité administrative responsable : *Arrondissement  Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté*
Projet : *Éclairages hivernaux - Vieux Montréal*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | *x* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Cette initiative contribue à rehausser l'expérience des visiteurs en saison hivernale, favoriser l'opinion à l'égard de la ville concernant son implication au niveau de la convivialité des artères commerciales et des places publiques en toutes saisons.* | | | |

## Section B - Test climat

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | x | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | x |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | x |

## Section C - ADS+*

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | x |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | x |

| | | | |
|---|---|---|---|
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | x | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | x | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1229678001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 83 688 $ et approuver la convention, se terminant le 15 mars 2023, avec la Société de développement commercial (SDC) Vieux-Montréal pour le projet '« Éclairage hivernaux 2022 » dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 » et accorder une contribution totale de 112 500 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1229678001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs
**Tél :** 514-872-8521

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-29

Samba Oumar ALI
Chef de division

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1229678001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

  *"Autoriser une affectation de surplus de 83 688 $ et approuver la convention, se terminant le 15 mars 2023, avec la Société de développement commercial (SDC) Vieux-Montréal pour le projet "Éclairage hivernaux 2022" dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 112 500 $ ."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 112 500,00 $

| | 2022 | 2023 | Total |
|---|---|---|---|
| SDC Vieux- Montréal | 90 000,00 $ | 22 500,00 $ | 112 500,00 $ |

**Informations comptables** :

**Affectation de surplus**

**Provenance** (Taxes non applicables)

Montant: 83 688,00 $ Compte de bilan de surplus libres

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2438 | 0000000 | 000000 | 00000 | 31025 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

Montant: 28 812,00 $ Compte de dépenses

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2438 | 0010000 | 306156 | 06501 | 61900 | 016216 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Versement de contribution:**

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 83 688,00 $ SDC Vieux-Montréal

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2438 | 0012000 | 306192 | 06501 | 61900 | 016216 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

Montant: 28 812,00 $ SDC Vieux-Montréal

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2438 | 0010000 | 306156 | 06501 | 61900 | 016216 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les virements requis seront effectués conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour ce dossier sont réservés par les engagements de gestion no VM29678001
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque les organismes sont des sociétés de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

*Responsable de l'intervention :*

**Kety Onofre**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8521

*Date:* **2022-08-29**

Date et heure système : 29 août 2022 12:58:19

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.12

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1229678002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver une convention, se terminant le 31 décembre 2022, dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique, accorder une contribution de 74 000 $ à La Pépinière espaces collectifs |

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022 avec La Pépinière espaces collectifs pour le projet Marché Asiatique ;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 74 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Cette dépense sera assumée par la ville centre.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-08 14:43

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229678002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver une convention, se terminant le 31 décembre 2022, dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique, accorder une contribution de 74 000 $ à La Pépinière espaces collectifs |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite contribuer à la revitalisation du Quartier chinois afin d'en faire un lieu d'ancrage social, culturel, communautaire et économique.
Pour ce faire, une démarche consultative et participative auprès des résidentes et résidents ainsi que des organismes du quartier a été effectuée pour recueillir leurs préoccupations et identifier leurs aspirations à long terme. De cette démarche, a découlé l'adoption d'un plan d'action 2021-2026 dont l'objectif général est de bâtir une vision commune de développement du Quartier chinois.

Quatre grandes orientations stratégiques ont été identifiées:

1. Qualité de vie, logement et espaces publics
2. Vitalité commerciale
3. Identité, rayonnement et patrimoine
4. Concertation du quartier

Le présent dossier vise à donner suite aux objectifs suivants du Plan d'action :

| | |
|---|---|
| 2.3 - Encourager les initiatives pouvant dynamiser le quartier et générer de l'achalandage | 2.3.2 Soutenir les événements de promotion commerciale |
| | 2.3.3 Encourager et soutenir les initiatives permettant d'améliorer le milieu de vie et l'expérience commerciale |

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 conseil d'arrondissement du 28 juin 2021 - Autoriser une affectation de surplus de 176 300 $, approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2021, avec deux sociétés de développement commercial de l'arrondissement et un organisme pour la réalisation de 5 projets dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder, à cette fin, une contribution totale de 211 300 $

CG21 0152 (25 mars 2021) - Approuver un projet d'entente avec le Ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 15 M$ pour la mise en oeuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 15 M$

**DESCRIPTION**

Le Marché Asiatique a une place unique dans le panorama des événements culinaires de Montréal. L'aménagement spécialement conçu pour l'événement, sur un terrain inoccupé tout juste à l'entrée du Quartier Chinois, rehausse la qualité de l'expérience du visiteur en permettant de jumeler bouffe, détente et programmation culturelle. Cet amalgame renforce l'attractivité de l'événement et en fait une vitrine exceptionnelle pour la culture asiatique au sens large. D'autant plus que le dispositif est consacré entièrement à la culture asiatique. Le projet vient se placer en complémentarité avec d'autres initiatives comme le Festival Shoni et le Festival Yatai. De cette façon, il participe activement à la vitalité d'un secteur en plein essor.

L'impact sur le milieu est indéniable et est déjà palpable. Géré par 2 entités aux expertises complémentaires, La Pépinière (experte en gestion d'espaces publics), et Marché de nuit asiatique (expert du milieu et bien ancré dans le quartier), ce projet entraînera de multiples retombées
tangibles pour le Quartier choinois et pour le centre-ville.

● Impacts majeurs pour les commerçants locaux : sur 40 commerçants ayant un kiosque au marché (réguliers ou en roulement) en très grande majorité ayant pignon sur rue dans Ville-Marie.
● Espace vivant et attrayant, qui propose une diversité d'usages (zone de détente avec terrasse, espace culturel, zone commerciale, jeux). Le marché est aussi square public à l'ambiance rassembleuse et au design unique.
● Mise en valeur particulière des commerçants du Quartier chinois, qui ont été durement touchés par la pandémie. Le projet permet de structurer l'offre commerciale, de mettre en place des outils de promotion et de donner aux commerçants une vitrine attractive pour rejoindre une nouvelle clientèle, ce qui va générer une hausse de revenus. Plus de 50 commerçants ont appuyé le projet.
● Création d'emplois pour la communauté asiatique.
● Maillage avec d'autres festivals et d'autres acteurs importants du Quartier Chinois, mise en commun des ressources. Plusieurs points de contact ont lieu avec d'autres organisations (Festival Yatai et Festival Shoni, entre autres) pour une mise en commun des savoirs et des ressources, ce qui favorise la vitalité respective de chacune de ses organisations et qui offre des perspectives d'avenir prometteuses.
● Croissance de l'achalandage. Ce projet unique et sans pareil au Québec crée un engouement et attire les visiteurs et touristes. Cette affluence de visiteurs bénéficie à plusieurs entreprises et commerces du centre-ville, moins fréquentés à cause de la pandémie.
● À l'international : le projet favorise une meilleure attractivité pour Montréal, en faisant du Quartier chinois un attrait touristique emblématique et incontournable pour les touristes étrangers.

Plusieurs initiatives voient le jour pour aider la relance du Quartier Chinois. Le Marché Asiatique s'inscrit directement dans cette voie. La vitrine exceptionnelle qu'offre le Marché Asiatique participe de la revitalisation du secteur économique de la restauration pour tout le quartier et du milieu culturelle asiatique. L'enthousiasme des commerçants qui participent au projet est palpable.

Le projet est déjà bien lancé. L'achalandage est intéressant. Le projet pourrait bénéficier d'un coup de pouce pour atteindre son plein potentiel. Nous avons vu qu'avec le premier

Marché de Nuit, l'achalandage était beaucoup plus important. Le Marché Asiatique sous la responsabilité de La Pépinière compte 4 marchands permanents. Lors des Marché de Nuit ce sont 24 commerçants qui viennent bonifier l'offre sur place. La première édition a eu lieu du 28 au 31 juillet, la deuxième a lieu du 27 au 30 août, une troisième édition sera ajoutée du 15 au 18 septembre .

**JUSTIFICATION**

Le Plan d'action de développement du Quartier chinois est le résultat d'une vaste consultation publique qui a permis de créer un esprit de collaboration entre l'Arrondissement, les services centraux de la Ville de Montréal, les différents partenaires et les communautés chinoises et asiatiques du Quartier.
Le plan a été élaboré en adéquation avec les préoccupations et les besoins des gens de la communauté du Quartier chinois.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le financement de cette contribution sera entièrement assumé par le Service du développement économique de la ville de Montréal grâce à l'entente avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec - Plan d'action pour la relance économique du centre-ville (Revitalisation du Quartier chinois).
Les détails du financement se trouvent dans les interventions financières du dossier et dans le tableau des aspects financiers.

**MONTRÉAL 2030**

En 2030, le Quartier chinois historique de Montréal est un lieu d'ancrage social, communautaire et économique pour les communautés asiatiques de Montréal. Son milieu de vie inclusif, son patrimoine et ses espaces publics revalorisés, ainsi que les relations harmonieuses entre les acteurs locaux se traduisent par un sentiment d'appartenance partagé par toutes les générations du quartier. Son rayonnement culturel et commercial concourt pleinement à la vitalité de la métropole et il incarne pour les Montréalaises et Montréalais, de toutes origines, un lieu d'échanges et de découvertes.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Redynamiser la vie commerciale du Quartier chinois;
Maintenir un quartier vivant et habité;
Affirmer son caractère unique et son offre alimentaire au coeur du centre-ville et de Montréal.
(voir pièce jointe)

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Le déploiement du projet est adapté en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique. Dans la situation actuelle, la Ville et les organismes pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

L'annexe 2 de la la convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre de ce projet.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

3 édition du Marché de Nuit du 15 au 18 septembre
Bonification de la programmation culturelle jusqu'au 3 octobre

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Florentina ILIUTA)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Noémie LUCAS, Service du développement économique
Josée CHIASSON, Service du développement économique
Luc GUILBAUD-FORTIN, Service du développement économique
Vincent MEUNIER, Service du développement économique
Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie
Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, Ville-Marie
Geneviève LEDOUX, Ville-Marie
Agathe BESSE-BERGIER, Ville-Marie
Anne-Renée LAMY, Ville-Marie
France GUILLEMETTE, Ville-Marie

Lecture :

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, 30 août 2022

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Cristina DARIENZO
commissaire - developpement economique

**Tél :** 438-831-0259
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-30

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

**Tél :** 514-708-0416
**Télécop. :**


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations communaute
**Tél :** 514-868-3217
**Approuvé le :** 2022-09-08

**PROTOCOLE D'ENTENTE – SOUTIEN FINANCIER À UN ÉVÉNEMENT**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par M Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

ci-après, appelée la **« Ville »**

**ET :** **LA PÉPINIÈRE ESPACES COLLECTIFS,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est au 3081 Ontario Est, Montréal, H1W 1N7, agissant et représentée par Maxim Bragoli - Directeur général & cofondateur, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

**ATTENDU QUE** l'Organisme a proposé à l'Arrondissement de tenir à Montréal, du ***1***5 août au 5 octobre 2022, une bonification du projet *Marché asiatique du Quartier chinois* (ci-après appelé l'« Événement »).

**ATTENDU QUE** la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées dans le présent protocole d'entente.

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme.

**ATTENDU QUE** l'Organisme a déposé une demande de soutien financier dans le cadre du *Plan d'action pour le développement du quartier chinois*, réalisé par Ville-Marie de la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation de l'Événement de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :**

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante du présent protocole d'entente. En cas de difficulté d'interprétation, le texte du protocole d'entente a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Dans le présent protocole d'entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : Le Directeur de la direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs ou son représentant dûment autorisé de la Division des communications et des relations avec les citoyens;

1.2 « **Annexe A** » : La présentation détaillée du projet;

1.3 « **Annexe B** » : Le guide de production du bilan du projet soutenu;

1.4 **« Annexe C » :** Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.

**ARTICLE 2**
**OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT**

2.1 Sous réserve des approbations requises et du respect par l'Organisme de toutes et chacune de ses obligations en vertu du présent protocole d'entente, l'Arrondissement convient :

2.1.1 de verser à l'Organisme une participation financière maximale de soixante quatorze mille dollars (74 000 $), devant être affectée exclusivement à :

- Édition supplémentaire du marché de nuit : 29 000$
- Bonification de la programmation culturelle : 25 000$
- Opérations : 20 000$

2.1.2 Cette participation financière sera versée comme suit :

- Un premier versement de cinquante neuf mille et deux cents dollars 59 200$) représentant 80% du soutien global dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties.
- Un deuxième versement de quatorze mille huit cents dollars (14 800 $), représentant 20% du soutien global, dans les jours suivant la réception du bilan final et complet du projet, conformément aux exigences définis dans l'annexe 2 de la présente convention;

2.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

2.2.1 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

2.2.2 Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

2.3 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

## ARTICLE 3
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

3.1 présenter l'Événement aux dates indiquées au préambule.

3.2 maintenir pour toute la durée du présent protocole, son statut d'Organisme à but non lucratif.

3.3 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement.

3.4 avoir l'autorisation du propriétaire pour utiliser son terrain situé au coin St-Laurent et René-Lévesque (lots 1 180 610 et 1 180 612) afin d'y organiser la tenue d'un marché asiatique les jeudi, vendredi, samedi et dimanche jusqu'au 5 octobre 2022.

3.5 gérer l'occupation et entretien du site et attribuer les kiosques aux commerçants de façon équitable, avec une priorité aux commerçants du Quartier chinois et de l'arrondissement de Ville-Marie.

3.6 respecter les normes et règlements visant à assurer la sécurité du public à l'égard des activités se déroulant dans le cadre de l'Événement.

3.7 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées.

3.8 affecter la participation financière de l'Arrondissement exclusivement aux fins mentionnées à l'article 2.

3.9 soumettre au Responsable le bilan final et complet de l'événement selon le guide présenté à l'Annexe B au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de l'événement. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet

3.11 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.12 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçu de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.13 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.14 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.15 remettre à l'Arrondissement lorsque le protocole d'entente prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'Événement.

3.17 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville.

3.18 adresser toute communication à l'Arrondissement en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de l'Arrondissement et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

3.19 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de cinq millions de dollars (5 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels. La police d'assurance doit protéger l'Organisme durant toute la période de l'événement. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation de l'Événement.

3.20 s'assurer que tous les commerçants qui auront un kiosque soient informés, sensibilisés et respectent les règles sur le bruit, la propreté, le civisme, ainsi que les règles et permis MAPAQ nécessaires. L'Organisme doit aussi s'assurer que chacun des commerçants soit doté d'une assurance responsabilité de 3M $.

3.21 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et

transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

3.22 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

## ARTICLE 4
## DÉFAUT

4.1 Aux fins des présentes, l'Organisme est en défaut :

4.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaire ou autre, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers.

4.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

4.1.3 s'il n'exécute pas toutes et chacune de ses obligations prises aux termes du présent protocole.

4.1.4 S'il perd son statut d'Organisme à but non lucratif.

4.2 Dans les cas mentionnés aux sous paragraphes 4.1.1 ou 4.1.3, l'Arrondissement peut, à son entière discrétion, résilier le présent protocole sans préjudice quant à ses droits et recours. Dans les cas mentionnés au sous paragraphe 4.1.3, le Responsable avise l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, l'Arrondissement peut résilier le présent protocole, à son entière discrétion.

4.3 Dans les cas prévus au sous paragraphe 4.1.2 ou 4.1.4, le Protocole est résilié de plein droit.

4.4 L'arrondissement peut suspendre tout versement de la participation financière en cas de défaut de l'Organisme.

4.5 L'Organisme renonce à tout recours à l'encontre de l'Arrondissement du fait de la résiliation du Protocole en vertu du présent article, quel qu'en soit le motif.

## ARTICLE 5
## RÉSILIATION

5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier le présent protocole.

5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toutes réclamations ou tous recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

5.3 En cas de résiliation en vertu du présent protocole d'entente, quelque soit le motif, toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme. De plus, l'Organisme doit rembourser à l'Arrondissement la portion de la contribution financière établie en divisant le montant reçu de l'Arrondissement par le nombre de jours compris dans la période pour laquelle a été versé ce montant et en multipliant le résultat obtenu par le nombre de jours entre la date de la survenance du défaut et le dernier jour couvert par la contribution financière de la Ville.

## ARTICLE 6
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

6.1 qu'il a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci.

6.2 que les droits de propriété intellectuelle dus pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

## ARTICLE 7
## INDEMNISATION

L'Organisme garantit et tient l'Arrondissement indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole. Il prend fait et cause pour l'Arrondissement dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toute condamnation qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

## ARTICLE 8
## DISPOSITIONS FINALES

8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles l'Arrondissement n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à l'Arrondissement de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par l'Arrondissement à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

8.2 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent Protocole ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

8.3 Le présent Protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, il est toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

8.4 L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

8.5 Le présent Protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le e jour de septembre 2022

**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

_____

Par : Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de septembre 2022

**LA PÉPINIÈRE ESPACES COLLECTIFS**

_____

Par : Maxim Bragoli, Directeur général & cofondateur

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1229678002, cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 13 septembre 2022.

**ANNEXE A - PRÉSENTATION DU PROJET**

Présentation générale
La génèse

Notre organisme se positionne de plus en plus comme une pépinière à projets, mettant ses capacités de création et gestion d'espaces publics au service de communautés avec des besoins, mais qui manquent de capacités opérationnelles. Notre nouvelle démarche 101 Coeurs de Quartiers (maintenant Coeurs de Vie, soutenue par le FIRM) s'inscrit dans cette lignée, puisque nous allons investir dans la création de nouvelles places dans des communautés qui nous auront sollicitées, via un appel à projets en cours. C'est dans cette optique que la collaboration autour du projet du Marché public du Quartier Chinois est née. La Pépinière se joint à l'équipe du Marché de nuit asiatique de Montréal, experte du milieu et des événements de cuisine de rue asiatique, afin de créer un projet qui n'aurait pas pu voir le jour autrement. Pour Yifang Eva Hu du Marché de nuit, la collaboration permet de rendre possible ce projet porteur pour son quartier. Pour La Pépinière, la collaboration permet de s'assurer que le projet répond à un besoin réel et est ancré dans son milieu.

Dans sa genèse, le projet de marché est fortement ancré dans la communauté locale. Il s'inscrit dans une historique de collaborations entre La Pépinière et Yifang Eva Hu, qui a débuté avec le premier Marché asiatique au Village au Pied-du-Courant en 2017. En 2020, Yifang Eva Hu a participé au projet de la terrasse ShaTan (aménagement de La Pépinière et du Partenariat Quartier des spectacles), dans le cadre de la relance du centre-ville. Cette initiative a entraîné des retombées intéressantes pour les commerçants locaux et répondait à un réel besoin du quartier après des mois de confinement. Le projet a suscité un grand intérêt pour des aménagements permanents et multi-usages, et il est devenu évident qu'il fallait trouver une manière de le pérenniser. C'est ainsi que l'idée du Marché public du Quartier chinois est née à l'automne 2020. Le projet représente donc l'occasion d'implanter durablement un tel espace dans son contexte idéal et d'inclure concrètement la communauté dans toutes les étapes d'idéation, de développement et de gestion. Les démarches de mobilisation du milieu, enclenchées par Yifang Hu, ont prouvé l'adhésion des commerçants et leur engouement à l'égard du projet. Le projet est situé sur le même site que l'édition 2021, au 1111 boul. St-Laurent à Montréal, tout juste à l'entrée du Quartier Chinois.

Pertinence

Plusieurs initiatives voient le jour pour aider la relance du Quartier Chinois. Le Marché Asiatique s'inscrit directement dans cette voie. La vitrine exceptionnelle qu'offre le Marché Asiatique participe de la revitalisation du secteur économique de la restauration pour tout le quartier et du milieu culturelle asiatique. L'enthousiasme des commerçants qui participent au projet est palpable.
Avec le savoir-faire en placemaking de La Pépinière | Espaces Collectifs et le leadership de l'organisation du Marché de Nuit dans la communauté, l'édition 2022 bat déjà son plein.

But de la présente demande : bonification du projet en cours

Le projet est déjà bien lancé. L'achalandage est intéressant. Le projet pourrait bénéficier d'un coup de pouce pour atteindre son plein potentiel. Nous avons vu qu'avec le premier Marché de Nuit, l'achalandage était beaucoup plus important. Le Marché Asiatique sous la responsabilité de La Pépinière compte 4 marchands permanents. Lors des Marché de Nuit ce sont 24 commerçants qui viennent bonifier l'offre sur place. La première édition a eu lieu du 28 au 31 juillet, la deuxième a lieu du 27 au 30 août.

Offrir une 3e édition du Marché de Nuit
En ajoutant une 3 édition du 15 au 18 septembre (au moment où la température est encore très agréable et que les foodies ne veulent pas que la fête se termine), nous serons en mesure de maximiser le momentum et offrir aux commerçants une excellente opportunité d'augmenter leur chiffre d'affaires.

Bonification de la programmation culturelle
Nous avons vu que lorsque la programmation culturelle est alléchante, l'attractivité du lieu est plus grande. Les gens sur place restent plus longtemps consomment davantage, et passent un très bon moment. Nous voulons ajouter des événements au calendrier.

Ajustement opérationnel
Pour réaliser cette bonification nous avons besoin d'un coup pouce pour les opérations. Nos équipes en place sont déjà efficaces et rodées, la bonification nécessitera davantage de ressources humaines et de besoins logistiques (voir budget pour le détail).

Bonification du bar
Il faut que l'offre du bar soit du calibre d'un événement de cette envergure. Autant au niveau de la variété que de la qualité, l'offre du bar sera bonifiée. Nous travaillons activement avec notre partenaire le Marché de Nuit pour que des ajustements soient faits très rapidement de façon à rendre l'offre intéressante.



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

## ANNEXE B - GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

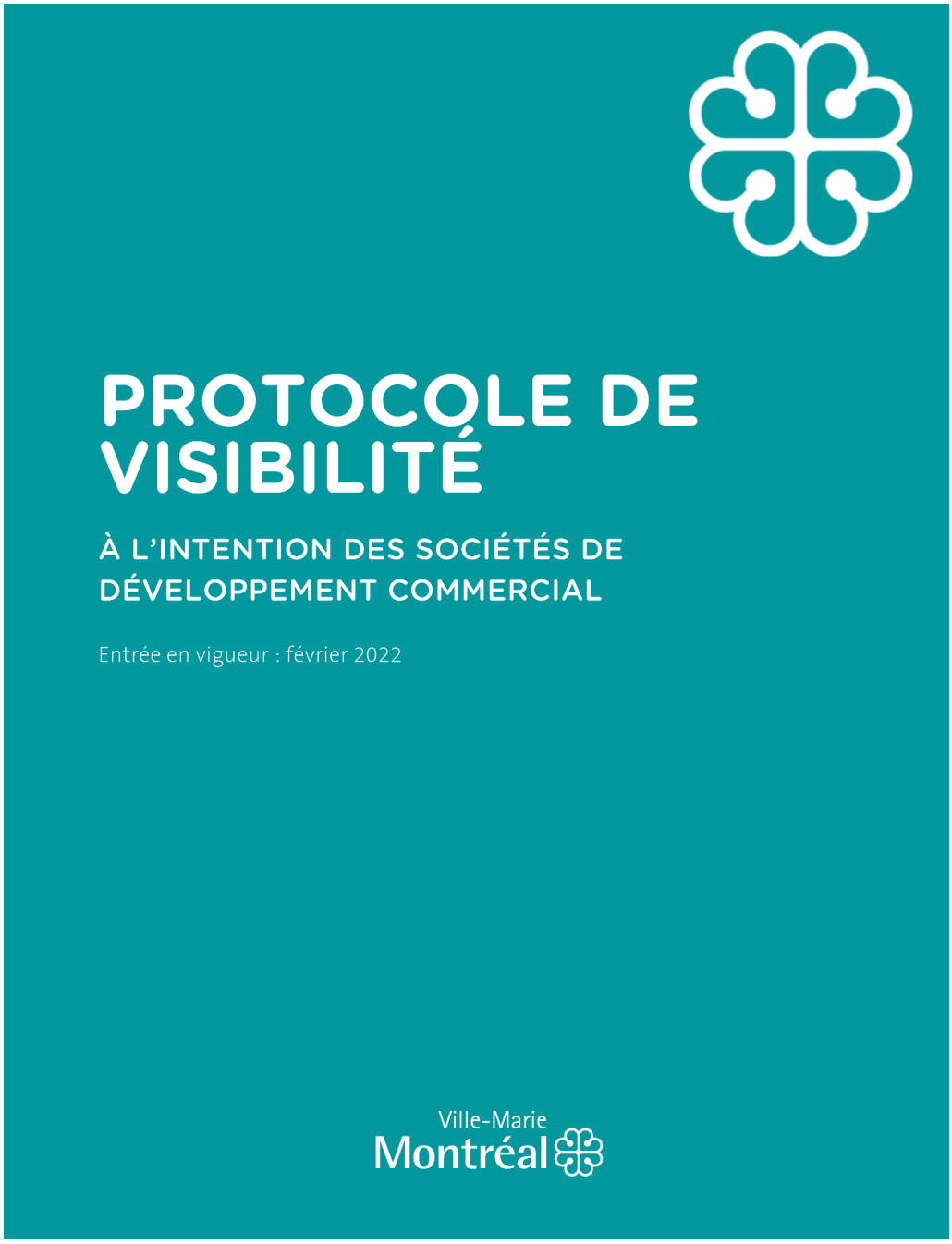
2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.
3. **Visibilité effective du projet :**
   ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).
4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

**ANNEXE C - PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**






| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

# TABLE DES MATIÈRES

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2. COMMUNICATIONS
   - 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie
   - 2.2 Relations médias et événements publics
   - 2.3 Publicité et promotion
   - 2.4 Bilan de visibilité

3. MODALITÉS
   - 3.1 Normes graphiques et linguistiques
   - 3.2 Approbations



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

# 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.

1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à l'Arrondissement.

# 2. COMMUNICATIONS

## 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).

2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
- Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :




2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est l'**unique bailleur de fonds** : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »
- Lorsque l'Arrondissement est **partenaire du projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec **d'autres partenaires financiers** : « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un **collaborateur au projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

[nom du projet]. »

- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres **collaborateurs** : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente**, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

## 2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |

l'Arrondissement, en l'identifiant (@centrevillemontreal) et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- Pour une publication sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête **(au moins dix jours ouvrables à l'avance**) :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.

- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.

- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).

- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |

- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.

- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.

- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze jours ouvrables à l'avance**; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

## 2.4 Bilan de visibilité

***Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 $ et moins***

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

***Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 $ et plus***

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonné-e-s;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
    - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

# 3. MODALITÉS

## 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |

projet :

- Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
- La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.

Hiérarchisation

La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

- Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.
- Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

Ordre de préséance

Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).

**Cas 3 Arrondissement**
à gauche du logo de la Ville de Montréal

**Cas 4 Plusieurs instances gouvernementales**







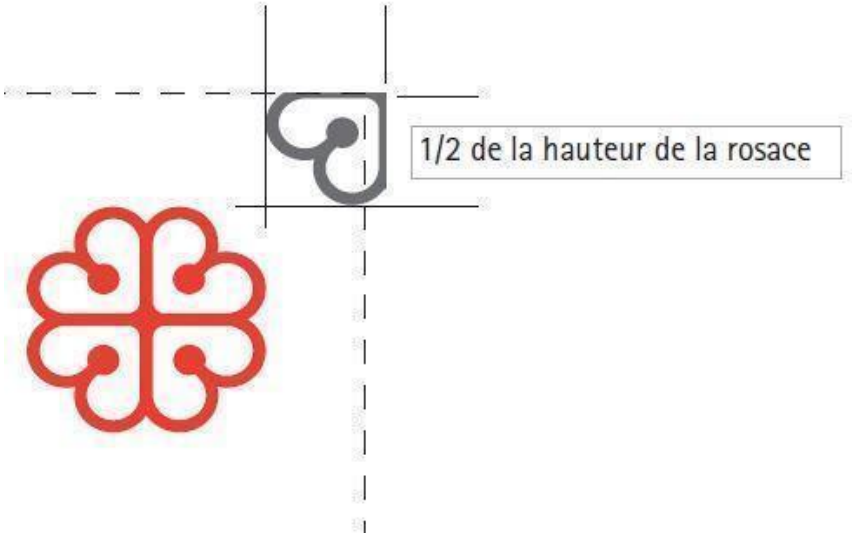
- Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).




3.1.2 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.

3.1.3 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».

3.1.4 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

## 3.2 Approbations

3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la **Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie** (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins

qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, **un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement**.
- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet **au moins quinze jours ouvrables** à l'avance.

**IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le projet *Agents d'accueil* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.**



| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1229678002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Objet :** | Approuver une convention, se terminant le 31 décembre 2022, dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique, accorder une contribution de 74 000 $ à La Pépinière espaces collectifs |

Description projet_Marché asiatique_2022.pdf [pièce jointe "Aspect financier_GDD 1229678002.xlsm" supprimée par Cristina DARIENZO/MONTREAL]

Aspect financier_GDD 1229678002.xlsm - Aspect financier.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030 (1).pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Cristina DARIENZO
commissaire - developpement economique

**Tél :** 438-831-0259
**Télécop. :**

La Pépinière
espaces collectifs

&

Le Marché de nuit
Asiatique de Montréal

**Demande d'aide pour une bonification du projet :**

# Marché Asiatique / Marché de Nuit 2022

Demande présentée à l'Arrondissement Ville-Marie
2022/08/15

PORTRAIT DE L'ORGANISME | 10 POINTS

a. Présentez votre organisme, ses membres, sa mission, sa structure organisationnelle et son territoire d'intervention | 5 points

La Pépinière est un OBNL dédié à la création d'espaces publics qui a pour mission de créer des lieux rassembleurs au cœur de la vie de quartier et d'accompagner les municipalités et acteurs locaux à développer leurs propres espaces. Fondé en 2014 par Maxim Bragoli et Jérôme Glad, l'organisme a réalisé plus d'une cinquantaine de projets fédérateurs, contribuant à l'émergence de milieux de vie rassembleurs et inclusifs. Pionnière en placemaking au Québec, La Pépinière détient une expertise multidisciplinaire qui, combinée aux forces vives des communautés, engendre des projets innovants qui soutiennent la vitalité sociale, économique et culturelle des quartiers.

**Membres de l'équipe impliqués dans le projet :**

- Maxim Bragoli | Cofondateur et directeur général
- Gaël Aguiar | Directrice des opérations
- Annie Gagnon I Directrice des ressources humaines
- Marianne Larsen | Coordonnatrice au développement
- Sandrine Thériault | Responsable des aménagements, designer d'événements et de l'environnement

**Membres du conseil d'administration :**

- Benoit-Pierre Stock : président
- Isabelle St-Germain : secrétaire
- Julie Gaudreault-Martel : administratrice
- Marilou Aubin : administratrice

**Territoire d'intervention :**

La Pépinière a surtout mené des projets sur l'île de Montréal mais avec quelques projets en dehors (Québec, Val-des-Sources, Beloeil, Laval, l'Assomption, entre autres).

b. Illustrez de façon claire la composition commerciale de votre secteur et son potentiel de développement | 5 points

Le Marché Asiatique a une place unique dans le panorama des événements culinaires de Montréal. L'aménagement spécialement conçu pour l'événement, sur un terrain inoccupé tout juste à l'entrée du Quartier Chinois, rehausse la qualité de l'expérience du visiteur en permettant de jumeler bouffe, détente et programmation culturelle. Cet amalgame renforce l'attractivité de l'événement et en fait une vitrine exceptionnelle pour la culture asiatique au sens large. D'autant plus que le dispositif est consacré entièrement à la culture asiatique.

Le projet vient se placer en complémentarité avec d'autres initiatives comme le Festival Shoni et le Festival Yatai. De cette façon, il participe activement à la vitalité d'un secteur en plein essor.

L'impact sur le milieu est indéniable et est déjà palpable. Géré par 2 entités aux expertises complémentaires, La Pépinière (experte en gestion d'espaces publics), et Marché de nuit asiatique (expert du milieu et bien ancré dans le quartier), ce projet entraînera de multiples retombées tangibles pour le Quartier choinois et pour le centre-ville.

- Impacts majeurs pour les commerçants locaux : sur 40 commerçants ayant un kiosque au marché (réguliers ou en roulement) en très grande majorité ayant pignon sur rue dans Ville-Marie.
- Espace vivant et attrayant, qui propose une diversité d'usages (zone de détente avec terrasse, espace culturel, zone commerciale, jeux). Le marché est aussi square public à l'ambiance rassembleuse et au design unique.
- Mise en valeur particulière des commerçants du Quartier chinois, qui ont été durement touchés par la pandémie. Le projet permet de structurer l'offre commerciale, de mettre en place des outils de promotion et de donner aux commerçants une vitrine attractive pour rejoindre une nouvelle clientèle, ce qui va générer une hausse de revenus. Plus de 50 commerçants ont appuyé le projet.
- Création d'emplois pour la communauté asiatique.
- Maillage avec d'autres festivals et d'autres acteurs importants du Quartier Chinois, mise en commun des ressources. Plusieurs points de contact ont lieu avec d'autres organisations (Festival Yatai et Festival Shoni, entre autres) pour une mise en commun des savoirs et des ressources, ce qui favorise la vitalité respective de chacune de ses organisations et qui offre des perspectives d'avenir prometteuses.
- Croissance de l'achalandage. Ce projet unique et sans pareil au Québec crée un engouement et attire les visiteurs et touristes. Cette affluence de visiteurs bénéficie à plusieurs entreprises et commerces du centre-ville, moins fréquentés à cause de la pandémie.
- À l'international : le projet favorise une meilleure attractivité pour Montréal, en faisant du Quartier chinois un attrait touristique emblématique et incontournable pour les touristes étrangers.

## 2. PRÉSENTATION ET PERTINENCE DU PROJET | 70 POINTS

a. Décrire de façon claire et structurer votre projet | 10 points

**Présentation générale**
**La génèse**

Notre organisme se positionne de plus en plus comme **une pépinière à projets, mettant ses capacités de création et gestion d'espaces publics au service de communautés** avec des besoins, mais qui manquent de capacités opérationnelles. Notre nouvelle démarche *101 Coeurs de Quartiers* (maintenant *Coeurs de Vie*, soutenue par le FIRM) s'inscrit dans cette lignée, puisque nous allons investir dans la création de nouvelles places dans des communautés qui nous auront sollicitées, via un appel à projets en cours. C'est dans cette optique que la collaboration autour du projet du Marché public du Quartier Chinois est née. La Pépinière se joint à l'équipe du Marché de nuit asiatique de Montréal, experte du milieu et des événements de cuisine de rue asiatique, afin de créer un projet qui n'aurait pas pu voir le jour autrement. Pour Yifang *Eva* Hu du Marché de nuit , **la collaboration permet de rendre possible ce projet porteur pour son quartier**. Pour La Pépinière, la collaboration permet de s'assurer que le projet répond à un besoin réel et est ancré dans son milieu.

Dans sa genèse, le projet de marché est fortement ancré dans la communauté locale. Il s'inscrit dans **une historique de collaborations entre La Pépinière et Yifang *Eva* Hu, qui a débuté avec le premier Marché asiatique au Village au Pied-du-Courant en 2017**. En 2020, Yifang *Eva* Hu a participé au projet de la terrasse ShaTan (aménagement de La Pépinière et du Partenariat Quartier des spectacles), dans le cadre de la relance du centre-ville. Cette initiative a entraîné des retombées intéressantes pour les commerçants locaux et répondait à un réel besoin du quartier après des mois de confinement. Le projet a suscité un grand intérêt pour des aménagements permanents et multi-usages, et **il est devenu évident qu'il fallait trouver une manière de le pérenniser. C'est ainsi que l'idée du Marché public du Quartier chinois est née à l'automne 2020**. Le projet représente donc l'occasion d'implanter durablement un tel espace dans son contexte idéal et d'inclure concrètement la communauté dans toutes les étapes d'idéation, de développement et de gestion. Les démarches de mobilisation du milieu, enclenchées par Yifang Hu, ont prouvé **l'adhésion des commerçants et leur engouement à l'égard du projet.**

Le projet est situé sur le même site que l'édition 2021, au 1111 boul. St-Laurent à Montréal, tout juste à l'entrée du Quartier Chinois.

**Pertinence**

Plusieurs initiatives voient le jour pour aider la relance du Quartier Chinois. Le Marché Asiatique s'inscrit directement dans cette voie. La vitrine exceptionnelle qu'offre le Marché Asiatique participe de la revitalisation du secteur économique de la restauration pour tout le quartier et du milieu culturelle asiatique. L'enthousiasme des commerçants qui participent au projet est palpable.

Avec le savoir-faire en placemaking de La Pépinière | Espaces Collectifs et le leadership de l'organisation du Marché de Nuit dans la communauté, l'édition 2022 bat déjà son plein.

**But de la présente demande : bonification du projet en cours**

Le projet est déjà bien lancé. L'achalandage est intéressant. Le projet pourrait bénéficier d'un coup de pouce pour atteindre son plein potentiel. Nous avons vu qu'avec le premier Marché de Nuit, l'achalandage était beaucoup plus important. Le Marché Asiatique sous la responsabilité de La Pépinière compte 4 marchands permanents. Lors des Marché de Nuit ce sont 24 commerçants qui viennent bonifier l'offre sur place. La première édition a eu lieu du 28 au 31 juillet, la deuxième a lieu du 27 au 30 août.

**Offrir une 3e édition du Marché de Nuit**

En ajoutant une 3 édition du 15 au 18 septembre (au moment où la température est encore très agréable et que les *foodies ne veulent pas que la fête se termine)*, nous serons en mesure de maximiser le momentum et offrir aux commerçants une excellente opportunité d'augmenter leur chiffre d'affaires.

**Bonification de la programmation culturelle**

Nous avons vu que lorsque la programmation culturelle est alléchante, l'attractivité du lieu est plus grande. Les gens sur place restent plus longtemps consomment davantage, et passent un très bon moment. Nous voulons ajouter des événements au calendrier.

**Ajustement opérationnel**

Pour réaliser cette bonification nous avons besoin d'un coup pouce pour les opérations. Nos équipes en place sont déjà efficaces et rodées, la bonification nécessitera davantage de ressources humaines et de besoins logistiques (voir budget pour le détail).

**Bonification du bar**

Il faut que l'offre du bar soit du calibre d'un événement de cette envergure. Autant au niveau de la variété que de la qualité, l'offre du bar sera bonifiée. Nous travaillons activement avec notre partenaire le Marché de Nuit pour que des ajustements soient faits très rapidement de façon à rendre l'offre intéressante.

b. Présentez les objectifs visés de votre projet, le lien avec votre vision d'affaire et positionnement, son caractère innovant | 10 points

Le principal objectif de notre initiative est de bâtir un projet de relance structurant qui sera pérenne, un legs pour le centre-ville de Montréal. Non seulement le projet vise à consolider et maintenir un actif stratégique du centre-ville, c'est-à-dire le Quartier chinois, mais il entraîne des bénéfices pour d'autres actifs stratégiques à proximité grâce à l'achalandage et au rayonnement qu'il génère. (par exemple les institutions culturelles du quartier des spectacles, les attraits du Vieux-Montréal, les grands magasins du centre-ville entre autres).

**Objectifs généraux du projet :**

- Aider la relance des entreprises comprises dans le secteur géographique du Quartier Chinois
- Aider les commerçants Asiatiques œuvrant en restauration à Montréal
- Mettre en valeur la culture et les traditions culinaires asiatiques
- Contribuer à la relance commerciale et économique du centre-ville de Montréal

**Impacts anticipés des objectifs généraux :**

- Création d'une nouvelle destination gastronomique et culturelle majeure au coeur du centre-ville
- Soutien aux commerçants et artistes, qui auront de nouveaux débouchés et une vitrine supplémentaire pour rejoindre leur clientèle. Notamment, un soutien spécifique aux commerçants du Quartier chinois
- Achalandage accru dans ce secteur du centre-ville

**Voici les objectifs spécifiques :**

- Soutenir les acteurs de la communauté asiatique du centre-ville en leur donnant une nouvelle vitrine, les kiosques et concessions étant des espaces commerciaux satellites pour les commerçants.

- Créer un projet emblématique pour la relance du centre-ville, qui s'inscrit durablement dans le paysage du centre-ville.
- Monter un projet viable économiquement, assurant sa pérennité, tout en ayant des répercussions économiques durables et mesurables pour le Quartier chinois et les quartiers adjacents
- Attirer des visiteurs au centre-ville en créant un nouveau lieu de destination, un nouvel attrait incontournable au design et à l'ambiance mémorables
- Améliorer l'attractivité de l'entrée du Quartier chinois, qui est actuellement sous-valorisée et produit un effet de fracture urbaine, pour en faire un trait d'union invitant qui relie les quartiers limitrophes
- Bonification de l'offre commerciale et alimentaire du quartier, concentrée en un même lieu

**Objectifs spécifiques de la présente demande :**

- Nous visons un déploiement à plus grande échelle pour augmenter l'attractivité du lieu.
    - Programmation culturelle bonifiée
    - Augmenter l'achalandage pour que les commerçants augmentent leur chiffre d'affaire
- Mise sur pied d'une 3e édition du Marché de Nuit, nous avons bien vu que lors de la première édition du Marché de Nuit (24 commerçants plutôt que 4!), l'achalandage était plus important. Nous voulons tabler sur le momentum de la fin de la saison pour aller chercher davantage d'achalandage.

a. Sur quels constats, analyses et données s'appuient votre projet ? | 10 points

La communauté asiatique n'a pas bénéficié de grands projets rassembleurs et structurants au cours des dernières années. Il y a de la place pour davantage de projets qui célèbrent la culture asiatique et qui soutiennent la vitalité du quartier. Aussi, plusieurs terrains du quartier sont laissés à l'abandon, ne sont pas mis en valeur, réduisant le rayonnement d'un quartier qui devrait pourtant figurer parmi les quartiers incontournables de Montréal (autant pour les résidents de Montréal que les touristes).
La dévitalisation du quartier s'est accentuée pendant la pandémie et la communauté du Quartier Chinois a été grandement affectée par le contexte sanitaire. D'abord, le centre-ville est beaucoup moins fréquenté (retour progressif des touristes, télétravail, fermeture des restaurants), ce qui a inévitablement donné un dur coup aux commerçants du Quartier chinois. De plus, la communauté asiatique a été très stigmatisée par la pandémie, confrontée à des préjugés et biais discriminatoires. Ces enjeux ont d'ailleurs servi de déclencheurs à un projet de place publique déployé à l'été 2020 (Terrasse ShaTan), fruit d'une collaboration entre le Partenariat du Quartier des spectacles et les commerçants du quartier. Ce projet a été très positif pour la communauté asiatique, et cette collaboration a démontré l'importance de développer une vision porteuse pour le secteur, pendant et après la pandémie.
Notre projet répond à ce besoin et consiste en la création d'un marché public asiatique, au cœur du Quartier chinois, qui deviendra un lieu de cohésion sociale et de vitalité culturelle et commerciale.

b. Présentez de façon détaillée, la stratégie de communication utilisée pour faire rayonner le projet, les publics ciblés, ainsi que le plan de visibilité offert à l'arrondissement | 10 points

La stratégie de communication mise sur la popularisation de l'événement à travers les médias traditionnels (Télévision, Radio et Journaux), les médias sociaux (Facebook, instagram, Titktoks, Blogs), ainsi qu'en affichage physique dans le quartier.

Avec nos collaborateurs, Tourisme Montréal, le Partenariat du Quartier des Spectacles, et le Marché de Nuit, nous avons d'abord fait une sortie de presse au début de l'inauguration du site. Avec leur collaboration, et nos plateformes de médias déjà existantes, un deuxième lancement média est planifié pour avec les différents ajouts à la programmation.

Nos publics ciblés sont des visiteurs potentiels du Quartiers Chinois, des touristes locaux et étrangers, des amateurs de la gastronomie asiatique montréalaise, ainsi que les gens de la communauté.

Les logos de l'arrondissement vont être ajoutés à l'événement déjà existant, ainsi que les autres publications mettant en vettes la bonification du programmation du mois de septembre et début octobre.

Le mandat marketing est en grande partie confié à l'organisation du Marché de Nuit. Sa capacité à attirer de grandes foules lors des éditions des Marchés de Nuit des années passées offre la meilleure garantie d'un maximum de visibilité au projet.

Voici les éléments principaux de ce mandat:

- Plan stratégique de marketing et rédaction

- Promotion média sociaux incluant influencer et budget
- Promo médias locaux, entrevue média et présence
- Responsable communication
- Production de contenu (photo, vidéo et design)
- Média communautaire, traduction, publicisation
- Micro site web

c. Présentez quels sont les résultats attendus avec la réalisation du projet, les impacts sur le milieu et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les retombées de ce projet | 20 points

**Achalandage accru sur le site**

Nous prendrons la mesure du nombre de visiteurs pour le Marché Asiatique et pour le Marché de Nuit. Nous serons en mesure de comparer.

**Adhésion de la communauté au projet**

Nous réaliserons un court sondage auprès des marchands et de la clientèle pour mesure le degré d'adhésion et de satisfaction. Avec la bonification

**Retombées économiques**

Nous mesurerons l'impact de la bonification sur le chiffre d'affaires de chacun des marchands. Nous souhaitons voir une augmentation moyenne de 15%.

Le Partenariat du Quartier des Spectacles produira une étude de marché pour mesurer les retombées du projet.

d. Dans quelle(s) priorité(s) stratégique de Montréal 2030, le projet s'inscrit-il ? Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien avec les priorités Montréal 2030 pour ce projet | 10 points

Le projet est directement aligné sur un pan majeur du plan *Montréal 2030*. L'inclusion prend ici tout son sens puisque qu'elle se réalise dans la mobilisation d'une grande partie de la communauté et a un impact direct sur sa vitalité en offrant des opportunités d'affaires concrètes. L'inclusion économique est un des moteurs les plus forts pour créer un tissu social diversifié et résilient.

La revitalisation du Quartier Chinois et la valorisation de la communauté asiatique, ses traditions culinaires et sa culture sont l'essence même du projet. Les acteurs de la communauté sont intégrés dans la structure du projet à tous les échelons. L'équipe du Marché de Nuit se compose à 90% de membres de la communauté chinoise. Les commerçants impliqués sont tous issus de la communauté asiatique.

Cette mobilisation exceptionnelle assure une adhésion au projet et participe activement à la revitalisation du Quartier Chinois. Dans le projet, le *vivre ensemble Montréalais* est plus qu'une intention, c'est une façon de faire.

## 3. GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ | 20 POINTS

a. Démontrez que votre organisme bénéficie de l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet ou présenter le mandataire externe à qui est déléguée cette expertise | 10 points

**Gestion du projet**

En tant que co-détenteurs de la propriété intellectuelle et porteurs du projet, La Pépinière et le Marché de Nuit se séparent les rôles et responsabilités selon leur statut. Le modèle est la co-gestion avec mandats distincts pour les deux organisations.

En tant que promoteur principal La Pépinière a pour mandat :

- Aménagement
- Opérations sur le site
- Responsable du budget général
- Coordination générale du projet
- Gestion générale du projet
- Sécurité du site

Dans le cadre d'un mandat encadré par une entente de service avec La Pépinière, l'organisation du Marché de Nuit met son expertise (gestion et organisation événementielle) et sa place privilégiée au sein de la communauté asiatique de Montréal au service du projet.

- Démarchage des commerçants et de la communauté
- Programmation culturelle (en collaboration avec le Partenariat du Quartier des Spectacles)
- Opérations des Marchés de Nuit
    - Coordination
    - Gestion
- Marketing
- Support à La Pépinière dans les opérations

**Faisabilité**

Il nous sera facile de bonifier le projet puisque la structure est déjà en place. Les canaux de communication sont établis entre les partenaires et les opérations sont déjà en cours. Les fonds additionnels serviront à ajuster les structures déjà en place.

b. Présentez l'échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation de votre projet | 5 points

Les ressources déjà en place seront bonifiées. Une nouvelle division des tâches entre La Pépinière et le Marché de Nuit sera nécessaire pour que les objectifs soient atteints.

**À partir du 16 Août**

- Redistribution des tâches et responsabilité
- Rédaction et signature des ajustements de l'offre de service du Marché de Nuit avec La Pépinière
- Planification 3e édition du Marché de Nuit
- Démarchage artistes pour programmation culturelle
- Planification du nouveau calendrier de programmation
- Démarchage des commerçants pour la 3e édition du Marché de Nuit (15 au 18 sept.)
- Planification et gestion des opérations additionnelles
- Début exécution de la programmation culturelle bonifiée
- Révision de l'offre du bar
- Exécution de la bonification des opérations du bar

**Septembre**

- Exécution 3e édition du Marché de Nuit
- Exécution (suite) de la programmation culturelle bonifiée

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé | 5 points

## Budget offre bonifiée - Marché Asiatique/Marché de Nuit 2022

**Sommaire**

| | |
|---|---|
| TOTAL DÉPENSES | 84 000,00 |
| TOTAL REVENUS | 9 600,00 |
| BALANCE - CONTRIBUTION DE L'ARRONDISSEMENT | 74 400,00 |

**DÉPENSES**

**Édition supplémentaire du Marché de Nuit**

| | | |
|---|---|---|
| Démarchage et coordination avec commerçants | 5 000,00 | Marché de Nuit |
| Planification et marketing | 5 500,00 | Marché de Nuit |
| Personnel opérations | | Marché de Nuit |
| installation, durant démontage, équipe terrain | 12 000,00 | |
| Coût opération des marchands (Location, installation) | 4 500,00 | Marché de Nuit |
| Gestio et coordination | 2 000,00 | Marché de Nuit |
| **Total** | **29 000,00** | |

**Bonification de la programmation culturelle**

| | | |
|---|---|---|
| Démarchage | 3 500,00 | Marché de Nuit |
| Planification | 3 000,00 | Marché de Nuit |
| Gestion et personnel sur site | 3 500,00 | Marché de Nuit |
| Cachets artistes et évènements | 6 000,00 | Marché de Nuit |
| Coût opérationel pour artistes et évènements | 6 000,00 | Marché de Nuit |
| Coordination | 3 000,00 | Marché de Nuit |
| **Total** | **25 000,00** | |

**Opérations**

| | | |
|---|---|---|
| Entretien supplémentaire (Maintenance du site (recyclage, déchets, etc.) | 2 500,00 | Marché de Nuit |
| Personnel supplémentaire (accueil et sécurité) | 2 500,00 | Marché de Nuit |
| Responsable de site | 5 000,00 | Marché de Nuit |
| Coordination générale (entretien, maintenance du site) | 10 000,00 | La Pépinière |
| Frais de gestion généraux (comptabilité, salaires d'équipe de gestion) | 10 000,00 | La Pépinière |
| **Total** | **30 000,00** | |

| | |
|---|---|
| TOTAL DÉPENSES | |
| **Marché de Nuit** | **64 000,00** |
| **La Pépinière** | **20 000,00** |
| **TOTAL DÉPENSES** | **84 000,00** |

**REVENUS**

**Édition supplémentaire du Marché de Nuit**

| | |
|---|---|
| Loyers de concession | |
| 12 unités * 800$ | 9 600,00 |
| **Total** | **9 600,00** |

| | |
|---|---|
| **TOTAL REVENUS** | **9 600,00** |

| | |
|---|---|
| **BALANCE** | **74 400,00** |

4

Les éléments suivants sont requis :
● Revenus :
■ Estimations
■ Sources (autonomes, subventions, prêts, commandites, autres)
■ Contributeurs et partenaires (commerçants, membership, Ville de Montréal, autre direction de l'arrondissement, palier gouvernemental ou agence, partenaire, commanditaire, recettes, ventes, etc.)

● Dépenses :
■ Estimations
■ Nature des dépenses et plus spécifiquement, celles reliées aux dépenses admissibles telles que décrites par le Programme.
■ Commandites (montant global, si désiré) et les participations en services ou en échanges.

● Identifier les dépenses auxquelles l'aide financière de l'Arrondissement sera affectée et pour lesquelles des pièces justificatives pourront être demandées.

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1229678002***
Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté*
Projet : *Marché asiatique 2022*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | *x* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Cette initiative contribue à rehausser l'expérience des visiteurs au quartier chinois, favoriser le rayonnement de l'offre commerciale unique du secteur et favoriser l'opinion à l'égard de la ville concernant son implication au niveau de la convivialité du quartier.* | | | |

## Section B - Test climat

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | x |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | x |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | x |

## Section C - ADS+*

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | x | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | x |

| | | | |
|---|---|---|---|
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | x | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | x | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Service du développement économique**

**No GDD:** 1229678002

**No d'engagement :** DE29678002

**Budget de fonctionnement**

**Imputation de la dépense**

| | |
|---|---|
| Approuver une convention, se terminant le 31 décembre 2022, dans le cadre du « Plan d'action pour le dévéloppement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique, accorder une contribution de 74 000 $ à La Pépinière espaces collectifs. | 2022 |
| 2101.0014000.105814.06501.61900.016491.0000.000000.051408.00000.00000 | 74,000.00 $ |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1229678002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Objet :** | Approuver une convention, se terminant le 31 décembre 2022, dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique, accorder une contribution de 74 000 $ à La Pépinière espaces collectifs |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

Cette dépense sera entièrement assumée par le Service du développement économique, dans le cadre de l'entente avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec – Plan d'action pour la relance économique du centre-ville (Revitalisation du Quartier chinois).

Conséquemment, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de l'arrondissement Ville-Marie.

**FICHIERS JOINTS**

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs
**Tél :** 514-872-8521

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-30

Samba Oumar ALI
Chef de division

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.01

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1227128003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2022 |

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2022

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-08-22 13:29

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227128003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2022 |

## CONTENU

### CONTEXTE

En vertu du Règlement 07-053, le conseil de la Ville subdélègue au conseil de l'arrondissement de Ville-Marie l'entretien du parc du Mont-Royal. Le présent dossier décisionnel a pour but de présenter la reddition de comptes relative à cette activité pour la période du 1er janvier au 30 juin 2022.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0291- 25 février 2022- Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021.
CE21 1817- 6 octobre 2021- Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2021.
CE21 0475- 1er avril 2021- Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

### DESCRIPTION

À la lumière des résultats au 30 juin 2022, nous projetons l'équilibre au 31 décembre 2022. En effet, un déficit est anticipé pour le volet rémunération alors qu'un excédent équivalent est projeté pour les autres familles de dépenses.

### JUSTIFICATION

L'article 2 du règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement doit tenir une comptabilité distincte de façon à permettre un suivi complet des activités qui y sont reliées.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le rapport semestriel 2022 relatif à l'entretien du Parc du Mont-Royal est présenté en pièce-jointe.
Pour l'année 2022, le budget des charges transférées de l'agglomération pour l'entretien du Parc du Mont-Royal s'élève à 2 364 700 $ (2 101 000 $ pour la rémunération et 263 700 $ pour les autres familles de dépenses).

Les dépenses projetées au 31 décembre 2022 permettent d'anticiper l'équilibre pour cette activité, en effet, le déficit projeté pour le volet rémunération est compensé par un excédent équivalent au niveau des autres familles de dépenses.

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Dépôt du rapport au comité exécutif du 28 septembre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie

Lecture :

Juan Carlos RESTREPO, 4 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 438 354-1113
**Télécop. :** 514 868-3330

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-03

Samba Oumar ALI
Chef de division

**Tél :** 438 978-4975
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-04

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1227128003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2022 |



Rapport semestriel 2022 - Entretien du parc du Mont-Royal.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 438 354-1113
**Télécop. :** 514 868-3330

Ville-Marie Montréal

RAPPORT SEMESTRIEL 2022

## ENTRETIEN DU PARC DU MONT-ROYAL

### 2022

| | BUDGET ORIGINAL | BUDGET MODIFIÉ | RÉEL 30-06-2022 | PROJECTION AU 31-12-2022 | ÉCART |
|---|---|---|---|---|---|
| **DÉPENSES** | | | | | |
| **CR 306118** | | | | | |
| ▸ Rémunération | 1 589 900,00 | 1 589 900,00 | 628 435,00 | 1 635 900,00 | -46 000,00 |
| ▸ Charges sociales | 511 100,00 | 511 100,00 | 192 980,00 | 528 400,00 | -17 300,00 |
| **Sous-Total - RÉMUNÉRATION** | **2 101 000,00** | **2 101 000,00** | **821 415,00** | **2 164 300,00** | **-63 300,00** |
| **CR 306118** | | | | | |
| ▸ Transport et communications | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ▸ Services professionnels, techniques et autres | 59 100,00 | 56 475,00 | 22 789,00 | 33 175,00 | 23 300,00 |
| ▸ Location, entretien et réparation | 84 900,00 | 97 525,00 | 27 545,00 | 97 525,00 | 0,00 |
| ▸ Biens non durables | 64 700,00 | 54 700,00 | 24 502,00 | 54 700,00 | 0,00 |
| ▸ Biens durables | 15 000,00 | 15 000,00 | 5 006,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| ▸ Autres objets | 40 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| **Sous-total - AUTRES FAMILLES** | **263 700,00** | **263 700,00** | **79 842,00** | **200 400,00** | **63 300,00** |
| **TOTAL** | **2 364 700,00** | **2 364 700,00** | **901 257,00** | **2 364 700,00** | **0,00** |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.02

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1228327001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2022 en date du 30 juin 2022, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2022 comparé au 30 juin 2021 |

De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2022 en date du 30 juin 2022, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2022 comparé au 30 juin 2021.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-08-22 13:25

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228327001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2022 en date du 30 juin 2022, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2022 comparé au 30 juin 2021 |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes, modifié par la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) prévoit ce qui suit :

> «**105.4.** Le trésorier dépose, lors de la dernière séance ordinaire du conseil tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté, deux états comparatifs. Lors d'une année d'élection générale au sein de la municipalité, les deux états comparatifs sont déposés au plus tard lors de la dernière séance ordinaire tenue avant que le conseil ne cesse de siéger conformément à l'article 314.2 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2).

Le premier compare les revenus et dépenses de l'exercice financier courant, réalisés jusqu'au dernier jour du mois qui s'est terminé au moins 15 jours avant celui où l'état est déposé, et ceux de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période correspondante de celui-ci.
Le second compare les revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose alors le trésorier, et ceux qui ont été prévus par le budget de cet exercice.»

Le deuxième alinéa de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement «exerce au nom de la ville, à l'égard de ses compétences et compte tenu des adaptations nécessaires, tous les pouvoirs et est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou une autre loi attribue ou impose au conseil d'une municipalité locale». Dans la mesure où le conseil d'arrondissement perçoit des revenus et fait des dépenses, qu'il est responsable de la gestion du budget d'arrondissement adopté par le conseil municipal et qu'il est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes impose au conseil d'une municipalité, nous sommes d'avis que l'obligation prévus à l'article 105.4 précité s'applique au conseil d'arrondissement.

Par ailleurs, selon les directives du Service des finances de la Ville de Montréal, quatre résultats périodiques et évolutions budgétaires sont exigés et produits par les unités d'affaires. Les évolutions budgétaires sont fixées au 31 mars, 30 juin et 31 août et les états

financiers au 31 décembre. Les arrondissements sont tenus de produire ces évolutions pour leurs unités.

Dans un processus de saine gestion, il est indispensable de réviser périodiquement la situation financière en examinant la tendance des résultats. Ainsi, l'évolution budgétaire s'avère un instrument très efficace pour permettre le suivi des revenus et des charges autant pour les gestionnaires des unités d'affaires que pour l'administration municipale.

Les objectifs du processus de production des résultats financiers sont les suivants :

· Présenter les dépenses et les revenus anticipés par rapport au budget et d'en dégager les écarts les plus significatifs;
· Faciliter la planification des besoins financiers;
· Allouer stratégiquement les ressources financières disponibles aux besoins les plus prioritaires;
· Permettre une reddition de comptes à l'administration municipale de l'avancement réel des différents projets ou programmes et des charges de fonctionnement;
· Uniformiser l'enregistrement des informations financières aux livres comptables de la Ville.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240385 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 31 août 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2021 comparé au 31 août 2020
CA21 240334 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 30 juin 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2021 comparé au 30 juin 2020
CA21 240187 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 31 mars 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 mars 2021 comparé au 31 mars 2020
CA20 240420 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2020 en date du 31 août 2020, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2020 comparé au 31 août 2019

## DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie anticipe au 30 juin 2022 un excédent d'opération de 5 519,4 K$ pour la fin de l'exercice 2022.

## JUSTIFICATION

**Variation budget original - budget modifié : 5 758,1 K$**
**Le budget original de dépenses de l'arrondissement de Ville-Marie est de 99 449,2 K$ pour l'exercice 2022 et le budget modifié au 30 juin 2022 s'élève à 105 207,3 K$ soit un écart de 5 758,1 K$ par rapport au budget original.**

**Cet écart s'explique de la manière suivante :**

· Affectation de surplus de l'arrondissement : 5 001,3 K$ pour financer divers projets de l'arrondissement de Ville-Marie (acquisition de paniers de rues pour 1 139,1 K$, programme de soutien financier au développement économique et commercial 2022-2024 pour 1 000,0 K$, soutien aux activités d'entretien, de gestion du bâtiment et des fontaines, ainsi que la gestion des activités en intervention sociale, culturelles et de loisirs pour les Îlots I et II du square Viger pour 738,4 K$, bonification des activités liées à la propreté pour 678,6 K$, assignations temporaires pour 600,0 K$, entretien du Quartier des spectacles pour 361,8 K$, services professionnels en gestion de projets 2021-2023 (portion 2021 et 2022) pour 233,8

K$ , autres contributions pour 249,6 K$)
· Crédits additionnels : 500,0 K$ en provenance du Service du développement économique pour la portion 2022 du projet d'animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest
· Crédits additionnels : 147,5 K$ en provenance du Service des ressources humaines concernant la répartition des postes dans le plancher d'emplois cols bleus
· Crédits additionnels : 68,5 K$ en provenance du Service de l'environnement pour la réalisation d'activités d'information et d'éducation en lien avec le déploiement de la collecte des résidus organiques dans les immeubles de 9 logements et plus
· Crédits additionnels : 57,0 K$ en provenance du Service de la diversité pour la Politique de l'enfant
· Virement de budget : (16,2) K$ pour le programme de propreté avec le Service de la concertation des arrondissements (contrat de services d'entretien, de déplacement et de réparation de modules d'affichage pour 2 ans).

**REVENUS : Dépassement anticipé de 4 856,9 K$**

**Les revenus présentent un dépassement anticipé de la cible de 4 856,9 K$ qui se répartit de la manière suivante :**

· Permis de construction et de modification, dépassement anticipé de la cible établie à 6 100,0 K$ : 3 000,0 K$
· Occupation du domaine public : 2 215,0 K$
· Stationnement et parcomètres: 350,0 K$
· Autres variations de revenus: 44 K$
· Services techniques et travaux effectués par la Ville : (397,1) K$
· Récupération de frais - dépôts promoteurs : (305,0) K$
· Frais d'études demandes : (50,0) K$

**DÉPENSES : Économie anticipée de 662,5 K$**

**Les dépenses présentent une économie anticipée de 662,5 K$ par rapport au budget modifié, qui se répartit de la manière suivante :**

**Rémunération globale - économie anticipée de 12,8 K$ :**

· Postes vacants : 503,5 K$
· Écarts salariaux : 393,1 K$
· Banques d'heures : (571,8) K$
· Temps supplémentaire : (142,9) K$
· Collisions : (123,2) K$
· Structure cols bleus : (82,6) K$
· Autres (primes, griefs, etc.) : 45,6 K$
· Maladie : (11,8) K$
· Cotisations de l'employeur : 2,9 K$

**Autres familles - économie anticipé de 649,7 K$ :**

· Biens non durables : 431,0 K$
· Honoraires professionnels : 95,2 K$
· Autres objets de dépenses : 81,6 K$
· Transport et communications : 77,9 K$
· Contributions à des organismes : 76,7 K$
· Location, entretien et réparation : 70,5 K$
· Biens durables : 59,3 K$
· Services techniques et autres : (242,5) K$

**ÉTATS COMPARATIFS :**

L'état comparatif des revenus réels au 30 juin 2022 affiche un écart défavorable de **2 469,9 K$**, soit **11,2 %** de moins qu'à la même période de l'année dernière.

L'état comparatif des dépenses réelles au 30 juin 2022 montre une variation à la hausse de **4 351,5 K$**, soit une augmentation de **11,1 %** des dépenses par rapport à la même date en 2021.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le rapport d'évolution budgétaire au 30 juin 2022, tel que transmis au Service des finances le 18 juillet 2022, est déposé en pièce jointe.

L'état comparatif des revenus et dépenses au 30 juin 2022 est déposé en pièce jointe.

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie -Direction des services administratifs

**Tél :** 514-872-8521
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-12

Samba Oumar ALI
Chef de division
Ville-Marie -Direction des services administratifs

**Tél :** 438-978-4975
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :** 514 872- 7313
**Approuvé le :** 2022-08-12

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1228327001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles |
| **Objet :** | Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2022 en date du 30 juin 2022, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2022 comparé au 30 juin 2021 |




Ville - Marie_30-06-2022.pdf Comparatif des revenus et des dépenses.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie -Direction des services administratifs

**Tél :** 514-872-8521
**Télécop. :**

Montréal

**Évolution budgétaire au :** 30-juin 2022

**Unité :** LI110.0020 - Ville-Marie

## SOMMAIRE

(en milliers de dollars)

| 2022 | Budget original | | | Budget modifié | | | | Prévision | | | | Écart Prévision / BM | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | % BM / BO | Local | Agglo | Total | % Prévision / BM | Local | Agglo | Total | % Écart / BM |
| **REVENUS** | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total consolidé | 22 426,9 | - | **22 426,9** | 22 426,9 | - | **22 426,9** | 100,0% | 27 283,8 | - | **27 283,8** | 121,7% | 4 856,9 | - | **4 856,9** | 21,7% |
| **DÉPENSES** | | | | | | | | | | | | | | | |
| Rémunération globale | 58 074,9 | - | **58 074,9** | 58 225,5 | - | **58 225,5** | 100,3% | 58 212,7 | - | **58 212,7** | 100,0% | 12,8 | - | **12,8** | 0,0% |
| Autres familles | 38 121,0 | 3 253,3 | **41 374,3** | 43 728,5 | 3 253,3 | **46 981,8** | 113,6% | 43 078,8 | 3 253,3 | **46 332,1** | 98,6% | 649,7 | - | **649,7** | 1,4% |
| Total consolidé | 96 195,9 | 3 253,3 | **99 449,2** | 101 954,0 | 3 253,3 | **105 207,3** | 105,8% | 101 291,5 | 3 253,3 | **104 544,8** | 99,4% | 662,5 | - | **662,5** | 0,6% |
| **AFFECTATIONS** | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total consolidé | 9 970,3 | - | **9 970,3** | 14 971,6 | - | **14 971,6** | 150,2% | 14 971,6 | - | **14 971,6** | 100,0% | - | - | - | 0,0% |
| **SURPLUS/DÉFICIT** | | | | | | | | | | | | 5 519,4 | - | **5 519,4** | |

| 2021 | Budget original comparatif fin 2021 | | | Budget modifié comparatif fin 2021 | | | | Réel total comparatif fin 2021 | | | | Écart total comparatif fin 2021 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | % BM / BO | Local | Agglo | Total | % Réel / BM | Local | Agglo | Total | % Écart / BM |
| **REVENUS** | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total consolidé | 21 302,9 | - | **21 302,9** | 21 302,9 | - | **21 302,9** | 100,0% | 29 161,6 | - | **29 161,6** | 136,9% | 7 858,7 | - | **7 858,7** | 36,9% |
| **DÉPENSES** | | | | | | | | | | | | | | | |
| Rémunération globale | 55 631,6 | - | **55 631,6** | 55 488,6 | - | **55 488,6** | 99,7% | 55 017,7 | - | **55 017,7** | 99,2% | 470,8 | - | **470,8** | 0,8% |
| Autres familles | 36 820,9 | 3 294,9 | **40 115,8** | 39 748,3 | 3 007,3 | **42 755,6** | 106,6% | 34 941,2 | 3 007,1 | **37 948,3** | 88,8% | 4 807,1 | 0,2 | **4 807,3** | 11,2% |
| Total consolidé | 92 452,5 | 3 294,9 | **95 747,4** | 95 236,9 | 3 007,3 | **98 244,2** | 102,6% | 89 959,0 | 3 007,1 | **92 966,1** | 94,6% | 5 277,9 | 0,2 | **5 278,1** | 5,4% |
| **AFFECTATIONS** | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total consolidé | 8 950,7 | - | **8 950,7** | 10 223,6 | - | **10 223,6** | 114,2% | 10 262,9 | - | **10 262,9** | 100,4% | 39,3 | - | **39,3** | 0,4% |
| **SURPLUS/DÉFICIT** | | | | | | | | | | | | 13 175,9 | 0,2 | **13 176,1** | |
| **VARIATION 2022 - 2021** | | | | | | | | | | | | (7 656,5) | (0,2) | **(7 656,7)** | |

**Variation (BM-BO)**

Affectations de surplus de 5 001,3 K$ pour le financement de divers projets en développement économique, pour l'acquisition de paniers de rues, pour l'entretien du Quartier des spectacles , pour le financement des employés en assignation temporaires, pour la prise en charge des activités d'entretien, de gestion du bâtiment et des fontaines îlots I et II du square Viger pour l'année 2022 et pour la bonifications des activités liées à la propreté pour l'arrondissement pour l'année 2022.
Crédits aaditionnels de 773 K$ en provenance des services centraux pour le financement de divers projets comme l'animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest, la réalisation d'activités d'information et d'éducation en lien avec le déploiement de la collecte des résidus organiques dans les immeubles, la politique de l'enfant, le plancher d'emplois cols bleus.

**Réalisations de l'unité au budget de fonctionnement**

Projet propreté : montant supplémentaire de 1 600 K$ approuvé au conseil d'arrondissement afin de bonifier les services en matière de propreté.
Piétonisation : un montant de 1 468,8 K$ est dédié pour la piétonisation pour les rues, dont la rue St-Paul, la rue Ste-Catherine Est (Village), la rue Ste-Catherine Ouest (centre-ville) et la rue St-Denis (Quartier latin).
Square Viger : un montant de 738 K$ est dédié pour la prise en charge des activités d'entretien, de gestion du bâtiment et des fontaines, ainsi que la gestion des activités en intervention sociale, culturelle et de loisirs pour les îlots I et II du square Viger
Quartier des spectacles: un montant de 900 K$ pour la réalisation de travaux d'entretien majeurs au Quartier des spectacle, pour les années 2022, 2023 et 2024.

**Événements majeurs**

**Priorités de l'administration**

**Activités spécifiques**

| Activités | Budget original | Budget modifié | Réel comparatif fin 2021 | Prévision | Écart | Explication des écarts |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Gestion de l'eau | 11 463,5 | 11 468,8 | 11 430,5 | 11 600,4 | (131,6) | (66,20) Création de deux postes temporaires cadre contremaître aqueduc et égout - GDD2222818016 - Diminution d'écart postes vacants 3 mois<br>(18,6) Services techniques et autres<br>(46,8) Location , entretien et réparation |
| Matières résiduelles / protection de l'environnement / autres - hygiène du milieu | 4 533,4 | 4 645,2 | 4 020,9 | 4 645,2 | (0,0) | Écart associé à l'indexation de la masse salariale |
| | | | | | | Écart associé à une modification du service de collecte par type de matières (modification apportée et objectif) |
| | | | | | | Écart associé aux efforts de sensibilisation, information et éducation pour la réduction à la source ou la modification des opérations de collecte |
| | | | | | | Autres -<br>À expliquer : |
| | | | | | - | **TOTAL** |

**Personne ressource et numéro de téléphone**

Montréal

**Évolution budgétaire au :** 30-juin 2022

**Unité :** LI110.0020 - Ville-Marie

## Analyse des écarts par familles de REVENUS

(en milliers de dollars)

**Note:** Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Seuils d'analyse des écarts : (A>=15% et B>=15%) ou C>=10%

| A | B | C |
|---|---|---|
| 15% | 15% | 10% |

| Objet | Budget original | | | Budget modifié | | | Réel cumulatif | | | Réel comparatif fin 2021 | | | Prévision | | | Écart Prévision / BM | | | BM objet/ Total BM | | Écart objet/ Total Écarts absolus | | Écart objet/ BM objet | | Explication suggérée | | Explication des écarts | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Local | | Agglo | |
| | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Local | Agglo | Local | Agglo | Local | Agglo | Montant K$ | Explication | Montant K$ | Explication |
| Taxes- Autres | 61,8 | - | **61,8** | 61,8 | - | **61,8** | 61,8 | - | **61,8** | 61,8 | - | **61,8** | 61,8 | | **61,8** | - | - | - | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | | | | | - | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| Autres services rendus | 22 074,6 | - | **22 074,6** | 22 074,6 | - | **22 074,6** | 12 202,8 | - | **12 202,8** | 28 938,5 | - | **28 938,5** | 23 931,5 | | **23 931,5** | 1 856,9 | - | **1 856,9** | 98% | 0% | 38% | 0% | 8% | 0% | X | | 2 215,0 | Occupation du domaine public | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 350,0 | Stationnement et parcomètres - augmentation des tarifs en 2022 | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (397,1) | Services techniques et travaux effectués par la Ville | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (355,0) | (30S) Récupération de frais - dépôts promoteurs et (50)Frais d'études demandes de permis | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 44,0 | Divers | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | **1 856,9** | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| Licences et permis | 60,5 | - | **60,5** | 60,5 | - | **60,5** | 7 401,6 | - | **7 401,6** | 53,0 | - | **53,0** | 3 060,5 | | **3 060,5** | 3 000,0 | - | **3 000,0** | 0% | 0% | 62% | 0% | 4959% | 0% | X | | 3 000,0 | DAUM : La cible pour les permis de construction et de modification est établie à 6 100,0$. Le dépassement de la cible, au 1er trimestre, est estimé à 3 000,0 $ | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | **3 000,0** | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| Autres - amendes et pénalités | 120,0 | - | **120,0** | 120,0 | - | **120,0** | 14,0 | - | **14,0** | 92,8 | - | **92,8** | 120,0 | | **120,0** | - | - | - | 1% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | | | - | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| Autres- autres revenus | 100,0 | - | **100,0** | 100,0 | - | **100,0** | 6,2 | - | **6,2** | - | - | **-** | 100,0 | | **100,0** | - | - | - | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | | | - | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| Transferts gouv. - Ententes de partage - Activités de fonctionnement | 10,0 | - | **10,0** | - | - | **-** | - | - | **-** | - | - | **-** | - | | **-** | - | - | - | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | | | - | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| Transferts - Loisirs et culture | - | - | **-** | 10,0 | - | **10,0** | - | - | **-** | 15,4 | - | **15,4** | 10,0 | | **10,0** | - | - | - | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | | | - | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| **TOTAL** | **22 426,9** | **-** | **22 426,9** | **22 426,9** | **-** | **22 426,9** | **19 686,3** | **-** | **19 686,3** | **29 161,6** | **-** | **29 161,6** | **27 283,8** | **-** | **27 283,8** | **4 856,9** | **-** | **4 856,9** | | | | | | | | | | | | |

Montréal

**Évolution budgétaire au :** 30-juin 2022

**Unité :** LI110.0020 - Ville-Marie

## Analyse des écarts par familles de DÉPENSES

(en milliers de dollars)

**Note:** Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Seuils d'analyse des écarts : (A>=15% et B>=15%) ou C>=10%
A 15% | B 15% | C 10%

| Objet | Budget original | | | Budget modifié | | | Prévision | | | Écart Prévision / BM | | | BM objet/ Total BM (Autres familles) | | Écart objet/ Total Écarts absolus (Autres familles) | | Écart objet/ BM objet (Autres familles) | | Explication suggérée | | Explication des écarts — Local | | | Explication des écarts — Agglo | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Local | Agglo | Local | Agglo | Local | Agglo | Montant K$ | Explication | Commentaire, si besoin (rémun.) | Montant K$ | Explication | Commentaire, si besoin (rémun.) |
| Rémunération | 45 116,2 | - | **45 116,2** | 45 128,4 | - | **45 128,4** | 45 118,5 | | **45 118,5** | 9,9 | - | **9,9** | | | | | | | X | | (571,8) | Banques d'heures | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 393,1 | Écarts salariaux | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 503,5 | Écarts de structure | Postes Vacants | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (123,2) | Écarts de structure | Collisions | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (82,6) | Structure cols bleus | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (142,9) | Temps supplémentaire | Cols Bleus: (150,6) Autres cols bleus: 7,7 | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 45,6 | Autres (primes-griefs-etc.) | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (11,8) | Banque de maladie | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | **9,9** | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Cotisations de l'employeur | 12 958,7 | - | **12 958,7** | 13 097,1 | - | **13 097,1** | 13 094,2 | | **13 094,2** | 2,9 | - | **2,9** | | | | | | | | | 2,9 | Proportionnel à la rémunération | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | **2,9** | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Transport et communications | 631,8 | - | **631,8** | 588,0 | - | **588,0** | 510,1 | | **510,1** | 77,9 | - | **77,9** | 1% | 0% | 7% | 0% | 13% | 0% | X | | 30,1 | Poste, messagerie et fret | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 13,0 | Publicité , communications et frais de représentation | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 13,8 | Transport en commun, taxi et stationnement | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 9,0 | Allocation automobile | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 6,0 | Téléphonie et téléinformatique | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 6,0 | Dépenses de fonction | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | **77,9** | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Honoraires professionnels | 1 121,5 | - | **1 121,5** | 1 659,9 | - | **1 659,9** | 1 564,7 | | **1 564,7** | 95,2 | - | **95,2** | 4% | 0% | 8% | 0% | 6% | 0% | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | - | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Services techniques et autres | 12 513,2 | - | **12 513,2** | 16 445,7 | - | **16 445,7** | 16 688,2 | | **16 688,2** | (242,5) | - | **(242,5)** | 38% | 0% | -21% | 0% | -1% | 0% | X | | (138,0) | Autres services techniques -entretien et aménag. De parcs et terrains de jeux - hausse des prix des services | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (68,3) | Service. Tech. Équipement et matériel roulant-hausse des prix des services | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (10,6) | Service. Tech. - Gestion des matières résiduelles - Nettoyage et balayage des voies publiques | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | (25,6) | DAUM: Autres services techniques- Industries et commerces -Prom. et dév. écon -hausse des prix des services | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | **(242,5)** | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Location, entretien et réparation | 8 045,2 | - | **8 045,2** | 8 698,0 | - | **8 698,0** | 8 627,5 | | **8 627,5** | 70,5 | - | **70,5** | 20% | 0% | 6% | 0% | 1% | 0% | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | - | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Biens non durables | 6 731,6 | - | **6 731,6** | 6 652,3 | - | **6 652,3** | 6 221,3 | | **6 221,3** | 431,0 | - | **431,0** | 15% | 0% | 38% | 0% | 6% | 0% | X | | 350,4 | Sels et autres abrasifs | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 41,5 | Agrégats et matériaux de construction | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 39,1 | Autre biens non durables | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | **431,0** | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Biens durables | 255,5 | - | **255,5** | 2 153,0 | - | **2 153,0** | 2 093,7 | | **2 093,7** | 59,3 | - | **59,3** | 5% | 0% | 5% | 0% | 3% | 0% | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | - | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Contributions à des organismes | 4 774,1 | - | **4 774,1** | 6 555,5 | - | **6 555,5** | 6 478,8 | | **6 478,8** | 76,7 | - | **76,7** | 15% | 0% | 7% | 0% | 1% | 0% | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | - | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| Autres objets de dépenses | 4 048,1 | 3 253,3 | **7 301,4** | 976,1 | 3 253,3 | **4 229,4** | 894,5 | 3 253,3 | **4 147,8** | 81,6 | - | **81,6** | 2% | 100% | 7% | 0% | 8% | 0% | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | - | **TOTAL** | | - | **TOTAL** | |
| **TOTAL** | **96 195,9** | **3 253,3** | **99 449,2** | **101 954,0** | **3 253,3** | **105 207,3** | **101 291,5** | **3 253,3** | **104 544,8** | **662,5** | **-** | **662,5** | | | | | | | | | | | | | | |

Montréal

**Évolution budgétaire au :** 30-juin 2022

**Unité :** LI110.0020 - Ville-Marie

## Analyse des écarts par familles d'AFFECTATIONS

(en milliers de dollars)

**Note:** Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Seuils d'analyse des écarts : (A>=15% et B>=15%) ou C>=10%

| Objet | Budget original | | | Budget modifié | | | Réel cumulatif | | | Réel comparatif fin 2021 | | | Prévision | | | Écart Prévision / BM | | | A 15% BM objet/ Total BM | | B 15% Écart objet/ Total Écarts absolus | | C 10% Écart objet/ BM objet | | Explication suggérée | | Explication des écarts – Local | | Explication des écarts – Agglo | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Total | Local | Agglo | Local | Agglo | Local | Agglo | Local | Agglo | Montant K$ | Explication | Montant K$ | Explication |
| Excédent de fonctionnement - autres | 9 970,3 | - | **9 970,3** | 14 971,6 | - | **14 971,6** | 14 971,6 | - | **14 971,6** | 10 223,6 | - | **10 223,6** | 14 971,6 | | **14 971,6** | - | - | - | 100% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | - | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| Mont. à pourvoir relatif à la dette à financer (autres) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 39,3 | - | **39,3** | | | - | - | - | - | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | - | **TOTAL** | - | **TOTAL** |
| **TOTAL** | **9 970,3** | **-** | **9 970,3** | **14 971,6** | **-** | **14 971,6** | **14 971,6** | **-** | **14 971,6** | **10 262,9** | **-** | **10 262,9** | **14 971,6** | **-** | **14 971,6** | **-** | **-** | **-** | | | | | | | | | | | | |

**Arrondissement de Ville-Marie**
**État comparatif des revenus**
**Au 30 juin 2022 vs 30 juin 2021**

Ville-Marie Montréal

| Réel | | | Période | | Écart réel | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objet n2** | **Objet n5** | **Objet description** | **Réel juin 2022** | **Réel juin 2021** | **Réel écart $** | **Réel écart %** |
| **Total des revenus** | | | **19 686 322** | **22 156 269** | **(2 469 947)** | **-11,15%** |
| Revenus | Autres revenus | **Total autres revenus** | **7 421 758** | **5 637 736** | **1 784 022** | **31,64%** |
| | | Permis de modification | 5 451 113 | 4 644 808 | 806 305 | 17,4% |
| | | Permis de construction | 1 915 733 | 920 942 | 994 791 | 108,0% |
| | | Permis d'installation | 32 759 | 16 121 | 16 638 | 103,2% |
| | | Licences et permis divers | 2 002 | 3 975 | (1 973) | -49,6% |
| | | Autres revenus divers | 6 200 | 0 | 6 200 | 0,0% |
| | | Amendes et frais - Règlements municipaux | 13 950 | 51 450 | (37 500) | -72,9% |
| | | Amendes - Bibliothèques | 0 | 440 | (440) | -100,0% |
| | Autres services rendus | **Totaux autres services rendus** | **12 202 764** | **16 456 733** | **(4 253 970)** | **-25,85%** |
| | | Occupation du domaine public | 10 915 153 | 15 164 519 | (4 249 366) | -28,0% |
| | | Récupération de frais divers | 530 880 | (1 135) | 532 014 | -46873,5% |
| | | Étude de demande | 216 348 | 226 262 | (9 914) | -4,4% |
| | | Services techniques | 203 611 | 264 138 | (60 527) | -22,9% |
| | | Stationnement et parcomètres | 82 739 | 90 265 | (7 526) | -8,3% |
| | | Location de salles et d'espaces | 77 726 | 72 096 | 5 630 | 7,8% |
| | | Travaux effectués par la Ville | 65 568 | 395 060 | (329 492) | -83,4% |
| | | Location d'installations récréatives | 45 846 | 26 414 | 19 432 | 73,6% |
| | | Vente de documents | 31 139 | 37 224 | (6 085) | -16,3% |
| | | Utilisation des infrastr. municipales | 13 243 | 10 704 | 2 539 | 23,7% |
| | | Vente de biens divers | 5 161 | 12 062 | (6 901) | -57,2% |
| | | Services juridiques | 4 408 | 3 085 | 1 323 | 42,9% |
| | | Revenus publicitaires et commandites | 2 825 | 0 | 2 825 | 0,0% |
| | | Réclamations pour dommages et pertes | 2 803 | 14 279 | (11 476) | -80,4% |
| | | Services divers - Bibliothèques | 2 495 | 771 | 1 724 | 223,6% |
| | | Inscriptions et abonnements | 1 811 | 680 | 1 131 | 166,3% |
| | | Services divers | 1 008 | 9 221 | (8 213) | -89,1% |
| | | Services d'entretien et de réparation | 0 | 131 087 | (131 087) | -100,0% |
| | Taxes sur une autre base | **Totaux taxes sur une autre base** | **61 800** | **61 800** | **0** | **0,00%** |
| | | Taxe spéc. - Enseignes publicitaires | 61 800 | 61 800 | 0 | 0,00% |

**Arrondissement de Ville-Marie**
**État comparatif des dépenses**
**Au 30 juin 2022 vs 30 juin 2021**

Ville-Marie Montréal

| Réel | | | Période | | Écart réel | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objet n2** | **Objet n3** | **Objet n4** | **Réel juin 2022** | **Réel juin 2021** | **Réel écart $** | **Réel écart %** |
| **Total charges** | | | **43 451 055** | **39 099 571** | **4 351 484** | **11,1%** |
| Charges | Rémunération globale | **Total rémunération globale** | **25 326 229** | **22 168 113** | **3 158 116** | **12,9%** |
| | | Rémunération | 19 763 393 | 17 045 893 | 2 717 501 | 15,9% |
| | | Cotisations de l'employeur | 5 562 835 | 5 122 220 | 440 615 | 8,6% |
| | Autres familles de charges | **Total autres familles des charges** | **18 124 827** | **16 931 458** | **1 193 369** | **7,0%** |
| | | Services professionnels, techniques et autres | 4 807 247 | 4 821 543 | (14 296) | -0,3% |
| | | Location, entretien et réparation | 3 659 625 | 2 772 367 | 887 258 | 32,0% |
| | | Contributions et quote-parts à des organismes | 3 426 831 | 4 205 945 | (779 114) | -18,5% |
| | | Biens non durables | 3 225 414 | 3 128 277 | 97 137 | 3,1% |
| | | Biens durables | 1 581 795 | 457 433 | 1 124 362 | 245,8% |
| | | Charges interunités | 1 359 958 | 1 537 850 | (177 892) | -11,6% |
| | | Transport et communications | 190 261 | 125 089 | 65 172 | 52,1% |
| | | Autres objets | 1 830 | 567 | 1 263 | 222,8% |
| | | Recouvrement de charges | (128 134) | (117 613) | (10 521) | 8,9% |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.03

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1225038001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accepter, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de service de la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour la prise en charge de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional |

Il est recommandé:
D'accepter, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), la prise en charge par la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour la prise en charge de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-02 09:50

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1225038001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accepter, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de service de la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour la prise en charge de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Par la « Déclaration du Sport régional » adoptée en 2010, la Ville et les arrondissements reconnaissent que le sport régional fait partie intégrante de leur offre de service, et ils se sont engagés à mettre en place des mécanismes formels d'échanges de services. La Ville reconnaît également les rôles et les responsabilités dévolus aux associations sportives régionales qui sont conventionnées.
Suite à la démarche de concertation en sport régional en 2019, avec l'accord administratif des 19 arrondissements, il a été recommandé que l'offre de service en sport régional soit coordonnée par la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Ainsi, depuis le 1er janvier 2021, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), le SGPMRS assure la coordination du sport régional au sein des neuf (9) arrondissements suivants :

- Ahuntsic-Cartierville
- Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
- Plateau-Mont-Royal
- Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-Trembles
- Rosemont-Petite-Patrie
- Sud-Ouest
- Ville-Marie
- Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

L'offre de service adoptée par ces arrondissements (CM10 2041) demeure en vigueur, car ces arrondissements bénéficient, en plus, d'un service de gestion centralisée de réservation des terrains sportifs extérieurs.

Depuis lors, la Direction des sports a amorcé différents projets de concertation qui concernent l'ensemble des arrondissements. Ainsi, par le sommaire décisionnel CM22 0980, le SGPMRS a proposé une offre de service aux 19 arrondissements quant à son intervention en sport régional.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CM22 0980** - (1229622001) - 22 août 2022 - Offrir aux 19 arrondissements de la Ville de Montréal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), la prise en charge par la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional.

**CM10 2041** - (1197898002) **-** 19 octobre 2020 - Offrir, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), aux 9 arrondissements mentionnés au dossier décisionnel la prise en charge, par la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), de la gestion des conventions, des réservations des terrains sportifs extérieurs et du bail de l'espace du 8110, Saint-Michel, dans le cadre du Programme de soutien aux associations sportives régionales - Autoriser les virements budgétaires et les ajustements récurrents à compter de 2022 / Autoriser un budget additionnel de dépenses et de revenus

**CA20 240473 -** (1204951003) - 10 novembre 2020 - Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (LRQ, chapitre C-11.4), l'offre de service du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville centre de prendre en charge, à compter du 1er janvier 2021, la coordination du sport régional ainsi que la gestion: a) des conventions de partenariat relatives au Programme de soutien aux associations sportives régionales; b) des réservations des terrains sportifs extérieurs; c) de l'entente de bail de l'espace du 8110, boulevard Saint-Michel dédié aux associations sportives régionales.

**CM10 0767** (1101658001) - 25 octobre 2010 - Adopter la Déclaration sur le sport régional « La collaboration au bénéfice de nos jeunes ».

## DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à ce que l'arrondissement de Ville-Maire accepte l'offre de service du SGPMRS, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), à partir du 13 septembre 2022, les services suivants liés au champs de compétences de l'arrondissement:

La prise en charge du sport régional par :

- la réalisation d'analyses et de portraits du sport régional à Montréal
- la présentation de recommandations et la proposition d'ajustements pour une optimisation de la pratique sportive régionale sur le territoire
- la gestion:
  a. de la concertation relative au sport régional, notamment par la coordination de:
    - quatre (4) tables opérationnelles (Tables de arénas, des installations aquatiques, des terrains extérieurs et des centres et gymnases)
    - la table d'échanges des associations sportives régionales

b. de la reconnaissance et du soutien en sport régional, par l'adoption et la mise en oeuvre :

- d'une politique de reconnaissance en sport régional
- d'un programme de soutien financier qui s'adresse aux organismes sportifs régionaux reconnus dans la politique de reconnaissance en sport régional de la Ville de Montréal
- des conventions de partenariat relatives au Programme de soutien aux associations sportives régionales, et ce avec l'ensemble des organismes sportifs régionaux reconnus dans la politique de reconnaissance en sport régional de la la Ville de Montréal
- d'outils pour permettre aux gestionnaires d'installation en arrondissement d'orienter leurs décisions, tels qu'un cadre de référence en octroi de plateaux sportifs et à la mise à jour continue des normes de programmation des différentes disciplines sportives

Il importe de préciser que l'offre de service précédente de la gestion des conventions et des réservations des terrains sportifs extérieurs (Dossier 1197898002) demeurera en vigueur.

**JUSTIFICATION**

La Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, RLRQ, c. C-11.4 (la « Charte ») ne contient aucune mention en ce qui concerne le sport régional. Les responsabilités en matière de sport sont partagées entre les différentes instances décisionnelles de la Ville. Le conseil de la Ville a, de son côté, compétence sur les parcs et les équipements sportifs mentionnés à l'annexe D de la Charte et sur d'autres équipements identifiés par résolution, conformément à l'article 94 de la Charte. Les articles 130 et 141 de la Charte confèrent, quant à eux, divers pouvoirs aux conseils d'arrondissement en matière de loisirs, de parcs d'arrondissement et d'équipements de sport situés dans les limites d'un arrondissement.
Dans ce contexte, il est proposé d'accepter l'offre de service présentée à l'arrondissement de Ville-Marie afin de doter la Ville de Montréal d'une vision commune du développement sportif régional, permettant du même coup de faire vivre la Déclaration sur le sport régional. Elle permet aussi de clarifier les rôles, les responsabilités ainsi que les interlocuteurs en sport régional, ce qui permettra de tendre vers davantage de concertation et une meilleure synergie régionale. La centralisation de la coordination du sport régional améliore aussi la cohérence des décisions et du soutien, en plus de permettre de tisser des liens plus étroits avec les fédérations sportives dans la planification du développement régional. Enfin, en acceptant l'offre du SGPMRS, l'arrondissement prend part à la démarche d'harmonisation des pratiques.

La Direction des sports, qui a une vision d'ensemble de l'offre régionale sur le territoire montréalais, offrira une expertise-conseil aux arrondissements afin d'accompagner le gestionnaire d'installation dans la prise de décision quant à l'octroi des plateaux sportifs aux diverses clientèles, notamment par l'élaboration d'outils, tel qu'un cadre de référence en octroi de plateaux sportifs. Ultimement, le gestionnaire d'installation d'arrondissement demeure décisionnel dans l'octroi des plateaux dont il a la responsabilité.

Les organisations sportives à vocation régionale auront aussi des bénéfices par l'acceptation de cette offre de service par les arrondissements, car cette démarche permettra de décloisonner les régions du territoire montréalais, de rapprocher les différentes associations sportives et de clarifier la porte d'entrée officielle pour obtenir du soutien et de l'accompagnement. La mise en place d'une politique de reconnaissance en sport régional permettra plus d'équité et de transparence pour la reconnaissance des organismes sur

l'ensemble du territoire. Cette politique de reconnaissance sera accompagnée d'un programme de soutien financier, dans lequel les associations sportives reconnues pourront déposer des demandes de financement selon les besoins réels identifiés.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les sommes liées à ce projet sont prévues au budget de fonctionnement du SGPMRS.

**MONTRÉAL 2030**

Le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes de la Stratégie 2030 de la Ville de Montréal :
Priorité #9 | Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
Priorité #18 | Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire
Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'inciter à une vie active et sportive.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si l'offre de service du SGPMRS en sport régional n'est pas adoptée par l'arrondissement, le développement régional s'opérera en marge de l'arrondissement. De plus, les citoyens pourraient être privés de services sportifs régionaux.
En adhérant à l'offre de service du SGPMRS, l'arrondissement s'assure de faire partie d'un réseau d'expertise sportive et d'avoir un accès privilégié aux outils développés en collaboration avec l'équipe du SGPMRS. La mise en commun du sport régional permet aussi une force d'action unie, qui évite le travail en silo et la multiplication des démarches. Le maintien du mode de fonctionnement actuel limiterait le rayonnement et le développement sportif montréalais. Les interventions requises par les associations régionales, qui devraient s'adresser directement à chacun des arrondissements pour obtenir des prêts d'installations et des contributions financières, seraient plus difficiles. Ce fonctionnement irait également à l'encontre de la volonté du milieu sportif montréalais et des recommandations issues du processus de concertation sur le sport régional 2019. En d'autres termes, la programmation des activités sportives régionales interpelle les arrondissements. Ce mécanisme permet d'assurer un partage équitable des ressources entre les arrondissements, et ce, en tenant compte des contraintes spécifiques et particulières, telles que les règles de sanctions d'événements sportifs.

Finalement, le présent dossier permet de respecter les engagements liés à la Déclaration du Sport régional adoptée par le conseil municipal et par l'ensemble des arrondissements.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Il n'y a pas d'impacts liés à la COVID-19 dans le cadre de ce dossier décisionnel.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication prévue à la population. Toutefois, le SGPMRS prévoit un lancement de la politique de reconnaissance. La documentation qui s'y rattache sera déposée sur le site internet de la Ville afin que les organismes puissent y accéder.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Oct. 2022 Adoption de la politique de reconnaissance au Conseil municipal
Oct.-Nov. 2022 Dépôt des demandes de reconnaissance des organismes au SGPMRS
Janv. 2023 Octroi de la reconnaissance des organismes par le SGPMRS
Mars 2023 Lancement du programme de soutien financier par le SGPMRS
Août 2023 Confirmation du soutien financier aux associations sportives régionales par le SGPMRS

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Christine LAGADEC, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Guillaume FILIATRAULT, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Guillaume FILIATRAULT, 12 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Maryse ROBITAILLE
Agente de développement

**Tél :** 438 354-9449
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-12

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

**Tél :** 514 232-3297
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
Directrice
**Tél :** 514 872-7667
**Approuvé le :** 2022-08-26

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.04

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1222678033**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet 2022 et du 1er au 31 août 2022 |

De prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet 2022 et du 1er au 31 août 2022.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-01 13:35

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1222678033**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet 2022 et du 1er au 31 août 2022 |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet 2022 et du 1er au 31 août 2022.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

**JUSTIFICATION**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS**

**ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-17

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 743-0656
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-09-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1222678033**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet 2022 et du 1er au 31 août 2022 |



A- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées- Août 2022.pdf



A- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées- Juillet 2022.pdf



A- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées-Août 2022.pdf



A- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées-Juillet 2022.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

# Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9093-4233 QUEBEC INC. | 1477714 | 2022-07-12 | SIMARD, GINA | 2021 - Location de 2 camionnettes de style Ford F-150 SuperCrew. Contrat gré à gré. Rotation vérifiée Montant max. 50 000$ avant taxes Montant max. 50 000$ avant taxes | Ville-Marie - Travaux publics | - | 25,23 $ |
| 9093-4233 QUEBEC INC. | 1477714 | 2022-07-11 | SIMARD, GINA | 2021 - Location de 2 camionnettes de style Ford F-150 SuperCrew. Contrat gré à gré. Rotation vérifiée Montant max. 50 000$ avant taxes Montant max. 50 000$ avant taxes | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 405,02 $ |
| **Total 9093-4233 QUEBEC INC.** | | | | | | | **5 430,25 $** |
| 9327-3100 QUEBEC INC. | 1544997 | 2022-07-15 | BOULAY, KARINE | Soumission 20220714-141000426 - Logiciel de caisse - Café Square Viger | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 4 450,74 $ |
| **Total 9327-3100 QUEBEC INC.** | | | | | | | **4 450,74 $** |
| 7979177 CANADA INC. - BOULANGERIE PREMIERE MOISSON | 1546127 | 2022-07-22 | LIMA, MARIE EVE | Bon de commande ouvert 2022 - Plateaux ou boîtes à lunch -Focus groupe citoyen - Centre Sanaaq | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 099,75 $ |
| **Total 7979177 CANADA INC. - BOULANGERIE PREMIERE MOISSON** | | | | | | | **2 099,75 $** |
| ACIER PICARD INC | 1544936 | 2022-07-15 | SAUVE, BENOIT | ARR. VMA - COMMANDE DE BARRES RONDE HR 44WW, 7/8 20'. SOUMISSION 2787193 | Ville-Marie - Travaux publics | - | 3 349,31 $ |
| **Total ACIER PICARD INC** | | | | | | | **3 349,31 $** |
| AFFICHAGE ARTPUBLIX INC. | 1546604 | 2022-07-27 | ROUTHIER, LOUIS | Soumission 1315- Affiche Parcours des Faubourgs. | Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité | - | 20 630,04 $ |
| **Total AFFICHAGE ARTPUBLIX INC.** | | | | | | | **20 630,04 $** |
| ANIMA CONFERENCES ET FORMATIONS | 1546295 | 2022-07-25 | ALI, SAMBA OUMAR | Formation « Zéro blessure, par choix : Mission possible? 4 et 7 novembre 14h et 18h10. 4x 90 minutes. Lieu 1455 rue Bercy 2eme étage. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 8 399,00 $ |
| **Total ANIMA CONFERENCES ET FORMATIONS** | | | | | | | **8 399,00 $** |
| AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC. | 1530272 | 2022-07-22 | DUFRESNE, ALAIN | Soumission du 25 avril, 7 juillet et 20 juillet 2022 - équipements chloration au sel, Piscine temporaire «Tangle pool» , Rev. 1, pour le projet Piscine éphémère 2022 au parc Jos-Montferrand, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 3 211,57 $ |
| AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC. | 1544315 | 2022-07-12 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission du 7 juillet 2022 - Chaudière 25 kg de Accutab pour l'entretien des fontaines, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 131,25 $ |
| **Total AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.** | | | | | | | **5 342,82 $** |
| ATMOSPHARE INC. | 1543189 | 2022-07-05 | DUFRESNE, ALAIN | GAG sur rotation - Installation et entretien d'une toilette autonettoyante au Square Viger jusqu'au 31 mai 2023, arrondissement Ville-Marie. Contrat total de 84 436.59$ av tx. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | DA28220001 | 80 453,72 $ |
| ATMOSPHARE INC. | 1543189 | 2022-07-05 | DUFRESNE, ALAIN | GAG sur rotation - Installation et entretien d'une toilette autonettoyante au Square Viger jusqu'au 31 mai 2023, arrondissement Ville-Marie. Contrat total de 84 436.59$ av tx. | Ville-Marie - Travaux publics | DA28220001 | 4 954,64 $ |
| **Total ATMOSPHARE INC.** | | | | | | | **85 408,36 $** |

Ville-Marie Montréal

# Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BAULNE INC. | 1543351 | 2022-07-06 | RAIL, CHRISTIANE | Entente # 2206-183 - Maintenance / Entretien électromécanique de l'édicule Émile-Gamelin situé au 1500 rue Berri, à l'arrondissement Ville-Marie. Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 pour un montant total avant taxes de 4 100$. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 152,24 $ |
| **Total BAULNE INC.** | | | | | | | **2 152,24 $** |
| BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUEBEC | 1528458 | 2022-07-19 | ANGELY, MARION | Soumission BAnQ-2022-2023-020 - location salles - CA printemps et été 2022 | Ville-Marie - Services administratifs | - | 12 944,96 $ |
| **Total BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUEBEC** | | | | | | | **12 944,96 $** |
| CENTAURECOM INC. | 1546140 | 2022-07-22 | DUFRESNE, ALAIN | Soumission 2007-22 - t-shirt défilé de la Fierté | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 2 204,21 $ |
| **Total CENTAURECOM INC.** | | | | | | | **2 204,21 $** |
| CENTRE INVESTIGATION & SECURITE CANADA INC. | 1544640 | 2022-07-13 | BOUCHARD, MARYSE | Soumission du 8 juillet 2022 - Sécurité Square Cabot jusqu'au 19 août 2022 | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 278,23 $ |
| CENTRE INVESTIGATION & SECURITE CANADA INC. | 1544640 | 2022-07-13 | BOUCHARD, MARYSE | Soumission du 8 juillet 2022 - Sécurité Square Cabot jusqu'au 19 août 2022 | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 278,23 $ |
| **Total CENTRE INVESTIGATION & SECURITE CANADA INC.** | | | | | | | **4 556,46 $** |
| CHAISE DEPOT | 1546117 | 2022-07-22 | OUELLET, MARIE-CLAUDE | Facture 5696 - Tables - Square Viger | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 073,44 $ |
| **Total CHAISE DEPOT** | | | | | | | **2 073,44 $** |
| CHRISTIAN ROBERT DE MASSY | 1546621 | 2022-07-27 | ROUTHIER, LOUIS | Illustrations panneaux signalétiques aménagements urbains. Estimation du 28 juin 2022. | Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité | - | 7 086,66 $ |
| **Total CHRISTIAN ROBERT DE MASSY** | | | | | | | **7 086,66 $** |
| CLAUDETTE LEMAY | 1544372 | 2022-07-12 | BOUCHARD, MARYSE | Convention de spectacle - Programme de soutien aux initiatives culturelles | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 10 000,00 $ |
| **Total CLAUDETTE LEMAY** | | | | | | | **10 000,00 $** |
| COLLEGE LASALLE | 1546452 | 2022-07-30 | BOULAY, KARINE | Animation de 2 événements visant la participation d'un maximum de 15 personnes à la fois pour les initier à la pratique artistique. Événements le 2 et le 9 août 2022 de 16H30 à 18h30 au Square Cabot. | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 309,72 $ |
| **Total COLLEGE LASALLE** | | | | | | | **2 309,72 $** |
| COMPAGNIE DE PRODUCTION LES FOUTOUKOURS | 1545054 | 2022-07-15 | LIMA, MARIE EVE | Convention de spectacle FR-2022-11-921 - GLOB - MCJS | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 6 089,27 $ |
| **Total COMPAGNIE DE PRODUCTION LES FOUTOUKOURS** | | | | | | | **6 089,27 $** |
| COMPUGEN INC. | 1544474 | 2022-07-13 | LEMYRE, PATRICK | Soumission 492897 - Moniteurs sur entente 1526425 | Ville-Marie - Services administratifs | - | 4 231,00 $ |
| **Total COMPUGEN INC.** | | | | | | | **4 231,00 $** |
| CREATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY INC. | 1546137 | 2022-07-22 | BOULAY, KARINE | Soumission - Étincelles été 2022 | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 078,75 $ |
| **Total CREATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY INC.** | | | | | | | **2 078,75 $** |
| DATA GESTION DES COMMUNICATIONS | 1545857 | 2022-07-21 | ALI, SAMBA OUMAR | Soumission Q2000080956-1 - Constats d'infraction | Ville-Marie - Travaux publics | - | 7 932,60 $ |
| **Total DATA GESTION DES COMMUNICATIONS** | | | | | | | **7 932,60 $** |

Ville-Marie Montréal

## Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DIMENSION DPR INC. | 1543950 | 2022-07-08 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | soumission du 6 juillet 2022 - Mise à jour de la carte de l'arrondissement Ville-Marie - édition 2022. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 2 131,25 $ |
| **Total DIMENSION DPR INC.** | | | | | | | **2 131,25 $** |
| ENTREPRISES INTMOTION INC. | 1523261 | 2022-07-13 | DUFRESNE, ALAIN | Soumission 30398, 30774 et 30900 - Achat et installation d'une caméra de surveillance, lentille de caméra et modem pour la toilette autonettoyante au Square Viger Ouest, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 3 149,62 $ |
| **Total ENTREPRISES INTMOTION INC.** | | | | | | | **3 149,62 $** |
| EQUIPEMENTS TWIN INC. | 1544705 | 2022-07-14 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Fournir et installer un Monte-Charge de type TUCKUNDER de marque TOMMY GATE/ Soum 5125571 du 12 juillet 2022 | Ville-Marie - Travaux publics | - | 7 608,69 $ |
| **Total EQUIPEMENTS TWIN INC.** | | | | | | | **7 608,69 $** |
| F.X. LANGE INC | 1539402 | 2022-07-29 | RESTREPO, JUAN CARLOS | BC ouvert - Location de plaques d'acier. Soumission 22-06-14 et du 27 juillet 2022 | Ville-Marie - Travaux publics | - | 7 496,11 $ |
| **Total F.X. LANGE INC** | | | | | | | **7 496,11 $** |
| FINAGO INC. | 1547119 | 2022-07-29 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Location d'un camion tasseur 2021 Freightliner 108SD avec benne Heil 25V pour l'arrondissement Ville-Marie - TP Voirie. Soumission du 29 juillet 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 10 498,75 $ |
| **Total FINAGO INC.** | | | | | | | **10 498,75 $** |
| FNX-INNOV INC. | 1545257 | 2022-07-18 | ROY, JULIE | Entente 1535317 - Services de laboratoire et de contrôle des matériaux pour la construction de fosses de plantations le long du viaduc Berri, entre Sherbrooke et Ontario dans l'arr. Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 12 958,78 $ |
| **Total FNX-INNOV INC.** | | | | | | | **12 958,78 $** |
| FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL | 1547120 | 2022-07-29 | OUELLET, MARIE-CLAUDE | Convention - les Vendredis autochtones au Square Cabot | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 9 000,00 $ |
| **Total FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL** | | | | | | | **9 000,00 $** |
| GAGNE SPORTS EQUIPEMENTS | 1544321 | 2022-07-12 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission 244105 - Structure galvanisée 4" x 48" avec support de panneau renforcé et installation sur surface asphalté au parcs Toussaint-Louverture, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 6 157,41 $ |
| **Total GAGNE SPORTS EQUIPEMENTS** | | | | | | | **6 157,41 $** |
| GREGORY TAILLON | 1546566 | 2022-07-27 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Création visuels pour Forum du village, mise en page du PPt et affiches, propositions marquages sol et habillage conteneurs, préparation fichiers pour impression, coordination et séances de travail avec léquipe de Sia Partners. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 3 220,00 $ |
| **Total GREGORY TAILLON** | | | | | | | **3 220,00 $** |
| GROUPE ABS INC. | 1546803 | 2022-07-28 | DUFRESNE, ALAIN | Entente 1535310 - OS # CD-22-0012-27 - Contrôle qualitatif des matériaux lors des travaux de reconstruction d'un muret de soutènement avec clôtures, d'un escalier et amélioration de l'éclairage au parc Percy-Walters, arr. Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 25 362,88 $ |
| GROUPE ABS INC. | 1546028 | 2022-07-22 | DUFRESNE, ALAIN | Entente 1535310 - Estimation CD-22-0012-15 - Contrôle qualitatif des matériaux pour le projet de réaménagement du parc Summerhill, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 10 006,54 $ |
| **Total GROUPE ABS INC.** | | | | | | | **35 369,42 $** |

Ville-Marie Montréal

**Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | 1544487 | 2022-07-13 | LABELLE, MARC | Mobilier RDC du 800 (salle du conseil et BAM) - AO sur invitation | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 54 735,49 $ |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | 1530626 | 2022-07-12 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Soumission KS-0949-0 - Cloisons - réaménagement 800 | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 8 645,40 $ |
| **Total GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.** | | | | | | | **63 380,89 $** |
| GROUPE LOU-TEC INC. | 1524315 | 2022-07-21 | DUFRESNE, ALAIN | Location d'un chariot élévateur au propane d'une capacité de 5000 lbs. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 551,18 $ |
| GROUPE LOU-TEC INC. | 1524315 | 2022-07-20 | DUFRESNE, ALAIN | Location d'un chariot élévateur au propane d'une capacité de 5000 lbs. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 1 661,00 $ |
| GROUPE LOU-TEC INC. | 1524315 | 2022-07-08 | DUFRESNE, ALAIN | Location d'un chariot élévateur au propane d'une capacité de 5000 lbs. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 524,94 $ |
| **Total GROUPE LOU-TEC INC.** | | | | | | | **2 737,12 $** |
| GROUPE RICHER | 1542843 | 2022-07-04 | RAIL, CHRISTIANE | Soumission 0150510 - Tourbe - Piscine éphémère Parc Jos-Montferrand | Ville-Marie - Travaux publics | - | 3 789,59 $ |
| **Total GROUPE RICHER** | | | | | | | **3 789,59 $** |
| INOLEC | 1546359 | 2022-07-26 | ALI, SAMBA OUMAR | 2022 BC ouvert - Réparation et entretien de divers outils, selon les soumissions du fournisseur. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 249,37 $ |
| INOLEC | 1545352 | 2022-07-19 | ALI, SAMBA OUMAR | Reparation d'une geleuse de tuyau - Marque : Ridgid - Modèle : SF-2500R - Numéro de série : 1908909. - TP-Gestion de l'eau, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 099,75 $ |
| INOLEC | 1543571 | 2022-07-07 | ALI, SAMBA OUMAR | Outils : Scie et cloueuse. Soumission 50133802-00 du 5 juillet 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 3 055,84 $ |
| **Total INOLEC** | | | | | | | **10 404,96 $** |
| L'INSTITUT NATIONAL CANADIEN POUR LES AVEUGLES DU QUEBEC | 1546518 | 2022-07-26 | LEMYRE, PATRICK | Soumission 00002329 - Évaluation et installation BlindSquare - BAM | Ville-Marie - Services administratifs | - | 5 062,50 $ |
| **Total L'INSTITUT NATIONAL CANADIEN POUR LES AVEUGLES DU QUEBEC** | | | | | | | **5 062,50 $** |
| LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA. | 1542917 | 2022-07-04 | DUFRESNE, ALAIN | Location de 3 camionnette 4 x 2 à cabine allongée (2 ou 4 portes) - classe 211B pour le Pavage en régie pour les mois de septembre, octobre et novembre 2022. Entente 1506794 se terminant le 7 décembre 2022. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 14 409,54 $ |
| **Total LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.** | | | | | | | **14 409,54 $** |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC. | 1546660 | 2022-07-27 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Facture 292273 - Autocollants poubelles/recyclage - d20312 | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 3 107,63 $ |
| **Total LAMCOM TECHNOLOGIES INC.** | | | | | | | **3 107,63 $** |
| LE GROUPE BELLON PRESTIGE INC. | 1535686 | 2022-07-12 | DUFRESNE, ALAIN | Soumission ES0584 et ES0595 - Achat de toiles: garde corp, jupette et toit pour le projet Piscine éphémère 2022 au parc Jos-Montferrand, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 446,21 $ |
| **Total LE GROUPE BELLON PRESTIGE INC.** | | | | | | | **2 446,21 $** |
| LE MILIEU, COOPERATIVE DE SOLIDARITE CREATIVE | 1545434 | 2022-07-19 | DUFRESNE, ALAIN | Offre de service - Café-atelier au pavillon du Square-Viger Montant total de 70 000 $ Du 4 juillet 2022 au 30 juin 2023 | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | DA225377001 | 40 945,12 $ |
| **Total LE MILIEU, COOPERATIVE DE SOLIDARITE CREATIVE** | | | | | | | **40 945,12 $** |

Ville-Marie Montréal

**Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LE MONDE DE M. FUN | 1547027 | 2022-07-29 | BOULAY, KARINE | Facture 6262 - Animation ouverture piscinette - Parc Jos Montferrand | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 729,67 $ |
| **Total LE MONDE DE M. FUN** | | | | | | | **2 729,67 $** |
| LES BUREAUX ERGONOFIS | 1543170 | 2022-07-05 | ALI, SAMBA OUMAR | Bureaux et passe-fils. Soumission 1703 du 30 juin 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 4 889,28 $ |
| **Total LES BUREAUX ERGONOFIS** | | | | | | | **4 889,28 $** |
| LES CONSTRUCTIONS CORDELLA (CANADA) LTEE | 1511505 | 2022-07-12 | DUFRESNE, ALAIN | PARCS Ville Marie Commande ouverte - Service 2022 : Sciage de fosses d'arbres pour la plantation, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 13 287,32 $ |
| LES CONSTRUCTIONS CORDELLA (CANADA) LTEE | 1511505 | 2022-07-12 | DUFRESNE, ALAIN | PARCS Ville Marie Commande ouverte - Service 2022 : Sciage de fosses d'arbres pour la plantation, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 460,80 $ |
| **Total LES CONSTRUCTIONS CORDELLA (CANADA) LTEE** | | | | | | | **15 748,12 $** |
| LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR. | 1511510 | 2022-07-22 | RESTREPO, JUAN CARLOS | PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2022 - Achat de divers outils et pièces selon les besoins. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 099,75 $ |
| **Total LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR.** | | | | | | | **2 099,75 $** |
| LES ENTREPRISES TZANET INC | 1543726 | 2022-07-07 | LEDUC, VALERIE | Soumission 89012 - Réfrigérateur - Square Viger | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 3 280,85 $ |
| **Total LES ENTREPRISES TZANET INC** | | | | | | | **3 280,85 $** |
| LIFTOW LTEE. | 1545359 | 2022-07-19 | ALI, SAMBA OUMAR | Formation chariot élévateur en août 2022 - TP-Gestion de l'eau, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 771,68 $ |
| **Total LIFTOW LTEE.** | | | | | | | **2 771,68 $** |
| LOCATION GAMMA INC. | 1544305 | 2022-07-12 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission # q2048 - Batteries et souffleur à main, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 086,57 $ |
| **Total LOCATION GAMMA INC.** | | | | | | | **5 086,57 $** |
| LOVERS ATWORK OFFICE FURNITURE | 1544496 | 2022-07-13 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Soumission Q0005439-0 - Dessus de bureaux | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 8 499,39 $ |
| **Total LOVERS ATWORK OFFICE FURNITURE** | | | | | | | **8 499,39 $** |
| MACHINERIE TRAKTO | 1538435 | 2022-07-12 | DUFRESNE, ALAIN | Soumission # SDL-030622-01 - Système d'arrosage avec moteur Honda GX200 avec accessoires: enrouleur, boyau-pompier et pistolets, pour l'équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 14 571,22 $ |
| **Total MACHINERIE TRAKTO** | | | | | | | **14 571,22 $** |
| MAGGY FLYNN | 1544381 | 2022-07-12 | TREMBLAY, GINA | Convention de spectacle - Programme de soutien aux initiatives culturelles | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 7 500,00 $ |
| **Total MAGGY FLYNN** | | | | | | | **7 500,00 $** |
| MANOREX INC. | 1544499 | 2022-07-13 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Travaux Atateken. Facture 1566 - Installation signalisation routière. Facture 1567 - Location - plaque d'acier. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 467,21 $ |
| MANOREX INC. | 1543391 | 2022-07-06 | PICARD, SANDRA | Travaux dexcavation ponctuel pour réparation de la cheminée du regard 5090271. Soumission du 6 juillet 2022. Colonne d'égout rue De Lorimier. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 10 498,75 $ |
| **Total MANOREX INC.** | | | | | | | **12 965,96 $** |

Ville-Marie Montréal

**Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ME JULIE DURANCEAU, AVOCATE ET MEDIATRICE | 1543596 | 2022-07-07 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Contrat de services professionnels - Analyse climat de travail | Ville-Marie - Services administratifs | - | 15 223,19 $ |
| **Total ME JULIE DURANCEAU, AVOCATE ET MEDIATRICE** | | | | | | | **15 223,19 $** |
| MEDIAQMI INC. | 1546475 | 2022-07-26 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Facture UR00003192 - Licence de contenu 2022-2023. Projet : Contrat pour l'utilisation d'articles (droits d'auteurs) dans le cadre de la Revue de presse de l'arrondissement. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 4 775,92 $ |
| **Total MEDIAQMI INC.** | | | | | | | **4 775,92 $** |
| MFBB INC. | 1546694 | 2022-07-27 | LIMA, MARIE EVE | Factures 5688, 5698 et 5723 - Impressions et lettrages pour projet d'art pour vitrines | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 7 736,13 $ |
| **Total MFBB INC.** | | | | | | | **7 736,13 $** |
| MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES | 1545741 | 2022-07-20 | DUFRESNE, ALAIN | Frais de traçabilité pour la disposition des sols excavés pour le contrat VMP-22-009: réaménagement du Skate Plaza, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 2 624,69 $ |
| **Total MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES** | | | | | | | **2 624,69 $** |
| MONTREAL EN HISTOIRE | 1545116 | 2022-07-15 | BOUCHARD, MARYSE | Soumission - Projection film - Champs-de-Mars | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 11 286,16 $ |
| **Total MONTREAL EN HISTOIRE** | | | | | | | **11 286,16 $** |
| MULTI-PRESSIONS L.C. INC. | 1546600 | 2022-07-27 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission SWO-5773 remplacé par SWO-5774 - Achat d'une machine à pression, modèle SS40005VH avec plateforme réservoir et batterie, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 22 488,21 $ |
| **Total MULTI-PRESSIONS L.C. INC.** | | | | | | | **22 488,21 $** |
| NORDIKEAU INC | 1537444 | 2022-07-29 | RAIL, CHRISTIANE | OS # OPE-22-0149 - Services professionnels - Démarrage le 7 et 8 juin 2022 et opération, du 9 au 18 juin 2022, de la fontaine du Square Dorchester, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 6 963,30 $ |
| **Total NORDIKEAU INC** | | | | | | | **6 963,30 $** |
| PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES | 1545288 | 2022-07-19 | DUFRESNE, ALAIN | Soumission # 323, projet 340 - Maintenance/aménagement du stationnement à vélo MSL au QDS, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 10 371,33 $ |
| **Total PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES** | | | | | | | **10 371,33 $** |
| PATRICK BERUBE | 1544838 | 2022-07-14 | TREMBLAY, GINA | Convention d'exposition - HM-2022-07-836-13 - Exposition Regarde! | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 4 855,67 $ |
| **Total PATRICK BERUBE** | | | | | | | **4 855,67 $** |
| PEPINIERE R.Y. LOCAS INC. | 1511742 | 2022-07-05 | RESTREPO, JUAN CARLOS | PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2022 - Achat de fournitures horticoles au besoin. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 099,75 $ |
| **Total PEPINIERE R.Y. LOCAS INC.** | | | | | | | **2 099,75 $** |
| PGVMEDIA | 1546496 | 2022-07-26 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Livrets automne 2022 de 48 pages en 1000 exemplaires. Livraison incluse. Soumission SM-13207. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 7 892,96 $ |
| **Total PGVMEDIA** | | | | | | | **7 892,96 $** |

Ville-Marie Montréal

## Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIERRE LAINEY | 1543426 | 2022-07-06 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Proposition du 20 juin 2022 - Formation interactive de 3.5 heures le 6 octobre 2022, portant sur les habiletés politiques et l'influence pour les employés/gestionnaires de la Division des Parcs et Horticulture, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 362,22 $ |
| **Total PIERRE LAINEY** | | | | | | | **2 362,22 $** |
| PIERRE-MICHEL JEAN-LOUIS | 1546152 | 2022-07-22 | LIMA, MARIE EVE | Convention de spectacle - Programme de soutien aux initiatives culturelles | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 7 500,00 $ |
| **Total PIERRE-MICHEL JEAN-LOUIS** | | | | | | | **7 500,00 $** |
| PLANCHERS M&M CHOUINARD INC | 1545799 | 2022-07-21 | DUFRESNE, ALAIN | Soumission du 29 juin 2022 - Entretien plancher gymnase CJCM rotation et démarche okay | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 55 170,93 $ |
| **Total PLANCHERS M&M CHOUINARD INC** | | | | | | | **55 170,93 $** |
| PLANTERRA LTEE | 1545346 | 2022-07-19 | ALI, SAMBA OUMAR | Bon de commande ouvert: Achats de plantes et de cache-pots - TP-Voirie, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 099,75 $ |
| **Total PLANTERRA LTEE** | | | | | | | **2 099,75 $** |
| PRO SERI INC. | 1542828 | 2022-07-04 | TREMBLAY, GINA | Facture 30487 - Impression numérique Moulins d'art | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 708,68 $ |
| **Total PRO SERI INC.** | | | | | | | **2 708,68 $** |
| PROMOTIONS C.S.L. (LES) | 1545482 | 2022-07-19 | JALBERT-LEBOEUF, MYLÈNE | Bon de commande ouvert: Location d'équipements divers pour la parade de la fierté: Sonorisation, génératrice, bonbonne de propane, services technique et autres. TP - parcs, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 309,72 $ |
| PROMOTIONS C.S.L. (LES) | 1544975 | 2022-07-15 | TREMBLAY, GINA | Soumission 20220710-1 - Sono fêtes de familles - divers parcs | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 045,16 $ |
| PROMOTIONS C.S.L. (LES) | 1544979 | 2022-07-15 | TREMBLAY, GINA | Soumissions 20220712-1 et 20220802-1 - Sono parc Médéric-Martin | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 4 245,17 $ |
| PROMOTIONS C.S.L. (LES) | 1543045 | 2022-07-05 | TREMBLAY, GINA | Soumissions 20220629-1 et 20220703-1 - location sonorisation spectacles mercredi Square Cabot | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 5 071,95 $ |
| PROMOTIONS C.S.L. (LES) | 1542960 | 2022-07-04 | BOULAY, KARINE | Soumissions 20220630-1 et 20220804-1 - location sonorisation spectacles Square Cabot | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 7 832,07 $ |
| **Total PROMOTIONS C.S.L. (LES)** | | | | | | | **21 504,07 $** |
| RAYMOND BIESINGER ILLUSTRATION INC. | 1544547 | 2022-07-13 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Facture inv-0122 - Illustration Bulletin été 2022 en ligne | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 4 199,50 $ |
| **Total RAYMOND BIESINGER ILLUSTRATION INC.** | | | | | | | **4 199,50 $** |

Ville-Marie Montréal

## Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REGULVAR INC | 1513102 | 2022-07-13 | DUFRESNE, ALAIN | PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2022 - Services d'entretien et réparation à la fontaine de la Place Vauquelin. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 13 648,37 $ |
| **Total REGULVAR INC** | | | | | | | **13 648,37 $** |
| RUIGROK FLOWERBULBS | 1544783 | 2022-07-14 | DUFRESNE, ALAIN | Commande 153745 e 153746 - Achat de bulbes à fleurs, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 9 415,01 $ |
| **Total RUIGROK FLOWERBULBS** | | | | | | | **9 415,01 $** |
| SANTINEL INC. | 1543580 | 2022-07-13 | SAUVE, BENOIT | Formation travaux sécuritaire en présence d'amiante volet silice projet 32009 et formation utilisation des équipements de protection respiratoire projet 32008. Offre de service du 5 juillet 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 249,37 $ |
| **Total SANTINEL INC.** | | | | | | | **5 249,37 $** |
| SERRURIERS AMHERST INC. | 1545866 | 2022-07-26 | BOULAY, KARINE | Soumission 23-06-22 et facture du 15 juin - Serrure - Chalet parc Percy Walters | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 536,49 $ |
| SERRURIERS AMHERST INC. | 1545866 | 2022-07-21 | BOULAY, KARINE | Soumission 23-06-22 et facture du 15 juin - Serrure - Chalet parc Percy Walters | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 1 863,00 $ |
| **Total SERRURIERS AMHERST INC.** | | | | | | | **2 399,49 $** |
| SERVICE CITE PROPRE INC. | 1541450 | 2022-07-29 | RESTREPO, JUAN CARLOS | contrat gré à gré avec démarche de demande de prix pour la location d'un camion tasseur pour l'arrondissement Ville-Marie - TP Voirie. Soumission du 15 juin 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 9 273,91 $ |
| **Total SERVICE CITE PROPRE INC.** | | | | | | | **9 273,91 $** |
| SIGNEL SERVICES INC | 1544226 | 2022-07-12 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Attaches d'enseignes Lexan et Perches télescopiques. Soumission 51403. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 270,37 $ |
| SIGNEL SERVICES INC | 1543578 | 2022-07-07 | ALI, SAMBA OUMAR | Enseignes Lexan. Soumission 51219 du 22 juin 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 68,24 $ |
| SIGNEL SERVICES INC | 1543578 | 2022-07-07 | ALI, SAMBA OUMAR | Enseignes Lexan. Soumission 51219 du 22 juin 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 543,34 $ |
| **Total SIGNEL SERVICES INC** | | | | | | | **10 881,95 $** |
| SIX CREATIVELAB | 1543941 | 2022-07-08 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Soumission S1086-C40 - Outils promos - Piscine éphémère 2022 au par Jos-Montferrand | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 4 337,03 $ |
| **Total SIX CREATIVELAB** | | | | | | | **4 337,03 $** |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 1546597 | 2022-07-27 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Facture 9832289957 - Frais de poste - lettre aux résidents - renouvellement SRRR | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 6 739,29 $ |
| **Total SOCIETE CANADIENNE DES POSTES** | | | | | | | **6 739,29 $** |
| SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM) | 1514991 | 2022-07-08 | DUFRESNE, ALAIN | Remboursement des frais encourus pour l'estimation des coûts, la conception et l'administration du projet de toiture à l'édicule de la Place Émile-Gamelin, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 423,11 $ |
| **Total SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)** | | | | | | | **5 423,11 $** |
| SOCIETE XYLEM CANADA | 1546480 | 2022-07-26 | DUFRESNE, ALAIN | Bon de commande ouvert pour la réparation d'une pompe pour la cascade du parc du Mont-Royal, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 15 748,12 $ |
| **Total SOCIETE XYLEM CANADA** | | | | | | | **15 748,12 $** |

Ville-Marie Montréal

## Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SOLOTECH INC | 1545621 | 2022-07-20 | SIROIS, CELINE | Soumission SQ-2827 - Écrans Centre JC Malépart | Ville-Marie - Services administratifs | - | 3 153,51 $ |
| SOLOTECH INC | 1544504 | 2022-07-13 | LEMYRE, PATRICK | Soumission SQ-1674 - Écrans aréna Camillien-Houde | Ville-Marie - Services administratifs | - | 4 061,19 $ |
| SOLOTECH INC | 1542883 | 2022-07-04 | LEMYRE, PATRICK | Soumission SQ-2439 - Vidéoconférence sur chariot | Ville-Marie - Services administratifs | - | 4 154,21 $ |
| **Total SOLOTECH INC** | | | | | | | **11 368,91 $** |
| SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC | 1544733 | 2022-07-14 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie/Soum 2022-06-07-TP- Manon Ouellet | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 248,33 $ |
| SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC | 1544739 | 2022-07-14 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie/Soum 2022-06-08-TP- Manon Ouellet | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 979,04 $ |
| SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC | 1544742 | 2022-07-14 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie/Soum 2022-06-09-TP- Manon Ouellet | Ville-Marie - Travaux publics | - | 6 635,21 $ |
| **Total SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC** | | | | | | | **17 862,58 $** |
| SOLUTIONS SUPERIEURES S.E.C | 1546151 | 2022-07-22 | BOUCHARD, | Soumission 2551945 - Autorécureuses - aréna | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et | - | 17 232,92 $ |
| **Total SOLUTIONS SUPERIEURES S.E.C** | | | | | | | **17 232,92 $** |
| STANLEY BLACK & DECKER CANADA CORPORATION | 1547047 | 2022-07-29 | ALI, SAMBA OUMAR | 2022 BC ouvert, réparation et entretiens de divers outil TP | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 249,37 $ |
| **Total STANLEY BLACK & DECKER CANADA CORPORATION** | | | | | | | **5 249,37 $** |
| TECHNOLOGIA FORMATION | 1542955 | 2022-07-04 | DUFRESNE, ALAIN | Facture f118649 / CH107F - Gestion du temps: définir ses priorités en restant flexible | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 257,23 $ |
| **Total TECHNOLOGIA FORMATION** | | | | | | | **2 257,23 $** |
| VANCO FLOWERS LTD | 1543334 | 2022-07-13 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission # QU-0002 - Bulbes de tulipes pour l'arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 624,69 $ |
| VANCO FLOWERS LTD | 1543334 | 2022-07-06 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission # QU-0002 - Bulbes de tulipes pour l'arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 3 706,06 $ |
| **Total VANCO FLOWERS LTD** | | | | | | | **6 330,75 $** |
| VERSION IMAGE PLUS INC. | 1543936 | 2022-07-08 | LABELLE, MARC | Soumission # 170387 - Mesh 70/30 avec installation. Projet: clôtures de chantier au parc Olivier-Robert. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 12 222,33 $ |
| **Total VERSION IMAGE PLUS INC.** | | | | | | | **12 222,33 $** |
| **Total général** | | | | | | | **870 287,86 $** |

Ville-Marie Montréal

**Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 9e Vague Inc. (129908) | 220713 | Spectacle Yodel Bleu par Véranda le 13 juillet 2022 au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 574,81 $ |
| | hm202208717 | SpectaclesYodel bleu de Véranda le 2 août 2022 au parc Médéric-Martin | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 574,81 $ |
| Acces Communications (117313) | 358015ac | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 05-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 427,30 $ |
| Amelie Fortin (232876) | fr202210891 | Spectacle Nuit Blanche le 16 octobre 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 149,62 $ |
| Anik April (508957) | 82022 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 325,00 $ |
| Apsam Association Paritaire Sante & Securite Affaires Municipales (117519) | 22991 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 07-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 868,84 $ |
| | 23001 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 07-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 868,84 $ |
| Association Des Bibliotheques Publiques Du Quebec (121173) | 6108 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 240,00 $ |
| | 6122 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 240,00 $ |
| Association Les Chemins Du Soleil (133186) | c002 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 285,00 $ |
| Audrey Gaussiran (605530) | fr202202039 | Spectacle du 15 juillet 2022 au parc des Faubourgs suite au report du spectacle prévu à la maison de la culture Janine-Sutto le 8 février 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 04-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 965,90 $ |
| Avancie Inc. (337960) | un202278718 | Programmation avancie-TP-Entr-Graffitis | Inspection et entretien | 05-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 82,68 $ |
| Baulne Inc. (481517) | w25303 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 556,76 $ |
| Belinda Belice (618565) | fr202201059 | Spectacle Fanm nan dife prévu le 26 janvier 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto et reporté au 28 septembre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 700,00 $ |
| Bellavance, Eugenie (546267) | rembempl220630 | Rembours.aux employés des frais encourus | Division des sports, des loisirs et du développement social | 04-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 116,00 $ |
| Berirouche Feddal (617926) | hm20220783602 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 154,86 $ |
| Bezancon, Dorothee (650978) | rembempl220729 | Rembours.aux employés des frais encourus | Culture et bibliothèques (B23K18) | 29-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 21,63 $ |
| Boo! Design Inc. (123330) | 5080 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 05-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 68,24 $ |
| Bouchard, Maryse (147183) | rembempl220707 | Rembours.aux employés des frais encourus | Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16) | 07-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 26,00 $ |
| Bravo Musique Inc. (603985) | hm202207713 | Spectacle Tu ne mourras pas de Maude Audet le 19 juillet au parc Médéric-Martin | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 149,62 $ |

Ville-Marie Montréal

**Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| C.A.C.T.U.S. Montreal (153157) | 2022080 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 07-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 200,00 $ |
| Charles-Olivier Bourque (567946) | f20220623e | Serv post-production Video(SST cols bleus) | Communications et relations avec la communauté | 18-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 656,17 $ |
| Chaussures Belmont Inc (116098) | 755002 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 26,76 $ |
| Cirque Hors Piste (423953) | 220719 | Spectacle La Valse des Pouvoirs le 19 juillet 2022 au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 200,00 $ |
| | hm202208898 | Spectacle La Valse des pouvoirs au parc Charles-S-Campbell le 4 août 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 000,00 $ |
| Confidentiel Dechiquetage De Documents Inc. (123835) | 63131 | Destruction de documents | Permis et inspection (B23K28) | 21-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 9,04 $ |
| | fac144035 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 28-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 4,79 $ |
| | fac144036 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Mobilité et planification | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 9,04 $ |
| | fac144037 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Ressources humaines (B23K04) | 28-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 23,40 $ |
| | fac144039 | Destruction de documents pour le Greffe | Greffe (B23K05) | 18-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 9,04 $ |
| Construction Momentum Inc. (388633) | 000207 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 18-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 881,89 $ |
| Cooperative De L'Universite Laval (397634) | 778084 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division de la gestion immobilière | 28-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 29,40 $ |
| | 778255 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division de la gestion immobilière | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 614,18 $ |
| Copibec (121195) | 57432 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 293,96 $ |
| Copie Express (116785) | sbm10642 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 30-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 55,12 $ |
| | sbm12297 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 30-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 668,25 $ |
| | sbm12991 | 1500 avis aux résidents(piéto-St-Denis)-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 149,61 $ |
| | sbm12993 | 100 affiches couleur-Covid-19--Bureau(BF 22379)-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 89,24 $ |
| | sbm12994 | Impression 350 info.SSME-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 438,32 $ |
| | sbm12996 | Impression-100 flyers et 10 affiches couleur-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 32,81 $ |
| | sbm12999 | Impression-Coroplast divers dim et cartons-BF 22385-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 446,20 $ |

Ville-Marie Montréal

**Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Copie Express (116785) | sbm13000 | Impression-BF-ME-22386-Avis aux résidents-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 155,91 $ |
| | sbm13011 | Impression- diverses et affiches couleur--COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 173,23 $ |
| | sbm13013 | Impression- Cartons couleur-sécurité urbaine-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 73,49 $ |
| | sbm13016 | Impression-Dépliants et impressions couleur (ME22402)-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 118,64 $ |
| | sbm13018 | Impression-120 cartons couleur(ME 22404)-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 103,41 $ |
| | sbm13019 | Impression-Dépliants couleur et Guide des ress VM(ME22405)-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 362,21 $ |
| | sbm13020 | Impression Coroplast-Affiches et dépliants couleur-(ME22406)-COMM | Communications et relations avec la communauté | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 655,12 $ |
| | smb12306 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 96,96 $ |
| | smb12989 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Gestion - travaux publics (B23K08) | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 310,76 $ |
| Corporation Du Centre Jean-Claude Malepart (118738) | 220601 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 28-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 116,00 $ |
| | 220628 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 28-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 97,50 $ |
| Dominique Sirois (159152) | hm20220783610 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 732,29 $ |
| Droldadon (386696) | 220816 | Spectacle LazyGirl le 16 août 2022 au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 200,00 $ |
| Ducore Expertise Inc. (650698) | 45537 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Ressources humaines (B23K04) | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 393,70 $ |
| Echafauds Plus (Laval) Inc (118615) | 01610957 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 28-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 452,63 $ |
| Editions Du Rognon (254209) | 220618 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 450,00 $ |
| | 220716 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 450,00 $ |
| Eloi Amesse (369410) | hm202207897 | Spectacle Tradorchestre le 22 juillet 2022 au parc des Faubourgs | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 328,10 $ |
| Enseignes Et Lettrage Robert (1945) Inc. (524350) | 15648 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 04-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 635,17 $ |
| Ensemble A Percussion Sixtrum (157929) | fr202210887 | Spectacles 6 Marimbas le 2 octobre 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 555,38 $ |
| Enterprise Holdings Incorporated (575421) | a25may223741 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 10,95 $ |

Ville-Marie Montréal

**Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Entreprises Intmotion Inc. (158559) | 28187 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 407,88 $ |
| | 28233 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 18-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 385,83 $ |
| Etude Pietro Macera Inc. (116601) | 47503 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Ressources humaines (B23K04) | 28-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 180,89 $ |
| Felicity Hamer (524333) | 220803 | Spectacle Filly & the Flops le 3 août 2022 au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 000,00 $ |
| G. Courchesne Inc (148862) | as033010 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 18-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 322,20 $ |
| Gaudet-Boisvert, Benoit (511718) | rembempl220705 | Rembours.aux employés des frais encourus | Voirie (B23K10) | 05-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 63,44 $ |
| Groupe De Musique Imtl Inc. (607758) | 220720 | Spectacle Urban Science Brass Band le 20 juillet 2022 au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 359,60 $ |
| | 220817 | Spectacle The Liquor Store au Square Cabot le 17 août 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 099,75 $ |
| Groupe Lou-Tec Inc. (445695) | 15449130001 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 15-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 909,08 $ |
| Groupe Usb Inc. (607979) | 1727 | Service et matériel pr barricader un bâtiment-F Lussier(DAUM)-Permis | Permis et inspection (B23K28) | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 732,29 $ |
| Guillaume Adjutor Provost (645005) | hm20220783609 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 650,00 $ |
| Hydro Westmount (107914) | 906405 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 35,34 $ |
| | 912156 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 18-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 27,02 $ |
| Impression Multi-Sources (115050) | 58054 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 199,48 $ |
| Inolec (115066) | 5013387000 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 08-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 651,88 $ |
| Jacques Bellavance (600774) | hm20220783607 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 154,86 $ |
| Jean Sabourin (579995) | 220714 | Spectacle Gruv'n Brass du 14 juillet 2022 au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 175,87 $ |
| | 220728 | Spectacle Fanfare Jarry le 28 juillet 2022 au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 939,65 $ |
| | 220811 | Spectacle Fanfare de l'île le 11 août au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 939,65 $ |
| Jennifer Brunet (528112) | rv220711d | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 28-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 708,67 $ |
| Josue Quirion (642751) | 001 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 400,00 $ |
| Juan Ortiz-Apuy (365787) | hm20220783611 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 650,00 $ |
| Julie Tremble (338032) | hm20220783604 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 732,29 $ |
| Kokobrik (482235) | 109 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 419,95 $ |

Ville-Marie Montréal

## Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| L'Activite (146841) | fr202211890 | Spectacle Zoé le 18 novembre 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto | Culture et bibliothèques (B23K18) | 12-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 261,95 $ |
| L'Agence Station Bleue Inc. (129255) | 220820 | Spectacle Kaléidoscope le 20 août 2022 au parc Julia-Drummond | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 679,80 $ |
| | fr202209855 | Spectacle Christopher Hall et le Quatuor comique le 20 septembre 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 624,69 $ |
| | fr202212859 | Noël jazzé du Rémi Bolduc Jazz Ensemble le 9 décembre 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 414,71 $ |
| L'Empire Desmarais Lavigne Maison D'Edition S.E.N.C. (643135) | hm202207714 | Spectacle Zale Seck trio avec ateliers de percussion le 10 juillet au parc Walter-Stewart et le 27 août au parc des Faubourgsu | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 4 514,46 $ |
| | hm202208720 | Spectacle 45 ans sur la route de Stephen Faulkner le 9 août 2022 au parc Médéric-Martin | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 312,34 $ |
| L'Empreinte Imprimerie Inc. (122285) | 1122071 | Cartes d'aff--VDM-Juillet 2022-TP Inspection-M Ouellet | Inspection et entretien | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 17,39 $ |
| | 1122073 | Cartes d'aff--Anglade Nicholson VDM-Juillet 2022-TP Inspection-M Ouellet | Inspection et entretien | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 17,39 $ |
| | 1122074 | Cartes d'aff--Luis Donis- VDM-Juillet 2022-TP Inspection-M Ouellet | Inspection et entretien | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 17,39 $ |
| L'Institut National Canadien Pour Les Aveugles Du Quebec (337926) | inv18566 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 500,00 $ |
| La Belle Coccinelle Animation Inc. (543666) | 4045 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 902,89 $ |
| Lamcom Technologies Inc. (138785) | 290905 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 671,36 $ |
| | 291257 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 78,74 $ |
| | 291258 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 78,74 $ |
| | 291757 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 206,20 $ |
| | 291782 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 315,80 $ |
| | 291859 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 425,23 $ |
| | 291860 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 204,73 $ |
| | 291864 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 801,47 $ |
| | 292026 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 134,64 $ |

Ville-Marie Montréal

## Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Lamcom Technologies Inc. (138785) | 292236 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 89,24 $ |
| | 531382 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 52,49 $ |
| Latitude 45/ Arts Promotion Inc. (129026) | 221005 | Spectacle Mikrokosmos le 5 octobre 2022 à l'Église St-Jax | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 298,16 $ |
| Laurence-Aurelie Theroux-Marcotte (327704) | 220003 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 429,05 $ |
| Lavoie, Myriam (450114) | rembempl220707 | Rembours.aux employés des frais encourus | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 57,59 $ |
| Le Groupe Marleb (178481) | 15784 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 194,23 $ |
| Leblanc, Virginie (569302) | rembempl220629 | Remb. KM du 2 juin 2022 _ Rembours.aux employés des frais encourus | Communications et relations avec la communauté | 22-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 163,48 $ |
| Les Ateliers Neuronix (321444) | 575 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 370,00 $ |
| Les Equipements D'Arpentage Cansel Inc. (114894) | 91205472 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Gestion - travaux publics (B23K08) | 29-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 396,32 $ |
| Les Films Criterion Pictures (115884) | 811713 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 472,44 $ |
| Les Mamizelles (602475) | hm202208719 | Spectacle Les Mamizelles au parc Charles-S-Campbell le 4 août 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 417,33 $ |
| Les Neurones Atomiques Inc. (317404) | f9811 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 30-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 225,72 $ |
| | f9912 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 30-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 225,72 $ |
| Les Productions Illusion Fabuleuse (If Productions) (135043) | fr202202061 | Spectacle Mononk Jules prévu le 3 février 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto et reporté au 5 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 204,74 $ |
| Les Productions Pasa Musik Inc. (157320) | hm202208721 | Spectacle Shauit le 16 août 2022 au parc Médéric-Martin | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 729,67 $ |
| Les Rugissants (515057) | hm202207716 | Spectacle Arches: Prensenza italiana le 9 juillet 2022 à la place Victoria | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 000,00 $ |
| Les Ymca Du Quebec (296130) | 7266471050202201 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 26-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 350,00 $ |
| Lieberman Tranchemontagne Inc. (100821) | in136573 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 243,36 $ |
| Lima, Marie Eve (403750) | rembempl220628 | Rembours.aux employés des frais encourus | Culture et bibliothèques (B23K18) | 30-juin-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 388,78 $ |
| Lorna Bauer (649823) | hm20220782606 | Exposition Regarde! du 20 juin au 31 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 260,97 $ |
| Louisane Fozin-Kengni (633463) | 15 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 400,00 $ |

Ville-Marie Montréal

**Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Maitre Des Cles (366600) | 19184 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 188,98 $ |
| Malaka Ackaoui (449178) | 202201 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 25-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 500,00 $ |
| Marguerite A Bicyclette (605895) | 220726 | Spectacle Vélo'Delà et l'infini le 26 juillet 2022 au Square Cabot | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 312,34 $ |
| Marianne Deryck (577927) | 202216 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 15-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 477,69 $ |
| Mfbb Inc. (226049) | 5543 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 28-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 234,02 $ |
| Michel Guimont Entrepreneur Electricien Ltee (118707) | 89906 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 07-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 194,23 $ |
| Ministre Des Finances (2931) | 220129tachereaublouin | Renouvellement de la certification OPA de TASCHEREAU BLOUIN Julien | Voirie (B23K10) | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 121,00 $ |
| | 220319alaplante | Renouvellement de la certification OPA de Alain Laplante, numéro de dossier (QP) 0000000200961. | Voirie (B23K10) | 08-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 121,00 $ |
| | 220325adeladurantaye | Renouvellement de la certification OPA de Alain De Ladurantaye QP 279077 | Voirie (B23K10) | 14-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 121,00 $ |
| | 220515mbremner | Renouvellement de la certification OPA de Michael Bremner QP 279099 | Voirie (B23K10) | 14-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 121,00 $ |
| | 220518madelisle | Renouvellement de la certification OPA de Marc André Delisle QP 229348 | Voirie (B23K10) | 14-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 121,00 $ |
| | 220518slaforest | Renouvellement de la certification OPA de Sébastien Laforest QP 256915 | Voirie (B23K10) | 14-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 121,00 $ |
| Miranda, Soraya (134527) | rembempl220727 | Rembours.aux employés des frais encourus | Culture et bibliothèques (B23K18) | 28-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 13,00 $ |
| Mobidic (319892) | 0000889 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 29-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 278,22 $ |
| | 0000903 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 78,74 $ |
| | 0000911 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 26,25 $ |
| | 0000912 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 393,70 $ |
| | 0000914 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 73,49 $ |
| Modu-Loc Fence Rentals Lp (216166) | 516212 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 07-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 52,49 $ |
| Naomi Silver0vezina (645770) | 2221 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 28-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 446,20 $ |
| Pascale Theoret-Groulx (392140) | hm20220782605 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 100,00 $ |

Ville-Marie Montréal

## Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Promotions Hannah Inc. (262043) | 0023319 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 04-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 136,43 $ |
| | tdsrc0088 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 04-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 170,55 $ |
| Ratelle, Benoit (640853) | rembempl220715 | Rembours.aux employés des frais encourus | Communications et relations avec la communauté | 28-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 16,78 $ |
| Raymonde April (15792) | hm20220783608 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 627,31 $ |
| Refrigeration Frigo Zone Inc (410403) | 025640 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 30-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 535,89 $ |
| Remorquage Meteor Inc. (120352) | 238402 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 27-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 81,89 $ |
| | 239033 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 27-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 83,53 $ |
| | 239676 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 27-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 83,53 $ |
| Renaud, Yannick (567348) | rembempl220630 | Rembours.aux employés des frais encourus | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 805,61 $ |
| Restrepo, Juan Carlos (496350) | rembempl220525 | Rembours.aux employés des frais encourus | Parcs et installations (B23K12) | 06-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 380,14 $ |
| Robert Boisvert (158537) | 05822 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 393,70 $ |
| | 05922 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 314,96 $ |
| Rosanne Dion (360899) | fr202201013 | Spectacle Retour prévu le 22 janvier 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto et reporté au 1er octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 800,00 $ |
| Rosemarie Records (566039) | hm202207712 | Spectacle Les fils du facteur le 12 juillet 2022 au parc Médéric-Martin | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 309,72 $ |
| Samuel Graveline (635182) | hm20220783612 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 100,00 $ |
| Samuel Larochelle (581920) | fr202202072 | La Soirée Sexxxu prévu le 17 février 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto et reporté au 21 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 099,75 $ |
| | fr202211964 | Spectacle Accents Queers 4 à la maison de la culture Janine-Sutto le 19 novembre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 519,70 $ |
| Santinel Inc. (115546) | 300092 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 15-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 135,43 $ |
| | 300099 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 15-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 541,74 $ |
| | 300100 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 15-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 406,30 $ |
| | 300101 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 15-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 188,98 $ |

Ville-Marie Montréal

**Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sasha Boucher-Godmer (650321) | 1 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 06-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 300,00 $ |
| Service National Des Sauveteurs Inc. (148166) | 206436 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 6,00 $ |
| Sinclair, Patrick (645529) | rembempl220603 | Rembours.aux employés des frais encourus | Voirie (B23K10) | 25-juin-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 42,35 $ |
| Six Creativelab (201751) | f2151c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 99,74 $ |
| | f2152c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 353,81 $ |
| | f2153c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 199,48 $ |
| | f2154c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 79,79 $ |
| | f2158c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 199,48 $ |
| | f2159c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 79,79 $ |
| | f2161c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 159,58 $ |
| | f2162c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 159,58 $ |
| | f2163c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 199,48 $ |
| | f2164c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 159,58 $ |
| | f2167c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 279,27 $ |
| | f2179c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 28-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 199,48 $ |
| | f2180c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 239,37 $ |
| | f2181c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 79,79 $ |
| | f2184c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 159,58 $ |
| | f2185c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 119,69 $ |
| | f2186c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 119,69 $ |
| | f2187c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 398,95 $ |

Ville-Marie Montréal

**Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Six Creativelab (201751) | f2190c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 79,79 $ |
| | f2191c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 111,29 $ |
| | f2192c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 79,79 $ |
| | f2193c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 99,74 $ |
| Sizzle Popcorn Inc. (650725) | 1207 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 28-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 771,66 $ |
| | 1208 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 28-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 215,22 $ |
| Societe Canadienne Des Postes (49148) | 9380795378 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 315,88 $ |
| | 9828653171 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 44,82 $ |
| | 9829336857 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 335,66 $ |
| | 9830233598 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 07-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 154,25 $ |
| | 9831581697 | Frais de poste-cpt 7049740-TP-Insp | Inspection et entretien | 19-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 498,86 $ |
| | 9832293846 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 28-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 249,90 $ |
| Societe De Sauvetage Et Sa Version Anglaise Lifesaging Society (117221) | 205918 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 90,00 $ |
| Solutions Notarius Inc (119499) | 364681 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Mobilité et planification | 07-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 16,19 $ |
| Spectre De Rue Inc . (107731) | 1086 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 280,00 $ |
| Steve Giasson (572459) | hm20220783603 | Exposition Regarde! du 20 juin au 30 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 14-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 577,43 $ |
| Tabasko Communications Inc. (185872) | 37999 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 27-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 202,64 $ |
| Tania Baladi (122442) | 2062022 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 157,48 $ |
| | 207202223 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 22-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 157,48 $ |
| Taxelco Inc. (393888) | fac000199176 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 13-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 57,53 $ |
| Technoscience Region Metropolitaine (511859) | inv0407 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 315,55 $ |

Ville-Marie Montréal

**Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juillet 2022**

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Tenaquip Limited (115760) | 1463912600 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 574,91 $ |
| | 1465507000 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 150,96 $ |
| | 1471118500 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 12-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 47,59 $ |
| Theatre Des Petites Ames (143640) | fr202202066 | Spectacle Hermanitas prévu en février 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto et reporté aux 13, 14 et 15 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 4 042,02 $ |
| Theatre Du Ricochet (397633) | hm202109472 | Indiscrétions publiques - Parc Médéric-Martin période automnale 2021 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 19-juil-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 267,20 $ |
| Transport & Accord (129931) | 2568 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 28-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 577,43 $ |
| Trauma-Secours Inc. (122117) | 13693 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Ressources humaines (B23K04) | 29-juin-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 812,60 $ |
| Trepanier, Charline (593684) | rembempl220715 | Rembours.aux employés des frais encourus | Communications et relations avec la communauté | 22-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 75,78 $ |
| | | | | | **Total** | **140 820,83 $** |

Ville-Marie Montréal

# Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9203-6185 QUEBEC INC. | 1548115 | 2022-08-08 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission # 2022071901 - Sous branchement de 60amps 120/208volts à l'intérieur d'un conteneur, ajout d'éclairage et de prises dans le garage et ajout d'une prise de sécheuse dans les locaux, équipe parcs, arr. Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 12 598,50 $ |
| **Total 9203-6185 QUEBEC INC.** | | | | | | | **12 598,50 $** |
| ACCES LOCATION D'EQUIPEMENT INC. | 1536658 | 2022-08-16 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission # 1104589 - Location d'un chariot élévateur du 01 juin au 29 juin 2022, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. Prolongation juillet 2022 | Ville-Marie - Travaux publics | - | 1 097,18 $ |
| ACCES LOCATION D'EQUIPEMENT INC. | 1536658 | 2022-08-04 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Soumission # 1104589 - Location d'un chariot élévateur du 01 juin au 29 juin 2022, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. Prolongation juillet 2022 | Ville-Marie - Travaux publics | - | 1 904,85 $ |
| **Total ACCES LOCATION D'EQUIPEMENT INC.** | | | | | | | **3 002,03 $** |
| ACIER PICARD INC | 1550452 | 2022-08-27 | BELLEVILLE, ERIC | ARR. VMA - COMMANDE DE BARRE PLATE HR 44WW, 3/8" X 8" 20'. SOUMISSION 2807079 | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 354,36 $ |
| **Total ACIER PICARD INC** | | | | | | | **5 354,36 $** |
| AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC. | 1509788 | 2022-08-23 | BOULAY, KARINE | Commande ouverte 2022 pour achats de produits chimiques pour les piscines et pateaugeoires de l'Arrondissement Ville-Marie | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 2 099,75 $ |
| **Total AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.** | | | | | | | **2 099,75 $** |
| BETON BRUNET LTEE | 1550266 | 2022-08-25 | RAIL, CHRISTIANE | Entente 1549642 - Commande ouverte 2022 - Confection de plans de signalisation, TP - équipe parcs - arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 3 149,62 $ |
| **Total BETON BRUNET LTEE** | | | | | | | **3 149,62 $** |
| BUREAU PLAN INC. | 1549077 | 2022-08-16 | LEMYRE, PATRICK | Soumission 7216 - Vestiaires - 4180 CDN | Ville-Marie - Services administratifs | - | 3 417,34 $ |
| **Total BUREAU PLAN INC.** | | | | | | | **3 417,34 $** |
| CALIBRE.12 INC. | 1547941 | 2022-08-05 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Soumission DEV-C069 - Vidéo Fierté et Forum du Village | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 2 813,66 $ |
| **Total CALIBRE.12 INC.** | | | | | | | **2 813,66 $** |
| CAMDEN PUBLICITE INC. | 1547442 | 2022-08-02 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Soumission E-5173 - Campagne sensibilisation à la propreté et aux déchets organiques - automne 2022 Sollicitation et rotation okay | Ville-Marie - Services administratifs | - | 52 493,75 $ |
| **Total CAMDEN PUBLICITE INC.** | | | | | | | **52 493,75 $** |
| CLAUDE NICOL | 1548135 | 2022-08-08 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Service de formation pour nouveaux contremaitres, équipes parcs Mont-Royal, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 3 450,00 $ |
| **Total CLAUDE NICOL** | | | | | | | **3 450,00 $** |
| CLOTURES SENTINELLE LTEE | 1549243 | 2022-08-17 | PICARD, SANDRA | Clôture projet SPVM Brady. Soumission du 11 août 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 11 286,16 $ |
| **Total CLOTURES SENTINELLE LTEE** | | | | | | | **11 286,16 $** |
| COLLEGE DE MONTREAL | 1549559 | 2022-08-19 | BOUCHARD, MARYSE | Contrat P22-01 - Location terrain multisport été 2022 | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 18 237,42 $ |
| **Total COLLEGE DE MONTREAL** | | | | | | | **18 237,42 $** |
| EBENISTERIE HI-TECK INC. | 1549163 | 2022-08-16 | OUELLET, MARIE-CLAUDE | Soumission EX1-B-811 - Meuble rangement- Café Square Viger | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 3 748,54 $ |
| **Total EBENISTERIE HI-TECK INC.** | | | | | | | **3 748,54 $** |

Ville-Marie Montréal

# Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EGLISE ST JAX MONTREAL | 1548029 | 2022-08-05 | BOUCHARD, MARYSE | Location salle le sanctuaire - automne 2022 | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 15 600,00 $ |
| **Total EGLISE ST JAX MONTREAL** | | | | | | | **15 600,00 $** |
| ELECTROTECH INC | 1550724 | 2022-08-30 | LEMYRE, PATRICK | Soumission W21521 et W21522 - Réparation de deux écrans de télévision de 55" sur le mur vidéo au RDC du 800 de Maisonneuve Est (pièces et main d'uvre), arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Services administratifs | - | 3 616,63 $ |
| **Total ELECTROTECH INC** | | | | | | | **3 616,63 $** |
| ERGOCENTRIC SYSTEME DE SIEGES | 1548326 | 2022-08-09 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Soumission 08042022-1 - Bureaux assis-debout Sollicitation et rotation okay | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 12 724,48 $ |
| **Total ERGOCENTRIC SYSTEME DE SIEGES** | | | | | | | **12 724,48 $** |
| FAHEY ET ASSOCIES INC. | 1550397 | 2022-08-26 | LABELLE, MARC | Offre de services du 25 août 2022 - Bilan de l'évolution du paysage urbain et de son adéquation avec lencadrement réglementaire des vues protégées Rotation et démarche okay | Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité | DA227303004 | 91 827,32 $ |
| **Total FAHEY ET ASSOCIES INC.** | | | | | | | **91 827,32 $** |
| FINAGO INC. | 1531020 | 2022-08-09 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Gré à gré sur rotation - Location d'un camion Freightliner M2 106, # série 3ALACWFC1KDJZ4536 immatriculé L944681 (7 500$/mois), pour effectuer le ramassage des paniers à déchets pour 6 mois dans l'arr. Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 47 244,37 $ |
| **Total FINAGO INC.** | | | | | | | **47 244,37 $** |
| GENEQ INC. | 1550406 | 2022-08-26 | DUFRESNE, ALAIN | Achat d'un Pénétromètre Dynamique Panda, GPS inclus. Soumission 417333:03. TP Aqueduc, Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 19 884,63 $ |
| **Total GENEQ INC.** | | | | | | | **19 884,63 $** |
| GO CUBE | 1548307 | 2022-08-09 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | 2022 Octroi contrat gré à gré avec rotation de fournisseur. Service: enlèvement, transport, entreposage, fumigation et destruction de biens à la suite de saisies ou procédures d'éviction. Jusqu'au 31 déc. 2022. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 79 097,58 $ |
| **Total GO CUBE** | | | | | | | **79 097,58 $** |
| GROUPE ABS INC. | 1549204 | 2022-08-17 | PICARD, SANDRA | Offre de services # 221884 - Inspection géotechnique de fonds d'excavation pour le projet de construction d'un portique, Place Ottawa, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 2 042,01 $ |
| GROUPE ABS INC. | 1547761 | 2022-08-04 | L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC | Entente 1541633 - Appel d'offre 22-19127 - Caractérisation environnementales et plans et devis pour le réaménagement du Parc des Royaux | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | DA228853001 | 42 050,76 $ |
| **Total GROUPE ABS INC.** | | | | | | | **44 092,77 $** |
| GROUPE DMN | 1550719 | 2022-08-30 | BOIVIN, MARIE-EVE | Télécom : ajouter une ligne de réseau pour une station supplémentaire; Électricité : ajouter une prise électrique pour un nouveau bureau; Main d'uvre et pièces compris. Soumission EST-001302. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 152,24 $ |
| **Total GROUPE DMN** | | | | | | | **2 152,24 $** |

Ville-Marie Montréal

# Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC. | 1550386 | 2022-08-26 | ALI, SAMBA OUMAR | Soumission 2022-08-11 - Enlèvement de graffitis en hauteur | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 564,34 $ |
| GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC. | 1548509 | 2022-08-10 | OUELLET, MANON | Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie/Soum 2022-07-10-TP Manon Ouellet | Ville-Marie - Travaux publics | - | 4 251,99 $ |
| **Total GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.** | | | | | | | **9 816,33 $** |
| GRUES MAURICE GENDRON LTEE | 1528174 | 2022-08-09 | PICARD, SANDRA | Soumission #G-22408-148 et 149 - Location d'une grue pour 4 projets: abattage d'arbres au 3451 rue Holton et 3686 du Musée, pour un container au 2915 Ste-Catherine Est pour la piscine éphémère au parc Jos-Montferrand, arr. Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 6 559,09 $ |
| **Total GRUES MAURICE GENDRON LTEE** | | | | | | | **6 559,09 $** |
| HEWLETT PACKARD ENTREPRISE CANADA CO. | 1542618 | 2022-08-10 | ALI, SAMBA OUMAR | Soumission SCAQ77671 - Imprimante HP Design Jet T630 Large format 36" avec cartouche d'encre. TP - Aqueduc - Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 381,43 $ |
| **Total HEWLETT PACKARD ENTREPRISE CANADA CO.** | | | | | | | **2 381,43 $** |
| JEAN GUGLIA & FILS ENR. | 1511768 | 2022-08-17 | RAIL, CHRISTIANE | PARCS Ville-Marie et MT-ROYAL Commande ouverte 2022 - Réparation de scie à chaîne. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 5 249,37 $ |
| **Total JEAN GUGLIA & FILS ENR.** | | | | | | | **5 249,37 $** |
| KIN-OPTION | 1549515 | 2022-08-19 | PICARD, SANDRA | Offre de service du 13 juillet 2022 - Club de course pour mobiliser les équipes en entreprise par des activités physiques (10 semaines) pour la division des parcs et de l'horticulture, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 4 199,50 $ |
| **Total KIN-OPTION** | | | | | | | **4 199,50 $** |
| LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA. | 1524983 | 2022-08-08 | RESTREPO, JUAN CARLOS | Location voiture compacte - 4 cylindres (4 portes) - classe 144 (code 3.2) 899$ + gyrophare 42$ / Km, frais et assurance incluse / 1 avril au 31 décembre 2022 / Entente 1506805 - TP Maxime Gascon | Ville-Marie - Travaux publics | - | 17 782,78 $ |
| **Total LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.** | | | | | | | **17 782,78 $** |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC. | 1548163 | 2022-08-08 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Soumission d20902 - Panneaux ''la nuit, le bruit nuit'' | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 2 246,73 $ |
| **Total LAMCOM TECHNOLOGIES INC.** | | | | | | | **2 246,73 $** |
| LES CONSTRUCTIONS H2D INC. | 1549118 | 2022-08-16 | PICARD, SANDRA | OS du 16 août 2022 - Travaux connexes à l'installation d'une toilette auto-nettoyante au Square Viger, arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 22 572,31 $ |
| **Total LES CONSTRUCTIONS H2D INC.** | | | | | | | **22 572,31 $** |
| LES POMPES MEGA INC. | 1547201 | 2022-08-01 | ALI, SAMBA OUMAR | Service de pompe (béton) avec opérateur pour diverses adresses dans l'arrondissement. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 10 498,75 $ |
| **Total LES POMPES MEGA INC.** | | | | | | | **10 498,75 $** |
| MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE | 1530484 | 2022-08-17 | LABELLE, MARC | Entente 1468667 -PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2022 - Terre et compost. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 734,91 $ |
| MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE | 1530484 | 2022-08-16 | LABELLE, MARC | Entente 1468667 -PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2022 - Terre et compost. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 84 115,30 $ |
| **Total MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE** | | | | | | | **84 850,21 $** |

Ville-Marie Montréal

# Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | Numéro BC | Date d'engagement | Dernier approbateur BC | Desc bon commande | Service/Arrondissement / Direction/Inventaire | Numéro résolution | Total montant engagé ($) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MECANICACTION INC. | 1551003 | 2022-08-31 | LEBLANC-LANDRY, DOMINIQUE | A/O 21-18947 entente #1532513 - finaliser l'installation de boyaux à savon suspendus dans la salle de lavage du 1455 Bercy | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 12 506,37 $ |
| **Total MECANICACTION INC.** | | | | | | | **12 506,37 $** |
| MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES | 1547933 | 2022-08-05 | PICARD, SANDRA | Gestion hors site des sols pour le projet rue St-Christophe, portion VM. BC lié DRE publique: 1547937. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 10 498,74 $ |
| **Total MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES** | | | | | | | **10 498,74 $** |
| PEPINIERE LEMAY INC. | 1517923 | 2022-08-17 | PICARD, SANDRA | Commande 68317, 68373, 68374, 68375 et 68376. - Achat de divers végétaux pour l'arrondissement Ville-Marie. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 8 432,67 $ |
| **Total PEPINIERE LEMAY INC.** | | | | | | | **8 432,67 $** |
| PLANTECA INC. | 1524588 | 2022-08-15 | BOIVIN, MARIE-EVE | Service d'entretien et garantie des plantes pour 12 mois. Soumission !02712. | Ville-Marie - Travaux publics | - | 2 658,29 $ |
| **Total PLANTECA INC.** | | | | | | | **2 658,29 $** |
| PROJET MIKANA | 1550749 | 2022-08-30 | TREMBLAY, GINA | Formation-atelier sur les réalités des peuples autochtones. | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 6 900,00 $ |
| **Total PROJET MIKANA** | | | | | | | **6 900,00 $** |
| RICHARD MORIN | 1549605 | 2022-08-19 | PICARD, SANDRA | OS du 19 août 2022 - Services professionnels en surveillance de matériaux/contrôle qualité du béton lors des travaux de la dalle architecturale en terrazzo pour le projet d'aménagement de la Place Ottawa, arr. Ville-Marie. | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 10 288,77 $ |
| **Total RICHARD MORIN** | | | | | | | **10 288,77 $** |
| ROBERT BOISVERT | 1547954 | 2022-08-05 | LAPIERRE-GRANO, MELISSA | Soumissions 04.08.22 - Programmation bibliothèques et maison de la culture - Automne 2022 | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 4 409,47 $ |
| **Total ROBERT BOISVERT** | | | | | | | **4 409,47 $** |
| SERVICES PRO-SECURITE INC. | 1518167 | 2022-08-30 | GENDRON, SOPHIE | BC ouvert 2022 - Service d'installation de barricades au besoin - DAUM - | Ville-Marie - Aménagement urbain et | - | 6 824,19 $ |
| **Total SERVICES PRO-SECURITE INC.** | | | | | | | **6 824,19 $** |
| SHERIF CONSTRUCTION INC | 1549869 | 2022-08-23 | BOULAY, KARINE | Soumission 2277 - Plancher époxy - Café Square Viger | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 7 349,12 $ |
| **Total SHERIF CONSTRUCTION INC** | | | | | | | **7 349,12 $** |
| SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA | 1549780 | 2022-08-22 | LABELLE, MARC | Soumission S20220331 - Projet Rebut Récup 2022 | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 7 067,03 $ |
| **Total SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL** | | | | | | | **7 067,03 $** |
| SOLOTECH INC | 1548342 | 2022-08-24 | LEMYRE, PATRICK | Soumission SQ-2489 - Supports et écrans | Ville-Marie - Direction - Ville-Marie | - | 7 020,50 $ |
| **Total SOLOTECH INC** | | | | | | | **7 020,50 $** |
| TRAFIC INNOVATION INC. | 1548559 | 2022-08-11 | LAMBERT, ANNIE | Réparation de matériel de signalisation. Intersection Ontario/Gascon. Selon la soumission 115537. DAUM Annie Lambert. | Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité | - | 3 601,07 $ |
| **Total TRAFIC INNOVATION INC.** | | | | | | | **3 601,07 $** |
| TRAITEUR TIGUIDOU | 1548636 | 2022-08-11 | BOULAY, KARINE | Soumissions 010729, 010730 et 010731 - Service d'épluchettes - 3 dates dans 3 parcs | Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social | - | 4 047,27 $ |
| **Total TRAITEUR TIGUIDOU** | | | | | | | **4 047,27 $** |
| **Total général** | | | | | | | **695 651,14 $** |

Ville-Marie Montréal

# Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 360 Saint-Jacques Nova Scotia Company (273936) | reclamation220803 | Réclamation frais plombier; déplacement d'entrée d'eau_ Dépenses contingentes | Voirie (B23K10) | 03-août-2022 | DÉPENSES CONTINGENTES | 15 475,72 $ |
| 8769788 Canada Inc. (652346) | 2200 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 724,41 $ |
| | 2202 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 697,12 $ |
| Anne-Marie Ouellet (150394) | hm20220783601 | Exposition Espace Parthenais Larivière | Culture et bibliothèques (B23K18) | 16-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 1 400,00 $ |
| Association Les Chemins Du Soleil (133186) | c003 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 890,00 $ |
| Atpa- Association Des Travaux Publics D'Amerique-Section Quebec (138140) | 007402 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 30-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 551,18 $ |
| Audio Cine Films Inc (116451) | 171186 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 314,96 $ |
| | 179868 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 561,68 $ |
| | 179989 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 314,96 $ |
| | 202207 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 314,96 $ |
| Boo! Design Inc. (123330) | 2022 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 167,98 $ |
| Bouchard, Maryse (147183) | depfonc2200803 | Dépenses de fonction du 7 juillet 2022 | Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16) | 05-août-2022 | DÉPENSE DE FONCTION | 38,93 $ |
| | rembempl220706 | Rembours.aux employés des frais encourus | Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16) | 03-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 14,15 $ |
| | rembempl220706a | Rembours.aux employés des frais encourus | Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16) | 03-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 70,72 $ |
| | rembempl220706b | Rembours.aux employés des frais encourus | Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16) | 03-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 36,27 $ |
| | rembempl220803 | Rembours.aux employés des frais encourus | Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16) | 03-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 38,99 $ |
| | rembempl220803stm | Remboursement frais STM 7 et 9 juillet 2022 | Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16) | 05-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 11,96 $ |

Ville-Marie Montréal

## Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Boulay, Karine (315266) | rembempl220712 | Remb. KM du : 2, 9 et 17 juin 2022. Rembours.aux employés des frais encourus | Division des sports, des loisirs et du développement social | 30-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 39,60 $ |
| | rembempl220811 | Rembours.aux employés des frais encourus | Division des sports, des loisirs et du développement social | 11-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 42,70 $ |
| Castillo Duarte, Luz Adriana (563364) | rembempl220729 | Rembours.aux employés des frais encourus | Communications et relations avec la communauté | 01-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 15,43 $ |
| Citron Hygiene Lp (423958) | in1584496 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 26,25 $ |
| Claude Lamothe (187689) | 221026 | Spectacle Claude Lamothe en solo à l'église St-Jax le 26 octobre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 01-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 000,00 $ |
| Confidentiel Dechiquetage De Documents Inc. (123835) | fac142448 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 4,58 $ |
| | fac145333 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 4,79 $ |
| | fac145334 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Mobilité et planification | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 9,04 $ |
| | fac145336 | Destruction de doc(Cpt 4565)-Céline Sirois | Division de la gestion immobilière | 25-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 18,08 $ |
| Conseil Quebecois Lgbt (377896) | f202253 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 600,00 $ |
| Copie Express (116785) | sbm13234 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 11-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 522,31 $ |
| | sbm13236 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 11-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 304,46 $ |
| | sbm13237 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 11-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 283,47 $ |
| | sbm13238 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 11-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 73,49 $ |
| | sbm13290 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 16-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 278,22 $ |
| Daniel Chartier (366058) | 220821a | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 22-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 560,00 $ |
| Danielle Blaney (641932) | 220914 | Spectacle Convivemcia: Larencontre de l'autre à l'église St-Jax le 14 septembre 2022 | Culture et bibliothèques (B23K18) | 01-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 309,72 $ |
| Dassylva, Julie (140747) | rembempl220809 | Rembours.aux employés des frais encourus | Parcs et installations (B23K12) | 11-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 412,38 $ |

Ville-Marie Montréal

## Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Di Palma Coulombe, Oceanne (652398) | rembempl220817 | Rembours.aux employés des frais encourus | Division des sports, des loisirs et du développement social | 23-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 60,00 $ |
| Dominique Fontaine (513360) | fr202209886 | Dialogue, prestation musicale et soirée de projection dans le cadre de While Black Montréal le 1er et 2 septembre 2022 à la Maison de la culture Janine-Sutto | Culture et bibliothèques (B23K18) | 03-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 3 220,00 $ |
| Dominique Leclerc (133635) | 20220621 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 22-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 524,94 $ |
| Groupe Centco Inc. (127934) | 36977 | Vente et matériaux de plomberie-Christian Miron | Parcs et installations (B23K12) | 26-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 498,51 $ |
| Groupe De Securite Garda Senc (264248) | 1664233 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Greffe (B23K05) | 05-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 363,21 $ |
| | 1667063 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Greffe (B23K05) | 05-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 247,01 $ |
| Guyon, Christian (153146) | rembempl220725 | Rembours.aux employés des frais encourus | Ressources humaines (B23K04) | 02-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 190,44 $ |
| Huu Bac Quach (155587) | 220921 | Spectacle Huu Bac Quintet le 21 septembre 2022 à l'église St-Jax | Culture et bibliothèques (B23K18) | 01-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 099,75 $ |
| Hydro Westmount (107914) | 917545 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 19-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 36,38 $ |
| Impresaria (147420) | 221126 | Destello de estrellas de Ramon Chicarron le 26 novembre 2022 à l'Église St-Jax | Culture et bibliothèques (B23K18) | 03-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 729,67 $ |
| | hm202207552 | Spectacle Destello de estrellas de Ramon Chicharron le 26 juillet 2022 au parc Médéric-Martin | Culture et bibliothèques (B23K18) | 17-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 729,67 $ |
| Jeremie Larouche (321742) | jl20220802 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 22-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 314,96 $ |
| L'Abricot (231716) | atel2202 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 25-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 209,97 $ |
| L'Empreinte Imprimerie Inc. (122285) | 1122067 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 11-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 17,39 $ |
| | 1122238 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Permis et inspection (B23K28) | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 69,54 $ |
| | 1122441 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Mobilité et planification | 01-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 17,39 $ |
| | 1122829 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Permis et inspection (B23K28) | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 34,77 $ |

Ville-Marie Montréal

## Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| La Belle Coccinelle Animation Inc. (543666) | 4061 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 16-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 524,94 $ |
| | 4099 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 25-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 524,94 $ |
| Labelle, Marc (117989) | depfonc220815 | Dépenses de fonction | Direction - Ville-Marie - non défini (B22K03) | 17-août-2022 | DÉPENSE DE FONCTION | 17,23 $ |
| Lafleur, Catherine (260616) | rembempl220725 | Rembours.aux employés des frais encourus | Communications et relations avec la communauté | 17-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 11,85 $ |
| Lamcom Technologies Inc. (138785) | 291904 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 01-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 388,45 $ |
| | 292271 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 11-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 402,08 $ |
| | 292737 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 03-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 308,27 $ |
| | 293004 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie - non défini (B22K03) | 16-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 671,42 $ |
| | 293021 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 16-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 464,25 $ |
| | 293319 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 246,72 $ |
| | 531382credit | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 18-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | -52,49 $ |
| Lussier, Francis (531950) | rembempl220811a | Rembours.aux employés des frais encourus | Permis et inspection (B23K28) | 16-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 26,23 $ |
| Marianne Deryck (577927) | 202217a | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 818,90 $ |
| Miranda, Soraya (134527) | rembempl220727a | Rembours.aux employés des frais encourus | Culture et bibliothèques (B23K18) | 30-juil-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 50,00 $ |
| Mobidic (319892) | 0000917 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 05-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 209,97 $ |
| | 0000924 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 25-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 787,41 $ |
| Modu-Loc Fence Rentals Lp (216166) | 531382 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 18-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 52,49 $ |
| | 538149 | Location d'une clôture(Dt-Hubert-Maisonn)-TP-Maxime G | Inspection et entretien | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 52,49 $ |

Ville-Marie Montréal

## Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Multi-Pressions L.C. Inc. (117496) | se38041 | Réparation en atelier-probl de boyau-Parcsurnisseurs externes) | Parcs et installations (B23K12) | 24-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 148,19 $ |
| Planete Amusements Inc. (169587) | 11869 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 16-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 656,17 $ |
| Pneus Belisle (Boucherville) Inc. (140510) | f021759200 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 01-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 398,95 $ |
| Prevention Incendie Safety First Inc (115539) | 086102 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 03-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 675,91 $ |
| Promotions C.S.L. (Les) (144125) | 13790 | Location génératrice pr Épluchette-20 août Fête-Quartier-Parc L- Lallier | Division des sports, des loisirs et du développement social | 26-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 257,22 $ |
| Rebecca Jean-Gilles (643517) | 221022 | Spectacle Antidote le 22 octobre 2022 à l'église St-Jax | Culture et bibliothèques (B23K18) | 05-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 575,00 $ |
| Resonances, Agence De Spectacles Inc. (440693) | 221214 | Spectacle Little Misty le 14 décembre 2022 à l'église St-Jax | Culture et bibliothèques (B23K18) | 01-août-2022 | CACHET D'ARTISTE | 2 624,69 $ |
| Serruriers Amherst Inc. (117448) | 28873 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 02-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 13,86 $ |
| | 28937 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 05-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 38,43 $ |
| Service Lubrico Inc. (140957) | 22421 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Voirie (B23K10) | 30-juil-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 593,81 $ |
| Six Creativelab (201751) | f2183c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 03-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 319,16 $ |
| Societe Canadienne Des Postes (49148) | 9832503816 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | -7,81 $ |
| | 9832503817 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | -7,81 $ |
| | 9832503818 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | -7,81 $ |
| | 9833115974 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 10-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 364,57 $ |
| | 9833795837 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 11-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 133,63 $ |
| | 9835222534 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Inspection et entretien | 25-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 313,42 $ |
| Solutions Notarius Inc (119499) | 369528 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Mobilité et planification | 03-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 16,19 $ |

Ville-Marie Montréal

## Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Août 2022

| Fournisseur | No facture | Description facture | Division | Date comptable | Type dépense Sdf | Montant répartition |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Studio Grove Campus Inc (652707) | 82 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Division des sports, des loisirs et du développement social | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 734,89 $ |
| Sylvain A. Trottier (265678) | gia2206 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 288,72 $ |
| Tabagie Chez Nous Plus Chatel (403617) | 312448 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Permis et inspection (B23K28) | 22-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 236,21 $ |
| Tabasko Communications Inc. (185872) | 37944 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 11-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 834,66 $ |
| | 37960 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 05-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 83,99 $ |
| Tania Baladi (122442) | 2082022 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 157,48 $ |
| Taxelco Inc. (393888) | avoir220815 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | -12,89 $ |
| | fac000206635 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Communications et relations avec la communauté | 23-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 62,73 $ |
| | fac000207101 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 24-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 18,90 $ |
| Tenaquip Limited (115760) | 1471118501 | Facture 1471118501 Solution Isotonique | Voirie (B23K10) | 09-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 237,95 $ |
| Trauma-Secours Inc. (122117) | 14095 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Ressources humaines (B23K04) | 24-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 422,05 $ |
| Vigneau, Lina (651378) | rembempl220725 | Remb. frais du 21 juillet_Tim_Hortons_ Rembours.aux employés des frais encourus | Gestion - travaux publics (B23K08) | 01-août-2022 | REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES | 65,68 $ |
| Voxel Factory Inc. (363753) | inv25054 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 321,57 $ |
| Zaynab Midgette (643714) | atl000006 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture et bibliothèques (B23K18) | 17-août-2022 | ACHAT BIENS SERVICES DIRECT | 400,00 $ |
| | | | | | **Total** | **58 954,97 $** |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.05

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1228965006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux feux de circulation dans l'intersection des rues Sainte-Rose et Papineau dans le cadre du projet des passages Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie |

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux feux de circulation dans l'intersection des rues Sainte-Rose et Papineau dans le cadre du projet des passages Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 14:26

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228965006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux feux de circulation dans l'intersection des rues Sainte-Rose et Papineau dans le cadre du projet des passages Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres et l'octroi de contrat de l'ensemble des travaux en lien avec les feux de circulation à l'intersection des rues Saint-Rose et Papineau qui relèvent de la compétence de du central.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CM18 1378 – 19 novembre 2018** - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation des travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec et ce, **pour la période 2019-2021**. (Dossier : 1180615001)

**DESCRIPTION**

Les travaux en lien avec les feux de circulation relèvent du central. Puisque la construction de saillies est prévue sur la rue Sainte-Rose à l'intersection de la rue Papineau, les feux de circulation devront être déplacés afin de respecter les prescriptions normalisées de la Ville. Liste des travaux à réaliser:

- Déplacement des bases et conduits dans les saillies sur la rue Sainte-Rose de part et d'autre de la rue Papineau.
- Installation et programmation des feux de circulation.

**JUSTIFICATION**

Puisque la construction de saillies est prévue sur la rue Sainte-Rose à l'intersection de la rue Papineau, les feux de circulation devront être déplacés afin de respecter les prescriptions

normalisées de la Ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les travaux en lien avec la présente offre de prise en charge **seront financées par le service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) et le PDI Ville-Marie Est**.

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le cas où l'offre de l'arrondissement de prendre en charge des travaux visés par le présent sommaire soit refusée, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

La conception du projet est prévue être terminée à l'automne 2022 pour réalisation en 2023.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Samba Oumar ALI, Ville-Marie
François GODEFROY, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Anna VIZIOLI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Tommy BEAULÉ, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Samba Oumar ALI, 1er septembre 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Vanyel ABRAN
Agent technique en Ingénierie Municipale

**Tél :** 514-208-0563
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-31

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

**Tél :** 514-872-1048
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2022-08-31

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.06

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1220858007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Appuyer l'arrondissement du Sud-Ouest relativement à l'adoption de son règlement RCA22 22004 intitulé Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest, entre la route 136 et la rue Guy |

De donner son appui à l'arrondissement du Sud-Ouest relativement à l'adoption de son Règlement RCA22 22004 intitulé Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest, entre la route 136 et la rue Guy.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-06-22 10:48

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1220858007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Appuyer l'arrondissement du Sud-Ouest relativement à l'adoption de son règlement RCA22 22004 intitulé Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest, entre la route 136 et la rue Guy |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans la foulée des orientations prévues au 19e chantier du Plan de transport 2008, la Direction des transports de la Ville de Montréal, qui souhaite mettre en place une carte de camionnage uniforme pour l'ensemble de l'agglomération, a demandé à tous les arrondissements et villes reconstituées d'adopter un règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils, lequel doit être approuvé par le ministre des Transports avant d'entrer en vigueur (article 627 du Code de la sécurité routière).
Conformément aux directives énoncées par le ministère des Transports dans sa politique intitulée **La circulation des véhicules lourds sur le réseau routier municipal,** le règlement en question, une fois adopté, doit faire l'objet d'une résolution d'appui des autres arrondissements ou villes reconstitués visés, lesquelles résolutions devront être acheminées au ministère des Transports avec la demande d'approbation.

La Division de la mobilité et de la planification a reçu, de l'arrondissement du Sud-ouest, une demande afin d'obtenir du conseil d'arrondissement une résolution d'appui à son **Règlement RCA22 22004 modifiant le Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils (RCA13 22002)** afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et différentes autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine entre la route 136 et la rue Guyq ui a été adopté le 09 mai 2022.

En raison de divers enjeux, certains territoires modifient leur règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils et le même processus doit être suivi, et ce dans un objectif de cohérence du réseau. Ainsi, suite à l'adoption du Règlement **RCA22 22004**, l'arrondissement du Sud-Ouest doit obtenir une résolution d'appui de la part des arrondissements et Villes reconstituées qui lui sont limitrophes.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

09 mai2022 - D’adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils (RCA13 22002) afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et différentes autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine entre la route 136 et la rue Guy **-** RCA22 22004

**DESCRIPTION**

Le Règlement RCA22 22004 s'harmonise avec notre Règlement CA-24-272 intitulé Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils dans le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et permet la continuité des parcours de camions entre l'arrondissement de Ville-Marie et l'arrondissement de Ville-Marie tout en assurant la quiétude de nos quartiers résidentiels respectifs.
La Division de la mobilité et de la planification de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande au conseil d'arrondissement de donner son appui à l'arrondissement du Sud-Ouest.

**JUSTIFICATION**

La présente résolution d'appui permettra à l'arrondissement du Sud-Ouest d'obtenir l'approbation de son règlement de la part du ministère des Transports.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Plan de transport 2008;
Paragraphe 5° de l’article 626 et article 627 du C-24.2 - Code de la sécurité routière;
Politique du MTQ intitulée **La circulation des véhicules lourds sur le réseau routier municipal.**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Christian LARIVIÈRE, Ville-Marie

Lecture :

Christian LARIVIÈRE, 17 mai 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie DERET
Agente de recherche

**Tél :** 438 837-4592
**Télécop. :** N/A

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-05-16

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 000-0000
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-06-22

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1220858007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Objet :** | Appuyer l'arrondissement du Sud-Ouest relativement à l'adoption de son règlement RCA22 22004 intitulé Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest, entre la route 136 et la rue Guy |



Règlement véhicules outils.pdf



Resolution1218679002 CA22 220162 - Adoption.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie DERET
Agente de recherche

**Tél :** 438 837-4592
**Télécop. :** N/A

**RÈGLEMENT RCA22 220004**

---

**ADOPTER UN RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA CIRCULATION DES CAMIONS ET DES VÉHICULES OUTILS (RCA13 22002) AFIN D'INTERDIRE EN TOUT TEMPS LA CIRCULATION DES CAMIONS SUR LA RUE DE LA MONTAGNE ET DIFFÉRENTES AUTRES RUES DE L'ARRONDISSEMENT SUD-OUEST ET INTERDIRE LA CIRCULATION DES CAMIONS DURANT LA NUIT SUR LES RUES ST-JACQUES ET ST-ANTOINE ENTRE LA ROUTE 136 ET LA RUE GUY**

---

Vu les articles 291, 291.1 et le 5e paragraphe de l'article 626 du Code de la sécurité routière (RLRQ, c. C-24.2);

Vu les articles 105 et 142 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4);

Vu le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055);

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du 11 avril 2022;

Attendu qu'un projet du présent règlement a été déposé en séance du 11 avril 2022;

À la séance du 9 mai 2022, le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest décrète :

**1.** Le Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils (RCA13 22002) est modifié par le remplacement de l'annexe A par l'annexe A jointe au présent règlement

_____

**ANNEXE A**

Carte - Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils de l'arrondissement du Sud-Ouest – Février 2022

_____

Dossier 1218679002

| | |
|---|---|
| Maire d'arrondissement suppléant | Secrétaire d'arrondissement |

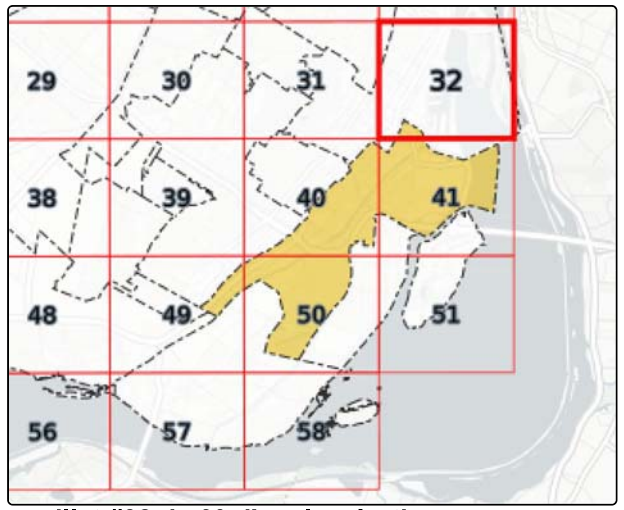
| | |
|---|---|
| Avis de motion : | 11 avril 2022 |
| Dépôt du projet de règlement : | 11 avril 2022 |
| Adoption du règlement : | 9 mai 2022 |
| Approbation par le MTQ : | 2022 |
| Publication : | 2022 |
| Entrée en vigueur : | Date publication |
| Prise d'effet (s'il y a lieu) : | s/o |

Montréal

**Annexe A:**

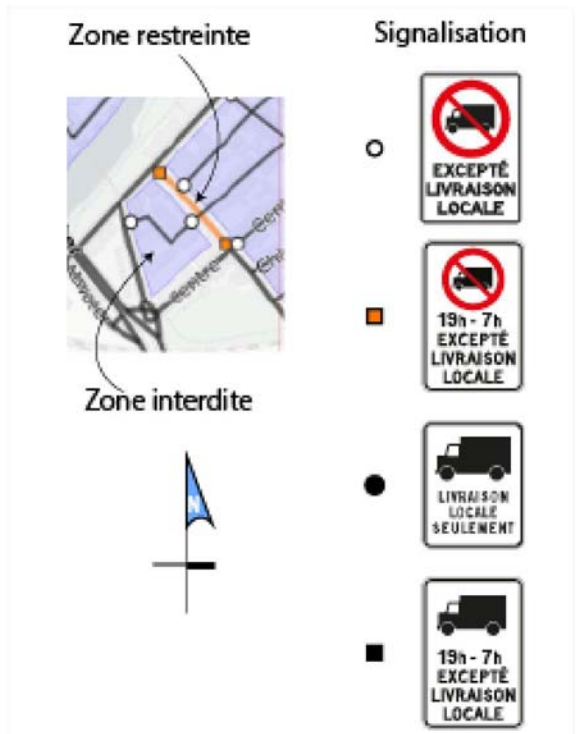
**Règlement de camionnage**

**e Sud-Ouest**




**euillet #32 de 60 d'agglomération**

**Légende**




**Date: février 2022**

**État: Modification demandée**



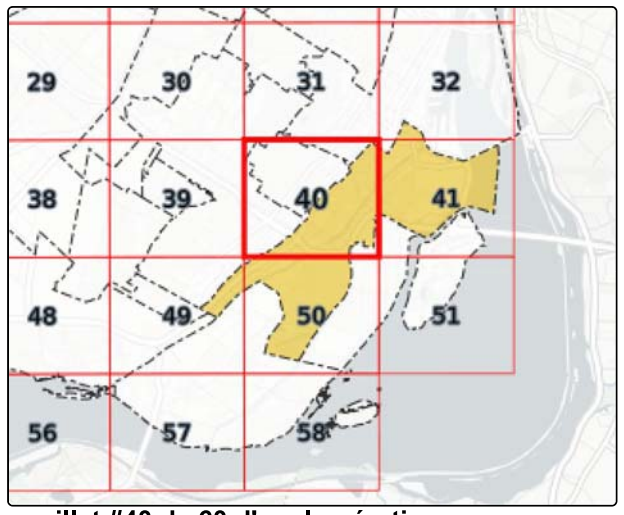

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2022. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autres fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

**Annexe A:**

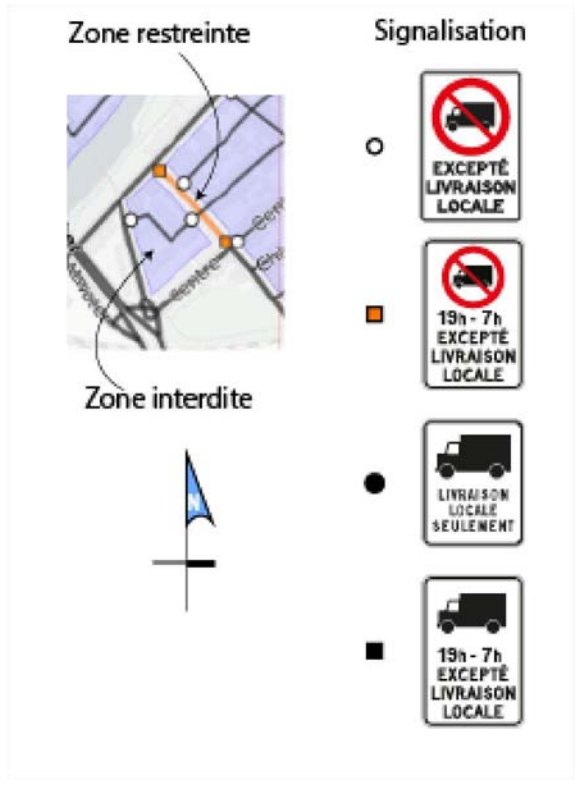
**Règlement de camionnage**

**e Sud-Ouest**



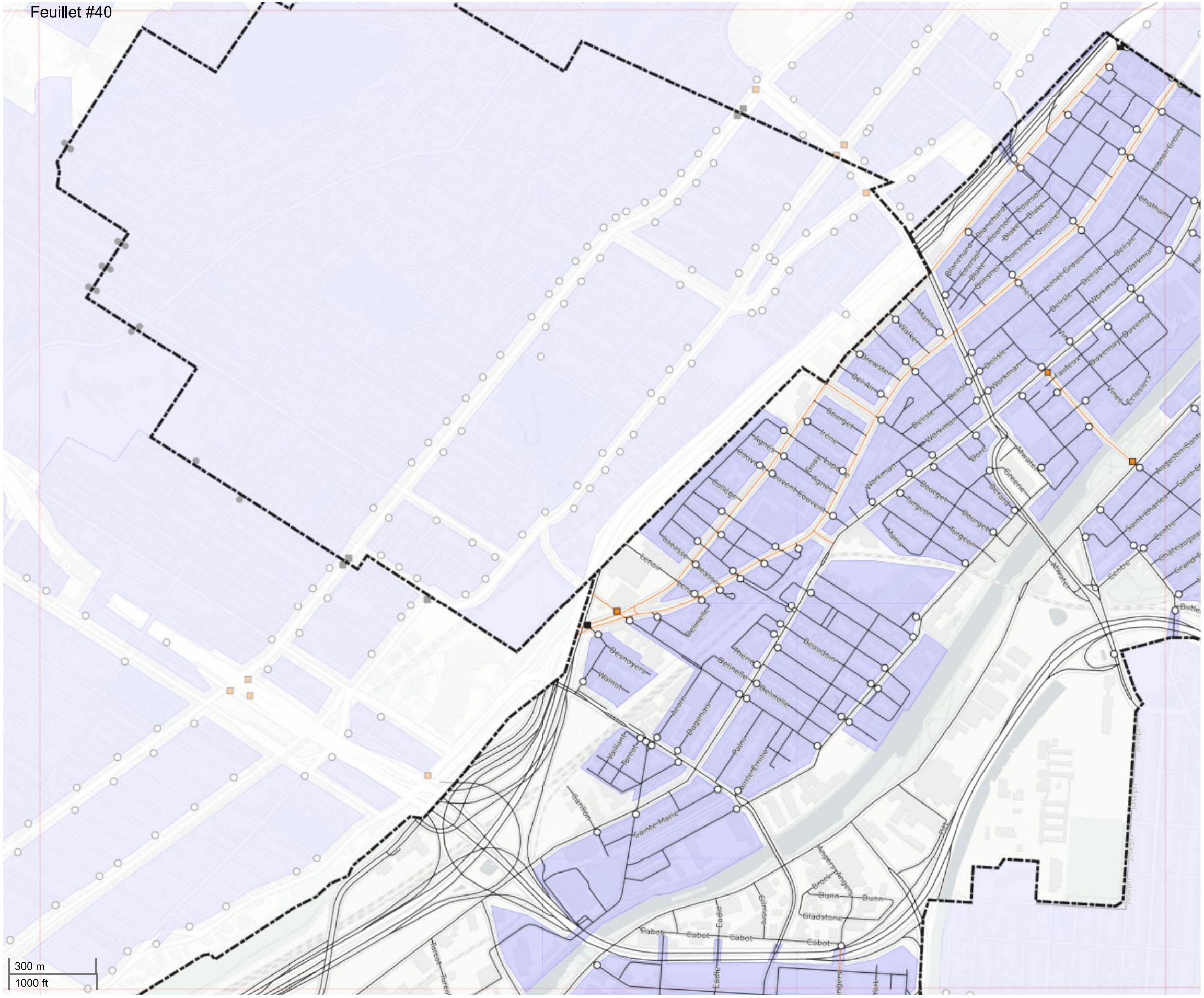

**euillet #40 de 60 d'agglomération**

**Légende**




**Date: février 2022**

**État: Modification demandée**



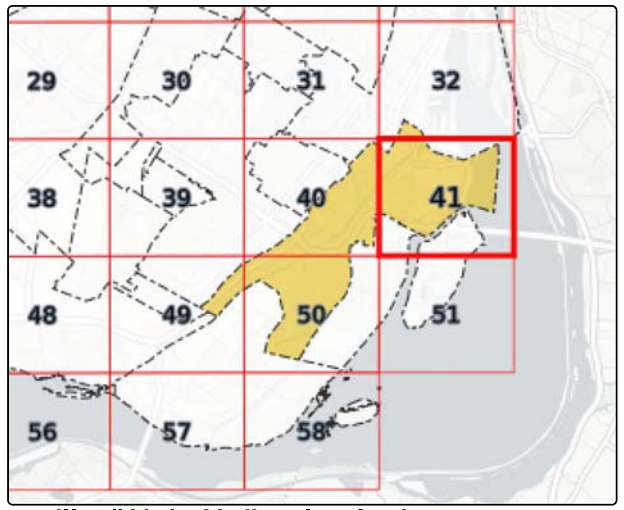

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2022. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autres fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

**Annexe A:**

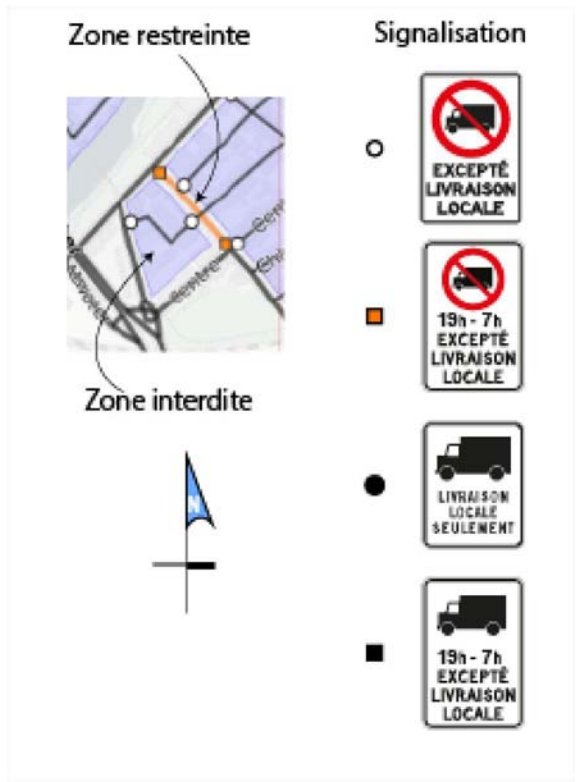
**Règlement de camionnage**

**e Sud-Ouest**



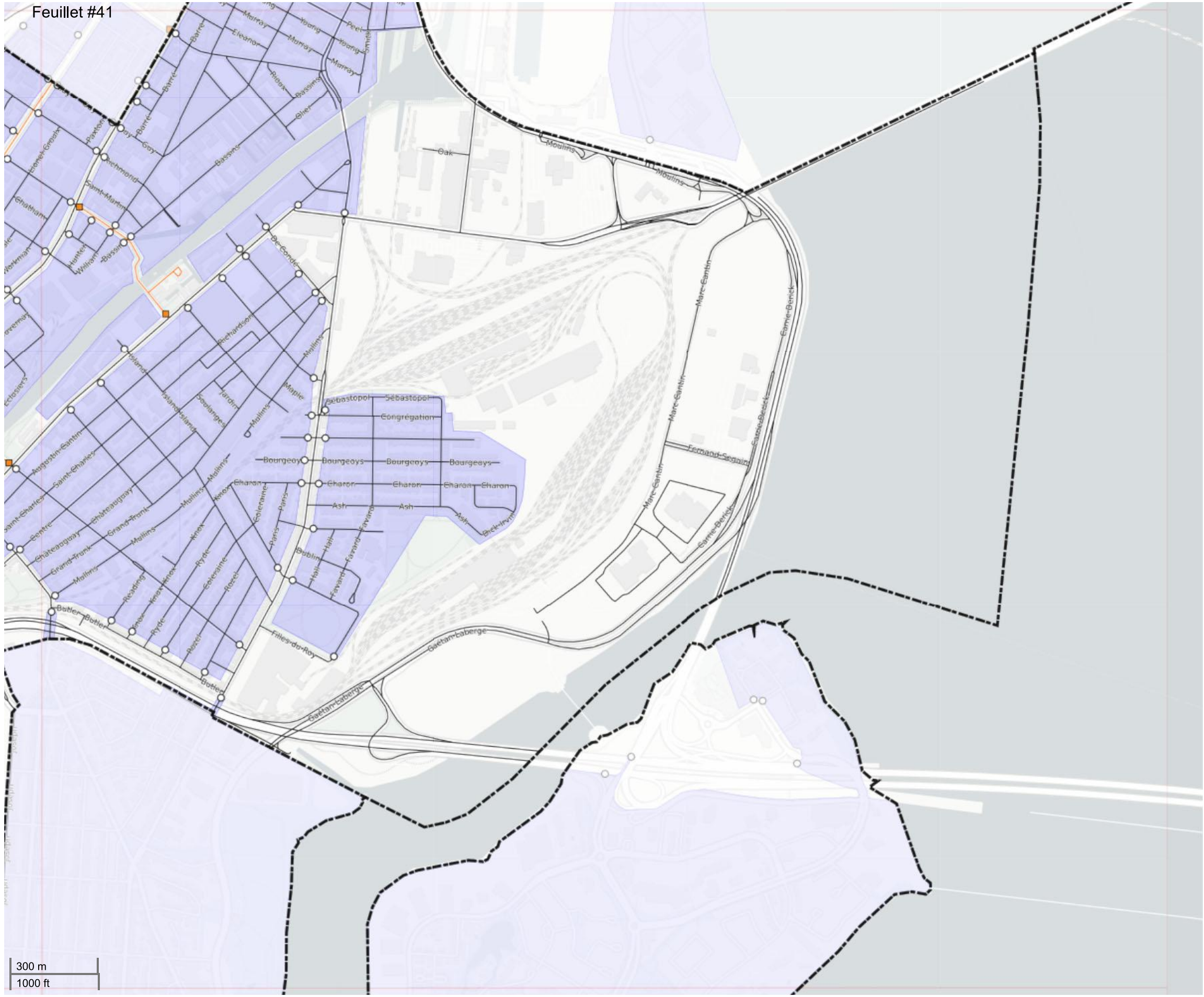

**euillet #41 de 60 d'agglomération**

**Légende**




**Date: février 2022**

**État: Modification demandée**



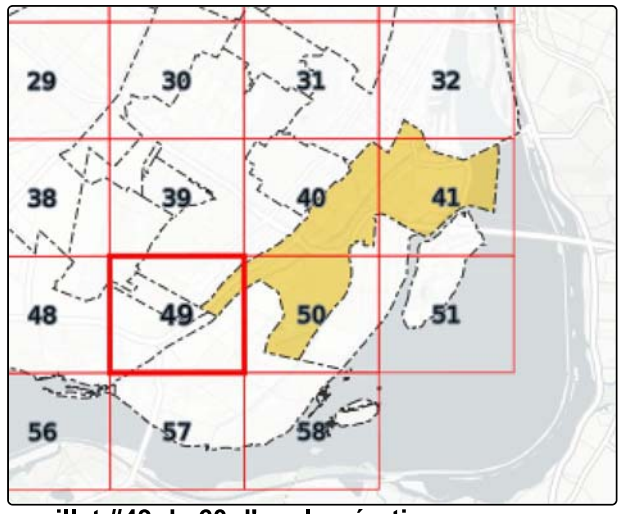

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2022. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autres fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

**Annexe A:**

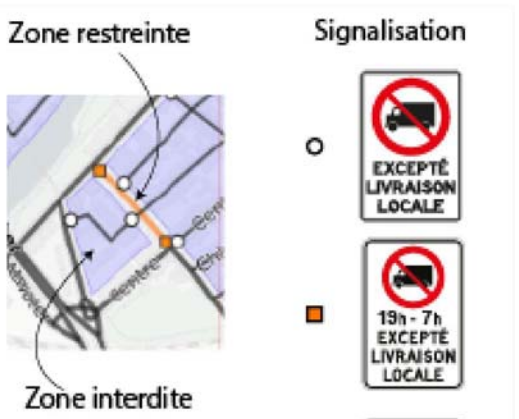
**Règlement de camionnage**

**e Sud-Ouest**




**euillet #49 de 60 d'agglomération**

**Légende**




**Date: février 2022**

**État: Modification demandée**

Feuillet #49

300 m
1000 ft

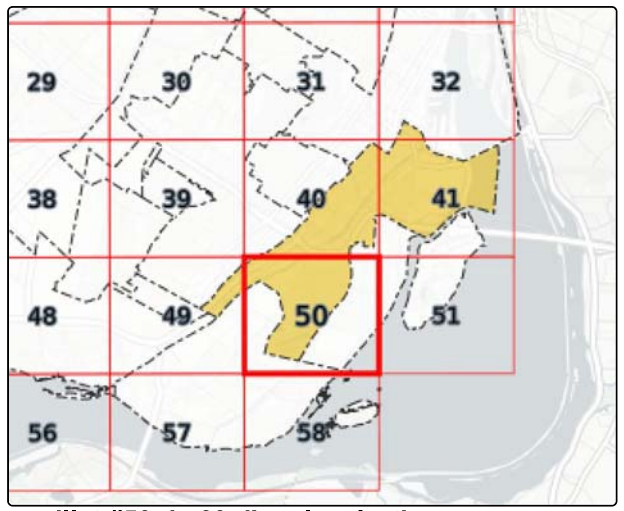
Tous droits réservés. Ville de Montréal 2022. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autres fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

**Annexe A:**

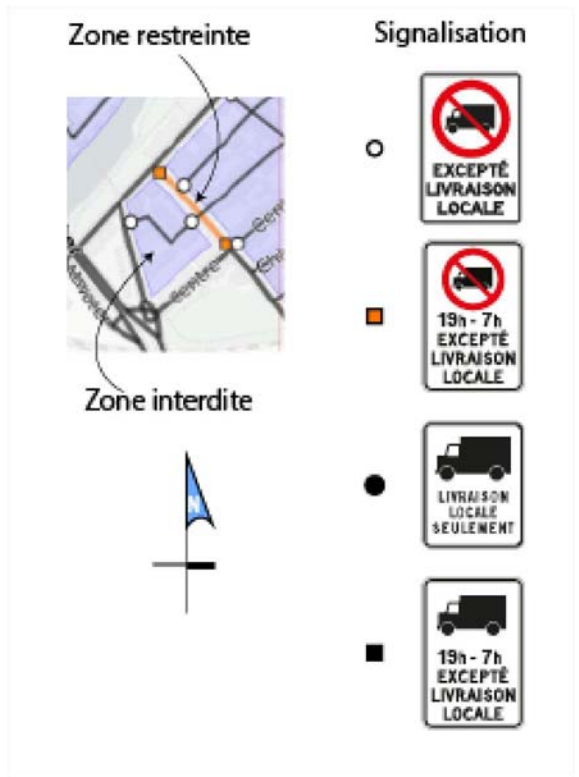
**Règlement de camionnage**

**e Sud-Ouest**




**euillet #50 de 60 d'agglomération**

**Légende**




**Date: février 2022**

**État: Modification demandée**

Feuillet #50




Tous droits réservés. Ville de Montréal 2022. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autres fin que celle auquelle elle est destinée

E

Le Sud-Ouest
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du lundi 9 mai 2022 | Résolution: CA22 22 0162 |
|---|---|

**Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils (RCA13 22002) afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest, entre la route 136 et la rue Guy (dossier 1218679002)**

Vu les articles 291, 291.1 et le 5e paragraphe de l'article 626 du Code de la sécurité routière (RLRQ chapitre C-24.2);

Vu les articles 105 et 142 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ chapitre C-11.4);

Vu le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle au Conseil d'arrondissement (08-055);

Considérant que l'Arrondissement souhaite limiter les nuisances pour la qualité de vie de ses résidents;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 11 avril 2022;

Considérant que le projet de règlement a été déposé lors de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 11 avril 2022;

Considérant qu'aucun changement n'a été apporté au projet de règlement depuis son dépôt;

Il est proposé par Tan Shan Li

appuyé par Alain Vaillancourt

ET RÉSOLU :

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils (RCA13 22002) afin d'interdire en tout temps la circulation des camions sur la rue de la Montagne et différentes autres rues de l'arrondissement Sud-Ouest et interdire la circulation des camions durant la nuit sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine entre la route 136 et la rue Guy, qu'il soit numéroté RCA22 22004 et qu'il soit soumis aux approbations requises par la loi.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1218679002

Craig SAUVÉ
_____
Maire suppléant

Sylvie PARENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 mai 2022

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.07

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1228965004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de reconstruction de trottoirs et de chaussée dans le quadrilatère composé des rues Saint-Jacques, Robert-Bourassa, Notre-Dame et Gauvin dans l'arrondissement de Ville-Marie |

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de reconstruction de trottoirs, de chaussée et de réaménagements géométriques dans le quadrilatère composé des rues Saint-Jacques, Robert-Bourassa, Notre-Dame et Gauvin dans l'arrondissement de Ville-Marie.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-08 14:44

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1228965004

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de reconstruction de trottoirs et de chaussée dans le quadrilatère composé des rues Saint-Jacques, Robert-Bourassa, Notre-Dame et Gauvin dans l'arrondissement de Ville-Marie |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres et l'octroi de contrat de l'ensemble des travaux de reconstruction nécessaires à la remise en état du domaine public suite aux projets immobiliers de la Banque Nationale, du Victoria sur le Parc et du 628 Saint-Jacques dans le cadre du programme de réfection d'artères (PRR artériel II).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CM18 1378 – 19 novembre 2018** - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation des travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec et ce, **pour la période 2019-2021**. (Dossier : 1180615001)

### DESCRIPTION

La réfection des trottoirs et de la chaussée des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour la réalisation des travaux de réaménagement sur les rues artérielles.
Liste des travaux à réaliser:

- Reconstruction des trottoirs au pourtour des bâtiment du 700 et 800 Saint-Jacques ainsi que devant le 628 Saint-Jacques;
- Réaménagements géométriques possibles;
- Réfection de la chaussée lorsque nécessaire;
- Intégration de travaux CSEM.

**JUSTIFICATION**

La réfection du domaine public suite à la réalisation de projets immobiliers est nécessaires à l'entretien du réseau routier et à la sécurité de ses usagers.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les travaux en lien avec la présente offre de prise en charge seront financées par le service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) et les dépôts des promoteurs immobiliers (Budget de fonctionnement de l'arrondissement Ville-Marie).

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le cas où l'offre de l'arrondissement de prendre en charge des travaux visés par le présent sommaire soit refusée, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

La conception du projet est prévue en 2023 pour réalisation en 2024-2025.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Samba Oumar ALI, Ville-Marie
François GODEFROY, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Samba Oumar ALI, 1er septembre 2022

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | | **ENDOSSÉ PAR** | Le : 2022-08-31 |
|---|---|---|---|
| Vanyel ABRAN<br>Agent technique en Ingénierie Municipale | | Éric BELLEVILLE<br>c/d voirie | |
| **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514-208-0563 | **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514-872-1048 |

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2022-08-31

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.08

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1228271001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense de 350 000 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux de pavage en 2022 pour des travaux en régie sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du Programme de réfection routière inscrit au PDI 2022-2032 |

D'autoriser une dépense de 350 000 $ taxes incluses, pour la réalisation de travaux de pavage en régie sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie;
D'Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-09 11:36

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228271001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense de 350 000 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux de pavage en 2022 pour des travaux en régie sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du Programme de réfection routière inscrit au PDI 2022-2032 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Autoriser une dépense de 350 000 $ pour les travaux de pavage en régie à divers endroits sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du Programme de réfection routière inscrit au PDI. Ce budget sera utilisé pour l'achat d'enrobé bitumineux et autres matériaux, pour la location
d'équipements, les frais de laboratoire, de scarification et autres dépenses requises par les employés de l'arrondissement dans le cadre de l'exécution des travaux de pavage.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

*CM22 0620 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes Construction DJL inc. et Construction et Pavage Portneuf inc. pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour les années 2022 à 2025, pour une durée de trente-six (36) mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes: 7 320 101,93 $, taxes incluses (ententes: 6 365 306,03 $ + variation des quantités 954 795,90 $) - Appel d'offres public 22-19177 (Lot 1 et lot 2) - (3 soumissionnaires)*

CA21 240431: Autoriser une dépense de 250000 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux de pavage en régie sur diverses rues de l'arrondissement de
Ville-Marie, dans le cadre du Programme de réfection routière inscrit au
PDI 2021-2031

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

Investissement requis pour assurer la sécurité des citoyens et entretenir le réseau routier.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera imputée au PDI de l'arrondissement, conformément à l'intervention financière du
présent dossier. La portion de la dépense attribuable à des travaux sur des rues situées dans le territoire délimité comme
étant le "Centre-Ville" sera financée par
un règlement d'emprunt corporatif. Le budget à prévoir pour ce volet (rues corpo) représente 59,22% de la dépense totale à autoriser et s'élève à 207270 $ taxes incluses.
La portion locale représente 40,78% pour un montant de 142730$ et sera financée par un règlement
d'emprunt d'arrondissement. voir le tableau ci joint pour plus de détail.

| répartition | Qte | % par localisation | % par tonnage |
|---|---|---|---|
| | | | |
| % de rues à l'est | 7 | 41,18% | 25,93% |
| % de rues à l'ouest | 10 | 58,82% | 37,04% |
| | | | |
| % de ruelles à l'est | 4 | 40,00% | 14,81% |
| % de ruelles a L'ouest | 6 | 60,00% | 22,22% |
| % Total | 27 | 100,00% | |
| | | | |
| Asphalte tonnes totales | 2500 | | |

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur et le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Benoit SAUVÉ
Chef de Section

**Tél :** 514-712-4653
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-09

Éric BELLEVILLE
chef(fe) de division - voirie - arrondissement

**Tél :** 514-872-1048
**Télécop. :**

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1228271001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Objet :** | Autoriser une dépense de 350 000 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux de pavage en 2022 pour des travaux en régie sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du Programme de réfection routière inscrit au PDI 2022-2032 |



2022-09-07 pièce jointe GDD pavage.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Benoit SAUVÉ
Chef de Section

**Tél :** 514-712-4653
**Télécop. :**

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1228271001

**Nature du dossier :** Autre

Précision: Autorisation de dépense pour environ 21000 mètres carrés de diverses rues à paver dans l'arrondissement. Représente environ 2500 tonnes d'asphalte de type ESG10 à 120$/tonne.

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : Aucun

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

**Financement :** Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 Financement corporatif

Source 3

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant-Source 1 | PTI | | | | 142 730,00 $ | | | **142 730,00 $** |
| Montant-Source 2 | Coprpo | | | | 207 270,00 $ | | | **207 270,00 $** |
| **Total** | **0,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **350 000,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **350 000,00 $** |

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 2

Date de début : (jour (si connu)) septembre (mois) 2022 (année)

Date de fin : (jour (si connu)) novembre (mois) 2022 (année)

**Formulaire complété par :** Benoit Sauvé (Prénom, nom)

Date et heure système : 07 septembre 2022 14:43:57

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1228271001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Objet :** | Autoriser une dépense de 350 000 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux de pavage en 2022 pour des travaux en régie sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du Programme de réfection routière inscrit au PDI 2022-2032 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1228271001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 661-5813

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-07

Samba Oumar ALI
Chef de division

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs

**N° de dossier :** 1228271001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

*"Autoriser une dépense de 350 000 $ taxes incluses, pour la réalisation de travaux de pavage en régie sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie."*

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

**Information budgétaire** (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

**Provenance**

Projet: 55737

Sous-projet: 2255737000 - Arrondissement

| 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|---|---|---|---|
| 130,0 | | | 130,0 |

Projet: 55737

Sous-projet: 2255737020 - Corpo.

| 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|---|---|---|---|
| 189,0 | | | 189,0 |

**Imputation**

Projet: 55737

Sous-projet: 2255737080 Travaux de pavage en régie - Est de Atateken

| 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|---|---|---|---|
| 130,0 | | | 130,0 |

Projet: 55737

Sous-projet: 2255737090 Travaux de pavage en régie - Ouest de Atateken

| 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|---|---|---|---|
| 189,0 | | | 189,0 |

**Information comptable** (Montants en dollars)

Résumé:

| Dépenses (taxes incluses): | Dépenses (Net ristourne): |
|---|---|
| 350 000,00 $ | 319 596,65 $ |

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM28271001 au montant de 319 596,65 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 130 331,51 $ 40,78%

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6438 | 3820321 | 801550 | 01909 | 57201 | 000000 | 0000 | 102586 | 000000 | 98001 | 00000 |

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 189 265,14 $ 59,22%

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6101 | 7717028 | 801550 | 01909 | 57201 | 000000 | 0000 | 112522 | 000000 | 98001 | 00000 |

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 122 340,00 $ Crédits (Net ristourne): 111 712,73 $

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6438 | 3820321 | 801550 | 03107 | 56504 | 000000 | 0000 | 191729 | 000000 | 17025 | 00000 |

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 20 390,00 $ Crédits (Net ristourne): 18 618,79 $

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6438 | 3820321 | 801550 | 03107 | 55205 | 000000 | 0000 | 191729 | 000000 | 17025 | 00000 |

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 177 660,00 $ Crédits (Net ristourne): 162 227,26 $

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6101 | 7717028 | 801550 | 03107 | 56504 | 000000 | 0000 | 191730 | 000000 | 17025 | 00000 |

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 29 610,00 $ Crédits (Net ristourne): 27 037,88 $

| Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6101 | 7717028 | 801550 | 03107 | 55205 | 000000 | 0000 | 191730 | 000000 | 17025 | 00000 |

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

*Responsable de l'intervention:*

**Julie Roy**
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 661-5813

*Date:* **2022-09-07**

Date et heure système : 07 septembre 2022 15:03:46

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.09

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1224223001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 250 000 $ net de ristournes et autoriser une dépense de 273 782,59 $ taxes incluses, pour le financement de divers mandats de services professionnels non-capitalisables, pour les années 2022 et 2023 |

D'autoriser une affectation de surplus de 250 000 $ net de ristournes;
D'autoriser une dépense de 273 782.59 $ taxes incluses, pour le financement de divers mandats de services professionnels non- capitalisables, pour les années 2022 et 2023;

D'imputer ces dépenses conformément à l'intervention financière du présent dossier

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-07 11:39

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1224223001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 250 000 $ net de ristournes et autoriser une dépense de 273 782,59 $ taxes incluses, pour le financement de divers mandats de services professionnels non-capitalisables, pour les années 2022 et 2023 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Certains mandats de Services professionnels requis pour la réalisation des projets sous la responsabilité de la Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers ne sont pas capitalisables, par conséquent, ceux-ci ne peuvent être financés par emprunt car ils ne peuvent être inscrits au Programme décennal d'immobilisations (PDI), c'est la cas des concepts préliminaires, des études de faisabilité, etc. L'affectation de surplus faisant l'objet du présent sommaire décisionnel permettra de financer ce type de mandat.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Ce budget permettra de réaliser certaines études préliminaires nécessaires à la réalisation de projets d'aménagement et d'entretien des actifs immobiliers. Cette affectation de surplus permettra également de financer une partie des services professionnels requis pour la réalisation d'un Plan directeur des parcs.

### JUSTIFICATION

Ce budget dédié aux mandats de Services professionnels non capitalisables (études préliminaires, etc) permettra d'accorder les mandats requis afin de disposer de toutes les informations pertinentes avant la mise en oeuvre des projets et ainsi s'assurer de leur faisabilité.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir intervention financière jointe présent dossier décisionnel.

**MONTRÉAL 2030**

Ce financement permettra, à terme, de réaliser des aménagements de parc, ce qui contribuera à l'attente de la priorité 19 "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins."

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si ces montants ne sont pas rendus disponibles, les projets seront décalés ou annulés.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune communication n'est prévue pour ce dossier.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christiane RAIL
Cheffe de division - amenagement des parcs et actifs immobiliers

**Tél :** (514)242-9426
**Télécop. :** (999)999-9999

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-30

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

**Tél :** 514-872-9763
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2022-08-30

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1224223001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 250 000 $ net de ristournes et autoriser une dépense de 273 782,59 $ taxes incluses, pour le financement de divers mandats de services professionnels non-capitalisables, pour les années 2022 et 2023 |



1224223001- Grille d'analyse Montréal 2030 - Google Documents.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christiane RAIL
Cheffe de division - amenagement des parcs et actifs immobiliers

**Tél :** (514)242-9426
**Télécop. :** (999)999-9999

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1224223001*
Unité administrative responsable : *Division des parcs et actifs immobiliers de l'arrondissement de Ville-Marie*
Projet : *Divers*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | oui | non | s. o. |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | X | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Priorité 19 - Réaliser un plan directeur des parcs pour mieux répondre à leurs besoins | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1224223001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 250 000 $ net de ristournes et autoriser une dépense de 273 782,59 $ taxes incluses, pour le financement de divers mandats de services professionnels non-capitalisables, pour les années 2022 et 2023 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1224223001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 438 354-1113

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-30

Samba Oumar ALI
Chef de division

**Tél :** 438 978-4975
**Division :** Ressources financières

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1224223001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

*" D'autoriser une affectation de surplus de 250 000 $ net de ristournes;*

*D'autoriser une dépense de 273 782.59 $ taxes incluses, pour le financement de divers mandats de services professionnels non-capitalisables, pour les années 2022 et 2023".*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 273 782,59 $

| | Années antérieures | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 136 891,30 $ | 136 891,30 $ | | | | | **273 782,59 $** |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 250 000,00 $

| | Années antérieures | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 125 000,00 $ | 125 000,00 $ | | | | | **250 000,00 $** |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 250 000,00 $ Surplus libres

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0000000 | 000000 | 00000 | 31025 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 250 000,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0012000 | 306107 | 07165 | 54301 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits sont réservés par l'engagement de gestion no VM24223001


*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 438 354-1113


*Date:* **2022-08-30**

Date et heure système : 30 août 2022 16:18:58

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.01

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1225907010**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 7e partie A) et édicter les ordonnances |

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 7e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. xx permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de

l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 14:38

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1225907010**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 7e partie A) et édicter les ordonnances |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue de programmations diverses ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le septième dossier comportant de divers événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2022 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les programmations identifiées en annexe et déroger aux règlements suivants :
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);
Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560;
Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée;
Règlement sur le respect, le civisme et la propreté (CA-24-085), articles 29 et 45.

Les articles précédemment énumérés prennent effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec, dans le but de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la reprise des événements et activités inscrits en annexe.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

1225907009 / CA22 240278 adoptée le 5 juillet 2022 - Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 6ième partie A) et édicter les ordonnances
1225907008 / CA22 240235 adoptée le 7 juin 2022 - Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 5ième partie A) et édicter les ordonnances

**DESCRIPTION**

De nombreuses programmations se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les

événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison (telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue). Les programmations concernées sont d'envergure locale.
Le calendrier pourrait être adapté en fonction des directives gouvernementales liées à la santé publique.

Les programmations en annexe ont été ou seront soumises pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

**JUSTIFICATION**

En remplacement des événements annulés en raison de la crise de la COVID-19, l'Arrondissement et certains organismes souhaitent continuer de créer des milieux de vie dynamiques en créant des espaces qui donneront aux citoyens l'occasion de profiter d'un début de saison montréalais unique et inspirant, tout en respectant les mesures de distanciation physique actuellement en vigueur.
Ces dérogations permettront de poursuivre différemment l'animation du domaine public en répondant aux différentes exigences en vigueur. Elles permettent de s'adapter aux changements quotidiens occasionnés par la COVID-19 tout en suivant les recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.

Les diverses programmations prévues visent, entre autres, à permettre aux gens de briser l'isolement, tout en limitant leurs déplacements. Les emplacements sont choisis selon les besoins identifiés par les équipes et seront ajustés en fonction des recommandations en vigueur émises par les différents paliers décisionnels.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des activités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :
La priorité n$^{o}$ 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*
La priorité n$^{o}$ 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Chacune des activités faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de développement qui consulte et coordonne auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Les activités diverses sont adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réalisation des activités.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Karine BOULAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Karine BOULAY, 30 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Geneviève LEDOUX
Agente de développement

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-02

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Projets, promotions et événements spéciaux

**Tél :** 514 776-7375
**Télécop. :** 514 868-3292

**Tél :** 514 872-0831
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque
**Tél :** 514 872-0831
**Approuvé le :** 2022-09-06

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1225907010**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Objet :** | Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 7e partie A) et édicter les ordonnances |

Annexe1 _ 13_09_2022.xls

01-282, o. XXX_ Saison 2022 7e partie A.doc

B-3, o. XXX Saison 2022 7e partie A.doc

C-4.1, o. XXX saison 2022 7e partie A.doc

CA-24-085 - Art 45 - Échantillons.doc

GDD 1225907010_grille_analyse_montreal_2030.pdf

P.12_Règl sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain.doc

P-1, o. XXX Saison 2022_ 7e partie A.doc

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

**Tél :** 514 776-7375
**Télécop. :** 514 868-3292

Ville-Marie
Montréal

**01-282, o. XXX** **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2022, 7ième partie, A)**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** L'installation de fanions, de l'affichage promotionnel ou des bannières destinées à cette fin, sur le domaine public, à l'aide d'ancrage sur des bâtiments, sur des structures d'échafaudage, des monolithes ou des tentes ou en structure autoportante sont permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 dans la semaine précédent le début de l'événement et tout au long de sa durée.

L'ancrage de bannières sur les bâtiments doit faire l'objet d'un croquis et d'un permis d'occupation du domaine public à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité et répondre aux normes en vigueur.

Les bannières ainsi que les fanions doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé.

**3.** Les organisateurs des événements sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

---

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans* Le Journal de Montréal *le xx septembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

| B-3, o. XXX | **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2022, 7e partie, A)** |
|---|---|

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

**2.** L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

**3.** Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

– – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – –

**ANNEXE 1**
PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2022, **7**e partie A)

_____

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans* Le Journal de Montréal *le xx septembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

**C-4.1, o. XXX** **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2022, 7ième partie, A)**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

**2.** L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

_____

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans* Le Journal de Montréal *le xx septembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

**CA-24-085, o. XXX** **Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2022, 7e partie, A)**

Vu aux articles 29 et 45 du *Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);*

À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain.

2. Il est permis de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

Et, si nécessaire :

3. À cette occasion, il est également permis de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifié sur le site;

4. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les horaires des événements identifiés en annexe.

5. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

---

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans* Le Journal de Montréal *le XX septembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

**P-12-2, o. XXX** **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2022, 7e partie, A)**

Vu l'article 7 du *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12-2);

À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

**2**. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

**3.** Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

**4.** Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

_____

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans* Le Journal de Montréal *le xx septembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

**P-1, o. XXX** **Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2022, 7e partie, A)**

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 613 édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

**2.** L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

**3.** La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

---

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans* Le Journal de Montréal *le xx septembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

**ANNEXE 1**

**PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2022, 7e partie A)**

| Événements à autoriser | | | | Conseil d'arrondissement | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Dérogations | | | | | | | | | | | | |
| Événements | Organismes | Dates jj/mm | Lieu (x) | O-0.1 Occ. dom. public | C-4.1 Circ & Stat | P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public | | | P-1 art. 3 Consom. d'alcool | B-3 art. 20 Bruit | 01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières) | CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain) | CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons) | P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée) | Autres informations |
| | | | | | | Marchandise | Aliment et boisson non-alcooliques | Boissons alcooliques | | | | | | | |
| L'art de la cohabitation par le changement de regard | Accueil Bonneau | du lundi au vendredi du 5 septembre au 30 septembre | Square Viger- ilot Daudelin | X | | | X | | | X | X | | | | R-AF-PA |
| BBQ de la rentrée | Action Centre-Ville | 14 septembre ( remis au 15 septembre sipluie ) | Parc Toussaint Louverture - terrains de basketball | X | | | X | | | X | | | | | R-A-MA |
| Fête familiale de la table | Table des faubourgs Saint Laurent | 14 septembre ( remis au 15 septembre en cas de pluie ) | Parc Robert Prévost | X | | | X | | | X | | | | | R-A-MA |
| Inauguration de la Murale "Contrée secrète" | Éco quartier Peter McGill | 24-Aug | 780 Rue Versailles Montréal, QC H3C 1Z4 et Espace éphémère saint antoine versaille | X | X | | X | | | X | | | | | N-A-PA |
| Journée portes ouvertes IJQ (projet MJ) | IJQ Intégration Jeunesse du Québec | vendredi 16 septembre et vendredi 23 septembre 2022 | Parc Médéric-Martin | X | | | X | | | X | | | | | N-A-PA |
| Inauguration nouvelle exposition | Voies Culturelles des Faubourgs | 14 septembre, remis au lendemain si pluie | Parc des Faubourgs | X | | | X | X | X | X | | | | | N-A-PA |
| Lancement de la semaine découverte automne 2022 | Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart | 17-Sep | Parc Médéric-Martin - partie sud | X | | | | | | X | | | | | N-A-PA |
| Méli-Mélo | Table de quartier Peter McGill | 22-Sep | Square Cabot | X | | | | | | X | | | | | N-A-PA |
| Tournoi de balle du SPVM | SPVM | 22 September | Walter-Stewart | X | | | X | | | X | | | | | N-A-MA |
| Rosary Rally | Société canadienne pour la défense de la civilisation chrétienne | 15 October | Parc des Faubourgs | X | X | | | | | X | | | | | N-AF-PA |
| Procession Seigneur des miracles | Mission Catholique Latino-Américaine de Montréal | 16-Oct | Parc des Faubourgs et trottoirs avoisinants | X | X | | | | | X | | | | | R-AF-PA |
| Rallye de Sainte-Justine | Fondation de l'Hôpital de Sainte-Justine | 5 October | Square Victoria, Place Jean-Paul Riopel, torttoirs avoisinants | X | X | | X | | | X | X | X | X | X | R-A-MA |
| Inauguration nouveau pavillon | Chez Doris | 15 September | Devant le 1437 rue Chomedey. | | | | | | | | | | | | |
| Parcours au sol | Cinémathèque | 14 septembre au 25 octobre | Trottoirs avoisinants la cinémathèque | X | | | | | | | | | | X | N |
| Fête du Double-Dix | Association chinoise de Montréal | 8 October | Place Sun Yat Sen | X | | | | | | X | | X | | | R-A-MA |
| Épluchette | Donner pour aider | 22 October | Parc Émilie-Gamelin | X | | | X | | | X | | | | | R-A-MA |
| Marché Libre Cours | Espace Maker | 1er et 2 octobre | Ruelle Wurtele et aire de stationnement situé au 2875 rue Hochelaga. | X | X | | X | | | X | | | | | N-A-MA |
| Journée du fleuve EQSJ | Éco-Quartier Saint-Jacques | 17 September | Square Viger et secteur entre les rues Notre-Dame, Saint-Christophe et Saint-Antoine | X | X | | X | | | X | | | | | R-AF-PA |

## ANNEXE 1

## PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2022, 7e partie A)

| Événements à autoriser | | | | Conseil d'arrondissement | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Dérogations | | | | | | | | | | | |
| Événements | Organismes | Dates jj/mm | Lieu (x) | O-0.1 Occ. dom. public | C-4.1 Circ & Stat | P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public | | | P-1 art. 3 Consom. d'alcool | B-3 art. 20 Bruit | 01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières) | CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain) | CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons) | P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée) | Autres informations |
| | | | | | | Marchandise | Aliment et boisson non-alcooliques | Boissons alcooliques | | | | | | | |

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 12259070010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.*

***Légende***

*R : Récurrent*
*N : Nouvel événement*
*A : Amplification*
*AF : Amplification faible*
*PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)*
*MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes*
*GA : Grande affluence (plus de 500)*

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225907010*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 7e partie A) et édicter les ordonnances

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | x | | |
| 2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et<br>générer de la prospérité.<br><br>15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?<br><br>14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.<br><br>15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● **Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles**<br>● **de 1990**Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. **Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant lesimpacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | X |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | X |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | X |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | X |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.02

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1227317020**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 30 août au 14 octobre 2022 |

Il est recommandé, au Conseil d'arrondissement, d'autoriser l'occupation du domaine public du 30 août au 14 octobre 2022 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 13:38

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1227317020

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 30 août au 14 octobre 2022 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Nous présentons ce dossier comportant des demandes de dérogations pour des initiatives culturelles ayant lieu du 30 août au 14 octobre 2022 sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240279 - 5 juillet 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 juillet au 31 décembre 2022
CA22 240234 - 7 juin 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 juin 2022 au 25 septembre 2022
CA22 240192 - 10 mai 2022 - Approuver des initiatives culturelles et édicter les ordonnances du 11 mai 2022 au 13 novembre 2022
CA22 240138 - 12 avril 2022 - Approuver des initiatives culturelles et édicter les ordonnances du 13 avril 2022 au 17 octobre 2022
CA22 240080 - 8 mars 2022 - Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 10 mars 2022 au 31 mai 2022
CA22 240029 - 8 février 2022 - Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 10 février 2022 au 17 juillet 2022

**DESCRIPTION**

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale. Les organismes souhaitent recommencer à faire vivre le cœur culturel de Montréal en créant des espaces qui donneront aux citoyen.ne.s l'occasion de profiter de Montréal de façon unique et inspirante. L'objectif est de permettre l'accueil des visiteur.euse.s au centre-ville afin de profiter d'une vie culturelle.

| Initiatives culturelles | Organismes | Du montage au démontage | | Lieux |
|---|---|---|---|---|
| | | Dates (Début ou 1 journée) | Date (Jusqu'au) | |
| Estival du Nouveau Cinéma | Festival du nouveau cinéma | 30 août | 6 septembre | Esplanade Tranquille |
| Festival DISTRIX | Événement M3 | 30 août | 7 septembre | Place des festivals |
| Animation au Square Philips | Partenariat du Quartier des spectacles | 15 septembre | 3 octobre | Square Philips |
| Cross Country McGill | Université McGill | 17 septembre | | Parc du Mont-Royal |
| Shower Song (ok George Studio) | Partenariat du Quartier des spectacles | 17 septembre | | Place des festivals |
| Dime Street Challenge | La fondation Dillon Ogo Ligne de vie | 18 septembre | | Place de la Paix Hotêl de Ville entre St-Norbert et Ontario |
| Journée nationale des arbres | Arbres Canada | 21 septembre | | Parc du Mont-Royal |
| Courts d'un soir | Welcome aboard | 22 septembre | | Esplanade Tranquille |
| Méga vélo | Grands Frères Grandes Sœurs du Grand Montréal | 22 septembre | 23 septembre | Notre-Dame O, Notre-Dame E.., Berri, de la Commune E. de la Commune O., McGill, St-Maurice, St-Henri |
| Festival international de la littérature (FIL) | Festival international de la littérature (FIL) | 24 septembre | 25 septembre | Esplanade Tranquille |
| Walk o thon | World without obesity | 24 septembre | | Parc du Mont-Royal |
| QDS_Cyclomapping | Partenariat du Quartier des spectacles | 24 septembre | 25 septembre | Rue Boisbriand |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Marathon de Montréal | Courons Montréal | 23 septembre | 25 septembre | 42,2 KM et 21,1 KM<br>Ville-Marie : Parc Jean-Drapeau, pont de la Concorde entre le parc Jean-Drapeau et Pierre-Dupuy, Pierre-Dupuy entre pont de la Concorde et Riverside, Riverside entre Pierre-Dupuy et Mill, Mil entre Riverside et De la Commune, De la Commune entre Mill et McGill, McGill entre de la Commune et Notre Dame O.l, Notre-Dame O entre McGill et St-Laurent., Notre-Dame E. entre St-Laurent et Montcalm, Montcalm entre Notre-Dame E. et St-Antoine, St-Antoine entre Montcalm et Atateken, Atateken entre St-Antoine et Ste-Catherine, Ste-Catherine entre Atateken et Berri et Berri entre Ste-Catherine et Sherbrooke.<br><br>Villeray – St-Michel - Parc-Extension : St-Laurent entre Jean-Talon et Crémazie.<br><br>Plateau Mont-Royal : Berri entre Sherbrooke et Cherrier, Cherrier entre Berri et du Parc Lafontaine, du Parc Lafontaine entre Cherrier et Rachel, Rachel entre du Parc Lafontaine et de Lanaudière, de Lanaudière entre Rachel et Gilford, Gilford entre de Lanaudière et Garnier, Garnier entre Gilford et St-Joseph, St-Joseph entre Garnier et St-Laurent, St-Laurent, entre St-Joseph et Van Horn, \|\| St-Hubert entre des Carrières et St-Grégoire, St-Grégoire entre St-Hubert et St-Denis, St-Denis entre St-Grégoire et St-Joseph et St-Joseph entre St-Denis et D'Iberville.<br><br>Ahuntsic – Cartierville : St-Laurent entre Crémazie et Somerville, Somerville entre St-Laurent et Parc Stanley, Parc Stanley Somerville et St-Charles, St-Charles entre PArc Stanley et Gouin, Gouin entre St-Charles et Basile-Routhier, Basile-Routhier entre Gouin et Somerville, Somerville entre Basile-Routhier et de Florence, de Florence entre |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Somerville et Gouin, Gouin entre de Florence et St-Laurent.<br><br>Rosemont – La Petite-Patrie : St-Laurent entre Van Horn et Jean-Talon \|\| Beaubien entre St-Laurent et St-Denis, St-Denis entre Beaubien et St-Zotique, Beaubien entre St-Denis et St-Hubert et St-Hubert entre Beaubien et des Carrières \|\| St-Joseph entre D'Iberville et 16e Avenue, 16e Avenue entre St-Joseph et Masson, Masson entre 16e Avenue et 18e Avenue, 18e Avenue entre Masson et Rosemont, Rosemont entre 18e Avenue et Viau, Viau entre Rosemont et Sherbrooke, Sherbrooke entre Viau et Parc Maisonneuve et Parc Maisonneuve.<br><br>10 KM<br>Rosemont – La Petite-Patrie : Parc Maisonneuve, Rosemont entre 29e Avenue et Viau, Viau entre Rosemont et Bellechasse, Bellechasse entre Viau et 31e Avenue, 31e Avenue entre Bellechasse et Beaubien, Beaubien 31e Avenue et 35 Avenue, 35e Avenue entre Beaubien Bellechasse, Rosemont entre Viau et 43e Avenue, 43e Avenue entre Rosemont et Beaubien, Beaubien entre 43e Avenue et 41e Avenue, 41e Avenue entre Beaubien et St-Zotique, St-Zotique entre 41e Avenue et 43e Avenue, 43e Avenue entre St-Zotique et Beaubien, Beaubien entre 43e Avenue et 44e Avenue, 44e Avenue entre Beaubien et Rosemont, Rosemont entre 44e Avenue et 43 Avenue, Viau entre Rosemont et Sherbrooke et Sherbrooke entre Viau et Parc Maisonneuve. |
| C2-Montréal | C2 Montréal | 19 septembre | 3 octobre | René-Lévesque côté Nord entre Robert Bourassa et Mansfield, René-Lévesque côté Sud entre Robert Bourassa et Mansfield, Mansfield entre Robert Bourassa et Mansfield, Cathcart entre Robert Bourassa et Mansfield, |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Robert Bourassa entre Robert Bourassa et Mansfield |
| QDS_Fête de Quartier | Partenariat du Quartier des spectacles | 1 octobre | | Esplanade Tranquille |
| Cross Country GMAA | RSEQ | 6 octobre | | Parc du Mont-Royal |
| Roulons pour le diabète juvénile (FRDJ) | FRDJ | 6 octobre | | Place du Canada |
| Cross Country CIMF | Collège Internationnal Marie-de-France | 7 octobre | 14 octobre | Parc du Mont-Royal |
| Carnaval des couleurs | Fondation BBCM | 6 octobre | 10 octobre | Esplanade Tranquille Sainte-Catherine entre Saint-Urbain et Jeanne-Mance |

**JUSTIFICATION**

Les initiatives culturelles contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'initiatives culturelles sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030:
La priorité no. 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*
La priorité no. 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les impacts majeurs dans ce contexte sont les suivants:

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyen.ne.s de Montréal, particulièrement dans un contexte de crise sanitaire;
- renforce le positionnement de Montréal comme instigatrice de projets et de pratiques novatrices se déployant sur le domaine public.

## IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les organismes présenteront au besoin, en collaboration avec les différents intervenants, divers projets dans un environnement adapté aux mesures sanitaires en vigueur lors du déploiement de leurs activités.
Le soutien à ces événements culturels aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, des organismes et des artistes offrant des prestations en ces temps de reprise des activités post-pandémie.
Dans la situation actuelle, la Ville et les organismes pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des initiatives culturelles.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Naomie TOUSSAINT, Ville-Marie
Hicham TOUZAMI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-29

Jean-Francois GENDRON-BUSSIERES
agent(e) de developpement culturel

**Tél :** 514-295-3803
**Télécop. :**

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - festivals et événements

**Tél :** 438-820-0182
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Kevin DONNELLY
Directeur- cinéma, festivals et événements
**Tél :** 514-872-5189
**Approuvé le :** 2022-09-02

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1227317020**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 30 août au 14 octobre 2022 |

Grille analyse Montréal 2030 CA sept.pdfTableau des initiaves culturelles sept CA.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Francois GENDRON-BUSSIERES
agent(e) de developpement culturel

**Tél :** 514-295-3803
**Télécop. :**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.
2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés en pièce jointe.
3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 13 septembre 2022 le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2.Le promoteur d'une initiative culturelle autorisée sur les sites, heures et lieux d’un événement doit, en tout temps pendant et sur le site de cette initiative culturelle, être en mesure de produire l’autorisation écrite de la Division Festivals et événements.
3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA et 100 dBC, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.
5. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe;
2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;
4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2. Durant l'exécution des travaux de peinture :

> 1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;
> 2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées en pièce jointe.
4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.
5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe .
2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.
3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère la pièce jointe.

**SERVICE DE LA CULTURE**

**Division Festivals et événements**

**Initiatives culturelles;**

**Sommaire 1227317020** **pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 13 septembre 2022.**

Ordonnances

| Initiatives culturelles | Organismes | Du montage au démontage | | Lieux | P-1 art. 8 (vente) | | | P-1 art. 3 | B-3 art. 20 | 01-282 art. 560 | CA-24-175 | CA-24-085 art. 45 | P12.2 art. 7 | P-12-2, art. 21 | Remarque |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Dates (Début ou 1 journée) | Date (Jusqu'au) | | Marchandises | Aliments et boissons non alcooliques | Boissons alcooliques | Consommation d' alcool | Bruit | Affichage domaine privé | Affichage domaine public | Échantillons | Peinture sur chaussée | Affichage sur lampadaire | |
| Estival du Nouveau Cinéma | Festival du nouveau cinéma | 30 août | 6 septembre | Esplanade Tranquille | 2022-09-01 au 2022-09-05 | 2022-09-01 au 2022-09-05 | 2022-09-01 au 2022-09-05 | 2022-09-01 au 2022-09-05 | 2022-09-01 au 2022-09-05 de 17h30 à 23h | N/A | 2022-09-01 au 2022-09-05 | 2022-09-01 au 2022-09-05 | N/A | 2022-09-01 au 2022-09-05 | Ratification : événement passé |
| Festival DISTRIX | Événement M3 | 30 août | 7 septembre | Place des festivals | 2022-09-02 au 2022-09-04 | 2022-09-02 au 2022-09-04 | 2022-09-02 au 2022-09-04 | 2022-09-02 au 2022-09-04 | 2022-09-02 au 2022-09-04 de 12h à 23h | N/A | 2022-09-02 au 2022-09-04 | 2022-09-02 au 2022-09-04 | N/A | 2022-09-02 au 2022-09-04 | Ratification : événement passé |
| Animation au Square Philips | Partenariat du Quartier des spectacles | 15 septembre | 3 octobre | Square Philips | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-09-15 au 2022-10-03 de 12h à 14h | N/A | 2022-09-15 au 2022-10-03 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Cross Country McGill | Université McGill | 17 septembre | | Parc du Mont-Royal | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-09-17 de 9h à 14h | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Shower Song (ok George Studio) | Partenariat du Quartier des spectacles | 17 septembre | | Place des festivals | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-09-17 de 8h00 à 12h00 | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Dime Street Challenge | La fondation Dillon Ogo Ligne de vie | 18 septembre | | Place de la Paix<br>Hotêl de Ville entre St-Norbert et Ontario | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-09-18 de 10h à 19h | N/A | 18 septembre | 18 septembre | N/A | 18 septembre | N/A |
| Journée nationale des arbres | Arbres Canada | 21 septembre | | Parc du Mont-Royal | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-09-21 de 14h à 20h | N/A | 21 septembre | N/A | N/A | 21 septembre | N/A |
| Courts d'un soir | Welcome aboard | 22 septembre | | Esplanade Tranquille | 2022-09-22 | 2022-09-22 | 2022-09-22 | 2022-09-22 | 2022-09-22 de 18h00 à 23h00 | N/A | 2022-09-22 | N/A | N/A | 2022-09-22 | N/A |
| Méga vélo | Grands Frères Grandes Sœurs du Grand Montréal | 22 septembre | 23 septembre | Notre-Dame O, Notre-Dame E.., Berri, de la Commune E. de la Commune O., McGill, St-Maurice, St-Henri | 2022-09-22 au 2022-09-23 | N/A | N/A | N/A | 2022-09-22 au 2022-09-23 de 7h à 18h | 2022-09-22 au 2022-09-23 | 2022-09-22 au 2022-09-23 | 2022-09-22 au 2022-09-23 de 7h à 18h | N/A | 2022-09-22 au 2022-09-23 | N/A |
| Festival international de la littérature (FIL) | Festival international de la littérature (FIL) | 24 septembre | 25 septembre | Esplanade Tranquille | 2022-09-24 au 2022-09-25 | 2022-09-24 au 2022-09-25 | 2022-09-24 au 2022-09-25 | 2022-09-24 au 2022-09-25 | 2022-09-24 au 2022-09-25 de 18h00 à 23h00 | 2022-09-24 au 2022-09-25 | 2022-09-24 au 2022-09-25 | N/A | N/A | 2022-09-24 au 2022-09-25 | N/A |
| Walk o thon | World without obesity | 24 septembre | | Parc du Mont-Royal | 2022-09-24 | N/A | N/A | N/A | 2022-09-24 de 10h00 à 14h00 | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| QDS_Cyclomapping | Partenariat du Quartier des spectacles | 24 septembre | 25 septembre | Rue Boisbriand | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-09-24 au 2022-09-25 de 19h00 à 20h30 | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Marathon de Montréal | Courons Montréal | 23 septembre | 25 septembre | 42,2 KM et 21,1 KM<br>Ville-Marie : Parc Jean-Drapeau, pont de la Concorde entre le parc Jean-Drapeau et Pierre-Dupuy, Pierre-Dupuy entre pont de la Concorde et Riverside, Riverside entre Pierre-Dupuy et Mill, Mil entre Riverside et De la Commune, De la Commune entre Mill et McGill, McGill entre de la Commune et Notre Dame O.I, Notre-Dame O entre McGill et St-Laurent., Notre-Dame E. entre St-Laurent et Montcalm, Montcalm entre Notre-Dame E. et St-Antoine, St-Antoine entre Montcalm et Atateken, Atateken entre St-Antoine et Ste-Catherine, Ste-Catherine entre Atateken et Berri et Berri entre Ste-Catherine et Sherbrooke.<br><br>Villeray – St-Michel - Parc-Extension : St-Laurent entre Jean-Talon et Crémazie.<br><br>Plateau Mont-Royal : Berri entre Sherbrooke et Cherrier, Cherrier entre Berri et du Parc Lafontaine, du Parc Lafontaine entre Cherrier et Rachel, Rachel entre du Parc Lafontaine et de Lanaudière, de Lanaudière entre Rachel et Gilford, Gilford entre de Lanaudière et Garnier, Garnier entre Gilford et St-Joseph, St-Joseph entre Garnier et St-Laurent, St-Laurent, entre St-Joseph et Van Horn, \|\| St-Hubert entre des Carrières et St-Grégoire, St-Grégoire entre St-Hubert et St-Denis, St-Denis entre St-Grégoire et St-Joseph et St-Joseph entre St-Denis et D'Iberville.<br><br>Ahuntsic – Cartierville : St-Laurent entre Crémazie et Somerville, Somerville entre St-Laurent et Parc Stanley, Parc Stanley Somerville et St-Charles, St-Charles entre PArc Stanley et Gouin, Gouin entre St-Charles et Basile-Routhier, Basile-Routhier entre Gouin et Somerville, Somerville entre Basile-Routhier et de Florence, de Florence entre Somerville et Gouin, Gouin entre de Florence et St-Laurent.<br><br>Rosemont – La Petite-Patrie : St-Laurent entre Van Horn et Jean-Talon \|\| Beaubien entre St-Laurent et St-Denis, St-Denis entre Beaubien et St-Zotique, Beaubien entre St-Denis et St-Hubert et St-Hubert entre Beaubien et des Carrières \|\| St-Joseph entre D'Iberville et 16e Avenue, 16e Avenue entre St-Joseph et Masson, Masson entre 16e Avenue et 18e Avenue, 18e Avenue entre Masson et Rosemont, Rosemont entre 18e Avenue et Viau, Viau entre Rosemont et Sherbrooke, Sherbrooke entre Viau et Parc Maisonneuve et Parc Maisonneuve.<br><br>10 KM<br>Rosemont – La Petite-Patrie : Parc Maisonneuve, Rosemont entre 29e Avenue et Viau, Viau entre Rosemont et Bellechasse, Bellechasse entre Viau et 31e Avenue, 31e Avenue entre Bellechasse et Beaubien, Beaubien 31e Avenue et 35 Avenue, 35e Avenue entre Beaubien Bellechasse, Rosemont entre Viau et 43e Avenue, 43e Avenue entre Rosemont et Beaubien, Beaubien entre 43e Avenue et 41e Avenue, 41e Avenue entre Beaubien et St-Zotique, St-Zotique entre 41e Avenue et 43e Avenue, 43e Avenue entre St-Zotique et Beaubien, Beaubien entre 43e Avenue et 44e Avenue, 44e Avenue entre Beaubien et Rosemont, Rosemont entre 44e Avenue et 43 Avenue, Viau entre Rosemont et Sherbrooke et Sherbrooke entre Viau et Parc Maisonneuve. | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-09-25 de 6h30 à 12h30 | 2022-09-25 | 2022-09-25 | N/A | 2022-09-25 | N/A | N/A |
| C2-Montréal | C2 Montréal | 19 septembre | 3 octobre | René-Lévesque côté Nord entre Robert Bourassa et Mansfield, René-Lévesque côté Sud entre Robert Bourassa et Mansfield, Mansfield entre Robert Bourassa et Mansfield, Cathcart entre Robert Bourassa et Mansfield, Robert Bourassa entre Robert Bourassa et Mansfield | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-09-26 au 2022-09-28 | 2022-09-26 au 2022-09-28 | 2022-09-26 au 2022-09-28 | 2022-09-19 au 2022-10-03 | 2022-09-26 au 2022-09-28 | N/A |
| QDS_Fête de Quartier | Partenariat du Quartier des spectacles | 1 octobre | | Esplanade Tranquille | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-10-01 de 9h00 à 16h00 | 2022-10-01 | 2022-10-01 | N/A | N/A | 2022-10-01 | N/A |
| Cross Country GMAA | RSEQ | 6 octobre | | Parc du Mont-Royal | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Roulons pour le diabète juvénile (FRDJ) | FRDJ | 6 octobre | | Place du Canada | 2022-10-06 | 2022-10-06 | N/A | N/A | 2022-10-06 de 9h à 21h30 | N/A | 2022-10-06 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Cross Country CIMF | Collège Internationnal Marie-de-France | 7 octobre | 14 octobre | Parc du Mont-Royal | N/A | N/A | N/A | N/A | 2022-10-07 et 2022-10-14 de 7h à 15h | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Carnaval des couleurs | Fondation BBCM | 6 octobre | 10 octobre | Esplanade Tranquille<br>Sainte-Catherine entre Saint-Urbain et Jeanne-Mance | 2022-10-07 au 2022-10-09 | 2022-10-07 au 2022-10-09 | 2022-10-07 au 2022-10-09 | 2022-10-07 au 2022-10-09 | 2022-10-07 au 2022-10-09 de 12h à 23h | 2022-10-07 au 2022-10-09 | 2022-10-07 au 2022-10-09 | 2022-10-07 au 2022-10-09 | N/A | 2022-10-07 au 2022-10-09 | N/A |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227317020
Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social, Direction*

Projet : *Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 30 août au 14 octobre 2022*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | oui | non | s. o. |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | X | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*

*15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.*

*15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.03

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1223172002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter une ordonnance autorisant la gratuité des permis d'occupation temporaire du domaine public aux promoteurs d'événements se tenant au Palais des congrès dans le cadre des opérations de livraison, et ce du 13 septembre 2022 au 31 décembre 2023 |

D'édicter, en vertu du Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2022 (CA-24-347), une ordonnance afin de réduire totalement le tarif exigible pour l'émission des permis d'occupation temporaire du domaine public aux promoteurs de grands événements se tenant au Palais des congrès dans le cadre des opérations de livraison se destinant au Palais des congrès, et ce du 13 septembre 2022 au 31 décembre 2023

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 13:39

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1223172002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter une ordonnance autorisant la gratuité des permis d'occupation temporaire du domaine public aux promoteurs d'événements se tenant au Palais des congrès dans le cadre des opérations de livraison, et ce du 13 septembre 2022 au 31 décembre 2023 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Lors d'événements au Palais des congrès, les besoins en livraison sont importants. L'arrondissement procède alors à l'émission d'un permis d'occupation temporaire du domaine public afin de réserver les espaces de stationnement à l'usage exclusif des camions de livraison.
La mise en œuvre du Réseau express vélo (REV) sur la rue Saint-Antoine, amène la suppression des espaces de stationnement qui servaient aux opérations de livraison des événements du Palais des congrès. Ainsi, l'occupation par les camions de livraisons se fera à même une des 2 voies de circulation et possiblement sur certaines rues avoisinantes.

Dans le cadre de l'aménagement du REV, il est donc proposé d'autoriser une gratuité temporaire du domaine public pour les camions de livraison associés aux événements se tenant au Palais des congrès.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

### DESCRIPTION

Les permis d'occupation ciblés par la gratuité sont ceux émis aux promoteurs d'événements se tenant au Palais des congrès pour le stationnement de camions de livraison. La gratuité vise la rue Saint-Antoine mais aussi toutes les autres rues avoisinantes qui pourraient être de près ou de loin sollicitées par ces camions.
Il est à noter que les autres documents à fournir en vue de l'obtention du permis (planche de signalisation) et les dispositifs de signalisation requis pour les différentes occupations demeureront à la charge des promoteurs.

**Cadre réglementaire**
L'article 68 du Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2022 (CA-24-347) prévoit que le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par ce règlement pour une catégorie de biens, de services ou des contribuables qu'il détermine.

## JUSTIFICATION

**Considérant que** la mise en oeuvre du REV contribue à une réduction de l'espace disponible pour le stationnement des camions de livraison;
Il est recommandé:

De suspendre de façon temporaire le tarif exigible pour l'émission des permis d'occupation temporaire du domaine public aux promoteurs de grands événements se tenant au Palais des congrès dans le cadre des opérations de livraison, et ce, du 13 septembre 2022 au 31 décembre 2023

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Considérant que nous ne disposons pas encore des besoins des promoteurs, depuis la nouvelle configuration de la rue, nous pourrons évaluer la perte de revenu lors du dépôt des demandes.

## MONTRÉAL 2030

s.o.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Réseau express vélo (REV) est une infrastructure cyclable de grande capacité, conviviale et accessible 12 mois par année qui a été initiée en 2020.
L'aménagement du REV combiné aux travaux sur l'immeuble du Palais des congrès et l'occupation d'une voie de circulation par les camions de livraison pourrait amener la fermeture complète de la rue Saint-Antoine et l'occupation possible de rues avoisinantes.

## IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s.o.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'ordonnance.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Annie LAMBERT
Cheffe de division mobilité et planification

**Tél :** 514 220 4813
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité

**Tél :** 514 868-4546
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-09-02

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1223172002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification |
| **Objet :** | Édicter une ordonnance autorisant la gratuité des permis d'occupation temporaire du domaine public aux promoteurs d'événements se tenant au Palais des congrès dans le cadre des opérations de livraison, et ce du 13 septembre 2022 au 31 décembre 2023 |



Ordonnance_Règlement_CA-24-347.docx

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Annie LAMBERT
Cheffe de division mobilité et planification

**Tél :** 514 220 4813
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

| | |
|---|---|
| **CA-24-347, o. 1** | **Ordonnance en vertu du Règlement sur les tarifs – exercice financier 2022 (CA-24-347) afin d'autoriser la gratuité des permis d'occupation du domaine public aux promoteurs d'événements se tenant au Palais des congrès dans le cadre des opérations de livraison, et ce, du 13 septembre 2022 au 31 décembre 2023** |

Vu l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 68 du *Règlement sur les tarifs (exercice financier 2022)* (CA-24-347));

À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. La réduction totale des tarifs exigibles pour l'émission des permis d'occupation du domaine public aux promoteurs d'événements se tenant au Palais des congrès dans le cadre des opérations de livraison, et ce, du 13 septembre 2022 au 31 décembre 2023 .

---

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1223172002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans le Devoir le XXXXXXXX, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.04

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1229705001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte de la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool par permis de réunion dans l'édifice Wilder - Espace danse, pour l'organisme MTL 24/24, enregistré au numéro 1173193575, dans le cadre de l'événement « NON STOP 5 ans ! » jusqu'à 9 h 00 dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 2022. Sommaire en lien avec le GDD 1228994008 de la Direction de la mise en valeur des pôles économiques du Service du développement économique |

Prendre acte de la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool par permis de réunion dans l'édifice Wilder - Espace danse, pour l'organisme MTL 24/24, enregistré au numéro 1173193575, dans le cadre de l'événement « NON STOP 5 ans ! » jusqu'à 9 h 00 dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 2022. Sommaire en lien avec le GDD 1228994008 de la Direction de la mise en valeur des pôles économiques du Service du développement économique

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-07 10:40

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1229705001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte de la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool par permis de réunion dans l'édifice Wilder - Espace danse, pour l'organisme MTL 24/24, enregistré au numéro 1173193575, dans le cadre de l'événement « NON STOP 5 ans ! » jusqu'à 9 h 00 dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 2022. Sommaire en lien avec le GDD 1228994008 de la Direction de la mise en valeur des pôles économiques du Service du développement économique |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'adoption de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec(2017, chapitre 16), le 21 septembre 2017, a introduit de nouvelles dispositions qui permettent dorénavant à la Ville d'autoriser l'exploitation des activités commerciales comprenant la vente d'alcool à des heures différentes que celles prévues à la Loi sur les permis d'alcool. Ce nouveau pouvoir dont dispose la Ville de Montréal permet d'autoriser la vente d'alcool à l'extérieur des heures prévues par la Loi dans la mesure où celle-ci se fait dans le cadre d'un événement culturel, social, sportif ou touristique reconnu, et qui se conforme à la réglementation municipale, notamment celle relative à la paix et l'ordre et celle relative à la sécurité publique.

Il n'appartient plus à la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) d'autoriser ce prolongement mais à la Ville de faire toutes les vérifications qui s'imposent et d'adopter une résolution l'autorisant.

À cet effet, suite à la demande formulée par l'organisme MTL 24/24, la Division Communications et relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie et la Direction de la mise en valeur des pôles économiques du Service du développement économique ont oeuvré à présenter et faire valider aux intervenants municipaux compétents la tenue de l'événement "NON STOP 5 ans !", qui se déroulera jusqu'à 9 h 00 dans la nuit du vendredi 30 septembre au samedi 1er octobre 2022.

Enfin, dans le cadre de la politique sur la vie économique nocturne, il est attendu qu'un grand nombre de projets pilotes voient le jour sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. La nuit et ses activités représentent un potentiel important pour le développement du territoire. La vie nocturne est un sujet complexe, transversal et multidisciplinaire qui implique

de nombreux enjeux notamment en matière de réglementation et de cohabitation.
Dans le cadre de son chantier politique et réglementaire sur la vie économique nocturne, la Ville de Montréal et le Service du développement économique souhaitent stimuler ses travaux par la tenue de projets pilotes. Il est donc d'un intérêt commun de soutenir de telles initiatives.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0505 - 26 avril 2022
Approuver exceptionnellement la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool à la Société des Arts Technologiques, entre 3 h et 8 h, lors de l'événement NON STOP 24/24 durant le Sommet de la Nuit organisé par MTL 24/24, le 22 mai 2022

CM20 0076 - 27 janvier 2020
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements
commerciaux de la Société de développement du Quartier Latin, de la Société de développement commercial du Village et de la Société de développement commercial Destination Centre-ville jusqu'à 6 h, la nuit du 29 février au 1er mars, dans le cadre de l'événement la Nuit blanche 2020

CM19 0204 - 26 février 2019
Abroger la résolution CM19 0082 / Approuver la liste modifiée des établissements commerciaux autorisés à prolonger leurs heures d'exploitation de permis d'alcool, de 3h à 6h, dans le cadre de l'événement la Nuit blanche, le 3 mars 2019.

CM19 0082 - 28 janvier 2019
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements
commerciaux de la Société de développement commercial du Quartier Latin, entre 3h et 6h, lors de la Nuit blanche le 3 mars 2019.

## DESCRIPTION

Il s'agit, par le présent sommaire, en conformité avec l'article 61.1 de la Loi sur les permis d'alcool (chapitre P-9.1), telle qu'amendée par la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16), d'autoriser l'organisme MTL 24/24 à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcooliques jusqu'à 9 h 00, durant la nuit du vendredi 30 septembre au samedi 1er octobre 2022, dans le cadre de l'événement "NON STOP 5 ans !" qui se tiendra à l'Édifice Wilder - Espace danse.

MTL 24/24 organise l'événement "NON STOP 5 ans !" le 30 septembre au 1er octobre 2022.

Pour l'occasion une programmation culturelle spéciale sera développée avec une programmation autour d'artistes féminines locales bien établies. Tout en permettant d'assurer la précision d'un des éléments de la future Politique de la vie économique nocturne : un processus dérogatoire permettant la prolongation des heures de vente d'alcool pour consommation sur place pour certaines initiatives, cet événement va aussi permettre pour la première fois d'accorder ce type de dérogation sur un permis de réunion.

Jusqu'à présent, les dérogations ont uniquement été accordées sur des permis d'alcool détenus par des établissements commerciaux. Il a été validé auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux que la Ville de Montréal avait aussi le pouvoir de déroger sur des permis de réunion.
L'organisme MTL 24/24 possède une expérience dans l'organisation de ce type d'événement nécessitant la prolongation des heures de services d'alcool pour consommation sur place. En effet, depuis 5 ans ils ont eu l'occasion d'organiser plusieurs événements de mobilisation en lien avec ce type de proposition et d'organiser en mai dernier l'événement NON STOP 24/24 à la SAT impliquant le même même processus dérogatoire.
Dans le cadre l'événement proposé, MTL 24/24 prévoit des mesures de mitigation pertinentes pour favoriser la cohabitation, la santé et la sécurité. Ainsi, ils s'assureront de :

- mettre en place une logistique d'entrée et de sortie des participants prenant en considération les résidents à proximité;
- mettre en place une signalisation à l'extérieur et l'intérieur du lieu de l'événement afin de sensibiliser les participants aux enjeux des nuisances sonores vis-à-vis des résidents à proximité;
- la présence de 15 agents de sécurité en tout temps afin d'assurer la fouille, le respect des capacités liées au permis de réunion et le respect des règlements;
- la présence d'une escouade de 2 agents d'accueil en tout temps pour assurer le bon déroulement de la soirée et une cohabitation harmonieuse entre les clientèles venues pour l'occasion;
- la présence d'une équipe médicale et du Groupe de recherche en intervention psychosociale (GRIP) sur les lieux pendant toute la durée de l'événement;
- la présence de l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (ÉMMIS) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal en périphérie de l'Édifice Wilder durant la nuit du 30 septembre 2022 pour favoriser la réduction des méfaits;
- mettre en place une campagne de communication auprès des riverains pour les aviser de l'événement et leur donner la possibilité de contacter les organisateurs en tout temps pendant l'événement.

Ce projet pilote s'inscrit dans une perspective de relance et de dynamisation des activités économiques nocturnes. Il s'inscrit pleinement dans le cadre des travaux visant à l'élaboration de la Politique de la vie économique nocturne.

L'arrondissement Ville-Marie est chargé des relations avec le promoteur et les intervenants compétents afin d'assurer que l'événement n'est pas contraire à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou encore n'est pas susceptible de nuire à la tranquillité publique. À ce titre, le présent dossier décisionnel 1229507001 qui sera présenté au Conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 13 septembre 2022 viendra appuyer le processus d'approbation du Service du développement économique dont le dossier décisionnel 1228994008 sera présenté au CE et CM au mois de septembre 2022.

En parallèle, le Service du développement économique a mandaté un organisme tiers pour collecter des données sonores et factuelles lors de l'événement. Un bilan évaluant les retombées positives et négatives de l'événement sera aussi réalisé par MTL 24/24. L'objectif est de prendre en considération ce projet pilote pour définir la future politique.

**JUSTIFICATION**

La Ville de Montréal a procédé à des dérogations similaires par le passé. En effet, en 2018 et

2019 et plus récemment en avril et août 2022, le Conseil municipal a adopté des résolutions permettant à plusieurs établissements de prolonger leurs heures d'exploitations. La présente demande concerne un promoteur qui a déjà obtenu ce type de dérogation en mai dernier.

Ce projet pilote s'inscrit pleinement dans le cadre des travaux visant à l'élaboration de la Politique de la vie économique nocturne. À ce titre, le Service du développement économique et la Division Communications et relations avec la communauté de l'arrondissement Ville-Marie cherchent à mettre en place un processus d'approbation qui garantisse et permet de valider auprès de tous les intervenants municipaux compétents que l'événement n'est pas contraire à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou encore n'est pas susceptible de nuire à la tranquillité publique.

L'objectif est de prendre en considération ce projet pilote comme l'un des projets pilotes qui aideront à définir la future politique.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

L'approbation du projet de règlement n'engendre aucun coût supplémentaire dans le budget de la Division Communications et relations avec la communauté de l'arrondissement Ville-Marie. Il est à préciser que la prolongation des heures d'exploitation des débits d'alcool est susceptible de nécessiter des interventions policières et, possiblement, d'engendrer des coûts inhérents. Cependant, l'historique des dérogations accordées dans le cadre de la «Nuit blanche » et de l'événement NON-STOP 24/24, ne démontre aucune hausse significative d'interventions du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Préalablement à l'événement, celui-ci pourrait cependant choisir d'inspecter l'établissement demandant la prolongation de ses heures d'ouverture.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier décisionnel contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités 15, 16 et 20 de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'activité "NON STOP 5 ans !" permet à la Ville de Montréal, au Service du développement économique ainsi qu'à l'arrondissement de Ville-Marie de colliger diverses données qui permettront d'alimenter la réflexion sur la politique de vie nocturne à venir.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Les activités diverses sont adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

Cet événement s'inscrit dans une perspective de relance économique après la pandémie de la
COVID-19. Les activités prévues se feront dans le respect des normes sanitaires en vigueur en

septembre 2022.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

L'arrondissement inscrit les grands événements promotionnels et commerciaux dans les outils de communication qu'il déploie. Aucune opération de communication n'est prévue à ce moment.
MTL 24/24 et ses partenaires sont responsables de leur propre promotion.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

7 septembre 2022 : Adoption au CE de la résolution recommandant au conseil municipal d'autoriser le prolongement des heures d'exploitation des permis d'alcool par le comité exécutif;

13 septembre : Adoption de la résolution recommandant au conseil d'arrondissement de Ville-Marie d'autoriser le prolongement des heures d'exploitation des permis d'alcool par le comité exécutif;

19 septembre 2022 : Adoption de la résolution autorisant le prolongement des heures d'exploitation des permis d'alcool par le conseil municipal;

Septembre 2022 : Poursuite du travail d'encadrement du promoteur et de concertation des intervenants par l'arrondissement Ville-Marie;

30 septembre 2022 : Tenue de l'activité dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 2022.

Octobre : bilan réalisé par MTL 24/24.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Thomas PELTIER, Service du développement économique

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

**Tél :** 514 243 2364
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-26

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations communaute

**Tél :** 514-868-3217
**Télécop. :**

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.05

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1225237001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier certains articles relatifs, entre autres, à l'octroi de contrats et aux ressources humaines |

D'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier certains articles relatifs, entre autres, à l'octroi de contrat, au niveau de délégation et aux ressources humaines ».

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-06-27 15:23

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1225237001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier certains articles relatifs, entre autres, à l'octroi de contrats et aux ressources humaines |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le 11 septembre 2002, l'arrondissement a procédé à l'adoption du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) et celui-ci a par la suite fait l'objet de certaines modifications pour se conformer à la réalité administrative. Ce Règlement (CA-24-009) précise les éléments de délégation ainsi que la hiérarchie administrative applicable.

Suivant la sanction de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec (Projet de loi 155), le seuil d'appel d'offres public est fixé par règlement ministériel. Cela permettra d'ajuster ce seuil tous les deux ans afin de tenir compte des accords de libéralisation des marchés publics qui prévoient l'indexation de ce seuil.

Ainsi, l'ancien seuil de 101 100 $ en bas duquel la Ville pouvait prévoir des règles de passation de contrats de gré à gré dans son règlement de gestion contractuelle est dorénavant remplacé par le seuil d'appel d'offres publics, soit 105 700 $, pour le moment. Compte tenu de ce changement, il est proposé d'ajuster les dispositions relatives aux contrats précisant que la délégation à un fonctionnaire de niveau A implique une dépense jusqu'à la limite du seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19.1).

Profitant de l'occasion, l'arrondissement souhaite également apporter les modifications suivantes:

Pour la Direction des services administratifs, les principales modifications proposées concernent particulièrement les dispositions en lien avec le Chapitre II Ressources humaines et un ajout à la nature de certaines délégations;

Pour la Direction de l'arrondissement, la dernière restructuration de l'arrondissement nécessite que le titre de « directeur d'arrondissement délégué » soit remplacé par le titre de « directeur de l'arrondissement » dans les diverses dispositions du règlement où on les retrouve.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240389 – 5 octobre 2021 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier le libellé d'articles relatifs aux biens patrimoniaux cités, frais de parcs et garanties monétaires pour y apporter certaines précisions.
CA20 240589 - 12 mai 2020 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique

## DESCRIPTION

**Accroître le niveau monétaire de certaines délégations**
Octroi de contrats - disposition générale : augmenter le seuil de 101 100 $ au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) (105 699 $) :

En matière d'octroi de contrats relatif à l'acquisition de biens, à l'exécution de travaux ou à l'exécution de services (incluant les services professionnels), le niveau de délégation de 101 100 $ est appliqué depuis 2019. Il est proposé d'augmenter ce montant afin de tenir compte de l'indexation des seuils prévus au Règlement décrétant le seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, le délai minimal de réception des soumissions et le plafond de la dépense permettant de limiter le territoire de provenance de celles-ci tous les deux ans.

**Accroître les pouvoirs qui sont délégués au directeur de l'arrondissement dans la gestion des ressources humaines**.
**CHAPITRE II -** Ressources humaines: La fin de la période de probation pourra désormais s'ajouter à la liste déjà existante des pouvoirs délégués au directeur d'arrondissement concernant un fonctionnaire ou un employé visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ainsi qu'à un fonctionnaire ou un employé qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du Code du travail (RLRQ, chapitre C-27). Par ailleurs, la possibilité pour le directeur de l'arrondissement de congédier un fonctionnaire de niveau C lui est désormais déléguée.

**Apporter une précision relativement au montant d'une dépense ou la valeur d'un contrat:** ajouter un article spécifiant que le montant d'une dépense ou la valeur d'un contrat reliée à une délégation prévue au présent chapitre comprend les taxes applicables avant leur remboursement.

## JUSTIFICATION

Les modifications proposées sont rendues nécessaires puisque plusieurs ajustements et mises à jour doivent s'effectuer au niveau, notamment, du chapitre relatif aux contrats, de la nomination du directeur de l'arrondissement et de certains niveaux de délégations et de certains articles émanant de la Division des ressources humaines.
Les modifications proposées visent à alléger le processus d'octroi des contrats . Le conseil d'arrondissement conservera la responsabilité d'octroi de contrats au-delà du seuil d'appel d'offres public, soit 105 700 $, pour le moment.

Il importe de souligner que les fonctionnaires investis d'une délégation de pouvoirs restent assujettis à une reddition de comptes, et que l'autorité ainsi conférée doit faire rapport au conseil d'arrondissement.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S/O.

**MONTRÉAL 2030**

S/O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S/O.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

S/O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S/O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion et dépôt du projet de règlement à une séance du CA;
Adoption du règlement à une séance ultérieure du CA;
Avis public d'entrée en vigueur du règlement : dès que possible après l'adoption.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-06-17

Sandy PINNA
secretaire- recherchiste

**Tél :** 514-872-2641
**Télécop. :** 000-0000

Fredy Enrique ALZATE POSADA
secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 000-0000
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-06-23

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1225237001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Objet :** | Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier certains articles relatifs, entre autres, à l'octroi de contrats et aux ressources humaines |



CA-24-3xx Regl modifiant délégation pouvoirs.doc



Modifications_Regl-délégation - Avant-après.docx

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sandy PINNA
secretaire- recherchiste

**Tél :** 514-872-2641
**Télécop. :** 000-0000

Ville-Marie
Montréal

| CA-24-3xx | **Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de modifier certains articles relatifs, entre autres, à l'octroi de contrats et aux ressources humaines** |
|---|---|

**Vu** l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 13 septembre 2022, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

**1.** L'article 1, alinéa 3 de ce règlement est modifié par :

- le remplacement du mot « directeur d'arrondissement délégué » par le mot « directeur de l'arrondissement » ;
- le remplacement du mot « adjoint au directeur » par le mot « directeur adjoint »;

**2.** L'article 1, alinéa 5 de ce règlement est modifié par :
- Le remplacement du mot « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement »

**3.** L'article 7, alinéa 1 de ce règlement est modifié par :
- le remplacement du mot « directeur d'arrondissement délégué » par le mot « directeur de l'arrondissement » ;

**4.** L'article 10 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« La résiliation d'un contrat de travail, la rétrogradation, la fin de période de probation, la mise en disponibilité, le congédiement ou la mise à pied d'un fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) est déléguée au directeur d'arrondissement délégué qui doit exercer ce pouvoir sur la recommandation, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné.

Le présent article ne s'applique pas à un emploi dont le titulaire est un cadre de direction. »

**5.** L'article 11 de ce règlement est modifié par :
- l'ajout des mots « la fin de période de probation » après le mot « la rétrogradation, » ;
- la suppression des mots « ou d'un employé » après les mots « ou la mise à pied d'un fonctionnaire ».

**6.** L'article 11.1 est remplacé par le suivant :

**« 11.1.** À l'exception des fonctionnaires de niveau A et B, le congédiement de tout fonctionnaire est délégué au directeur de l'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné. »

**7.** L'article 15 est modifié par :

- le remplacement du mot « directeur d'arrondissement délégué » par le mot « directeur de l'arrondissement » ;

**8.** L'article 17, paragraphe 1° est modifié par :

- Le remplacement des mots « de 101 100 $ est moins » par « est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) » ;

**9.** L'article 17.01 est ajouté à la suite de l'article 17. :

« Le montant d'une dépense ou la valeur d'un contrat reliée à une délégation prévue au présent chapitre comprend les taxes applicables avant leur remboursement. » ;

**10.** Le libellé de l'article 18 est modifié par le suivant:

- « La conclusion d'un contrat relatif à la location d'un immeuble, dont la valeur est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), est déléguée au fonctionnaire de niveau A. »;

**11.** Le libellé de l'article 19, paragraphe 1° est modifié par :

- Le remplacement des mots « de 101 100 $ et moins » par « inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) » ;

**12.** Le libellé de l'article 19.4 est modifié par :

- le remplacement du mot « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement »;

**13.** Le libellé de l'article 21 est modifié par :

- le remplacement du nombre « de 101 100 $ et moins » par « inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) »;

**14.** Le libellé de l'article 23 est modifié par :

- Le remplacement du mot « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement »;

**15.** Le libellé de l'article 23.1 est modifié par :

- le remplacement du mot « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement ».

---

*Un avis relatif à ce règlement (dossier 1225237001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le 17 septembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

## Modifications apportées au Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)

Juillet 2022

| Paragraphes ou articles du règlement touchés | Modifications |
|---|---|
| **Article 1, alinéa 3** : remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | « fonctionnaire de niveau A : ~~directeur d'arrondissement délégué~~ directeur de l'arrondissement et directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs; |
| **Article 1, alinéa 5** : remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | « fonctionnaire de niveau C » : chef de division, ~~adjoint au directeur~~ directeur adjoint des travaux publics et le secrétaire d'arrondissement; |
| **Article 7, alinéa 1** : remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | La nomination d'un fonctionnaire ou d'un employé visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) est déléguée au ~~directeur d'arrondissement délégué~~ directeur de l'arrondissement. |
| **Article 7, alinéa 2** : remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | Le ~~directeur d'arrondissement délégué~~ directeur de l'arrondissement doit exercer ce pouvoir sur la recommandation, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné. |
| **Article 10 :**<br>**a)** remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement »<br>**b)** ajouter « la fin de période de probation **»** | La résiliation d'un contrat de travail, la rétrogradation, la mise en disponibilité ou la mise à pied d'un fonctionnaire ou d'un employé visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) est déléguée au ~~directeur d'arrondissement délégué~~ directeur de l'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur la recommandation, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné. |
| **Article 11** : ajouter « la fin de période de probation **»** | La résiliation d'un contrat de travail, la rétrogradation, la fin de période de probation, la mise en disponibilité ou la mise à pied d'un fonctionnaire ou d'un employé qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du Code du travail (RLRQ, chapitre C-27) est déléguée : |
| **Article 11.1 :** retirer « C » | À l'exception des fonctionnaires de niveau A et B ~~et C,~~ le congédiement de tout fonctionnaire est délégué au directeur de l'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné. |
| **Article 11.1 :** remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | À l'exception des fonctionnaires de niveau A et B ~~et C,~~ le congédiement de tout fonctionnaire est délégué au directeur de l'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné. |
| **Article 15 :** remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | La création, l'abolition, le transfert ou la modification d'un poste est déléguée au ~~directeur d'arrondissement délégué~~ directeur de l'arrondissement |

| | |
|---|---|
| **Article 17.01 : Nouvel article** | Le montant d'une dépense ou la valeur d'un contrat reliée à une délégation prévue au présent chapitre comprend les taxes applicables avant leur remboursement |
| **Article 17, paragraphe 1° :** remplacer 101 100 $ par « est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) » | L'octroi d'un contrat relatif à l'acquisition de biens, à l'exécution de travaux ou à l'exécution de services autres que professionnels et, le cas échéant, l'autorisation de dépenses relatives à ce contrat sont délégués:<br>1- au fonctionnaire de niveau A, lorsque la valeur du contrat est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) |
| **Article 18 :** remplacer 101 100 $ par « est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions<br>publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) » | La conclusion d'un contrat dont la valeur est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), relatif à la location d'un immeuble est déléguée au fonctionnaire de niveau A. |
| **Article 19, paragraphe 1° :** remplacer 101 100 $ par « est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) » | L'octroi d'un contrat relatif à l'exécution de services professionnels est délégué :<br><br>1 ° au fonctionnaire de niveau A, lorsque la valeur du contrat est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) |
| **Article 19.4 :** remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | Pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat, sont déléguées au ~~directeur d'arrondissement délégué~~ directeur de l'arrondissement toutes les fonctions qui, selon la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27), sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal. |
| **Article 21 :** remplacer 101 100 $ par « est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions<br>publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) » | Une autorisation de dépenses qui n'est pas visée par le chapitre III ou par l'article 20 est déléguée :<br><br>1° au fonctionnaire de niveau A, lorsque la dépense est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19); |
| **Article 23 :** remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | Sont délégués au ~~directeur d'arrondissement délégué~~ directeur de l'arrondissement : |

| | |
|---|---|
| **Article 23.1 :** remplacer « directeur d'arrondissement délégué » par « directeur de l'arrondissement » | La décision de mandater, au nom de l'arrondissement, la Direction des affaires civiles du Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière, pour intenter toute procédure requise devant les tribunaux judiciaires ou administratifs afin de préserver les intérêts de l'arrondissement, est déléguée au ~~directeur d'arrondissement délégué~~ directeur de l'arrondissement. |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.06

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1222678030**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules » |

D'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules ».

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-06-27 15:34

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1222678030** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules » |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2014, la Ville de Montréal a entrepris une réflexion sur les activités de remorquage pour mieux comprendre la gestion de ces activités sur le territoire de la Ville de Montréal. L'objectif était d'analyser tous les types de remorquage en présentant des enjeux et des recommandations liés à la gouvernance pour chaque type d'activité, et ce, pour optimiser et harmoniser l'encadrement des activités de remorquage sur son territoire.

En janvier 2016, la Ville de Montréal demandait le transfert de la responsabilité du remorquage au SPVM, notamment par l'application du règlement (03-098) intitulé « Règlement sur le remorquage des véhicules ». Or, la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16) a été sanctionnée le 21 septembre 2017, laquelle a eu pour effet de modifier la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001) pour faire du dépannage, remorquage et remisage des véhicules une compétence d'agglomération. À noter que cette compétence relevait, avant l'entrée en vigueur de cette loi, des conseils d'arrondissement, du conseil de la ville et du conseil d'agglomération selon la nature des activités de remorquage.

L'ensemble des activités de remorquage relève désormais de la compétence du conseil d'agglomération, ce qui inclut également les pouvoirs prévus à l'article 154 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (Loi sur l'exercice des compétences municipales, art. 118.85.1), dont la possibilité de régir ou d'interdire le stationnement de tout véhicule sur un terrain sans l'autorisation de son propriétaire ou occupant.

Le nouveau Règlement sur le remorquage des véhicules a été adopté par le Conseil d'agglomération en janvier 2019 et est entré en vigueur en février 2019. Toutes les règles encadrant les activités de remorquage (conditions et modalités), le stationnement sur les

terrains privés (parc de stationnement) et les frais de remorquage et de remisage y sont énoncées. Les frais de remorquage sont prévus au Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal.

L'article 60 de ce Règlement abroge et remplace l'ancien Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098), ainsi que tout règlement ou toute disposition d'unrèglement applicable sur le territoire de l'agglomération de Montréal relatif au remorquage des véhicules.

Il ressort de cet historique que les articles 1 (2e et 3e paragraphe), 58 à 60, 61 à 75 et 88 du Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation et au stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont ultra vires et doivent donc être abrogés, cette compétence étant dorénavant dévolue par le législateur au conseil d'agglomération.

Ce sommaire sera l'occasion de supprimer l'article 23 relatif au boulevard Pie-IX qui ne concerne pas notre territoire.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0635 - 30 septembre 2021 - Adoption du *Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules* (RCG 19-004-1);

CG19 0039 - 31 janvier 2019 - Adoption - Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG19-004).

## DESCRIPTION

Le présent dossier vise principalement à :

1 - Abroger les dispositions relatives au remorquage des véhicules routiers;
2 - Abroger les dispositions relatives à l'interdiction de stationner un véhicule sur un terrain privé;
3 - Abroger l'article 23 relatif à la voie réservée du boulevard Pie-IX qui ne concerne pas l'arrondissement de Ville-Marie;

Par ailleurs, l'Ombudsman de Montréal recommandait, dans le cadre d'une enquête concernant les dispositions caduques sur le remorquage contenues dans les règlements sur la circulation et le stationnement de plusieurs arrondissements, de retirer ces dispositions des règlements.

## JUSTIFICATION

Toute modification au Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie requiert l'adoption d'un règlement modificateur ou dans certains cas, l'édiction d'une ordonnance. Dans le cas présent, un règlement modificateur doit être adopté.
En ce qui concerne les dispositions relatives au dépannage, au remorquage, au remisage des véhicules et au stationnement de tout véhicule sur un terrain sans l'autorisation de son propriétaire ou occupant., leur persistance dans le règlement de l'Arrondissement peut être source de confusion, autant auprès du public que du personnel chargé de veiller à l'application de la réglementation. Celles-ci n'ayant plus de raison d'être, compte tenu du cadre réglementaire en vigueur depuis 2019, il est souhaitable de les abroger.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Sans objet

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, compte tenu de sa nature.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Publication d'un avis annonçant l'entrée en vigueur du règlement.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion : CA 5 juillet 2022
Adoption du règlement : CA du 13 septembre 2022
Entrée en vigueur :17 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Annie LAMBERT, Le Sud-Ouest

Lecture :

Annie LAMBERT, 17 juin 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-06-15

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 743-0656
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-06-23

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1222678030**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe |
| **Objet :** | Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules » |



Grille d'analyse Montréal 2030.pdfCA-24-xxx_ Règl. mod. remorquage.doc



Modifications_Regl-circulation (1).pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 269-1498
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

| | |
|---|---|
| **CA-24-xxx** | **Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules** |

Vu les articles 4, 67 et 79 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 130 et 142 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) ainsi que l'article 47 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète:

1. Modifier le paragraphe 2º de l'article 1 en supprimant le groupe de mots « sur les terrains privés »;

2. Le paragraphe 3° de l'article 1 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M. c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est abrogé;

3. L'article 23 de ce règlement est abrogé;

4. Les articles 58 à 60, 61 à 75 et 88 de ce règlement sont abrogés;

---

*Un avis relatif à ce règlement (dossier 1222678030) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir*, le ____ 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

**Modifications apportées au Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie**

| Paragraphes ou articles du règlement touchés | Modifications |
|---|---|
| A**rticle 1**, paragraphe 2 | le stationnement sur le domaine privé ~~et sur les terrains privés~~; |
| **Article 1**, paragraphe 3 :<br>*le remorquage des véhicules en stationnement illégal* | *Abrogé* |
| **Article 23 :**<br>*Sur la voie réservée du boulevard Pie-IX, les exceptions prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 22 ne s'appliquent pas.* | *Abrogé* |
| **Articles 58 à 60 :**<br>**58** *Il est interdit au conducteur d'un véhicule routier de le stationner sur un terrain privé s'il n'y est pas autorisé par le propriétaire ou l'occupant du terrain.*<br>*Aux fins du présent article, les mots * terrain privé + signifient un emplacement ne faisant pas partie du domaine public de la Ville.*<br><br>***59.*** *Dans un parc de stationnement auquel le public a accès sur invitation expresse ou tacite, le conducteur d'un véhicule routier doit se conformer à la signalisation en place interdisant ou limitant le stationnement des véhicules ou le restreignant en faveur de personnes ou de catégories de personnes.*<br><br>***60.*** *Dans un parc de stationnement auquel le public a accès sur invitation expresse ou*<br>*tacite, le conducteur d'un véhicule routier ne doit pas stationner dans une partie non*<br>*prévue ou aménagée à une telle fin, ni de manière à gêner ou entraver la circulation ou le*<br>*mouvement des autres véhicules.* | *Abrogés* |
| **Chapitre IV**<br>**REMORQUAGE** (articles 61 à 75) | *Tout le chapitre est abrogé* |

| | |
|---|---|
| **Article 88**<br>*Quiconque contrevient à l'un des articles 64 à 66, à l'article 67 ou 68, au deuxième*<br>*alinéa de l'article 69 ou à l'un des articles 70 à 74 commet une infraction et est passible :*<br>*1 s'il s'agit d'une personne physique :*<br>*a) pour une première infraction, d'une amende de 100 $ à 300 $;*<br>*b) pour une première récidive, d'une amende de 300 $ à 500 $;*<br>*c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;*<br>*2 s'il s'agit d'une corporation :*<br>*a) pour une première infraction, d'une amende de 200 $ à 600 $;*<br>*b) pour une première récidive, d'une amende de 600 $ à 1 000 $;*<br>*c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $.* | *Abrogé* |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1222678030*
Unité administrative responsable : *Arr. de Ville-Marie (DSA)*
Projet : *Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de retirer certaines dispositions relatives au remorquage des véhicules et à la voie réservée sur Pie IX »*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.07

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1218398005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la transformation d'un bâtiment existant afin de procéder à un agrandissement en hauteur de 3 étages supplémentaires au 2100, rue Lambert-Closse, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

D'accorder pour le bâtiment situé au 2100, rue Lambert-Closse, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

a. déroger notamment aux articles 9, 43 et 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale en mètres et en étages d'un bâtiment, à la densité maximale et à la marge latérale minimale;
b. transformer le bâtiment situé au 2100, rue Lambert-Closse, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'Arrondissement le 2 mai 2022.

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a. le bâtiment transformé peut atteindre une hauteur égale ou inférieure à 6 étages et 25 m hors tout;
b. la densité maximale du bâtiment à transformer devra être égale ou inférieure à un COS de 3,2;
c. la marge latérale minimale du bâtiment à transformer devra être égale ou supérieure à 1,66 m.
d. fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation les documents suivants :
i. un devis de restauration indiquant précisément les éléments à remplacer, à restaurer ou à conserver. Ce rapport devra être produit par un.e spécialiste en restauration;
ii. une stratégie de maintien *in situ* des façades ainsi que la stratégie structurale pour le rehaussement du bâtiment préparé par un.e ingénieur.e en structure;
iii. un rapport des travaux de dégarnissage, de fondation et de structure préparé par un.e ingénieur.e. afin d'assurer le

maintien en place et la conservation des façades. Ce document devra être fourni bimensuellement à l'Arrondissement jusqu'à la fin de l'ensemble des travaux de transformation visant les éléments structuraux;
iv. une garantie monétaire de 25% de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment et de son terrain correspondant aux exigences prévues au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), et ce, afin de s'assurer de la préservation dans son intégralité du bâtiment existant. Les dispositions de la présente résolution devront être respectées afin de libérer cette garantie monétaire;
v. un plan d'aménagement paysager complet préparé par un.e professionnel.le en la matière qui sera assujetti à une révision architecturale au Titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282.
vi. une étude éolienne et un projet intégrant les mesures de mitigation le cas échéant.

3. La demande de certificat de transformation devra être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282. En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. Le caractère distinctif et la prédominance visuelle du bâtiment existant devraient être préservés;
ii. La volumétrie et la matérialité de l'agrandissement doivent tendre à minimiser sa visibilité à partir de la voie publique;
iii. La matérialité et la composition des ouvertures du nouveau volume devraient contribuer, tout en s'inspirant du volume d'origine, à s'en distinguer;
iv. La sobriété du langage architectural est favorisée par une intégration harmonieuse au contexte environnant.

4. De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour la délivrance d'un permis de construction relatif aux travaux visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-06-01 11:52

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1218398005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la transformation d'un bâtiment existant afin de procéder à un agrandissement en hauteur de 3 étages supplémentaires au 2100, rue Lambert-Closse, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre la transformation et l'agrandissement d'un bâtiment de 3 étages construit en 1929. Ce bâtiment, de style architectural « Beaux-Arts », est vacant depuis 2006.
Une étude patrimoniale a été effectuée par M. Conrad Gallant le 7 mai 2019.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

S.O.

**DESCRIPTION**

**Le site**
L'immeuble visé se situe sur le lot 1 064 407 du cadastre du Québec. Le bâtiment de style « Beaux-Arts » a été construit en 1929, il est vacant depuis 2006. La Division des permis et des inspections a effectué plusieurs inspections attestant la détérioration du bâtiment. En ce sens, cette construction s'est nettement dégradée puisqu'elle a subi de nombreuses infiltrations d'eau. La Division des permis et des inspections maintient un rapport sur l'état du bâtiment.

Le secteur immédiat comporte plusieurs conciergeries du même gabarit et de facture similaire, également en briques rouges. À proximité, les bâtiments résidentiels sur Lambert-Closse et celui de la congrégation Notre-Dame présentent une brique de teinte beige typique d'institutions montréalaises. Non loin, on peut apercevoir des bâtiments résidentiels de plus grandes hauteurs et de typologie moderniste ou contemporaine. Le secteur d'intervention est donc propice à l'intégration d'un bâtiment de plus gros calibre, pourvu que la volumétrie et la matérialité fassent écho au voisinage.

**Le projet**
La demande vise la transformation d'un bâtiment vacant et l'agrandissement en hauteur de 3 étages supplémentaires. Au terme des travaux, le bâtiment comptera 6 étages et 30 unités. La typologie proposée se divise ainsi:

- 6 unités d'une chambre à coucher (20 %)
- 12 unités de 2 chambres à coucher (40 %)
- 12 unités de 3 chambres à coucher (40 %)

Tout l'intérieur du bâtiment sera complètement démoli afin de faire place aux nouveaux logements. La proposition vise à conserver, restaurer et intégrer les composantes extérieures (briques et pierres) d'origine. Les fenêtres et les portes seront toutefois remplacées par de nouvelles plus écoénergétiques. Cependant, celles-ci respecteront la forme et l'apparence de celles originalement installées. Aucune ouverture d'origine ne sera modifiée.

Avec cet agrandissement, le bâtiment culminera à une hauteur de 23,09 m (total hors tout) et comportera 6 étages. Le taux d'implantation restera inchangé. Un ascenseur sera implanté afin de faciliter l'accès aux logements. L'agrandissement en hauteur augmentera la densité du site qui passera, au final, à environ 3,17.
Le projet ne pourra inclure une aire de stationnement en sous-sol puisqu'une servitude de non-construction datant de 1919 interdit le passage de véhicules et la construction d'issues de secours sur la une partie du 1 064 407 (propriété visée par la présente demande) et du lot voisin portant le numéro 1 064 399.

**Cadre réglementaire**

- Selon le paragraphe 1° de l'article 9 du Règlement d'urbanisme 01-282, dans un secteur en hauteur en mètres et en étages, la hauteur du bâtiment doit être en tout point égale ou inférieure à la hauteur en mètres et en étages maximale prescrite au plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A. Soit, pour la zone 0045, un maximum de 14 m et de 3 étages, alors que la hauteur du projet est de 23,09 m et de 6 étages.
- L'article 43 du Règlement d'urbanisme 01-282 prescrit que la densité d'une occupation doit être égale ou inférieure à la densité maximale prescrite par secteur au plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A. Soit, pour la zone 0045, de 3. Or, la densité proposée est de 3,17.
- L'article 81 du Règlement d'urbanisme 01-282 prescrit, pour un bâtiment d'une hauteur se situant entre 20 m et 30 m, une marge latérale minimale de 3 m. Or, la marge latérale projetée est de 1,66 m.
- La révision architecturale de la demande est évaluée selon les critères des articles 21.6, 22, 92, 98, 99, 100, 102, 103, 105, 106, 107, 121, 126 127.3, 128, 128.1 et 129 du Règlement d'urbanisme (01-282).
- Le Règlement pour une métropole mixte exige une contribution approximative de 126 173 $ au volet social. Aucune contribution n'est exigée pour les volets abordable et familial.
- L'immeuble est situé dans l'unité de paysage « Conciergeries » au Règlement d'urbanisme. Il est inclus dans le secteur du PPU du Quartier des grands jardins.
- Le projet est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.
- Puisque l'autorisation touche, entre autres, à la hauteur et la densité, celle-ci est susceptible d'approbation par les personnes habiles à voter;
- La résolution n'est pas visée par le paragraphe 2 de l'article 2 du Règlement RCG 15-073, ainsi aucun examen de conformité au document complémentaire du schéma d'aménagement et de développement n'est requis.

**JUSTIFICATION**

Dans son ensemble le projet pourrait satisfaire aux critères d'évaluation applicables à un projet particulier.
**Considérant que** :

- la proposition respecte les objectifs et critères du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011);
- le projet respecte les exigences du Plan d'urbanisme en matière de hauteur et de densité prescrites;
- le projet permettra de sauvegarder, de restaurer et de mettre en valeur un bâtiment vacant et ayant un intérêt architectural;
- la réalisation du projet viendra réaffirmer et préserver le caractère patrimonial du bâtiment et ainsi conserver ses composantes d'origine;
- l'agrandissement reprend certaines des caractéristiques architecturales du bâtiment et de l'unité de paysage tout en introduisant l'expression d'un vocabulaire contemporain;
- la proposition présentée le 2 mai 2022 répond à plusieurs commentaires et conditions énoncées par le CCU lors de sa séance du 9 septembre 2021.

**Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable, avec conditions, à l'égard de cette demande.**

Le projet a obtenu un avis favorable du CCU à la séance tenue le 12 mai 2022.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce projet suit l'orientation *Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion* .

Cette orientation intervient sur les échelles *Des quartiers vivants* et *L'être humain au coeur de nos actions*

Ce projet contribue à la priorité suivante du Plan stratégique Montréal 2030 :
7. *Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Assemblée publique de consultation : 21 juin 2022

- Adoption 2e projet de résolution - Conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022
- Avis annonçant la possibilité d'une approbation référendaire par les personnes habiles à voter.

- Adoption de la résolution - Conseil d’arrondissement du 13 septembre 2022
- Demande de permis de transformation
- Révision de projet par le comité consultatif d'urbanisme
- Émission du permis

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlement et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-4031
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-05-30

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité

**Tél :** 514 868-4546
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-06-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1218398005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la transformation d'un bâtiment existant afin de procéder à un agrandissement en hauteur de 3 étages supplémentaires au 2100, rue Lambert-Closse, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

Etude patrimoniale du 2100 rue Lambert-juillet 2019.pdf

2022.05.02 . 3rd PPCMOI submission . plans et élévations.pdf

2022.05.02 . 3rd PPCMOI submission . dessins démolitions.pdf

2022.05.02 3rd PPCMOI submission . instroduction et 3d.pdf

PV CCU - 2022-05-12 - PP et T8 - 3001718354.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-4031
**Télécop. :**

# Étude patrimoniale du 2100, rue Lambert-Closse
# Recherche documentaire préalable




Conrad Gallant Consultant
7 mai 2019
(Addenda, 29 juin 2019)

Étude patrimoniale du 2100 rue Lambert-Closse présentée à Monsieur Jason Narrainen (pour Sarusvadee Narrainen).
7 mai 2019 (Addenda, 29 juin 2019)

Conrad Gallant, consultant
1717, rue Vimont, Montréal (Québec) HIV 3L1
T 514-948-3730 gallant.conrad@gmail.com

## Remerciements

Je remercie à Monsieur Jason Narrainen (pour Sarusvadee Narrainen) pour la confiance accordée.

# Table des matières


Contexte 7
Méthodologie 8
SECTION 1 — RECHERCHE DOCUMENTAIRE PRÉALABLE 9
Situation actuelle 9
Identification 9
Photographies aériennes du lieu et de son contexte 10
Photographies de l'immeuble 12
Statut 13
État du lieu 17
État de l'immeuble — 2100, rue Lambert-Closse 22
SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DU LIEU 24
Chronologie 24
Analyse de l'évolution du lieu et de son contexte urbain 25
FICHES TECHNIQUES SUR LES COMPOSANTES 38
Bâtiments 38
Plans 40
Description 45
Dolor Cardinal, architecte (1893-1978) 49
Propriétaires et occupants marquants 52
Fonctions d'origine, significatives et actuelles 53
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES DOCUMENTAIRES 54
Annexe 55
Chaîne de propriétaires — 2100, rue Lambert-Closse 55
SECTION 2 — LA GRILLE D'ANALYSE PAR LES VALEURS 58
ADDENDA – Photographies de l'intérieur de l'édifice (29 juin 2019) 60

## Contexte

La présente étude patrimoniale du 5608, avenue du Parc fait suite à la demande de Monsieur Jason Narrainen (pour Sarusvadee Narrainen), afin d'évaluer de sa valeur patrimoniale. Un projet de développement immobilier est prévu sur cette propriété. Selon la mise en contexte du mandat actuel, cette étude préalable permettra d'avoir une meilleure connaissance de cet édifice qui est situé dans l'arrondissement Ville-Marie. Soulignons que l'édifice fait partie d'un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle — secteur 24.E.34 La rue Sherbrooke Ouest (d'Atwater à Peel) — selon le cahier d'évaluation du patrimoine urbain pour l'arrondissement Ville-Marie[1]. L'immeuble fait également partie d'une unité de paysage «C» (pour conciergeries) dans le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie[2]. En 2016, l'immeuble était inclus dans l'inventaire des bâtiments vacants du centre-ville réalisé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises[3].

[1] Céline Topp, (sous la direction de), *Évaluation du patrimoine urbain : Arrondissement de Ville-Marie*, Montréal, Service la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Division du patrimoine et de la toponymie, Ville de Montréal, 2005, p. 64.

[2] *Codification administrative du règlement d'urbanisme de Ville-Marie 01-282, à jour au 10 décembre 2018*. Site Internet : Ville de Montréal [http://ville.montreal.qc.ca].

[3] Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, *Inventaire des bâtiments vacants : Planification pour la réhabilitation du cadre bâti du centre-ville*, Arrondissement de Ville-Marie, août 2016. Site Internet : Ville de Montréal [http://ville.montreal.qc.ca]

## Méthodologie

- Le canevas de cette présente étude patrimoniale est celui fourni par la Ville de Montréal pour l'évaluation de l'intérêt patrimonial du lieu sur son site Internet du Patrimoine Urbain.[4] Il a été conçu en 2012 par la Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montréal et il est dénommé : L'évaluation de l'intérêt patrimonial d'un lieu.[5] Il est accompagné d'un guide d'application qui nous en explique les démarches à suivre pour l'utiliser.

[4] Site Internet : Patrimoine urbain, Ville de Montréal, Évaluation de l'intérêt patrimonial d'un lieu. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2240,96369584&_dad=portal&_schema=PORTAL]

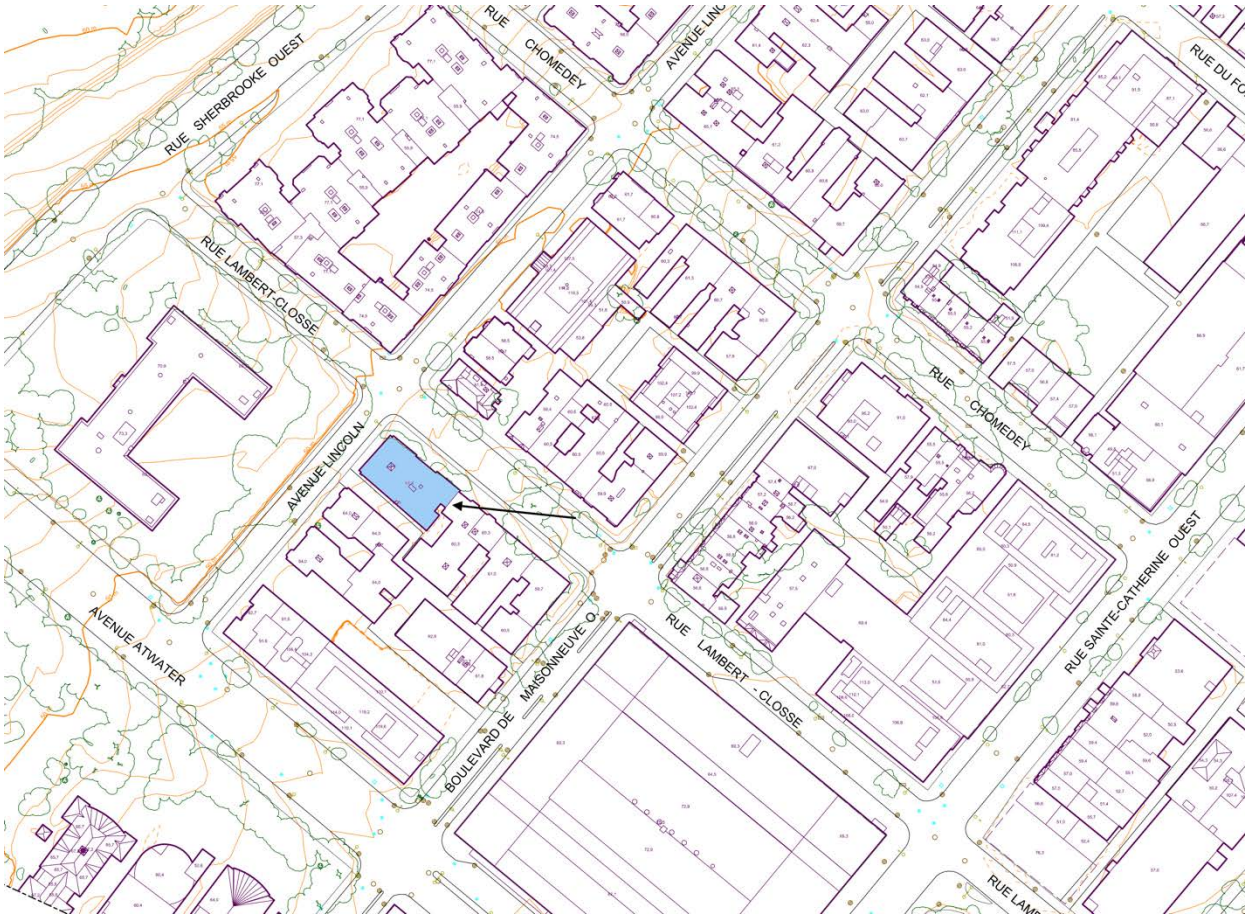
[5] Site Internet : ville de Montréal, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/patrimoine_urbain_fr/media/documents/evaluation_interet_patrimonial_lieu.pdf

# SECTION 1 — RECHERCHE DOCUMENTAIRE PRÉALABLE

## Situation actuelle

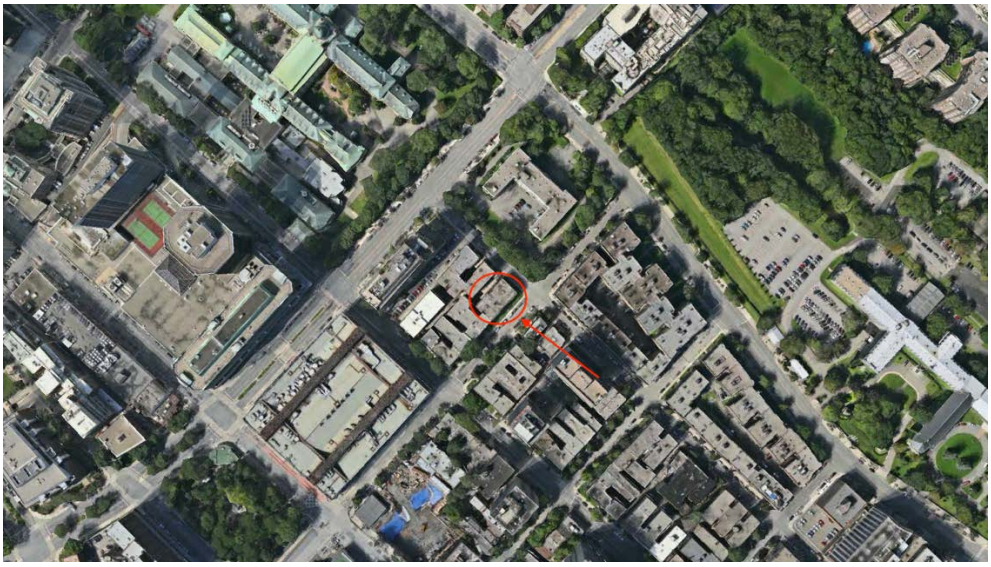
Identification
Nom du lieu : Les Appartements Muretta

Adresse ou emplacement du lieu : 2100, rue Lambert-Closse, arrondissement Ville-Marie
Numéro du lot : 1064407 [anciens lots : 1654-235 et 1654-236, quartier Saint-Antoine, cité de Montréal]
Propriétaire : Sarusvadee Narrainen, 55, chemin Belvédère, Westmount, Qc

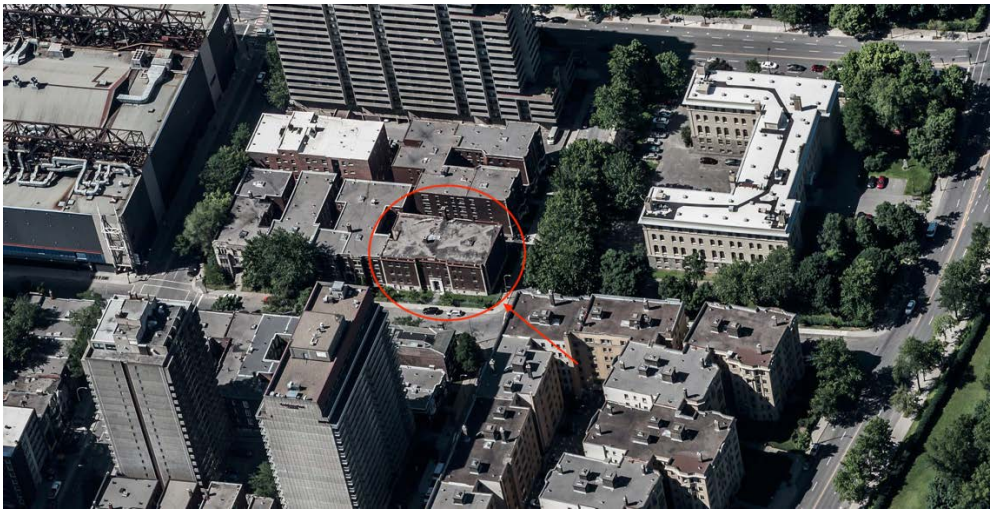



Plan de l'immeuble — en teinte bleue — [2100, rue Lambert-Closse] dans son contexte.
Source : Compilation cartographique de base 2017, Portail données ouvertes, Ville de Montréal.

## Photographies aériennes du lieu et de son contexte



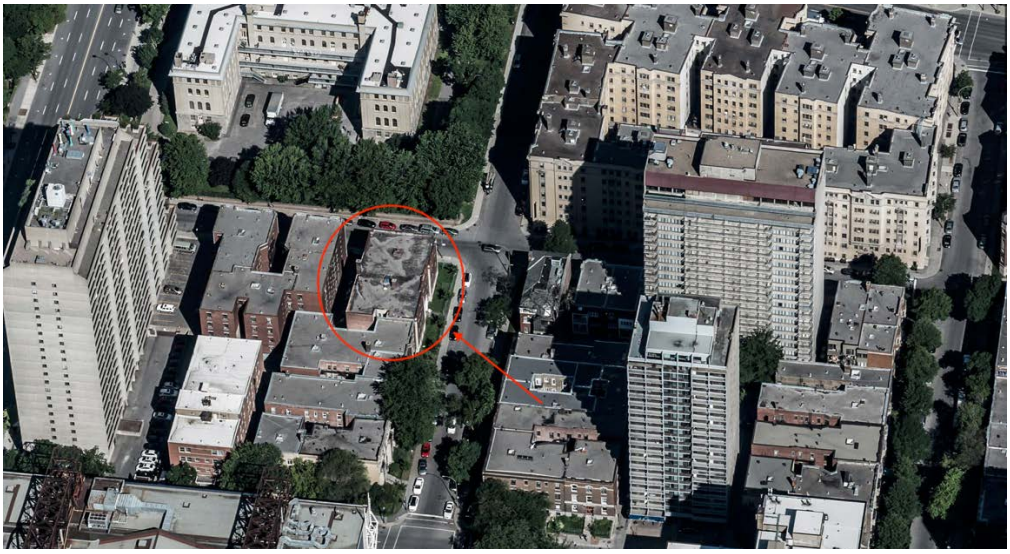
Vue aérienne du site. Notre emplacement est mis en évidence.
Source : Logiciel Plans, 2019.



Vue à vol d'oiseau du site et de son environnement.
Source : Bing, 2019.



Vue à vol d'oiseau du site et de son environnement.
Source : Bing, 2019.



Vue à vol d'oiseau du site et de son environnement.
Source : Bing, 2019.

## Photographies de l'immeuble





Photographies de l'édifice [2100, rue Lambert-Closse].



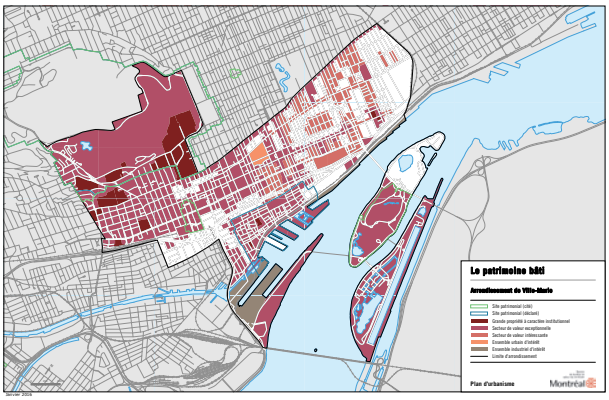


Photographies de l'édifice [2100, rue Lambert-Closse].

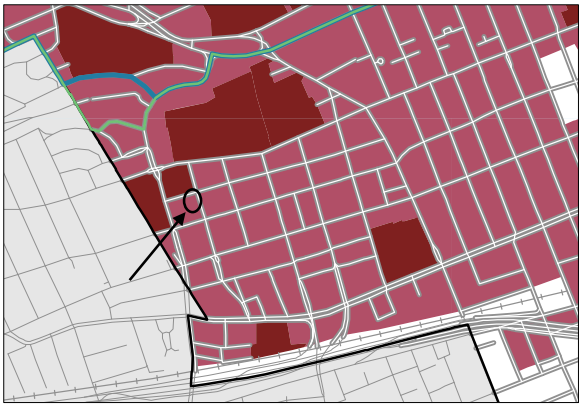
## Statut

Désignation en tant que lieu historique national [fédéral] : Aucun
Statut en vertu de la Loi sur les biens culturels [provincial ou municipal] : Aucun
Potentiel archéologique selon le Plan d'urbanisme : Aucun

Désignation patrimoniale dans le Plan d'urbanisme : Situé dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle [Rue Sherbrooke Ouest (entre Atwater et Peel)].




Carte du patrimoine bâti de l'arrondissement de Ville-Marie venant du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.



Emplacement de notre immeuble sur la carte du patrimoine bâti de l'arrondissement Ville-Marie.

Ville de Montréal. *Plan d'urbanisme de Montréal, partie II : chapitre 11. Arrondissement Ville-Marie*, adopté par le conseil municipal le 23 novembre 2004 [modifié le 25 janvier 2016] [en ligne]. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS/161219_PATRIMOINE_25.PDF] [23 avril 2019].

Selon le cahier d'évaluation du patrimoine urbain pour l'arrondissement Ville-Marie, l'édifice fait partie d'un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle — secteur 24.E.34 La rue Sherbrooke Ouest (d'Atwater à Peel).[6] Selon cette évaluation, notre secteur est décrit comme suit :

> La rue Sherbrooke Ouest correspond à une frontière naturelle du centre-ville montréalais. Elle s'est développée en trois principales phases d'édification. De 1879 à 1840, de nombreux bâtiments résidentiels sont érigés. Puis, pendant la période de structuration du centre-ville, entre 1890 et 1940, des immeubles d'appartements, des hôtels luxueux ainsi que des bâtiments institutionnels et religieux s'y implantent. Finalement, c'est à partir de 1950 qu'apparaissent les hôtels et édifices de bureaux modernes. Malgré une grande hétérogénéité, l'essentiel du paysage urbain de cette artère est constitué d'éléments d'intérêt patrimonial.
>
> Ce secteur est bordé à l'ouest par de vastes ensembles institutionnels entourés de jardins : le domaine des sulpiciens, celui de la Congrégation de Notre-Dame et la maison généralice. On trouve sur la rue Sherbrooke Ouest plusieurs immeubles d'appartements ainsi que des maisons d'inspiration victorienne d'intérêt patrimonial. Finalement, outre les nombreux édifices

[6] Céline Topp, (sous la direction de), *Évaluation du patrimoine urbain : Arrondissement de Ville-Marie*, Montréal, Service la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Division du patrimoine et de la toponymie, Ville de Montréal, 2005, p. 64.

classés ou reconnus dans ce secteur, ce sont les grands édifices publics qui donnent à la rue son caractère particulier, entre autres le temple maçonnique, les églises St. Andrew and St. Paul et Erskine and American United, ainsi que le Musée des beaux-arts, l'hôtel Ritz Carlton et le magasin Holt Renfrew.[7]

Autres statuts pertinents :

1) L'immeuble fait partie de l'unité de paysage «C» (pour conciergeries) dans le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie[8].

2) L'édifice à l'étude fait partie du secteur Centre-Ouest du centre-ville de Montréal[9], qu'on désigne maintenant le Quartier des grands jardins. Celui-ci fait l'objet d'un Programme particulier d'urbanisme (PPU). Selon le page Internet de la Ville de Montréal consacrée à ce PPU, on y lit les informations suivantes :

> PPU du Quartier des grands jardins
> Situé aux portes du centre des affaires, entre le Mont-Royal et le canal de Lachine, et délimité par les rues Sherbrooke, Atwater, Bishop, et par l'autoroute Ville-Marie, ce quartier identitaire fort d'une richesse patrimoniale exceptionnelle abrite de nombreuses grandes institutions montréalaises, telles que l'Université Concordia, le domaine des sœurs Grises, le Centre Canadien d'Architecture, l'Hôpital de Montréal pour enfants, le Cégep Dawson, le Collège LaSalle et le Collège de Montréal.
> Identifié comme un quartier central stratégique de la métropole, le secteur présente des opportunités majeures en termes de développement résidentiel et suscite un nouvel intérêt. Le Programme particulier d'urbanisme du Quartier des grands jardins, adopté par le Conseil municipal en mai 2011, s'articule autour des trois grandes orientations suivantes :
>
> - Valoriser et protéger le patrimoine montréalais ainsi que les paysages urbains
> - Améliorer la qualité de l'habitat et des services aux citoyens
> - Stimuler le dynamisme économique
>
> Retour sur les consultations publiques
>
> À la suite du succès des consultations qui ont mobilisé plus de 400 personnes, les citoyens et les organismes du milieu se sont prononcés lors des auditions organisées par l'OCPM. Dans le Rapport de consultation publique émis par la commission, les citoyens, tout comme les

[7] Céline Topp, (sous la direction de), *Évaluation du patrimoine urbain : Arrondissement de Ville-Marie*, Montréal, Service la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Division du patrimoine et de la toponymie, Ville de Montréal, 2005, p. 64.
[8] *Codification administrative du règlement d'urbanisme de Ville-Marie 01-282, à jour au 10 décembre 2018*. Site Internet : Ville de Montréal [http://ville.montreal.qc.ca].
[9] On le nomme ainsi en raison des vastes jardins institutionnels qui s'y trouvent.

organismes, appuient le projet, ses grandes orientations ainsi que les actions proposées pour la revitalisation de l'ouest du centre-ville.

Deux aspects apparaissent comme essentiel pour le milieu :

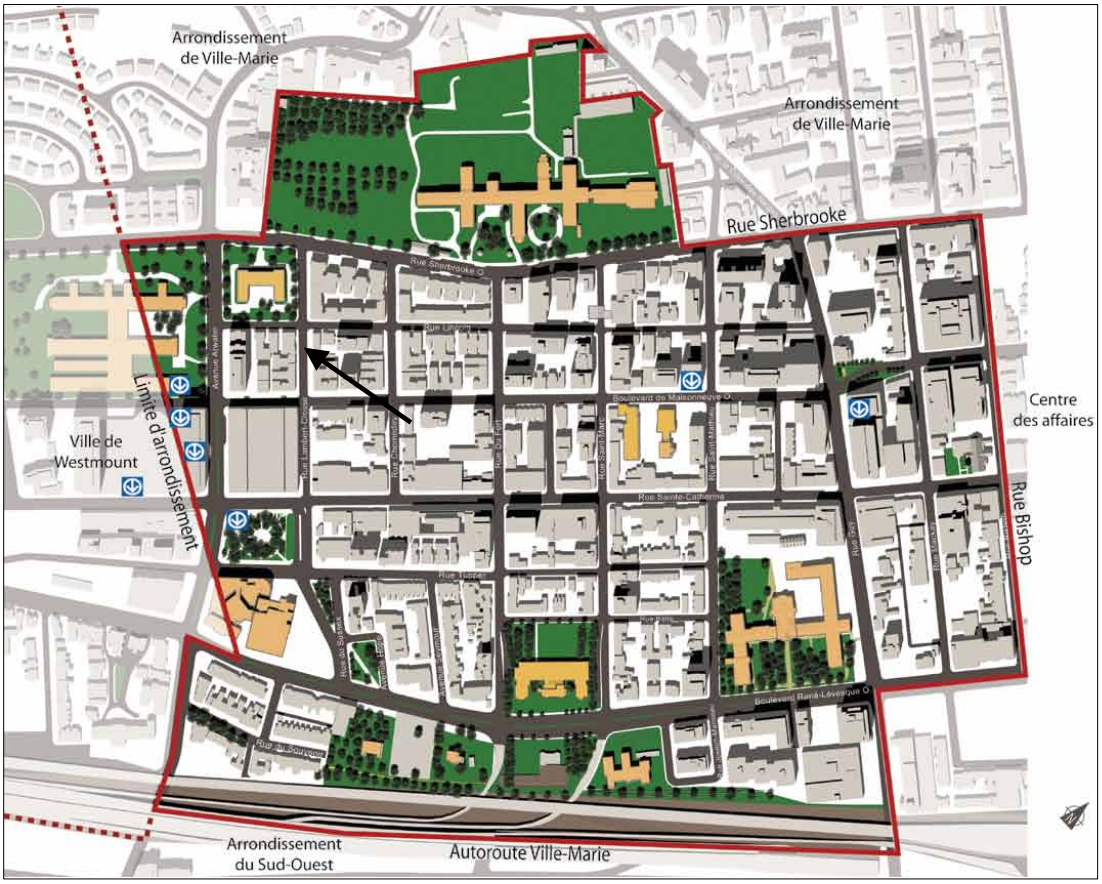
- consolider le caractère résidentiel du quartier et en faire un milieu de vie mixte, recherché et attrayant pour les nouveaux résidants
- miser sur la préservation et le développement des espaces verts

### Une revitalisation par étapes

La mise en œuvre du PPU s'effectue conjointement avec les partenaires du milieu et tout particulièrement la Table de concertation du centre-ville Ouest, qui s'est impliquée dans l'organisation de l'atelier de design pour le réaménagement du square Cabot.

- 6,3 M $ ont été investis pour réaménager le square Cabot
- des subventions de 275000 $ ont été versées dans le cadre du programme Pr@m-Commerce
- un règlement sur les PIIA (Plan d'implantation et d'intégration architecturale) sera prochainement adopté pour assurer la mise en place d'un contrôle qualitatif plus précis qui vise à favoriser la préservation du patrimoine bâti et paysager.

Source : Site Internet : Ville de Montréal. Programmes particuliers d'urbanisme : Quartier des grands jardins [en ligne]. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,79349590&_dad=portal&_schema=PORTAL] [consulté le 20 avril 2019].



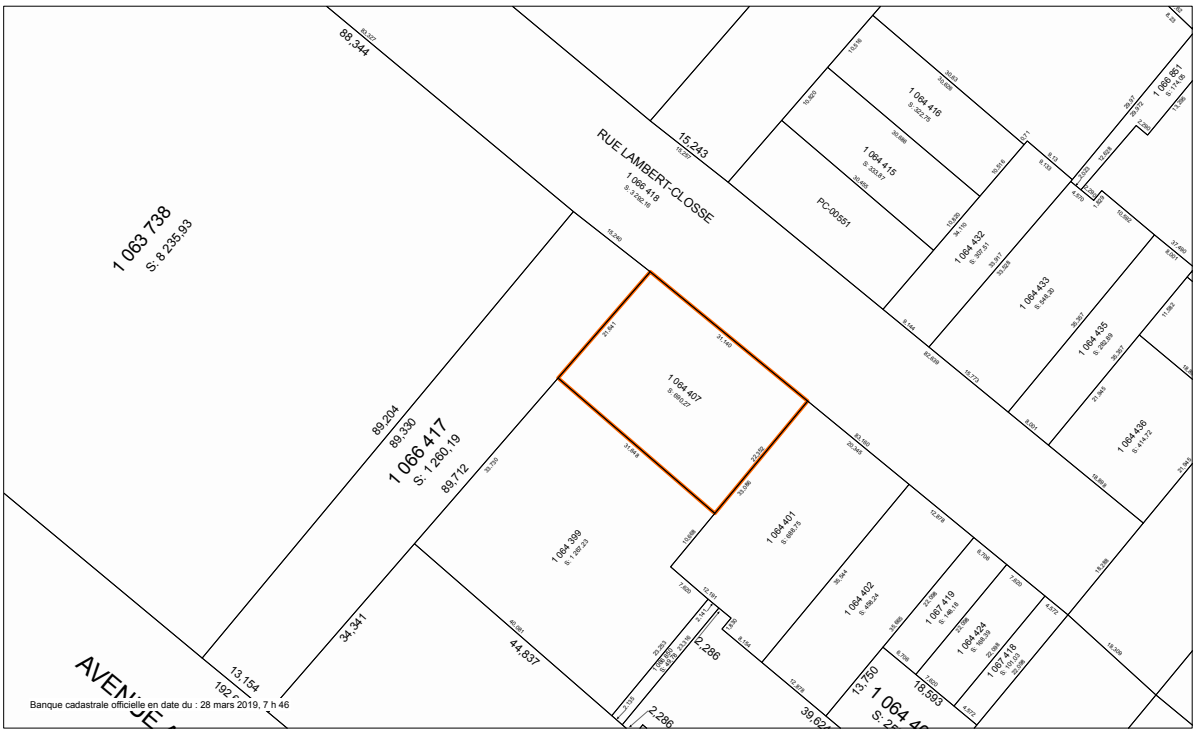

Délimitation du secteur des Grands Jardins qui fait l'objet d'un Programme particulier d'urbanisme (PPU). Notre immeuble est indiqué par une flèche.
Source : Arrondissement de Ville-Marie, *Programme particulier d'urbanisme : Quartier des grands jardins*, Arrondissement de Ville-Marie, 26 septembre 2011, p. 15.

## État du lieu

### Morphologie

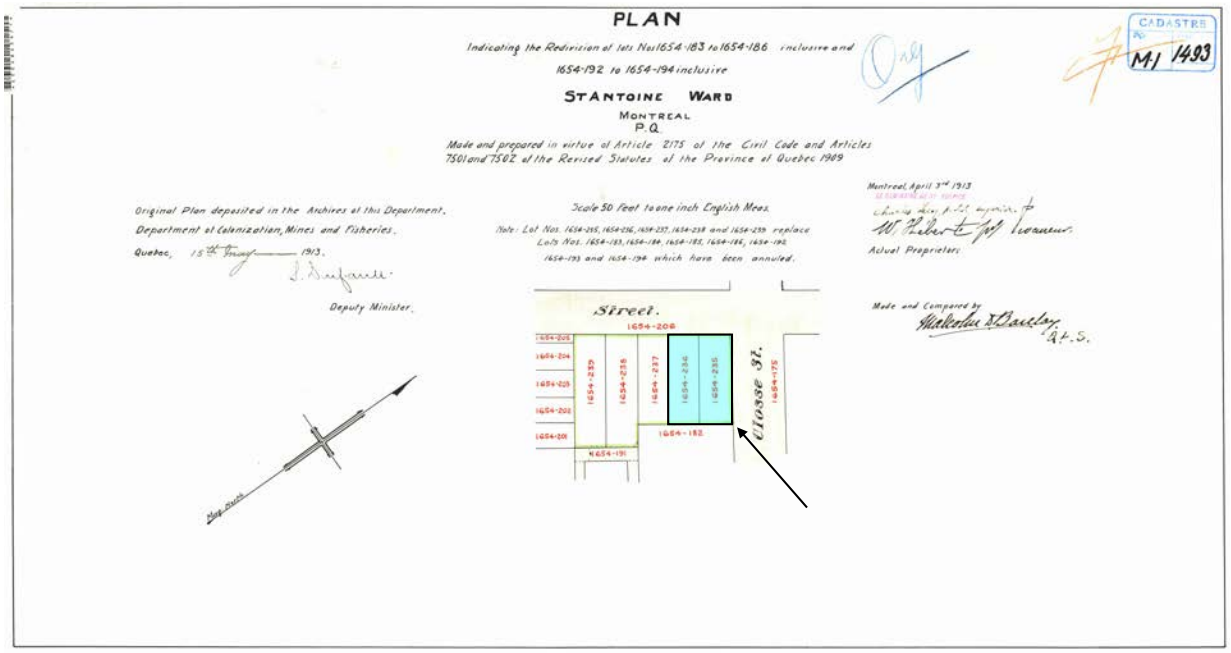
C'est un immeuble de trois étages sur un sous-sol élevé comportant actuellement 21 logements. En front, l'édifice a 28,4 m de large sur une profondeur de 15,5. Il se présente comme un parallélépipède rectangle avec, en façade, deux petits ressauts latéraux. Il est recouvert de brique et de pierre artificielle sur certaines parties de l'édifice, notamment au portail, aux chaînages d'angle, etc.

### Contexte urbain



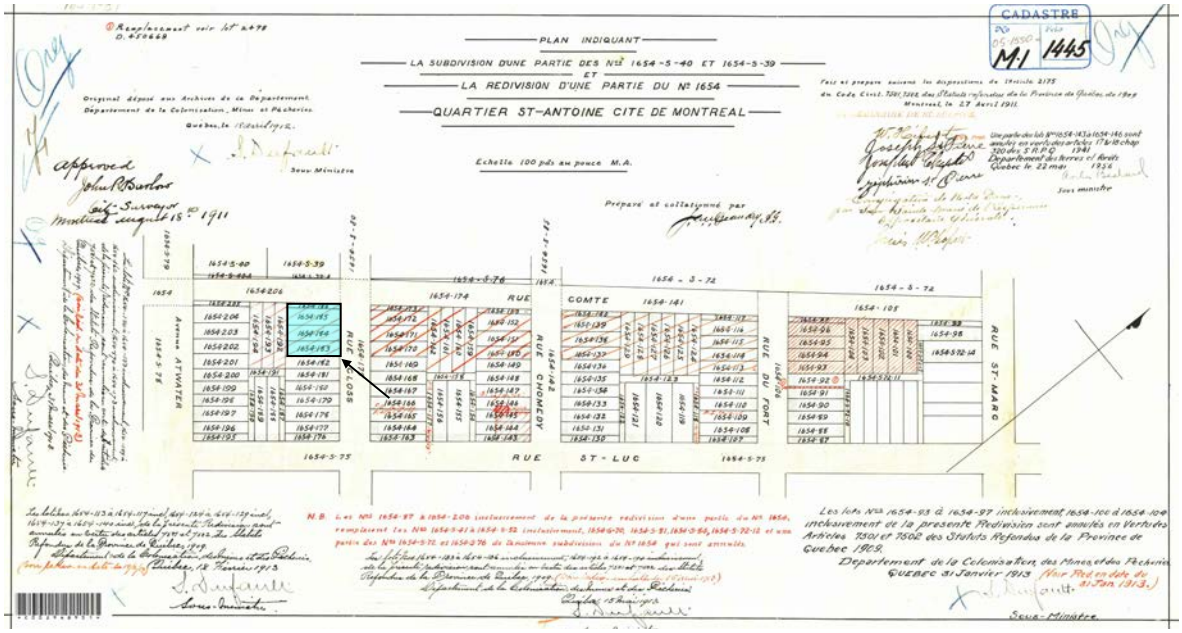

Localisation du lot 1064407.
Source : Registre foncier du Québec.

Connu sous le numéro de lot 1064407 (anciens lots, 1654-235 et 1654-236, Cité de Montréal, quartier Saint-Antoine), l'immeuble occupe une parcelle de la rive ouest de la rue Lambert-Closse, entre le boulevard de Maisonneuve Ouest et de l'avenue Lincoln. La parcelle, de forme rectangulaire, a une superficie de 690,27 m$^2$, c'est-à-dire 31140 m en front et 31648 m en arrière par 21641 m d'un côté et 22352 m de l'autre. Les lots 1654-235 et 1654-236 sont le résultat d'une subdivision des 1654-183 à 1654-186 survenue au mois de mai 1913 dans le dessein d'orienter les lots sur l'avenue Lincoln.



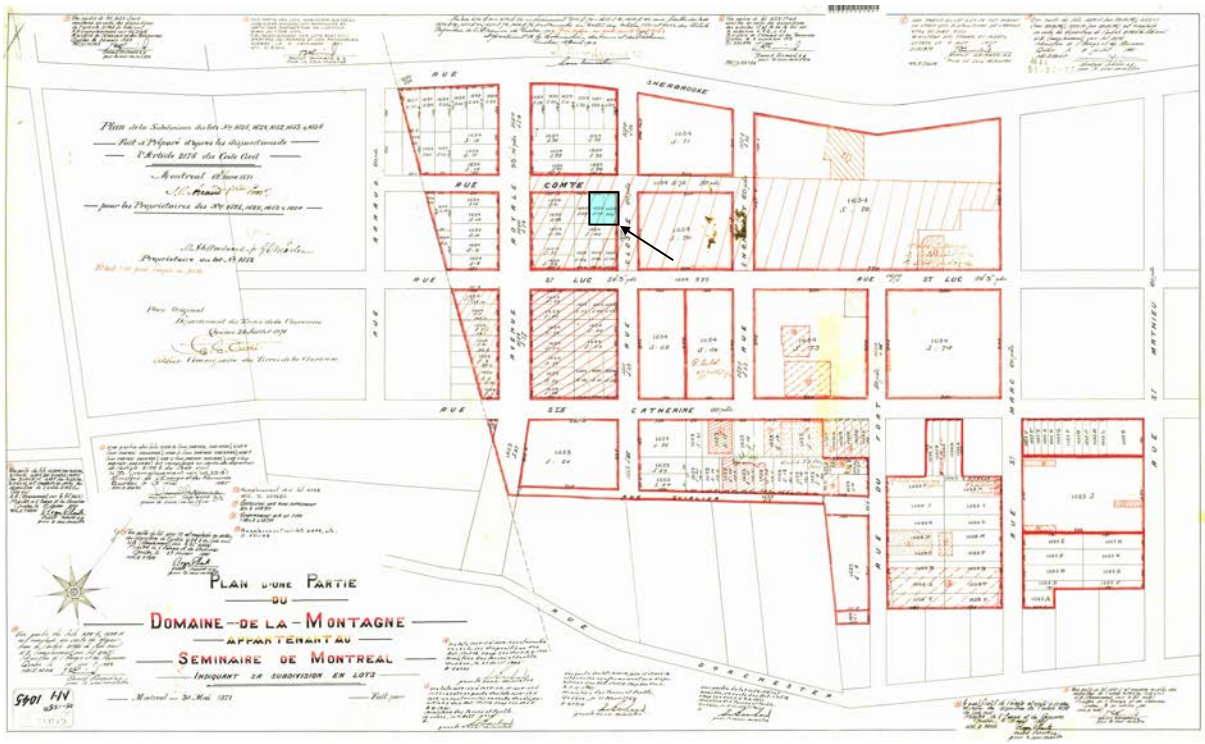

Plan de subdivision des lots n° 1654-183 à 1654-186 pour qu'ils deviennent les nouveaux lots 1654-235 à 1654-239, 3 avril 1913, déposé le 15 mai 1913, avec notre propriété mise en évidence.
Source : Registre foncier du Québec en ligne.

L'îlot, dans lequel est érigé notre immeuble, a été loti en 1871 par les ecclésiastiques de Saint-Sulpice, propriétaire du terrain depuis 1663, bien que des projets de lotissement de ce secteur aient été réalisés antérieurement. En effet, les ecclésiastiques de Saint-Sulpice commencèrent à morceler et à lotir leur grande propriété d'environ 303 arpents, nommée le domaine de la Montagne ou bien Ferme des Prêtres (Priests' Farm) dès la seconde moitié du XIX$^{e}$ siècle.




Plan de subdivision des lots n° 1654-183 à 1654-186 qui remplacent les lots 1654-S-44 et 1654-S-45, 27 avril 1911, déposé le 18 avril 1912, avec notre propriété mise en évidence.
Source : Registre foncier du Québec en ligne.

Ce lotissement s'est fait alors par étape et par certaine période de temps. secteurs de cette grande propriété sur une




Plan de subdivision d'une partie du domaine de la montagne appartenant au Séminaire de Montréal (Ecclésiastiques de Saint-Sulpice), 30 mai 1871, déposé le 24 juillet 1871, avec notre propriété mise en évidence (anciens lots 1654-S-44 et 1654-S-45).
Source : Registre foncier du Québec en ligne.

C'est l'arpenteur-architecte, Henri-Maurice Perrault, qui réalise, en 1871, le plan de lotissement de notre secteur sur lequel est situé notre édifice. Ce plan est caractérisé par la présence d'une trame plus au moins régulière, au tracé orthogonal. Seuls les rues Saint-Antoine et Sherbrooke, aux tracés sinueux, et le tracé de la limite ouest de la ville, viennent briser cette orthogonalité. La plupart des îlots, aux contours rectangulaires ou polygonaux, sont découpés par des parcelles de dimensions diverses. Par contre, le parcellaire de notre îlot, qui forme un quadrilatère parfait, est fait de lots rectangulaires, sans aucune ruelle intérieure. Son découpage est conçu de telle sorte que le petit côté des lots est orienté sur l'une de ses rues. En 1871, les lots correspondant à notre immeuble sont orientés sur la rue Comte (actuelle avenue Lincoln). En 1912, on décide d'orienter nos lots sur la rue Fort, puis l'année suivante, de l'orienter de nouveau sur l'avenue Lincoln. En 1929, au moment de la construction de notre immeuble, on décide de mettre la façade principale sur la rue Lambert-Closse, c'est-à-dire sur le côté long de la parcelle.




Vues de notre secteur, entre le boulevard de Maisonneuve Ouest et l'avenue Lincoln.

La rue Lambert-Closse, entre le boulevard de Maisonneuve et l'avenue Lincoln, a été ouverte en 1912. Il se caractérise essentiellement par un bâti assez homogène constitué principalement de conciergeries de trois à quatre étages qui furent érigées entre les années 1914 et 1935. Parmi ceux-ci, nommons les immeubles Joseph Saint-Pierre

(2005-2035, rue Lambert-Closse) et ceux de Zéphirin Saint-Pierre (2010-2030, rue Lambert-Closse — Architectes : Audet & Charbonneau) qui furent érigés en 1914. Un second immeuble à logements a été construit, en 1916, par le même Joseph Saint-Pierre (2045, rue Closse). Nommons encore l'immeuble, nommé les *Appartements Eden*, construit pour Jean Grégoire en 1935 (2055, rue Closse) et celui construit en 1927 pour A. Grégoire selon les plans de l'architecte, René Charbonneau (2050 - 2052, rue Closse). Toujours pour A. Grégoire, celui-ci construit, en 1929, l'immeuble à logements, *les Appartements Comte*, situé sur la rue Lincoln, à l'arrière de notre immeuble à l'étude.



De gauche à droite, les immeubles Appartements Eden (2055, rue Closse, 1935); les immeubles Joseph Saint-Pierre (2045, rue Closse, 1916) et (2005-2035, rue Lambert-Closse, 1914).



De droite à gauche, les immeubles A. Grégoire (2050 - 2052, rue Closse, 1927 — Architecte : René Charbonneau) et Zéphirin Saint-Pierre (2010-2030, rue Lambert-Closse, 1914 — Architectes : Audet & Charbonneau).



La rue Lambert-Closse et l'avenue Lincoln, vers la rue Sherbrooke. À gauche, l'école normale des Sœurs de la Congrégation Notre-Dame et, à droite, les immeubles à logements, *Haddon Hall* (architecte : William S. Wright, 1928).



L'immeuble à logements, les *Appartements Comte*, construit en 1929 par l'entrepreneur, A. Grégoire.

## État de l'immeuble — 2100, rue Lambert-Closse

L'immeuble actuel de trois étages, sur un soubassement, possède un revêtement extérieur en brique d'origine. Il est surmonté d'une corniche et d'un parapet plat avec incrustation d'éléments décoratifs en losange à l'intérieur desquels nous retrouvons une rosette. Les différentes intersections des murs sont soulignées par des chaînages d'angle en pierre artificielle. Le portail d'entrée et la corniche sont également revêtus de pierre artificielle.



Vues diverses du 2100, rue Lambert-Closse.

Lors d'une visite sur le site du 2100 rue Lambert-Closse, le 29 mars 2019, on a constaté que l'extérieur de l'immeuble est dans un état moyennement bon, mais avec des signes d'abandon. Soulignons que l'immeuble semble être actuellement inoccupé. En effet, l'édifice fait partie d'une liste réalisée par la Ville de Montréal sur les bâtiments vacants situés au centre-ville.[10]

**Bâtiments vacants** | **2100 rue Lambert-Closse** | **1**

**Identification du bâtiment**

**Adresse :** 2100 rue Lambert-Closse
**Compte foncier :** 26188000 **Quartier d'inspection :** 1
**Valeur bâtiment :** 224000
**Valeur terrain :** 1063000

**Identification du propriétaire**

**Nom :** SARUSVADEE NARRAIVEN
**Adresse:** 55 CH BELVEDERE
**Ville/Province:** WESTMOUNT QC
**Code postal :** H3Y 1P7

**Façade**



**Localisation**




Source: Ville de Montréal

**Emplacement**

Situé au centre-ville de Montréal dans un secteur en redéveloppement, le site est facilement accessible par la station de métro Atwater. Le collège Dawson est à proximité.

**Potentiel**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Usages :** | R.3 | **Rayon de 500m d'une station de métro :** | oui |
| **Hauteur maximale en mètres :** | 14 | **Taux d'implantation :** | 85 % |
| **Nombre d'étage maximal :** | 3 | **Densité maximale :** | 3 |
| **Unité de paysage:** | Conciergeries | | |
| **Immeuble d'intérêt:** | non | | |
| **Type de zone patrimoniale :** | S.O. | | |
| **Nom de la zone patrimoniale :** | S.O. | | |
| **Intérêt du quartier :** | Quartier des grands jardins | | |

Ville-Marie Montréal

Page 2

Fiche du 2100, rue Lambert-Closse, dans l'Inventaire des bâtiments vacants situés au centre-ville de Montréal, 2016. Source : Arrondissement Ville-Marie, *Inventaire des bâtiments vacants : Planification pour la réhabilitation du cadre bâti du centre-ville*, Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, août 2016, p. 2.

[10] Arrondissement Ville-Marie, *Inventaire des bâtiments vacants : Planification pour la réhabilitation du cadre bâti du centre-ville*, Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, août 2016, p. 2.

# SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DU LIEU

## Chronologie

1663 — Les Sulpiciens deviennent seigneurs de l'île de Montréal en 1663

1671-1696 – Mission amérindienne sous la conduite des Sulpiciens. Construction du fort de la Montagne avec divers bâtiments et résidence des Sulpiciens. Constitution du domaine de la Montagne.

Vers 1854-1857 — Construction du séminaire sous la direction des Sulpiciens. Démolition de la résidence du Fort de la Montagne en 1860.

1857 — Projet de lotissement du domaine de la Montagne.

1871 — Lotissement de notre secteur.

1912 — Ouverture de la rue Lambert-Closse, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke.

1929 — Construction de notre immeuble à logements pour le compte de Samuel Drazin selon les plans de l'architecte, Dolor Cardinal.

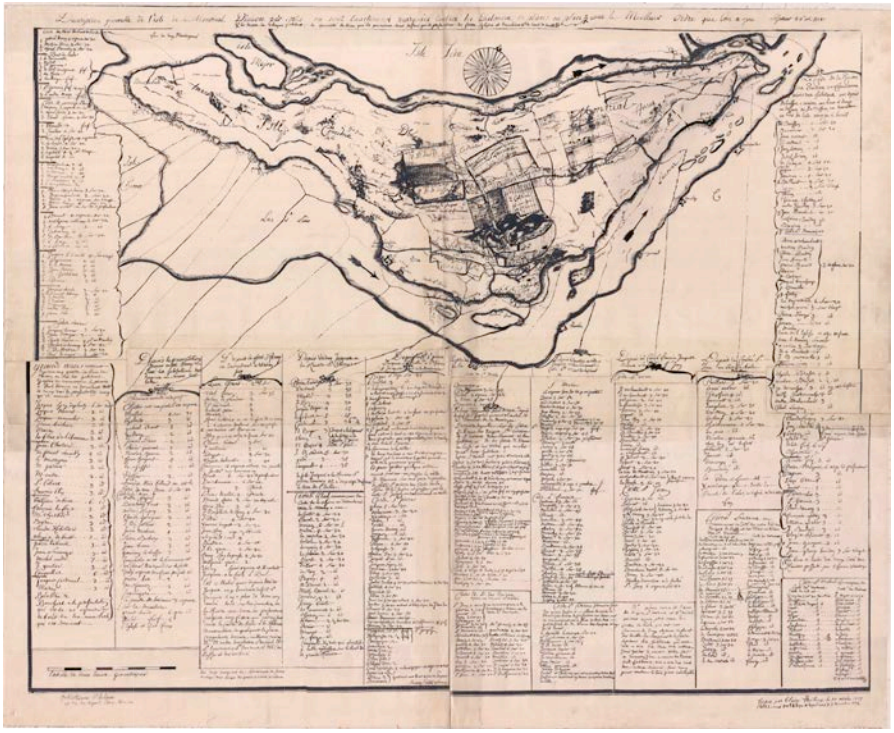
2011 — Le Programme particulier d'urbanisme du Quartier des grands jardins est adopté par le Conseil municipal en mai 2011.

## Analyse de l'évolution du lieu et de son contexte urbain

### 1663-1800

L'arrivée des sulpiciens en 1657, qui deviennent seigneurs de l'île de Montréal en 1663, a permis d'insuffler une nouvelle dynamique au développement du territoire montréalais. En 1672, M. Dollier de Casson, supérieur des Sulpiciens, avec l'aide de l'arpenteur et notaire Bénigne Basset dit Deslauriers, organisent l'aménagement de la petite ville dans le but d'accéder à la future église paroissiale plus facilement. Tout d'abord, le développement urbain se fait à l'intérieur des limites des fortifications, puis à l'extérieur pour s'étendre à l'ensemble de l'île.

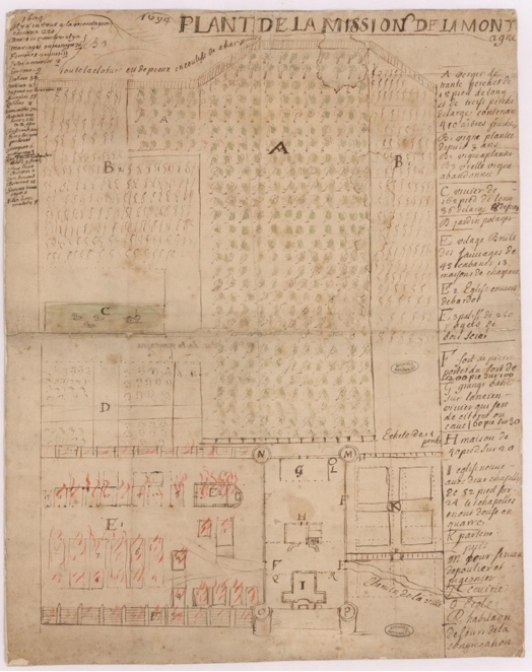
En effet, dans le dessein de mettre en valeur l'île de Montréal, les seigneurs de l'île, c'est-à-dire les Messieurs de Saint-Sulpice, décident d'ouvrir à la colonisation et à l'agriculture l'ensemble du territoire. Ceux-ci développent les structurales rurales et routières en concédant principalement des censives, c'est-à-dire une terre cultivable, le long d'un chemin d'une côte ou d'un cours d'eau. La morphologie caractéristique des censives, de longues bandes de terre rectangulaires étroites et longues, marquera ultérieurement la physionomie de l'île.



Ce plan, réalisé en 1702, présente les terres concédées pour les différents secteurs habités de l'île de Montréal.
Source : François Vachon de Belmont, Description généralle [sic] de l'isle de Montréal. — [19 — ] (original créé le 15 octobre 1702), Archives de la Ville de Montréal, cote : VM66-S1P025.

À l'extérieur des fortifications, sur le versant sud du mont Royal, les Sulpiciens se réservent un terrain pour l'établissement d'une mission amérindienne. Dès 1671, on y note une présence autochtone, mais c'est en 1675 que des familles huronnes, venant de la mission

des Jésuites du Sault–Saint-Louis, s'y établiront. À partir de 1680, le sulpicien, François Vachon de Belmont, y aménage et construit les différents bâtiments de cette mission. On voit s'élever une chapelle, nommée Notre-Dame-des-Neiges, une résidence pour les missionnaires et le village indien. De plus, une palissade vient enclore cette mission. Une partie de celle-ci est remplacée, en 1685, par un mur de maçonnerie avec quatre bastions. Le site sera dorénavant connu sous la dénomination du Fort de la Montagne. En 1694, le village indien est incendié, ce qui provoque le déménagement progressif de la mission au Sault-au-Récollet à partir de 1696[11]. De cette mission de la montagne, il ne reste que les deux bastions du Grand Séminaire de Montréal donnant sur la rue Sherbrooke.




Plan de la Mission de la Montagne, 1694, François Vachon de Belmont.
Source : Archives nationales de France, Collection de cartes, plans et dessins d'architecture, Série N, N/III/Canada/12. [site Internet : http://nouvelle-france.org/eng/Pages/item.aspx?IdNumber=41176]

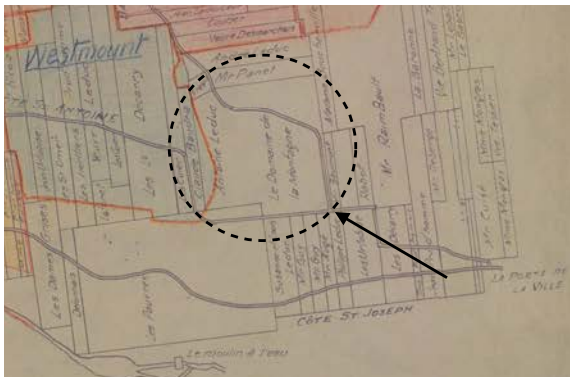


Bastions du Fort de la montagne des Sulpiciens, sans date.
Photographie : Edgar Gariépy.
Source : Archives de la Ville de Montréal, cote : CA M001 BM042-Y-1-P0157.

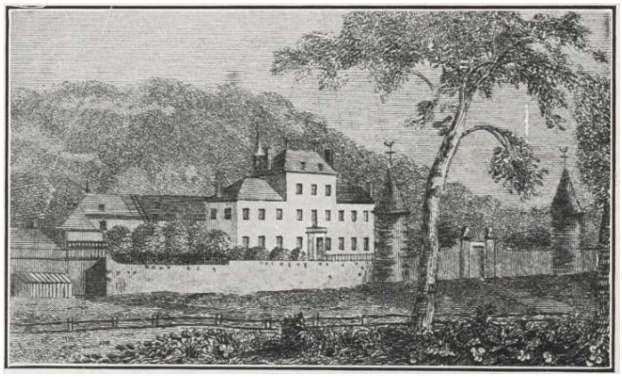
Après le départ des Amérindiens, le site du Fort de la Montagne sera transformé en exploitation agricole et en maison de campagne pour les Sulpiciens. À ce moment, son territoire est circonscrit comme suit : au sud, par le boulevard René-Lévesque, à l'est, par le chemin de la Côte-des-Neiges et de la rue Guy, au nord, par Le Boulevard et, à l'ouest, par les avenues Wood et Mount Pleasant. Il sera dorénavant connu sous la dénomination du domaine de la Montagne.

[11] Précisons que la principale cause du déménagement des amérindiens fut la proximité avec la ville et de ses nombreuses tentations de débauches.

Au lendemain de la Conquête, l'arrivée des Britanniques et des Loyalistes marquera le déclin de la classe des marchands d'origine française et le début de la montée en puissance de la classe marchande d'origine britannique. De 4000 habitants en 1754, Montréal passera à 9000 au début du XIX[e] siècle. Dès lors, 45 % des propriétés de la ville de Montréal seront dans les mains des Britanniques d'origine. Cependant, le plan levé par M[tre] Péladeau en 1778, nous indique que les terres autour de notre secteur sont encore dans les mains des Français d'origine.




Emplacement du terrain du domaine de la Montagne en 1778.
Source : *Plan d'une partie de l'isle de Montréal en 1778 par Mtre Péladeau* – 24 octobre 1929 (original créé en 1778), archives de la Ville de Montréal, cote : CA M001 VM066-2-P088.



La résidence des Sulpiciens du domaine de la Montagne en 1845.
Source : Prince, Lorenzo et al, *Illustrated Montreal Old and New*, Montréal, International Press Syndicate, 1915, p. 42.

1800-1910

En 1792, par proclamation royale, on amène la limite nord de la ville au niveau de l'actuelle avenue Duluth et, celle, située à l'ouest, aux environs de l'avenue Atwater. Au-delà de ces limites, le territoire est principalement rural, dans lequel nous trouvons de grandes propriétés agricoles ou de villégiatures. Durant la première moitié du XIXe siècle, on voit la croissance de la ville se développer au-delà des anciennes fortifications. À partir de 1842, la ville de Montréal planifie le développement urbain vers le nord-ouest au-delà des anciennes limites de la cité. La rue Sherbrooke est ouverte en 1847 et la rue Sainte-Catherine en 1858. Un nouveau noyau résidentiel se crée dans les quartiers Saint-Laurent et Saint-Antoine et qu'on nommera New Town. Mais, c'est en 1854, que de grands changements verront le jour au domaine de la Montagne des Sulpiciens. Ceux-ci décident d'y ériger leur séminaire à proximité de la résidence des religieux. En fait, les deux ailes du nouveau séminaire, ouvert en 1857, vont encercler la résidence construite par Vachon de Belmont. Celle-ci sera finalement détruite en 1860, seuls les deux bastions avant seront conservés.

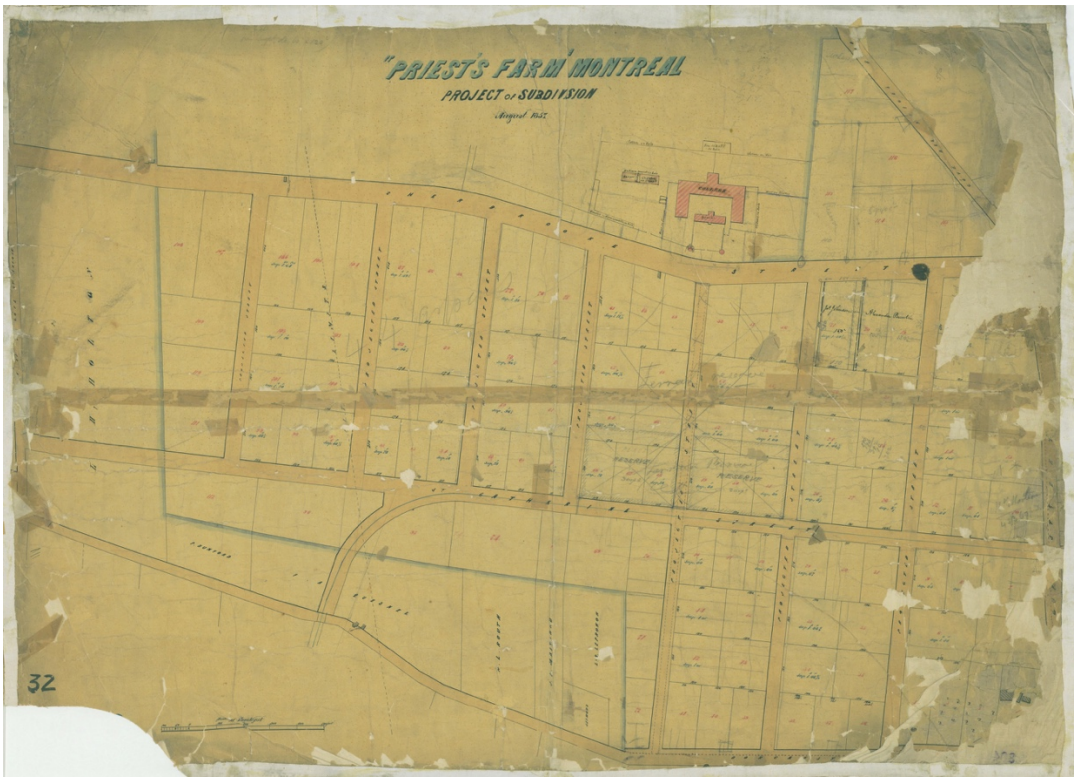



Emplacement du domaine de la Montagne — encadré — en 1846.
Source : Cane, James, *Topographical and pictorial map of the city of Montreal*, 1846, BAnQ, cote : G 3454 M65 1846 C35 CAR.




La résidence des Sulpiciens encerclée par le nouveau séminaire et les deux bastions en 1859.
Photographie : William Notman
Source : Musée McCord, cote : N-0000.193.60.2

Suivant la croissance urbaine de Montréal, les Sulpiciens décident de morceler et de lotir leur grand domaine, notamment la partie située au sud de la rue Sherbrooke. Dès 1857, date à laquelle le Séminaire fut ouvert, les Sulpiciens étudient déjà un projet de lotissement de leur propriété. Sur un plan montrant un projet de lotissement réalisé en 1857, on y voit, outre le nouveau bâtiment du séminaire et l'ancienne résidence des Sulpiciens, la subdivision du terrain au sud de la rue Sherbrooke. Celle-ci est faite d'îlots, presque rectangulaires, à l'intérieur desquels nous retrouvons des lots disposés sur ses quatre faces, sans aucune ruelle intérieure.

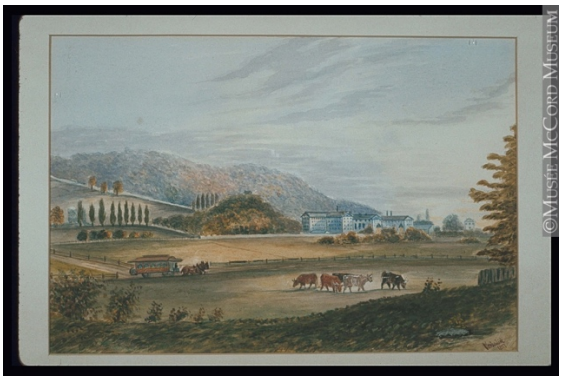



Projet de lotissement d'une partie du domaine de la Montagne située au sud de la rue Sherbrooke, 1857.
Source : BAnQ Vieux-Montréal, cote : CA601, S53, SS1, P304.

Cependant, c'est d'abord les rues Saint-Marc, Saint-Mathieu, Guy, Sainte-Catherine et Dorchester (boulevard René-Lévesque) qui sont loties. Bref, c'est la partie sud-est du domaine qui est urbanisée en premier, laissant en pâturage le reste du domaine. Durant le troisième quart du XIXe siècle, ce secteur se couvrira de nombreuses maisons en rangée. En 1861, les Sœurs Grises acquièrent une vaste propriété dans le domaine de la Montagne pour y construire leur nouveau monastère. Cette dernière propriété est délimitée par le boulevard René-Lévesque au sud, la rue Sainte-Catherine au nord et la rue Guy à l'ouest. De nombreuses résidences princières sont construites le long de la rue Dorchester (boulevard René-Lévesque), telles que la résidence Shaughnessy (siège actuel du Centre canadien d'architecture) — formée en réalité de deux maisons jumelées — construite entre les années 1874 et 1875. Tout autour de cette dernière maison, une myriade de maisons en rangée y furent érigées durant les années 1870. Les Sulpiciens y construisent même une rangée de maisons sur la rue Baile pour en faire de la promotion immobilière.



Plan du domaine de la Montagne, en ombragé, en 1859. On y voit la partie sud-est du domaine déjà lotie.
Arpenteur : Pierre Louis Morin, copié par H. M. Perrault.
Source : BAnQ, cote : CA601, S53, SS1, P343.




Aquarelle de la partie sud-ouest du domaine de la Montagne en 1877. Nous voyons le séminaire au fond du tableau.
Peintre : VanBuskirk
Source : Musée McCord, cote : M14380.

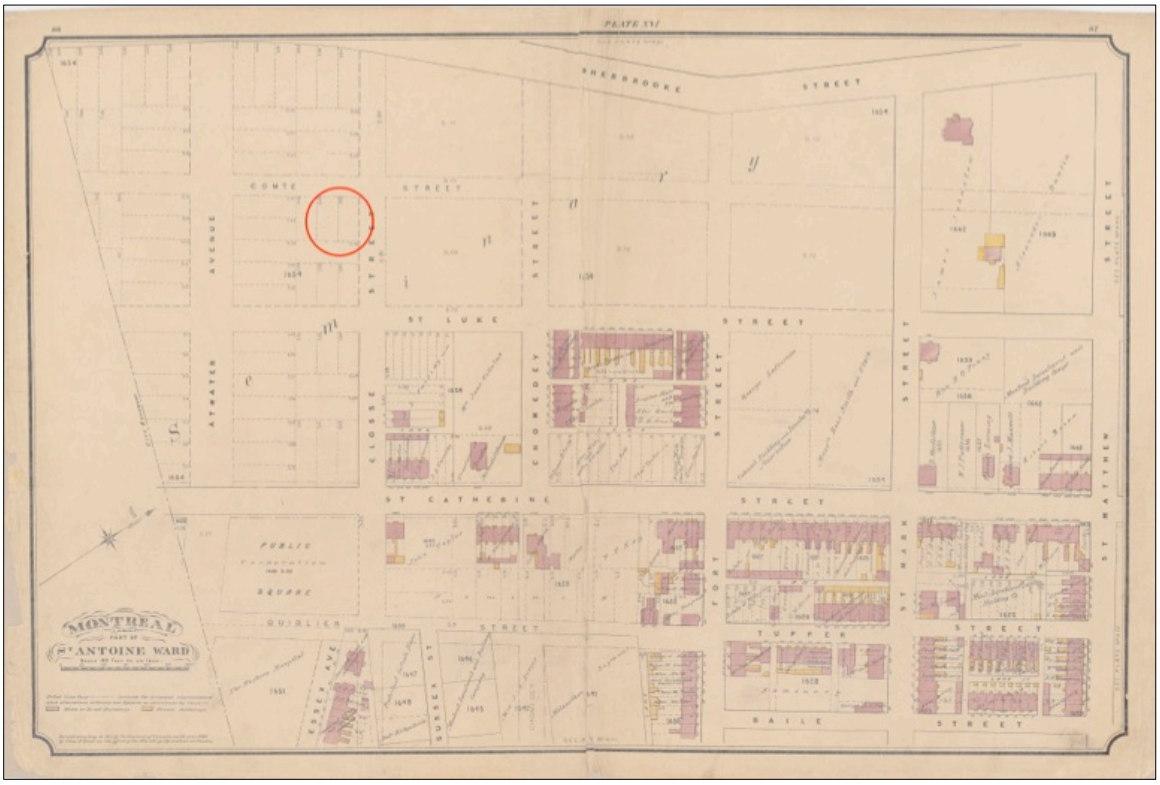
En réalité, le domaine de la Montagne est une bonne source de revenu pour les Sulpiciens, ils en vendent régulièrement des parcelles au gré des besoins financiers des religieux. Bien que notre secteur soit devenu attrayant pour des propriétaires qui désirent y ériger leur demeure, celui-ci ne sera loti qu'en 1871. De plus, la construction d'édifices dans celui-ci ne se fera pas immédiatement. C'est le secteur au sud et autour de la rue Sainte-Catherine qui se développe en premier. La partie située au sud de la rue Sherbrooke est encore largement laissée en pâturage ou en culture.



Plan de lotissement d'une partie du domaine de la Montagne. Notre emplacement mis en évidence. Arpenteur et architecte : Henri-Maurice Perrault, 12 juin 1871.
Source : BAnQ, Cote : CA601, S53, SS1, P768.




Photographie du Grand Séminaire et Collège de Montréal. Nous voyons une partie du domaine situé au sud de la rue Sherbrooke, vers 1890.
Photographe : William Notman & Son.
Source : © Musée McCord, cote : VIEW-2535.

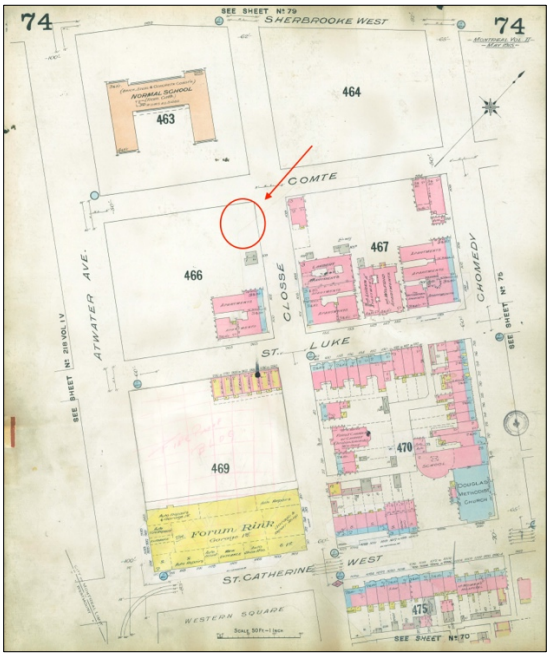



Notre secteur en 1881. L'emplacement de notre immeuble mis en évidence.
Source : Charles E. Goad, Atlas of the City of Montreal, 1881, BAnQ, numéro de notice : 0003708048

## 1910-1945

Durant le premier quart du XX[e] siècle, la ville de Montréal connaît une grande expansion démographique, de 219616 personnes en 1891, elle passe à 618506 personnes en

1921. Cela se poursuit jusqu'à la Grande Crise des années 1930. Durant cette période, le centre-ville de Montréal voit se renouveler son parc immobilier par une densification de son territoire. Plusieurs anciennes résidences sont démolies pour être remplacées par des immeubles commerciaux ou à logements. On voit s'ériger dans notre secteur, le Forum de Montréal au coin de l'avenue Atwater et la rue Sainte-Catherine (Architecte : John S. Archibald, 1924), et, au coin des rues Sherbrooke et Lambert-Closse, les Sœurs de la Congrégation Notre-Dame construisent, en 1911, leur école normale, dont les plans ont été conçus par les architectes, Marchand & Haskell.




Plan de notre secteur en 1915, notre emplacement est mis en évidence.
Source : Charles E. Goad, Insurance plan of city of Montreal, 1915, BAnQ, cote : G/1144/M65G475/C3/v. 2/1915 CAR.




Vue aérienne de notre secteur en 1925. Notre emplacement est mis en évidence.
Source : Archives de la Ville de Montréal, cote : VM97-3, 01-025.

Durant la décennie suivante, on construit les *Appartements Somerset*, un ensemble de 10 immeubles de 145 appartements érigé pour le compte de la Prudential Realty & Investment Company Limited et qui occupe tout l'îlot borné entre les rues Sherbrooke, du Fort, Chomodey et Lincoln (Architecte : William S. Wright, 1926), ainsi que les *Appartements Haddon Hall*, un autre ensemble de 10 immeubles de six étages construit par le même promoteur et occupant l'îlot voisin circonscrit par les rues Sherbrooke, Lambert-Closse, Lincoln et Chomedey (Architecte : William S. Wright, 1928).



Canadian Arena (le Forum), rue Sainte-Catherine, 1924.
Architecte : John S. Archibald.
Source : Musée McCord, cote : MP-1977.140.18.2.



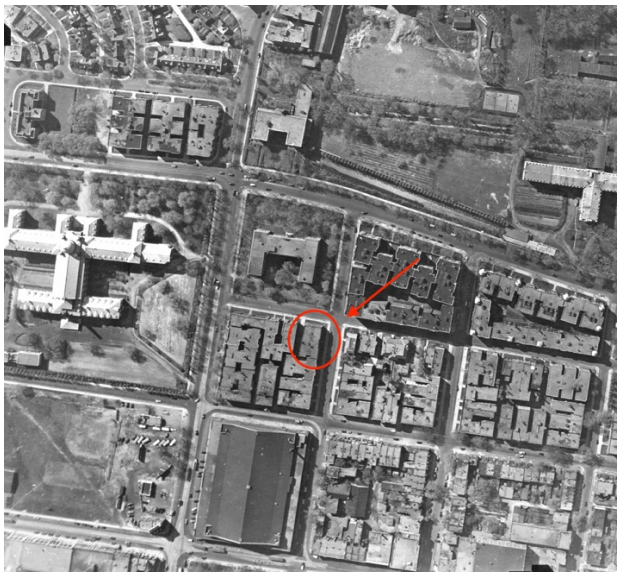

Publicité de l'ensemble d'immeubles à logements Les Appartements Haddon Hall, rue Sherbrooke Ouest et Lambert-Closse.
Architecte : William S. Wright
Source : *The Standard*, 5 janvier 1929, p. 35.

En 1912, les rues Lambert-Closse, du Fort et Chomedey, entre le boulevard de Maisonneuve et Sherbrooke, sont ouvertes et des travaux de voirie, y sont réalisés. Dès lors, la construction d'immeubles à logements se réalise dans ce secteur. C'est d'abord les entrepreneurs Zéphirin et Joseph Saint-Pierre qui érigent plusieurs immeubles à logements sur ces différentes rues entre les années 1914 et 1930. Puis, divers entrepreneurs prennent le relais pour ériger tous les autres immeubles à logements de ce secteur. En 1930, la Ville de Montréal prescrit, par un règlement municipal, que la rue Lambert-Closse, entre la rue Sainte-Catherine et Sherbrooke, soit réservée exclusivement pour des fins de résidence[12]. Dès lors, tous les lots de notre secteur, au sud de la rue Sherbrooke, sont occupés presque exclusivement par des immeubles à logements.

[12] Ville de Montréal, *Règlement no 1085 : Règlement concernant la construction des bâtiments sur une partie de la rue Closse, dans le quartier Saint-André*, adopté par le Comité Exécutif le 20 août 1930, et, par le Conseil, le 7 octobre 1930.




Plan de notre secteur en 1940, notre emplacement est mis en évidence.
Source : Underwriters' Survey Bureau, Insurance plan of city of Montreal, 1940, BAnQ, numéro de notice : 0000185866.



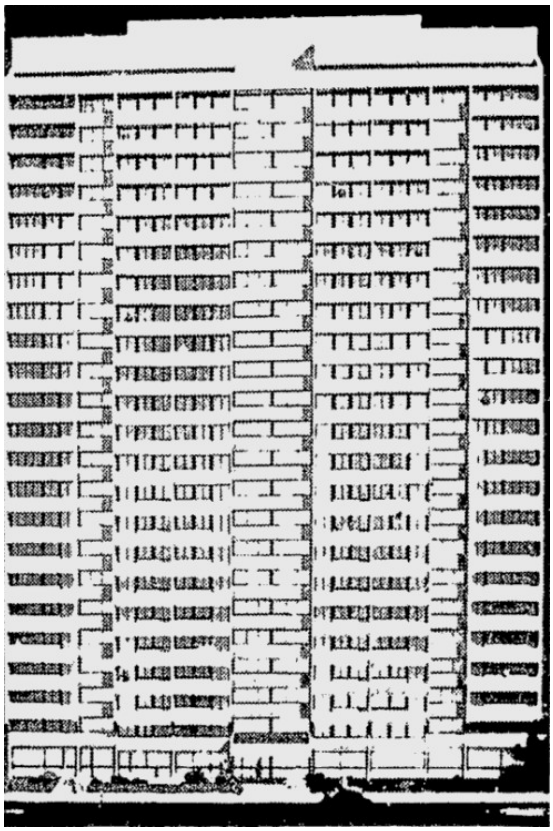
Vue aérienne de notre secteur en 1947-1949. Notre emplacement est mis en évidence.
Source : Archives de la Ville de Montréal, cote : VM97-3,7P9-24.

1945 — 2000

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, notre secteur connaît une période intense de modernisation. On applique les principes de modernité architecturale et urbaine pour transformer la ville ancienne en une ville fonctionnelle du XX$^{e}$ siècle. Par ailleurs, les fonctions commerciales et administratives s'imposent de plus en plus dans le secteur, ce qui nécessite une infrastructure spécifique pour ces fonctions, c'est-à-dire la nécessité d'élargir ou de prolonger les artères du secteur. La forte popularité de l'automobile va accélérer ce processus, ce qui va entrainer de nombreux chambardements et de démolitions. D'un autre côté, dans l'optique de modernisation des infrastructures métropolitaine, la Ville de Montréal construit le métro de Montréal, ce qui améliore l'accessibilité au centre-ville de Montréal. Toujours dans cette vague de modernisation du bâti architectural, on construit alors un grand nombre de tours d'habitation et de bureaux modernes remplaçant ainsi les vieux bâtiments. Nommons, entre autres, la construction, en 1968, de l'immeuble à logements, *Le Montfort* selon les plans des architectes, Webb, Zerafa & Menkes (1975, boulevard de Maisonneuve Ouest, coin rue du Fort), ainsi que de l'immeuble de 308 appartements, le *Caledonian*, d'après les plans des architectes, Tolchinsky & Goodz. Pour ce dernier projet, on a dû démolir des immeubles à logements construits entre les années 1923 et 1930.



L'immeuble à logements, *Le Montfort*, 1969 (1975, boulevard de Maisonneuve Ouest, coin rue du Fort).
Architectes : Webb, Zerafa & Menkes.
Source : BAnQ, cote : P97, S1, D4179-4201.



Esquisse de l'immeuble à logements, le *Caledonian*, 1973 (2021, avenue Atwater, coin boulevard de Maisonneuve).
Architectes : Tolchinsky et Goodz
Source : *The Montreal Gazette*, 10 mars 1973, p. 33.

En effet, depuis les années 1960, Montréal connaît un cycle intense de destruction et de reconstruction de son centre-ville. La ville du XIX[e] siècle tend à disparaître progressivement pour laisser la place au Montréal moderne. C'est à la suite de la lutte pour la sauvegarde de la maison Van Horne[13], durant l'année 1973, qu'a été le moment déclencheur pour plusieurs personnes et pour des groupes de défense du patrimoine de créer un organisme voué à la sauvegarde du patrimoine architectural montréalais, l'organisme Sauvons Montréal, puis, en 1975, d'Héritage Montréal.

[13] Cette maison, située au coin nord-est des rues Sherbrooke et Stanley, a été démolie en septembre 1973 au grand dam des défenseurs du patrimoine.



New view at Sherbrooke and Stanley

Wreckers tore down the Van Horne mansion during the weekend, and this pile of rubble was all that remained at the northeast corner of Sherbrooke and Stanley Streets yesterday. A 14-storey office building will replace the home of Canadian Pacific Railway builder William Van Horne. (See also Page 2.)

Vue des ruines de la maison Van Horne après sa démolition en septembre 1973.
Source : *The Montreal Gazette*, 10 septembre 1973 p. 1.



la presse

La démolition d'édifices, une catastrophe

nord
PARC DU MONT ROYAL
DES PINS
SHERBROOKE
OUEST
GUY
PEEL
ATWATER
STE-CATHERINE
STANLEY
BLEURY PARC
DORCHESTER
ST-ANTOINE
sud
OFFRE SPÉCIALE

Article sur le phénomène des démolitions d'édifices au centre-ville de Montréal.
Sources : Gravel, Claude, « La démolition d'édifices, une catastrophe », *La Presse*, 3 août 1974 p A-3.

Soulignons qu'au début des années 1970, la démolition d'immeubles atteint son apogée à Montréal. Selon le journaliste Claude Gravel dans un article paru le 3 août 1974, il écrit à ce sujet : «Dans le territoire formé par les rues Saint-Antoine, du Parc, Bleury, le flanc sud du mont Royal et la rue Atwater, la Ville de Montréal a accordé depuis janvier 1974 des permis pour la démolition de 350 logements dont la construction remontait à la fin du siècle dernier et qui sont la plupart en très bon état. De janvier 1973 à juillet 1974, dans le même secteur qui représente le centre-ville de la métropole, l'administration a accordé des permis pour la construction d'une trentaine de gratte-ciel de 11 à 30 étages : 3100 nouveaux logements de "de luxe" et plusieurs milliers de pieds carrés de plancher pouvant être utilisés par des commerces ou des bureaux seront disponibles.[14]»

Alertée par les partisans du patrimoine et par les médias sur le nombre galopant de démolitions dans ce secteur, la Ville de Montréal décide de réagir. Un moratoire de 60 jours est voté en juin 1974 sur toutes les démolitions dans une partie du centre-ville, le temps de préparer un règlement municipal sur la construction dans une partie du centre-ville de Montréal.

Préoccupé par le phénomène de «démolition galopante» qui a cours à Montréal, le directeur du Service d'habitation et d'urbanisme, Guy R. Legault, constate qu'il «y a plusieurs "ensembles architecturaux de valeur" à protéger dans ce secteur.[15]» De plus, il considère que les anciens règlements sont devenus désuets et inappropriés et que ceux-ci «permettent toutes les occupations qui ne sont pas spécifiquement défendues et fixent une limite minimale de hauteur et non pas de limite maximale. Le projet de règlement procède de façon inverse et détermine précisément les occupations permises et les hauteurs qui pourraient être alors de quatre étages ou de 44 pieds au maximum pour le corps des édifices.[16]» Adopté à l'automne 1974, le règlement 4816, par ses mesures restrictives, permet de discipliner le

[14] Gravel, Claude, « La démolition d'édifices, une catastrophe », La Presse, 3 août 1974 p A-3.

[15] Descôteaux, Bernard, "Un moratoire contre les démolitions", Le Devoir, 13 juin 1974, p. 1, 6.
[16] Descôteaux, Bernard, "Un moratoire contre ….",

développement anarchique du centre-ville et de freiner les démolitions-reconstructions abusives. Le secteur visé par ce règlement est délimité par les rues Sherbrooke, Guy, Stanley et René-Lévesque. Notre secteur n'en fait pas partie. Malgré tout, la sauvegarde des édifices anciens dans le centre-ville est devenue une priorité pour la Ville de Montréal.

2000 — aujourd'hui — Quartier des Grands Jardins

En 2011, la Ville de Montréal a l'intention de revitaliser la partie ouest du centre-ville de Montréal. Ce «secteur a été baptisé le "Quartier des grands jardins", c'est en raison des nombreux espaces verts institutionnels qu'on y trouve. Bordé par l'autoroute Ville-Marie, la rue Bishop, la rue Sherbrooke et l'avenue Atwater, il englobe le campus de l'Université Concordia, le village Shaughnessy, le Forum Pepsi, le collège Dawson, l'Hôpital de Montréal pour enfants ainsi que plusieurs institutions religieuses comme le domaine des franciscains et celui des sœurs grises.[17]» L'arrondissement a l'intention de densifier les secteurs commerciaux, comme la rue Sainte-Catherine, pour permettre la construction d'immeubles à logements.

«Le Programme particulier d'urbanisme du Quartier des grands jardins, adopté par le Conseil municipal en mai 2011, s'articule autour des trois grandes orientations suivantes :

- Valoriser et protéger le patrimoine montréalais ainsi que les paysages urbains
- Améliorer la qualité de l'habitat et des services aux citoyens
- Stimuler le dynamisme économique[18]»

[17] Corriveau, Jeanne, "Montréal : Ville-Marie veut tonifier l'ouest du centre-ville", *Le Devoir*, 26 mars 2011, p. A11.

[18] Source : Site Internet : Ville de Montréal. Programmes particuliers d'urbanisme : Quartier des grands jardins [en ligne]. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,79349590&_dad=portal&_schema=PORTAL] [consulté le 20 avril 2019].

# FICHES TECHNIQUES SUR LES COMPOSANTES

## Bâtiments

### 2100, rue Lambert-Closse




Emplacement du 2100, rue Lambert-Closse.
Source : Compilation cartographique de base 2017, Portail données ouvertes, Ville de Montréal.



Vue de l'immeuble — 2100, rue Lambert-Closse.

Date de construction[19] : Permis n° 720 – 6 avril 1929 — coût : 40000 $
Propriétaire : Samuel Drazin
Architecte : Dolor Cardinal

Modifications[20] :

1930
Permis n° 1984 – 11 juin 1930 — coût : 300 $

1956
Permis n° 1490 – 26 mars 1956 — coût : 2500 $ — Ajouter trois logements au sous-sol

1985
Permis n° 5650 – 22 août 1985 — coût : 2000 $ - Remplacer fenêtre 3' x 3' par une fenêtre 2' x 3' et poser porte vitrée extérieure 34'' x 7'6'' au sous-sol dans salle d'entretien à l'arrière tel que plans.

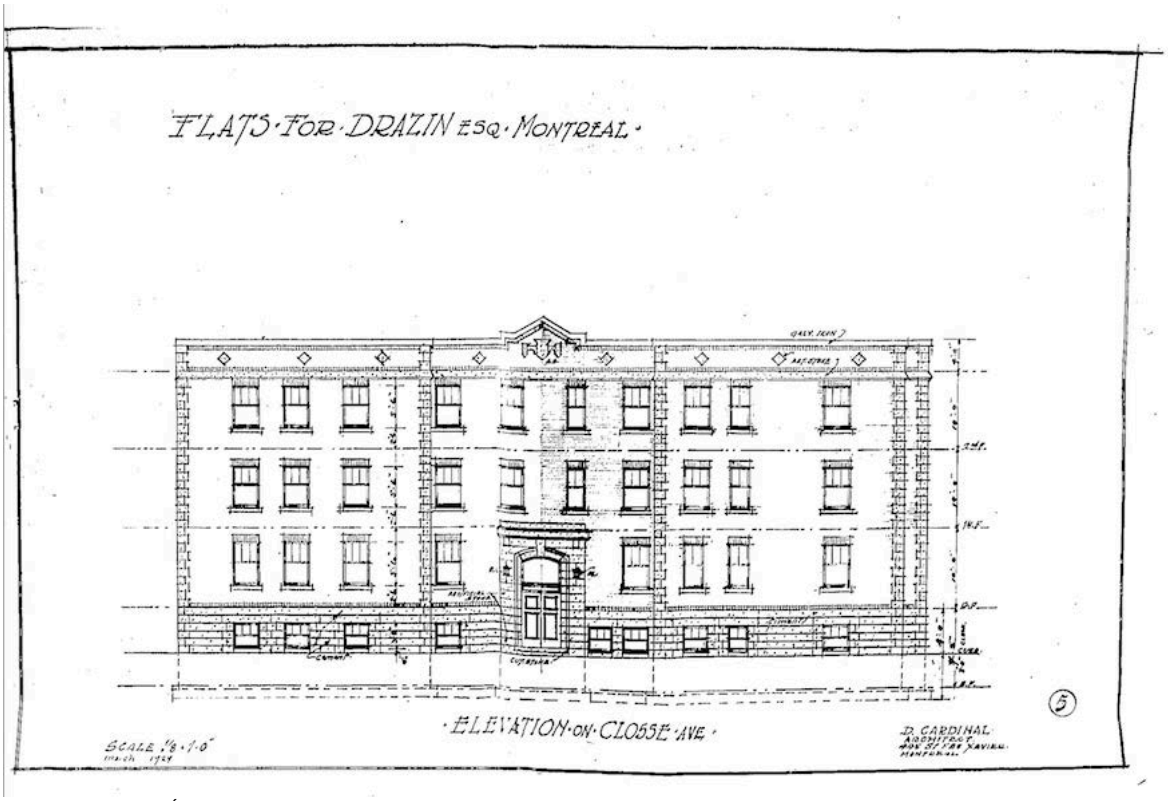
2016[21]
Permis n° 3000561913-16 – 25 juillet 2016 — coût : 45000 $ — En façade rue Lambert-Closse, rue Lincoln et sur le mur latéral ouest remplacer toutes les allèges, restaurer la maçonnerie, la corniche, installer de garde-corps sur l'escalier menant au sous-sol, tels qu'aux plans approuvés.
Propriétaire : Mme Sarusvadee Narrainen

[19] Informations venant de : Fiches synthèses - bâtiments - (192-) 1978, Archives de la Ville de Montréal, cote : CA M001 VM112-1. / Registre des permis de la Ville de Montréal, Archives de la Ville de Montréal, cote : CA M001 VM004-00-D06.
[20] Informations venant de : Fiches synthèses - bâtiments - (192-) 1978, Archives de la Ville de Montréal, cote : CA M001 VM112-1. / Registre des permis de la Ville de Montréal, Archives de la Ville de Montréal, cote : CA M001 VM004-00-D06.
[21] Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie, Ville de Montréal.

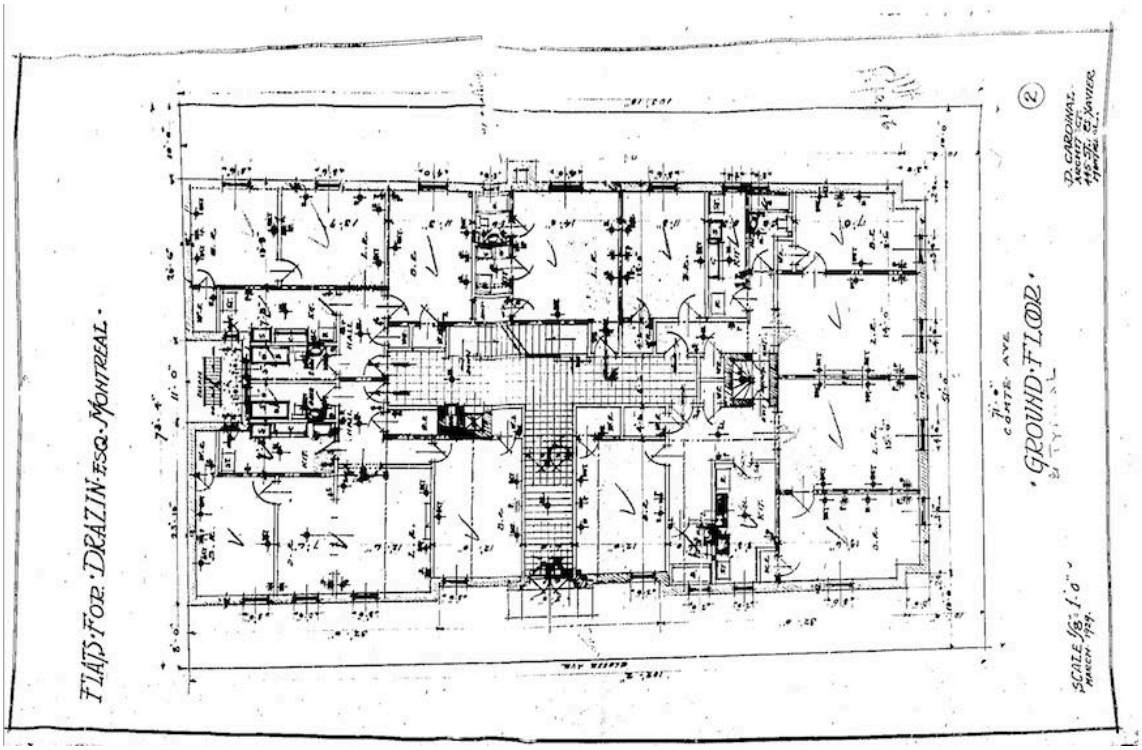
Architectes : Ædifix Architecture

## Plans

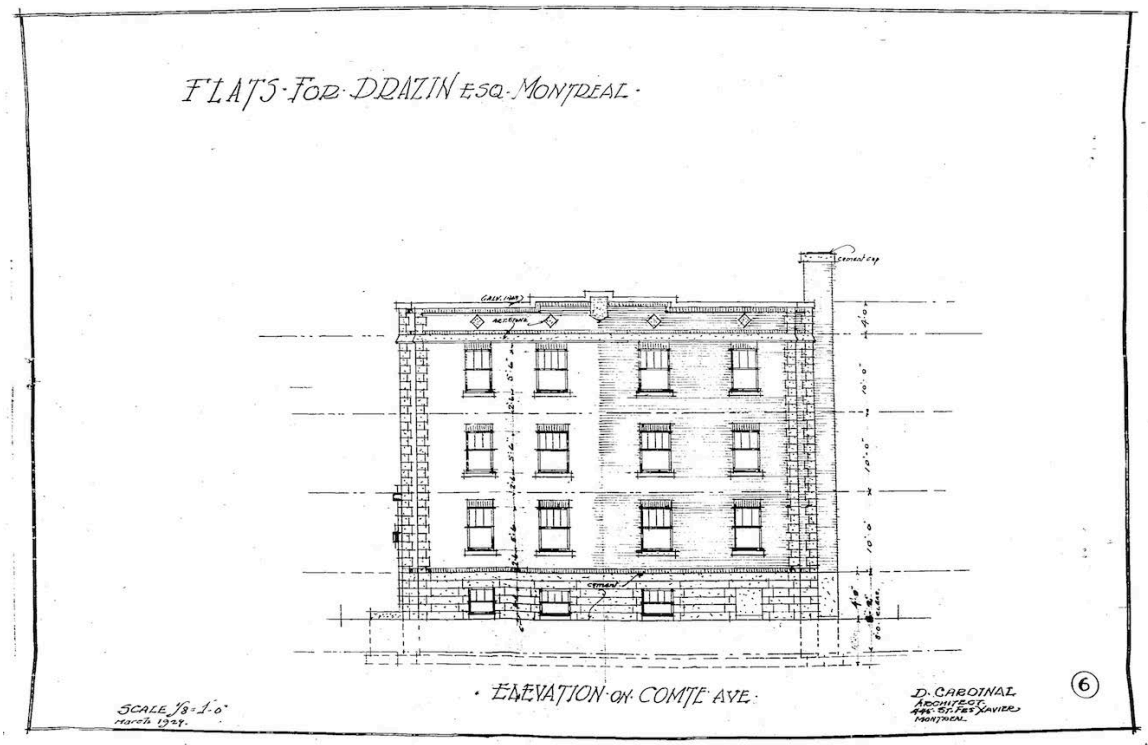
1929
Permis n° 720 – 6 avril 1929 — coût : 40000 $
Propriétaire : Samuel Drazin
Architecte : Dolor Cardinal




Dolor Cardinal, *Élévation sur l'avenue Closse*, mars 1929.
Source : Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie.



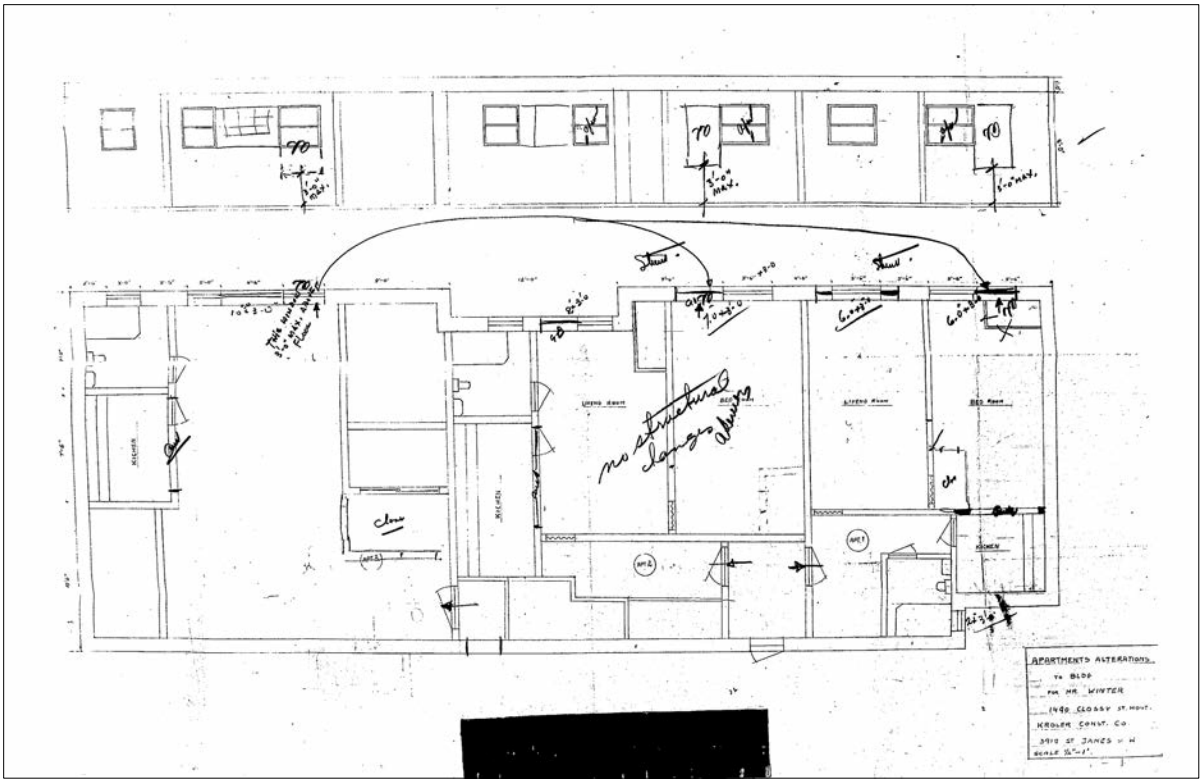

Dolor Cardinal, *Plan du rez-de-chaussée*, mars 1929.
Source : Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie.




Dolor Cardinal, *Élévation sur l'avenue Comte*, mars 1929.
Source : Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie.

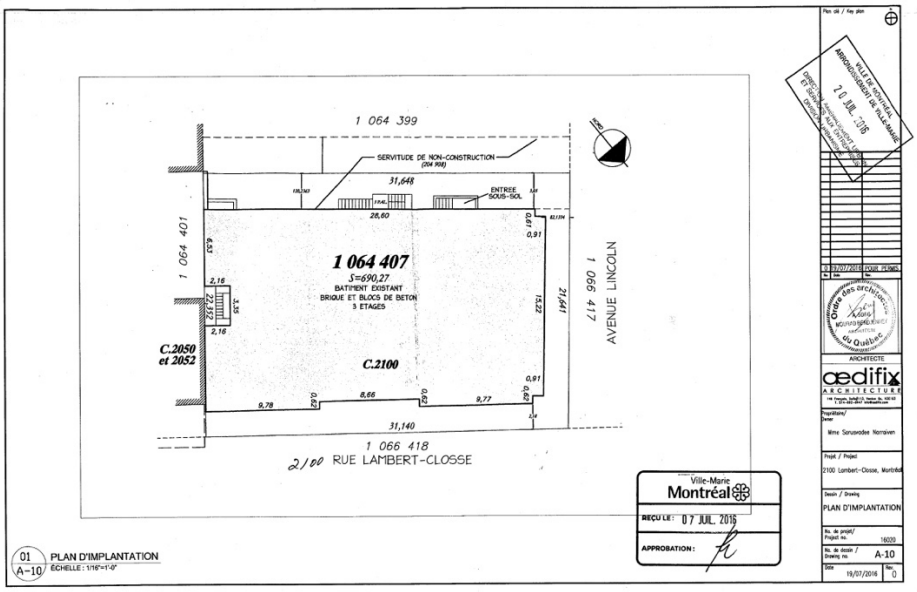
1956

Ajout de trois logements au sous-sol
Permis n° 1490 – 26 mars 1956 — coût : 2500 $

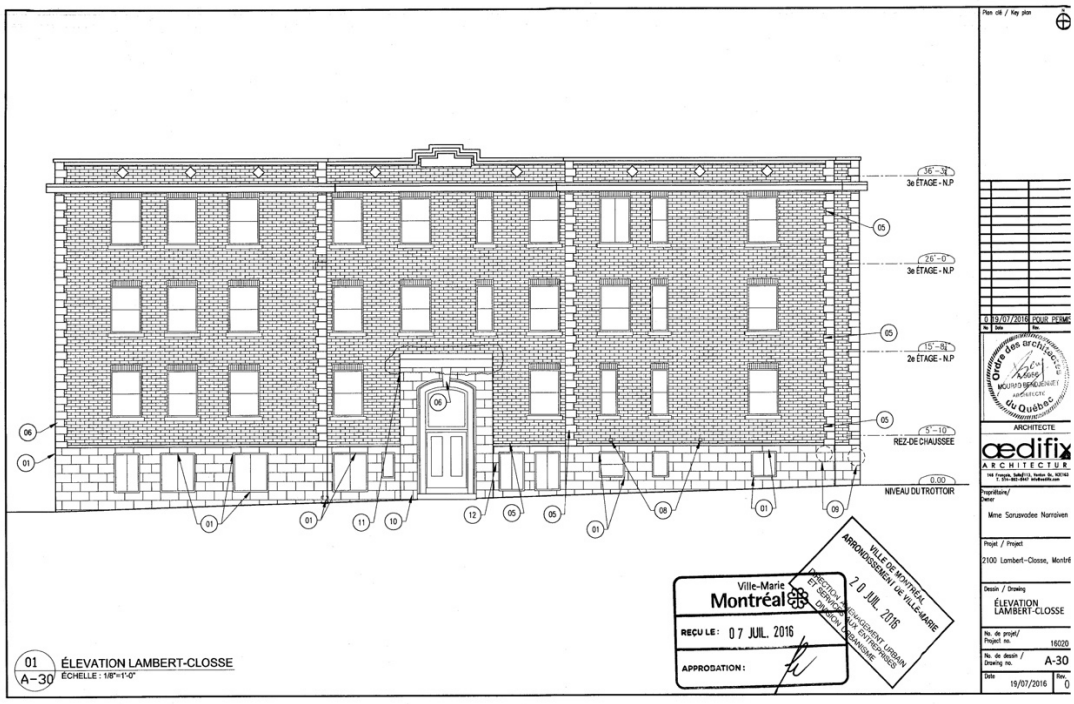



Ajout de trois logements. Entrepreneur : Kroler Construction Co.
Source : Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie.

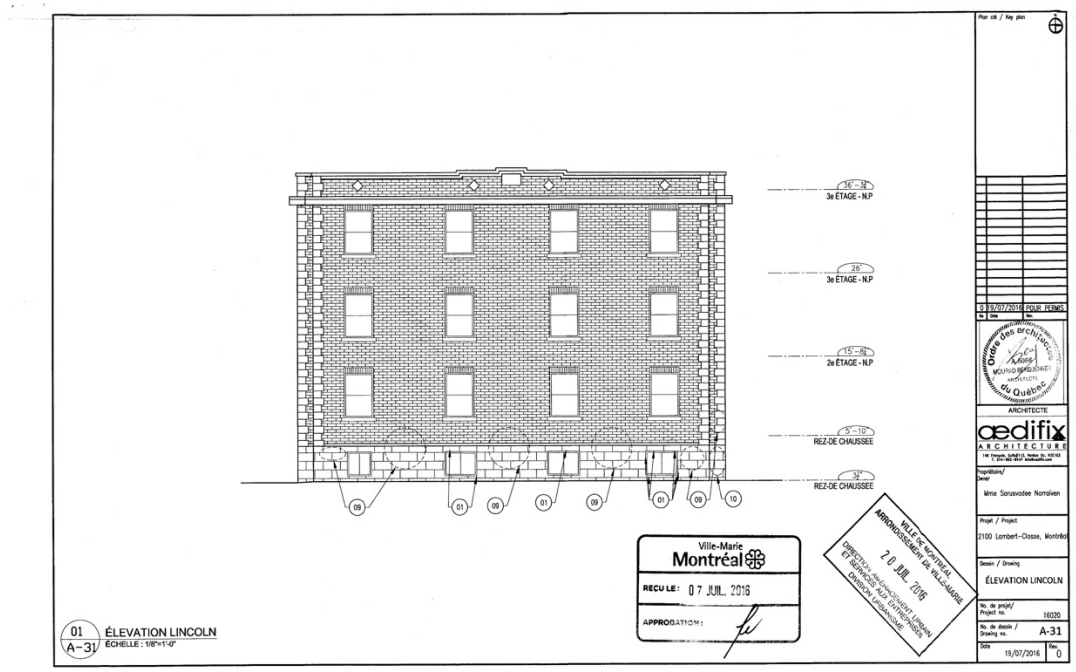
2016
Permis n° 3000561913-16 – 25 juillet 2016 — coût : 45000 $ — En façade rue Lambert-Closse, rue Lincoln et sur le mur latéral ouest remplacer toutes les allèges, restaurer la maçonnerie, la corniche, installer de garde-corps sur l'escalier menant au sous-sol, tels qu'aux plans approuvés.
Propriétaire : Mme Sarusvadee Narrainen
Architectes : Ædifix Architecture



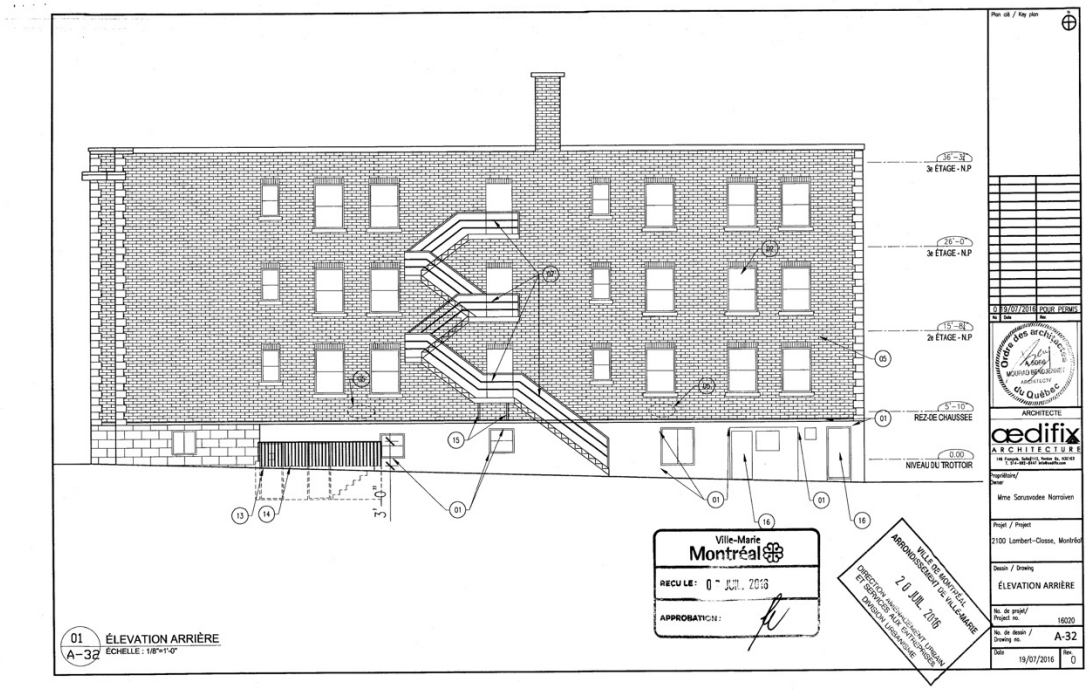

Ædifix Architecture, *Plan d'implantation*, 19 juillet 2016.
Source : Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie.




Ædifix Architecture, *Élévation Lambert-Closse*, 19 juillet 2016.
Source : Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie.




Ædifix Architecture, *Élévation Lincoln*, 19 juillet 2016.
Source : Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie.




Ædifix Architecture, *Élévation arrière*, 19 juillet 2016.
Source : Service des permis de l'arrondissement Ville-Marie.

## Description

À l'origine, l'immeuble du 2100 rue Lambert-Closse, un édifice de trois étages, sur un haut soubassement, est construit en 1929. Il incluait 16 logements et son coût est de 40000 $.[22] En 1956, trois logements furent ajoutés au sous-sol. Ses dimensions sont de 28,4 x 15,5 m. C'est l'agent immobilier et homme d'affaires, Samuel Drazin, qui est le propriétaire constructeur, et l'architecte, Dolor Cardinal. Ses principaux artisans sont : Alphonse Vézina, entrepreneur; Charbonneau-Dupré & Robert, plâtriers; Silverman Ironworks, ferronnerie d'ornement; W. J. Smith, pierre artificielle.




Publicité de notre immeuble au moment de son achèvement en 1929.
Source : *The Standard*, 10 août 1929, p. 42.



Vue de l'immeuble — 2100, rue Lambert-Closse.

L'édifice est implanté avec une marge de recul avant et latérale. L'immeuble est revêtu de brique avec insertion de pierre artificielle en plusieurs endroits, principalement au portail d'entrée, aux chaînages d'angle, à des éléments décoratifs et à la corniche. Il est couronné d'un parapet plat, sauf au centre des façades principale et latérale, où nous retrouvons un léger profil géométrique. Sous chacun de ceux-ci, nous avons un panneau en retrait, dont l'un possède un feston en relief entouré de deux vases et l'autre, un vase. Une corniche orne la base du parapet. Chaque ouverture possède des linteaux en brique debout et des appuis en ciment.

[22] « Les permis de construire à Montréal », *La Presse*, 11 avril 1929, p. 15.





Photographies de la partie centrale de l'édifice et du portail d'entrée du 2100, rue Lambert-Closse.

En façade, l'édifice présente une ordonnance ternaire classique, c'est-à-dire un haut soubassement en ciment suivi d'une partie médiane regroupant trois étages et d'un couronnement formé de la corniche et du parapet. Bien que l'édifice affecte une certaine symétrie en façade, la distribution des ouvertures ne l'est pas. Précisément, la façade principale compte 10 travées, inégalement distribuées, et elle est pourvue d'une corniche et de deux légers ressauts latéraux. La partie centrale, légèrement en retrait, possède quatre travées avec un portail d'entrée en pierre artificielle ornementé et en pierre de taille. Celui-ci comprend une entrée en arc surbaissé avec chambranle mouluré et orné d'une clef. Elle est surmontée d'une moulure en forme de tore à profil demi-circulaire.



Photographies diverses de l'édifice du 2100, rue Lambert-Closse prises le 29 mars 2019.

Par contre, sur la façade secondaire, sur l'avenue Lincoln, on y compte 4 travées régulièrement réparties. Soulignons le traitement des angles de l'édifice, qui sont traités en creux, ce qui redouble les chaînages d'angle à ces endroits. Par ce moyen, l'architecte a permis d'animer la façade secondaire sur l'avenue Lincoln.

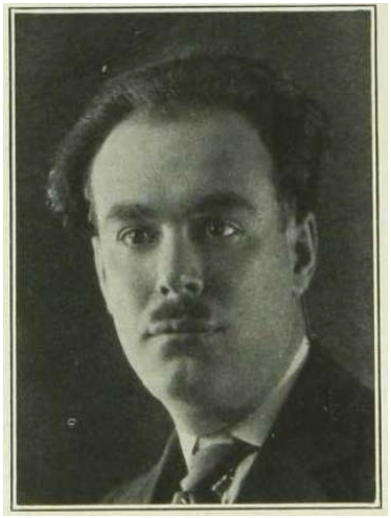
Selon la consultation des registres des permis de construction de la Ville de Montréal, l'immeuble a subi peu de modifications importantes depuis sa construction. En 1956, on a ajouté trois logements au sous-sol. Puis, en 2016, on a remplacé les allèges et restauré la maçonnerie et la corniche. On a également

installé des garde-corps sur l'escalier menant au sous-sol.

## Dolor Cardinal, architecte (1893-1978)

L'architecte de notre édifice à l'étude est né à Montréal le 8 mai 1893. Après une formation générale à l'Académie du Plateau, il mène des études en architecture à l'École polytechnique de Montréal d'où il obtient son diplôme en 1914. Il joint l'Association des architectes de la Province de Québec l'année suivante.

En 1918, il forme un bureau d'architectes avec un autre ancien élève diplômé de l'École polytechnique, Joseph Napoléon Beauchamp. Connu sous le nom de Cardinal & Beauchamp, ce bureau d'architectes sera actif jusqu'en 1926, date à laquelle Dolor Cardinal va dorénavant pratiquer son métier en pratique privée.



Photographie de Dolor Cardinal, vers 1924.
Source : Ouimet, Raphaël, *Biographies canadiennes-françaises*, Montréal, Garden City Press, 1924, p. 397.

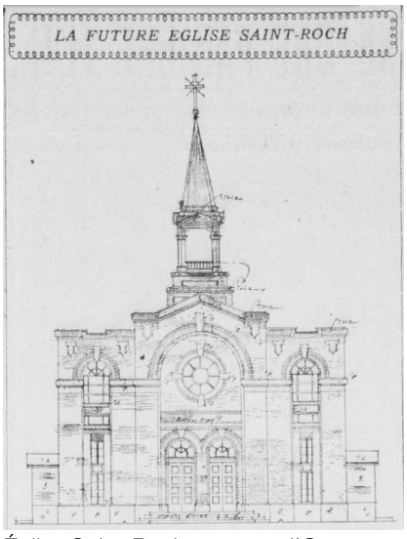


Église Sainte-Claire (rue Sainte-Claire, Montréal, 1924-1925).
Architectes : Cardinal & Beauchamp.
Source : Site Internet de l'Inventaire des lieux de culte du Québec [http://www.lieuxdeculte.qc.ca]

Le bureau d'architecte, Cardinal & Beauchamp, a réalisé plusieurs édifices religieux dans la région montréalaise, dont les églises Saint-Herménégilde (1922, maintenant Église Adventiste du 7e jour de la fontaine), Holy Cross (1925), Saint-Victor (1925-1927), Sainte-Claire (1924-1925). Également, ce bureau a été actif dans la conception d'immeubles commerciaux et résidentiels à Montréal et dans la partie ouest de l'île, notamment à Lachine et LaSalle. Nommons, entre autres, la construction des Appartements *Barat Court* et *Mount View Court* situés sur la rue Sherbrooke Ouest (1926) pour le compte de Aaron Drazin, père de Samuel. Après la dissolution du bureau, ces derniers immeubles à logements seront terminés par l'architecte, Dolor Cardinal.

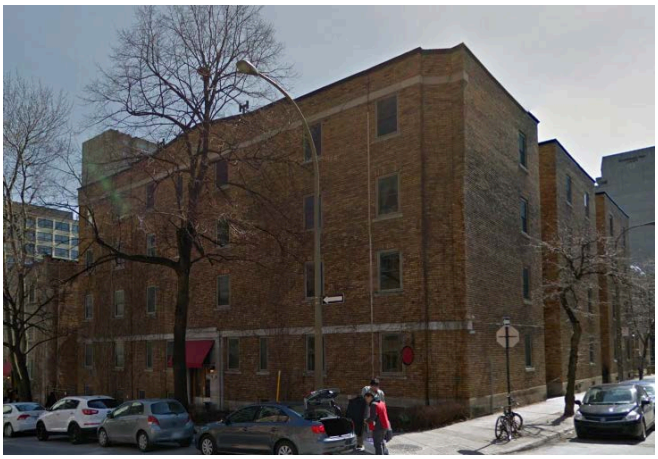


Église Saint-Clet (Saint-Clet, 1926).
Architecte : Dolor Cardinal.
Source : Site Internet de l'Inventaire des lieux de culte du Québec [http://www.lieuxdeculte.qc.ca]




Église Saint-Roch, avenue d'Outremont, 1927.
Architecte : Dolor Cardinal.
Source : «La future église Saint-Roch», *La Presse*, 4 août 1927, p. 17.

Seul, Dolor Cardinal conçoit les églises de Saint-Roch (avenue d'Outremont, 1927); Saint-Clet (Saint-Clet, 1926) et Notre-Dame-du-Mont-Carmel (Lacolle, 1928).



Les Appartements *Mount Pleasant* (2100, rue Fort).
Propriétaire : Aaron Drazin. Architecte : Dolor Cardinal (1932)
Source : Google Street, 2019.




Les Appartements Barat Court et Mount View Court situés sur la rue Sherbrooke Ouest (1926) pour le compte de Aaron Drazin.
Architecte : Dolor Cardinal (1932)
Source : *The Standard*, 10 août 1929, p. 43.

Soulignons que pour le père de Samuel Drazin, Aaron Drazin, Dolor Cardinal a conçu, outre les Appartements *Barat Court* et *Mount View Court* de la rue Sherbrooke, les plans des immeubles à logements suivants : le 4141, avenue de l'Esplanade (1928) et les Appartements *Mount Pleasant* (2100, rue Fort, 1932).

Dolor Cardinal se retire de la vie active en janvier 1973 et décède à Terrebonne, le 11 novembre 1978, à l'âge de 85 ans.[23]

[23] « Avis de décès », *La Presse*, 13 novembre 1978, p. D12.

## Propriétaires et occupants marquants

Samuel Drazin (1900 à 1961).[24]

Né à New York autour des années 1900, Samuel Drazin suit son père, Aaron, à Ottawa en 1908. Toujours dans le sillage de son père, il s'établit à Montréal en 1926. C'est à ce moment-là qu'il se lance dans le domaine immobilier.

Soulignons que son père, Aaron Drazin, né en 1872 en Russie, immigre aux États-Unis dans son jeune âge. Il s'installe à Ottawa en 1908 pour pratiquer le métier d'agent immobilier. Aaron Drazin s'établit à Montréal en 1926, année à laquelle il se lance dans la promotion immobilière en construisant plusieurs immeubles à logements. À l'exemple de son père, Samuel construisit notre immeuble à l'étude en 1929.

Outre son activité d'agent immobilier, Samuel Drazin œuvrait pour la communauté juive locale en s'impliquant à travers plusieurs institutions juives. Il fut l'un des fondateurs de la synagogue *Young Israel* (*Jeune Israël*). Il était président de l'organisation *Mizrachi*[25] du Canada; et de *Yeshiva Merkaz Hatorah*[26] et membre de l'exécutif du *Congrès juif canadien*.

Samuel Drazin a fondé la compagnie *Dakar Real Estate Corporation*, dont il était président au moment de son décès. Il décède à Montréal, le 15 janvier 1961, à l'âge de 60 ans. Après sa mort, ses proches créent, en sa mémoire, la *Samuel S. Drazin Memorial Foundation*, un organisme œuvrant dans des entreprises philanthropiques et charitables.

---

[24] Les principales informations qui suivent viennent des notices nécrologiques suivantes : « Samuel Drazin », *The Gazette*, 16 janvier 1961, p. 37. / « Deaths », *Canadian Jewish Review*, 3 février 1961, p. 6.

[25] « Mouvement sioniste d'inspiration religieuse fondé en Europe de l'Est en 1902 par le rabbin Isaac Reines, et qui représentait l'aile la plus traditionaliste de l'Organisation sioniste mondiale. » dans : Medresh, Israël, *Le Montréal juif entre les deux guerres*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 2001, p. 85.

[26] Yeshiva : « Institution traditionnelle de savoir chargée de former l'élite intellectuelle et religieuse du monde juif est-européen. » dans Medresh, Israël, *Le Montréal juif d'autrefois*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1997, p. 264.

## Fonctions d’origine, significatives et actuelles

1929 — Aujourd’hui — immeuble à logements

## BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES DOCUMENTAIRES

Anctil, Pierre, *Tur Malka : Flâneries sur les cimes de l'histoire juive montréalaise*, Sillery, Les éditions du Septentrion, 1997, 199 p.

Benoît, Michèle et Roger Gratton, *Pignon sur rue : Les quartiers de Montréal*, Montréal, Guérin, éditeur ltée, 1991, 393 p.

Céline Topp, (sous la direction de), *Évaluation du patrimoine urbain : Arrondissement de Ville-Marie*, Montréal, Service la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Division du patrimoine et de la toponymie, ville de Montréal, 2005, 168 p.

Deslandres, Dominique, John A. Dickinson et Ollivier Hubert (sous la direction de), *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion – 1657-2007*, Montréal, Éditions Fides, 2007, 670 p.

Ethnotech inc., *Analyse du macro-inventaire montréalais/Ensemble Saint-Antoine* vol. 9a, Montréal, ville de Montréal et Ministère des Affaires culturelles, juin 1982, 221 p. et ill.

Legault, Guy-R., *La ville qu'on a bâtie : Trente ans au service de l'urbanisme et de l'habitation à Montréal 1956-1986*, Montréal, Liber, 2002, 264 p.

Linteau, Paul-André, René Durocher et al., *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1986, 728 p.

Rémillard, François et Brian Merrett, *L'habitation de Montréal : Guide des styles et des bâtiments*, Montréal, Éditions du Méridien, 1990, 222 p.

Archives
Les archives et institutions suivantes ont été consultées :
Archives de la Ville de Montréal
Musée McCord
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

# Annexe

## Chaîne de propriétaires — 2100, rue Lambert-Closse

Lot 1064407 (Date d'établissement : 20 février 1998)

Aucune vente

Lots nos 1654-235, 1654-236 (Date d'établissement : 21 mai 1913)

Date : 23 mai 1980
Numéro d'inscription : 3075600
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : David De Beer
Acheteur : Sarusvadee Narraiven

Date : 12 octobre 1978
Numéro d'inscription : 2918779
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Shia Youz
Acheteur : David De Beer

Date : 9 novembre 1977
Numéro d'inscription : 2828970
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : David De Beer
Acheteur : Shia Youz

Date : 27 septembre 1977
Numéro d'inscription : 2817994
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Succession Agnes Goodall
Acheteur : David De Beer

Date : 2 février 1972
Numéro d'inscription : 2326733
Nature de l'acte : Testament
Testateur : Eugene Philip Eschbach
Bénéficiaire : Agnes Goodall (propriété, 2100, rue Lambert-Closse)

Date : 14 février 1949
Numéro d'inscription : 772278
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Muretta Apartments Ltd
Acheteur : Eugene Philip Eschbach

Date : 16 février 1946
Numéro d'inscription : 659918

Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Nathan Glickman
Acheteur : Muretta Apartments Ltd

Date : 7 janvier 1944
Numéro d'inscription : 569367
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Tobias Glickman et al
Acheteur : Nathan Glickman

Date : 10 janvier 1930
Numéro d'inscription : 234710
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Samuel Drazin
Acheteur : Tobias Glickman et al

Date : 23 février 1929
Numéro d'inscription : 204907
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Stephen Bakeman White
Acheteur : Samuel Drazin
Note : lot 1654-235

Date : 23 février 1929
Numéro d'inscription : 204908
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice
Acheteur : Samuel Drazin
Note : lot 1654-236

Date : 12 février 1926
Numéro d'inscription : 103708
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Shérif de Montréal
Acheteur : Les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice
Note : lot 1654-236

Date : 23 juin 1913
Numéro d'inscription : 155574
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice
Acheteur : Residential Sites Limited
Note : lot 1654-236

Date : 4 juin 1913
Numéro d'inscription : 155457
Nature de l'acte : Vente
Vendeur : Les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice

Acheteur : Stephen Bakeman White
Note : lot 1654-235

Date : mars 1663, enregistré au Châtelet, Paris, le 5 juin 1663
Notaires : Lefranc & Levasseur
Nature de l'acte : Donation
Donateur : La Compagnie des Associés de Montréal et de la Nouvelle France
Donataire : Les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice

## SECTION 2 — LA GRILLE D'ANALYSE PAR LES VALEURS

### VALEUR SOCIALE, SYMBOLIQUE

Cet immeuble est implanté sur le territoire du domaine de la Montagne des ecclésiastiques de Saint-Sulpice. Cependant, le rapprochement de cette ancienne propriété religieuse avec notre immeuble n'est plus vraiment lisible à la suite des grands changements urbains survenus sur ce site depuis deux siècles. D'un autre côté, cet immeuble résidentiel est représentatif du type de conciergerie telle que l'on construisait dans l'entre-deux-guerres. Il est implanté dans l'un des rares secteurs résidentiels du centre-ville de Montréal, à proximité de la grande rue commerciale de Montréal, la rue Sainte-Catherine. Selon le contexte urbain actuel de notre secteur, notre édifice participe à ce caractère résidentiel du quartier. Néanmoins, c'est l'usage résidentiel de notre édifice qui porte cette valeur sociale, plus que le bâtiment. Soulignons que l'arrondissement, par l'intermédiaire du Programme particulier d'urbanisme, vise à densifier le secteur.

### VALEUR HISTORIQUE

Cet immeuble a été érigé en 1929, à une époque où l'on construisait énormément de conciergeries pour répondre au besoin de logements dans le centre-ville. Il fait partie du corpus de la seconde génération des immeubles à logements qui était destinée au grand public (la première génération des immeubles à logements à Montréal était plutôt destinée à la grande bourgeoisie qui désirait habiter proche du centre-ville). En effet, la construction de conciergeries durant les décennies 1920 et 1930 a été intense à Montréal. Nous en retrouvons en grande quantité sur son territoire, notamment le long des grandes artères, telles que le chemin Queen-Mary ou le boulevard Édouard-Montpetit. Par ce fait, l'édifice fait partie d'un jalon de l'histoire urbaine récente de Montréal, mais son importance est minime dans ce corpus étant donné leur grand nombre. Également, on doit souligner son âge relativement récent. Comme tenu de cet état de fait, on ne peut que considérer sa valeur historique comme amoindrie.

### VALEUR ARTISTIQUE, ESTHÉTIQUE

Les principales caractéristiques architecturales de notre édifice correspondent aux standards architecturaux de la décennie des années 1920, c'est-à-dire un édifice conçu selon la manière Beaux-Arts de l'ordonnance classique ternaire de la façade — soubassement, étages intermédiaires et couronnement. Soulignons que l'architecte, Dolor Cardinal, un ancien de la section architecture de l'École polytechnique de Montréal, eut une formation de type Beaux-Arts par l'intermédiaire d'architectes français formés à l'École des Beaux-Arts de Paris, notamment de Jules Poivert, professeur d'architecture à l'École polytechnique de Montréal à partir de 1909. Néanmoins, on doit considérer le contexte économique dans lequel fut édifié notre édifice où les impératifs de rentabilité ont été importants. C'est la raison pour laquelle l'architecte a utilisé une version simplifiée du langage Beaux-Arts dans son édification. Par ce fait, la valeur esthétique de notre immeuble s'en trouve affaiblie. Précisons que notre immeuble est vacant depuis de longues années.

## VALEUR CONTEXTUELLE, URBAINE OU PAYSAGÈRE

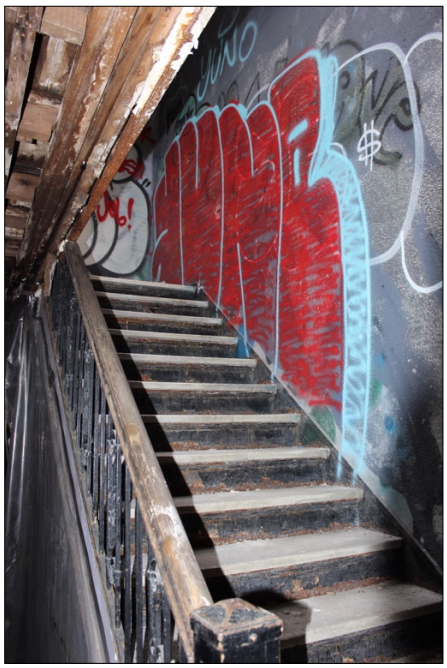
Notre immeuble occupe une partie d'un îlot dans lequel nous retrouvons un paysage urbain très hétérogène où nous avons des immeubles à logements de trois à quatre étages et des tours à logements de plusieurs étages. Malgré cela, c'est la fonction résidentielle qui prédomine dans notre secteur. Soulignons que notre immeuble fait partie de l'un des rares secteurs résidentiels du centre-ville. Également, il fait partie du nouveau quartier des Grands-Jardins qui fait l'objet d'un Programme particulier d'urbanisme dont l'un des aspects est de consolider la fonction résidentielle dans ce quartier en le densifiant. De ce fait, on peut considérer cette situation comme une valeur contextuelle appréciable.

## ADDENDA – Photographies de l'intérieur de l'édifice (29 juin 2019)

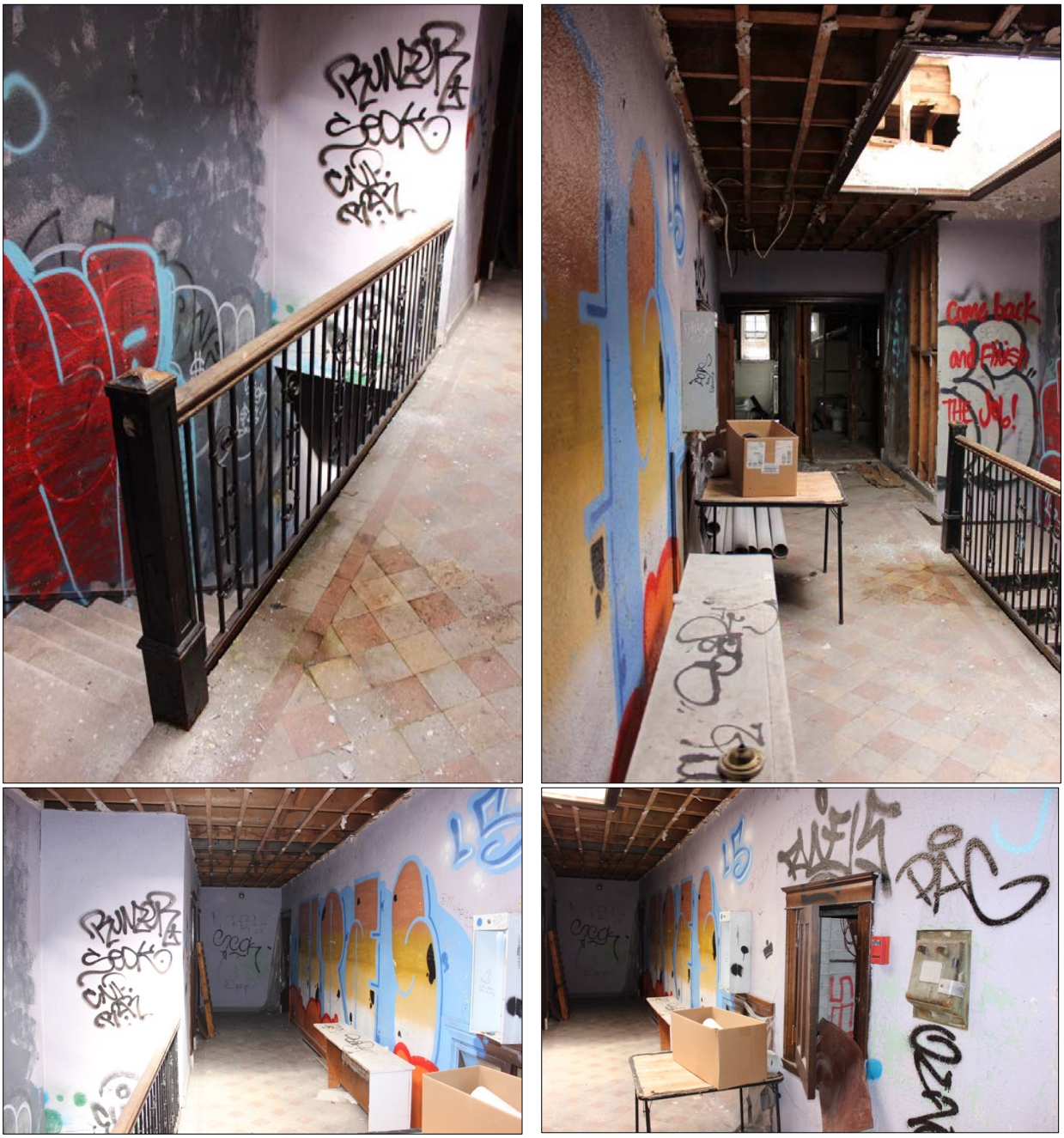


Photographies diverses du vestibule de l'édifice, 29 juin 2019.





Partie du vestibule et de l’escalier central, 29 juin 2019.




Photographies diverses du corridor central du dernier étage, 29 juin 2019.



Photographies diverses des logements du dernier étage, 29 juin 2019.



Photographies diverses des logements du dernier étage, 29 juin 2019.







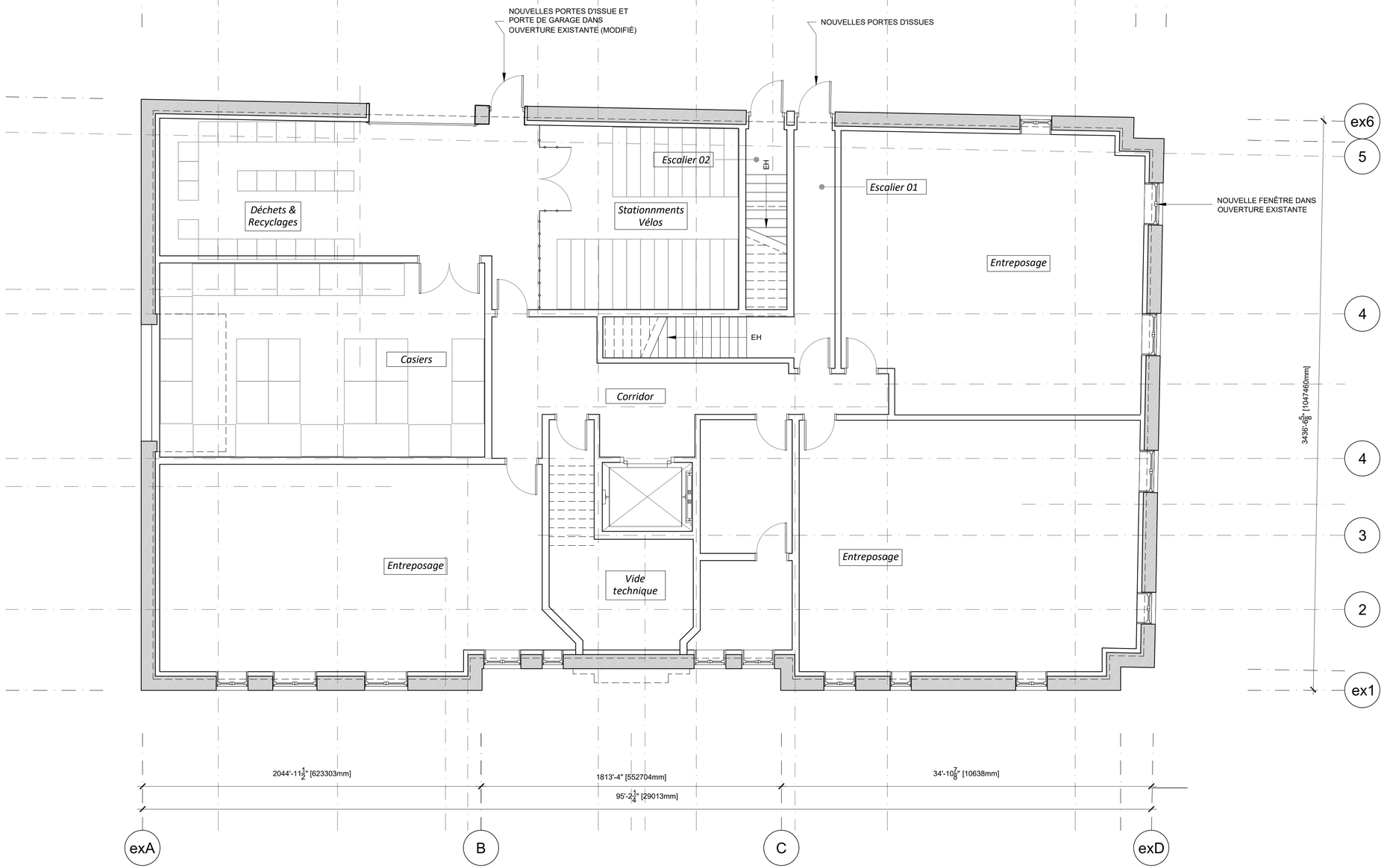



Photographies diverses des logements du dernier étage, 29 juin 2019.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




PLAN COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com

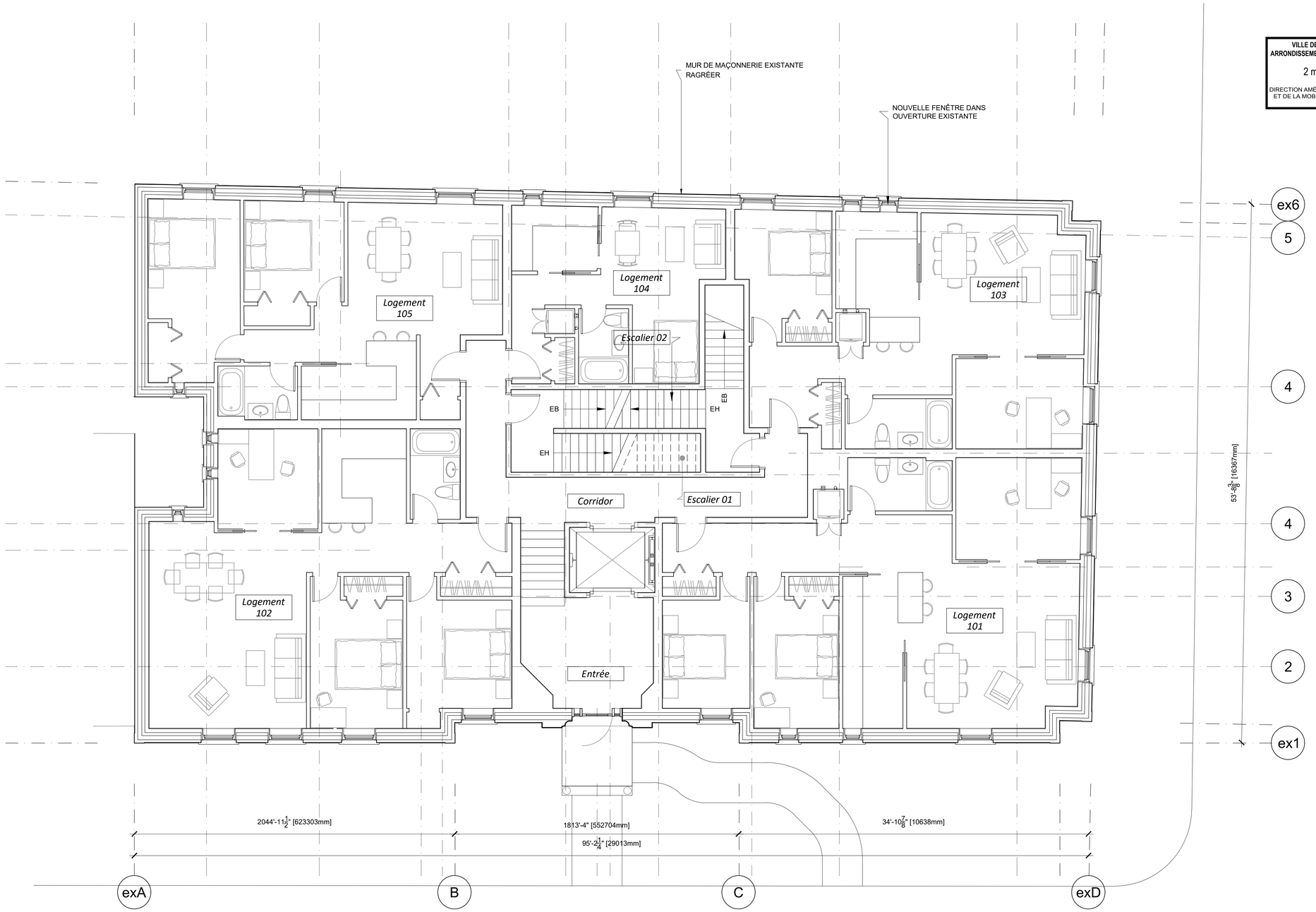

Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closs
2100 rue Lambert Clo
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan,*
*Sous-sol*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
A20

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

PLAN COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan,*
*Rez-de-chaussée*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
A21

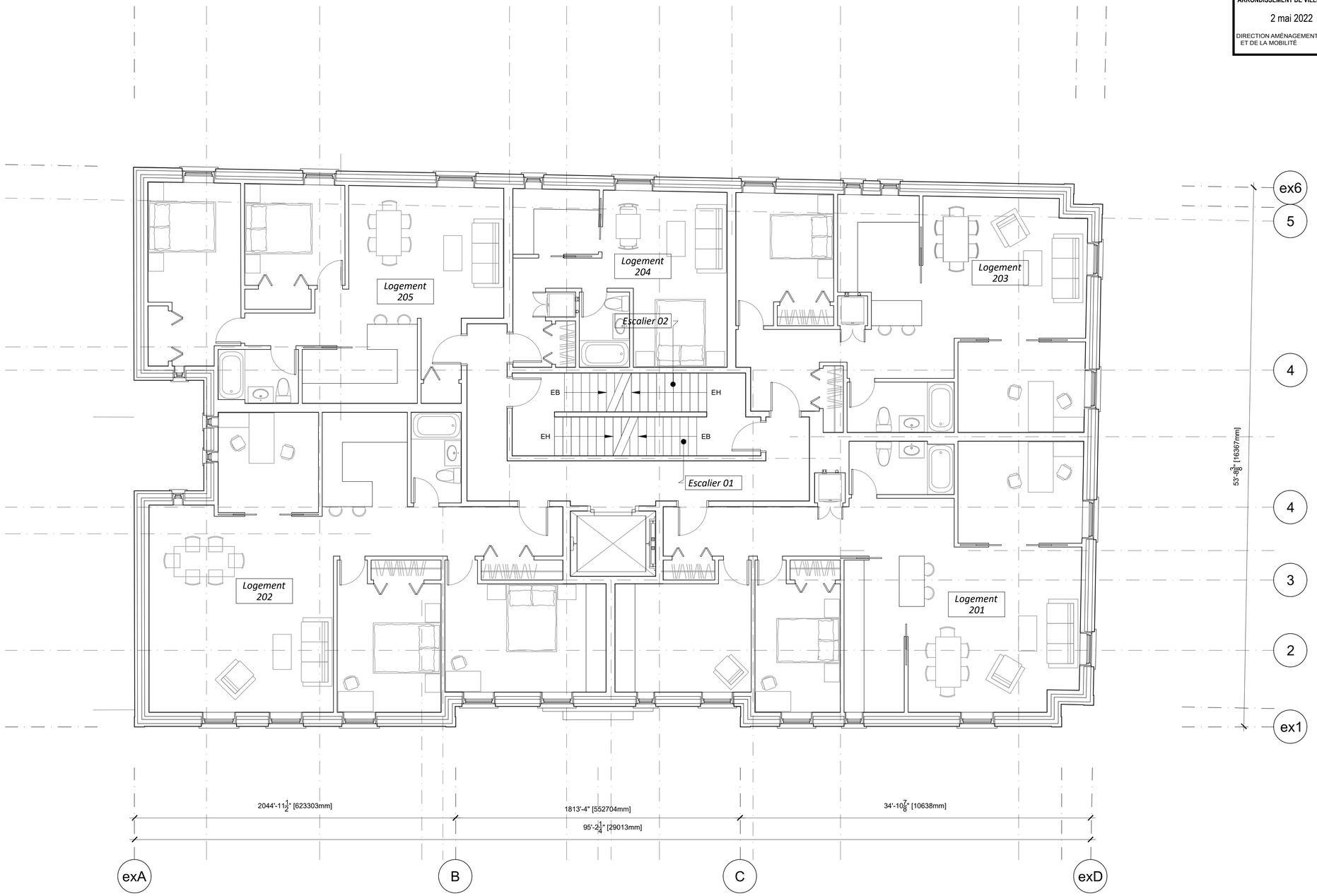
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




PLAN COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan,*
*2e*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
A22

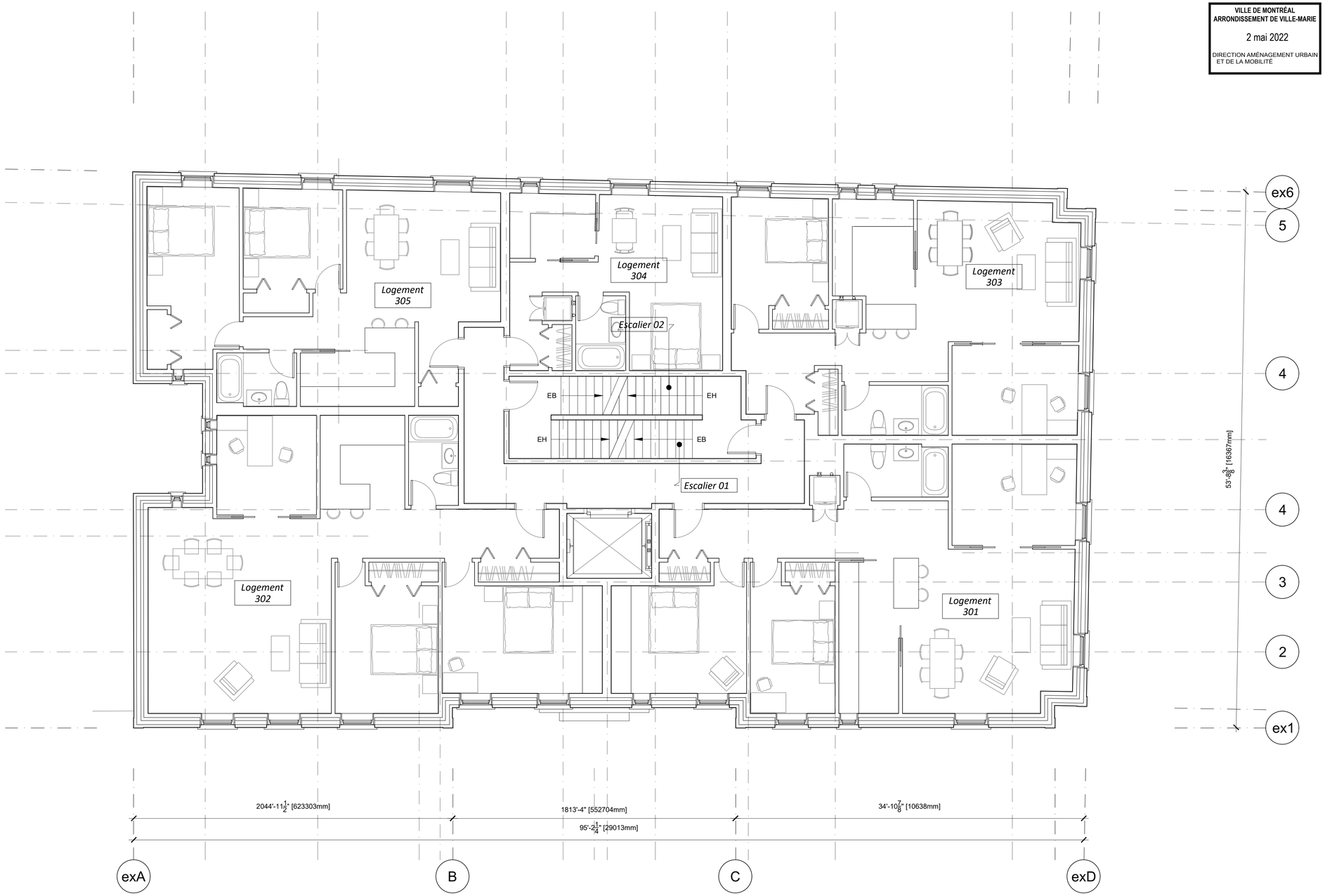
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




PLAN COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.

Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com

Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan,*
*3e*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
A23

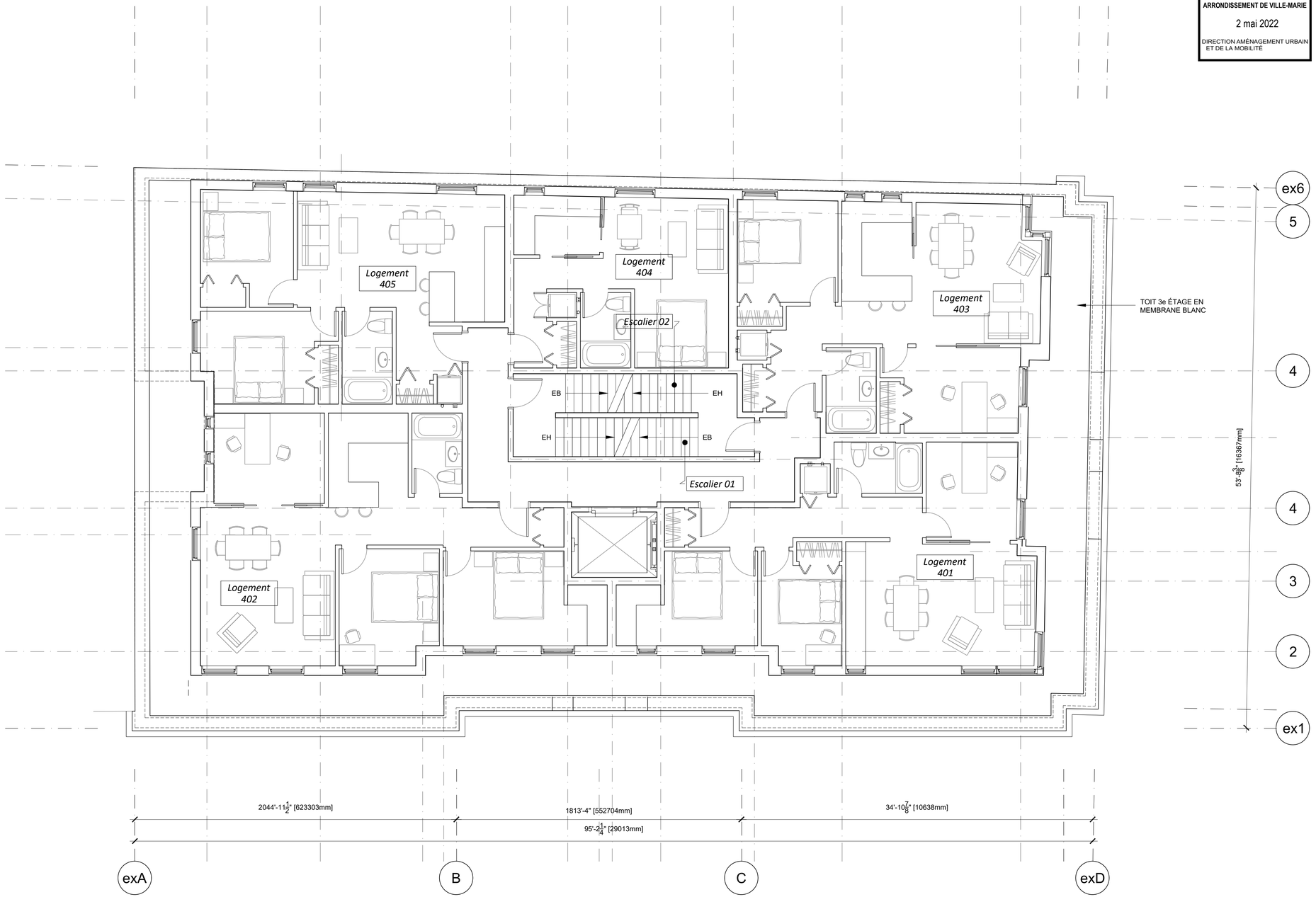
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




Ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions


De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com

Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan,*
*4e*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
A24

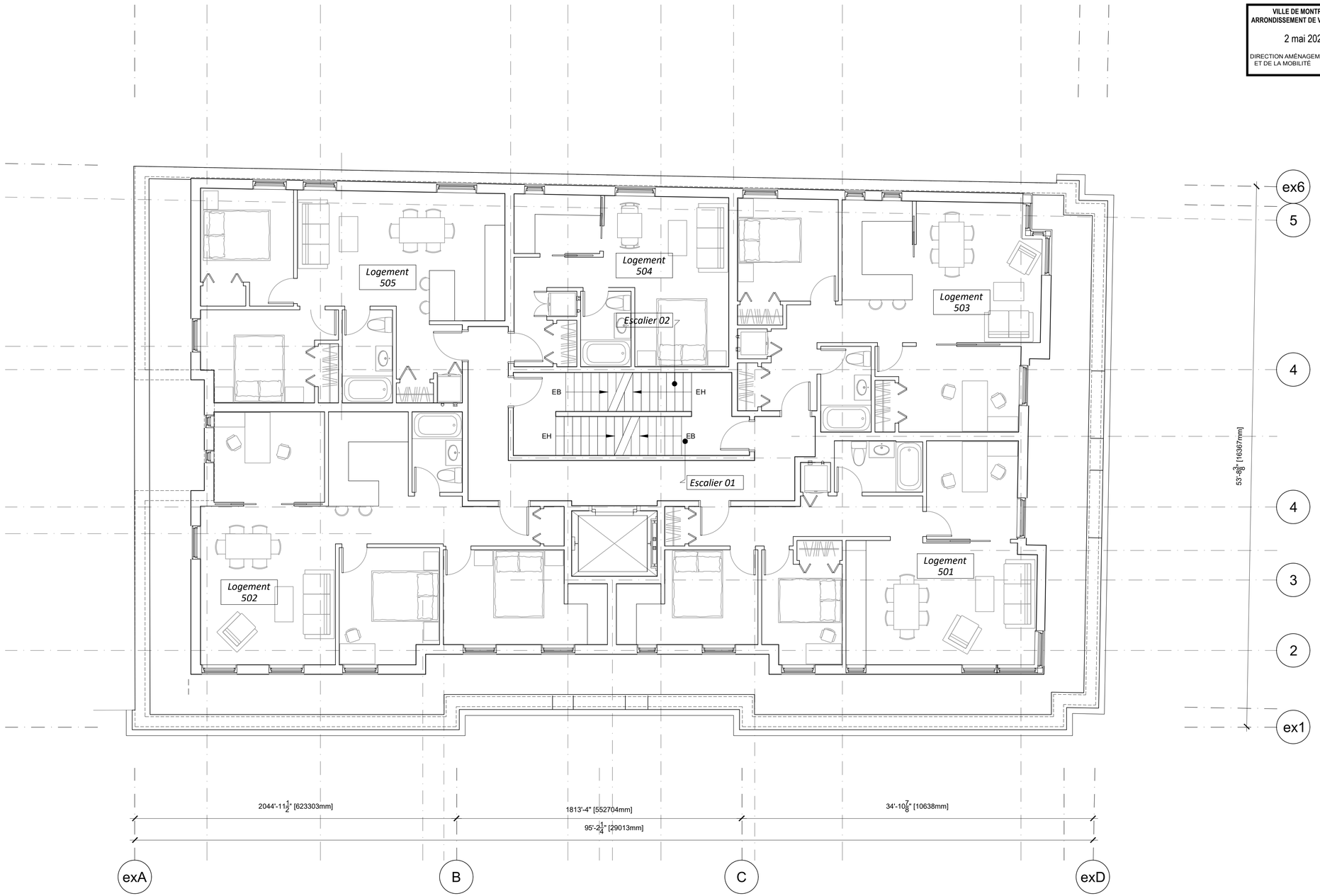
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




Ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions


De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com

Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan,*
*5e*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
A25

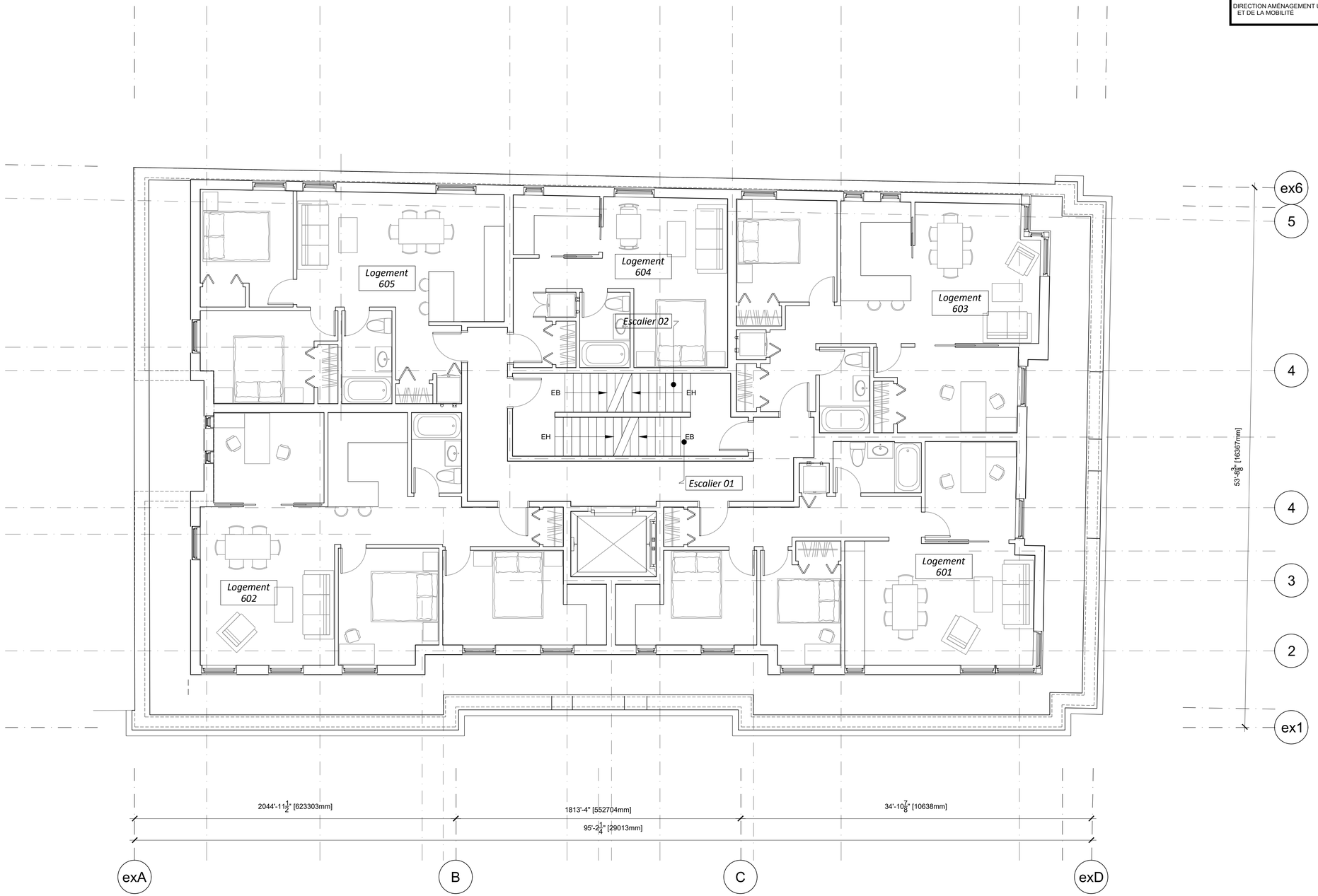
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




Ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan,*
*6e*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
A26

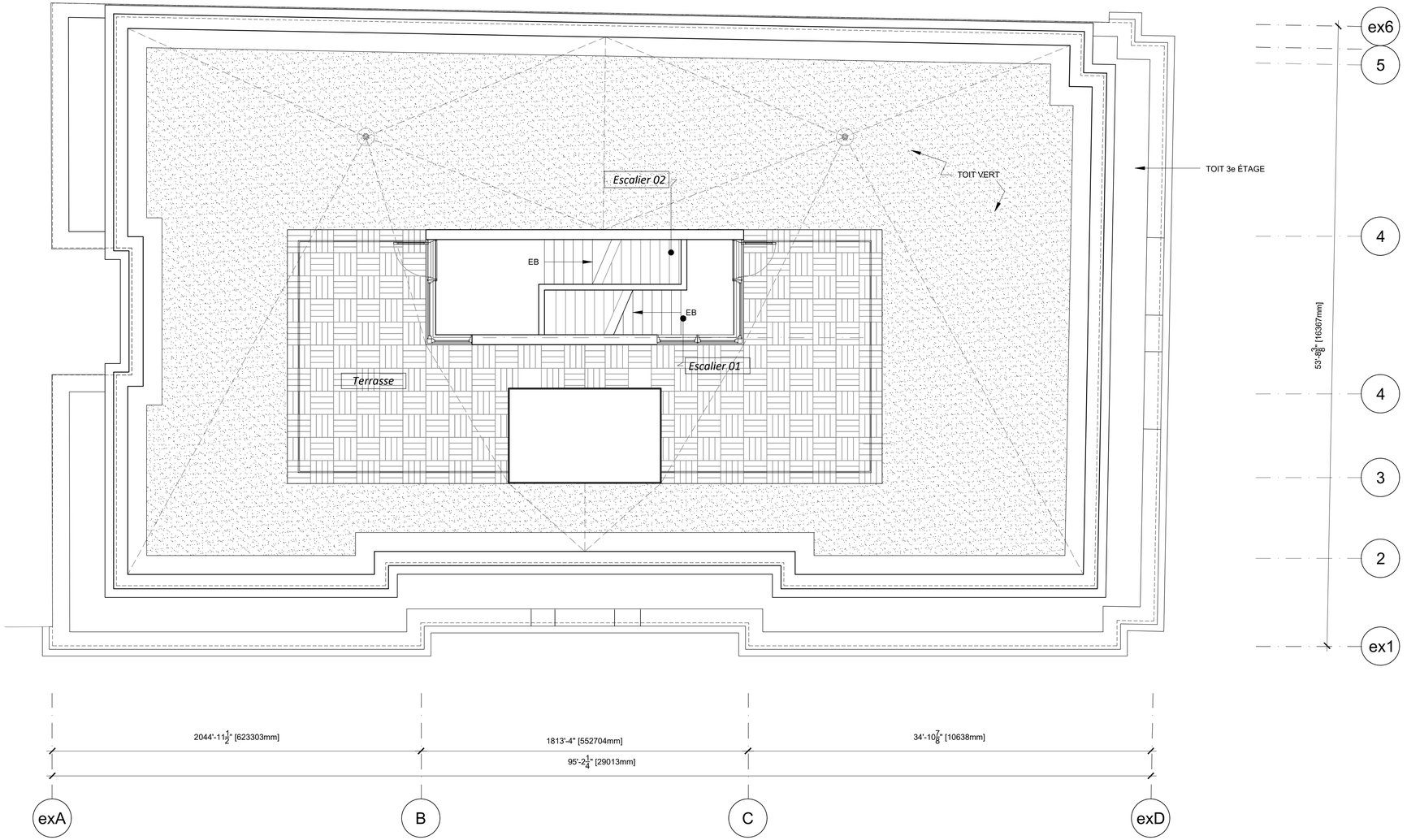
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan,*
*toit*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
A27

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

Ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




DESSUS TOIT, CAGE D'ESCALIER = 169'-7"
= 23.09M(trottoir point haut)
= 72.63M (géodésique)

DESSUS PARAPET
= 160'-7"

DESSUS MEMBRANE, POINT HAUT = 159'-4"
= 19.89M(trottoir point haut)
= 69.43M (géodésique)

DESSUS PLANCHER, 6e
= 148'-11"

DESSUS PLANCHER, 5e
= 139'-7"

DESSUS PARAPET EXISTANT
= 61.45M géodésique
= 139'-2" architecturale

DESSUS PLANCHER, 4e
= 130'-3"

DESSUS PLANCHER, 3e
= 120'-2"

DESSUS PLANCHER, 2e
= 110'-1"

DESSUS PLANCHER, RDC
= 51.34M géodésique
= 100'-0" architecturale

TROTTOIR, POINT HAUT
= 50.34M géodésique

DESSUS DALL SUR SOL SOUS-SOL
= 90'-0 3/4"±

ÉLÉVATION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Crew, Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Élévation,*
*Lambert Closse*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
A30

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




DESSUS TOIT, CAGE D'ESCALIER = 169'-7"
= 23.09M(trottoir point haut)
= 72.63M (géodésique)

DESSUS PARAPET
= 160'-7"

DESSUS MEMBRANE, POINT HAUT = 159'-4"
= 19.89M(trottoir point haut)
= 69.43M (géodésique)

DESSUS PLANCHER, 6e
= 148'-11"

DESSUS PLANCHER, 5e
= 139'-7"

DESSUS PLANCHER, 4e
= 130'-3"

DESSUS PLANCHER, 3e
= 120'-2"

DESSUS PLANCHER, 2e
= 110'-1"

DESSUS PLANCHER, RDC
= 51.34M géodésique
= 100'-0" architecturale

TROTTOIR, POINT HAUT
= 49.34M géodésique

DESSUS DALL SUR SOL SOUS-SOL
= 90'-0 $\frac{3}{4}$"±

ÉLÉVATION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Élévation,*
*Lincoln*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
A31

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




DESSUS TOIT, CAGE D'ESCALIER = 169'-7"
= 23.09M(trottoir point haut)
= 72.63M (géodésique)

DESSUS PARAPET
= 160'-7"

DESSUS MEMBRANE, POINT HAUT = 159'-4"
= 19.89M(trottoir point haut)
= 69.43M (géodésique)

DESSUS PLANCHER, 6e
= 148'-11"

DESSUS PLANCHER, 5e
= 139'-7"

DESSUS PLANCHER, 4e
= 130'-3"

DESSUS PLANCHER, 3e
= 120'-2"

DESSUS PLANCHER, 2e
= 110'-1"

DESSUS PLANCHER, RDC
= 51.34M géodésique
= 100'-0" architecturale

TROTTOIR, POINT HAUT
= 49.54M géodésique

DESSUS DALL SUR SOL SOUS-SOL
= 90'-0 3/4"±

ÉLÉVATION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Élévation, Arrière*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
A32

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse




DESSUS TOIT, CAGE D'ESCALIER = 169'-7"
= 23.09M(trottoir point haut)
= 72.63M (géodésique)

DESSUS PARAPET
= 160'-7"

DESSUS MEMBRANE, POINT HAUT = 159'-4"
= 19.89M(trottoir point haut)
= 69.43M (géodésique)

DESSUS PLANCHER, 6e
= 148'-11"

DESSUS PLANCHER, 5e
= 139'-7"

DESSUS PLANCHER, 4e
= 130'-3"

DESSUS PLANCHER, 3e
= 120'-2"

DESSUS PLANCHER, 2e
= 110'-1"

DESSUS PLANCHER, RDC
= 51.34M géodésique
= 100'-0" architecturale

= 90'-0" ±

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉLÉVATION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions


De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com

Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Élévation,*
*Côté, Sud*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
A33

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

## *Démolitions : éléments à démolir est à conserver*

*.1 Échelles de secours existants à démolir.*

*.2 Escaliers au sous-sol existants à démolir.*

*.3 Les murs extérieurs (les maçonneries) existants sont à conserver.*

*.4 Éléments existants à conserver :*

- *Les murs extérieurs en maçonneries (sauf les murs de la courette intérieurs),*
- *tous les accessoires décoratifs des maçonneries existants, incluant :*
  - *L'entrée*
  - *Les blocs de coins en quinconces*
  - *Les corniches*
- *Le mur de fondation, sur les élévations Lambert Closse, Lincoln et en partie à l'arrière, est recouvert d'un crépi avec un faux motif de blocs 2'x1'. Ce crépi sera démoli et le mur fini (voir les élévations).*

*.5 Éléments existants à démolir :*

- *La toiture,*
- *Finitions intérieures*
- *Charpentes de bois, poutres et colonnes en acier*
- *Murs intérieurs au sous-sol en béton*
- *Murs en maçonnerie de la courette intérieure (l'escalier de secours)*

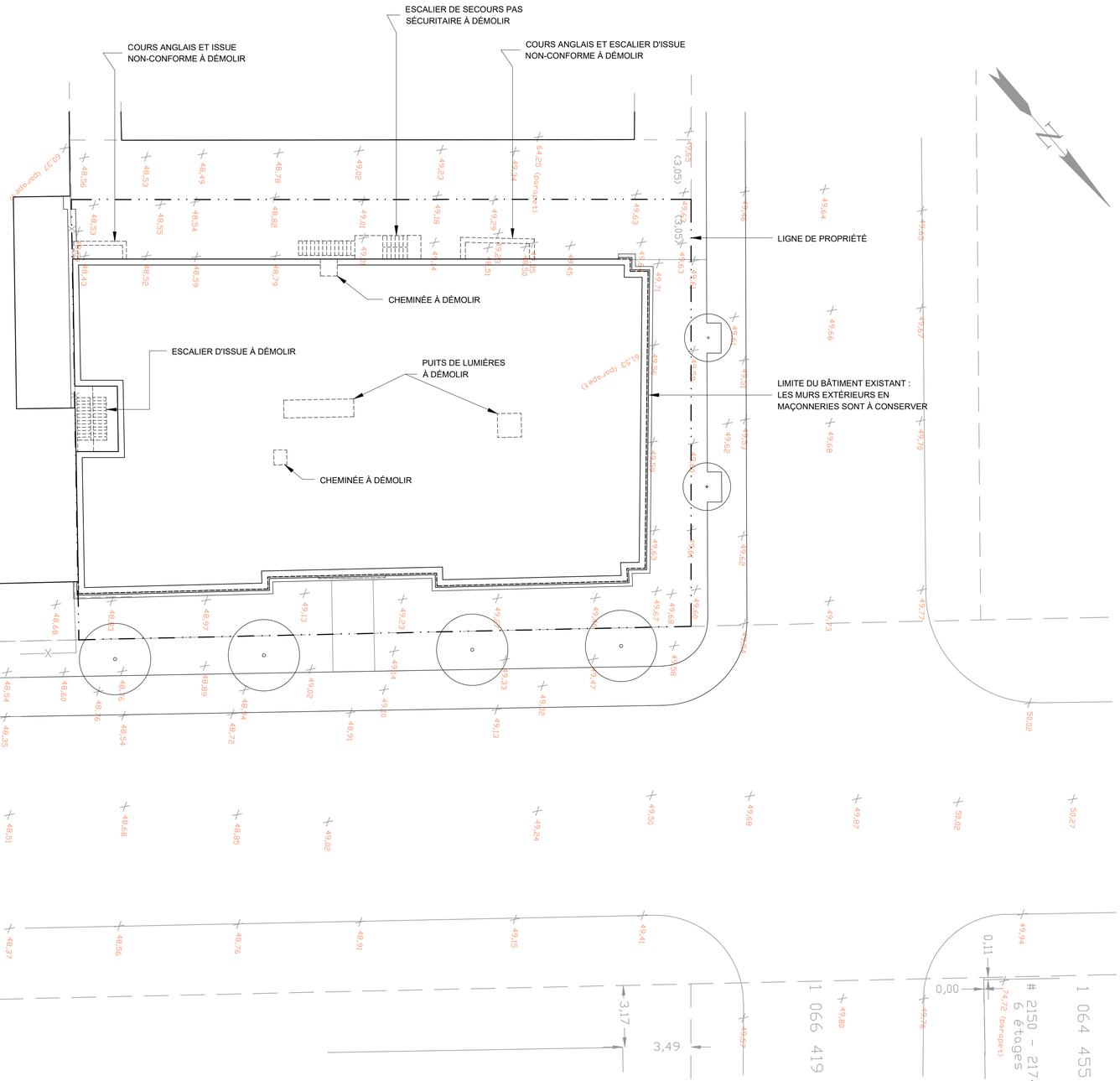
*.6 Les travaux de démolitions respecteront la caractérisation du bâtiment.*

*.7 Aucun travail de démolitions de charpente ne sera entrepris avant que les murs de briques ont été étayés, et/ou sans les instructions de l'ingénieur en structure.*

## *L'ingénieur en structure*

*.1 Lors de la demande de permis, l'ingénieur en structure déposera une conception de structure, qui prévoira un étayage des murs de maçonneries existantes.*

*.2 Pendant les travaux l'ingénieur sera engagé à faire un suivi de chantier et de soumettre des rapports de chantier pendant les travaux de dégarnissage, de fondation et de structure.*




PLAN COMPOSÉ À BASE DU PLAN DE SITUATION PAR L'ARPENTEUR GÉOMÈTRE JEAN-PHILIPPE GRONDIN

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

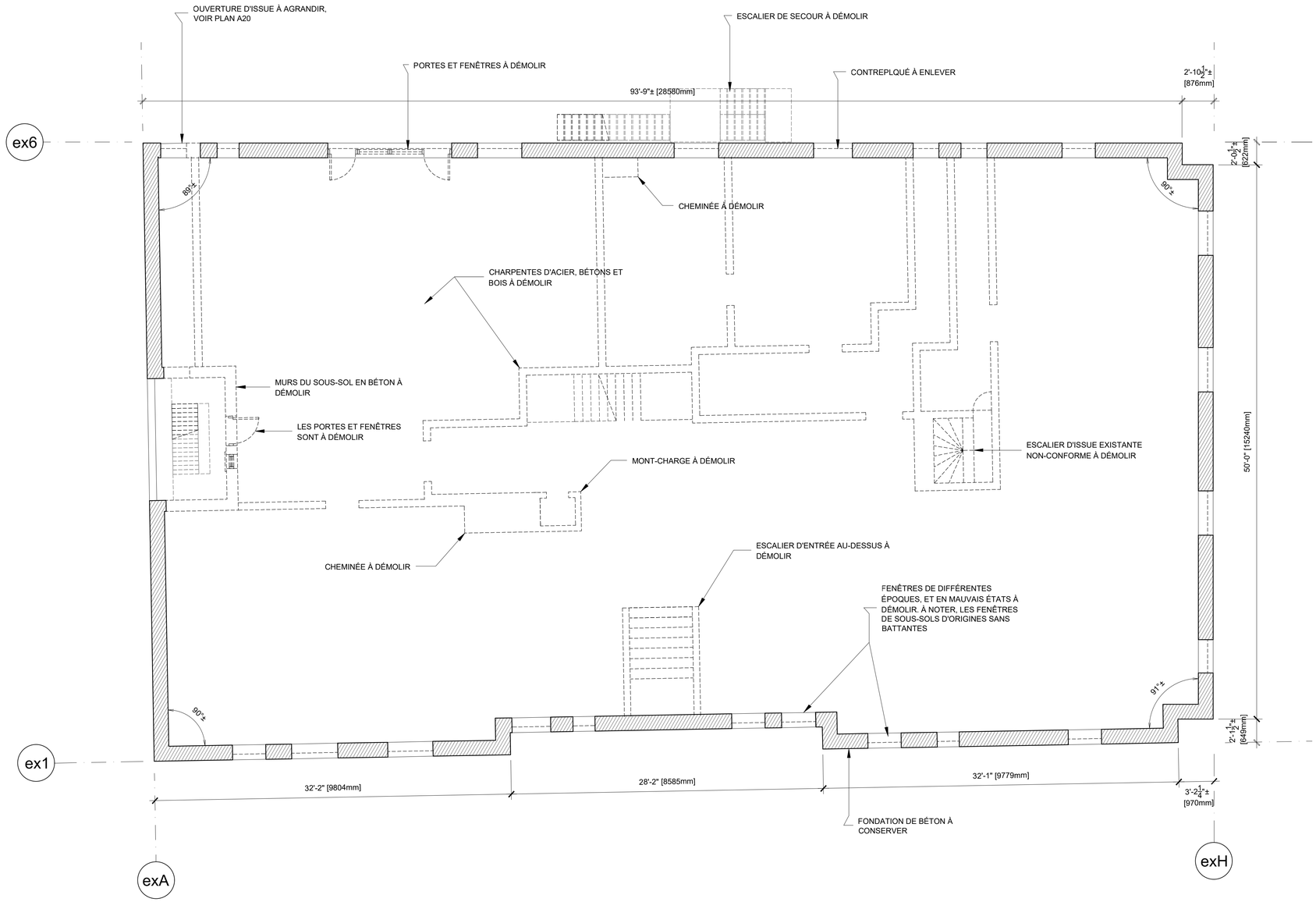
Dessin/Drawing,
*Plan de site,*
*démolitions*

Échelle/Scale,
*format 17x11* : $\frac{3}{64}$"=1'-0"
*format 34x22* : $\frac{3}{32}$"=1'-0"

ID,
D10

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

**SGA** . 2100 Lambert Closse




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

PLAN COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions


De la part de/On behalf of,


Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,

Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,

*Plan démolition, Sous-sol*

Échelle/Scale,

*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"

*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,

D20

Émission,

2022.05.02 . 3e CCU

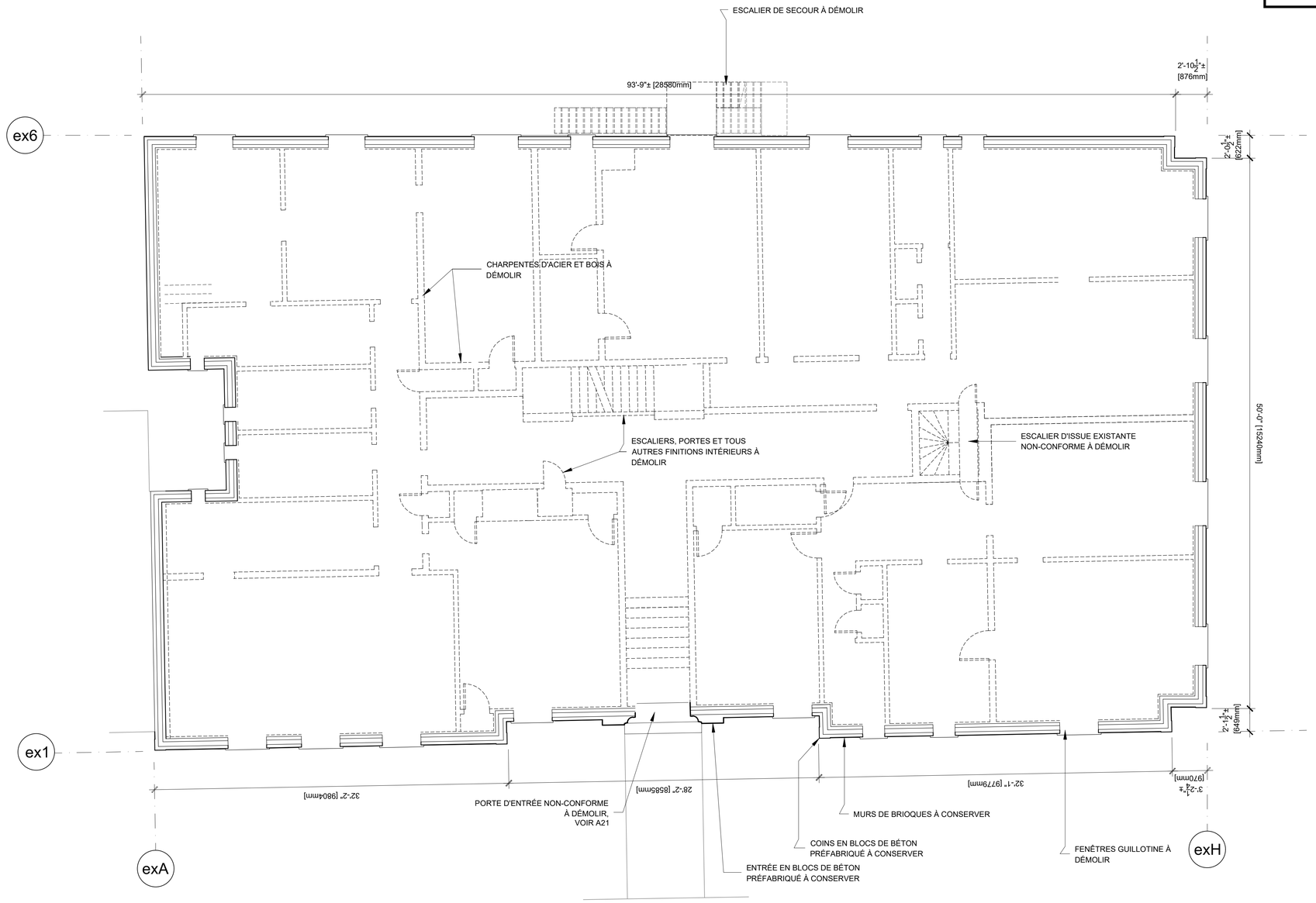
SGA . 2100 Lambert Closse


Missing or invalid reference
File: .\PPCM□I submission Workbook 2021.06.30.pdf
Sheet: 4

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




PLAN COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions


De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com

Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan démolition, Rez-de-chaussée*

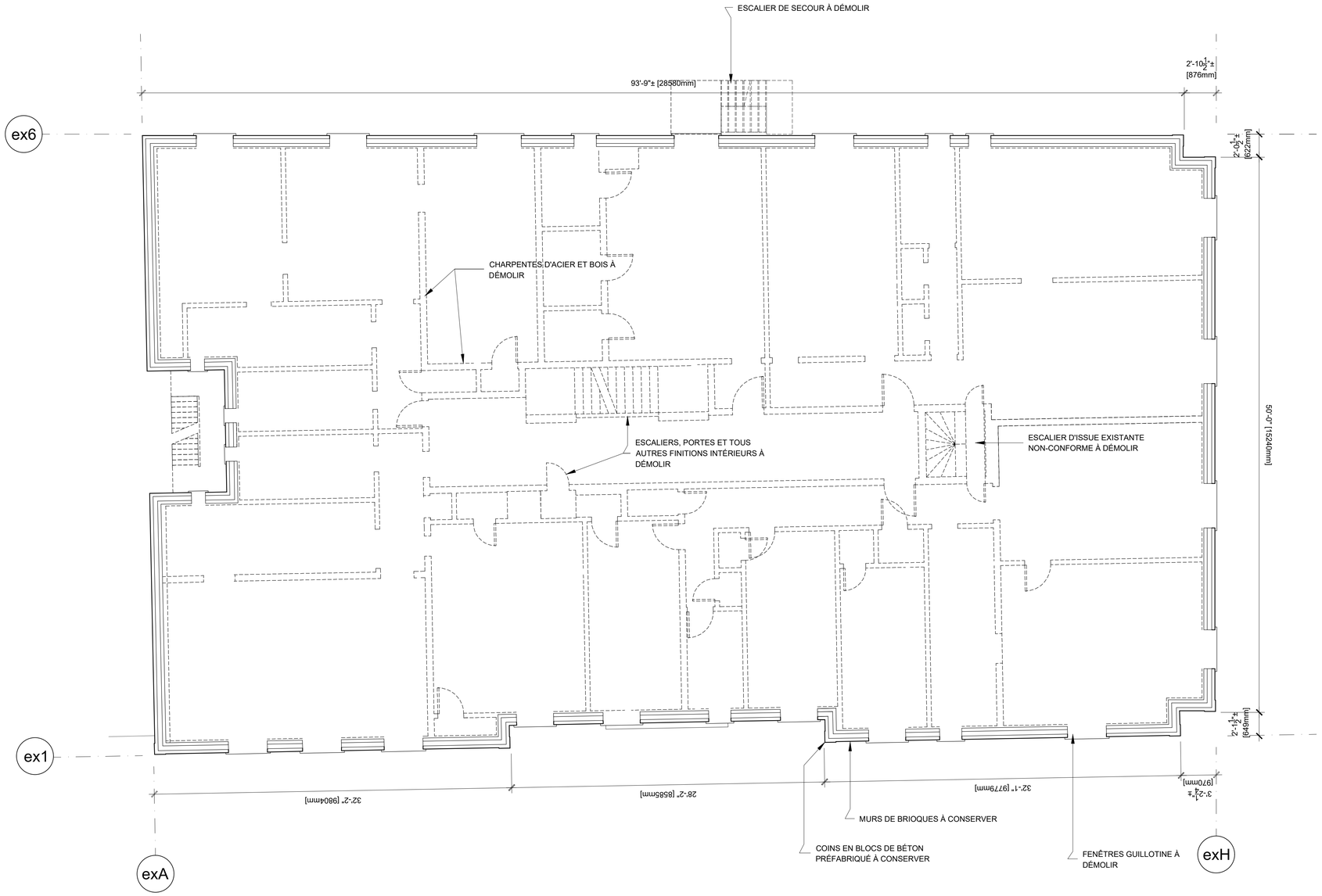
Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
D21

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse


Missing or invalid reference
File: .\PPCM□I submission Workbook 2021.06.30.pdf
Sheet: 4




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

PLAN COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan démolition, 2e*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
D22

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

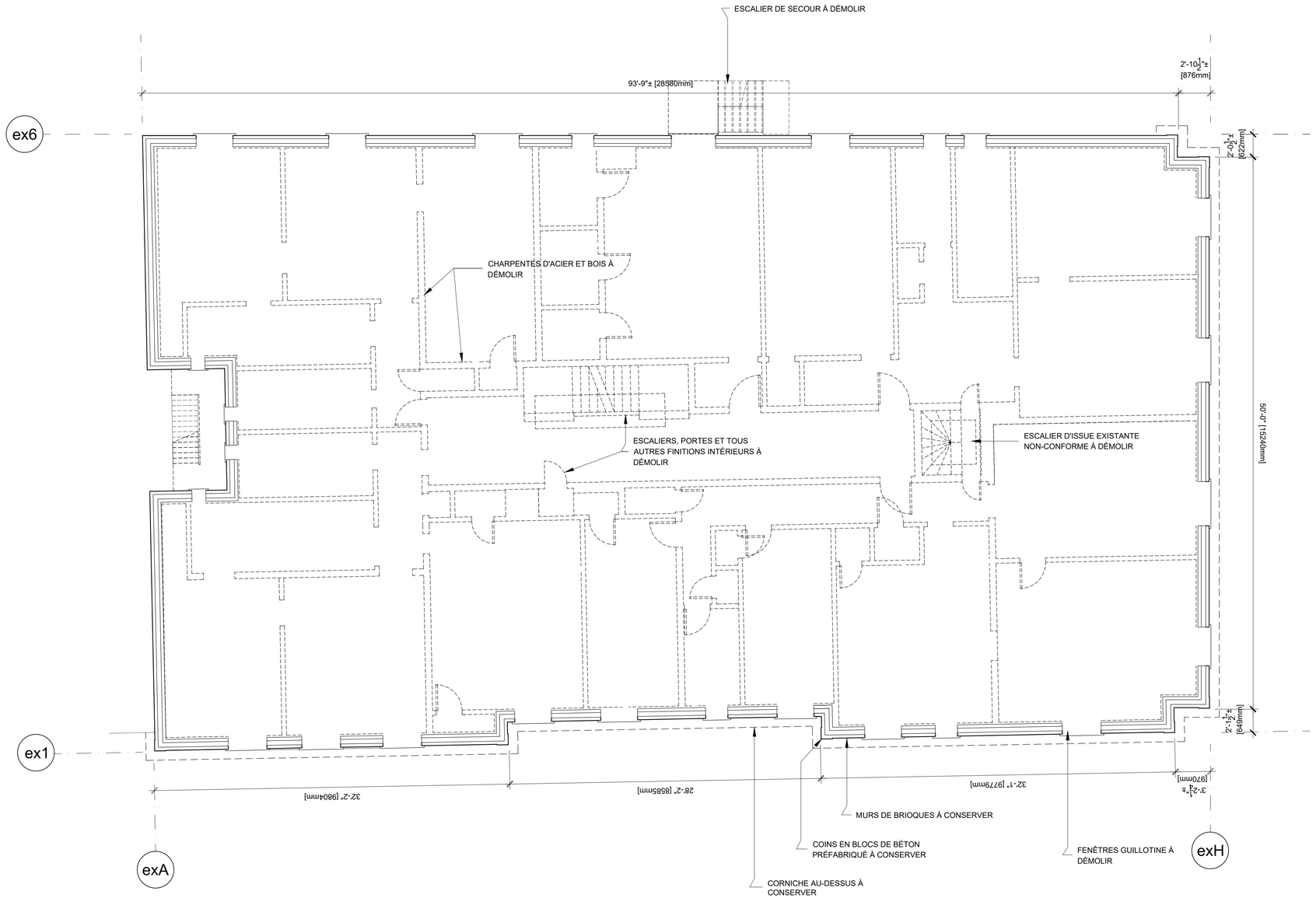
SGA . 2100 Lambert Closse


Missing or invalid reference
File: .\PPCMOI submission Workbook 2021.06.30.pdf
Sheet: 4

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




PLAN COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Plan démolition, 3e*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
D23

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

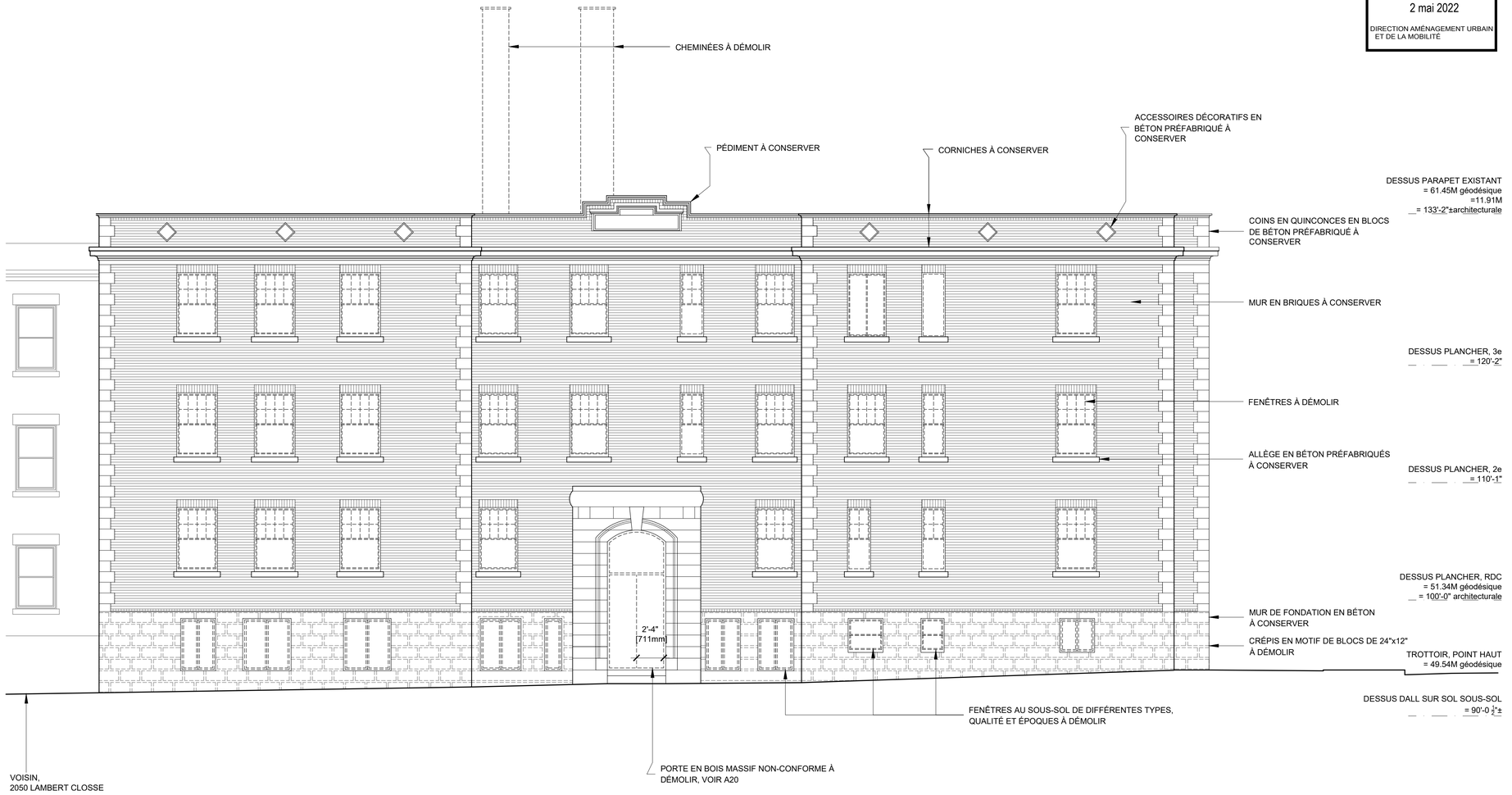
SGA . 2100 Lambert Closse


Missing or invalid reference
File: .\PPCM□I submission Workbook 2021.06.30.pdf
Sheet: 4

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




ÉLÉVATION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Élévation démolition, Lambert Closse*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
D30

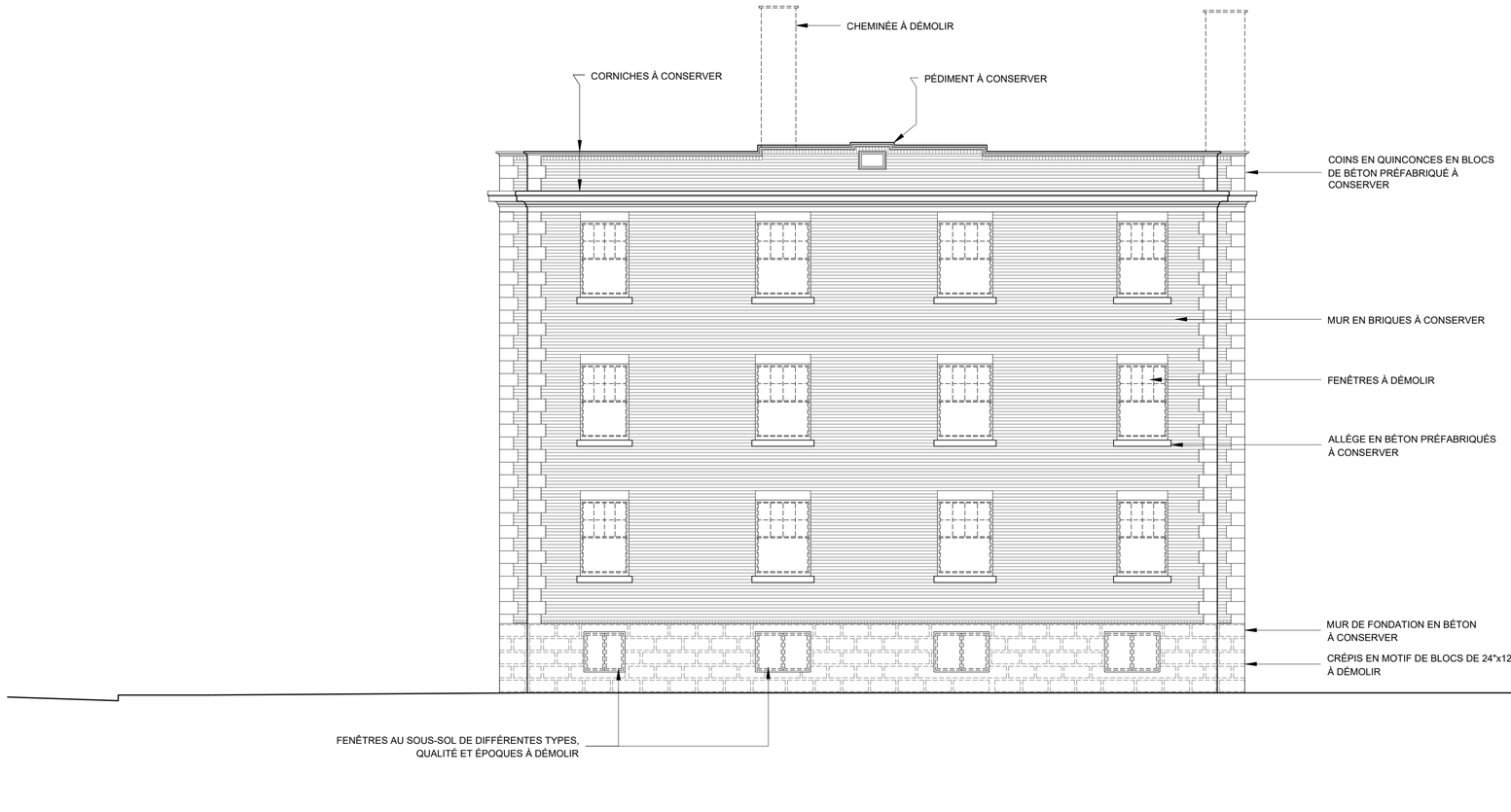
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




DESSUS PARAPET EXISTANT
= 61.45M géodésique
=11.91M
= 133'-2"±architecturale

DESSUS PLANCHER, 3e
= 120'-2"

DESSUS PLANCHER, 2e
= 110'-1"

DESSUS PLANCHER, RDC
= 51.34M géodésique
= 100'-0" architecturale

TROTTOIR, POINT HAUT
= 49.54M géodésique

DESSUS DALL SUR SOL SOUS-SOL
= 90'-0 $\frac{1}{2}$"±

ÉLÉVATION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.

Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com

Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Élévation démolition, Lincoln*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* $\frac{3}{32}$"=1'-0"
*format 34x22:* $\frac{3}{16}$"=1'-0"

ID,
D31

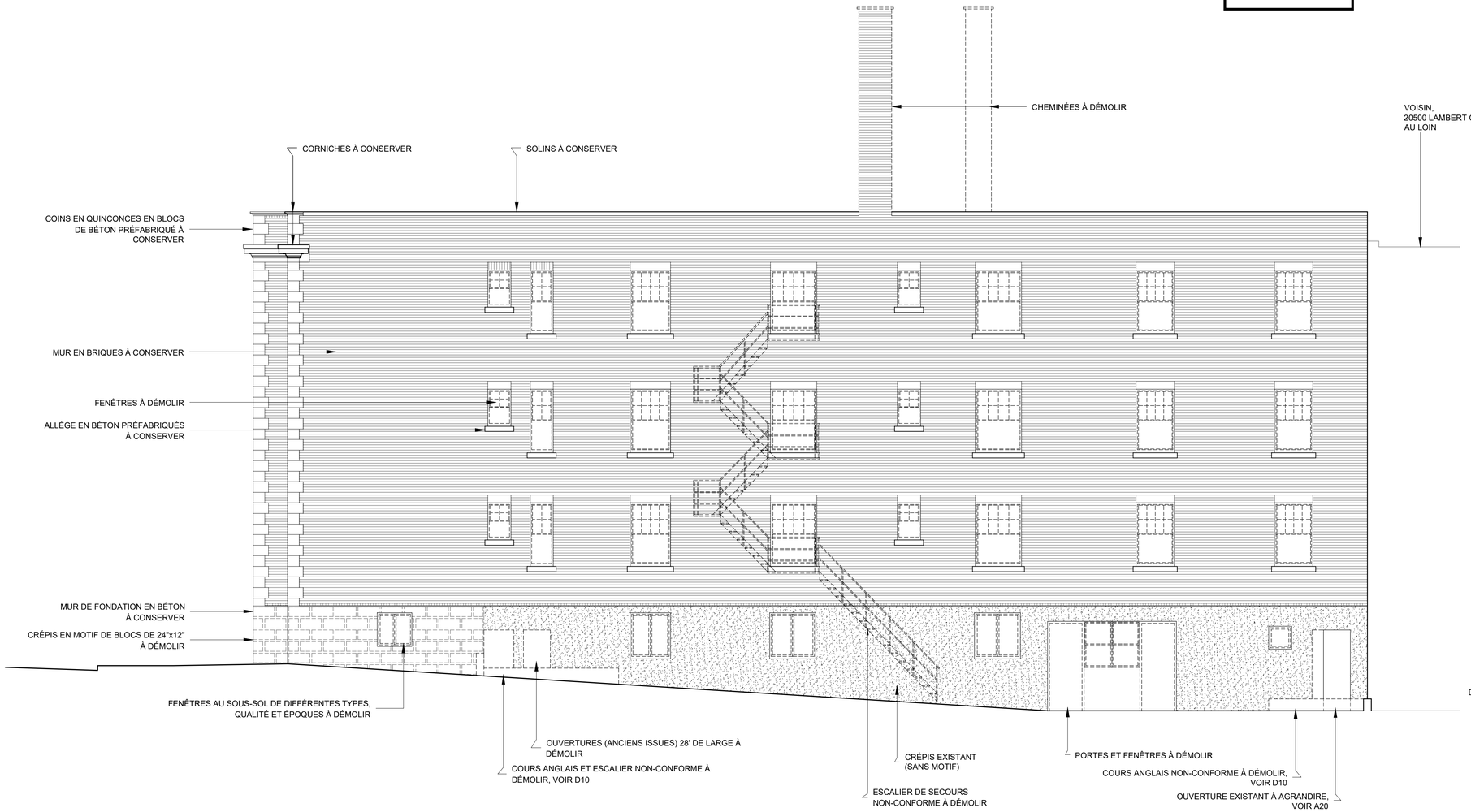
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




ÉLÉVATION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Élévation démolition, arrière*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
D31

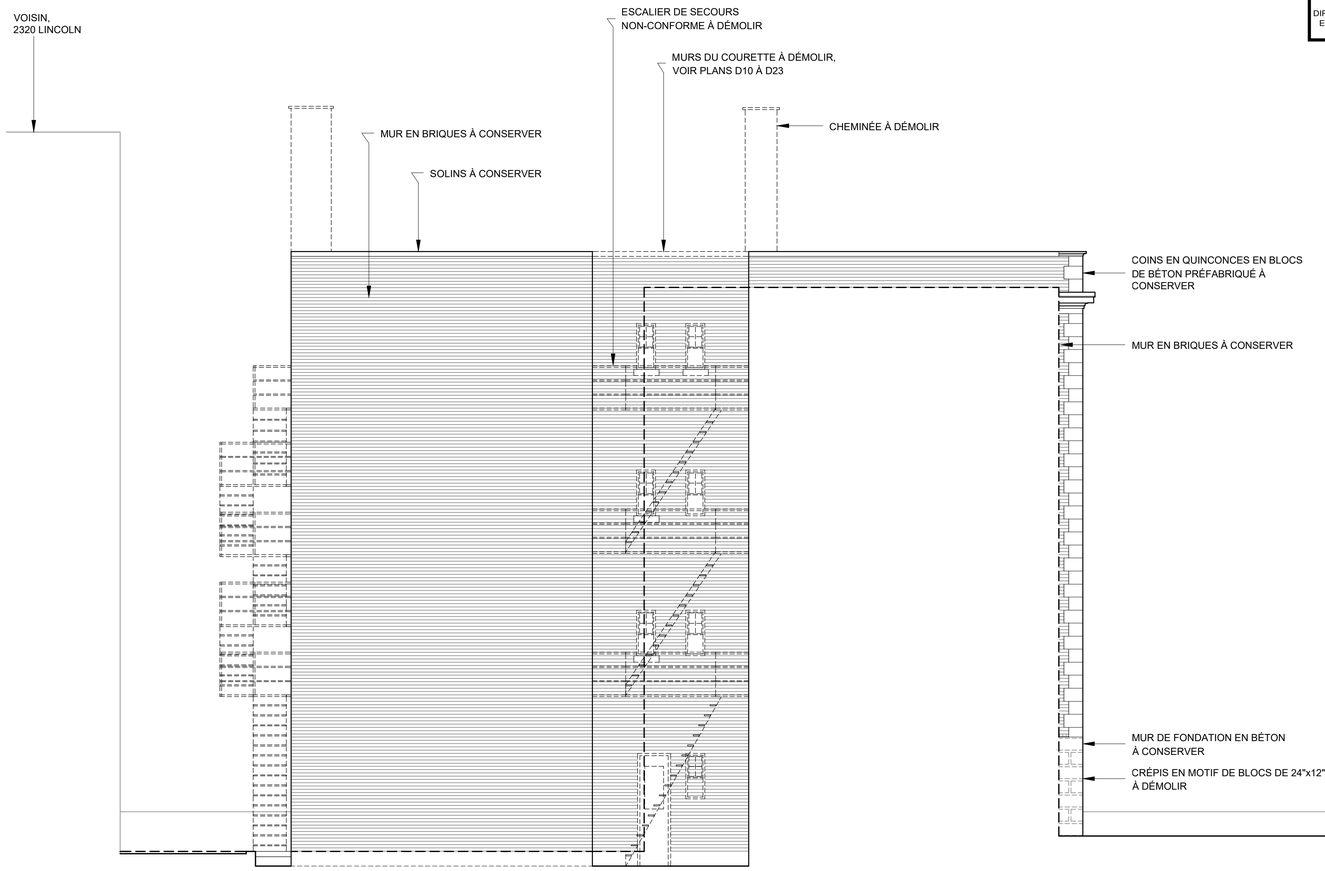
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




ÉLÉVATION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.

Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com

Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Élévation Démolition, Lincoln*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
D31

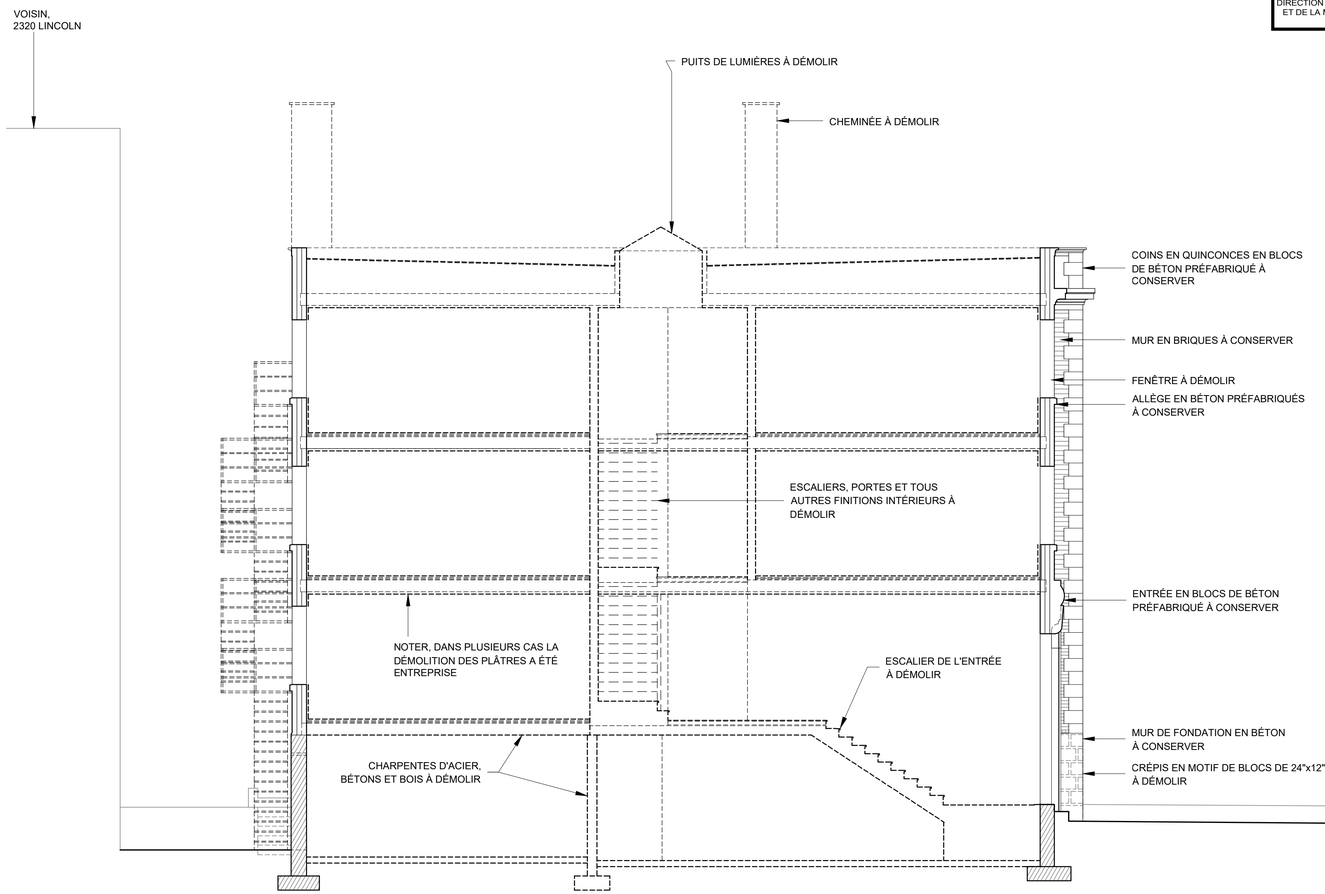
Émission,
2021.02.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




SECTION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Section Longitudinal, démoliton*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
D40

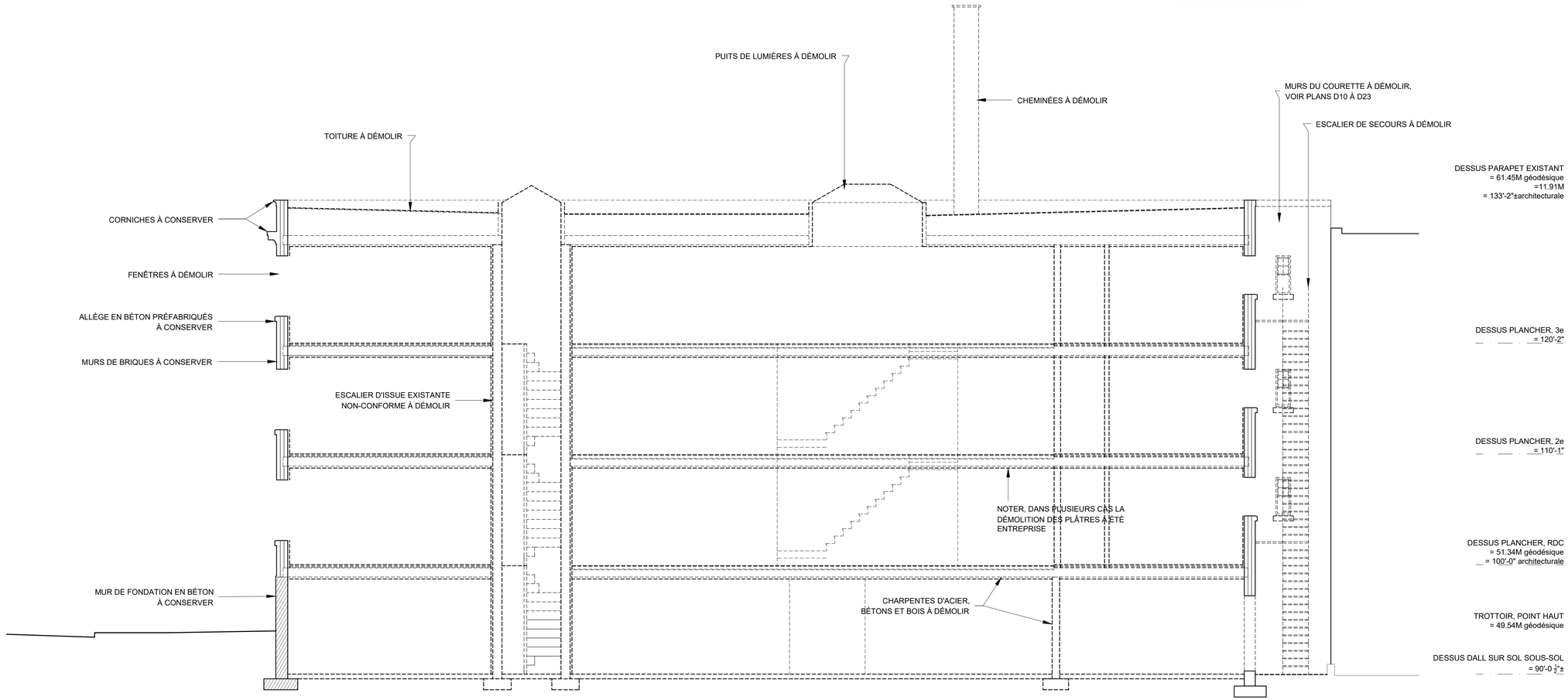
Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




SECTION COMPOSÉ À BASE DE MESURES DE CHANTIER PAR L'ARCHITECTE
À Noter, ce plan n'est pas un plan de permis, ni de construction.
Les dessins de permis seront soumis lors d'acceptation de la demande de modification de zonage.


Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Jason Narrienen
jason.narrainen@gmail.com
2100 Lambert-Close
Montreal, QC, H3H 1Z8
514.926.9557
jason.narrainen@gmail.com


Projet/Project,
Transformation,
2100 Lambert Closse
2100 rue Lambert Closse,
Montreal, H3H 1Z8

Dessin/Drawing,
*Section Transversal, est-ouest*

Échelle/Scale,
*format 17x11:* 3/32"=1'-0"
*format 34x22:* 3/16"=1'-0"

ID,
D41

Émission,
2022.05.02 . 3e CCU

SGA . 2100 Lambert Closse

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 mai 2022**
**3001718354**
**4.2.3**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET** |
| | |
| **Endroit :** | 2100, rue Lambert-Closse |
| | |
| **Responsable :** | Samuel Ferland et Judith Boisvert |
| | |
| **Description :** | La demande vise la transformation d'un bâtiment vacant et l'agrandissement en hauteur de 3 étages supplémentaires. Au final, un bâtiment de 6 étages comprenant 30 unités sera aménagé. La typologie proposée se divise ainsi :<br><br>▪ 6 unités d'une chambre à coucher (20 %);<br>▪ 12 unités de 2 chambres à coucher (40 %);<br>▪ 12 unités de 3 chambres à coucher (40 %).<br><br>L'intérieur du bâtiment sera complètement démoli afin de faire place aux nouveaux logements. La proposition vise à conserver, restaurer et intégrer les composantes extérieures (briques et pierres) d'origine. Les fenêtres et les portes seront toutefois remplacées par de nouvelles plus écoénergétiques, cependant, celles-ci respecteront la forme et l'apparence de celles originalement installées. Aucune ouverture d'origine ne sera modifiée.<br><br>Avec cet agrandissement, le bâtiment culminera à une hauteur de 23,09 m (total hors tout) et comportera 6 étages. Le taux d'implantation restera inchangé. Un ascenseur sera implanté afin de faciliter l'accès aux logements. L'agrandissement en hauteur augmentera la densité du site qui passera, au final, à environ 3,17.<br><br>Le projet ne pourra inclure une aire de stationnement en sous-sol puisqu'une servitude de non-construction datant de 1919 interdit le passage de véhicules et la construction d'issues de secours. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Aux séances du 10 septembre 2020 et du 9 septembre 2021, le CCU a émis des avis favorables avec conditions pour ce projet. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La proposition respecte les objectifs et critères du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (CA-24-011). |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet respecte les exigences du Plan d'urbanisme en matière de hauteur et de densité prescrites. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet permettra de sauvegarder, de restaurer et de mettre en valeur un bâtiment vacant et ayant un intérêt architectural. |
| | |
| **Considérant que :** | La réalisation du projet viendra réaffirmer et préserver le caractère patrimonial du bâtiment et ainsi conserver ses composantes d'origine; |
| | |
| **Considérant que :** | L'agrandissement reprend certaines des caractéristiques architecturales du bâtiment et de l'unité de paysage tout en introduisant l'expression d'un vocabulaire contemporain. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition présentée le 2 mai 2022 répond à plusieurs commentaires et conditions énoncées par le CCU lors de sa séance du 9 septembre 2022. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **S'adjoindre d'un spécialiste en restauration afin de produire et déposer un devis de restauration qui indiquera précisément les éléments à remplacer, à restaurer ou à conserver.**
- **Fournir des documents préparés par un ingénieur en structure précisant la stratégie de maintien *in situ* des façades ainsi que la stratégie structurale pour le rehaussement du bâtiment.**
- **Lors de la réalisation des travaux de dégarnissage, de fondation et de structure, un ingénieur en structure devra superviser les travaux afin d'assurer le maintien en place et la conservation des façades. Un rapport préparé par ce dernier devra être déposé à l'arrondissement bimensuellement.**
- **Fournir une garantie monétaire de 25% de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment et de son terrain correspondant aux exigences prévues au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), et ce, afin de s'assurer de la préservation dans son intégralité du bâtiment patrimonial existant;**
- **Déposer un plan d'aménagement paysager complet qui sera assujetti aux objectifs et critères du Titre VIII.**
- **Déposer une étude éolienne et un projet intégrant les mesures de mitigation le cas échéant.**
- **Les transformations du bâtiment doivent être substantiellement conformes aux plans préparés par Simon Glew, architecte et estampillés par l'arrondissement le 2 mai 2022.**
- **La demande de certificat de transformation devra être soumise à la procédure du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282*. En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :**
  - **le caractère distinctif et la prédominance visuelle du bâtiment existant devraient être préservés;**
  - **la volumétrie et la matérialité de l'agrandissement doivent tendre à minimiser sa visibilité à partir de la voie publique;**

| | |
|---|---|
| o **la matérialité et la composition des ouvertures du nouveau volume devraient contribuer, tout en s'inspirant du volume d'origine, à s'en distinguer;**<br>o **la sobriété du langage architectural est favorisée par une intégration harmonieuse au contexte environnant**. | |
| | |
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.08

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1227303005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la construction d'un ou plusieurs bâtiments dérogeant notamment à la superficie de plancher maximale pour un volume en surhauteur, aux dispositions d'usages et à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit pour l'immeuble situé sur les lots 3 068 208, 6 363 545, 6 427 576, 6 427 578 et PC-42722, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble — Esplanade Cartier |

1. D'accorder, sur les lots 3 068 208, 6 363 545, 6 427 576, 6 427 578 et PC-42722, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

a) déroger notamment aux articles 34.2, 50, 179, 183, 228, 270, 369, 392, 582 et 583 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la superficie de plancher pour un volume en surhauteur, au taux d'implantation maximal, au niveau maximal occupé par un usage commercial spécifique, à un usage résidentiel occupant un niveau égal ou inférieur à un usage commercial, à l'occupation d'un local du rez-de-chaussée par un usage résidentiel, à la superficie maximale d'un usage débit de boissons alcooliques, à la projection maximale d'un balcon en saillie, à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit et au nombre minimal de quais de chargement;

b) ériger, aménager et occuper, par phase, un ou des complexes immobiliers sur le site visé conformément aux plans numérotés 31, 44, 47, 50, 70, 77, 78 et 79 réalisés par NOS Architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 mai 2021;

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes relatives au cadre bâti du site identifié à la page 70 des plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1) de la présente résolution :

a) aucun bâtiment hors-sol n'est autorisé dans les îlots 7-A, 7-B et 8;

b) à l'exception d'une dépendance, l'implantation d'un bâtiment hors-sol n'est autorisée que dans les îlots 1, 2, 3B, 4, 5A, 5B et 6;

c) seul le taux d'implantation maximal de l'îlot 4 peut dépasser le taux maximal prescrit par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

d) dans les îlots 4, 5B et 6, la construction d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite est uniquement autorisée aux emplacements identifiés « ZONE DE SURHAUTEUR » à la page 31 de ces plans;

e) dans les îlots 4, 5B et 6, la superficie de plancher brute, incluant les balcons, d'un étage d'un volume distinct situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit être égale ou inférieure à 1 500 m²;

f) dans les îlots 4, 5B et 6, un mur latéral érigé à la limite latérale doit avoir un retrait pour la portion située au-dessus de la hauteur en mètres prescrite sur au moins 80 % de la largeur du bâtiment face à un autre terrain;

g) les balcons, les galeries ou les éléments architecturaux faisant saillie d'au plus 2,5 m sont uniquement autorisés dans les marges latérales adjacentes aux îlots 9 et 10 et à une hauteur égale ou inférieure à 30 m;

3. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes relatives aux usages autorisés dans le site identifié à la page 70 des plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1. de la présente résolution :

a) au rez-de-chaussée, seuls les locaux suivants peuvent être occupés par des usages résidentiels :

i. dans l'îlot 1, les locaux adjacents à une façade faisant face à la rue Tansley;

ii. les locaux situés dans l'îlot 3B;

iii. dans les îlots 5A et 5B, les locaux adjacents à une façade faisant face à la rue Parthenais ou Falardeau;

b) seuls les bâtiments ou les parties de bâtiments des îlots 4 ou 5B peuvent comprendre des locaux occupés par des usages commerciaux additionnels non conformes à l'article 183 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

c) la hauteur maximale d'un étage comprenant un local visé au sous paragraphe b) du paragraphe 3. de la présente résolution est de 30 m;

d) dans l'îlot 1, seule la partie de bâtiment identifiée « RESTAURANT OU DÉBIT DE BOISSONS ALCOOLIQUES » aux pages 78 et 79 de ces plans peut exploiter un usage « débit de boissons alcooliques » ou « restaurant »;

e) dans l'îlot 6, un seul établissement d'une superficie maximale de 250 m² exploitant un usage « débit de boissons alcooliques » et un usage « restaurant » situé à un étage supérieur au rez-de-chaussée peut occuper un étage égal ou inférieur au sixième étage;

f) malgré les sous-paragraphes d) et e) du paragraphe 3. de la présente résolution, un seul établissement exploitant l'usage « débit de boissons alcooliques » est autorisé à un étage supérieur au rez-de-chaussée;

g) un usage commercial autorisé au même niveau ou à un niveau supérieur à un logement dans une partie de bâtiment qui ne constitue pas un volume distinct doit être séparé par un mur d'une largeur d'au moins 0,2 m et le niveau sonore à l'intérieur de la partie du bâtiment occupée par un logement, doit être égal ou inférieur à 40 dBA Leq (24 h);

h) l'aménagement d'un café-terrasse d'une superficie maximale de 250 m² sur un toit est uniquement autorisé dans les îlots 1 et 6 et doit être rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques situé au même niveau ou au niveau immédiatement inférieur;

i) dans l'îlot 1, aucun étage de la partie de bâtiment identifiée « MAISON DE PROJET » aux pages 77 et 79 de ces plans ne peut être occupé par un logement;

j) dans l'îlot 6, un café-terrasse ne peut être situé au même niveau qu'un logement situé dans l'îlot 6 ni au niveau immédiatement inférieur ou niveau immédiatement supérieur;

k) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, transformation, ou de certificat d'occupation d'une construction qui comporte un usage commercial spécifique à un étage supérieur au rez-de-chaussée ou un café-terrasse sur un toit, en plus des documents requis par la réglementation, une étude acoustique;

4. D'assortir cette autorisation de la condition suivante relative au chargement dans le site identifié à la page 70 des plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1. de la présente résolution :

a) seuls les îlots 4, 5B et 6 ne requièrent pas un nombre minimal d'unités de chargement;

5. D'assortir cette autorisation de la condition de soumettre la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent dans le site identifié à la page 70 des plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1. de la présente résolution :

a) afin de minimiser l'impact des constructions d'un étage à une hauteur supérieure à 30 m sans superficie plancher maximale et d'assurer la qualité architecturale du projet :

i. dans les îlots 4, 5B et 6 identifiés à la page 31 de ces plans, un bâtiment hors-sol doit tendre à être construit à un emplacement identifié « Zone d'implantation des bâtiments »;

ii. un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit tendre à être construit à un emplacement identifié « VOLUME EN SURHAUTEUR » aux pages 44, 47 et 50 de ces plans;

iii. la volumétrie et l'architecture d'un bâtiment doivent minimiser, dans les espaces publics actuels et projetés, les effets négatifs sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes;

iv. la conception d'un bâtiment doit favoriser les économies d'énergie, notamment par l'utilisation de matériaux de construction durables;

v. la construction doit favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs;

vi. un étage en surhauteur doit tendre à être formé de deux volumes de 750 m² joints par un plancher de superficie inférieure;

vii. la jonction entre deux volumes de surhauteur doit tendre à être perceptible depuis une rue ou un parc;

viii. un balcon projetant de plus de 1,5 m doit tendre à constituer un élément architectural intégré au basilaire;

ix. le traitement des balcons du basilaire, notamment les soffites et les garde-corps, doit tenir compte de son impact visuel depuis le domaine public adjacent et le parc;

x. les garde-corps des balcons d'un basilaire doivent tendre à être constitués de barrotins;

b) afin de favoriser la cohabitation harmonieuse des usages :

i. pour un usage « débits de boissons alcooliques » ou un usage « restaurant » à un étage supérieur au rez-de-chaussée ou un café-terrasse aménagé sur un toit, des mesures de mitigation, tel un écran acoustique ou végétal, sont privilégiées et l'emplacement de l'usage doit permettre de limiter les nuisances relatives au bruit perceptible depuis un usage résidentiel;

ii. pour un usage commercial à une hauteur supérieure au rez-de-chaussée au même niveau ou à un niveau supérieur à un logement, les caractéristiques du projet, tel que son emplacement et son aménagement, doivent permettre de limiter les nuisances, notamment sur la circulation entre les portions commerciale et résidentielle du bâtiment, le bruit et, le cas échéant, sur les autres activités exercées à l'intérieur de l'établissement et du bâtiment;

iii. un usage commercial doit être intégré harmonieusement au milieu environnant quant à l'apparence extérieure de la construction, l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs;

iv. un entablement séparant le rez-de-chaussée des étages et pour supporter une enseigne doit être favorisé;

c) afin de favoriser l'animation du domaine public :

i. un usage résidentiel occupant le rez-de-chaussée doit favoriser l'intégration du projet dans son milieu environnant dans son apparence extérieure et dans l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs;

ii. l'impact d'un usage résidentiel occupant le rez-de-chaussée sur l'animation de la rue doit être minimisé, notamment en privilégiant une interface ouverte avec le domaine public;

iii. une unité de chargement doit être située et aménagée de manière à minimiser les impacts associés aux activités de livraison;

iv. les aires à rebuts doivent être intégrées à l'architecture du bâtiment et être conçues de manière à minimiser les nuisances qui leur sont associées, notamment le bruit et les odeurs;

6. De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-06-01 16:02

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227303005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la construction d'un ou plusieurs bâtiments dérogeant notamment à la superficie de plancher maximale pour un volume en surhauteur, aux dispositions d'usages et à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit pour l'immeuble situé sur les lots 3 068 208, 6 363 545, 6 427 576, 6 427 578 et PC-42722, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble — Esplanade Cartier |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une demande visant la construction d'un bâtiment comportant, notamment, trois volumes à une hauteur supérieure à 30 m dont les étages ont une superficie plancher supérieure à 750 m² a été déposée pour le site des trois dernières phases du projet de développement Esplanade Cartier. Le projet peut être autorisé en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) moyennant le respect des conditions et critères de ce règlement.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

14 décembre 2021 – CA21 240527 – Autoriser un usage résidentiel situé au rez-de-chaussée, en vertu de la procédure des usages conditionnels, pour le bâtiment situé au 1296, rue Parthenais (lot 6 427 577) - Esplanade Cartier (bâtiment social)
14 décembre 2021 – CA21 240530 – Autoriser un usage résidentiel situé au rez-de-chaussée, en vertu de la procédure des usages conditionnels, pour le bâtiment situé au 1296, rue Parthenais (lot 6 427 576) - Esplanade Cartier phase 3B

14 décembre 2021 – CA21 240529 – Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment comprenant des saillies projetant à une distance supérieure au maximum prescrit, pour le bâtiment situé au 1296, rue Parthenais (lot 6 427 576) - Esplanade Cartier Lot 3B

10 mars 2020 – CA20 240123 – Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne comportant pas de quai de chargement, pour le bâtiment situé sur le lot 6 297 944 du cadastre du Québec au sud-ouest de l'intersection des rues Parthenais et Sainte-Catherine - Esplanade Cartier Phase 1

11 février 2020 – CA20 240077 – Accepter l'engagement à céder une partie correspondant à 10 % de la superficie du terrain à titre de contribution pour fins de parcs (1207303001)

22 octobre 2019 – CM19 1145 – Adopter un Règlement abrogeant le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue De Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152)

2 avril 2004 – Adopter un Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152)

**DESCRIPTION**

*Site*
Le site est composé d'une parcelle de plus de 20 000 m², qui correspond à plus des trois quarts de l'îlot. Historiquement, cet emplacement a toujours été occupé par des activités industrielles lourdes, incluant des ateliers de construction de locomotives. Depuis 2019, le redéveloppement du site s'est amorcé avec la construction d'un bâtiment composé de deux volumes hors-sol d'une hauteur de 45 m entourant une placette accessible au public. À terme, le site fera l'objet d'un développement immobilier comprenant 6 volumes hors-sol et deux bâtiments ayant front sur la rue Parthenais qui accueilleront des logements sociaux.

*Projet*
La demande vise à construire un bâtiment comportant trois volumes hors-sol d'une hauteur maximale de 65 m. Le bâtiment serait composé de trois basilaires d'une hauteur maximale de 30 m surmontés de trois tours de superficies planchers dont les étages ont des superficies, d'au plus, 1 454 m² : ces tours sont morcelées en deux volumes, d'une superficie maximale de 750 m² chacune, jointes par un volume plus petit. La programmation exacte du projet reste à déterminer, bien que l'usage résidentiel sera prédominant et que les usages commerciaux soient obligatoires au rez-de-chaussée. Au sol, le site de l'Esplanade Cartier sera traversé par deux rues, la prolongation des rues Tansley et Falardeau, et un parc sera localisé au milieu du site. Au nord du parc, une placette aménagée fera le lien vers la rue Sainte-Catherine. Un bâtiment de logements sociaux ayant front sur la rue Parthenais au sud de la future rue Falardeau est également inclus dans le site visé par la demande.

Le premier bâtiment, c'est-à-dire l'îlot 4 situé à l'angle de la rue Tansley et de l'avenue De Lorimier, serait composé d'un basilaire à hauteurs variant de 14 m à 30 m dont le taux d'implantation atteint 86 %. Ce basilaire comportera des bureaux du côté de l'avenue De Lorimier alors que, du côté du parc, ce dernier comprendra des usages résidentiels, à l'exception du rez-de-chaussée commercial. Vue en plan, la partie en surhauteur a une implantation en « L » qui présente un recul de 1,5 m sur la rue Tansley et de 3 m sur Falardeau, mais des balcons projettent de 1,5 m sur cette dernière façade. Le recul le plus important est celui depuis l'avenue De Lorimier qui atteint 16 m dans sa partie la plus avancée. Du côté du parc, une portion de la tour (30 %) est alignée avec la façade du basilaire.

Pour l'îlot 5, c'est-à-dire celui qui est au sud-est à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Parthenais, la programmation comprend un bâtiment social (5A) et un bâtiment privé (5B) : c'est ce dernier qui déroge à la superficie plancher maximale d'un volume en surhauteur. Contrairement au bâtiment de l'îlot 4, c'est l'implantation du basilaire du bâtiment 5B qui présente une forme en « L » alors que la tour a une implantation en ligne continue. Comme dans l'îlot 4, le basilaire de la partie 5B est à la fois résidentiel et à la fois commercial dans sa partie sud-est. De son côté, la tour présente un retrait de façade de 1,5 m par rapport au basilaire sur la rue Falardeau alors que le retrait atteint 30 m sur la rue Parthenais et 5 m sur le boulevard René-Lévesque. Une portion du volume en surhauteur n'a aucun recul du côté du parc sur un linéaire de façade de 29 m. Le reste de cette façade présente un retrait d'au moins 1,5 m.

Enfin, l'îlot 6, situé au sud-ouest du site, comprend un basilaire plus carré, mais, à la manière de l'îlot 4, un volume en surhauteur en « L » dont une des barres est plus oblique. Cette orientation oblique est une caractéristique présente sur l'îlot 2 situé à l'angle de l'avenue De Lorimier et de la rue Sainte-Catherine qui est en cours de construction. La portion aérienne de la tour présente un recul de 23 m à 26 m depuis l'avenue De Lorimier alors que les reculs sur les autres axes ont les dimensions suivantes : 1,5 m sur la rue Falardeau, 5 à 10 m sur le boulevard René-Lévesque. Sur le toit du basilaire de l'îlot 6, entièrement dédié au bureau, sera aménagé un café-terrasse ayant front sur le boulevard René-Lévesque en direction du fleuve. Un café-terrasse est également proposé sur l'îlot 1, en cours de construction. Ce café-terrasse servirait pour l'espace communautaire prévu sur le toit du basilaire à l'angle de la rue Sainte-Catherine et de la placette.

**Dérogations à la réglementation d'urbanisme (Règlement d'urbanisme (01-282))**
Cadre bâti et chargement :

- Article 34.2, un étage situé à une hauteur supérieure à 30 m doit avoir une superficie égale ou inférieure à 750 m² : les trois volumes à construire ont des tours dont les superficies supérieures atteignent, au plus, 1 454 m² chacun.
- Art. 50, le taux d'implantation maximal de l'îlot 4 est de 84 % et le taux proposé est de 86 %.
- Art. 369, la projection maximale d'une galerie ou d'un balcon est de 1,5 m et le projet comprend des balcons projetant d'au plus 2,5 m.
- Art. 582 et 583 prescrivent un nombre minimal d'unités de chargement en fonction des superficies dédiées aux usages commerciaux.

Usages :

- Art.179, un usage tel que débit de boissons alcooliques et restaurant ne peut s'implanter à un étage supérieur au deuxième : le projet propose de tels établissements dans deux locaux situés aux niveaux 3 et 4.
- Art. 183, un usage commercial ne peut occuper un étage d'un niveau occupé par un usage résidentiel ou supérieur à celui-ci et les basilaires des îlots 4 et 5 ont des usages bureau et habitation à tous les étages.
- Art. 228 interdit les usages résidentiels au rez-de-chaussée, mais ceux-ci peuvent être autorisés selon la procédure des usages conditionnels en vertu de l'article 136.
- Art. 270 limite la superficie plancher d'un débit de boissons alcooliques à 200 m², mais une superficie plus grande peut être autorisée selon la procédure des usages conditionnels en vertu de l'article 274.
- Art. 392 interdit l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit dans ce secteur et le projet prévoit un café-terrasse sur les toits des bâtiments des îlots 1 et 6.

Il est possible de déroger à ces dispositions en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011). L'article 9.6 de ce règlement précise les critères d'analyse d'une dérogation à la disposition relative à la superficie plancher maximale, notamment :

- favoriser une volumétrie élancée et des reculs de façades qui réduisent l'impact perceptible des constructions en hauteur sur le domaine public, notamment l'avenue De Lorimier, la rue Parthenais, le boulevard René-Lévesque, les parcs et les places publiques;
- favoriser une volumétrie qui permet de dégager les vues vers le fleuve Saint-Laurent et les vues d'intérêt;
- contribuer à l'enrichissement du paysage montréalais, tant à l'échelle de la rue, du quartier, de la ville que de la métropole.

Les dispositions dérogeant aux articles 34.2, 50, 179, 183, 228, 270 et 392 du Règlement d'urbanisme sont susceptibles d'approbation référendaire. Enfin, l'autorisation est conforme au Plan d'urbanisme et ne doit faire l'objet d'aucun examen de conformité en vertu du Règlement 15-073.

**JUSTIFICATION**

Dans un premier temps, la demande d'autorisation en vertu du règlement sur les projets particuliers permet de figer certains aspects du développement en amont. En effet, la proposition soumise est l'occasion de localiser de façon plus précise les espaces non constructibles du projet conformément aux orientations du PPU des Faubourgs. Elle permet aussi de circonscrire la volumétrie en fonction des orientations prévues par la réglementation, par exemple, en interdisant la construction de tours dans les cônes des vues protégées. Enfin, chaque dérogation à la réglementation en vigueur est justifiée par une vision d'ensemble attachée au développement du site. Sans respecter la lettre de la réglementation d'urbanisme, l'encadrement par une résolution, en vertu des projets particuliers, permettra d'assurer une cohérence avec les grands principes d'aménagement édictés dans le PPU des faubourgs et dans le projet d'ensemble soumis.

**Superficies planchers supérieures à 750 m²**

L'objectif de la disposition des superficies planchers maximales est d'abord de réduire l'effet massif des constructions en hauteur sur les piétons. C'est ce qui explique le premier critère, du règlement sur les projets particuliers, visant à limiter l'impact sur le domaine public et, à cet effet, le demandeur a fourni plusieurs perspectives depuis les rues limitrophes qui permettent de simuler l'ambiance dans le secteur. L'impact sur les axes nord-sud, avenue De Lorimier et rues Parthenais, est passablement limité étant donné que les tours sont concentrées au centre de l'îlot afin de profiter des vues d'intérêt vers le pont Jacques-Cartier. L'effet est limité du côté de René-Lévesque, notamment parce que le recul varie de 5 à 7 m et que le contexte du boulevard justifie la présence de volumes plus imposants. Cette disposition permet justement de marquer le caractère urbain par rapport à l'aspect actuel plus autoroutier.

La présence visuelle des volumes plus massifs doit également s'évaluer à l'échelle du paysage de la ville, notamment en ce qui concerne les vues protégées. Pour cette raison, l'implantation choisie pour les tours est située à l'extérieur des cônes de vues en direction du pont Jacques-Cartier. Les simulations ne démontrent d'ailleurs aucun impact dans l'axe de la rue Parthenais et un impact limité dans l'axe de la rue De Lorimier.

Enfin, l'impact sur l'ensoleillement des voies adjacentes est limité à la rue Parthenais qui bénéficie d'une plage d'ensoleillement qui atteint le double de la durée minimale requise et chaque construction devra répondre aux critères du règlement, qui s'appliquent également au parc projeté, au moment de la demande de permis de construction.

**Autres dérogations**

En plus de la dérogation relative à la superficie, le projet présente d'autres aspects dérogatoires qui concernent l'architecture et les usages. D'abord, dans l'îlot 4, le taux d'implantation proposé de 86 % est supérieur au maximum prescrit de 84 %. Outre l'aspect mineur de la demande, cette dérogation offre un plus grand espace pour permettre de moduler les volumes en hauteur vers le sud de l'îlot. Une dérogation relative aux saillies des balcons est également demandée dans les marges latérales, soit les façades des bâtiments qui font face au parc. Une dérogation mineure de ce type a été accordée dans la portion basilaire de la phase 3B et permet de favoriser une plus grande présence et une interaction avec le parc en plus de mitiger les impacts éoliens de la construction en hauteur.

Au niveau des usages, la demande relative à l'habitation au rez-de-chaussée est justifiée par l'aspect des rues Falardeau, Tansley et d'une portion de la rue Parthenais compte tenu de

leurs caractères résidentiels : cette autorisation s'appliquera également au bâtiment social. La dérogation relative aux usages résidentiels et bureaux situés aux mêmes niveaux est également justifiable étant données les orientations du plan d'urbanisme en faveur de la mixité d'usage. Toutefois, la configuration des basilaires devra permettre d'éliminer les nuisances pouvant découler de cette cohabitation et des études acoustiques seront requises.

L'autorisation des café-terrasses d'une superficie maximale de 250 m² et des usages spécifiques à des étages supérieurs sont interreliés. Dans l'îlot 1, le café-terrasse serait aménagé sur le toit du commerce situé au niveau 3. Le contexte commercial de la rue Sainte-Catherine est propice à l'aménagement d'un tel espace. Du côté du boulevard René-Lévesque, le restaurant serait au même niveau que le café-terrasse aménagé sur le toit du basilaire. Le basilaire ainsi que l'étage du café-terrasse n'étant occupés par aucun usage résidentiel, l'aménagement de ce café-terrasse est également justifié.

Enfin, la dérogation relative aux quais de chargement s'explique par la nature des axes limitrophes et permet de préserver l'aspect piéton de la rue Tansley projetée. Par ailleurs, les commerces situés aux rez-de-chaussée auront des superficies réduites en continuité avec l'aspect des commerces du secteur qui s'adressent plutôt à une clientèle de proximité. Aussi l'obligation d'aménager un nombre minimal de quais devient contradictoire avec l'ambiance conviviale recherchée.

*Considérations*

- La construction permet de densifier un emplacement bien desservi par le transport en commun actuellement occupé par une importante friche urbaine contaminée et de créer un milieu de vie complet.
- L'autorisation permet de coordonner l'agencement des espaces libres et des espaces construits, de morceler un îlot d'une taille imposante et ainsi d'assurer une perméabilité des déplacements actifs.
- Les rues Falardeau et Tansley n'ont pas une vocation commerciale contrairement à la rue Sainte-Catherine située à proximité.
- La proposition s'intègre dans le secteur en favorisant des constructions en hauteur progressives et le projet a un impact négligeable sur les vues protégées.
- L'autorisation favorise l'encadrement et l'animation du domaine public.
- Le projet permet de mettre en valeur un site fortement minéralisé dans un secteur majoritairement dédié à l'automobile.

**Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Publication d'avis annonçant une assemblée publique sur le projet et la procédure d'approbation référendaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Adoption par le conseil d'arrondissement du 7 juin 2022 d'un premier projet de règlement.

- Assemblée publique de consultation du 21 juin.
- Adoption par le conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022 d'un deuxième projet de règlement.
- Publication de l'avis annonçant la période d'approbation référendaire le 9 juillet 2022.
- Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement du 13 septembre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-8524

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-05-30

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité

**Tél :** 514 868-4546

**Télécop. :** 514 123-4567 **Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-06-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1227303005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la construction d'un ou plusieurs bâtiments dérogeant notamment à la superficie de plancher maximale pour un volume en surhauteur, aux dispositions d'usages et à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit pour l'immeuble situé sur les lots 3 068 208, 6 363 545, 6 427 576, 6 427 578 et PC-42722, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble — Esplanade Cartier |



plans estampillés et annotés.pdf



1227303005 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf



Procès-verbal - Comité consultatif d'urbanisme - 2022-05-12.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-8524
**Télécop. :** 514 123-4567

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 mai 2022**
**s. o.**
**4.2.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| | |
| **Endroit :** | 1296, rue Parthenais - Esplanade Cartier |
| | |
| **Responsable :** | Olivier Légaré |
| | |
| **Description :** | La demande vise à construire un bâtiment comportant trois volumes hors-sol d'une hauteur maximale de 65 m. Le bâtiment serait composé de trois basilaires d'une hauteur maximale de 30 m surmontés de trois tours de superficies planchers dont les étages ont des superficies, d'au plus, 1454 m²; ces volumes sont morcelés deux volumes aux superficies de 750 m² chacune. La programmation exacte du projet reste à déterminer, bien que l'usage résidentiel soit prédominant et que les usages commerciaux soient obligatoires au rez-de-chaussée. Au sol, le site de l'Esplanade Cartier sera traversé par deux rues, la prolongation des rues Tansley et Falardeau, et un parc sera localisé au milieu du site. Au nord du parc, une placette aménagée fera le lien vers la rue Sainte-Catherine.<br><br>Le premier bâtiment, c'est-à-dire l'îlot 4 (à l'angle de la rue Tansley et de l'avenue De Lorimier), serait composé d'un basilaire à hauteurs variant de 14 m à 30 m dont le taux d'implantation atteint 86 %. Ce basilaire comporterait des bureaux du côté de l'avenue De Lorimier alors que, du côté du parc, ce dernier comprendrait des usages résidentiels, à l'exception du rez-de-chaussée commercial.<br><br>Vue en plan, la partie en surhauteur a une implantation en « L » qui présente un recul de 1,5 m sur la rue Tansley et de 3 m sur Falardeau, mais des balcons projettent de 1,5 m sur cette dernière façade. Cependant, le recul le plus important est celui depuis l'avenue De Lorimier qui atteint 16 m dans sa partie la plus avancée. Du côté du parc, une portion de la tour (30 %) est alignée avec la façade du basilaire.<br><br>Pour l'îlot 5, c'est-à-dire celui qui est au sud-est à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Parthenais, la programmation comprend un bâtiment social (5A) et un bâtiment privé (5B) : c'est ce dernier qui fait l'objet de la dérogation à la superficie plancher maximale. Contrairement au bâtiment de l'îlot 4, c'est l'implantation du basilaire du bâtiment 5B qui présente une forme en « L » alors que la tour a une implantation en ligne continue. Toutefois, comme dans l'îlot 4, le basilaire de la partie 5B est à la fois résidentiel et à la fois commercial dans sa partie sud-est. |

| | |
|---|---|
| | De son côté, la tour présente un retrait de façade de 1,5 m par rapport au basilaire sur la rue Falardeau alors que le retrait atteint 30 m sur la rue Parthenais et 5 m sur le boulevard René-Lévesque. Une portion du volume en surhauteur ne présente aucun recul du côté du parc sur un linéaire de façade de 29 m. Le reste de cette façade présente un retrait d'au moins 1,5 m.<br><br>Enfin, l'îlot 6, situé au sud-ouest du site, présente un basilaire plus carré, mais, à la manière de l'îlot 4, un volume en surhauteur en « L » dont une des barres est plus oblique. Il s'agit d'une caractéristique présente sur l'îlot 2 situé à l'angle de l'avenue De Lorimier et de la rue Sainte-Catherine qui est en cours de construction. La portion aérienne de la tour présente un recul de 23 m à 26 m depuis l'avenue De Lorimier alors que les reculs sur les autres axes ont les dimensions suivantes: 1,5 m sur la rue Falardeau, 5 à 10 m sur le boulevard René-Lévesque.<br><br>Sur le toit du basilaire de l'îlot 6, entièrement dédié au bureau, sera aménagé un café-terrasse ayant front sur le boulevard René-Lévesque en direction du fleuve. Un café-terrasse est également proposé sur l'îlot 1, en cours de construction. Ce café terrasse servirait pour l'espace communautaire prévu sur le toit du basilaire à l'angle de la rue Sainte-Catherine et de la placette.<br><br>Les dérogations au *Règlement d'urbanisme 01-282* à autoriser concernent la superficie maximale d'un étage situé à une hauteur supérieure à 30 m, le taux d'implantation, les usages, la superficie de plancher et l'emplacement d'un débit alcoolique et d'un restaurant, l'aménagement d'un café-terrasse sur le toit et le nombre minimal d'unités de chargement. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| | |
| **Considérant que :** | La construction permet de continuer un projet de densification d'une importante friche urbaine bien desservie par le transport en commun et de créer un milieu de vie complet. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet respecte les paramètres du Règlement pour une métropole mixte et qu'un second projet de logement social in situ sera inclus au redéveloppement de l'îlot. |
| | |
| **Considérant que :** | L'autorisation permet de coordonner l'agencement des espaces libres et des espaces construits, de morceler un îlot d'une taille imposante et ainsi d'assurer une perméabilité des déplacements actifs. |
| | |
| **Considérant que :** | La rue Falardeau n'a pas une vocation commerciale contrairement à la rue Sainte-Catherine située à proximité. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition s'intègre dans le secteur en favorisant des constructions en hauteur progressives et que le projet a un impact négligeable sur les vues protégées. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Le projet comprend une importante façade ayant front sur un futur parc central et que les critères autorisant une construction dérogeant à la superficie plancher maximale favorisent un impact visuel réduit sur les espaces publics. |
| | |
| **Considérant que :** | Le PPU des faubourgs comprend une orientation forte en faveur de l'animation des rues et du domaine public. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Accentuer le morcellement des volumes en surhauteur en prévoyant une interruption perceptive entre la jonction des deux tours, par exemple en prévoyant, pour cette jonction, une hauteur inférieure d'un ou deux étages ou une superficie plancher inférieure et en retrait.**
- **Prévoir un retrait de façade sur le parc pour les étages en surhauteur du bâtiment de l'îlot 5 ou une marge de 3 m.**
- **Soumettre une étude éolienne montrant le faible impact du projet sur son milieu environnant, notamment sur le parc.**
- **Pour l'îlot 6, interdire les usages résidentiels aux étages adjacents aux locaux commerciaux situés à une hauteur supérieure au deuxième étage et aux cafés-terrasses aménagés sur un toit.**
- **Confiner aux basilaires les balcons projetant à plus de 1,5 m.**

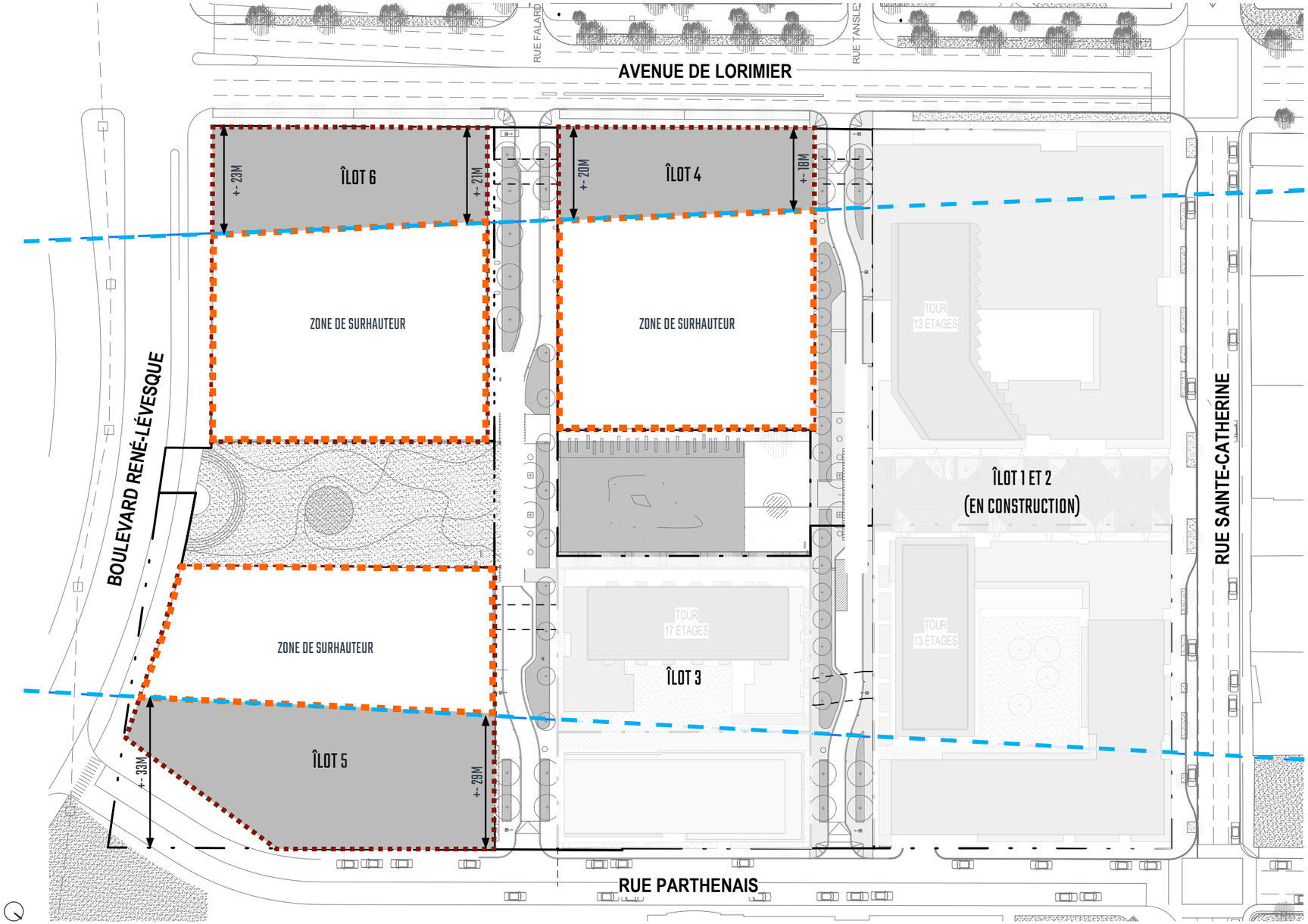
**Par ailleurs, les membres du comité se disent préoccupés quant à la gestion des matières résiduelles pour ce projet et souhaitent qu'une stratégie soit mise en place.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

26 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




Cône de vision - vues protégées

Zone d'implantation des bâtiments

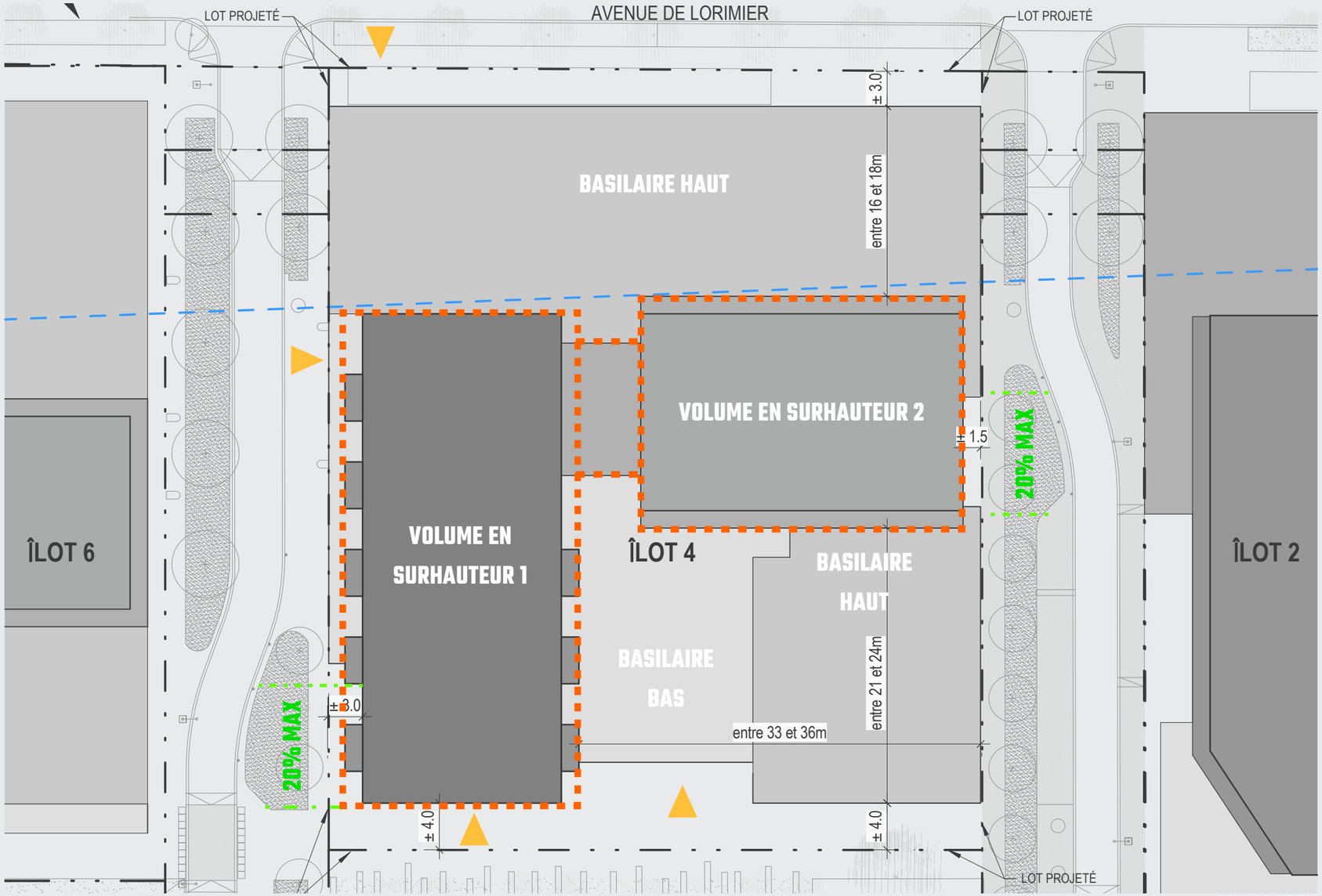
Zones d'implantation des volumes en surhauteur

# Îlot 4

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




PLAN D'IMPLANTATION

Accès principaux

Cône de vision - vues protégées

Volumes en basilaire prévus

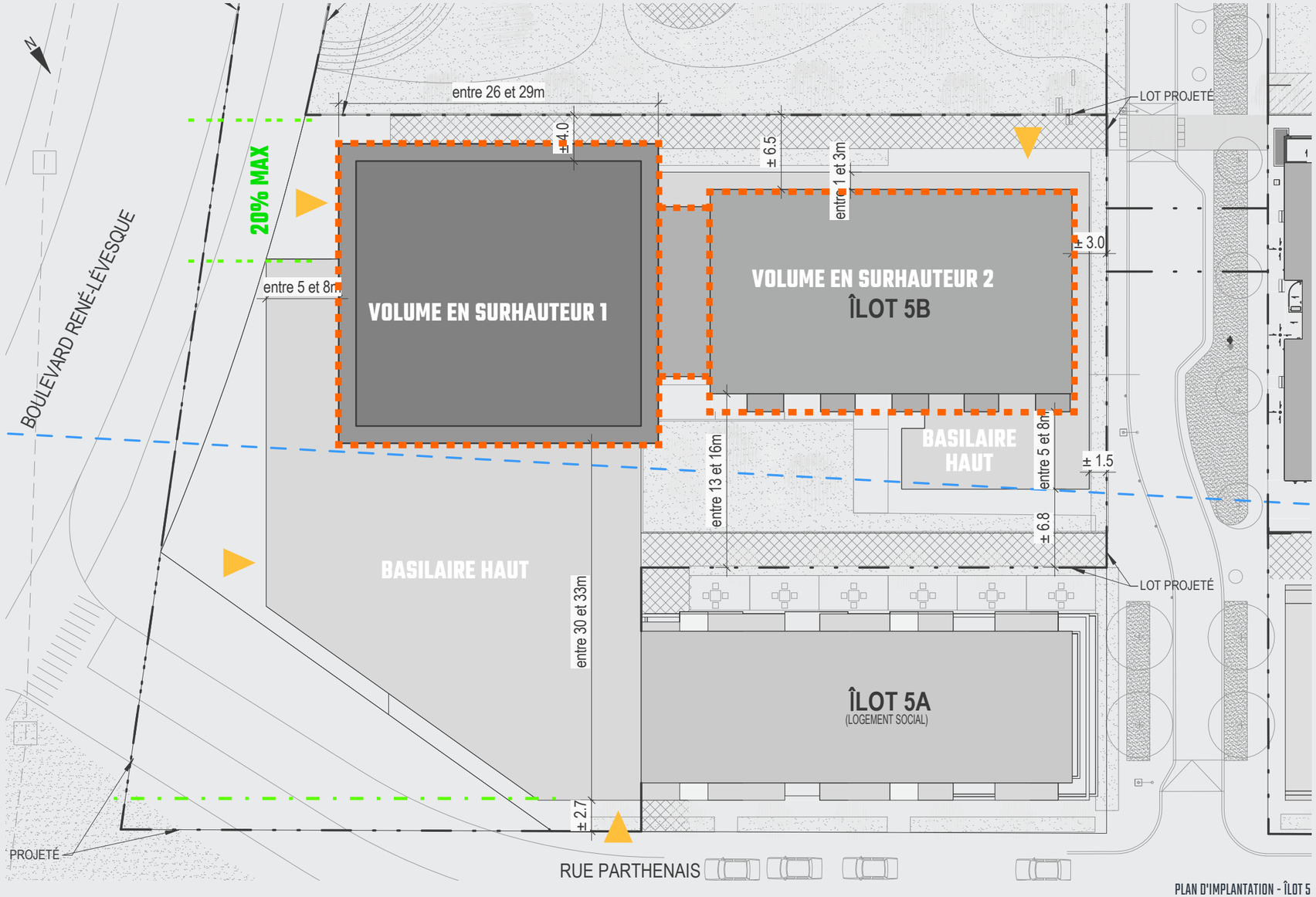
Volumes en surhauteur prévus

# Îlots 5A et 5B

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




PLAN D'IMPLANTATION - ÎLOT 5

Accès principaux

Cône de vision - vues protégées

Volumes en basilaire prévus

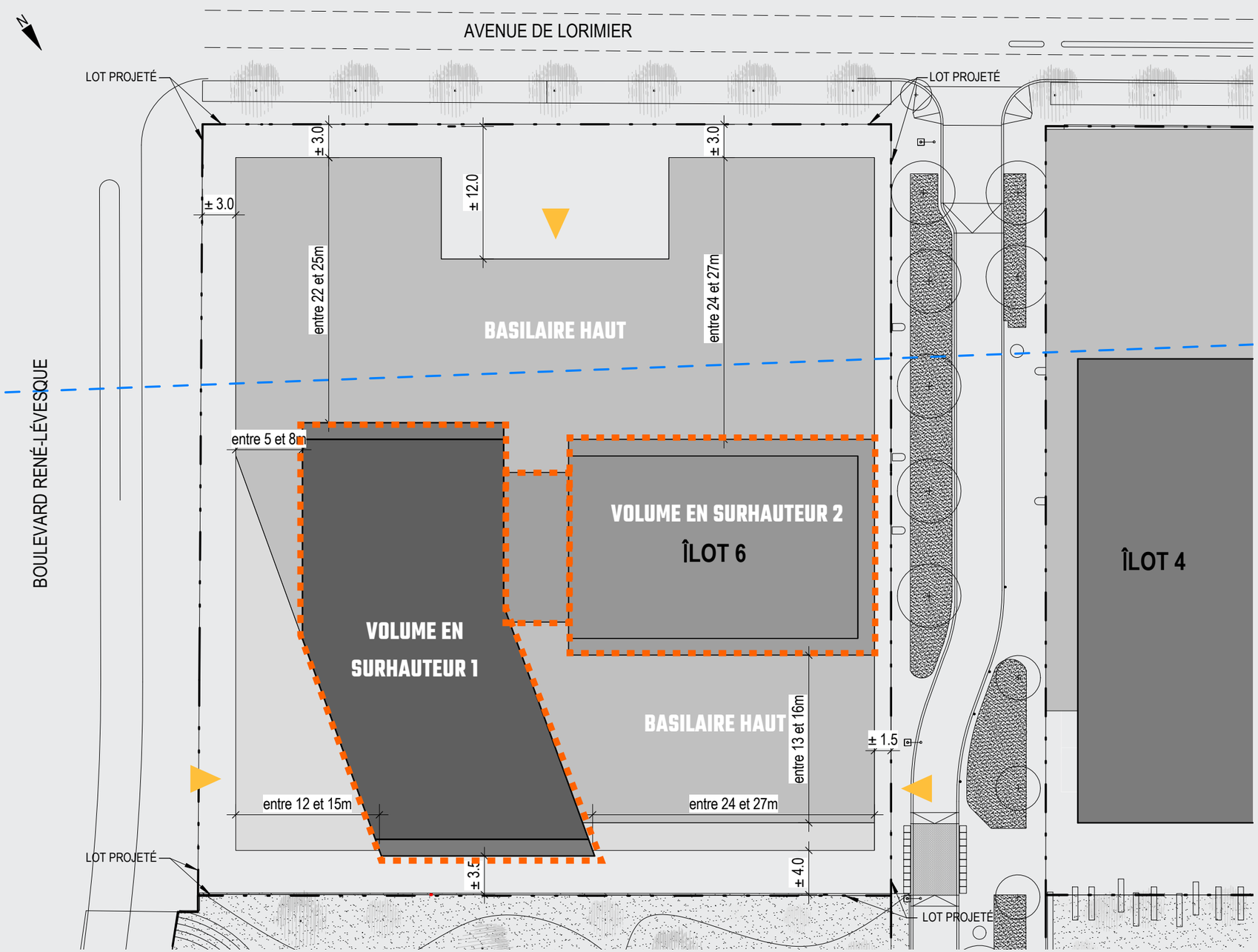
Volumes en surhauteur prévus

# Îlot 6

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




Accès principaux

Cône de vision - vues protégées

Volumes en basilaire prévus

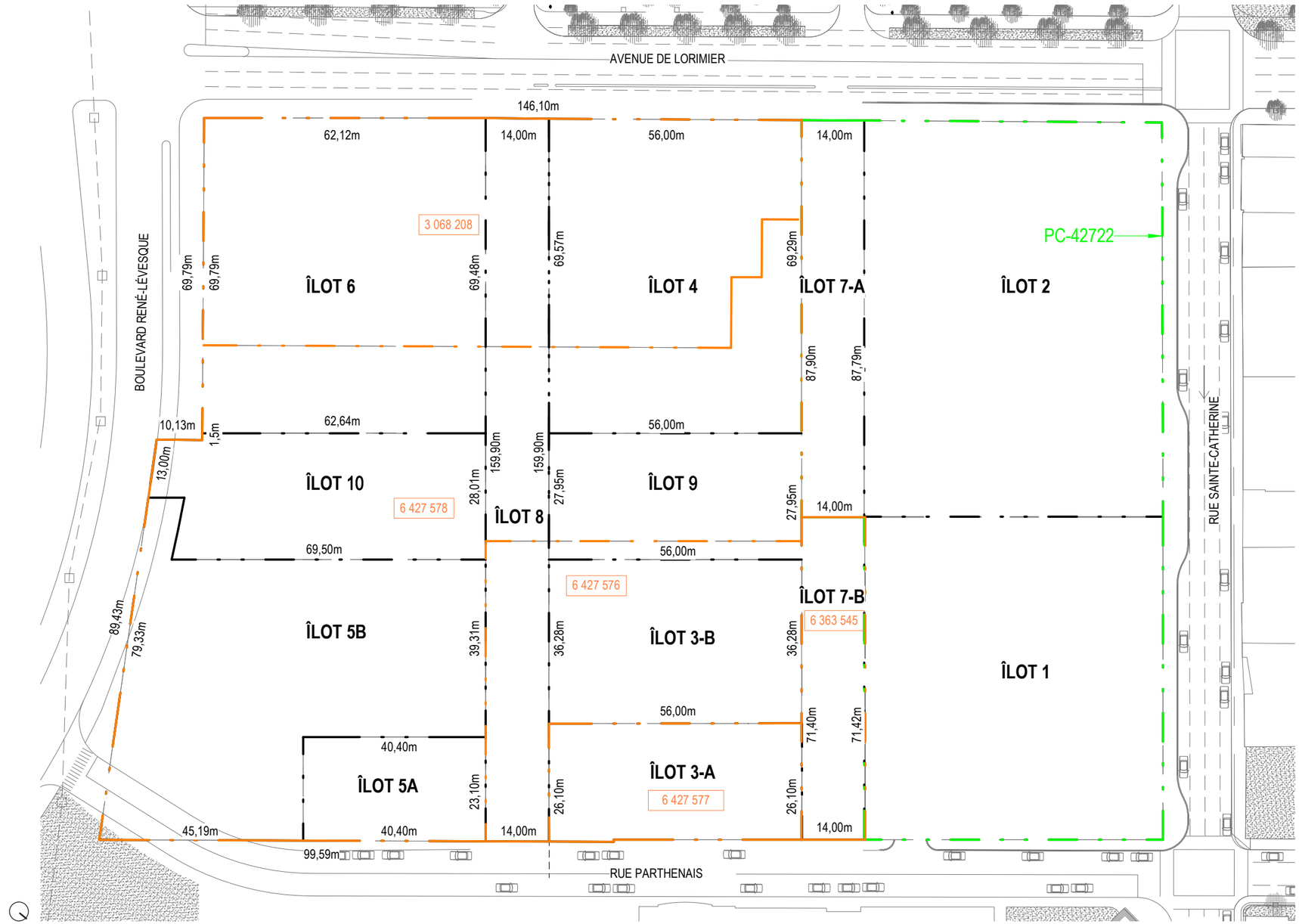
Volumes en surhauteur prévus

# PLAN DE SITE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




Limite d'îlot

Limite du lot PC-42722

Limite des lots existants

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

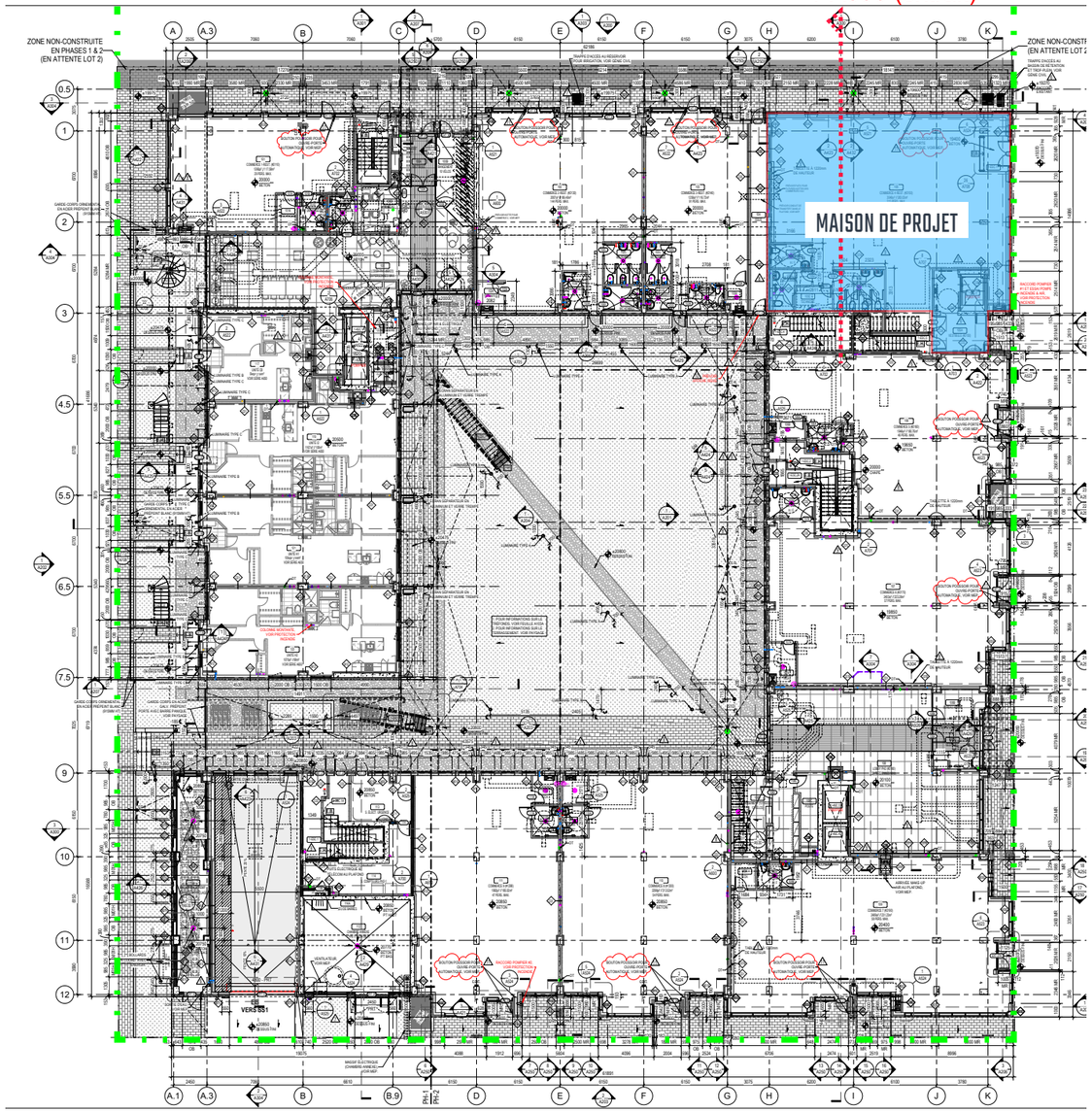
26 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

# ÎLOT 1

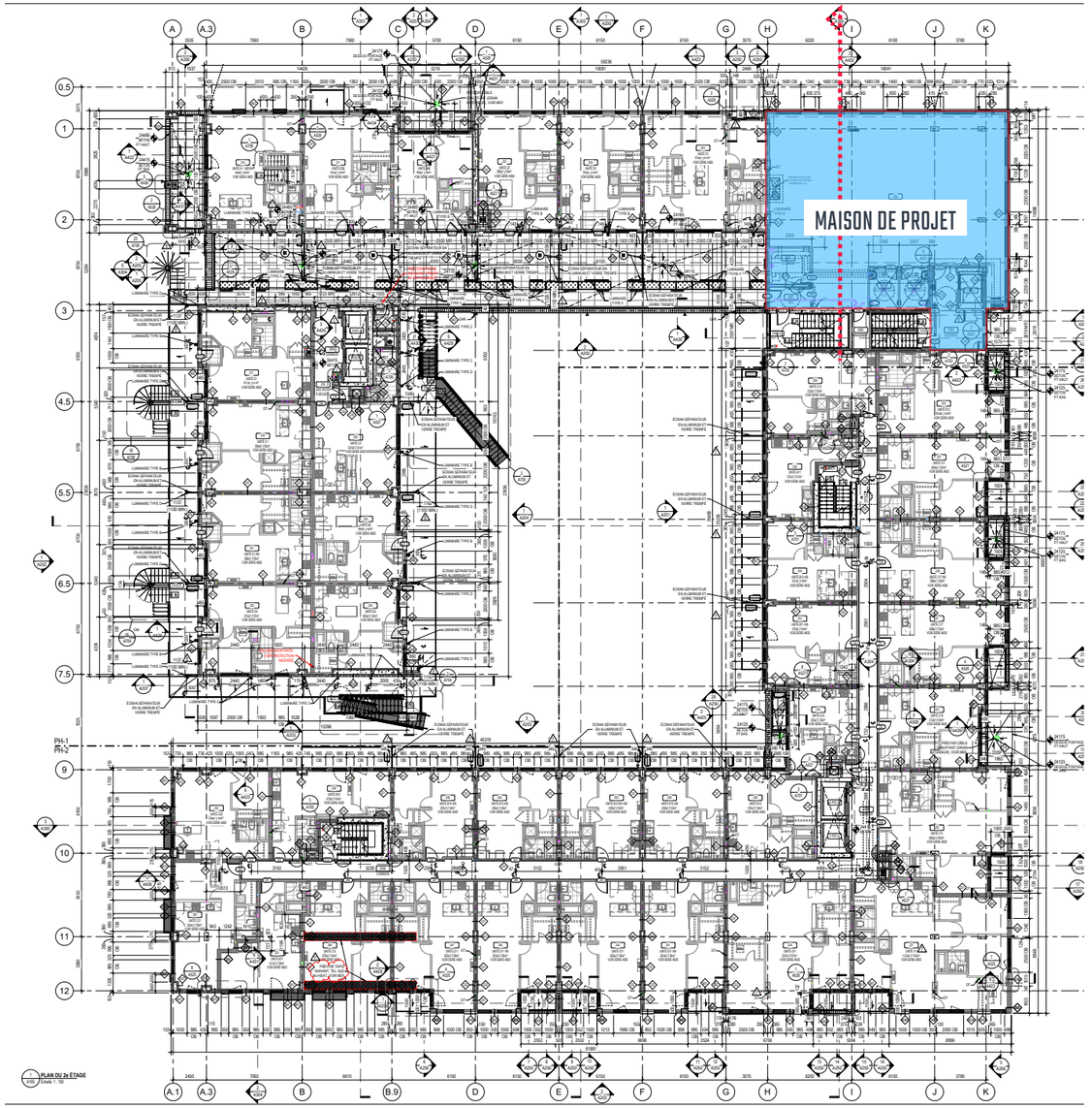
## PLAN DU RDC

Référence pour la coupe
1-A300 (extrait)




## PLAN DU 2E ÉTAGE

Référence pour la coupe
1-A300 (extrait)




Limite du lot PC-42722

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

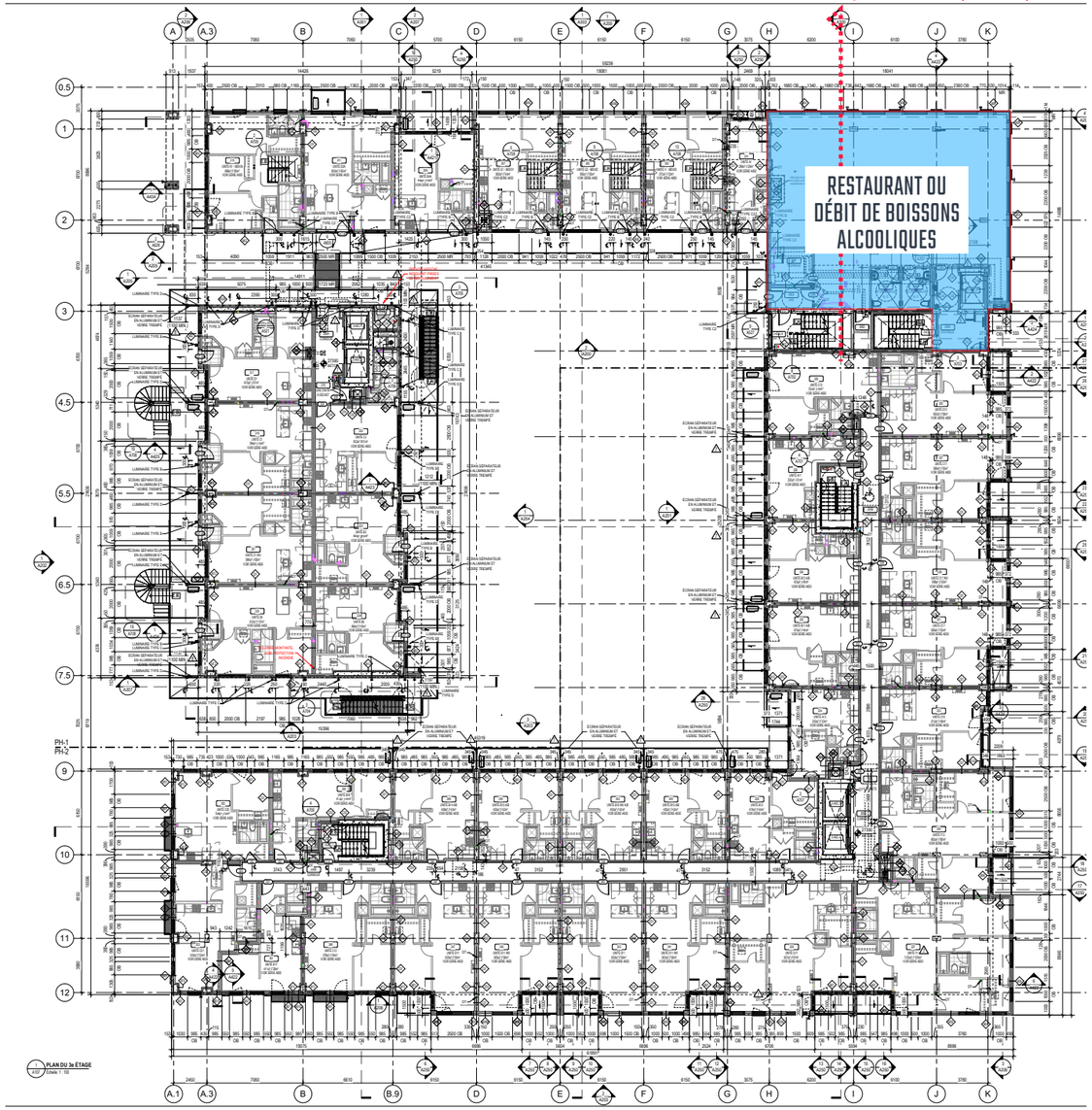
26 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

# Îlot 1

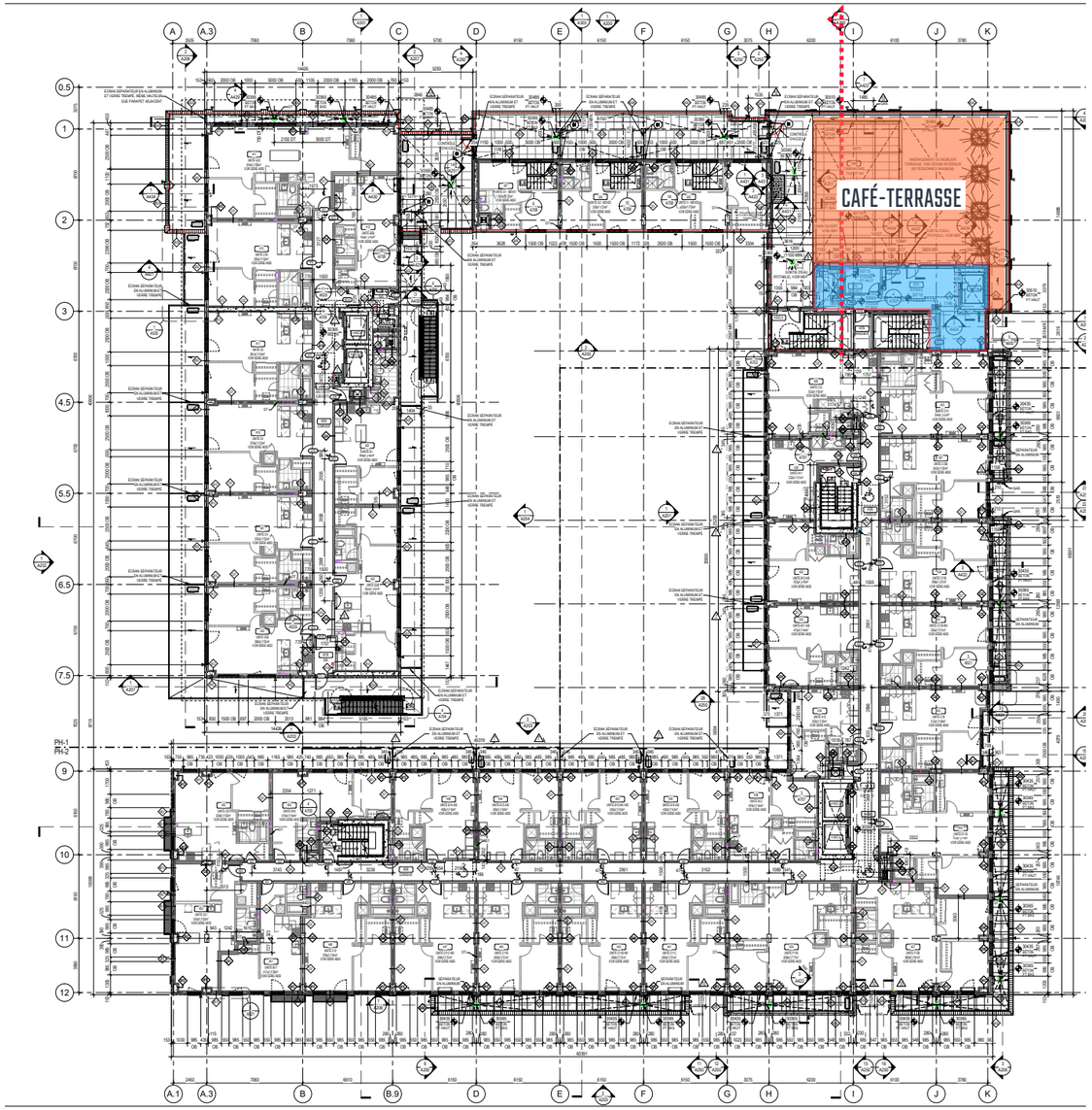
## PLAN DU 3E ÉTAGE

Référence pour la coupe 1-A300 (extrait)




## PLAN DU 4E ÉTAGE

Référence pour la coupe 1-A300 (extrait)

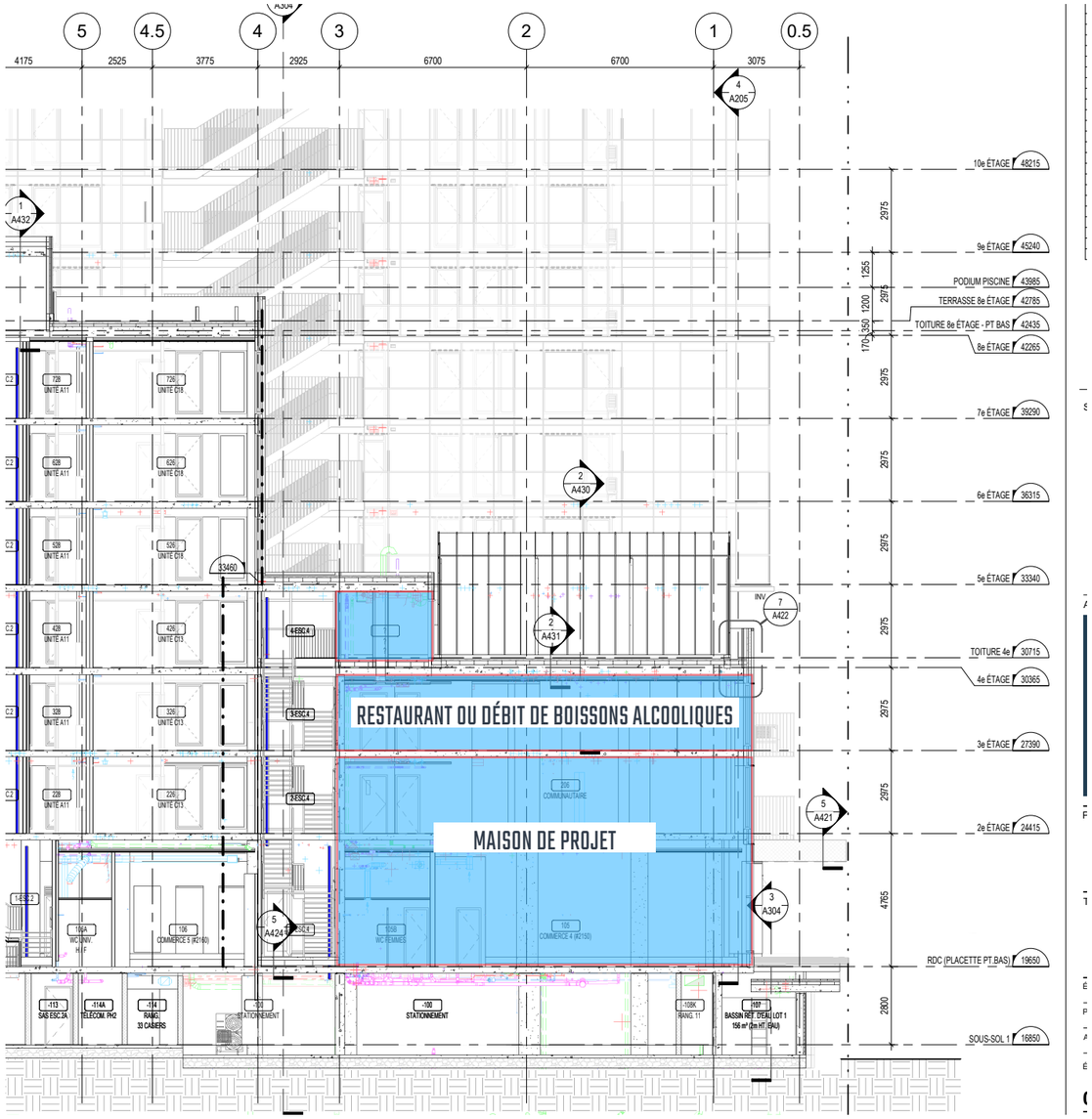


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

## COUPE 1-A300 (EXTRAIT)



**Grille d'analyse Montréal 2030**
Numéro de dossier : Olivier Légaré
Unité administrative responsable : 1227303005
Projet : Adopter une résolution autorisant la construction d'un ou plusieurs bâtiments dérogeant notamment à la superficie de plancher maximale pour un volume en surhauteur, au taux d'implantation maximal, au niveau maximal occupé par un usage commercial spécifique, à la projection maximale d'un balcon en saillie, à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit pour l'immeuble situé sur les lots 3 068 208, 6 363 545, 6 427 576, 6 427 578 et PC-42722, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Esplanade Cartier

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| *1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

*2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?*

1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.

7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole

*3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?***

1. La construction de ce projet permet d'accroître la mixité d'un secteur favorable aux déplacements actifs et collectifs.

3. L'autorisation permettra la construction de logements à proximité de stations de transport en commun favorisant ainsi leur achalandage et leur rentabilité.

7. La réalisation de ce projet permet l'inclusion de logements sociaux in situ.

9. La présence de logements sociaux sur le site favorise une mixité sociale dans un milieu urbain comportant des services et commerces de proximité et un accès direct au transport collectif.

19. L'animation du rez-de-chaussée permet de garder un « œil sur la rue », selon les mots de Jane Jacobs, soit l'une des meilleures garanties de sécurité des espaces publics.

20. Le développement de ce terrain contaminé permet la création d'un milieu de vie complet et à échelle humaine.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **X** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.09

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1224869003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'agrandissement de l'usage « restaurant » au 2e étage pour le bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pub Saint-Pierre) |

1. D'accorder pour le bâtiment situé 410, rue Saint-Pierre, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:

a. déroger notamment aux articles 179 et 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'occupation d'un usage spécifique à un niveau supérieur au rez-de-chaussée et à la distance minimale de 25 m à respecter avec un autre restaurant situé dans le secteur;
b. Construire un escalier communicant entre le rez-de-chaussée et le 2e étage, ainsi que transformer et occuper le 2e étage du bâtiment par l'usage «restaurant», le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 20 mai 2022;

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a. Dédier pour l'usage «restaurant» au 2e étage, une superficie maximale de 55 $m^2$;
b. Aménager un local tampon d'une superficie minimale de 9,2 $m^2$;
c. Fournir une étude acoustique révisée du rapport daté du 16 octobre 2021 par la firme AcoustikaLab comprenant:
i. L'aménagement d'une zone tampon qui permet de confirmer que le niveau sonore du restaurant respecte la réglementation applicable et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant;
ii. Des relevés dans le logement situé au 350, rue Le Moyne (201) et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-06-27 11:14

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1224869003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'agrandissement de l'usage « restaurant » au 2e étage pour le bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pub Saint-Pierre) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande de PPCMOI a été déposée afin de permettre l'agrandissement du restaurant «Pub Saint-Pierre» présentement aménagé au rez-de-chaussée, par l'ajout d'un escalier communiquant avec le deuxième étage et ainsi ne former qu'une seule suite à l'intérieur du bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre. Le 13 mai 2021, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable pour ce projet, présenté dans le cadre d'une demande d'avis préliminaire.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

### DESCRIPTION

Le site
Le site est au coeur du Vieux-Montréal, près de la rue Saint-Paul, dans un secteur où les visiteurs sont nombreux, mais aussi, là où de nombreux résidents se sont établis dans les dernières années.
Le bâtiment de 4 étages, implanté sur la totalité du lot a été construit en 1901 pour abriter des fonctions commerciales. Aujourd'hui, le rez-de-chaussée est occupé par un usage commercial, le 2e étage est vacant et le 3e étage est un espace bureau pour la compagnie MCity Solo depuis juillet 2021. Le 4e étage est occupé par un logement.

En 2016, suite à une étude confirmant un droit acquis, l'établissement «Pub Saint-Pierre» a obtenu un certificat d'occupation pour l'usage restaurant. À ce jour, la salle à manger du restaurant occupe la majorité du rez-de-chaussée (74 m2) et offre 50 places assises.

Le projet
La demande vise l'agrandissement du restaurant «Pub Saint-Pierre» par la création d'un escalier qui permettrait de relier directement le rez-de-chaussée avec le 2e étage en vue de ne former qu'une seule suite. L'espace aménagé par le restaurant au 2e étage occuperait une superficie de 55 m2 ce qui représente environ 33% de la superficie totale de l'établissement. Une zone tampon d'une superficie de 9,2 m2 sera aménagée de manière à

minimiser l'impact sonore en provenance du restaurant vers les logements situés à l'arrière du bâtiment, au 404, rue Saint-Pierre et au 361, rue Saint-Paul Ouest. Aucuns travaux à l'extérieur ne sont prévus dans le cadre de cette demande.

Le cadre réglementaire

- Selon l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage «restaurant» étant considéré comme un usage spécifique, il ne peut s'implanter aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment.
- Selon l'article 266 de ce même règlement, dans le secteur M.3, un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant alors que le bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre est adjacent à un autre restaurant, situé au 355, rue Saint-Paul Ouest (Lunch à porter).

Ce projet contient des objets susceptibles d'approbation référendaire en vertu des paragraphes 3° et 4.1° du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), à savoir les normes d'implantation et la densité maximale.

Il n'est toutefois pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

**JUSTIFICATION**

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme. L'agrandissement de l'usage «restaurant» au 2e étage est compatible et complémentaire aux activités présentes dans le Vieux-Montréal. L'aménagement proposé prend en considération la présence de logements à proximité par l'aménagement d'une zone tampon pour minimiser les impacts sonores.

Le projet ne vient pas à l'encontre des objectifs du contingentement en vigueur voulant diversifier les occupations commerciales au rez-de-chaussée dans le secteur du Vieux-Montréal. Le projet ne vise pas l'ajout d'un restaurant, mais vise plutôt l'agrandissement d'un établissement déjà existant dans le secteur. Le 2e étage du bâtiment étant vacant, l'opportunité de joindre les deux suites pour en faire une seule par la création d'un escalier est une possibilité intéressante pour en augmenter sa capacité considérant que l'aménagement d'un café-terrasse n'est pas une option possible étant donné la localisation et la configuration du bâtiment sur son lot.

**Considérant que** le projet répond aux critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme;

**Considérant que** l'agrandissement de l'usage «restaurant» au 2e étage est compatible avec la vocation du bâtiment ainsi que celle du secteur du Vieux-Montréal;

**Considérant qu'**une zone tampon sera aménagée afin de minimiser les risques de nuisances sonores envers les résidents des immeubles limitrophes;

**Considérant que** le projet ne vise pas l'ajout d'un restaurant dans le secteur, mais bien l'agrandissement d'un établissement déjà établi depuis quelques années;

**Considérant qu**'aucune de plainte n'a été enregistrée à l'arrondissement pour cet établissement depuis son ouverture;

**Considérant que** la suite au 2e étage est présentement vacante et que le projet pourra contribuer à la vitalité commerciale du secteur;

**Considérant qu**'aucun affichage supplémentaire n'est prévu, ni de travaux extérieurs;

**Considérant qu**'il n'y a aucune opportunité pour le requérant d'augmenter sa capacité d'occupation via l'aménagement d'un café-terrasse.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande aux **conditions** suivantes :
▪ La superficie dédiée pour l'usage «restaurant» au 2e étage ne doit pas dépasser 55 m2.
▪ Le local tampon doit avoir une superficie minimale de 9,2 m2.
▪ Fournir une étude acoustique révisée du rapport daté du 16 octobre 2021 par la firme AcoustikaLab afin:

1. D'intégrer des mesures de mitigation pour le logement situé au 350, rue Le Moyne app. 201, le cas échéant.
2. De confirmer que le niveau sonore du restaurant respecte la réglementation applicable et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 9 juin 2022, les membres ont émis un avis favorable.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**MONTRÉAL 2030**

Priorité 14. L'agrandissement de l'établissement du Pub Saint-Pierre au 2e étage vient éliminer un local vacant en plus d'augmenter la capacité d'accueil de l'établissement et ainsi répondre à la demande dans le secteur.
Priorité 19-20. La forte croissance démographique du Vieux-Montréal et sa popularité dans le domaine touristique assurent le rayonnement de la métropole.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Publication d'avis annonçant une assemblée publique sur le projet et la procédure d'approbation référendaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Adoption par le conseil d'arrondissement du 5 juillet 2022 d'un premier projet de résolution.

- Assemblée publique de consultation du 24 août.
- Adoption par le conseil d'arrondissement du 13 septembre 2022 d'un deuxième projet de règlement.
- Publication de l'avis annonçant la période d'approbation référendaire le 17 septembre 2022.
- Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement du 11 octobre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 868-4987
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-06-23

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

**Tél :** 438-351-3263
**Télécop. :**


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**


Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546

**Approuvé le :** 2022-06-23

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1224869003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'agrandissement de l'usage « restaurant » au 2e étage pour le bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pub Saint-Pierre) |



10-Plans architecture estampillés 20 mai 2022.pdf



410_Saint-Pierre_PPCMOI_Note CCU_.pdf



11-Etude Accoustique_2021_10_16_ PUB ST-PIERRE.pdf



PV CCU - 2022-06-09 - PP - 3003177053.pdf



410_Saint-Pierre_1224869003_Grille d’analyse Montréal 2030 - Google Documents.pdf



Etude Accoustique 2_2022-06-30_PUB ST-PIERRE.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 868-4987
**Télécop. :**

# PLANS POUR PERMIS SEULEMENT
# 410 Rue SAINT-PIERRE,
# MONTRÉAL, QC
# 5 OCTOBRE 2021

## INDEX DES DESSINS:


A1_INFORMATIONS PERTINENTES DU PROJET, NOTES ET CONDITIONS
A2_CONDITIONS EXISTANTS ET NOTES SPÉCIFIQUES A RESPECTER
A3_NOUVEAU PLAN D'AMÉNAGEMENT - RDC
A4_NOUVEAU PLAN D'AMÉNAGEMENT - ÉTAGE


## DESCRIPTION DES TRAVAUX:

- AJOUT DE L'ESPACE AU DEUXIÈME ÉTAGE DANS L'USAGE DU LOCAL AU R-D-C QUI EST OCCUPÉ PAR UN RESTAURANT EXISTANT.
- LES TRAVAUX EFFECTUÉS COMPRENNENT: AJOUT D'UN ESCALIER INTÉRIEUR ET AMÉNAGEMENT D'UN ESPACE (SALLE A MANGER) AU DEUXIÈME ÉTAGE.
- AJOUTER UNE TOILETTE AU DEUXIÈME ÉTAGE TEL QUE REQUIS
- L'INTÉGRITÉ DES MURS MITOYENS (SÉPARATIONS COUPE-FEU) EXISTANTS, ET LA STRUCTURE DE L'ÉDIFICE DE BASE NE DEVRONT PAS ÊTRE COMPROMISES PAR LES TRAVAUX ENVISAGÉS.

## USAGES MIXTES DANS LE BÂTIMENT:

1. LE PROPRIÉTAIRE (OU LOCATAIRE) DOIT ASSURER QUE LA SÉPARATION COUPE-FEU ENTRE CHAQUE LOCATAIRE (MURS ET PLANCHER/PLAFOND) RESPECTE LES PLANS DE L'ARCHITECTE ET LES EXIGENCES DU CODE NATIONAL DU BÂTIMENT.
2. LES MURS, CLOISONS OU PLANCHERS DEVANT FORMER UNE SÉPARATION COUPE-FEU DOIVENT ÊTRE CONSTRUITS DE FAÇON À CONSTITUER UN ÉLÉMENT CONTINU, ET AVOIR LE DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU SPÉCIFIÉ SI EXIGÉE. SI UN VIDE TECHNIQUE HORIZONTAL OU UN VIDE DE CONSTRUCTION EST SITUÉ AU-DESSUS D'UNE SÉPARATION COUPE-FEU VERTICALE EXIGÉE, Y COMPRIS UNE PAROI DE GAINE VERTICALE OU DE CAGE D'ESCALIER, CETTE SÉPARATION DOIT COMPORTER UN PROLONGEMENT ÉQUIVALENT DANS LE VIDE EN QUESTION. CETTE SÉPARATION COUPE-FEU EXIGÉE DOIT COMPORTER UN JOINT ÉTANCHE À LA FUMÉE À LA JONCTION D'UN PLANCHER; D'UNE DALLE DE TOIT; OU D'UN PLATELAGE DE TOIT. LA CONTINUITÉ D'UNE SÉPARATION COUPE-FEU DOIT ÊTRE MAINTENUE À SA JONCTION AVEC UNE AUTRE SÉPARATION COUPE-FEU, UN PLANCHER, UN PLAFOND, UN TOIT OU UN MUR EXTÉRIEUR.
3. AJUSTER L'OUVRAGE DE MANIÈRE ÉTANCHE AUTOUR DES CANALISATIONS, DES MANCHONS, DES CONDUITS D'AIR ET CONDUITS ÉLECTRIQUES AINSI QUE DES AUTRES ÉLÉMENTS TRAVERSANT.
4. AUX TRAVERSÉES DE MURS, DE PLAFONDS OU DE PLANCHERS COUPE-FEU, OBTURER COMPLÈTEMENT LES VIDES AUTOUR DES OUVERTURES AVEC UN MATÉRIEL COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE, SUR TOUTE L'ÉPAISSEUR DE L'ÉLÉMENT TRAVERSÉ ET OFFRANT LE MÊME DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU QUE L'ÉLÉMENT TRAVERSÉ.
5. DANS LE CAS DE DOUTE SUR LA RÉSISTANCE AU FEU D'UN ÉLÉMENT EXISTANT, AVISER L'ARCHITECTE PAR ÉCRIT ET ATTENDRE SES INSTRUCTIONS AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.

## INFORMATIONS PERTINENTES DU PROJET ET CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT / USAGES:

**CODES EN VIGUEUR:** Code de construction du Québec,
Chapitre 1 - Bâtiment et Code national du bâtiment - Canada 2010 (modifié)
**PARIE DU CODE EN VIGUEUR:** Partie 3 ET Partie 10
Pour l'électricité, plomberie, mécanique, et protection incendie, utiliser les versions les plus récents des codes de chaque discipline respective.
Pour toute information concernant la protection incendie, alarme feu, extincteurs de fumée, lumière d'urgence, lumière de sortie, et gicleurs, se référer aux plans des ingénieurs en mécanique et électricité.

**USAGE / OCCUPATION DU LOCAL**: *RESTAURANT (A2)*
**BÂTIMENT EXISTANT:**
BÂTIMENT MULTI-USAGE / MULTI-LOCATAIRE.
LES SORTIES DE SECOURS SONT EXISTANTES / VALIDER LEUR CONFORMITÉ .
**USAGES DU BÂTIMENT**: BÂTIMENT : A2 / D / C
**PROTECTION PAR GICLEURS**: PAS DE GICLEURS DANS LE BÂTIMENT EXISTANT; *ARTICLE 10.3.2.2.3)e) S'APPLIQUE ET LE LOCAL CONSERVE SES DROITS ACQUIS EN CE QUI CONCERNE DES GICLEURS NON-REQUIS.*
**ISSUES / SORTIES**: 2 REQUIS / 2 FOURNIS (PAR ÉTAGE)
**DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU EXIGÉ:**
*SUITE A L'AJOUT DE L'ESCALIER, LE PLAFOND DU 2e ÉTAGE DOIT OFFRIR UNE RÉSISTANCE AU FEU D'AU MOINS 1 HEURE.*
*LES SÉPARATIONS COUPE-FEU EXISTANTES DOIVENT RESTER EN PLACE NON-AFFECTÉS PAR LES TRAVAUX. NE PAS COMPROMETTRE L'INTÉGRITÉ DE CES ASSEMBLAGES.*
*DANS LE CAS OU UNE SÉPARATION COUPE FEU EST AFFECTÉE PAR LES TRAVAUX, S'ASSURER QU'ELLE OFFRE TOUJOURS UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU D'AU MOINS 1 HEURE.*

**SUPERFICIE DU LOCAL: 1787 pi.ca. (166 m.ca.)**
- espace restaurant RDC: 800 pi.ca. = 74 m.ca.
- cuisine RDC: 170 pi.ca. = 16 m.ca.
- espace restaurant 2E: 590 pi.ca. = 55 m.ca.
- service/rangement 2E: 227 pi.ca. = 21m.ca.

**CALCUL D'OCCUPATION** (pour capacité d'issue):
- espace restaurant: 129 / 1.2 = 108 personnes
- rangement 21 / 28 = 1 personne
- cuisine: 16 / 9.3 = 2 personnes

Total occupants: 111 personnes
(La capacité d'occupation pour permis d'alcool peut être différente suite aux calculs effectués selon le ratio d'occupation)

**ÉQUIPEMENT SANITAIRE EXIGÉ (2E)**: 2 Toilettes (*1 Femmes et 1 Hommes)*
**INDICATEURS D'ISSUES**: *Indicateurs sortie avec batteries d'urgence requis*
**ÉCLAIRAGE D'URGENCE**: *Respecter exigences du CNB*

**SYSTÈMES DE DÉTECTION ET D'ALARME INCENDIE:**
Le bâtiment doit être conforme au CNPI.
Respecter tous les exigences du CNB par rapport a la protection incendie. Le propriétaire doit valider cette conformité auprès des autorités compétentes.

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**
20 mai 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

**NOTES GÉNÉRALES:**

1. CETTE ÉMISSION DES DESSINS EST POUR PERMIS SEULEMENT ET CONTIENT L'INFORMATION NÉCESSAIRE AFIN DE POUVOIR INFORMER LES AUTORITÉS COMPÉTENTES DES CHANGEMENTS ET/OU MODIFICATIONS FUTURES À APPORTER.
2. CES PLANS NE SONT PAS DES PLANS DE DESIGN INTÉRIEUR, NI DE DESSINS POUR CONSTRUCTION, TEL QUE RESPONSABILITÉS / MANDAT DE L'ARCHITECTE.
3. NE PAS MESURER DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
4. DANS LE CAS OU L'ENTREPRENEUR JUGE QU'IL MANQUE DE L'INFORMATION NÉCESSAIRE A L'EXÉCUTION ADÉQUATE DES TRAVAUX, IL SE DOIT DE CONTACTER L'ARCHITECTE AFIN D'OBTENIR LES INSTRUCTIONS OU DESSINS SUPPLÉMENTAIRES.
5. LES DÉTAILS DE L'ARCHITECTE INDIQUENT LA CONCEPTION, MAIS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉS ET AJUSTÉS SELON LE CAS, POUR RENCONTRER LES RÈGLES D'ART. RAPPORTER À L'ARCHITECTE TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ANOMALIES, AINSI QUE FAIRE APPROUVER PAR L'ARCHITECTE TOUT CHANGEMENT OU MODIFICATION PAR RAPPORT AUX PLANS ET DIRECTIVES DONNÉS DANS LE CAHIER DE DESSINS.
6. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES CONDITIONS ET DIMENSIONS AU CHANTIER. IL DOIT RAPPORTER IMMÉDIATEMENT A L'ARCHITECTE TOUTE DIVERGENCE PAR RAPPORT AUX DESSINS.
7. L'ENTREPRENEUR DOIT RESPECTER LE CNB, ET TOUTES LES LOIS, NORMES, ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX, PROVINCIAUX ET FÉDÉRAUX APPLICABLES ET EXIGÉS PAR LES AUTORITÉS COMPÉTENTES.
8. AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUS LES DESSINS, DÉTAILS, DIMENSIONS, MESURES, SPÉCIFICATIONS, CONDITIONS DES LOCAUX OU DE CHANTIER, ET RAPPORTER A L'ARCHITECTE TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ANOMALIES.
9. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT OBTEMPÉRER AUX CONDITIONS GÉNÉRALES ET AUX NORMES DE CONSTRUCTION COURANTES.
10. L'ACCESSIBILITÉ AU SITE DU PROJET, LES CONDITIONS SPÉCIAUX, TRAVAUX BRUYANTS TEMPS DES TRAVAUX, COUPURE DES SERVICES EN MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES, RELOCALISATION DES ÉQUIPEMENTS EXISTANTS, ETC. DOIVENT ÊTRE COORDONNÉ AVEC LE PROPRIÉTAIRE.
11. L'ENTREPRENEUR DOIT AVERTIR LES DISTRIBUTEURS AINSI QUE LE PROPRIÉTAIRE AVANT DE COUPER LES SERVICES D'EAU, DE GAZ, D'ÉLECTRICITÉ OU AUTRES.
12. TOUT PROBLÈME OU TRAVAIL DE QUALITÉ DOUTEUSE DÉCOUVERT DURANT LA DÉMOLITION OU LA CONSTRUCTION DOIT ÊTRE RAPPORTÉE À L'ATTENTION DU CHARGÉ DE PROJET IMMÉDIATEMENT.
13. EN CAS DE CONFLIT OU DE CONTRADICTION, LES EXIGENCES LES PLUS SEVERENT DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES. L'ENTREPRENEUR DOIT AVISER L'ARCHITECTE DE TOUS CES ASPECTS. DES INSTRUCTIONS SERAIENT ÉMISES EN CONSÉQUENCE. TOUS LES TRAVAUX NÉCESSAIRES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS SANS AUCUNS COÛTS ADDITIONNELS.
14. L'ENTREPRENEUR DOIT GARANTIR PAR ÉCRIT TOUS SES TRAVAUX. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE DANS LES INSTRUCTIONS ÉMISES PAR LE PROPRIÉTAIRE, TOUS LES TRAVAUX DOIVENT ÊTRE GARANTIS POUR UNE DURÉE DE 5 ANS A PARTIR DE L'ACCEPTATION FINALE.
15. PROTÉGER ADÉQUATEMENT TOUS LES BIENS DU PROPRIÉTAIRE DURANT LES OPÉRATIONS DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION ET RÉPARER TOUT DOMMAGE SANS FRAIS POUR LE PROPRIÉTAIRE. RAGRÉER LES CONSTRUCTIONS EXISTANTES ADJACENTES AUX AIRES DE DÉMOLITION DE MANIÈRE À CE QUE LE RAGRÉAGE SOIT INVISIBLE.
16. L'ENTREPRENEUR SERA RESPONSABLE POUR TOUS DOMMAGES CAUSÉS AUX AIRES FINIES EXISTANTES CAUSÉS PAR LE TRANSPORT, L'INSTALLATION OU L'ENLÈVEMENT DE TOUS LES MATÉRIAUX NÉCESSAIRES AU TRAVAIL. TOUT DOMMAGE DOIT ÊTRE RÉPARÉ OU REMPLACÉ AU FRAIS DE L'ENTREPRENEUR.
17. S'ASSURER QUE LES AIRES ADJACENTES NON-VISÉES PAR LES TRAVAUX NE SOIENT PAS INCOMMODÉES PAR LA POUSSIÈRE PRODUITE PAR LES TRAVAUX. SCELLER TOUS LES MOYENS D'ACCÈS, OUVERTURES, CONDUITS, ETC. DURANT LA DÉMOLITION POUR PRÉVENIR L'ENTRÉE DE LA POUSSIÈRE.
18. L'ENTREPRENEUR DEVRA MAINTENIR LA ZONE DE TRAVAIL PROPRE ET EN BON ORDRE A LA SATISFACTION DU REPRÉSENTANT DU CLIENT. À LA FIN DE CHAQUE JOURNÉE DE TRAVAIL, BIEN NETTOYER LE CHANTIER ET LES LIEUX.
19. L'ENTREPRENEUR DOIT SOUMETTRE DES CONFIRMATIONS DE LA CSST ET DE LA CCQ, LE LIBÉRANT DE TOUTE RÉCLAMATION.
20. L'ENTREPRENEUR DOIT SOUMETTRE DES LETTRES DE QUITTANCE DE TOUS SES FOURNISSEURS ET SOUS-TRAITANTS CONFIRMANT LE PAIEMENT INTÉGRAL DE TOUS LEURS MONTANTS.


Ordre des architectes du Québec
2021-10-05
A 4947
MILKO DIMITROV
ARCHITECTE


PROJET / PROJECT:
PUB SAINT-PIERRE
410 RUE SAINT-PIERRE
MONTRÉAL, QUÉBEC

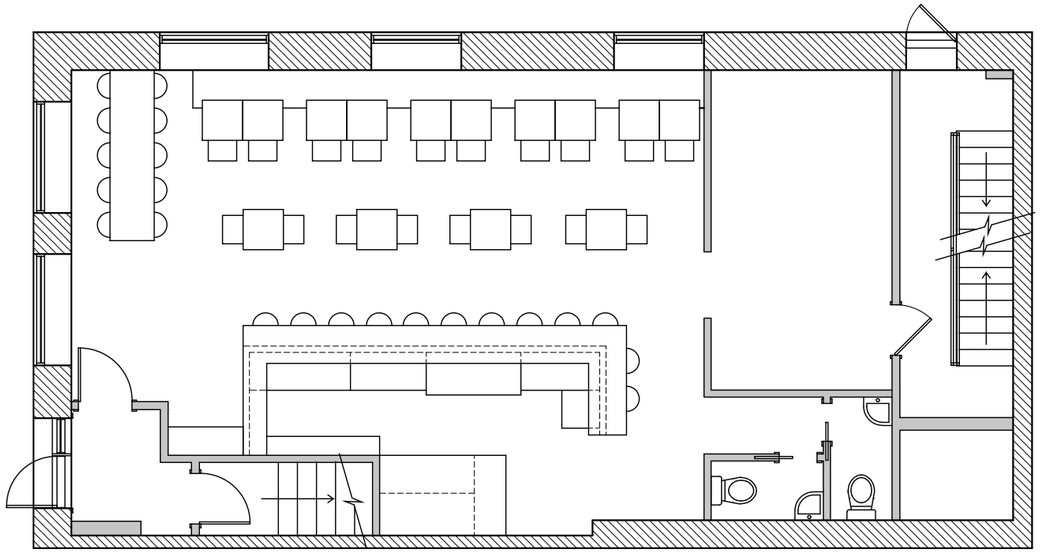
TITTRE / TITLE:
PLANS POUR PERMIS SEULEMENT

DESSIN / DRAWING:
INFORATIONS GÉNÉRALES
NOTES DU PROJET

| No | EMISSION / RÉVISION: | | PAR |
|---|---|---|---|
| 01 | POUR INFORMATION SEULEMENT | 2020-11-16 | MD |
| 02 | POUR PERMIS SEULEMENT | 2020-11-24 | MD |
| 03 | POUR PERMIS SEULEMENT | 2021-10-05 | MD |

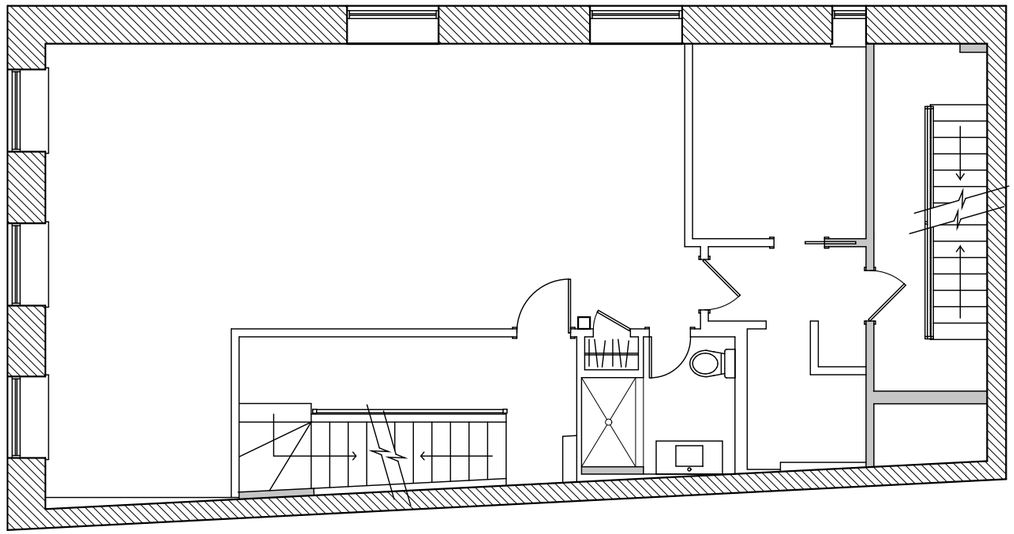

oberfeld | dimitrov
ARCHITECTURE | DESIGN
8134 boulevard Décarie suite 130 Montréal (Qc) H4P 2S8
tel:514.315.6751 fax:514.315.6753 www.oberfelddimitrov.com


| DATE: | ECHELLE / SCALE: | PAGE: |
|---|---|---|
| 2021-10-05 | AUCUNE | A1 |
| PROJECT No: | DESSINÉ / DRAWN: | |
| OD-20-214 | MD | |



**PLAN DES CONDITIONS EXISTANTES AU R-D-C**

ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"



**PLAN DES CONDITIONS EXISTANTES AU 2E**

ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

# NOTES SPÉCIFIQUES:

**NOTES POUR LES ISSUES:**

1. LES ISSUES DOIVENT ÊTRE BIEN VISIBLES ET SIGNALÉS PAR DES INDICATIONS BIEN VISIBLES, ET NE JAMAIS ÊTRE OBSTRUÉS.
2. TOUTE PORTE D'ISSUE DOIT COMPORTER UNE SIGNALISATION PLACÉE AU-DESSUS OU À CÔTÉ (VOIR ING. EN ÉLECTRICITÉ).
3. LE DISPOSITIF DE MANOEUVRE DE CHAQUE PORTE D'ISSUE DOIT POUVOIR ÊTRE ACTIONNÉE D'UNE SEULE MAIN ET L'OUVERTURE DE LA PORTE NE DOIT PAS NÉCESSITER PLUS D'UNE MANOEUVRE.

**PORTES**

**1** ) L'EXTRÉMITÉ D'UNE PORTE, DANS SON DÉBATTEMENT, NE DOIT PAS ARRIVER À MOINS DE 300 MM D'UNE CONTREMARCHE.

**2)** UNE PORTE D'ISSUE DOIT DONNER DE PLAIN-PIED SUR L'EXTÉRIEUR; TOUTEFOIS, SI ELLE RISQUE D'ÊTRE BLOQUÉE PAR LA NEIGE OU LA GLACE, IL PEUT Y AVOIR UNE DÉNIVELLATION D'AU PLUS 150 MM.

**3)** LES PORTES D'ISSUE DOIVENT ÊTRE FACILES À REPÉRER ET SIGNALÉS PAR DES INDICATIONS BIEN VISIBLES, ET NE JAMAIS ÊTRE OBSTRUÉS.

**4)** TOUT VANTAIL DE PORTE D'ISSUE DOIT AVOIR AU MOINS 610 MM DE LARGEUR SI LA PORTE A PLUS D'UN VANTAIL.

**5)** LES PORTES D'ISSUE (INCLUANT LE CADRE DE PORTE) DOIVENT ÊTRE EN ACIER ET DOIVENT AVOIR LE DEGRÉ PARE-FLAMME TEL QUE REQUIS.

**SENS D'OUVERTURE DES PORTES**

**1)** UNE PORTE D'ISSUE, SAUF SI ELLE DESSERT UN SEUL LOGEMENT, DOIT :
A) S'OUVRIR DANS LA DIRECTION DE L'ISSUE; ET
B) PIVOTER AUTOUR D'UN AXE VERTICAL.

**DISPOSITIFS DE FERMETURE AUTOMATIQUE**

**1** ) UNE PORTE D'ISSUE QUI DOIT NORMALEMENT ÊTRE TENUE FERMÉE :
A) DOIT ÊTRE MUNIE D'UN DISPOSITIF DE FERMETURE AUTOMATIQUE; ET
B) NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE MAINTENUE EN POSITION OUVERTE.

**NOTES DE FINITION:**

1. L'INDICE DE PROPAGATION DE LA FLAMME NE DOIT PAS DÉPASSER 150 POUR LES FINIS MURAUX INTÉRIEURS.
2. LE VERRE DANS LES PORTES ET VITRINES DOIT ÊTRE TREMPÉ.
3. LES COMPOSANTES DE BOIS SUR LES MURS DOIVENT AVOIR UNE ÉPAISSEUR MAXIMALE DE 7/8", ET UN INDICE DE PROPAGATION DE LA FLAMME D'AU PLUS 150; SINON, ILS DOIVENT ÊTRE IGNIFUGES.
4. L'INDICE DE PROPAGATION DE LA FLAMME NE DOIT PAS DÉPASSER 25 POUR LES FINIS AU PLAFOND. SEULEMENT DANS LE CAS D'UN ESPACE OCCUPANT 10% DE LA SURFACE TOTALE DU PLAFOND, UN INDICE DE PROPAGATION DE LA FLAMME D'AU PLUS 150 EST PERMIS.
5. LES RAMPES ET SURFACES DE PLANCHER DOIVENT COMPORTER UNE SURFACE ANTIDÉRAPANTE.

**NOTES CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT:**

1. CHAQUE ALLÉE DE CIRCULATION PRINCIPALE MENANT VERS LES PORTES DE SORTIES OU LES ISSUES DE SECOURS DOIT AVOIR UN MINIMUM DE 44" DE DÉGAGEMENT.
2. LES INSTALLATIONS FUTURES OU TOUT ÉQUIPEMENT DANS LES AIRES DE PLANCHER NE DOIVENT PAS CRÉER D'OBSTRUCTION PAR RAPPORT AUX ACCÈS DES ISSUES.
3. L'ESPACE EN AVANT DU PANNEAU ÉLECTRIQUE DEVRAIT ÊTRE DÉGAGÉ EN TOUT TEMPS TEL QUE REQUIS.

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

20 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

**NOTES IMPORTANTES:**

- POUR TOUT TRAVAIL DE DÉMOLITION, SUPPORT TEMPORAIRE, PERCEMENT DANS LES MURS, OU ENLÈVEMENT DE MURS; ET POUR TOUT LES ASPECTS DE POINT DE VUE STRUCTURAL DES TRAVAUX, SE RÉFÉRER AUX DESSINS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE.
- L'INSTALLATION ET/OU LA MODIFICATION DES SYSTÈMES DE PLOMBERIE, SYSTÈMES MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS PAR DES SPÉCIALISTES CERTIFIÉS ET EN ACCORD AVEC LES CODES ET RÈGLEMENTS EN VIGUEUR.
- L'ENTREPRENEUR ET TOUS LES SOUS-TRAITANTS DOIVENT RESPECTER LES LOIS, NORMES, ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX, PROVINCIAUX ET FÉDÉRAUX APPLICABLES ET EXIGÉS PAR LES AUTORITÉS COMPÉTENTES.

**EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX:**

- AJUSTER L'OUVRAGE DE MANIÈRE ÉTANCHE AUTOUR DES CANALISATIONS, DES MANCHONS, DES CONDUITS D'AIR ET CONDUITS ÉLECTRIQUES AINSI QUE DES AUTRES ÉLÉMENTS TRAVERSANT.
- AUX TRAVERSÉES DE MURS, DE PLAFONDS OU DE PLANCHERS COUPE-FEU, OBTURER COMPLÈTEMENT LES VIDES AUTOUR DES OUVERTURES AVEC UN MATÉRIEL COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE, SUR TOUTE L'ÉPAISSEUR DE L'ÉLÉMENT TRAVERSÉ ET OFFRANT LE MÊME DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU QUE L'ÉLÉMENT TRAVERSÉ.
- DANS LE CAS DE DOUTE SUR LA RÉSISTANCE AU FEU D'UN ÉLÉMENT EXISTANT, AVISER L'ARCHITECTE PAR ÉCRIT ET ATTENDRE SES INSTRUCTIONS AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ET LES SOUS-TRAITANTS SONT CONJOINTEMENT RESPONSABLES D'EXÉCUTER CES TRAVAUX.
- FINIR LES SURFACES DE MANIÈRE À ASSURER UNE UNIFORMITÉ AVEC LES REVÊTEMENTS DE FINITION ADJACENTS. DANS LE CAS DE SURFACES CONTINUES, RÉALISER LA FINITION JUSQU'À LA PLUS PROCHE INTERSECTION ENTRE DEUX ÉLÉMENTS; DANS LE CAS D'UN ASSEMBLAGE D'ÉLÉMENTS, REFAIRE LA FINITION AU COMPLET.

**NOTES DE CONSTRUCTION:**

- NE PAS COMPROMETTRE L'INTÉGRITÉ ET LE DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DES MURS MITOYENS, DES SÉPARATIONS COUPE-FEU (MURS DES ESCALIERS, PLANCHERS/PLAFONDS).
- TOUS LES FINIS COMBUSTIBLES DOIVENT AVOIR UNE ÉPAISSEUR MAXIMALE DE 25MM.
- DANS LE CAS OU L'ENTREPRENEUR JUGE QU'IL MANQUE DE L'INFORMATION NÉCESSAIRE A L'EXÉCUTION ADÉQUATE DES TRAVAUX, IL SE DOIT DE CONTACTER L'ARCHITECTE AFIN D'OBTENIR LES INSTRUCTIONS OU DESSINS SUPPLÉMENTAIRES, AVANT DE CONTINUER AVEC LES TRAVAUX EN QUESTION.
- LES INSTRUCTIONS ÉMIS PAR L'ARCHITECTE DANS CES PLANS INDIQUENT LA CONCEPTION, ET LES RÈGLES DE BASE A SUIVRE AFIN DE RENDRE LES TRAVAUX EFFECTUÉES CONFORMES AU NORMES ET RÈGLEMENTS EN VIGUEUR. CES INSTRUCTIONS DOIVENT ÊTRE APPLIQUÉES SELON LE CAS, ET CHAQUE SOUS-TRAITANT EST RESPONSABLE D'EXÉCUTER SES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES D'ART DE SA DISCIPLINE.
- RAPPORTER À L'ARCHITECTE TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ANOMALIES, AINSI QUE FAIRE APPROUVER PAR L'ARCHITECTE TOUT CHANGEMENT OU MODIFICATION PAR RAPPORT AUX PLANS ET DIRECTIVES DONNÉS DANS LE CAHIER DE DESSINS.

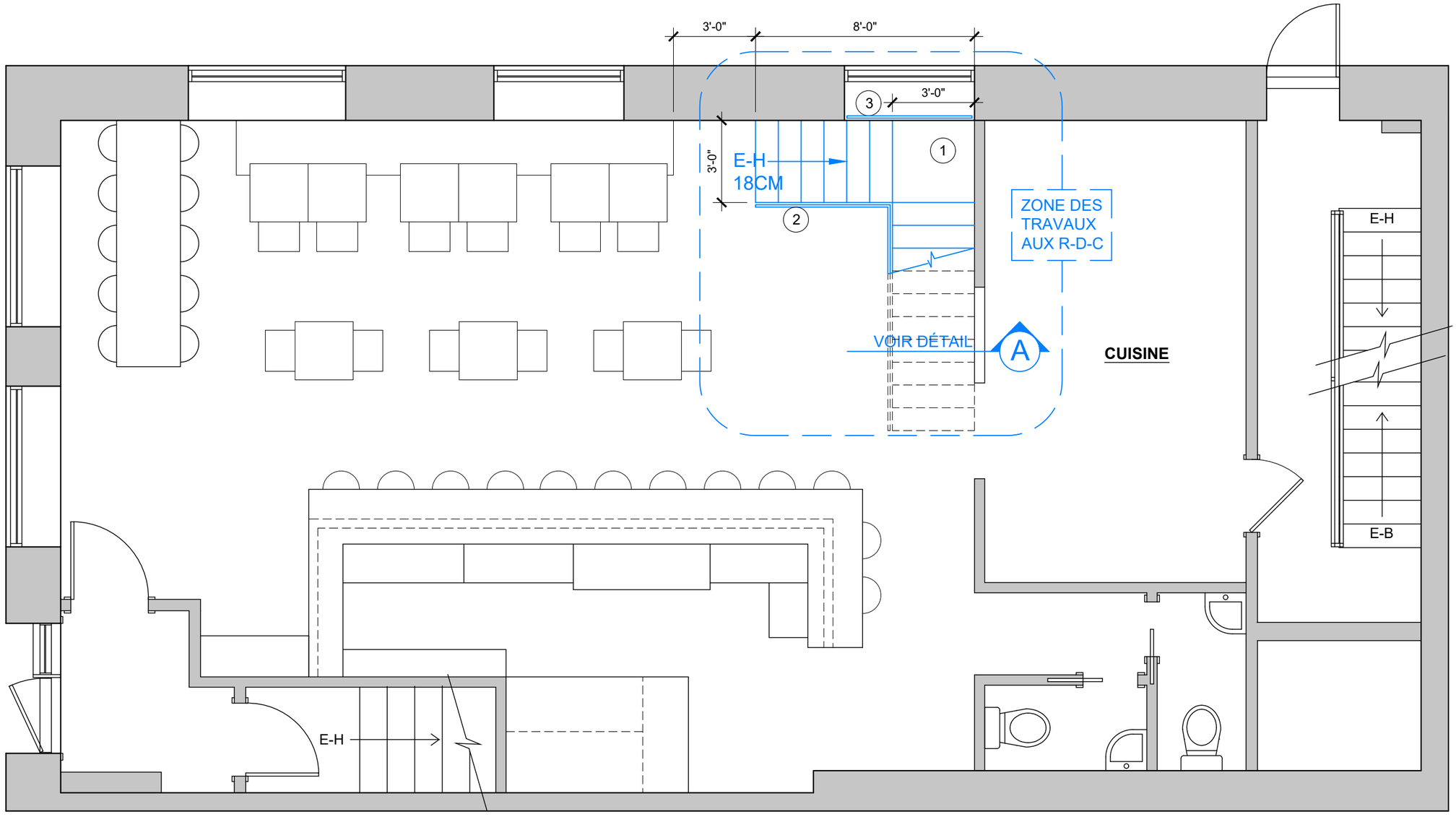
Ordre des architectes du Québec
2021-10-05
A 4947
MILKO DIMITROV
ARCHITECTE

| | | |
|---|---|---|
| PROJET / PROJECT: | TITTRE / TITLE: | DESSIN / DRAWING: |
| PUB SAINT-PIERRE<br>410 RUE SAINT-PIERRE<br>MONTRÉAL, QUÉBEC | PLANS POUR PERMIS SEULEMENT | PLAN DES CONDITIONS EXISTANTES |

| No | EMISSION / RÉVISION: | | PAR |
|---|---|---|---|
| 01 | POUR INFORMATION SEULEMENT | 2020-11-16 | MD |
| 02 | POUR PERMIS SEULEMENT | 2020-11-24 | MD |
| 03 | POUR PERMIS SEULEMENT | 2021-10-05 | MD |

oberfeld | dimitrov
ARCHITECTURE | DESIGN
8134 boulevard Décarie suite 130 Montréal (Qc) H4P 2S8
tel:514.315.6751 fax:514.315.6753 www.oberfelddimitrov.com

| DATE: | ECHELLE / SCALE: | PAGE: |
|---|---|---|
| 2021-10-05 | 1/8"=1'0" | A2 |
| PROJECT No: | DESSINÉ / DRAWN: | |
| OD-20-214 | MD | |



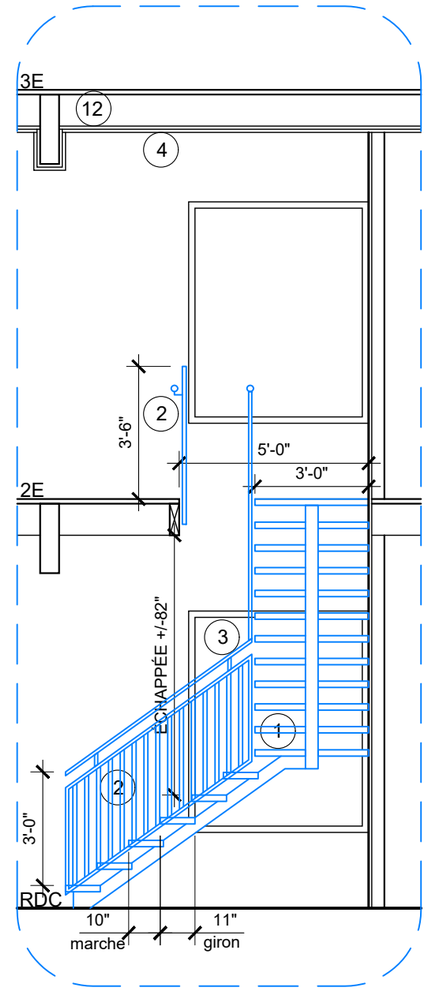

## PLAN DU R-D-C

ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"

**AIRE DU PLANCHER POUR LA SUITE:**
**970 PI.CA.**

VALIDER LA CONFORMITÉ DES ISSUES;
VOIR NOTES FOURNIS SUR CES PLANS

LÉGENDE:
VOIR PAGE A4




## DÉTAIL / COUPE - A

ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

20 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

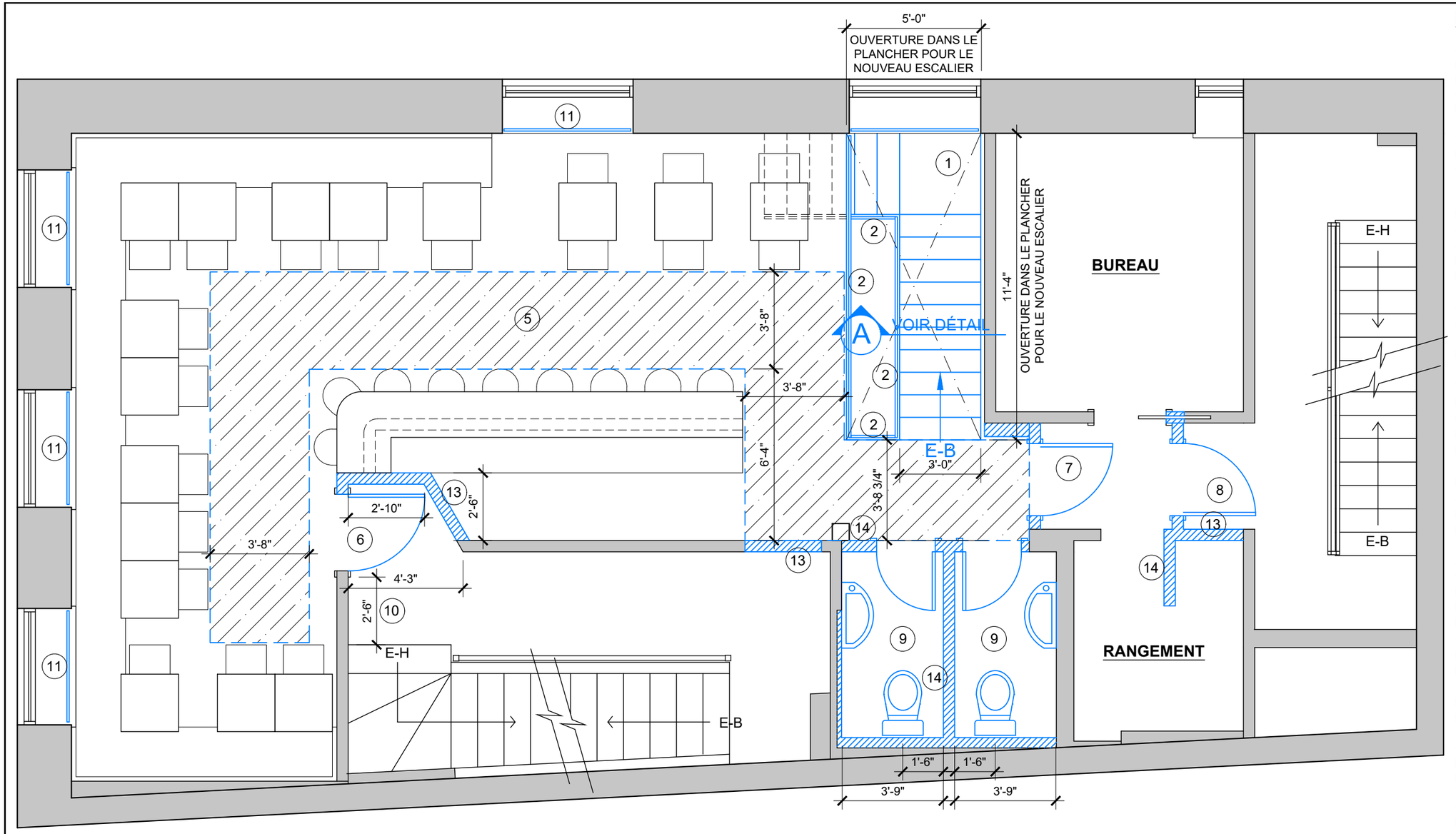
Ordre des architectes du Québec
2021-10-05
A 4947
MILKO DIMITROV
ARCHITECTE

| PROJET / PROJECT: | TITTRE / TITLE: | DESSIN / DRAWING: |
|---|---|---|
| PUB SAINT-PIERRE<br>410 RUE SAINT-PIERRE<br>MONTRÉAL, QUÉBEC | PLANS POUR PERMIS SEULEMENT | PLAN DU R-D-C<br>CHANGEMENTS PROPOSÉS |

| No | ÉMISSION / RÉVISION: | | PAR |
|---|---|---|---|
| 01 | POUR INFORMATION SEULEMENT | 2020-11-16 | MD |
| 02 | POUR PERMIS SEULEMENT | 2020-11-24 | MD |
| 03 | POUR PERMIS SEULEMENT | 2021-10-05 | MD |


oberfeld | dimitrov
ARCHITECTURE | DESIGN
8134 boulevard Décarie suite 130 Montréal (Qc) H4P 2S8
tel:514.315.6751 fax:514.315.6753 www.oberfelddimitrov.com


| DATE: | ECHELLE / SCALE: | PAGE: |
|---|---|---|
| 2021-10-05 | 1/4"=1'0" | A3 |
| PROJECT No: | DESSINÉ / DRAWN: | |
| OD-20-214 | MD | |




# PLAN DU 2E ÉTAGE

ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

20 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

**AIRE DU PLANCHER POUR LA SUITE:**
**850 PI.CA.**

VOIR DÉTAIL / COUPE 'A' A LA PAGE A3

NOUVEAU MUR

MUR EXISTANT

## LÉGENDE:

1. NOUVEAU ESCALIER (CONFORME AU CNB) DE CONSTRUCTION INCOMBUSTIBLE (STRUCTURE ET MARCHES). HAUTEUR DE CONTRE MARCHES 180mm MAX (7,09"); VALIDER EN TERMES DE LA HAUTEUR GLOBALE PLANCHER A PLANCHER, ET EN FONCTION DE 18 CONTRE MARCHES. LES MARCHES (SURFACE ANTIDÉRAPANTE) AVEC UN GIRON DE 11".
2. GARDE-CORPS, ET MAIN-COURANTE TEL QUE REQUIS PAR LE CNB; MATÉRIAUX INCOMBUSTIBLES; GARDE-CORPS 42" DE HAUTEUR; MAIN-COURANTE 36" DE HAUTEUR ET CONTINUE DU HAUT EN BAS.
3. LE NOUVEAU ESCALIER PASSE EN AVANT D'UNE FENÊTRE; IL DOIT Y AVOIR UN GARDE-CORPS ENTRE CETTE FENÊTRE ET L'ESCALIER (PALIER / MARCHES).
4. AJOUTER 2X GYPSE 5/8" FIRECORE 'C' AU PLAFOND DU 2E ÉTAGE. S'ASSURER QUE TOUS LES ÉLÉMENTS PORTEURS AU PLAFOND (POUTRES ET SOLIVES) SONT COUVERTS PAR CES DEUX ÉPAISSEURS DE GYPSE REQUIS. TOUS LES ÉLÉMENTS PORTEUR (COLONNES) QUI SONT EXPOSÉES ET QUI SUPPORTENT LE PLAFOND DOIVENT RECEVOIR LA MÊME PROTECTION COUPE-FEU QUE LE PLAFOND.
5. ASSURER UNE ALLÉE DE CIRCULATION MENANT VERS LES PORTES DE SORTIES / ISSUES AVEC UN MINIMUM DE 44" DE DÉGAGEMENT.
6. PORTE D'ISSUE RELOCALISÉE; VALIDER LA PRÉSENCE D'UN FERME-PORTE AUTOMATIQUE, BARRE-PANIQUE, ET UN D-P-F DE 45 MINUTES.
7. PORTE EXISTANTE DÉPLACÉE; VALIDER LA PRÉSENCE D'UNE BARRE-PANIQUE.
8. PORTE EXISTANTE A RECULER AFIN D'ÉLIMINER L'OBSTRUCTION QUE CETTE PORTE CRÉE EN POSITION OUVERTE DANS L'ESCALIER D'ISSUE; VALIDER LA PRÉSENCE D'UN FERME-PORTE AUTOMATIQUE, BARRE-PANIQUE, ET UN D-P-F 45 MIN.
9. D'APRÈS LE CNB, IL FAUT PRÉVOIR 2 W-C: 1 POUR FEMMES, ET 1 POUR HOMMES AU 2E ÉTAGE. NOUVELLES PORTES DE 28" (VALIDER SI LA LARGEUR DE PORTES SUGGÉRÉE EST POSSIBLE).
10. IL FAUT ASSURER AU MOINS 30" DE DÉGAGEMENT ENTRE L'ESCALIER ET LE DÉBATTEMENT DE LA NOUVELLE PORTE TEL QUE 3.4.3.3.2) DU CNB.
11. LES FENÊTRES AYANT DES VOLÉS OUVRANTS DOIVENT AVOIR DES LIMITATEURS D'OUVERTURES ET POSSÉDER DU VERRE TREMPÉ. OU BIEN, IL FAUT ASSURER UNE PROTECTION AVEC UN GARDE-CORPS OU PANNEAU TRANSPARENT AFIN D'ÉLIMINER LE RISQUE D'ACCIDENTS (CHUTE). SI CETTE PROTECTION EST FOURNIE PAR UN PANNEAU EN VERRE, IL DOIT ÊTRE TREMPÉ.
12. UTILISER LA LAINE INSONORISANTE ET/OU DES PANNEAUX ACOUSTIQUES TEL QUE SONOPAN AFIN DE RENDRE LE DEGRÉ DE TRANSMISSION AU SON CONFORME TEL QUE CNB.
13. CE NOUVEAU MUR DOIT CONTINUER L'INTÉGRITÉ DE LA SÉPARATION COUPE-FEU (1 HEURE) DE L'ESCALIER. PRÉVOIR UN PANNEAU DE GYPSE $\frac{5}{8}$" DE TYPE FIRECODE 'C' DE CHAQUE COTÉ D'UN MONTANT MÉTALLIQUE.
14. TOUTE CLOISON INTÉRIEURE QUI NE FAIT PAS PARTIE D'UNE SÉPARATION COUPE FEU PEUT AVOIR UNE COMPOSITION STANDARD AVEC DES PANNEAUX DE GYPSE RÉGULIER DE $\frac{1}{2}$" DE CHAQUE COTÉ D'UN MONTANT MÉTALLIQUE.

Ordre des architectes du Québec
2021-10-05
A 4947
MILKO DIMITROV
ARCHITECTE

PROJET / PROJECT:
PUB SAINT-PIERRE
410 RUE SAINT-PIERRE
MONTRÉAL, QUÉBEC

TITTRE / TITLE:
PLANS POUR PERMIS SEULEMENT

DESSIN / DRAWING:
PLAN DU 2e ÉTAGE
CHANGEMENTS PROPOSÉS

| No | EMISSION / RÉVISION: | | PAR |
|---|---|---|---|
| 01 | POUR INFORMATION SEULEMENT | 2020-11-16 | MD |
| 02 | POUR PERMIS SEULEMENT | 2020-11-24 | MD |
| 03 | POUR PERMIS SEULEMENT | 2021-10-05 | MD |


oberfeld | dimitrov
ARCHITECTURE | DESIGN
8134 boulevard Décarie suite 130 Montréal (Qc) H4P 2S8
tel:514.315.6751 fax:514.315.6753 www.oberfelddimitrov.com


| DATE: | ECHELLE / SCALE: | PAGE: |
|---|---|---|
| 2021-10-05 | 1/4"=1'0" | A4 |
| PROJECT No: | DESSINÉ / DRAWN: | |
| OD-20-214 | MD | |

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

## NOTE POUR LE CCU

### PPCMOI

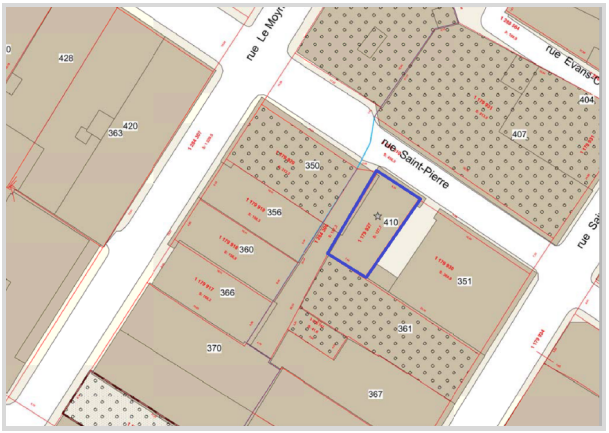
410, RUE SAINT-PIERRE

### Informations générales

- Demandeur : Romy Maurasse (Pub Saint-Pierre)
- Concepteur : Oberfeld Dimitrov architecture design
- Investissement : 30 000$
- District électoral : Saint-Jacques
- Responsable du dossier : Catherine Beaulieu
- Numéro de requête : 3003177053

### Contexte

Une demande de PPCMOI a été déposée afin de permettre l'agrandissement du restaurant «Pub Saint-Pierre» présentement aménagé au rez-de-chaussée, par l'ajout d'un escalier communiquant avec le deuxième étage et ainsi former qu'une seule suite à l'intérieur du bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre. Le 13 mai 2021, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable pour ce projet, présenté dans le cadre d'une demande d'avis préliminaire.




Localisation



Situation actuelle

### Décisions antérieures

S.O.

**Recommandations antérieures du CCU**

À la séance du 13 mai 2021, le CCU a émis un avis favorable avec conditions, notamment les suivantes:

- La superficie dédiée pour l'usage «restaurant» au 2e étage ne doit pas dépasser 55 $m^2$.
- Le local tampon doit avoir une superficie minimale de 9,2$m^2$.
- Fournir une étude acoustique comprenant l'aménagement d'une zone tampon qui permet de confirmer que le niveau sonore du restaurant respecte la réglementation applicable soit un maximum de 98 dB(A) et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.

**Description du site**

Le site est au cœur du Vieux-Montréal, près de la rue Saint-Paul, dans un secteur où les visiteurs sont nombreux, mais aussi, là où de nombreux résidents y sont établis dans les dernières années.

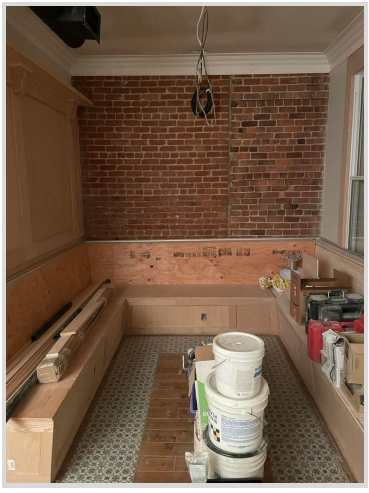
Le bâtiment de 4 étages, implanté sur la totalité du lot a été construit en 1901 pour abriter des fonctions commerciales. Aujourd'hui, le rez-de-chaussée est occupé par un usage commercial, le 2e est vacant et le 3e étage est un espace bureau pour logiciel de musique par la compagnie MCity Solo depuis juillet 2021. Le 4e étage est occupé par un logement.

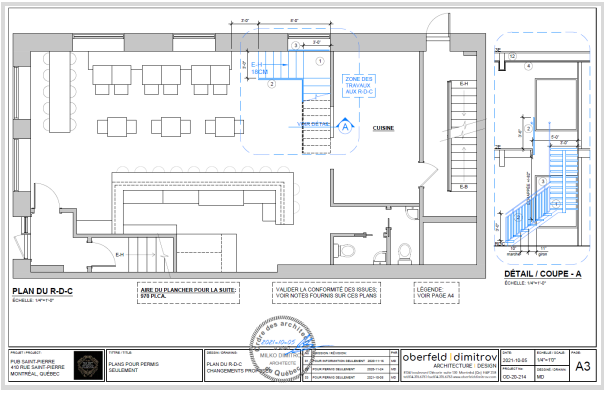
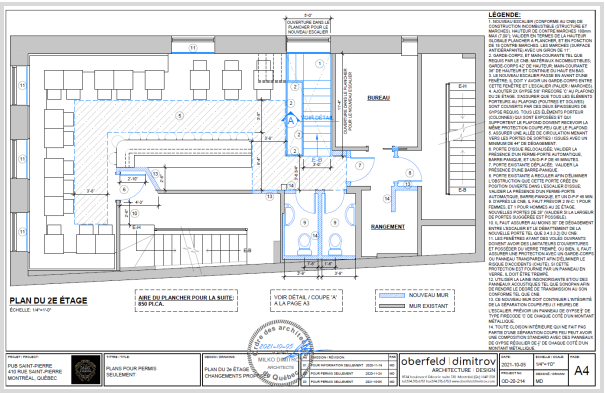
En 2016, suite à une étude de droit acquis, l'établissement «Pub Saint-Pierre» a obtenu un certificat d'occupation pour l'usage restaurant. À ce jour, la salle à manger du restaurant occupe la majorité du rez-de-chaussée (74 $m^2$) et offre 50 places assises.

**Description du projet**

La demande vise l'agrandissement du restaurant «Pub Saint-Pierre» par la création d'un escalier qui permettrait de relier directement le rez-de-chaussée avec le 2e étage en vue de former qu'une seule suite. L'espace aménagé par le restaurant au 2e étage occuperait une superficie de 55 $m^2$ ce qui représente environ 33% de la superficie totale de l'établissement. Une zone tampon d'une superficie de 9,2 $m^2$ sera aménagée de manière à minimiser l'impact sonore en provenance du restaurant vers les logements situés à l'arrière du bâtiment, au 404, rue Saint-Pierre et au 361, rue Saint-Paul Ouest. Aucuns travaux à l'extérieur n'est prévu dans le cadre de cette demande.





| *Rez-de-chaussée - Mai 2022* | *2e étage - Mai 2022* |
|---|---|
|  |  |
| Plans travaux projetés rez-de-chaussée | Plans travaux projetés 2e étage |

**Cadre réglementaire**

- Selon l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage «restaurant» étant considéré comme un usage spécifique, il ne peut s'implanter aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment.
- Selon l'article 266 de ce même règlement, dans le secteur M.3, un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant alors que le bâtiment situé au 410, rue Saint-Pierre est adjacent à un autre restaurant, situé au 355, rue Saint-Paul Ouest (Lunch à porter).

**Analyse**

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme.

L'agrandissement de l'usage «restaurant» au 2e étage est compatible et complémentaire aux activités présentes dans le Vieux-Montréal. L'aménagement proposé prend en considération la présence de logements à proximité par l'aménagement d'une zone tampon pour minimiser les impacts sonores.

Le projet ne vient pas à l'encontre des objectifs du contingentement en vigueur voulant diversifier les occupations commerciales au rez-de-chaussée dans le secteur du Vieux-Montréal. Le projet ne vise pas l'ajout d'un restaurant, mais vise plutôt l'agrandissement d'un établissement déjà existant dans le secteur. Le 2e étage du bâtiment étant vacant, l'opportunité de joindre les deux suites pour en faire une seule par la création d'un escalier est une possibilité intéressante pour en augmenter sa capacité considérant que l'aménagement d'un café-terrasse n'est pas une option possible étant donné la localisation et la configuration du bâtiment sur son lot.

**Considérations de la Direction**

**Considérant que** le projet répond aux critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme;

**Considérant que** l'agrandissement de l'usage «restaurant» au 2e étage est compatible avec la vocation du bâtiment ainsi que celle du secteur du Vieux-Montréal;

**Considérant qu'**une zone tampon sera aménagée afin de minimiser les risques de nuisances sonores envers les résidents des immeubles limitrophes;

**Considérant que** le projet ne vise pas l'ajout d'un restaurant dans le secteur, mais bien l'agrandissement d'un établissement déjà établi depuis quelques années;

**Considérant que** la suite au 2e étage est présentement vacante et que le projet pourra contribuer à la vitalité commerciale du secteur;

**Considérant qu'**aucun affichage supplémentaire n'est prévu, ni de travaux extérieurs;

**Considérant qu**'il n'y a aucune opportunité pour le requérant d'augmenter sa capacité d'occupation via l'aménagement d'un café-terrasse.

**Recommandations de la Direction**

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande **aux conditions suivantes** :

- La superficie dédiée pour l'usage «restaurant» au 2e étage ne doit pas dépasser 55 $m^2$.
- Le local tampon doit avoir une superficie minimale de 9,2$m^2$.
- Fournir une étude acoustique comprenant l'aménagement d'une zone tampon qui permet de confirmer que le niveau sonore du restaurant respecte la réglementation applicable et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**9 juin 2022**
**3003177053**
**4.2.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| | |
| **Endroit :** | 410, rue Saint-Pierre |
| | |
| **Responsable :** | Catherine Beaulieu |
| | |
| **Description :** | La demande concerne un site au cœur du Vieux-Montréal, près de la rue Saint-Paul, dans un secteur où les visiteurs sont nombreux, mais aussi, là où de nombreux résidents y sont établis dans les dernières années.<br><br>Le bâtiment de 4 étages, implanté sur la totalité du lot a été construit en 1901 pour abriter des fonctions commerciales. Aujourd'hui, le rez-de-chaussée est occupé par un usage commercial, le 2$^{e}$ est vacant et le 3$^{e}$ étage est un espace bureau pour la compagnie MCity Solo depuis juillet 2021. Le 4$^{e}$ étage est occupé par un logement.<br><br>En 2016, suite à une étude de droit acquis, l'établissement « Pub Saint-Pierre » a obtenu un certificat d'occupation pour l'usage restaurant. À ce jour, la salle à manger du restaurant occupe la majorité du rez-de-chaussée (74 m$^{2}$) et offre 50 places assises.<br><br>La demande vise l'agrandissement du restaurant « Pub Saint-Pierre » par la création d'un escalier qui permettrait de relier directement le rez-de-chaussée avec le 2$^{e}$ étage en vue de former qu'une seule suite. L'espace aménagé par le restaurant au 2$^{e}$ étage occuperait une superficie de 55 m$^{2}$ ce qui représente environ 33% de la superficie totale de l'établissement. Une zone tampon d'une superficie de 9,2 m$^{2}$ sera aménagée de manière à minimiser l'impact sonore en provenance du restaurant vers les logements situés à l'arrière du bâtiment, au 404, rue Saint-Pierre et au 361, rue Saint-Paul Ouest. Aucuns travaux à l'extérieur n'est prévu dans le cadre de cette demande. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Lors de la séance du 13 mai 2021, le CCU a émis un avis favorable avec conditions pour ce dossier. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet répond aux critères du *Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011)* et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | L'agrandissement de l'usage « restaurant » au 2e étage est compatible avec la vocation du bâtiment ainsi que celle du secteur du Vieux-Montréal. |
| | |
| **Considérant qu' :** | Une zone tampon sera aménagée afin de minimiser les risques de nuisances sonores envers les résidents des immeubles limitrophes. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet ne vise pas l'ajout d'un restaurant dans le secteur, mais bien l'agrandissement d'un établissement déjà établi depuis quelques années. |
| | |
| **Considérant que :** | La suite au 2e étage est présentement vacante et que le projet pourra contribuer à la vitalité commerciale du secteur. |
| | |
| **Considérant qu' :** | Aucun affichage supplémentaire n'est prévu, ni de travaux extérieurs. |
| | |
| **Considérant qu' :** | Il n'y a aucune opportunité pour le requérant d'augmenter sa capacité d'occupation via l'aménagement d'un café-terrasse. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **La superficie dédiée pour l'usage « restaurant » au 2e étage ne doit pas dépasser 55 m².**
- **Le local tampon au deuxième étage doit avoir une superficie minimale de 9,2 m².**
- **Fournir une étude acoustique révisée du rapport daté du 16 octobre 2021 par la firme AcoustikaLab afin:**
  - **D'intégrer des mesures de mitigation pour le logement situé au 350, rue Le Moyne app.201, le cas échéant.**
  - **De confirmer que le niveau sonore du restaurant respecte la réglementation applicable et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

# R-300622-1

## Étude acoustique du bruit environnemental
## Du nouveau 2e étage du restaurant «PUB ST-PIERRE»
## Avec son voisin résidentiel de droite.

Située au:

**410 Rue Saint-Pierre, Montréal, QC, H2Y 1Y3**

Client:

**PUB ST-PIERRE**
410 Rue Saint-Pierre, Montréal, QC, H2Y 1Y3
a/s: Jasmine Noël, Directrice générale
B: (514) 757-5876

Par :

Consultants Acoustique
514-692-1147
AcoustikaLab INC
Mesure Bruit
Évaluation Son
Formation Vibration
CP 52523, CSP CASTELNEAU, MONTREAL, QC., H2R 3C5

Le :

30 juin 2022

# Table des matières

**1. Avis au lecteur ..... 3**

**2. Contexte ..... 4**

**3. Mandat ..... 4**

**4. Généralité sur la perception humaine des écarts sonores en décibels. ..... 5**

**5. Identifications des lieux d'émission et de réception. ..... 6**
- 1) Identification des lieux d'émission et de réception. ..... 6
- 2) Organisation des lieux au 2e étage du PUB ST-PIERRE et son voisin résidentiel. ..... 7

**6. Conditions de mesures et protocole. ..... 11**
- Disposition du test d'insonorisation fait au 2e étage entre le Pub et son voisin résidentiel. ..... 11

**7. Résultats, observations et analyses des mesures sonores ..... 14**
- 1) Test d'insonorisation au bruit aérien. ..... 14
- 2) Test d'insonorisation au bruit d'impact. ..... 17

**8. Conclusion ..... 20**

**Annexe 1 ..... 21**
- Instrumentations ..... 21

**Annexe 2 ..... 22**
- Certificat et preuve de calibration : ..... 22
- Photos in situ de l'étalonnage du sonomètre et conditions météo. ..... 25

**Annexe 3 ..... 27**
- Vue du 1er étage avec sonomètre. ..... 27

**Annexe 4 ..... 28**
- Règlementation de l'arrondissement Ville-Marie. ..... 28
- Ordonnance 2 du règlement de l'arrondissement. ..... 33

## 1. Avis au lecteur

Cadre légal :

Ce document est privé et a été préparé par Acoustikalab Inc. uniquement et exclusivement pour le mandant. Son usage est strictement privé. La diffusion publique en tout ou en partie de ce document par le mandant, ses représentants, ou un tiers, est strictement interdite. Cette restriction s'adresse aussi à tous tiers qui auraient accès à ce document via la loi d'accès à l'information (ou toute autre voie).

Ce document et ses parties sont assujettis au droit d'auteur, qui reste exclusif à Acoustikalab Inc. Ce document et ses parties constituent un tout indivisible. Aucune partie de ce document ne peut être utilisée et/ou interprétée hors de ce contexte.

Toute utilisation en tout ou en partie de ce document par des tiers sans la permission écrite du mandant et d'Acoustikalab Inc. est strictement interdite. Aucune utilisation et interprétation hors de ce cadre n'est autorisée et supportée par Acoustikalab Inc. et expose l'utilisateur à d'éventuelles poursuites judiciaires.

Ce document est restreint dans sa portée : aux objectifs, aux questionnements et au budget du mandant. Toute utilisation ou interprétation en entier ou en partie en dehors de ce contexte par le mandant, ses représentants, ou un tiers, est strictement interdite.

Ce document a été produit avec la collaboration du mandant et/ou ses représentants. Sa rédaction s'appuie sur les informations fournies et/ou disponibles au moment de sa production. S'il apparaît des informations inexactes, des changements d'équipements ou de l'environnement, etc., sa valeur peut être altérée et des modifications peuvent s'avérer nécessaires.

Toute représentation associée à ce document est exclue. Ce document constitue la dernière version à jour et peut /ou remplace toute autre version antérieure.

## 2. Contexte

Dans le contexte d'une nouvelle salle de réception au 2e étage du PUB ST-PIERRE, la ville requiert une étude acoustique sur la qualité de l'insonorisation au bruit aérien et d'impact avec ses voisins résidentiels situés au 2e étage afin de s'assurer qu'aucune nuisance ne sera subie par ses voisins résidentiels.

Dans ce cadre, un test d'insonorisation au bruit aérien et d'impact préliminaire a été effectué entre le 2e étage du PUB ST-PIERRE et son voisin résidentiel arrière (ouest) et de droite (nord).

Par la suite une mesure du niveau sonore produit au 1er étage du PUB ST-PIERRE a été réalisée durant 1 semaine afin de comparer le niveau du bruit de l'activité du PUB ST-PIERRE au RDC avec les niveaux acoustiques d'insonorisation.

Enfin, l'objectif est de produire une analyse acoustique afin de déterminer si le niveau sonore anticipé produit au 2e étage du PUB ST-PIERRE sera conforme à la quiétude sonore requise selon la règlementation de l'arrondissement sur le bruit R.R.V.M. c. B-3.

Actuellement, le rapport R-280921-2 a été produit pour le voisin arrière du 2e étage en septembre 2021.

Le client désire donc à ce stade le même type d'étude acoustique pour le voisin du 2e étage de droite que celle faite pour le voisin arrière.

## 3. Mandat

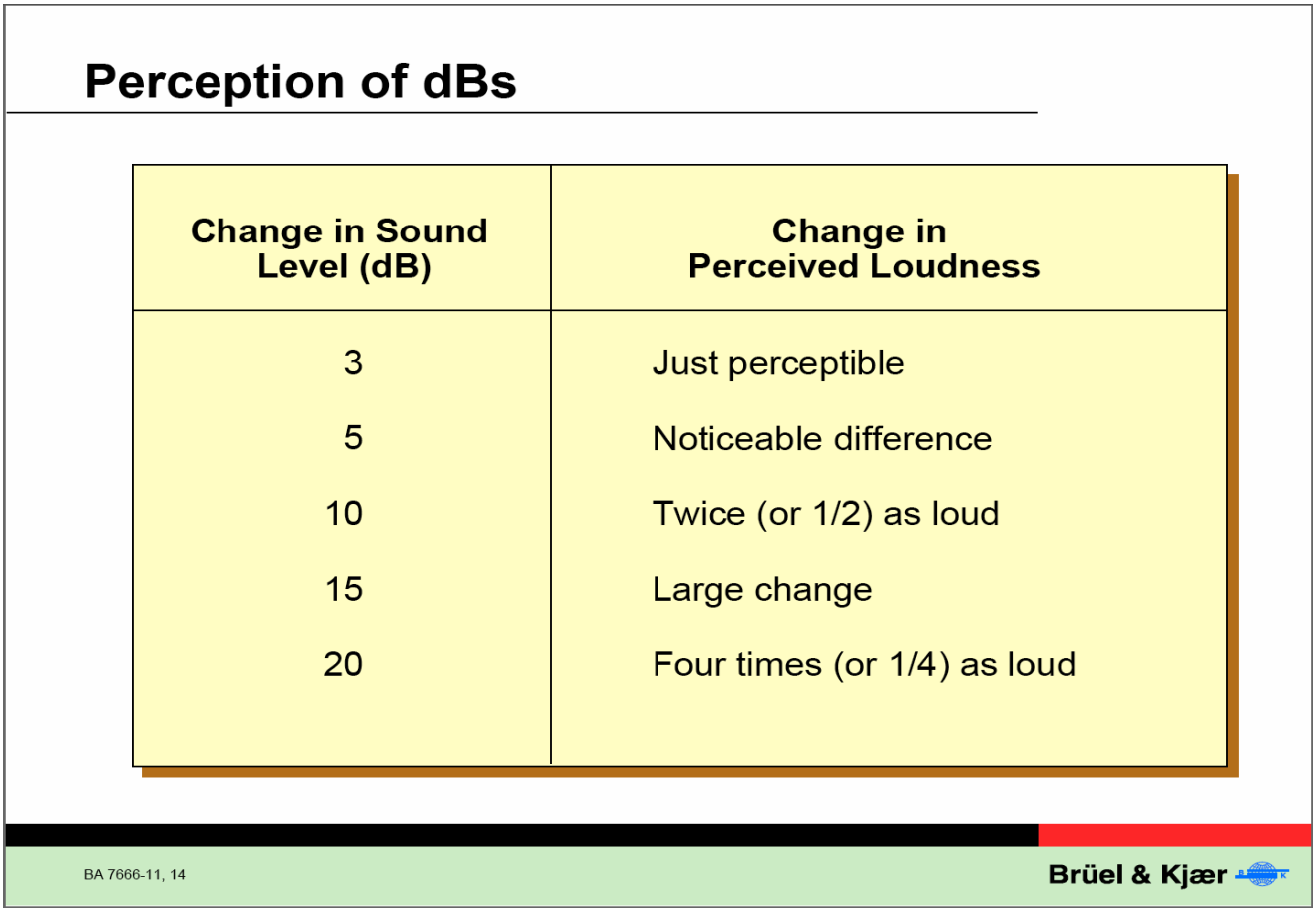
- Faire des mesures d'insonorisation du bruit aérien et d'impact entre le 2e étage du PUB ST-PIERRE et son voisin résidentiel de droite situé au 2e étage, soit le «202-350 Rue Le Moyne».
- Mesurer le niveau sonore du bruit ambiant des activités du 1er étage du PUB ST-PIERRE.
- Déterminer la conformité de la quiétude sonore chez les voisins résidentiels attenants au 2e étage.

## 4. Généralité sur la perception humaine des écarts sonores en décibels.

Le tableau ci-bas permet de qualifier la perception humaine de l'écart entre la mesure obtenue et la valeur de référence au bruit selon l'échelle du décibel.

Ainsi, si dans un exemple fictif, l'indice d'insonorisation réel obtenu est de 53 et que le code exige un minimum de 50, cela donne un écart positif de 3 décibels et représente ainsi une amélioration « faiblement perceptible » par rapport au minimum exigé.

Si dans un autre exemple fictif, un résultat de 6 décibels plus faible que le minimum de 50 est obtenu, cet écart défavorable peut être alors qualifié comme étant « clairement percevable ».




*Ref : Cours sur les principes de base acoustiques de Bruel & Kjaer.*

C'est donc dire que des écarts de bruit de 3 dB sont à peine perceptibles, des écarts de 5 dB sont significatifs et des écarts de 10 dB sont perçus à l'oreille comme étant de 2 fois plus fort ou moins fort.

## 5. Identifications des lieux d'émission et de réception.

1) Identification des lieux d'émission et de réception.

Ci-bas, vue du ciel de la configuration du restaurant le PUB ST-PIERRE (zone jaune) avec son voisin résidentiel situé à droite (zone rouge). L'adresse du voisin de droite est le 202-350 rue Le Moyne.



2) Organisation des lieux au 2e étage du PUB ST-PIERRE et son voisin résidentiel.

Vue du ciel du 2e étage du PUB ST-PIERRE (zone jaune) et le condo résidentiel au 2e situé au 202-350 rue Le Moyne (zone rouge). On peut constater ci-bas que les deux bâtiments sont attachés via des murs de brique et de pierre séparés, mais qui se touchent. Une cage d'escalier sépare le 2e étage du PUB du logement 202, ce qui produit une zone tampon au bruit (sas).

Notez que du côté résidentiel le mur mitoyen est fini, alors que du côté PUB, la partie de brique du mur mitoyen est exposée et est d' environ de 6' par 6'.




Note : schéma et cartographie approximatifs à titre d'illustration seulement.

Notez que du côté résidentiel le mur mitoyen est fini, alors que du côté PUB, la partie de brique du mur extérieurs / mitoyen est exposée et que la surface est d'environ de 6' par 6'.

Ci bas, exposition du décalage entre les deux bâtiments en profondeur et en hauteur.



Vue de la cage d'escalier qui sépare l'essentiel du 2e étage du Pub de la cloison mitoyenne.
À gauche le pub au 2e étage et à droite le mur mitoyen de la partie du pub.



Exposition de la partie commune du mur mitoyen séparant le 2e étage du pub avec le condo 202.

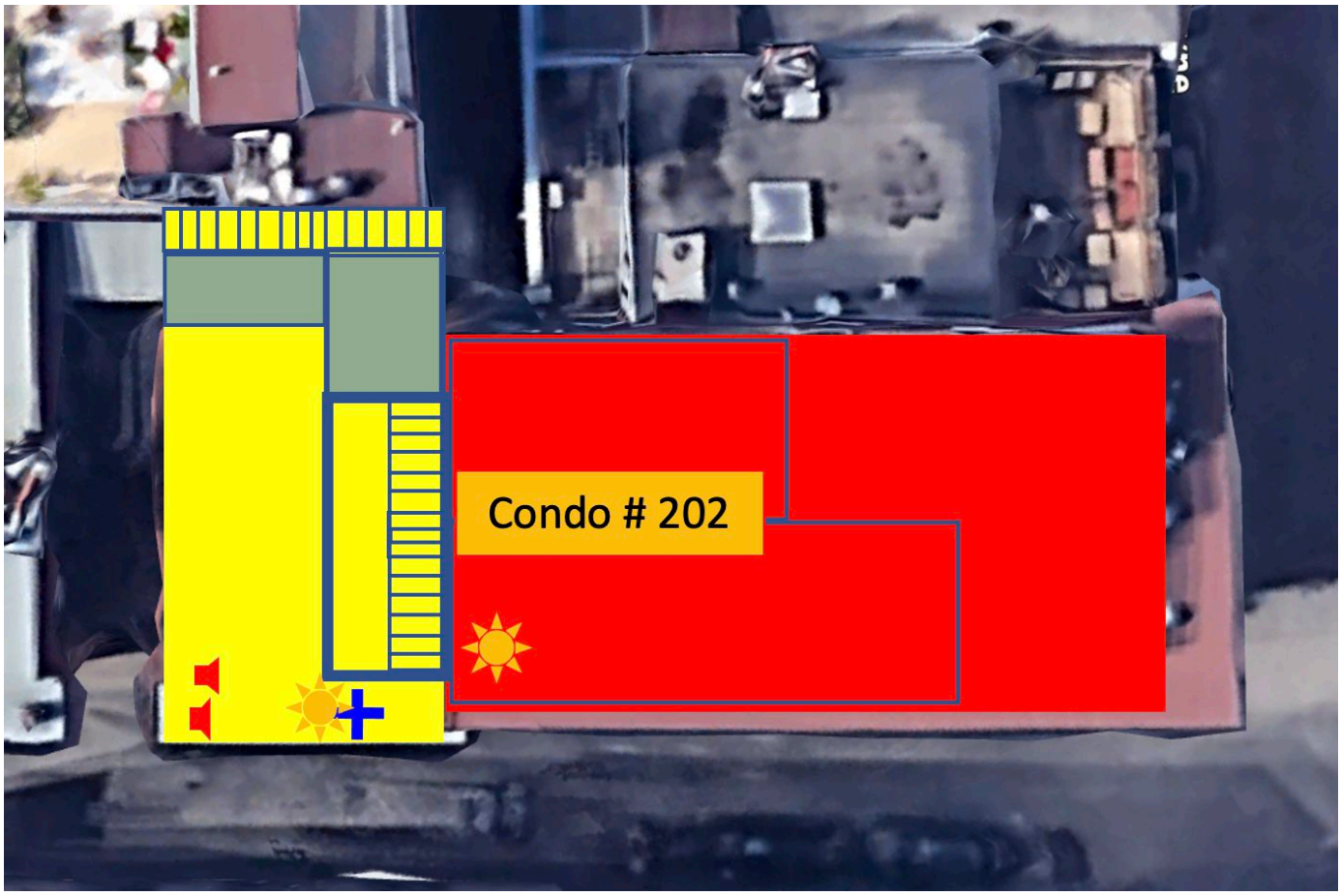


## 6. Conditions de mesures et protocole.

Disposition du test d'insonorisation fait au 2e étage entre le Pub et son voisin résidentiel.

Ci-bas, disposition de :

- Haut-parleurs rouges = 2 sources sonores au 2e étage du PUB ST-PIERRE.
- Croix bleue = machine à choc au 2e étage du PUB ST-PIERRE.
- Étoile orange = zone approximative de la zone de mesure au 2e étage du PUB et dans le condo 202.




Note : schéma et cartographie approximatifs à titre d'illustration seulement.

Les mesures d'insonorisation furent faites le mardi 28 juin 2022.
Les mesures du niveau sonore du bruit ambiant dans la partie fonctionnelle du PUB au 1er étage furent faites du 14 au 21 septembre 2021 (voir annexe 3).
Note : Dans le cas des mesures d'insonorisation, le 2e étage du Pub était fini.

Ci bas la position des appareils



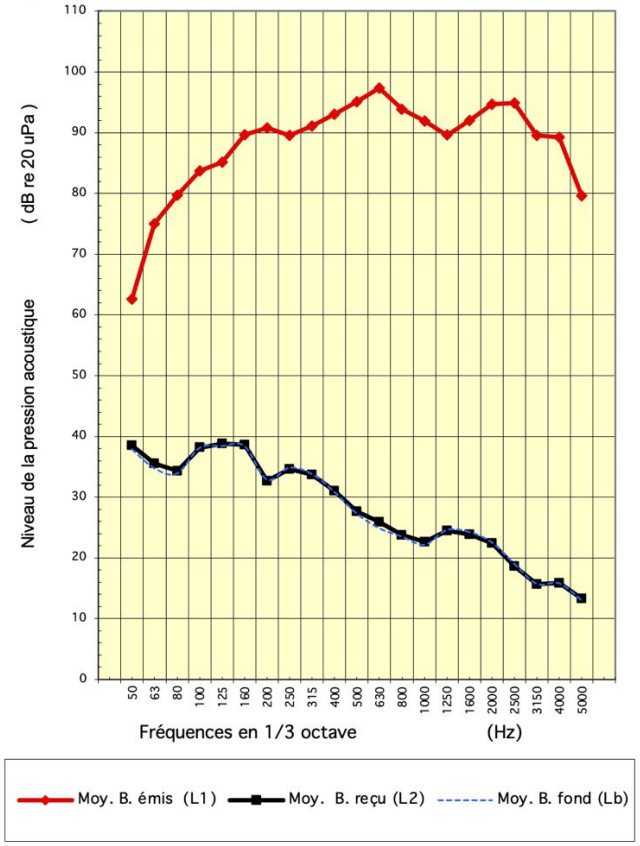
Ci-bas, on peut observer la zone de réception sonore au condo 202-350 rue Le Moyne ainsi que le positionnement du sonomètre.



## 7. Résultats, observations et analyses des mesures sonores

1) Test d'insonorisation au bruit aérien.

On peut voir ci-bas le niveau sonore émis dans au 2e étage du pub par les HP (ligne rouge) selon la fréquence ainsi que la mesure de réception (ligne noire) qui est aussi comparé avec le bruit de fond seul( ligne pointillé bleue. À l'observation sur place et selon les résultats du graphique ci-bas, le niveau sonore de réception du bruit émis est indistinct du bruit de fond seul. De plus, à l'oreille, aucune fréquence du bruit émis n'est audible.



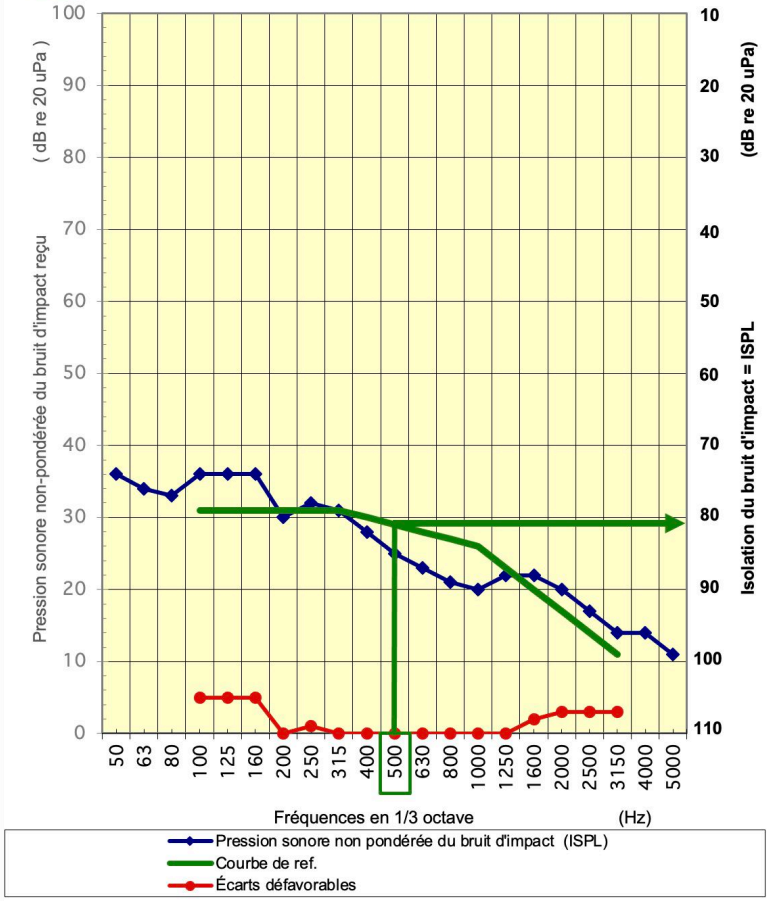

| Fréquences ( Hz) | $L_1$ ( dB ) | $L_2$ ( dB ) | $L_b$ ( dB ) |
|---|---|---|---|
| 50 | 62.65 | 38.54 | 37.90 |
| 63 | 74.98 | 35.56 | 34.74 |
| 80 | 79.76 | 34.32 | 33.89 |
| 100 | 83.71 | 38.16 | 38.10 |
| **125** | **85.13** | **38.79** | **38.42** |
| **160** | **89.64** | **38.66** | **38.42** |
| **200** | **90.80** | **32.67** | **32.90** |
| **250** | **89.56** | **34.65** | **34.84** |
| **315** | **91.10** | **33.75** | **33.81** |
| **400** | **93.07** | **31.07** | **30.87** |
| **500** | **95.05** | **27.69** | **27.27** |
| **630** | **97.32** | **25.94** | **24.85** |
| **800** | **93.86** | **23.77** | **23.51** |
| **1000** | **91.90** | **22.64** | **22.14** |
| **1250** | **89.61** | **24.52** | **24.59** |
| **1600** | **92.02** | **23.87** | **24.24** |
| **2000** | **94.71** | **22.42** | **22.55** |
| **2500** | **94.85** | **18.66** | **19.02** |
| **3150** | **89.57** | **15.70** | **15.70** |
| **4000** | **89.21** | **15.84** | **15.80** |
| 5000 | 79.62 | 13.34 | 12.97 |

**Note:** Ces résultats ne sont qu'une partie du rapport et ne doivent pas être interprétés hors de ce contexte.

| | |
|---|---|
| Client: | PUB ST-PIERRE |
| Rapport: | R-300622-1 |
| Date du Test: | 28 juin 2022 |
| Local Émission: | 2e étage du PUB ST-PIERRE, 410 rue St-Pierre, Mtl, QC |
| Local Réception: | CONDO 202 , 350 rue Le Moyne, Mtl, QC |

Le graphique ci bas du calcul de l'insonorisation au bruit aérien tel que vécu est de fait significativement supérieure à 81 dBA, soit au moins 10 points de plus puisque les niveau sonores entre le bruit de fond et le bruit émis en réception est identique. Notez par ailleurs que le bruit global émis est de 104 dBA. Alors que le niveau global du bruit reçu est identique au niveau du bruit de fond seul, soit 36 dBA.

**Résultats in situ de l'isolation du bruit d'impact non normalisé (ISPL) et du calcul de l'indice unique (ISR) basé sur les normes ASTM E1007-19 / E 989-18**




***ISR : 81 dB

| Fréquences (1/3 OCTAVES) ( Hz ) | ISPL ( dB ) | Écarts défavorables (dB ) |
|---|---|---|
| 50 | 36 x | |
| **63** | 34 x | |
| 80 | 33 x | |
| 100 | 36 x | - 5 |
| **125** | 36 x | - 5 |
| 160 | 36 x | - 5 |
| 200 | 30 x | |
| **250** | 32 x | - 1 |
| 315 | 31 x | |
| 400 | 28 x | |
| **500** | 25 x | |
| 630 | 23 x | |
| 800 | 21 x | |
| **1000** | 20 x | |
| 1250 | 22 x | |
| 1600 | 22 x | - 2 |
| **2000** | 20 x | - 3 |
| 2500 | 17 x | - 3 |
| 3150 | 14 x | - 3 |
| **4000** | 14 x | |
| 5000 | 11 x | |
| | total: | - 27 |

x : ISPL affecté par un écart de moins de : 6 db par raport au bruit de fond

**Note:** Ces résultats ne sont qu'une partie du rapport et ne doivent pas être interprétés hors de ce

Client: PUB ST-PIERRE

| Rapport: | Date du Test: | Opérateur: |
|---|---|---|
| R-300622-1 | 28 juin 2022 | Jean Laporte |

Local Émission: 2e étage du PUB ST-PIERRE, 410 rue St-Pierre, Mtl, QC

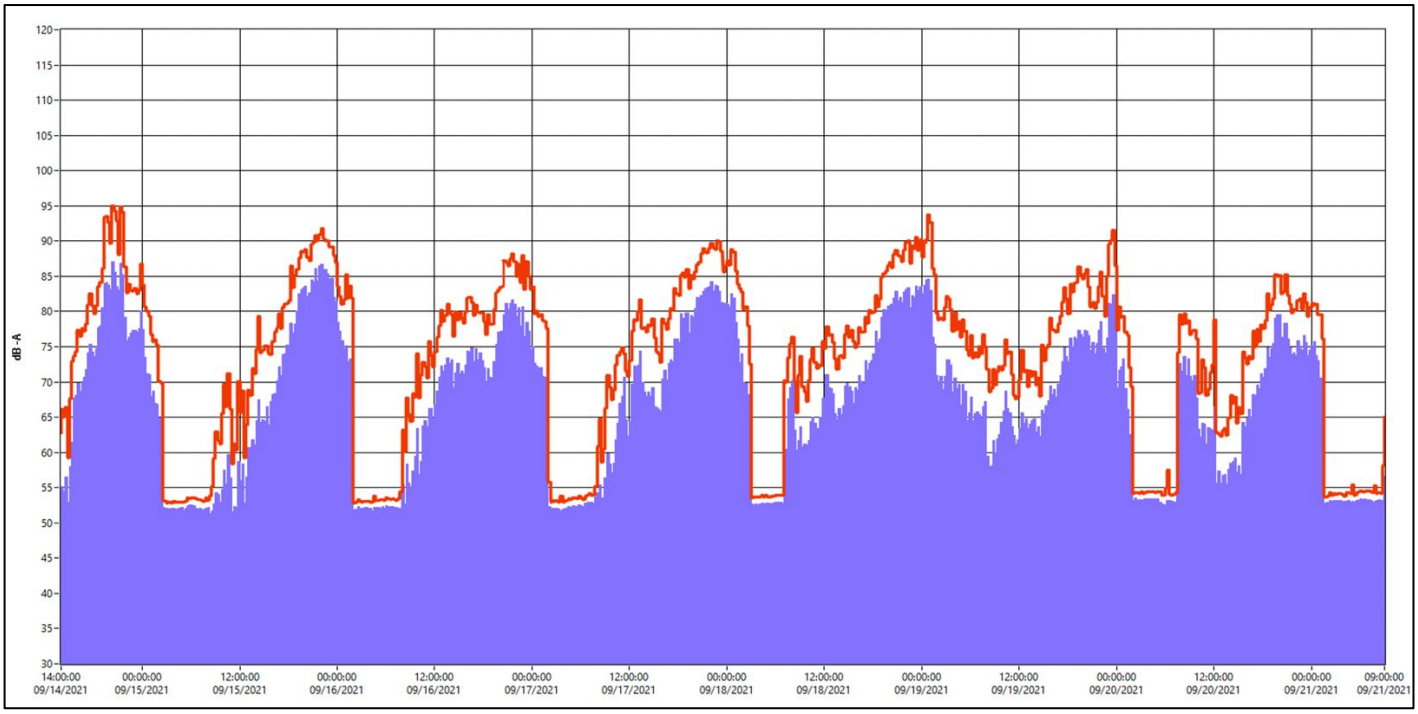
Local Réception: CONDO 202 , 350 rue Le Moyne, Mtl, QC

Hum: 37.80% Temp: 23 C
Long: POLY Volume: 75.79 M3
Larg: POLY Surface: 31.06 M2
Haut: POLY Pression Pascal: 1002 mBar

***** Ce résultat est sans ajustement selon l'absorption ou le temps de réverbération du local.**

**Ce résultat représente la performance *in situ* tel que ressentie et/ou véçu dans le local de réception.**

Pour mettre ces résultats en perspectives avec le bruit estimé, les mesures prises dans la partie existante du 1er étage du pub durant 1 semaine exposent les résultats Leq 15m et L1% suivant :




Rappelons ici que le Leq 15m est la moyenne du niveau sonore en dBA durant 15 minutes (zone bleue) et le L1% (ligne rouge) représente pratiquement le niveau maximum obtenu en dBA durant ce 15 minutes.

Il ressort de cette étude acoustique du bruit ambiant dans le PUB que le moment le plus bruyant durant une semaine produit un niveau sonore maximum de Leq 86 dBA et de L1% de 95 dBA.

L'insonorisation actuelle mesurée expose une atténuation minimale de 91 dBA. C'est donc dire que si on prend le pire cas de figure on obtient le calcul suivant : L1% 95 dBA – le 91 dBA = 4 dBA de bruit transmis dans le condo 202.

Le bruit de fond dans le condo étant à 36 dBA et le bruit émis étant ici au pire de 4 dBA, ce dernier est entièrement inaudible puisque 32 dB de moins que le bruit de fond. Par ailleurs, le niveau sonore maximal admissible selon le règlement est de 35 dBA de nuit dans une chambre et de 40 dBA maximum dans un aire de type cuisine ou salon.

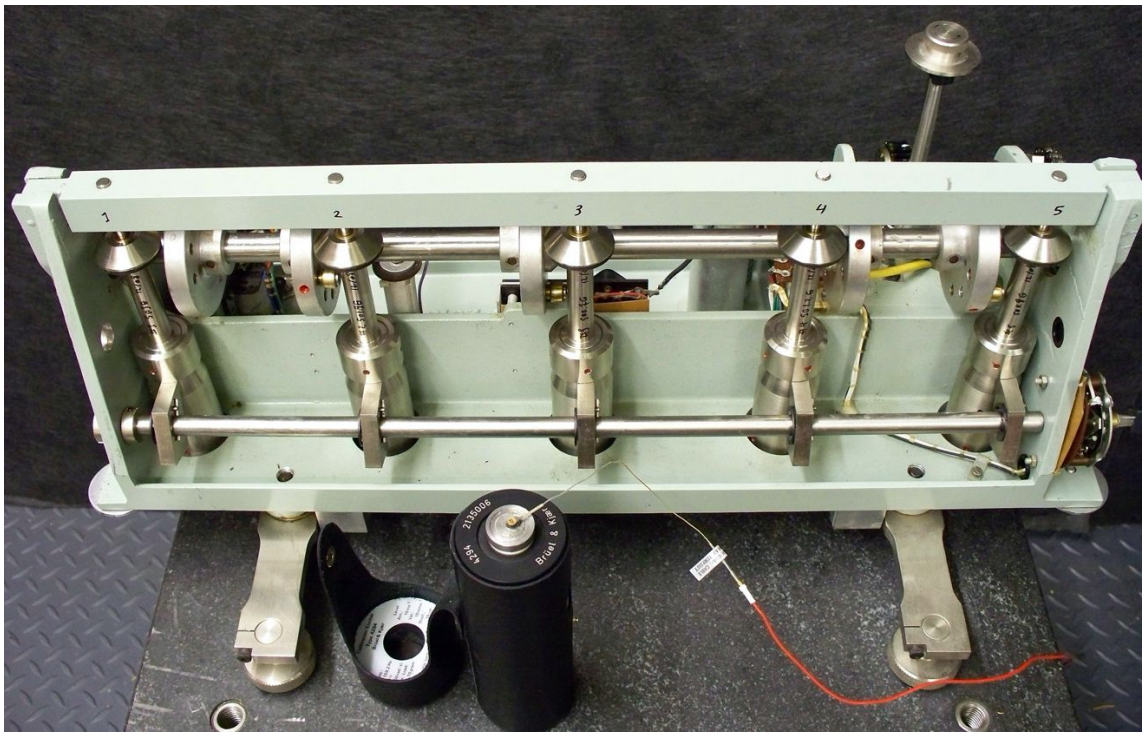
De fait, nous avons produit plus de 103 dBA au 2e étage du PUB et l'apport chez le voisin résidentiel était entièrement inaudible. Il serait donc plus que surprenant qu'une activité de L1% de 95 dBA soit audible, car ce niveau de 95 dBA est significativement moins fort que les 103 dBA produits.

Rappelons encore que 91 dBA d'atténuation est le niveau minimal d'atténuation, car il fut impossible de produire un niveau sonore assez élevé pour rendre celui-ci audible dans le condo 202 et déterminer avec précision le niveau d'atténuation réel.

2) Test d'insonorisation au bruit d'impact.

La machine à choc ISO est réputée pour produire 110 dBA en termes de bruit d'impact. Il s'agit de 5 marteaux d'acier de 500g qui frappe le sol à 40mm de haut et à un rythme de 10 coups par seconde. Ce type de bruit couvre une large plage de fréquence et représente une stimulation anormalement forte sur le plancher, car le but est de mesurer un bruit audible en local de réception. Cet appareil est conforme aux norme ISO et ASTM pour l'évaluation du bruit d'impact.

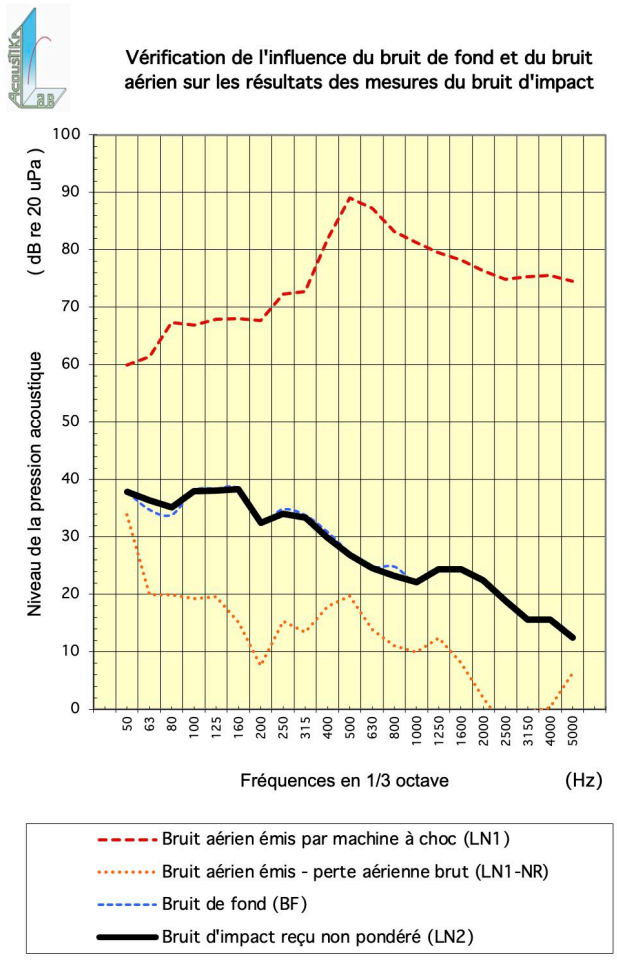
Ci-bas : machine à choc sans son couvercle de bois aux fins de vérification annuelle.




Afin de s'assurer de la bonne performance, une calibration sur place a été opérée avec la jauge de calibration.



Ci-bas, les valeurs brutes obtenues du niveau du bruit d'impact, du bruit de fond et de l'influence du bruit aérien produit par les marteaux sur le bruit d'impact.




| Fréquence ( Hz) | LN1 ( dB ) | LN1 - NR ( dB ) | LN2 ( dB ) | BF ( dB ) |
|---|---|---|---|---|
| 50 | 60.0 | 33.9 | 37.9 | 37.9 |
| **63** | 61.4 | 19.9 | 36.4 | 34.7 |
| 80 | 67.3 | 19.9 | 35.1 | 33.9 |
| 100 | 66.8 | 19.3 | 38.0 | 38.1 |
| **125** | 68.0 | 19.6 | 38.1 | 38.4 |
| 160 | 68.1 | 15.1 | 38.3 | 38.4 |
| 200 | 67.7 | 7.5 | 32.5 | 32.9 |
| **250** | 72.3 | 15.4 | 34.1 | 34.8 |
| 315 | 72.8 | 13.4 | 33.4 | 33.8 |
| 400 | 82.0 | 18.0 | 29.9 | 30.9 |
| **500** | 89.1 | 19.7 | 26.8 | 27.3 |
| 630 | 87.3 | 13.9 | 24.6 | 24.9 |
| 800 | 83.1 | 11.1 | 23.2 | 24.9 |
| **1000** | 81.2 | 10.0 | 22.1 | 22.1 |
| 1250 | 79.5 | 12.4 | 24.3 | 24.6 |
| 1600 | 78.3 | 8.2 | 24.4 | 24.2 |
| **2000** | 76.3 | 2.0 | 22.5 | 22.6 |
| 2500 | 74.9 | -3.3 | 18.9 | 19.0 |
| 3150 | 75.3 | -0.5 | 15.6 | 15.7 |
| **4000** | 75.6 | 0.2 | 15.6 | 15.8 |
| 5000 | 74.5 | 6.2 | 12.5 | 13.0 |

**Note:** Ces résultats ne sont qu'une partie du rapport et ne doivent pas être interprétés hors de ce contexte.

Client:
PUB ST-PIERRE

Rapport:
R-300622-1

Date du Test:
28 juin 2022

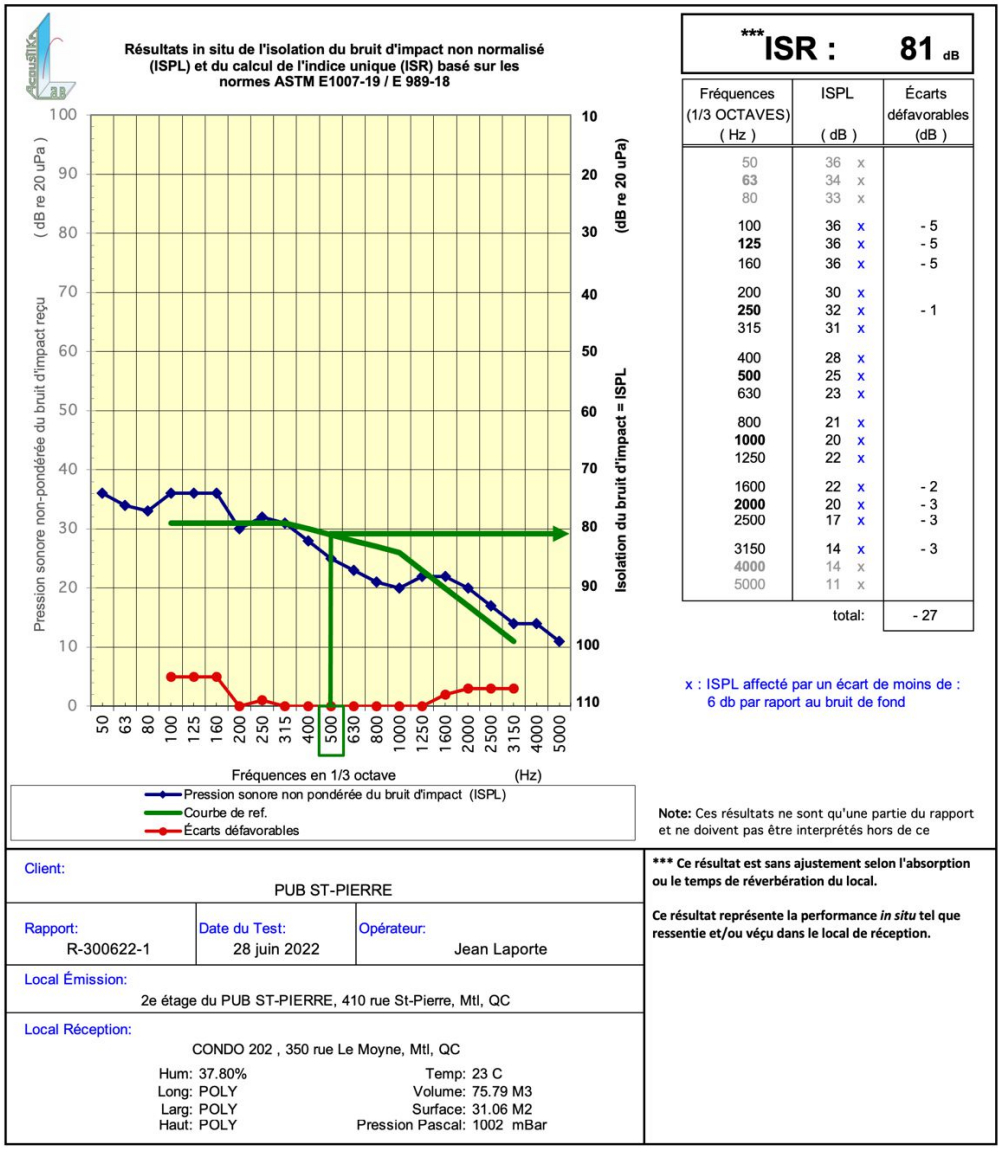
Local Émission:
2e étage du PUB ST-PIERRE, 410 rue St-Pierre, Mtl, QC

Local Réception:
CONDO 202 , 350 rue Le Moyne, Mtl, QC

On peut voir que le bruit d'impact n'est pas influencé par l'insonorisation au bruit aérien.
On peut aussi observer que le bruit d'impact est équivalent au bruit de fond.
De plus, à l'observation sur place le bruit d'impact est entièrement inaudible à l'oreille ; ce qui est corroboré par le graphique où on peut observer la confusion entre la ligne de réception et du bruit de fond seul.

Ci-bas, le calcul d'insonorisation selon la fréquence de minimum 76 dBA, car la performance réelle est bloquée par le niveau sonore du bruit de fond. De fait, l'insonorisation au bruit d'impact est ici au moins 10 dBA de plus, car inaudible en zone de réception. Cela donne donc un minimum de 86 dBA d'insonorisation au bruit d'impact.

Rappelons que la machine à choc est réputée produire 110 dBA et est ici entièrement inaudible en zone résidentielle dans le condo 202.




*** ISR : 81 dB

| Fréquences (1/3 OCTAVES) ( Hz ) | ISPL ( dB ) | Écarts défavorables (dB ) |
|---|---|---|
| 50 | 36 x | |
| 63 | 34 x | |
| 80 | 33 x | |
| 100 | 36 x | - 5 |
| 125 | 36 x | - 5 |
| 160 | 36 x | - 5 |
| 200 | 30 x | |
| 250 | 32 x | - 1 |
| 315 | 31 x | |
| 400 | 28 x | |
| 500 | 25 x | |
| 630 | 23 x | |
| 800 | 21 x | |
| 1000 | 20 x | |
| 1250 | 22 x | |
| 1600 | 22 x | - 2 |
| 2000 | 20 x | - 3 |
| 2500 | 17 x | - 3 |
| 3150 | 14 x | - 3 |
| 4000 | 14 x | |
| 5000 | 11 x | |
| | total: | - 27 |

x : ISPL affecté par un écart de moins de : 6 db par raport au bruit de fond

**Note:** Ces résultats ne sont qu'une partie du rapport et ne doivent pas être interprétés hors de ce

Client: PUB ST-PIERRE

Rapport: R-300622-1 | Date du Test: 28 juin 2022 | Opérateur: Jean Laporte

Local Émission: 2e étage du PUB ST-PIERRE, 410 rue St-Pierre, Mtl, QC

Local Réception: CONDO 202 , 350 rue Le Moyne, Mtl, QC

Hum: 37.80% Temp: 23 C
Long: POLY Volume: 75.79 M3
Larg: POLY Surface: 31.06 M2
Haut: POLY Pression Pascal: 1002 mBar

*** Ce résultat est sans ajustement selon l'absorption ou le temps de réverbération du local.

Ce résultat représente la performance *in situ* tel que ressentie et/ou vécu dans le local de réception.

Aussi, le bruit de talon haut, de chaise qui frotte sur le sol ou de claquage de chaise ou de table au sol est, avec ces niveaux d'insonorisation entièrement inaudible en zone résidentielle, car il faudrait faire plus de 140 dB de bruit d'impact pour possiblement être audible. Ce fait a été validé par une petite séance où des applaudissements, des chants forts et des secouages de tables ont été réalisés sans être audibles.

## 8. Conclusion

Les tests d'insonorisation normalisés selon les normes ASTM et les observations faites in situ, ainsi que l'analyse de la situation selon la configuration des lieux et selon la prise de mesure du bruit ambiant de l'activité du Pub dans la partie en fonction expose que dans les conditions actuelles, aucun bruit aérien ou d'impact est audible dans le logement résidentiel situé au «202-350 rue Le Moyne» par rapport à la nouvelle section du 2e étage.

Cela s'explique en partie par le fait qu'il y a des espaces intermédiaires silencieux et que la partie mitoyenne est constituée de deux murs structuraux indépendants, bien qu'adossés l'un contre l'autre.

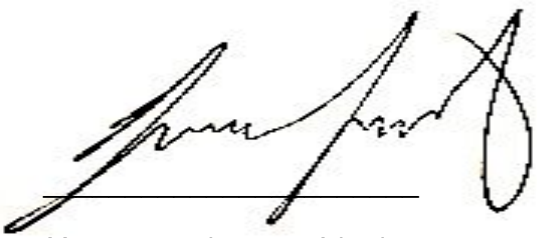
Cette étude acoustique sur l'insonorisation entre le 2e étage du PUB ST-PIERRE avec son voisin résidentiel situé au «202-350 rue Le Moyne» expose une performance suffisamment élevée pour ne pas produire de nuisance sonore en zone résidentielle selon le règlement R.R.V.M. c. B-3 de l'arrondissement Ville Marie et de son ordonnance 2.

De fait, pour être en dépassement en bruit aérien, il faudrait produire plus de 140 dB dans la nouvelle zone du pub pour dépasser possiblement le niveau maximum admissible de 35 dBA en chambre à coucher . Idem pour le bruit d'impact.

En conséquence, le projet de salle de réception au 2e étage du PUB -ST-PIERRE est largement conforme aux restrictions du règlement R.R.V.M. c. B-3 de l'arrondissement ville-Marie de la ville de Montréal sur les nuisances sonores (pour autant que les activités bruyantes du 1er étage sont essentiellement les mêmes que celle du 2e étage).

Du reste le projet au 2e étage est un petit espace qui n'autorise pas de spectacle musical «live» ni d'événement avec beaucoup de personnes.

Ceci conclut le mandat



*Mesures, analyses et rédaction*
*Jean Laporte,* Acousticien.

Consultants Acoustique
514-692-1147
AcoustikaLab INC
Mesure Évaluation Formation
Bruit Son Vibration
CP 52523, CSP CASTELNEAU, MONTREAL, QC., H2R 3C5

*Cette étude est privée et confidentielle et elle est produite uniquement pour des fins privées.*
*Elle ne peut être publiquement diffusée sans le consentement écrit du client et d'Acoustikalab inc.*

# Annexe 1

**Instrumentations**

A - Sonomètre 2270 G4 (s: 3 000 786) de Bruel & Kjaer.
Module analyse sonomètre BZ 7222 v.4.6.3 de Bruel & Kjaer.
Module avancé d'analyse en 1/3 octave BZ 7223 v.4.6.3 de Bruel & Kjaer.
Module d'enregistrement BZ7226 v.4.6.3 de Bruel & Kjaer.
Module de temps de réverbération BZ 7227 v.4.6.3 de Bruel & Kjaer.
Module d'acoustique du bâtiment BZ 7228 v.4.6.3 de Bruel & Kjaer.
Module d'enregistrement 2 canaux BZ 7229 v.4.6.3 de Bruel & Kjaer.
Module d'extension en basses fréquences BZ 7234 v.4.6.3 de Bruel & Kjaer.

Microphone 4189 (s: 2 819 939) de Bruel & Kjaer.
Boule pare-vent UA 1650 de Bruel & Kjaer.
Trépied et boom d'extension UA587 de Bruel & Kjaer.
Conforme à toutes les normes ANSI et ISO actuelles:
IEC 61672-1 :2002 class 1.
IEC 61260 : 1995 W. Am.1, 1/1 et 1/3 band Class 0.
IEC 60804 : 2000 type 1.
IEC 60651 : 1979 W.A 1&2 type 1.
ANSI S 1.4 1983 type 1.
ANSI S 1.43 1997 type 1.
ANSI S 1.11 2004 1/1 & 1/3 octave band type class 0.

B - Calibreur acoustique pour microphone 4231 (s:2 615 453) de Bruel & Kjaer.
Conforme à toutes les normes ANSI et ISO actuelle :
IEC 609402 (2003) class 1 & class LS.
ANSI S 1.40-1984: 1995 W. Am.1, 1/1 et 1/3 band Class 0.

C - Source(s) sonore(s) aérienne de référence 4224 avec cône de diffusion de Bruel & Kjaer.
D - Machine à choc normalisée ISO, 3204 (s: 2006784) de Bruel & Kjaer.
E - Logiciel Dirac v: 6 pour l'évaluation des temps de réverbération) de Bruel & Kjaer.
F - Station météo 4500 NV (s : 692030) de Kestrel.
G - Laser distance M. PD-42 (s: 045110183) de Hilti.

H - Sonomètre Noise Sentry RTW de convergence s. : APj8DtWw092fqJPAz6JxvD

Nous avons pris soin d'opérer un étalonnage sur les sonomètres avant et après la prise des mesures aux fins de référence avec le calibreur étalon 4231. Aucun écart de plus de 0.5 dB n'a été observé.

La calibration de la machine à choc a été faite sur place avec la jauge de 40 mm de l'appareil.

N.B. Aucun certificat de conformité ou de calibration dit national n'a été spécifiquement commandé dans le cadre de ce rapport.

# Annexe 2

**Certificat et preuve de calibration :**

Calibration Certificate Number 1568.01

ACCREDITED

The Brüel & Kjær Calibration Laboratory
3079 Premiere Parkway Suite 120
Duluth, GA 30097
Telephone: 770/209-6907
Fax: 770/447-4033
Web site address: http://www.bkhome.com

## CERTIFICATE OF CALIBRATION

Certificate No: CAS-397734-K4L9G0-301 Page 1 of 9

### CALIBRATION OF:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Sound Level Meter: | Brüel & Kjær | 2270 | Serial No: 3000786 |
| Microphone: | Brüel & Kjær | 4189 | Serial No: 2819939 |
| Preamplifier: | Brüel & Kjær | ZC-0032 | Serial No: 17497 |
| Software version: | BZ7222 Version 4.6.3 | | |

### CLIENT:

AcoustiKaLab Inc.

### CALIBRATION CONDITIONS:

Preconditioning: 4 hours at 23 ± 3 °C

Environment conditions See actual values in Environmental Condition sections

### SPECIFICATIONS:

This document certifies that the instrument as listed under "Model/Serial Number" has been calibrated and unless otherwise indicated under "Final Data", meets acceptance criteria as prescribed by the referenced Procedure. The reported expanded uncertainty is based on the standard uncertainty multiplied by a coverage factor $k = 2$ providing a level of confidence of approximately 95%. Statements of compliance, where applicable, are based on calibration results falling within specified criteria with no reduction by the uncertainty of the measurement. The calibration of the listed instrumentation, was accomplished using a test system which conforms with the requirements of ISO/IEC 17025, ANSI/NCSL Z540-1, and ISO 10012-1. For "as received" and/or "final" data, see the attached page(s). Items marked with one asterisk (*) are not covered by the scope of the current A2LA accreditation This Certificate and attached data pages shall not be reproduced, except in full, without the written approval of the Brüel and Kjær Calibration Laboratory-Duluth, GA. Results relate only to the items tested. This instrument has been calibrated using Measurement Standards with values traceable to the National Institute of Standards and Technology, National Measurement Institutes or derived from natural physical constants.

### PROCEDURE:

Brüel and Kjær Model 3630 Sound Level Meter Calibration System Software 7763 Version 7.3 - DB: 7.30 Test Collection 2270-4189.

### RESULTS:

| As Received Condition | As Received Data | Final Data |
|---|---|---|
| _X_ Received in good condition | _X_ Within acceptance criteria | _X_ Within acceptance criteria |
| ___ Damaged - See attached report | ___ Outside acceptance criteria | ___ Limited test - See attached details |
| | ___ Inoperative | |
| | ___ Data not taken | |

Date of Calibration: 26 Jul. 2019 Certificate issued: 26 Jul. 2019

Kyle Chancey
Calibration Technician

Quality Representative

Calibration Certificate Number 1568.01

ACCREDITED

The Brüel & Kjær Calibration Laboratory
3079 Premiere Parkway Suite 120
Duluth, GA 30097
Telephone: 770/209-6907
Fax: 770/447-4033
Web site address: http://www.bkhome.com

# CERTIFICATE OF CALIBRATION

Certificate No: CAS-417498-F1S2Z6-101 Page 1 of 10

## CALIBRATION OF:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Sound Level Meter: | Brüel & Kjær | 2250 | Serial No: 2559271 |
| Microphone: | Brüel & Kjær | 4189 | Serial No: 2573743 |
| Preamplifier: | Brüel & Kjær | ZC-0032 | Serial No: 5214 |
| Software version: | BZ7222 Version 4.6.3 | | |

## CLIENT:

AcoustiKaLab Inc.

## CALIBRATION CONDITIONS:

Preconditioning: 4 hours at 23 ± 3 °C

Environment conditions See actual values in Environmental Condition sections

## SPECIFICATIONS:

This document certifies that the instrument as listed under "Model/Serial Number" has been calibrated and unless otherwise indicated under "Final Data", meets acceptance criteria as prescribed by the referenced Procedure. The reported expanded uncertainty is based on the standard uncertainty multiplied by a coverage factor $k = 2$ providing a level of confidence of approximately 95%. Statements of compliance, where applicable, are based on calibration results falling within specified criteria with no reduction by the uncertainty of the measurement. The calibration of the listed instrumentation, was accomplished using a test system which conforms with the requirements of ISO/IEC 17025, ANSI/NCSL Z540-1, and ISO 10012-1. For "as received" and/or "final" data, see the attached page(s). Items marked with one asterisk (*) are not covered by the scope of the current A2LA accreditation This Certificate and attached data pages shall not be reproduced, except in full, without the written approval of the Brüel and Kjær Calibration Laboratory-Duluth, GA. Results relate only to the items tested. This instrument has been calibrated using Measurement Standards with values traceable to the National Institute of Standards and Technology, National Measurement Institutes or derived from natural physical constants.

## PROCEDURE:

Brüel and Kjær Model 3630 Sound Level Meter Calibration System Software 7763 Version 8.0 - DB: 8.00 Test Collection 2250-4189.

## RESULTS:

| As Received Condition | As Received Data | Final Data |
|---|---|---|
| _X_ Received in good condition | _X_ Within acceptance criteria | _X_ Within acceptance criteria |
| ___ Damaged - See attached report | ___ Outside acceptance criteria | ___ Limited test - See attached details |
| | ___ Inoperative | |
| | ___ Data not taken | |

Date of Calibration: 08 Nov. 2019

Certificate issued: 08 Nov. 2019

John Avitabile

Calibration Technician

Quality Representative

www.pylonelectronics.com

**Pylon Electronics Inc.**
147 Colonnade Road
Ottawa, ON K2E 7L9



# CERTIFICATE OF CALIBRATION

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Description** | SOUND LEVEL CALIBRATOR | **Work Order** | H78593 |
| **Model Number** | 4231 | **Serial Number** | 2615453 |
| **Instrument Id** | N/A | **Cal Procedure** | 33K3-4-2871-1 |
| **Manufacturer** | BRUEL & KJAER | **Cal Date** | 9 Aug 2019 |
| **Customer Name** | ACOUSTIKALAB INC. | **Recall Cycle** | 52 Weeks |
| **Purchase Order** | CAL-190719-1 | **Next Cal Date** | 9 Aug 2020 |

**Calibration Environment:** Temperature 23.2 °C Relative Humidity 40.0 %RH

**Received Condition:** Within Tolerance

**Completed Condition:** Within Tolerance

## Standards Used to Establish Traceability

| Instrument Type | Model | Asset # | Cal Due Date |
|---|---|---|---|
| 1" MICROPHONE | 4145 | 354-015 | 18 Jun 2020 |
| PISTONPHONE | 4220 | 354-017 | 1 Apr 2020 |
| FFT SIGNAL ANALYZER SYSTEM | 3550 | 354-759 | 5 Oct 2019 |
| MICROPHONE PREAMP | 2639T | 355-164 | 27 Feb 2020 |

Pylon certifies that, at the time of calibration, the above listed instrument meets or exceeds all of the specifications defined on the Test Data Sheet (TDS), unless otherwise indicated. The Certificate received and completed conditions and the TDS specifications are based on the procedure(s) and/or specification(s) referenced on the TDS unless otherwise indicated. Any statement of compliance is made without taking measurement uncertainty into account and is based on the instrument's performance against the test limits documented on the test data sheet.

The above listed instrument has been calibrated using standards that are traceable to the International System of Units (SI) through a National Metrological Institute (such as NRC or NIST). Pylon's quality system meets the requirements of ISO/IEC 17025:2005. Unless otherwise specified, Pylon maintains a minimum of a 4:1 ratio between the equipment under test and the measurement system.

This report consists of two parts with separate page numbering schemes; the Certificate of Calibration and the Test Data Sheet (TDS). Copyright of this report is owned by the issuing laboratory and may not be reproduced, other than in full, except with the prior written permission of the issuing laboratory.

Test data As Found and Final (as left) results are the same unless reported otherwise. Certificate remarks identify if adjustments were performed.

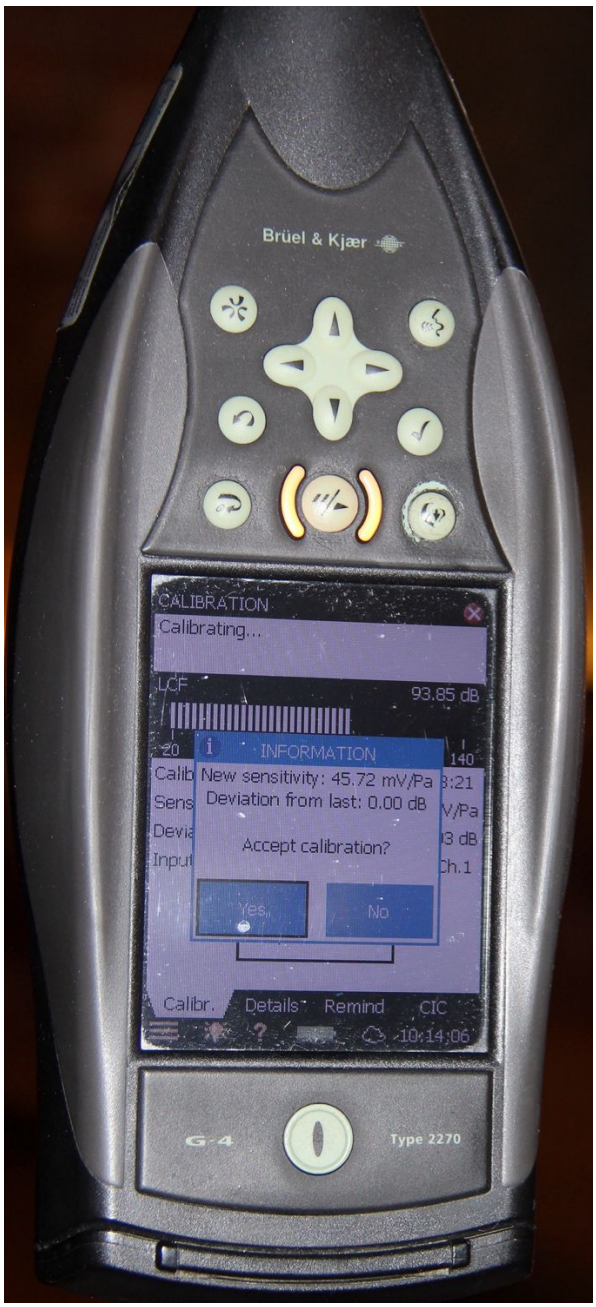
pylcert1

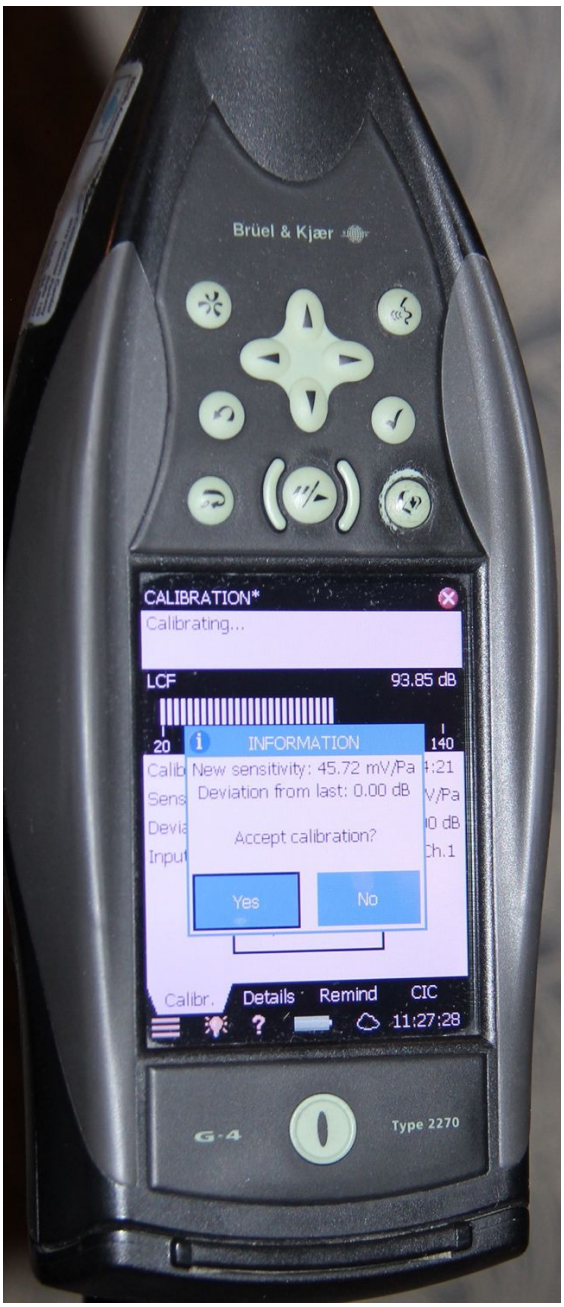
Metrologist : *146* Quality Assurance: *301* Date of Issue: 12 Aug 2019 F083 Rev 15

HALIFAX MONTREAL OTTAWA TORONTO EDMONTON CALGARY

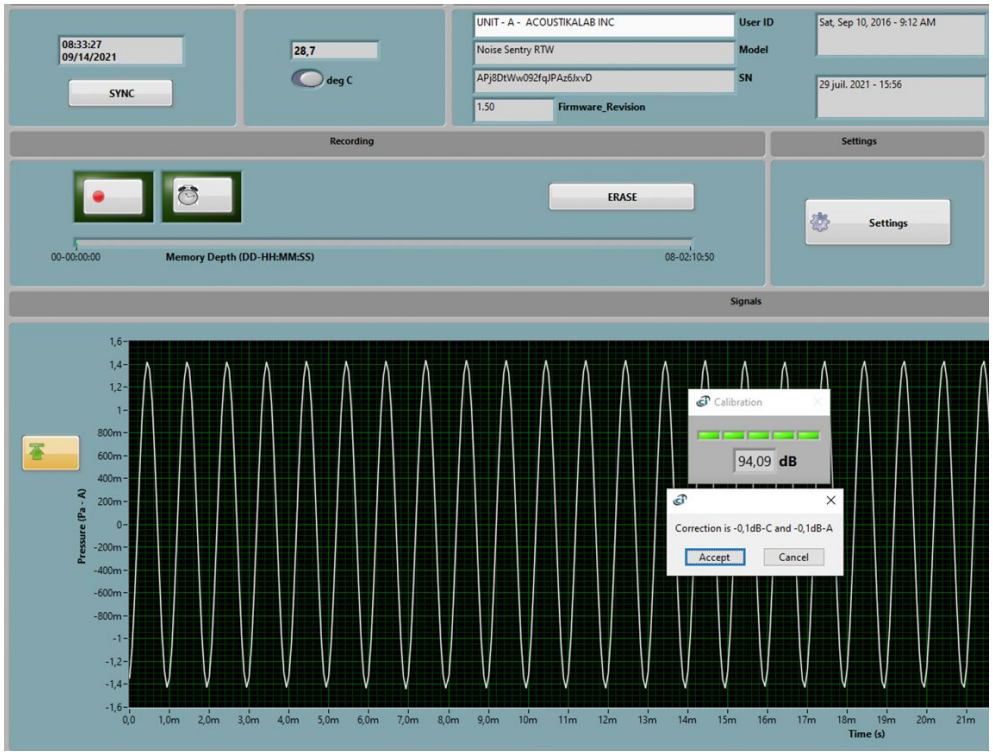
**Photos in situ de l'étalonnage du sonomètre et conditions météo.**

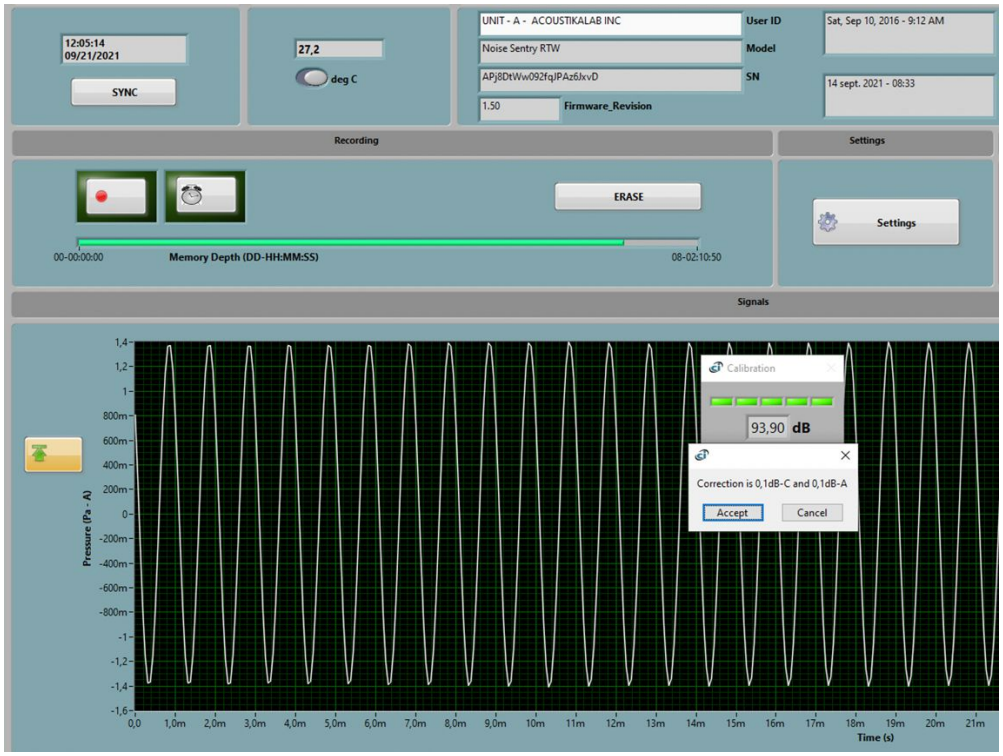
**Calibration in situ du Sonomètre 2270**



**Calibration du sonomètre pour les mesures de semaine dans le Pub.**



# Annexe 3

**Vue du 1er étage avec sonomètre.**

**Ci bas, : photo de l'appareil de mesure installé en hauteur au 1er étage du PUB durant 1 semaine.**



# Annexe 4

**Règlementation de l'arrondissement Ville-Marie.**

Ville-Marie Montréal

| | |
|---|---|
| **R.R.V.M c. B-3** | **Règlement sur le bruit (Codification administrative à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie)** |

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

**SECTION I**
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Aux fins du présent règlement, les mots suivants signifient :

« bruit à caractère impulsif » : un bruit perturbateur comportant des impulsions discrètes de bruit, tel le martelage ou le rivetage;

« bruit comportant des sons purs audibles » : un bruit perturbateur dont l'énergie acoustique est concentrée autour de certaines fréquences;

« bruit d'ambiance » : un ensemble de bruits habituels de diverses provenances, y compris des bruits d'origine extérieure, à caractère plus ou moins régulier et repérables dans un temps déterminé en dehors de tout bruit perturbateur;

« bruit de fond » : un bruit d'un niveau équivalent à la valeur atteinte ou dépassée par le bruit d'ambiance durant 95 % du temps d'observation;

« bruit fluctuant » : un bruit perturbateur dont le niveau subit des variations supérieures à celles qui sont retenues pour l'évaluation du bruit stable;

« bruit intermittent » : un bruit perturbateur entrecoupé de pauses;

« bruit normalisé » : un bruit perturbateur auquel a été appliqué, lors d'une mesure effectuée en conformité d'une ordonnance, l'indice de correction prescrit eu égard aux caractéristiques de ce bruit, à la durée d'émission et au bruit de fond; le nombre de décibels ainsi obtenu étant le niveau de l'intensité de bruit à retenir aux fins de comparaison avec les échelles maximales de tolérance établies dans cette ordonnance;

« bruit perturbateur » : un bruit repérable distinctement du bruit d'ambiance et considéré comme source aux fins d'analyse, et comprend un bruit défini comme tel au présent article;

« bruit porteur d'information » : un bruit perturbateur comportant des éléments verbaux ou musicaux distincts des autres éléments sonores qui le composent;

« bruit stable » : un bruit perturbateur dont le niveau ne subit pas de variations importantes entre certaines valeurs limites qui sont fonction du lieu et de la période de la journée, telles qu'établies par ordonnance;

« détenteur » : notamment le conducteur, le locataire, le possesseur et le dernier propriétaire d'un véhicule automobile immatriculé;

« lieu habité » : un bâtiment ou un espace non bâti dans lequel ou sur lequel des personnes résident, travaillent ou séjournent, et comprend une habitation, un édifice à bureaux, un hôpital, un campement ou tout autre lieu analogue ou partie d'un tel lieu qui constitue un local distinct aux termes d'une ordonnance;

« lieu perturbé » : un lieu habité dont l'ambiance subit l'influence d'un bruit perturbateur;

« occupant » : une personne qui séjourne, travaille ou réside dans un lieu perturbé;

« usager » : une personne qui utilise un objet, un appareil ou un instrument au moyen duquel est émis un bruit perturbateur, et comprend le propriétaire, le locataire ou le possesseur d'un tel objet, appareil ou instrument, ou quiconque en a la garde;

« véhicule automobile » ou « véhicule » : un véhicule mû par un autre pouvoir que la force musculaire et adapté au transport sur les chemins publics mais non sur des rails.

**2.** Le bruit dont le niveau de pression acoustique est supérieur au maximum fixé par ordonnance ou celui qui est spécifiquement prohibé par le présent règlement constitue une nuisance et est interdit comme étant contraire à la paix et à l'ordre publics.

**SECTION II**
BRUIT ÉMIS PAR UN VÉHICULE AUTOMOBILE

**3.** Les dispositions de la présente section sont applicables en tout temps, sans égard à l'état et aux conditions de la circulation, à tout véhicule automobile qui se trouve dans la ville.

**4.** Le détenteur d'un véhicule automobile qui émet un bruit d'un niveau de pression acoustique supérieur au maximum fixé par ordonnance contrevient au présent règlement.

**5.** Malgré l'article 4, si le bruit émis par le véhicule automobile est dû à une manoeuvre brutale destinée à éviter un accident alors que le véhicule roule d'une manière conforme aux règlements de la circulation, aucune infraction n'est censée avoir été commise.

**6.** Outre le bruit mentionné à l'article 4, est spécifiquement prohibé :

1° le bruit provenant du claquement d'un objet transporté sur le véhicule ou du claquement d'une partie du véhicule;

2° le bruit provenant de l'utilisation du moteur d'un véhicule à des régimes excessifs, notamment lors du démarrage ou de l'arrêt, ou produit par des accélérations répétées;

3° le bruit provenant de l'utilisation inutile ou abusive d'un sifflet, d'une sirène ou d'un appareil analogue dans un véhicule automobile;

4° le bruit excessif ou insolite provenant de la radio ou d'un appareil propre à reproduire des sons dans un véhicule automobile.

**7.** Le détenteur d'un véhicule automobile dans lequel ou à l'usage duquel est produit un bruit spécifiquement prohibé à l'article 6 contrevient au présent règlement.

**SECTION III**
BRUIT DANS LES LIEUX HABITÉS

**8.** L'émission d'un bruit perturbateur d'un niveau de pression acoustique supérieur au niveau maximal de bruit normalisé fixé par ordonnance à l'égard du lieu habité touché par cette émission est interdite.

**9.** Outre le bruit mentionné à l'article 8, est spécifiquement prohibé lorsqu'il s'entend à l'extérieur ou dans un autre local, quelle que soit sa destination, que celui d'où il provient :

1° le bruit produit au moyen d'appareils sonores, qu'ils soient situés à l'intérieur d'un bâtiment ou qu'ils soient installés ou utilisés à l'extérieur;

2° le bruit d'une sirène ou d'un autre dispositif d'alerte, sauf en conformité d'un permis ou d'un certificat délivré à cet effet ou sauf en cas de nécessité;

3° le bruit produit ~~par un musicien ambulant~~ au moyen d'instruments de musique ou d'objets utilisés comme tels, en tout temps s'il est fait usage d'instruments à percussion ou d'instruments fonctionnant à l'électricité, et en période de nuit dans les autres cas;

4° le bruit de cris, de clameurs, de chants, d'altercations ou d'imprécations et toute autre forme de tapage.

082, a. 1; 094, a. 1; CA-24-216, a. 1.

**10.** Le bruit d'un niveau de pression acoustique supérieur au niveau fixé par ordonnance est spécifiquement prohibé dans un bureau ou un local commercial sonorisés et dans un local ordinairement utilisé pour la danse et la musique.

**11.** L'émission, touchant ou non un lieu habité, d'un bruit spécifiquement prohibé aux articles 9 ou 10, est interdite.

**12.** Le directeur du service chargé d'appliquer la présente section peut, à la demande de l'occupant d'un lieu habité, effectuer une analyse visant à déterminer le type, le niveau et la provenance d'un bruit qui perturbe l'ambiance d'un tel lieu.

**13.** L'analyse prévue à l'article 12 doit se faire à l'aide des appareils et suivant les méthodes de mesure prescrits par ordonnance et le procès-verbal d'analyse doit faire état de ces procédés.

Sous réserve du premier alinéa, l'analyse peut, dans les cas prévus par ordonnance, consister en une simple identification par la personne chargée d'effectuer l'analyse du type, de la provenance et du niveau du bruit, sans l'usage des appareils et méthodes mentionnés au premier alinéa et, dans ce cas, le procès-verbal d'analyse doit en faire mention.

Malgré le premier alinéa, l'analyse par simple identification suffit dans le cas des bruits spécifiquement prohibés à l'article 9.

**14.** Lorsque le procès-verbal de l'analyse effectuée conformément à l'article 13 établit que le bruit perturbateur dépasse le niveau maximal fixé par ordonnance ou est un bruit spécifiquement prohibé par le présent règlement, une plainte peut être déposée contre l'usager de l'objet, de l'appareil ou de l'instrument au moyen duquel ce bruit est émis, de même que contre la personne qui peut être responsable d'une telle émission.

**15.** L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire que la tranquillité d'une personne se trouvant dans un bâtiment d'habitation est troublée par un bruit qu'il estime excessif compte tenu de l'heure, du lieu et de toutes autres circonstances, et qui n'est pas un bruit spécifiquement prohibé en vertu de l'article 9 du présent règlement, peut ordonner à quiconque cause cette nuisance de la faire cesser immédiatement.
Quiconque n'obtempère pas sur-le-champ à l'ordre de l'agent de la paix donné conformément au premier alinéa contrevient au présent règlement.
082, a. 2.

**16.** Aucun permis ou certificat ne peut être délivré pour un établissement ou une occupation lorsque les activités exercées dans cet établissement ou aux fins de cette occupation sont incompatibles avec les exigences du présent règlement.

Sont incompatibles au sens du premier alinéa les activités produisant dans le local qui fait l'objet de la demande de permis ou de certificat un bruit qui dépasse, dans un local voisin, le niveau de pression acoustique réglementaire.

Aux fins du premier alinéa, le directeur du service chargé de l'application du présent règlement peut faire procéder à une évaluation technique du bruit produit par de semblables activités.
CA-24-216, a. 2.

**17.** Un permis ou un certificat délivré après les vérifications prévues à l'article 16 n'a pas pour effet d'exempter quiconque de l'application du présent règlement.
CA-24-216, a. 3.

**18.** *Abrogé.*
CA-24-216, a. 4.

**19.** Les articles 16 et 17 prévalent sur toute disposition d'un autre règlement.
CA-24-216, a. 5.

**SECTION IV**
ORDONNANCES

**20.** Aux fins de l'application du présent règlement, le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance :

1° désigner le directeur du service chargé de l'application du présent règlement ou

d'une de ses sections;

2° fixer le niveau de pression acoustique du bruit qui, dans les circonstances décrites et les cas mentionnés au présent règlement, ne peut être dépassé;

3° déterminer toute méthode appropriée de mesure de l'intensité d'un bruit;

4° désigner ou décrire tout appareil ou instrument à utiliser lors des mesures, analyses ou autres opérations;

5° déterminer certaines aires à l'égard desquelles il estime nécessaire de particulariser les normes de bruit;

6° distinguer certaines périodes de la journée;

7° établir les modalités et la forme de tout avis.

Aux fins de l'application de la section II, le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, établir différentes catégories de véhicule.

Aux fins de l'application de la section III, le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance :

1° prescrire les méthodes de normalisation des bruits mesurés;

2° classifier les lieux habités en locaux distincts suivant leur mode d'utilisation;

3° déterminer, dans les circonstances ou à l'occasion d'événements, de fêtes ou de manifestations qu'il précise ou autorise, les modalités d'exception aux articles 9, 10 et 11.

CA-24-216, a. 6.

**SECTION V**
DISPOSITIONS PÉNALES

**21.** Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 300 $ à 1 000 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 1 000 $ à 3 000 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 3 000 $ à 10 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 500 $ à 3 000 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 3 000 $ à 6 000 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 6 000 $ à 12 000 $.

105, a. 1.

---

*Cette codification administrative intègre les modifications qui ont été apportées au Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3) par les règlements CA-24-082 (en vigueur le 8 avril 2007; dossier 1073820002), CA-24-094 (en vigueur le 7 décembre 2007; dossier 1074725001), CA-24-105 (en vigueur le 27 juin 2008; dossier 1080658003) et CA-24-216 (en vigueur le 17 juin 2014; dossier 1146347007).*

**Ordonnance 2 du règlement de l'arrondissement.**

## ORDONNANCE — No. 2 — ORDINANCE

(Règlement no 4996 sur le bruit)

(By-law No. 4996 concerning noise)

A la séance du comité exécutif tenue le 8 juin 1977, il est décrété:

At the meeting of the Executive Committee held on June 8, 1977, it was ordained:

### ORDONNANCE SUR LE BRUIT DANS LES LIEUX HABITÉS

1. L'application de la partie 2 du Règlement no 4996 sur le bruit, ci-après désigné: le "règlement", relève du directeur du service des affaires sociales.

### ORDINANCE CONCERNING NOISE IN INHABITED PLACES

1. The implementation of Part 2 of By-law 4996 concerning noise, hereinafter called: the "By-law", is the responsibility of the Director of the Social Affairs Department.

### Lieux habités — Classification

2. Les lieux habités s'identifient en fonction de leur mode d'utilisation et constituent des locaux distincts auxquels se rapportent les niveaux maximum de bruit normalisé prescrits par la présente ordonnance, suivant les désignations portées aux articles 3, 4 et 5 et la classification du tableau A de la présente ordonnance.

3.0 Dans un bâtiment ou une partie d'un bâtiment occupé par l'habitation,

3.1 une chambre à coucher constitue un local distinct d'une salle de séjour et des autres parties de la résidence ou de l'appartement;

### Inhabited places — Classification

2. Inhabited places are identified according to their use and they constitute separate premises which are subject to the maximum levels of normalized noise as prescribed under this ordinance, in accordance with the designations mentioned in Articles 3, 4 and 5 and the classification contained in Table A of this ordinance.

3.0 In a building or part thereof occupied by housing,

3.1 a bedroom constitutes premises distinct from the living-room and from any other parts of the residence or apartment;

3.2 un appartement constitue un local distinct d'un autre appartement ou de l'ensemble du bâtiment.

3.2 an apartment constitutes premises distinct from another apartment or from the building taken as a whole.

4.0 Dans un bâtiment ou une partie d'un bâtiment occupé autrement que par l'habitation,

4.0 In a building or part thereof occupied for purposes other than housing,

4.1 les bureaux dans lesquels le public n'est ordinairement pas reçu constituent des locaux distincts de ceux dans lesquels le public est ordinairement reçu, et ces locaux se distinguent de tous autres d'un mode d'utilisation différent;

4.1 offices where the public is not usually admitted constitute premises distinct from those where the public is usually admitted, and such premises are different from any other which are used for other purposes;

4.2 les ateliers ou locaux ordinairement utilisés à des fins de fabrication, de réparation ou d'entretien constituent des locaux distincts de tous autres d'un mode d'utilisation différent;

4.2 shops or premises usually intended for manufacturing, repairs or maintenance constitute premises distinct from any other which are used for other purposes;

4.3 les chambres à coucher des hôpitaux, cliniques et autres établissements analogues dans lesquels des patients séjournent constituent des locaux distincts des autres parties de tels établissements, et ces derniers de tous autres d'un mode d'utilisation différent.

4.3 bedrooms in hospitals, clinics and other similar establishments in which patients stay constitute premises distinct from the other parts of such establishments, and the latter are distinct from any other which are used for other purposes.

5. Dans les espaces non bâtis, un parc, la cour d'une résidence ou tout terrain servant à des fins de récréation, sport, ou campement, constitue un local distinct de tout autre d'un mode d'utilisation différent et de tout bâtiment.

5. Within unbuilt areas, a park, the courtyard of a residence, or any parcel of land intended for recreation, sports or camping constitute premises distinct from any other which are used for other purposes as well as from any building.

Mesures — Appareils

6.1 Le sonomètre servant à mesurer l'intensité d'un bruit dé-

Measurements — Instruments

6.1 The sound-level meter used to measure the intensity of

fini au règlement doit être du type décrit dans la Publication 179 (1973), intitulée "Sonomètres de précision" et, dans le cas d'un bruit impulsif, du type décrit dans la Publication 179A (1973, 2e édition) intitulée "Premier complément à la Publication 179 (1973) — Sonomètres de précision", de la Commission électrotechnique internationale.

noise as defined in the By-law must be of the type described in Publication 179 (1973) entitled "Precision sound-level meters", and in the case of an impulsive noise of the type described in Publication 179A (1973, 2nd edition) entitled "First supplement to Publication 179 (1973) — Precision sound-level meters" of the International Electrotechnical Commission.

6.2 Sauf dans les cas prévus à la présente ordonnance, le sonomètre doit, lors de l'opération de mesure, être réglé sur son réseau pondérateur et sa caractéristique dynamique conformes à la courbe A et à la réponse "rapide".

6.2 Except in the cases referred to under this ordinance, the sound-level meter must be set during the measuring operation on its "A" weighting network and its "fast" meter response.

7. Lorsque des mesures sont prises à l'aide d'un dispositif d'enregistrement magnétique d'un signal analogique, l'enregistrement doit comporter un étalon de l'intensité sonore à la fréquence de mille (1 000) hertz.

7. When measurements are taken by means of a device for the magnetic recording of an analog signal, the recording must include a sound intensity calibration tone of one thousand (1000) hertz.

8. Lorsque le sonomètre est utilisé avec un dispositif d'enregistrement graphique, la caractéristique dynamique doit être simulée par une vitesse d'écriture appropriée.

8. When the sound-level meter is used with a graphic recording device, the meter response must be simulated by using the appropriate graphic writing speed.

9. Le filtre de fréquence utilisé dans l'analyse spectrale d'un bruit contenant des sons purs audibles doit être conforme aux prescriptions de la Publication 225 (1966, 1ère édition), intitulée "Filtres de bandes d'octave, de demi-octave et de tiers d'octave destinés à l'analyse des bruits et des vibrations", de la Commission électrotechnique internationale.

9. The frequency filter used in the spectral analysis of a noise containing pure audible sounds must conform with the provisions of Publication 225 (1966, 1st edition) entitled: "Octave, half-octave and third-octave band filters used in the analysis of noises and vibrations" of the International Electrotechnical Commission.

**Mesures — Position du microphone**

10. Lors de mesures prises à l'extérieur de bâtiments ou sur des espaces non bâtis, le microphone doit être à un mètre deux (1.2 m) au-dessus du sol, sauf dans le cas décrit à l'article 11 de la présente ordonnance.

11. S'il s'agit de mesurer l'impact d'un bruit extérieur sur un bâtiment, le microphone doit être à un mètre (1 m) face à l'ouverture, porte ou fenêtre de la partie du bâtiment perturbée par le bruit.

12. S'il s'agit de mesurer le bruit de fond relatif à un espace donné, le microphone doit être à plus de trois mètres (3 m) de murs ou autres obstacles analogues susceptibles de réfléchir les ondes acoustiques, et à plus de trois mètres (3 m) d'une voie de circulation.

13. A l'intérieur d'un bâtiment, les mesures doivent être prises dans la pièce perturbée par le bruit, approximativement au centre de cette pièce et à une hauteur d'un mètre deux (1.2m) du plancher. Le microphone doit être muni d'un correcteur d'incidence. Du 1er mai au 31 octobre, les mesures doivent être prises porte fermée et fenêtres normalement ouvertes. A toute autre époque, les portes et fenêtres doivent être fermées.

**Measurements — Position of microphone**

10. When measurements are taken outside of buildings or on unbuilt areas, the microphone must be at a height of one point two meters (1.2m) above the ground, except in the case described in Article 11 of this ordinance.

11. When measuring the impact of an exterior noise on a building, the microphone must be placed at a distance of one meter (1m) in front of the opening, door or window of the section of the building which is disturbed by the noise.

12. When measuring a background noise with respect to a given area, the microphone must be placed at more than three meters (3m) away from walls or other similar obstacles which are likely to reflect acoustic waves, and at more than three meters (3m) away from a roadway.

13. Inside a building, measurements must be taken within the room which is disturbed by the noise, approximately at the center of such room and at a height of one point two meters (1.2m) above the floor. The microphone must be equipped with an incidence corrector. From May 1 to October 31, measurements must be taken with doors closed and windows normally open. In any other period, both doors and windows must be closed.

Mesures — Méthodes

14.1 Afin de déterminer si un bruit comporte la caractéristique de bruit stable, il doit être procédé à une mesure de l'intensité du bruit à l'aide du sonomètre durant au moins une minute. Le bruit est stable lorsque l'ensemble des valeurs lues au sonomètre et comprises entre $L_1$ et $L_{99}$ se situe à l'intérieur d'une plage de trois décibels (3dBA) en période de soirée ou de nuit dans une chambre à coucher ou salle de séjour, de cinq décibels (5dBA), en période de jour dans une chambre à coucher ou salle de séjour, et en tout temps dans toute autre partie d'un lieu habité, et de sept décibels (7dBA), en tout temps, à l'extérieur. $L_1$ et $L_{99}$ étant respectivement les niveaux de bruit égalés ou dépassés durant 1% et 99% du temps de mesure.

14.2 L'intensité d'un bruit stable se mesure de la même manière que celle d'un bruit fluctuant.

15.1 Afin de déterminer si un bruit comporte la caractéristique de bruit fluctuant, il doit être procédé à une mesure de l'intensité du bruit à l'aide du sonomètre. Le bruit est fluctuant lorsque les variations lues au sonomètre sont supérieures à celles qui sont prévues au paragraphe 14.1 à l'égard du bruit stable, pour les mêmes périodes, dans les mêmes lieux.

15.2 L'analyse statistique du bruit stable et du bruit fluctuant doit se faire au lieu perturbé lors-

Measurements — Methods

14.1 In order to determine whether a noise has the characteristic of a stable noise, a measurement of the intensity of such noise must be taken with a sound-level meter during at least one minute. The noise is stable when the whole of the values read on the sound-level meter, comprised between $L_1$ and $L_{99}$, are included within a range of three decibels (3dBA) during the evening or at night in a bedroom or a living-room, a range of five decibels (5dBA) during the day in a bedroom or a living-room and at any time in any other part of the inhabited place, and a range of seven decibels (7dBA) at any time outside the building. $L_1$ and $L_{99}$ being respectively the levels of noise equalled or exceeded during 1% and 99% of the measuring time.

14.2 The intensity of a stable noise is measured in the same manner as a fluctuating noise.

15.1 In order to determine whether a noise has the characteristic of a fluctuating noise, a measurement of the intensity of such noise must be taken with a sound-level meter. The noise is fluctuating when the variations read on the sound-level meter are greater than those mentioned under paragraph 14.1 with respect to a stable noise, during the same periods, and in the same places.

15.2 The statistical analysis of the stable noise and the fluctuating noise must be made at the dis-

que l'influence des autres sources de bruit sur le résultat y est négligeable. L'intensité d'un tel bruit se mesure alors au moyen de la formule suivante:

turbed place when the influence of the other sources of noise on the result is negligible. The following formula is used for the measurement of the intensity of such noise:

$$Leq = 10 \log_{10} \Sigma f_i \cdot 10^{L_i/10}$$

dans laquelle $L_i$ est le niveau de bruit en décibels (dBA) correspondant aux valeurs moyennes de la classe i, et $f_i$ est l'intervalle relatif de temps dans lequel le niveau de bruit est dans les limites de la classe i, la somme des valeurs $f_i$ devant être égale à un (1). Pendant la période d'analyse, l'échantillonnage est espacé dans le temps d'un intervalle inférieur ou égal à une (1) seconde. L'étendue des classes i dans l'analyse statistique doit être égale à un décibel (1dBA).

in which $L_i$ stands for the level of noise in decibels (dBA) corresponding to the average values of class i, and $f_i$ for the relative time interval during which the level of noise is within the limits of class i, the sum of the values $f_i$ to be equal to one (1). During the period of analysis, the sampling proceeds at a time interval of less than or equal to one (1) second. The range of classes i in the statistical analysis must be equal to one decibel (1dBA).

15.3 Lorsque l'analyse statistique d'un bruit stable ou d'un bruit fluctuant ne peut se faire au lieu perturbé dans les conditions prévues au paragraphe 2, la mesure de l'intensité d'un tel bruit doit se faire en un lieu où l'influence des autres sources de bruit sur le résultat est négligeable, selon la formule suivante:

15.3 When the statistical analysis of a stable noise or of a fluctuating noise cannot be made in the disturbed place under the conditions mentioned in paragraph 2, the measurement of the intensity of such a noise must be made at a place where the influence of other sources of noise on the result is negligible, in accordance with the following formula:

$$L_s = Bm + 10 \log_{10} \Sigma f_{xi} \cdot 10^{L_{xi}/10}$$

dans laquelle $L_{xi}$ représente le niveau de bruit en décibels (dBA) correspondant aux valeurs moyennes de la classe i, et $f_{xi}$ représente l'intervalle relatif de temps pour lequel le niveau de bruit est dans les limites de la classe i (la somme des valeurs $f_{xi}$ devant être égale à

in which $L_{xi}$ stands for the level of noise in decibels (dBA) corresponding to the average values of class i, and $f_{xi}$ for the relative time interval during which the level of noise is within the limits of class i (the sum of the values $f_{xi}$ to be equal to one (1), and the range of

un (1), l'étendue des classes i doit être fixée à une valeur égale à un décibel (1dBA)). Pendant la période d'analyse, l'échantillonnage est espacé dans le temps d'un intervalle inférieur ou égal à une (1) seconde. Bm est le bruit minimum de la source.

classes i must be set at a value equal to one decibel (1dBA)). During the period of analysis, the sampling proceeds at a time interval of less than or equal to one (1) second. Bm stands for the minimum noise from the source.

15.4 L'ensemble des valeurs (Lx) à retenir pour les fins de l'analyse statistique se calcule selon la formule suivante:

15.4 The whole of the values (Lx) to be retained for purposes of the statistical analysis is calculated according to the following formula:

$$Lx = Bx - Ba + (Bp - Bm) \text{ pour } Lx \geqslant o.$$

15.5 Le bruit minimum de la source (Bm) se mesure au lieu perturbé, par compilation statistique; la valeur à retenir est celle du niveau atteint ou dépassé durant quatre-vingt-quinze (95) pour cent du temps de la période d'analyse, l'échantillonnage étant espacé dans le temps en intervalles inférieurs ou égaux à une (1) seconde chacun.

15.5 The minimum noise from the source (Bm) is measured at the disturbed place by statistical compilation; the value to be retained is the level reached or exceeded during ninety-five (95) percent of the time of the period of analysis, the sampling proceeding at a time interval of less than or equal to one (1) second each.

15.6 Au lieu perturbé, le bruit maximum de la source (Bp) se mesure en retenant la valeur maximum lue au sonomètre pendant la période d'analyse.

15.6 At the disturbed place, the maximum noise from the source (Bp) is measured by retaining the maximum value read on the sound-level meter during the period of analysis.

15.7 Le bruit maximum de la source (Ba) se mesure en retenant la valeur maximum lue au sonomètre pendant la période de l'analyse statistique et le bruit instantané (Bx) de la source se mesure en retenant la valeur instantanée lue au sonomètre à chaque intervalle de temps retenu pour l'échantillonnage pendant la période d'analyse.

15.7 The maximum noise from the source (Ba) is measured by retaining the maximum value read on the sound-level meter during the period of statistical analysis, and the instantaneous noise (Bx) from the source is measured by retaining the instantaneous value read on the sound-level meter at each time interval used for sampling during the period of analysis.

15.8 Aux fins de l'application des paragraphes 15.2, 15.3, 15.5, 15.6 et 15.7, la période d'analyse se définit comme suit: sur une période de soixante (60) minutes consécutives, lorsque la période d'intermittence est supérieure ou égale à cinquante-cinq (55) minutes, la période d'analyse doit être égale à la période d'émission du bruit perturbateur. Dans les cas où la période d'intermittence est inférieure à cinquante-cinq (55) minutes, la période d'analyse doit être d'au moins cinq (5) minutes.

15.8 For purposes of applying paragraphs 15.2, 15.3, 15.5, 15.6 and 15.7, the period of analysis is defined as follows: over a period of sixty (60) consecutive minutes, when the period of intermittence is longer than or equal to fifty-five (55) minutes, the period of analysis must be equal to the duration of emission of the disturbing noise. In cases where the period of intermittence is shorter than fifty-five (55) minutes, the period of analysis must be at least five (5) minutes.

16. L'intensité d'un bruit impulsif se mesure sans tenir compte du caractère de stabilité ou de fluctuence d'un tel bruit, à l'aide du sonomètre décrit au paragraphe 6.1, réglé sur sa caractéristique dynamique impulsionnelle et équivaut à la moyenne arithmétique de l'énergie des valeurs maximales lues pendant une période d'une (1) minute selon la formule suivante:

16. The intensity of an impulsive noise is measured without taking into account the stability or fluctuation characteristic of such noise, by means of a sound-level meter described in paragraph 6.1, which is set on its impulsive response, and such intensity is equal to the arithmetic average of the energy of the maximum values read during a period of one (1) minute according to the following formula:

$$L_m = 10 \log_{10} \frac{1}{n} \sum_{1}^{n} 10^{L_n/10}$$

dans laquelle $L_n$ représente la valeur maximum en décibels (dBA) correspondant à la n ième impulsion et n représente le nombre total d'impulsions considérées dans la période d'analyse.

in which $L_n$ stands for the maximum value in decibels (dBA) corresponding to the $n^{th}$ impulse and n stands for the total number of impulses considered during the period of analysis.

17.1 Afin de déterminer si un bruit comporte des sons purs audibles, il doit être procédé à une analyse de composition spectrale, laquelle s'effectue dans des bandes

17.1 To determine whether a noise includes pure audible tones, an analysis of spectral composition must be made in octave bands comprised between thirty-one


Cette page est une partie du rapport et ne doit pas être interprétée hors de ce contexte.

d'octaves comprises entre trente-et-un hertz cinq (31.5) et huit mille (8,000) hertz, soit 31.5, 63, 125, 250, 500, 1,000, 2,000, 4,000, 8,000. La valeur à retenir est celle du niveau moyen de l'énergie, exprimée en décibels, sans pondération, dans chacune des bandes d'octaves, et s'obtient au moyen de la formule:

point five (31.5) and eight thousand (8,000) hertz, that is 31.5, 63, 125, 250, 500, 1,000, 2,000, 4,000, 8,000. The value to be retained is that of the average level of energy, expressed in decibels, without weighting, in each of the octave bands, and is obtained by using the following formula:

$$L_{mi} = 10 \log_{10} \frac{1}{N_i} \sum_{1}^{N_i} 10^{L_{xi}/10}$$

dans laquelle $L_{xi}$ représente la valeur exprimée en décibels, sans pondération, de la N ième lecture prise dans la bande d'octave i et $N_i$ représente le nombre total de lectures prises dans la bande d'octave i au cours de la période d'analyse déterminée au paragraphe 2, à un taux d'échantillonnage inférieur ou égal à une (1) seconde. Les valeurs $L_{mi}$ ainsi obtenues sont comparées à un jeu de courbes de références appelées courbes NR, en conformité de la Recommandation R-1996 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Au terme de cette analyse, un bruit comporte un son pur audible lorsqu'une bande d'octave dépasse de plus de quatre (4) décibels la courbe NR qui recouvre le spectre constitué par les autres bandes d'octaves; cette courbe est obtenue par interpolation, de décibel en décibel, des courbes NR.

in which $L_{xi}$ stands for the value expressed in decibels, without weighting, of the $N^{th}$ reading taken in octave band i and $N_i$ stands for the total number of readings taken in octave band i during the period of analysis mentioned under paragraph 2, at a rate of sampling of less than or equal to one (1) second. The values $L_{mi}$ thus obtained are compared to a set of reference curves called NR curves, in accordance with Recommendation R-1996 of the International Standards Organization (ISO). In such analysis, a noise includes a pure audible tone when an octave band exceeds by more than four (4) decibels the NR curve which covers the spectrum made up of the other octave bands; such curve is obtained by interpolation of the NR curves, with increments of one decibel.

17.2 La période d'analyse correspond à la période de temps, exprimée en secondes, qui figure à

17.2 The period of analysis corresponds to the period of time, expressed in seconds, shown in

la colonne II du tableau F en regard des temps d'émission du bruit perturbateur évalués sur une période de soixante (60) minutes consécutives, qui figurent à la colonne I dudit tableau. Pour des temps d'émission du bruit perturbateur inférieurs à une (1) seconde, il n'y a pas lieu de déterminer si un bruit comporte des sons purs.

18. Un bruit intermittent est considéré comme étant dans sa période d'émission lorsque le bruit perturbateur est perçu distinctement au lieu perturbé. S'il s'agit d'un bruit intermittent et impulsif, il sera considéré comme étant dans sa période d'émission durant les cinq (5) secondes qui suivent chaque impulsion. La durée totale d'émission du bruit analysé est évaluée par rapport à une période de soixante (60) minutes consécutives.

19.1 L'intensité du bruit de fond correspond à la moyenne arithmétique des trois valeurs obtenues lors de mesures prises en trois points du quartier où se trouve le lieu perturbé. Chacune de ces valeurs est le résultat d'une compilation statistique du bruit d'ambiance dans laquelle la donnée à retenir est la valeur atteinte ou dépassée durant quatre-vingt-quinze (95) pour cent du temps de la période d'analyse; cette période d'analyse doit être d'une durée minimum de deux (2) minutes, l'échantillonnage étant espacé dans le temps en intervalles d'au plus une (1) seconde.

19.2 Aux fins du paragraphe 1, les trois points mentionnés doivent

column II of Table F, opposite the duration of emission of the disturbing noise computed over a period of sixty (60) consecutive minutes, as indicated in column I of the said table. For emission periods of a disturbing noise of less than one (1) second, there is no need to determine whether a noise includes pure tones.

18. An intermittent noise is considered to be in its period of emission when the disturbing noise is clearly heard at the disturbed place. In the case of an intermittent and impulsive noise, it is considered to be in its period of emission during the five (5) seconds following each impulse. The total duration of emission of the noise under analysis is computed on the basis of a period of sixty (60) consecutive minutes.

19.1 The intensity of a background noise corresponds to the arithmetic average of the three values obtained when measurements are taken at three points in the district where the disturbed place is located. Each of those values is the result of a statistical compilation of the ambient noise in which the data to be retained is the value reached or exceeded during ninety-five (95) percent of the period of analysis; such period of analysis must last a minimum of two (2) minutes, the sampling proceeding at a time interval of not more than one (1) second.

19.2 For purposes of paragraph 1, the three points referred


Cette page est une partie du rapport et ne doit pas être interprétée hors de ce contexte.

se trouver d'une part hors de l'influence acoustique directe de la source du bruit perturbateur analysé, et, d'autre part, dans le voisinage immédiat des lieux habités dont l'ambiance acoustique, la source du bruit perturbateur analysé exceptée, est semblable à celle du lieu perturbé. L'opération de mesure doit se faire pendant une même période de jour, de soirée ou de nuit que celle pendant laquelle est mesuré le bruit perturbateur.

to must be located, on the one hand, outside the direct acoustic influence of the source of the disturbing noise under analysis and, on the other hand, within the immediate vicinity of the inhabited place the acoustic environment of which, excluding the source of the disturbing noise under analysis, is similar to that of the disturbed place. The measurement operation must be made during the same period of the day, evening or night as the period during which the disturbing noise is measured.

Mesures — Cas de bruits analysés aux lieux de leur émission

20.1 Dans les locaux ordinairement utilisés pour la danse et la musique, l'intensité du bruit, à l'intérieur, se mesure au moyen de la formule suivante:

$$Leq = 10 \log_{10} \Sigma f_i \cdot 10^{L_i/10}$$

dans laquelle $L_i$ est le niveau de bruit en décibels (dBA) correspondant aux valeurs moyennes de la classe i, et $f_i$ est l'intervalle relatif de temps dans lequel le niveau de bruit est dans les limites de la classe i (la somme des valeurs $f_i$ devant être égale à un (1)). La période d'analyse doit être d'une durée minimum de cinq (5) minutes, l'échantillonnage étant espacé dans le temps d'un intervalle inférieur ou égal à une (1) seconde. L'étendue des classes i dans l'analyse statistique doit être égale à un décibel (1dBA). La mesure se prend à une distance minimum de trois mètres (3m) des hauts-parleurs de la sonorisation ou des instruments de musique.

Measurements — Noises analysed at the place of emission

20.1 In premises usually used for dancing and music, the intensity of noise, inside the premises, is measured according to the following formula:

in which $L_i$ stands for the level of noise in decibels (dBA) corresponding to the average values of class i, and $f_i$ for the relative time interval in which the level of noise is within the limits of class i (the sum of the values $f_i$ to be equal to one (1)). The period of analysis must last a minimum of five (5) minutes, the sampling proceeding at a time interval of less than or equal to one (1) second. The range of classes i for purposes of the statistical analysis must be equal to one decibel (1dBA). The measurement is taken at a minimum distance of three meters (3m) from the loudspeakers or the music instruments.

20.2 Le niveau de bruit maximum toléré dans un local mentionné au paragraphe 1 est de quatre-vingt-dix-huit décibels (98dBA).

21.1 Dans les bureaux ou locaux commerciaux sonorisés, l'intensité du bruit se mesure, à l'intérieur, à l'aide de la formule et suivant la méthode décrite au paragraphe 20.1.

21.2 Le niveau de bruit maximum toléré dans un local mentionné au paragraphe 1 est de soixante-dix décibels (70dBA).

Périodes de la journée

22. Aux fins de la présente ordonnance et de la partie II du règlement, la journée se divise en trois périodes: le jour, de sept heures (7h) à dix-neuf heures (19h), la soirée, de dix-neuf heures (19h) à vingt-trois heures (23h), et la nuit de vingt-trois heures (23h) à sept heures (7h).

Normalisation

23.1.0 En vue de déterminer le niveau du bruit normalisé défini au règlement, l'indice de correction applicable à la valeur obtenue lors d'une mesure effectuée conformément à la présente ordonnance correspond, selon le cas,

23.1.1 au nombre de décibels (dBA) qui figure aux colonnes III, IV et V du tableau B de la présente ordonnance pour les locaux indiqués en rubrique de chacune de ces colonnes, en regard du ni-

20.2 The maximum level of noise tolerated in premises mentioned in paragraph 1 is ninety-eight decibels (98dBA).

21.1 In offices or commercial premises equipped with a sound system, the intensity of noise inside is measured with the formula and in accordance with the method described in paragraph 20.1.

21.2 The maximum level of noise tolerated in premises mentioned in paragraph 1 is seventy decibels (70dBA).

Periods of the day

22. For purposes of this ordinance and of Part II of the By-law, a day is divided into three periods: daytime, from seven hours (7h) to nineteen hours (19h), evening, from nineteen hours (19h) to twenty-three hours (23h), and night, from twenty-three hours (23h) to seven hours (7h).

Normalization

23.1.0 To determine the normalized noise level, as defined in the By-law, the correction index applicable to the value obtained when a measurement is taken in accordance with this ordinance corresponds, as the case may be,

23.1.1 to the number of decibels (dBA) shown in columns III, IV and V of Table B of this ordinance for the premises indicated in the heading of each of those columns, opposite the level of

veau du bruit de fond, exprimé en décibels (dBA), qui figure aux colonnes I et II dudit tableau, pour les périodes de la journée mentionnées en rubrique de chacune de ces colonnes,

23.1.2 au nombre de décibels (dBA) qui figure aux colonnes II et III du tableau C de la présente ordonnance, en regard de la durée d'émission du bruit intermittent mesuré indiquée en minutes à la colonne I pour la période de la journée mentionnée en rubrique des colonnes II et III dudit tableau,

23.1.3 au nombre de décibels (dBA) qui figure à la colonne II du tableau D de la présente ordonnance en regard du type de bruit mentionné à la colonne I dudit tableau.

23.2 Lors de la normalisation effectuée de la manière prévue au paragraphe 1 du présent article, les indices relatifs au bruit de fond, à la durée d'émission et aux différents types de bruit peuvent s'additionner, le cas échéant, de façon que la correction tienne compte de la présence d'un ou plusieurs types de bruit perturbateur.

Niveaux maximum

24. Le niveau maximum de l'intensité du bruit normalisé qui ne peut être dépassé sans que le responsable de l'émission d'un tel bruit n'encourre les pénalités prévues au règlement correspond au nombre de décibels qui figure à la

background noise, expressed in decibels (dBA), shown in columns I and II of the said table, for the periods of the day mentioned in the heading of each of those columns,

23.1.2 to the number of decibels (dBA) shown in columns II and III of Table C of this ordinance, opposite the duration of emission of the measured intermittent noise, as shown in minutes under column I, for the period of the day mentioned in the heading of columns II and III of the said table,

23.1.3 to the number of decibels (dBA) shown under column II of Table D of this ordinance opposite the type of noise mentioned under column I of the said table.

23.2 For purposes of normalization in the manner described under paragraph 1 of this article, the indexes relating to a background noise, the duration of emission and the different types of noises may be added to one another, as the case may be, so that the correction will take into account the presence of one or several types of disturbing noise.

Maximum levels

24. The maximum level of intensity of a normalized noise which cannot be exceeded without the person responsible for such noise being liable to the penalties prescribed in the By-law corresponds to the number of decibels

colonne III du tableau E de la présente ordonnance en regard de chacun des locaux mentionnés à la colonne I pour la période indiquée à la colonne II dudit tableau.

25. Aux fins de l'application des articles 14 et 15 du règlement, l'avis qui peut être remis au contrevenant doit être conforme à la formule D du tableau C de l'ordonnance no 1 du règlement 4996 sur le bruit, ou à toute autre formule analogue.

shown under column III of Table E of this ordinance, opposite each of the premises mentioned under column I, for the period indicated in column II of the said table.

25. For purposes of applying Articles 14 and 15 of the By-law, the notice which may be served to the contravener must conform to Form D in Table C of Ordinance No. 1 of By-law 4996 concerning noise, or to any other similar form.

Tableau A — *Table A*

## CLASSIFICATION DES LIEUX HABITÉS EN DIVERS LOCAUX

## *CLASSIFICATION OF INHABITED PLACES INTO VARIOUS PREMISES*

| LIEU HABITÉ *INHABITED PLACES* | | LOCAL *PREMISES* |
|---|---|---|
| 1. BÂTIMENT D'HABITATION *RESIDENTIAL BUILDINGS* | 1a | Chambre à coucher — *Bedrooms* |
| | 1b | Salle de séjour — *Living-rooms* |
| | 1c | Autres parties — *Other areas* |
| 2. AUTRE BÂTIMENT *OTHER BUILDINGS* | 2a | Bureau dans lequel le public n'est ordinairement pas reçu *Offices where the public is not usually admitted* |
| | 2b | Bureau dans lequel le public est ordinairement reçu *Offices where the public is usually admitted* |
| | 2c | Atelier ou local utilisé à des fins de fabrication, de réparation ou d'entretien *Shops or premises intended for manufacturing, repairs or maintenance* |
| | 2d | Chambre à coucher d'un hôpital ou établissement analogue dans lequel des patients séjournent *Bedrooms in hospitals or similar establishments in which patients stay* |
| | 2e | Autres parties d'un hôpital ou établissement analogue dans lequel des patients séjournent *Other areas of hospitals or similar establishments in which patients stay* |
| 3. ESPACE NON BÂTI *UNBUILT AREAS* | 3a | Parc, cour ou terrain servant à des fins de récréation, sport ou campement *Parks, courtyards or land intended for recreation, sports or camping* |

Tableau B — *Table B*

NORMALISATION SELON LE NIVEAU DU BRUIT DE FOND

*NORMALIZATION ACCORDING TO THE LEVEL OF BACKGROUND NOISE*

| Colonne I (jour, soirée) *Column I (day, evening)* | Colonne II (nuit) *Column II (night)* | Colonne III *Column III* (1a, 1b, 1c, 3a) | Colonne IV *Column IV* (2d, 2e) | Colonne V *Column V* (2a, 2b, 2c) |
|---|---|---|---|---|
| < 44 | < 41 | + 3 | + 4 | 0 |
| 44-47 | 41-44 | + 2 | + 4 | 0 |
| 48-53 | 45-48 | 0 | 0 | 0 |
| 54-59 | 49-52 | — 2 | — 2 | — 2 |
| > 59 | > 52 | — 5 | — 2 | — 5 |

Tableau C — *Table C*

NORMALISATION SELON LA DURÉE D'ÉMISSION

*NORMALIZATION ACCORDING TO THE DURATION OF EMISSION*

| Colonne I (durée en minutes) *Column I (duration in minutes)* | Colonne II (jour et soirée) *Column II (day and evening)* | Colonne III (nuit) *Column III (night)* |
|---|---|---|
| 60-34 | 0 | 0 |
| 34-11 | — 5 | — 5 |
| 11-4 | — 10 | — 10 |
| 4-1 | — 15 | — 10 |
| 1-0.4 | — 20 | — 10 |
| 0.4-0.1 | — 25 | — 10 |
| moins de 0.1 *less than* | — 30 | — 10 |

Tableau D — *Table D*

NORMALISATION SELON LES TYPES DE BRUIT MESURÉS
*NORMALIZATION ACCORDING TO THE TYPE OF NOISE MEASURED*

| | Colonne I<br>*Column I* | Colonne II<br>*Column II* |
|---|---|---|
| 1. | Bruit impulsif — *Impulsive noise* | + 5 |
| 2. | Bruit porteur d'information<br>*Information — bearing noise* | + 5 |
| 3. | Bruit comportant des sons purs audibles<br>*Noise involving audible pure tones* | + 5 |

Tableau E — *Table E*

NIVEAUX MAXIMUM — BRUIT NORMALISÉ
*MAXIMUM LEVELS — NORMALIZED NOISE*

| Colonne I<br>*Column I* | Colonne II<br>*Column II* | Colonne III<br>*Column III* |
|---|---|---|
| 1a | Nuit — *Night* | 38 |
| 1a, 1b | Soirée — *Evening* | 40 |
| 1b | Nuit — *Night* | 40 |
| 1a, 1b | Jour — *Day* | 45 |
| 1c | En tout temps — *At all times* | 45 |
| 2a | En tout temps — *At all times* | 45 |
| 2b | En tout temps — *At all times* | 50 |
| 2c | En tout temps — *At all times* | 55 |
| 2d | Soirée, nuit — *Evening, night* | 38 |
| 2d | Jour — *Day* | 45 |
| 2e | En tout temps — *At all times* | 45 |
| 3a | Nuit — *Night* | 50 |
| 3a | Jour, soirée — *Day, evening* | 60 |

Tableau F — *Table F*

PÉRIODE D'ANALYSE DES SONS PURS
EN FONCTION DU TEMPS D'ÉMISSION
*PERIOD OF ANALYSIS OF PURE TONES*
*IN RELATION TO THE DURATION OF EMISSON*

| Colonne I<br>*Column I* | Colonne II<br>*Column II* |
|---|---|
| Temps d'émission du bruit perturbateur "T" en secondes<br>*Duration of emission of the disturbing noise "T" in seconds* | Période d'analyse en secondes<br>*Period of analysis in seconds* |
| $180 \leqslant T$ | au moins — *at least* 120 |
| $90 \leqslant T < 180$ | " " — " " 60 |
| $45 \leqslant T < 90$ | " " — " " 30 |
| $20 \leqslant T < 45$ | " " — " " 15 |
| $10 \leqslant T < 20$ | " " — " " 7 |
| $5 \leqslant T < 10$ | " " — " " 3 |
| $3 \leqslant T < 5$ | " " — " " 2 |
| $1 \leqslant T < 3$ | " " — " " 1 |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1224869003]*
Unité administrative responsable : *[Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité]*
Projet : *[Pub Saint-Pierre]*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | *x* | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*Priorité 14*. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

*Priorité 19.* Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

*Priorité 20*. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*Priorité 14. L'agrandissement de l'établissement du Pub Saint-Pierre au 2e étage vient éliminer un local vacant en plus d'augmenter la capacité d'accueil de l'établissement et ainsi répondre à la demande dans le secteur.*

*Priorité 19-20. La forte croissance démographique du Vieux-Montréal et sa popularité dans le domaine touristique assurent le*

*rayonnement de la métropole.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.10

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1225289001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés et 5 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme |

Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés (3003071395, 3002390434, 3002866194, 3003056206 et 3003065456) et 5 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (3002504954, 3003071173, 3001547660, 3003147697 et 3002684714)

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-09 09:46

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1225289001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés et 5 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité compte des demandes de permis en suspens qui ont fait l'objet au Comité consultatif d'urbanisme (CCU) d'un avis favorable avec conditions non remplies par les demandeurs concernés ou d'un avis défavorable. Afin de compléter et de fermer ces dossiers, une décision formelle du conseil d'arrondissement est nécessaire quant à leur refus ou à leur approbation.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240035 - 8 février 2022 - Refuser 4 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés et 3 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme

### DESCRIPTION

La Division de l'urbanisme a produit une liste des dossiers en suspens qui ont fait l'objet d'un avis favorable du CCU avec conditions non remplies par les demandeurs concernés ou d'un avis défavorable du CCU.
Au total, 10 demandes se retrouvent dans cette situation et nécessitent une décision du conseil d'arrondissement. Voici une brève description de ces demandes :

1) Demande 3002504954 - 3156, Le Boulevard:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC: Oui

    - Les travaux pour le remplacement du bardeau d'asphalte au toit, sur la partie avant, par un revêtement similaire ont été réalisés sans permis;
    - Le matériau de bardeau d'asphalte proposé est d'une qualité moindre que ce qui est présent sur des propriétés similaires du secteur;
    - Les travaux ne répondent pas aux critères spécifiques de l'unité de paysage, soit un revêtement de bardeaux d'ardoise pour les toitures

apparentes, et ce afin d'offrir un traitement architectural de qualité.

2) Demande 3003071395 - 2158, rue Wurtele:

- Avis: Favorable avec conditions
- Statut LPC: Non

    - La proposition ne répond pas aux critères du Règlement d'urbanisme (01-282) qui indique que les ouvertures d'un bâtiment doivent reprendre la forme d'origine du bâtiment;
    - Le demandeur doit conserver et restaurer le garde-corps d'origine existant ou le remplacer par un modèle de métal soudé compatible avec ceux du secteur et renoncer à peindre la brique de façade;
    - Aucun document révisé n'a été déposé à l'Arrondissement;
    - Les travaux ont été réalisés en 2022.

3) Demande 3003071173 - 1235, boulevard Robert-Bourassa:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC : Oui
    - La modification d'une seule alcôve du basilaire du bâtiment réduirait l'unité architecturale et l'homogénéité de l'ensemble;
    - La fermeture de l'espace de terrasse extérieure aurait un impact négatif sur l'animation du domaine public à cette intersection.

4) Demande 3001547660 - 2500, rue Sherbrooke Est:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC: Non

    - La proposition vise à éliminer un revêtement de brique neuf pour le remplacer par un produit de durabilité moindre;
    - Le remplacement proposé n'apporte aucune plus-value à la composition;
    - Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 105 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282) indiquant que les travaux de remplacement d'une caractéristique architecturale doivent être compatibles avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment ou les bâtiments adjacents et participer à structurer ainsi qu'à mettre en valeur le paysage de la rue en respectant les caractéristiques typomorphologiques d'intérêt qui dominent et définissent l'unité de paysage.

5) Demande 3002390434 - 2250, boulevard De Maisonneuve Est:

- Avis: Favorable avec conditions
- Statut LPC: Non

    - Les appareils d'éclairage proposés ne soulignent pas la trame de béton déjà présente en façade et ne mettent pas en valeur les

caractéristiques architecturales du bâtiment;
- L’éclairage est dirigé vers le boulevard de Maisonneuve Est plutôt que sur la façade du bâtiment, générant ainsi une pollution lumineuse inutile;
- L’éclairage proposé n’est pas utilisé pour marquer l'entrée principale du bâtiment;
- Les conditions du CCU n’ont pas été respectées.

6) Demande 3002866194 - 1101, rue Sainte-Catherine Est:

- Avis: Favorable avec conditions
- Statut LPC: Non

  - Les fenêtres du type comptoir ne sont pas un ajout positif à la composition de la façade;
  - Le Règlement d’urbanisme (01-282) indique que toutes les opérations commerciales doivent avoir lieu à l’intérieur du bâtiment;
  - Les conditions du CCU n’ont pas été respectées.

7) Demande 3003056206 - 1199, rue Sainte-Catherine Ouest:

- Avis: Favorable avec conditions
- Statut LPC: Non

  - L’installation des enseignes s’est faite sans autorisation;
  - L’enseigne du côté est nuit à la visibilité de l’enseigne en saillie de l’établissement voisin et à la lisibilité du paysage de la rue;
  - L’installation de l’enseigne en saillie du côté ouest ne pouvait être faite à la hauteur du linteau en raison de la présence d’un boîtier;
  - L’enseigne en saillie du côté est ne satisfait pas le critère de l’intégration harmonieuse au paysage de la rue;
  - Les conditions du CCU n’ont pas été respectées.

8) Demande 3003065456 - 320, rue Ontario Est:

- Avis: Favorable avec conditions
- Statut LPC: Non

  - Plusieurs portes en façade de la rue Ontario comportent une imposte et/ou un caisson au bas de la porte, il était donc demandé de fournir des plans révisés proposant un vitrage et caisson plein alignés avec les portes de part et d’autre et une imposte en verre;
  - Aucun document révisé n’a été déposé à l’Arrondissement.

9) Demande 3003147697 - 2410, rue de Rouen:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC: Non

  - Les travaux de remplacement des portes et des fenêtres ont été réalisés sans permis;
  - La proposition ne répond pas aux critères du Règlement d’urbanisme (01-282) qui indique que les ouvertures d’un bâtiment doivent reprendre la forme d’origine du bâtiment;

- Les composantes installées ne mettent pas en valeur le paysage de la rue et ne sont pas compatibles avec les proportions des ouvertures;
- Les composantes installées créent un anachronisme par rapport à l'année de construction du bâtiment;
- Le permis de transformation 3001277153-21 n'autorise pas le rehaussement des planchers, ce qui a réduit la hauteur des ouvertures pour les portes.

10) Demande 3002684714 - 2205, rue Saint-Marc:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC: Non

- Les travaux de remplacement des portes ont été réalisés sans permis;
- La proposition ne répond pas adéquatement aux critères du Règlement d'urbanisme (01-282);
- Les portes installées ont un caractère commercial et ne respectent pas les caractéristiques typomorphologiques des bâtiments d'appartements adjacents construits à la même époque.

**JUSTIFICATION**

Il est important d'obtenir une décision formelle dans ces dossiers en suspens puisqu'ils ne peuvent conserver ce statut. La fermeture de ces dossiers est d'autant plus importante pour la bonne gestion des dossiers de permis et inspections. De plus, dans le cas des dossiers ayant fait l'objet de travaux sans permis, la Division des permis et inspections de l'arrondissement de Ville-Marie pourra, suite au refus par le Conseil d'arrondissement, identifier ces dossiers comme étant non-conformes et évaluer, de concert avec le Service des affaires juridiques, les possibilités d'entamer des procédures judiciaires.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s. o.

**MONTRÉAL 2030**

s. o.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s. o.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

s. o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s. o.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Décision au conseil d'arrondissement du 13 septembre 2022.

Fermeture des demandes en septembre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

**Tél :** 514 872-7629
**Télécop. :** 514 868-4912

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

**Tél :** 438-351-3263
**Télécop. :**


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**


Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546

**Approuvé le :** 2022-09-02

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1225289001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Refuser 5 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés et 5 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme |

1) Demande 3002504954 - 3156, Le Boulevard:



PV CCU - 2021-12-02 - T8 - 3002504954.pdf



1-3156 Le Boulevard_3002504954_Note CCU.pdf

2) Demande 3003071395 - 2158, rue Wurtele:



PV CCU - 2021-12-16 - T8 - 3003071395.pdf



2158 rue Wurtele 3003071395_Note CCU-JB.pdf

3) Demande 3003071173 - 1235, boulevard Robert-Bourassa:



PV CCU - 2022-01-18 - T8 - 3003071173.pdf



Robert-Bourassa_1235_Note_CCU_01-22.pdf

4) Demande 3001547660 - 2500, rue Sherbrooke Est:



PV CCU - 2019-07-04 - T8 - 3001547660.pdf



CCU - Sherbrooke E 2500 juillet 2019a.pdf

5) Demande 3002390434 - 2250, boulevard De Maisonneuve Est:



PV CCU - 2020-12-10 - T8 - 3002390434.pdf



de_Maisonneuve_e_2250_CCU_Titre8.pdf

6) Demande 3002866194 - 1101, rue Sainte-Catherine Est:



PV CCU - 2021-12-02 - T8 - 3002866194.pdf :



Sainte-Catherine_Est_1101_3002866194_Note_CCU.pdf

7) Demande 3003056206 - 1199, rue Sainte-Catherine Ouest:



PV CCU - 2022-03-10 - T8 - 3003056206.pdf



Fiche CCU_1199 rue Sainte-Catherine Ouest.pdf

8) Demande 3003065456 - 320, rue Ontario Est:



PV CCU - 2022-04-14 - T8 - 3003065456.pdf



320, rue Ontario Est_Note CCU.pdf

9) Demande 3003147697 - 2410, rue de Rouen:



PV CCU - 2022-05-12 - T8 - 3003147697.pdf



_2410, rue de Rouen_Note CCU.pdf

10) Demande 3002684714 - 2205, rue Saint-Marc:



PV CCU - 2022-06-09 - T8 - 3002684714.pdf




2205, rue Saint-Marc_Note CCU.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

**Tél :** 514 872-7629
**Télécop. :** 514 868-4912

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**2 décembre 2021**
**3002504954**
**4.6.7**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 3156, Le Boulevard |
| **Responsable :** | Judith Boisvert |
| **Description :** | La demande vise à autoriser des travaux faits sans permis pour le remplacement du bardeau d'asphalte au toit, sur la partie avant, par un revêtement similaire.<br><br>Le bâtiment de 2 étages visé par les travaux a été construit en 1910 de style Néo-Georgien, il est bâti en mode isolé. L'arrière de la maison a été agrandi en 1927 comme en fait foi la demande de permis retrouvée et signée par les architectes Nobbs and Hyde. |
| **Élément particulier :** | Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel puisque l'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. |
| **Remarque importante :** | Les travaux sans permis ont été constatés le 18 novembre 2020. |
| **Considérant que :** | Le matériau d'origine n'a pu être confirmé hors de tout doute, mais que l'historique confirme la présence de bardeau. |
| **Considérant que :** | Le contexte de grande qualité architecturale du secteur et que le matériau de bardeau d'asphalte proposé est d'une qualité moindre que ce qui est présent sur des propriétés similaires du secteur. |
| **Considérant que :** | Les travaux ne répondent pas aux critères spécifiques de l'unité de paysage, soit un revêtement de bardeaux d'ardoise pour les toitures apparentes, et ce afin d'offrir un traitement architectural de qualité. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Robert Beaudry
Président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU DU 23 NOVEMBRE 2021**

**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

3156 LE BOULEVARD

**Informations générales**

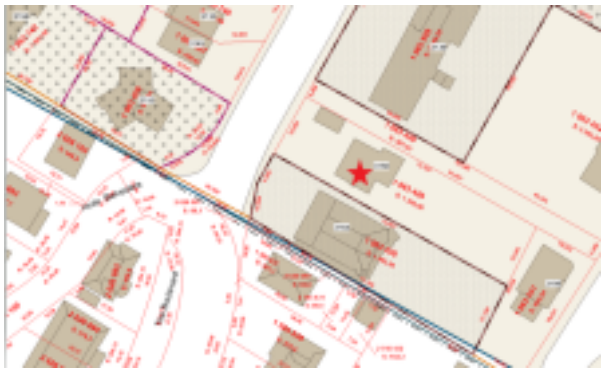
- Demandeur : Patricia Conrod
- Concepteur : Valente & Venditti Architects
- Investissement : 16 200 $
- District électoral : Peter McGill
- Responsable(s) du dossier : Judith Boisvert
- Numéro de requête : 3002504954

**Contexte**

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282),

- Unité de paysage Flanc-Ouest
- L'immeuble est situé au nord de la rue Sherbrooke
- L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré et cité du Mont-Royal





Localisation Situation actuelle

**Décisions antérieures**

N/A

**Recommandations antérieures du CCU**

N/A

**Description du site**

Le bâtiment de 2 étages visé par les travaux a été construit en 1910 de style Néo-Georgien, il est bâti en mode isolé.
L'arrière de la maison a été agrandi en 1927 comme en fait foi la demande de permis retrouvée et signée par les architectes Nobbs and Hyde.

**Description du projet**

La demande vise à autoriser des travaux faits sans permis pour le remplacement du bardeaux d'asphalte au toit, sur la partie avant, par un revêtement similaire.

Selon les plans préparés par Valente & Venditti architectes en date du 24 novembre 2020 Les travaux sans permis ont été constatés le 18 novembre 2020.





*Avant travaux Mai 2021 travaux sans permis*

**Cadre réglementaire**

Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 105 et 127.10 du Règlement de l'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

- L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, travaux assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. Une lettre d'infraction, #20205790, indiquant qu'une autorisation ne peut être émise pour des travaux déjà effectués.

- Approbation requise au Titre VIII pour transformation sur une partie de bâtiment au nord de Sherbrooke, selon les articles 100, 102

- Conformément à l'article 104, ''un revêtement… peut être remplacé s'il reprend la forme et l'apparence d'origine''

- Conformément à l'article 127.10, 8° de l'unité de paysage:
  4° des bardeaux d'ardoise pour les toitures apparentes;
  5° des nouveaux matériaux compatibles avec les matériaux d'origine ou d'une qualité supérieure à ceux-ci.

**Analyse**

Les photos ou plans d'origine de 1910 n'ont pas été retrouvés.
Les cartes de 1915 et de 1926 indiquent une toiture en bardeau de bois.



La maison a été agrandie en 1928, il est probable que la toiture a été refaite à ce moment-là. Les plans pour permis préparés par "Nobbs & Hyde" en 1927 ont été retrouvés mais la mention pour le revêtement de la toiture est illisible, par contre on peut y apercevoir des lignes horizontales ce qui élimine l'option d'une toiture métallique.
Sur la carte de 1961 est mentionné un revêtement incombustible sans mention du matériau. Les 3 lucarnes de la façade ont été ajoutées en 2001. Aucune mention du remplacement de la toiture.

Plusieurs bâtiments avoisinants construits à la même époque ont des toitures en ardoise dont le voisin immédiat à sa droite

**Considérations de la Direction**

**Considérant que** le matériau d'origine n'a pu être confirmé hors de tout doute, mais que l'historique confirme la présence de bardeau;

**Considérant** le contexte de grande qualité architecturale du secteur et que le matériau de bardeau d'asphalte proposé est d'une qualité moindre que ce qui est présent sur des propriétés similaires du secteur;

**Considérant que** les travaux ne répondent pas aux critères spécifiques de l'unité de paysage, soit un revêtement de bardeaux d'ardoise pour les toitures apparentes, et ce afin d'offrir un traitement architectural de qualité.

**Recommandations de la Direction**

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **défavorable** à l'égard de cette demande.
La direction est d'avis que la toiture devrait être refaite en ardoise conformément aux critères spécifiques de l'unité de paysage

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Mise à jour le 16 novembre 2021

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**16 décembre 2021**
**3003071395**
**4.6.7**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 2158, rue Wurtele |
| **Responsable :** | Judith Boisvert |
| **Description :** | La demande vise le remplacement des portes, fenêtres et garde-corps du balcon. Les modèles proposés pour les fenêtres sont à battant et ne correspondent pas au modèle d'origine. Les fenêtres coulissantes du sous-sol sont acceptables. La porte avec une vitre de 20 x 60'' ne correspond pas au modèle d'origine.<br><br>Le demandeur propose un garde-corps en aluminium assemblé mécaniquement, un type prohibé selon la réglementation en vigueur. La soumission fournie par le demandeur indique que la brique de façade serait peinte.<br><br>La propriété concernée est une résidence unifamiliale de type « shoebox » faisant partie d'un ensemble remarquable de 16 bâtiments construits en 1952. Dans Ville-Marie, on dénombre une centaine de shoebox, tous concentrés dans le quartier de Sainte-Marie.<br><br>Dans la composition d'origine, les fenêtres disposées de façon asymétrique, la plus petite des ouvertures à guillotine et la grande divisée 2/3 fixe et ⅓ à guillotine du côté de la porte. Les portes d'origine étaient de bois avec une ouverture vitrée verticale étroite et centrée d'environ 12" x 50'' typique de l'époque.<br><br>Le garde-corps du balcon actuel est celui d'origine avec des éléments métalliques horizontaux.<br><br>Plusieurs remplacements d'ouvertures ont été faits dans le temps par plusieurs modèles différents, majoritairement sans permis avant la mise en place des critères de ce secteur en 2013. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La proposition ne répond pas aux critères du *Règlement d'urbanisme* qui indique que les ouvertures d'un bâtiment doivent reprendre la forme d'origine du bâtiment. |

**Considérant que :** La réglementation actuelle vise le retour à la forme et apparence d'origine afin de rétablir l'uniformité de l'ensemble.

**Considérant que :** Des preuves documentaires démontrent le modèle d'origine de la porte et des fenêtres de cette série de « shoebox ».

**Considérant que :** Le modèle de garde-corps présenté est composé d'un matériel prohibé.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Soumettre une soumission et des plans modifiés reflétant les composantes suivantes:**
  - **porte : avec pan de verre respectant la proportion verticale 12 x 48 à 52'' de haut, le verre devra être clair;**
  - **grande ouverture: section fixe représentant 2⁄3 de l'ouverture et une section à guillotine ou à battant avec un meneau horizontal pour le 1⁄3 restant;**
  - **petite ouverture: fenêtre divisée en 2 sections horizontales égales;**
  - **le demandeur devra conserver et restaurer le garde-corps d'origine existant ou le remplacer par un modèle de métal soudé compatible avec ceux du secteur, modèle à faire approuver;**
  - **renoncer à peindre la brique de façade.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Robert Beaudry
Président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU DU 14 DÉCEMBRE 2021**

**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

2158, RUE WURTELE

**Informations générales**

- Demandeur : Marc-André Robitaille
- Investissement : 3 680 $
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Judith Boisvert
- Numéro de requête : 3003071395

**Contexte**

Demande de permis de travaux extérieur déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

- Unité de paysage : Frontenac




Localisation



Façade actuelle



Contexte dans la série de 16 shoebox similaires

| | |
|---|---|
|  |  |
| Photo de 1964 exemple situé au 2124, rue Bercy | voisin 2198, rue Wurtele, permis 2019 |

**Décisions antérieures**

N/A.

**Recommandations antérieures du CCU**

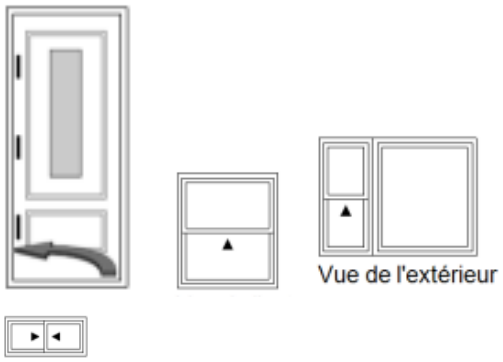
N/A

**Description du site**

La demande de permis concerne une résidence unifamiliale de type « shoebox » faisant partie d'un ensemble remarquable de 16 bâtiments construits en 1952.
Dans Ville-Marie, on dénombre une centaine de shoebox, tous concentrés dans le quartier de Sainte-Marie.
Dans la composition d'origine, les fenêtres disposées de façon asymétrique, la plus petite des ouvertures à guillotine et la grande divisée 2/3 fixe et ⅓ à guillotine du côté de la porte. Les portes d'origine étaient de bois avec une ouverture vitrée verticale étroite et centrée d'environ 12" x 50'' typique de l'époque.
Le garde-corps du balcon actuel est celui d'origine avec des éléments métalliques horizontaux.
Plusieurs remplacements d'ouvertures ont été faits dans le temps par plusieurs modèles différents, majoritairement sans permis avant la mise en place des critères de ce secteur en 2013.

**Description du projet**

La demande vise le remplacement des portes, fenêtres et garde-corps du balcon. Les fenêtres proposées sont conformes, par contre le modèle de porte est proposé avec une vitre de 8 x 36'' ainsi que des moulures décoratives de surface.
Après avoir initialement proposé un garde-corps en verre, le demandeur s'engage finalement à conserver et restaurer le garde-corps d'origine existant.
La soumission fournie par le demandeur indique que la brique de façade serait peinte.

| | |
|---|---|
|  |  |
| Proposition d'octobre 2021 | Soumission révisée soumise 25 novembre 2021 |

**Cadre réglementaire**

Le projet doit répondre aux exigences des articles **90**, 99, 100, **102**, 103, **104**, **105** et 127.8 du Règlement de l'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
Selon l'**article 90**. La pierre et la maçonnerie servant de parement à une façade ne doivent pas être peintes.
Selon l'**article 104**. *Une... ouverture ... d'un bâtiment, visés par les articles 127.1 à 127.26, doivent être maintenus en bon état. Ils peuvent être transformés si les éléments remplacés prennent la forme et l'apparence d'origine.*

**Analyse**

N/A

**Considérations de la Direction**

**Considérant que** la réglementation actuelle vise maintenant le retour à la forme et apparence d'origine afin de rétablir l'uniformité de l'ensemble;

**Considérant que** le demandeur désire procéder à un remplacement d'un modèle de porte non conforme à la forme d'origine;

**Considérant que** les plans fournis ne représentent pas la proposition, entre autres, au niveau des garde-corps.

**Recommandations de la Direction**

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande **aux conditions suivantes**:

- Soumettre un modèle de porte avec un pan de verre respectant la proportion verticale 12 x 48 à 52'' de haut, le verre devra être clair;
- Fournir des plans modifiés reflétant la proposition des ouvertures et du garde-corps;
- Renoncer à peindre la brique de façade;
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**18 janvier 2022**
**3003071173**
**4.6.7**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 1235, boulevard Robert-Bourassa |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise la modification d'une alcôve au niveau du rez-de-chaussée du bâtiment, à l'intersection de la rue Cathcart et du boulevard Robert–Bourassa.<br><br>L'alcôve, qui abrite la terrasse du local commercial adjacent, serait incluse dans l'espace intérieur du commerce, ainsi agrandi de 26 mètres carrés. Le mur-rideau actuel serait démoli et remplacé par de nouvelles sections de mur-rideaux comportant des portes coulissantes, localisées juste derrière la face de colonnes existantes.<br><br>L'agrandissement proposé ferait atteindre la limite de la densité maximale de 12 au bâtiment. Il ne serait par la suite plus possible d'effectuer d'autres agrandissements, par exemple pour réduire les autres alcôves du basilaire. |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment est situé dans les limites de l'aire de protection de la maison William-Dow, et le projet devra obtenir l'autorisation de la division du patrimoine. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8, et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | La modification d'une seule alcôve du basilaire du bâtiment réduirait l'unité architecturale et l'homogénéité de l'ensemble. |
| **Considérant que :** | La fermeture de l'espace de terrasse extérieure aurait un impact plutôt négatif sur l'animation du domaine public à cette intersection. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Robert Beaudry
Président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU DU 18 JANVIER 2022**

**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

1235, BOULEVARD ROBERT-BOURASSA

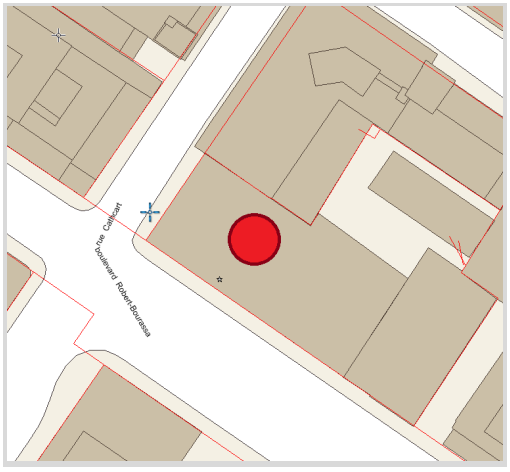
**Informations générales**

- Demandeur : 9220-1979 QUÉBEC INC.
- Concepteur : Jean Pierre Lagacé, architecte
- Investissement : ±96,000$
- District électoral : Saint-Jacques
- Responsable du dossier : Thomas Fontaine, architecte
- Numéro de la demande : 3003071173

**Contexte**

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage "Centre-ville".

Le bâtiment est situé dans les limites de l'aire de protection de la maison William-Dow, et le projet devra obtenir l'autorisation de la division du patrimoine.




*Localisation*



*Situation actuelle - vue aérienne*

**Décisions antérieures**

Résolution CA08 24 0552 autorisant la construction d'un édifice de 29 étages conformément aux plans 8 à 28 réalisés par Jean-Pierre Lagacé, architecte, et estampillés par l'arrondissement le 26 mai 2008, et ce, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) et malgré les articles 9, 34, 43 et 609 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);

**Recommandations antérieures du CCU**

N/A

**Description du site**

Le bâtiment de 29 étages fut construit en 2013, selon les informations contenues aux archives de la ville.

**Description du projet**

La demande vise la modification d'une alcôve au niveau du rez-de-chaussée du bâtiment, à l'intersection de la rue Cathcart et du boulevard Robert–Bourassa.

L'alcôve, qui abrite la terrasse du local commercial adjacent, serait incluse dans l'espace intérieur du commerce, ainsi agrandi de 26 mètres carrés. Le mur-rideau actuel serait démoli et remplacé par de nouvelles sections de mur-rideaux comportant des portes coulissantes, localisées juste derrière la face de colonnes existantes.

L'agrandissement proposé ferait atteindre la limite de la densité maximale de 12 au bâtiment. Il ne serait par la suite plus possible d'effectuer d'autres agrandissements, par exemple pour réduire les autres alcôves du basilaire.

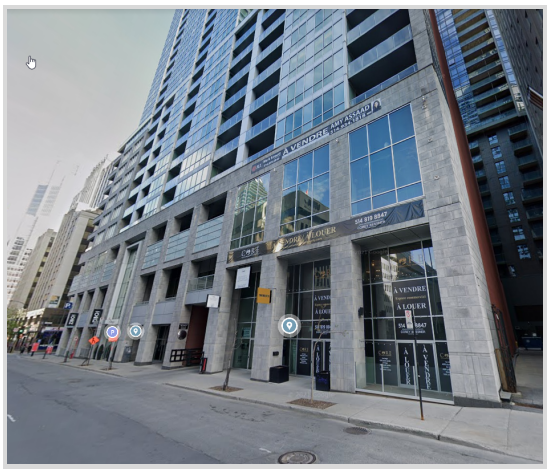
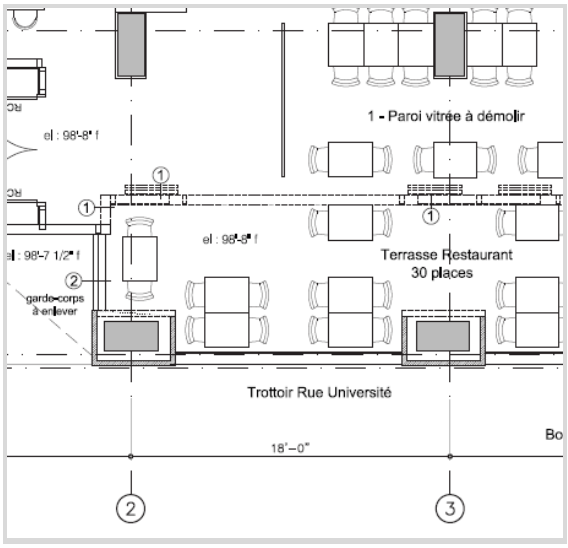
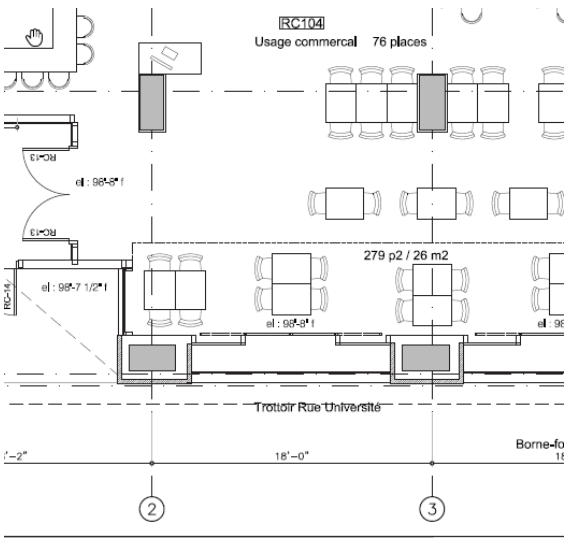


*Photo de la façade - 2021*




*Photo de la façade - 2021*

| | |
|---|---|
|  |  |
| *Extrait du plan existant - RDC* | *Extrait du plan proposé- RDC* |

**Cadre réglementaire**

- Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8, et 713 du Règlement d'urbanisme 01-282.

**Analyse**

N/A

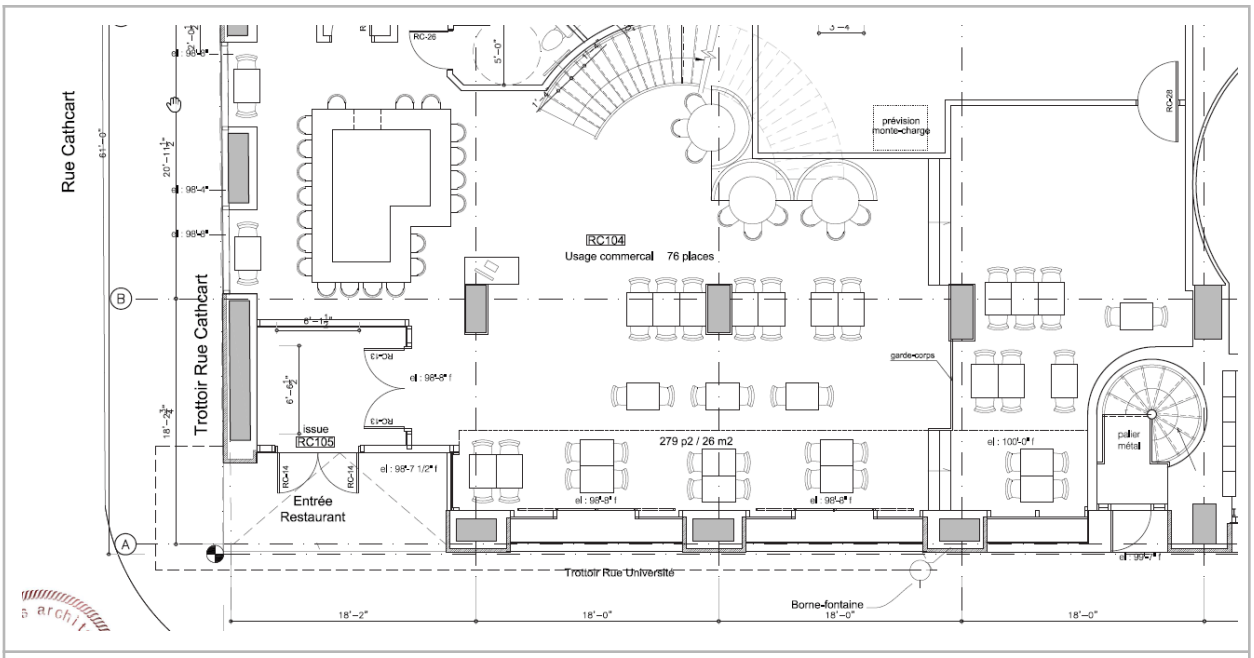
**Considérations de la Direction**

**Considérant que** la modification d'une seule alcôve du basilaire du bâtiment réduirait l'unité architecturale et l'homogénéité de l'ensemble;

**Considérant que** la fermeture de l'espace de terrasse extérieure aurait un impact plutôt négatif sur l'animation du domaine public à cette intersection.

**Recommandations de la Direction**

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **défavorable** à l'égard de cette demande sur la base des documents préparés par Jean-Pierre Lagacé, architecte, et reçus le 27 octobre 2021.




*Plan proposé - RDC*

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**4 juillet 2019**
**3001547660**
**4.6.9**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 2500, rue Sherbrooke Est |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise le remplacement, dans 2 zones du revêtement de brique déjà destinées à être différenciées de l'existant, par un revêtement de panneaux composites en aluminium de couleur jaune moutarde tel qu'il y en a déjà sur les façades, au-dessus des vitrines du dépanneur, en couleur bleu outremer. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 105 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | La proposition vise à éliminer un revêtement de brique neuf pour le remplacer par un produit de durabilité moindre. |
| **Considérant que :** | Le remplacement proposé n'apporte aucune plus-value à la composition. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

**Direction de l'aménagement**
**Urbain et de la mobilité**

**Demande d'un permis de travaux extérieurs – 3001547660**
**2500, rue Sherbrooke Est**
**District électoral : Sainte-Marie**

**Demandeur : Parkland fuel corporation a/s André Bisson**
**Concepteur : Manon Renaud architecte**
**Investissements : 10 000 $**

## Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), article 110 et Règlement sur les clôtures.







2006




Permis 2016

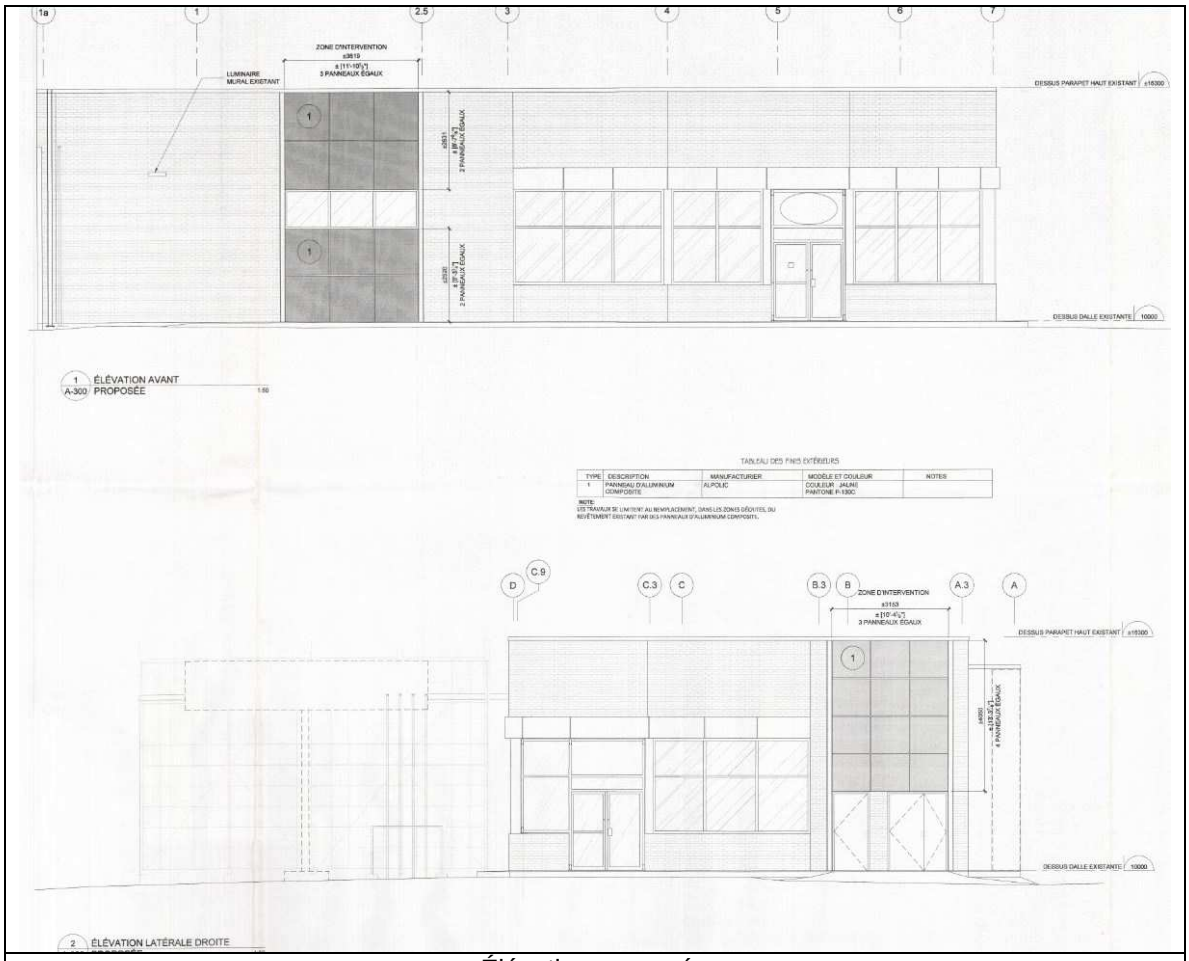


2018

## Description

Il était une fois une station-service Ultramar dont le revêtement de brique avait été entièrement remplacé et augmenté en 2017 lors de la conversion de l'atelier de mécanique en dépanneur, en utilisant un mélange aléatoire de brique brune et de brique jaune. L'architecte avait sélectionné, à l'époque, deux zones circonscrites par des éléments d'acier galvanisé dans lesquelles le mélange avait été fait par rangées horizontales, au lieu que ce soit de façon aléatoire, de manière à ajouter un peu de fantaisie dans la composition.

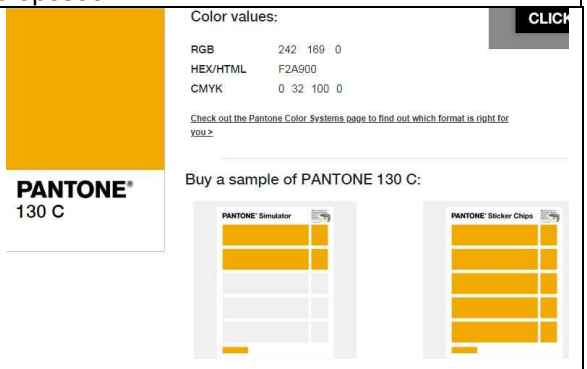
À la demande de l'exploitant, l'architecte revient à la charge et propose de remplacer, dans les 2 zones déjà destinées à être différenciées, le revêtement de brique par un revêtement de panneaux composites en aluminium de couleur jaune moutarde tel qu'il y en a déjà sur les façades, au-dessus des vitrines du dépanneur, en couleur bleu outremer.




Élévation proposée




Couleur en place




Couleur proposée

**Analyse et avis**

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 105 du *règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282)*.

Considérant que : La proposition vise à éliminer un revêtement de brique neuf pour le remplacer par un produit de durabilité moindre.

Considérant que : Il serait envisageable d'insérer des panneaux de couleur jaune selon les mêmes paramètres dimensionnels que pour les panneaux bleus déjà présents sur les façades du bâtiment.

**Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande, à la condition suivante :**

- **Réduire la surface des panneaux jaunes à installer sur les emplacements prévus; limiter leur hauteur à celle des panneaux existants bleus, et les aligner sur la même position.**

**Francis Lefebvre**
Architecte


Ultramar
Ultramar
bre-service
884


Ultramar
ALIGNEMENT
SILENCIEUX
SUSPENSION
AIR CLIMATISÉ
INJECTION
ATTACHES DE REMORQUE
FREINS
PNEUS
SILENCIEUX
MONSIEUR MUFFLER
2006


ELEVATION RUE SHERBROOKE EST
ELEVATION RUE D'IBERVILLE
Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 26 JUIL. 2016
APPROBATION :
LÉGENDE
1. BOITIER EN ALUMINIUM DE COULEUR BLEU
2. MAÇONNERIE SUNNYBROOK BLEND
3. MAÇONNERIE DUNKERRON MATT
ÉLÉVATIONS (NOUVELLE PROPOSITION)
24554 CST SHERBROOKE
2500 Rue Sherbrooke Est, Montréal, arr. Ville-Marie, QC
Émis pour permis
2016-07-18
CST
mra








Ultramar
165


PROPANE
ARCTIC GLACIER
Ultramar
Google

PANTONE®
130 C

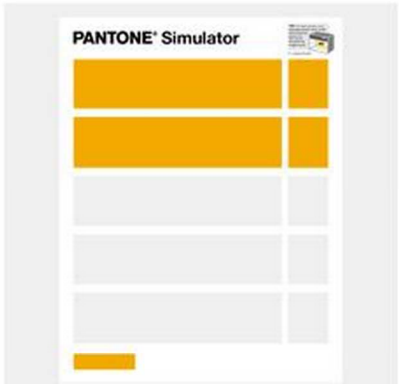
Color values:

| | |
|---|---|
| RGB | 242 169 0 |
| HEX/HTML | F2A900 |
| CMYK | 0 32 100 0 |

CLICK

Check out the Pantone Color Systems page to find out which format is right for you >

Buy a sample of PANTONE 130 C:

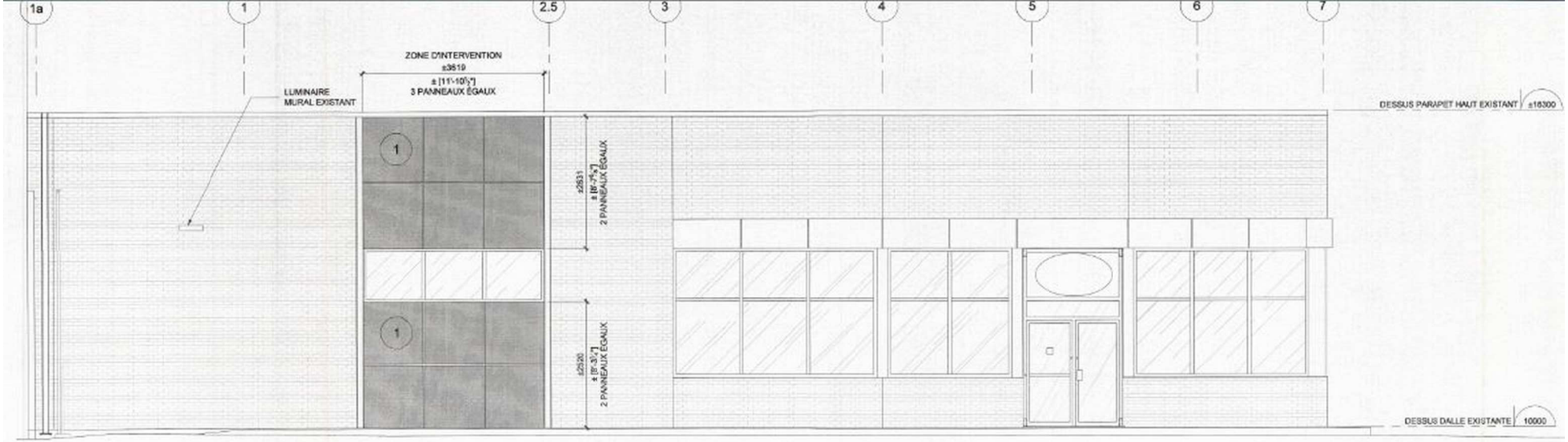









090
Blau ultramar
Azul ultramar
Ultramarine blue
Bleu outremer
200 g




1 / A-300 ÉLÉVATION AVANT PROPOSÉE 1:50

TABLEAU DES FINIS EXTÉRIEURS

| TYPE | DESCRIPTION | MANUFACTURIER | MODÈLE ET COULEUR | NOTES |
|---|---|---|---|---|
| 1 | PANNEAU D'ALUMINIUM COMPOSITE | ALPOLIC | COULEUR : JAUNE PANTONE P-130C | |

NOTE:
LES TRAVAUX SE LIMITENT AU REMPLACEMENT, DANS LES ZONES DÉCRITES, DU REVÊTEMENT EXISTANT PAR DES PANNEAUX D'ALUMINIUM COMPOSITE.




2 / A-300 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE PROPOSÉE 1:50

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**10 décembre 2020**
**3002390434**
**4.6.24**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE** |
| **Endroit :** | 2250, boulevard De Maisonneuve Est |
| **Responsable :** | Louis Routhier |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'installation de 4 bandes lumineuses sur la façade du bâtiment. Les boitiers, installés entre le 2e et le 4e étage, auront une hauteur de 8,92 m, une largeur de 0,15 m et une profondeur de 0,13 m. Leurs 3 faces visibles seront en acrylique translucide jaune et dissimuleront des DEL. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Les appareils d'éclairage proposés ne soulignent pas la trame de béton déjà présente en façade et ne mettent pas en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment. |
| **Considérant que :** | L'éclairage est dirigé vers le boulevard de Maisonneuve Est plutôt que sur la façade du bâtiment, générant ainsi une pollution lumineuse inutile. |
| **Considérant que :** | L'éclairage proposé n'est pas utilisé pour marquer l'entrée principale du bâtiment. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Proposer un éclairage plus sobre qui ne sera pas dirigé vers la rue et qui permettra de marquer l'entrée de l'édifice.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU**

**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**

2250, BOULEVARD DE MAISONNEUVE EST

**Informations générales**

- Demandeur : Borim Inc.
- Concepteur : IDX design+com
- Investissement : 10 000$
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Louis Routhier
- Numéro de requête : 3002390434

**Contexte**

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Sainte-Marie-Saint-Jacques.




Localisation



Situation actuelle

**Décisions antérieures**

N/A

**Recommandations antérieures du CCU**

N/A

**Description du site**

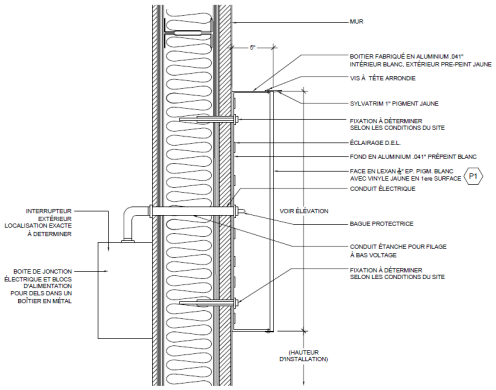
N/A

**Description du projet**

La demande vise à autoriser l'installation de 4 bandes lumineuses sur la façade du bâtiment. Les boitiers, installés entre le 2e et le 4e étage, auront une hauteur de 8,92 m, une largeur de 0,15 m et une profondeur de 0,13 m. Leurs 3 faces visibles seront en acrylique translucide jaune et dissimuleront des DEL.




*Situation projetée - Élévation*




*Situation projetée – Détail de l'appareil d'éclairage*

**Cadre réglementaire**

- Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du règlement d'urbanisme 01-282.

**Analyse**

N/A

**Considérations de la Direction**

**Considérant que** les appareils d'éclairage proposés ne soulignent pas la trame de béton déjà présente en façade et ne mettent pas en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment.

**Considérant que** l'éclairage est dirigé vers le boulevard de Maisonneuve Est plutôt que sur la façade du bâtiment, générant ainsi une pollution lumineuse inutile.

| |
|---|
| **Considérant que** l'éclairage proposé n'est pas utilisé pour marquer l'entrée principale du bâtiment. |
| **Recommandations de la Direction** |
| Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande **aux conditions suivantes** :<br><br>▪ Proposer un éclairage dirigé vers la façade du bâtiment et soulignant ses caractéristiques architecturales existantes;<br>▪ Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande. |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**2 décembre 2021**
**3002866194**
**4.6.4**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 1101, rue Sainte-Catherine Est |
| **Responsable :** | Sébastien Aumais |
| **Description :** | La demande vise le remplacement de deux des baies vitrées de la rue Atateken par deux fenêtres ouvrantes de type comptoir de service. Tout le vitrage de la proposition est clair.<br><br>Le bâtiment visé par les travaux a été construit en 1937 selon les plans de l'ingénieur et architecte Ernest Cormier. C'est un bâtiment commercial de 3 étages recouvert de brique beige foncé et coiffé d'un toit plat. Originalement de style Art déco, le bâtiment a été passablement transformé possiblement au début des années 1990. Il est situé au coin des rues Sainte-Catherine Est et Atateken. Le vitrage des baies du rez-de-chaussée est actuellement clair du côté Sainte-Catherine Est alors que celui du côté Atateken est réfléchissant tel que celui des étages supérieurs. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 103, 104 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | L'installation de deux baies de verre clair pourrait améliorer l'interface entre l'intérieur du commerce et la rue Atateken. |
| **Considérant que :** | Les baies du rez-de-chaussée du côté Sainte-Catherine sont claires. |
| **Considérant que :** | Les fenêtres de type comptoir de service ne sont pas un ajout positif à la composition de la façade. |
| **Considérant que :** | Le *Règlement d'urbanisme 01-282* indique que toutes les opérations commerciales doivent avoir lieu à l'intérieur du bâtiment. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Renoncer aux fenêtres ouvrantes de type comptoir de service.**
- **Renoncer à la subdivision des deux baies du mur rideau.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Robert Beaudry
Président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU**

**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

1101, RUE SAINTE-CATHERINE EST

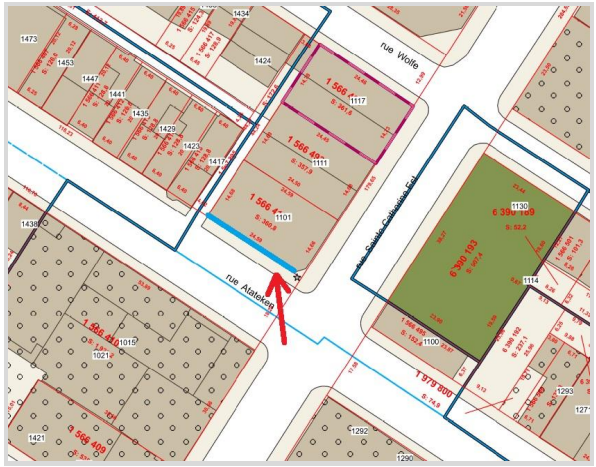
**Informations générales**

- Demandeur : Sylvie Fontaine, La Piazzetta
- Concepteur : Vitrelam
- Investissement : 15 000.00 $
- District électoral : Saint-Jacques
- Responsable du dossier : Sébastien Aumais
- Numéro de requête : 3002866194

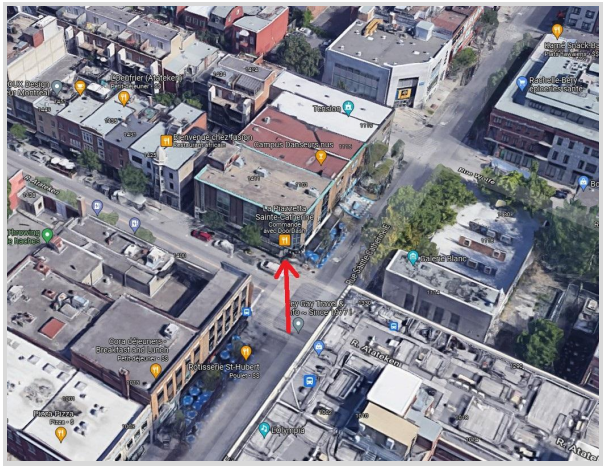
**Contexte**

Demande de permis de travaux extérieurs déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

- Unité de paysage : Artère commerciale




Localisation



Situation actuelle

**Décisions antérieures**

N/A

**Recommandations antérieures du CCU**

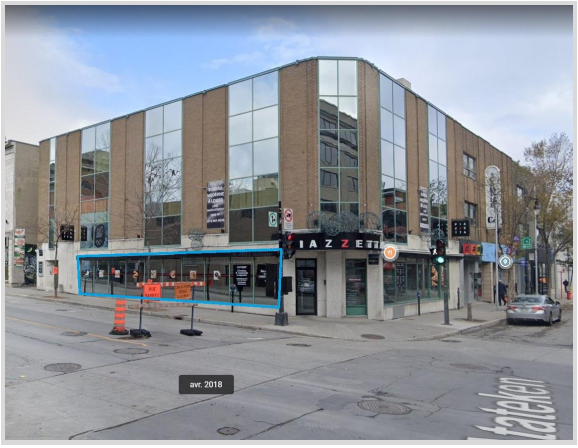
N/A

**Description du site**

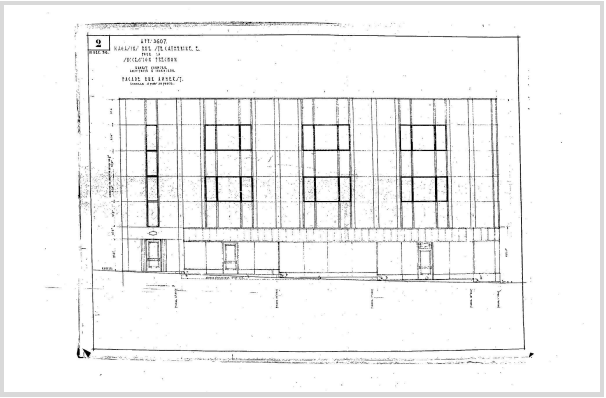
Le bâtiment visé par les travaux a été construit en 1937 selon les plans de l'ingénieur et architecte Ernest Cormier. C'est un bâtiment commercial de 3 étages recouvert de brique beige foncé et d'un toit plat. Originalement de style Art déco, le bâtiment a été passablement transformé possiblement au début des années 1990. Il est situé au coin des rues Sainte-Catherine Est et Atateken. Le vitrage des baies du rez-de-chaussée est actuellement clair du côté Sainte-Catherine Est alors que celui du côté Atateken est réfléchissant tel que celui des étages supérieurs.

**Description du projet**

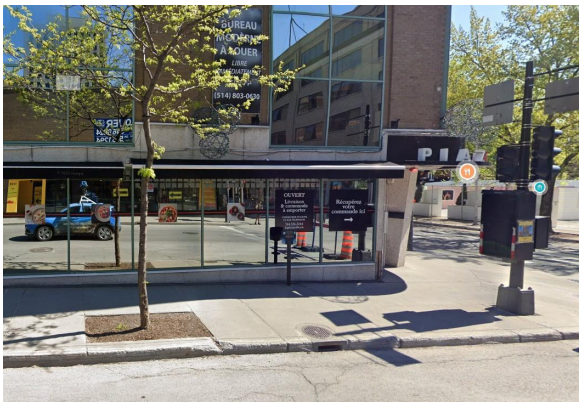
La demande vise le remplacement de deux des baies vitrées de la rue Atateken par deux fenêtres ouvrantes de type comptoir de service. Tout le vitrage de la proposition est clair.



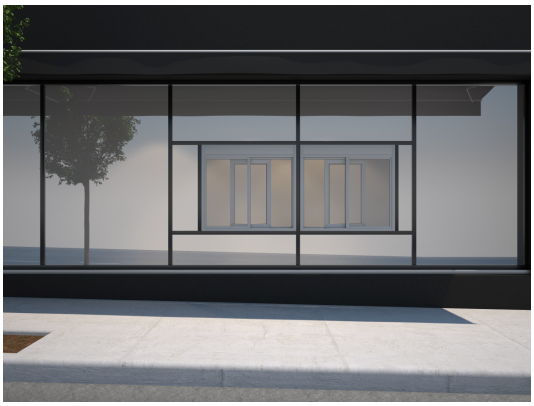

État actuel - Google street view



1937 - Façade originale sur Atateken



État actuel - Google street view



Proposition - rue Atateken

**Cadre réglementaire**

Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 103, 104 et 127.1 du Règlement de l'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

- L'article 170 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) stipule que, à moins d'indication contraire, toutes les opérations reliées à l'exploitation d'un usage commercial ou industriel doivent se faire à l'intérieur d'un bâtiment.

| **Analyse** |
| --- |
| N/A |
| **Considérations de la Direction** |
| **Considérant que** l'installation de deux baies de verre clair pourrait améliorer l'interface entre l'intérieur du commerce et la rue Atateken;<br><br>**Considérant que** les baies du rez-de-chaussée du côté Sainte-Catherine sont claires;<br><br>**Considérant que** les fenêtres de type comptoir de service ne sont pas un ajout positif à la composition de la façade;<br><br>**Considérant que** le Règlement d'urbanisme indique que toutes les opérations commerciales doivent avoir lieu à l'intérieur du bâtiment. |
| **Recommandations de la Direction** |
| Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande **aux conditions suivantes** :<br><br>▪ Renoncer aux fenêtres ouvrantes de type comptoir de service;<br>▪ Renoncer à la subdivision des deux baies du mur rideau;<br>▪ Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande. |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**10 mars 2022**
**3003056206**
**4.6.18**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 1199, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Christine Racine |
| **Description :** | La demande concerne le magasin WLKN qui doit s'afficher au moyen d'enseignes à plat et en saillie. La demande initiale était d'installer une enseigne de type oriflamme du côté ouest de la porte d'entrée. Mais, l'installation a été faite cet automne et il y en a deux, cette deuxième enseigne en saillie n'est pas conforme. De plus, les plans et la simulation fournis pour l'analyse ne comprenaient pas cette installation.<br><br>Le bâtiment concerné se trouve au nord de la rue Sainte-Catherine et à l'ouest de la rue Drummond. L'enseigne à plat a été installée sur un boîtier existant, seules les lettres seront lumineuses. Les enseignes en saillie de part et d'autre de l'établissement ont été fixées dans les joints de la maçonnerie. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'installation des enseignes s'est faite sans autorisation et que l'enseigne du côté est nuit à la visibilité de l'enseigne en saillie de l'établissement voisin et à lisibilité du paysage de la rue. |
| **Considérant que :** | L'installation de l'enseigne en saillie du côté ouest ne pouvait être faite à la hauteur du linteau en raison de la présence d'un boîtier. |
| **Considérant que :** | L'enseigne en saillie du côté ouest rencontre les critères d'intégration architecturale prévus dans la procédure en l'absence de cet espace. |
| **Considérant que :** | L'enseigne en saillie du côté est ne rencontre pas le critère de l'intégration harmonieuse au paysage de la rue. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Éliminer l'enseigne en saillie du côté est.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Billy Chérubin

Robert Beaudry
Président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU**

**RÉVISION ARCHITECTURALE**

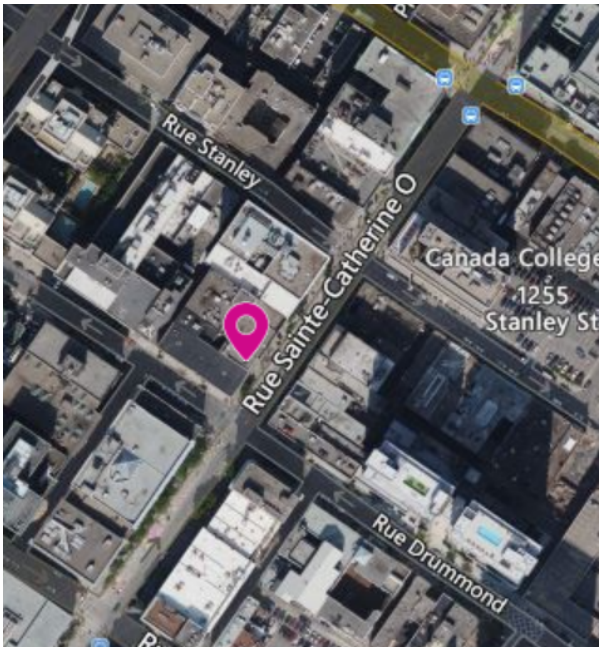
1199, RUE SAINTE-CATHERINE OUEST

**Informations générales**

- Demandeur : WLKN
- Concepteur : Lettrage CréationES
- Investissement : 6 000 $
- District électoral : Peter McGill
- Responsable du dossier : Christine Racine, urbaniste
- Numéro de requête : 3003056206

**Contexte**

Le magasin WLKN doit s'afficher au moyen d'enseignes à plat et en saillie. La demande initiale était d' installer une enseigne de type oriflamme du côté ouest de la porte d'entrée. Mais, l'installation a été faite cet automne et il y en a deux, cette deuxième enseigne en saillie n'est pas conforme. De plus, les plans et la simulation fournis pour l'analyse ne comprenaient pas cette installation.




Localisation




Situation avant l'installation

| Décisions antérieures |
|---|
| s.o. |
| **Recommandations antérieures du CCU** |
| s.o.. |
| **Description du site** |
| Il se trouve au nord de la rue Sainte-Catherine et à l'ouest de la rue Drummond. L'enseigne à plat a été installée sur un boîtier existant, seules les lettres seront lumineuses. Les enseignes en saillie de part et d'autre de l'établissement ont été fixées dans les joints de la maçonnerie. |
| **Description du projet** |




Ensemble des enseignes




Enseigne en saillie côté ouest

| **Analyse** |
|---|
| Le Règlement d'urbanisme prescrit une seule enseigne en saillie (art. 508). De plus, la deuxième enseigne du côté est, diminue la lisibilité de l'enseigne en saillie de l'établissement voisin.<br><br>Le Règlement privilégie une installation dans la partie située entre les linteaux des ouvertures de la façade du rez-de-chaussée et les allèges des fenêtres de l'étage immédiatement supérieur à celui-ci (art. 501). Cela n'est pas possible en raison de la présence du boîtier sur lequel sera mise l'enseigne à plat. L'enseigne en saillie peut faire l'objet de révision architecturale en vertu de l'article 512. Les critères sont les suivants:<br>- favoriser la mise en valeur du bâtiment;<br>- s'intégrer harmonieusement à l'architecture du bâtiment;<br>- s'intégrer harmonieusement au paysage de la rue;<br>- être conçue de manière à être perçue principalement par les piétons. |
| **Considérations de la Direction** |
| **Considérant qu'**une seule enseigne en saillie est autorisée; |

**Considérant que** l'installation des enseignes s'est faite sans autorisation et que l'enseigne du côté est nuit à la visibilité de l'enseigne en saillie de l'établissement voisin et à lisibilité du paysage de la rue;

**Considérant que** l'installation de l'enseigne en saillie du côté ouest ne pouvait être faite à la hauteur du linteau en raison de la présence d'un boîtier;

**Considérant que** l'enseigne en saillie du côté ouest rencontre les critères d'intégration architecturale prévus dans la procédure en l'absence de cet espace;

**Considérant que** l'enseigne en saillie du côté est ne rencontre pas le critère de l'intégration harmonieuse au paysage de la rue.

**Recommandations de la Direction**

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner un avis **favorable** à l'égard de la demande aux conditions suivantes:

- Éliminer l'enseigne en saillie du côté est ;
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**14 avril 2022**
**3003065456**
**4.6.16**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 320, rue Ontario Est |
| **Responsable :** | Jordan Lapointe |
| **Description :** | La demande vise à remplacer trois portes dans les ouvertures existantes. D'abord, sur la façade donnant sur l'avenue Joly, il est proposé d'installer des portes en acier avec une petite ouverture pour les livraisons de marchandises et une porte sans ouverture donnant accès aux salles de bains.<br><br>Pour la porte en façade de la rue Ontario, une porte en aluminium commercial avec un vitrage sur toute la surface a déjà été installée.<br><br>Le bâtiment fait partie d'un ensemble de bâtiments identiques construits vers la fin du XX$^{e}$ siècle. À l'origine occupé entièrement par des logements, le rez-de-chaussée des 4 bâtiments a été transformé en commerce en 1981. Les plans pour permis n'illustrent pas les modifications qui devaient être apportées aux façades.<br><br>Actuellement, les portes des commerces sont relativement éclectiques tant du point de vue des matériaux que de la forme. Toutefois, l'on constate que l'imposte vitrée et/ou la section pleine au bas des portes sont des caractéristiques constantes pour les 4 bâtiments. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les portes donnant sur l'avenue Joly ne sont pas visibles depuis la rue Ontario Est et que l'avenue Joly est assimilable à une ruelle. |
| **Considérant que :** | Les portes donnant sur l'avenue Joly ne seront pas utilisées par les clients du commerce et donnent sur des espaces fonctionnels du bâtiment. |
| **Considérant que :** | Plusieurs portes en façade de la rue Ontario comportent une imposte et/ou un caisson au bas de la porte. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Fournir des plans révisés ou une soumission révisée pour la porte en façade de la rue Ontario Est proposant :**
  - **un vitrage et un caisson plein dans la partie inférieure alignés avec ceux des portes de part et d'autre;**
  - **une imposte de verre clair alignée avec celle des portes sur le plan de façade à gauche de la porte à remplacer, si les dimensions de l'ouverture le permettent.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU**

**RÉVISION ARCHITECTURALE**

330, RUE ONTARIO EST

**Informations générales**

- Demandeur : 9423 1024 quebec inc. (Samuel Guay-Lafrance)
- Concepteur : 9423 1024 quebec inc. (Samuel Guay-Lafrance)
- Investissement : Inconnu
- District électoral : Saint-Jacques
- Responsable(s) du dossier : Jordan Lapointe, urbaniste
- Numéro de requête : 3003065456

**Contexte**

Une demande de permis a été déposée pour remplacer trois portes au rez-de-chaussée du bâtiment.

Le bâtiment est localisé dans l'unité de paysage *Maison en rangées.*




Localisation



Situation actuelle

**Décisions antérieures**

N/A

**Recommandations antérieures du CCU**

N/A

**Description du site**

Le bâtiment localisé au 330 rue Ontario Est fait partie d'un ensemble de bâtiments identiques construits vers la fin du XX$^{e}$ siècle. À l'origine occupé entièrement par des logements, le rez-de-chaussée des 4 bâtiments a été transformé en commerce en 1981. Les plans pour permis n'illustrent pas les modifications qui devaient être apportées aux façades.

Actuellement, les portes des commerces sont relativement éclectiques tant du point de vue des matériaux que de la forme. Toutefois, l'on constate que l'imposte vitrée et/ou la section pleine au bas des portes sont des caractéristiques constantes pour les 4 bâtiments.



*Photographie des façades avant les transformations (1980)*



*Exemple de portes doubles avec imposte et caisson (330, rue Ontario Est)*

**Description du projet**

La demande vise à remplacer trois portes dans les ouvertures existantes. D'abord, sur la façade donnant sur l'avenue Joly, il est proposé d'installer des portes en acier avec une petite ouverture pour les livraisons de marchandises et une porte est sans ouverture et donne dans les salles de bains.

Pour la porte en façade de la rue Ontario, une porte en aluminium commercial avec un vitrage sur toute la surface a déjà été installée.







| Porte donnant sur la rue Ontario Est (déjà installée) | *Porte donnant sur l'avenue Joly (déjà installées)* |
|---|---|

**Cadre réglementaire**

Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 103, 104, 105, 127.0.1, 127.16du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Selon l'**article 104**. *Une... ouverture ... d'un bâtiment, visés par les articles 127.1 à 127.26, doivent être maintenus en bon état. Ils peuvent être transformés si les éléments remplacés prennent la forme et l'apparence d'origine.*

Selon **article 105**: *Les travaux de … remplacement d'une caractéristique architecturale doivent être compatibles avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment ou les bâtiments adjacents et participer à structurer ainsi qu'à mettre en valeur le paysage de la rue en respectant les caractéristiques typo-morphologiques d'intérêt qui dominent et définissent l'unité de paysage.*

**Analyse**

N/A

**Considérations de la Direction**

**Considérant que** les portes donnant sur l'avenue Joly ne sont pas visible depuis la rue Ontario Est et que l'avenue Joly est assimilable à une ruelle.

**Considérant que** les portes donnant sur l'avenue Joly ne seront pas utilisées par les clients du commerce et donnent sur des espaces fonctionnels du bâtiment.

**Considérant que** plusieurs portes en façade de la rue Ontario comportent un imposte et/ou un caisson au bas de la porte.

**Recommandations de la Direction**

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande **aux conditions suivantes** :

- Fournir des plans révisés ou une soumission révisée pour la porte en façade de la rue Ontario Est proposant:
  - Un vitrage et un caisson plein dans la partie inférieure alignés celui des portes de part et d'autre.
  - Une imposte de verre clair aligné avec ceux des portes sur le plan de façade à gauche de la porte à remplacer, si les dimensions de l'ouverture le permettent.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résulte en un avis défavorable du comité envers la demande.

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 mai 2022**
**3003147697**
**4.6.14**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| | |
| **Endroit :** | 2410, rue De Rouen |
| | |
| **Responsable :** | Jordan Lapointe |
| | |
| **Description :** | La demande concerne un bâtiment construit vers 1915 et situé sur la rue De Rouen près de l'intersection de la rue Dufresne. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est un alignement de plex datant principalement des années 1910 à 1920. Les portes et fenêtres actuelles doivent avoir été installées entre 1980 et 1990. Toutefois, nous constatons que toutes les portes ont une imposte, les piédroits d'origine sont toujours en place, et les dimensions des ouvertures sont d'origine.<br><br>La propriété localisée à l'est (2420, rue de Rouen) a d'ailleurs la même composition de façade que le bâtiment à l'étude. Les seules différences notables sont la couleur de la brique et le traitement des linteaux. Les photos d'arrondissement de 2005 démontrent qu'il y avait à l'origine une porte double avec imposte pour le rez-de-chaussée.<br><br>La demande vise à autoriser les travaux réalisés suivants:<br><br><u>Porte du rez-de-chaussée</u> :<br>Porte en aluminium avec vitrage 23'' x 65'', sans caisson. Imposte latérale avec vitrage 15'' x 79'' non aligné avec celui de la porte. Imposte supérieure avec vitrage clair et recouvrement en aluminium noir pour combler l'espace non vitré.<br><br><u>Porte du 2e et du 3e étage</u> :<br>Porte en aluminium avec vitrage 21'' x 65'' sans caisson au bas ni imposte. Un recouvrement en aluminium noir sera installé pour combler l'espace au-dessus des portes.<br><br><u>Fenêtres sur tous les étages</u> :<br>Fenêtre hybride en aluminium/PVC avec une section coulissante représentant ±2/3 et un imposte fixe représentant ±1/3 de la hauteur. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |

| | |
|---|---|
| **Remarque importante :** | Il est à noter, que les travaux ont été réalisés sans permis, le requérant a obtenu un permis autorisant uniquement les transformations intérieures et sur la façade arrière. |
| | |
| **Considérant que :** | La proposition ne répond pas aux critères du Règlement d'urbanisme qui indique que les ouvertures d'un bâtiment doivent reprendre la forme d'origine du bâtiment. |
| | |
| **Considérant que :** | Les composantes installées ne mettent pas en valeur le paysage de la rue et ne sont pas compatibles avec les proportions des ouvertures. |
| | |
| **Considérant que :** | Les composantes installées créent un anachronisme par rapport à l'année de construction du bâtiment. |
| | |
| **Considérant que :** | Le permis de transformation 3001277153-21 n'autorise pas le rehaussement des planchers, ce qui a réduit la hauteur des ouvertures pour les portes. |
| | |
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU**

**RÉVISION ARCHITECTURALE**

2410, RUE DE ROUEN

**Informations générales**

- Demandeur : Jean-Philippe Salvas
- Concepteur : Martin Gadboury, architecte
- Investissement : 90 000$
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Jordan Lapointe, urbaniste
- Numéro de requête : 3003147697

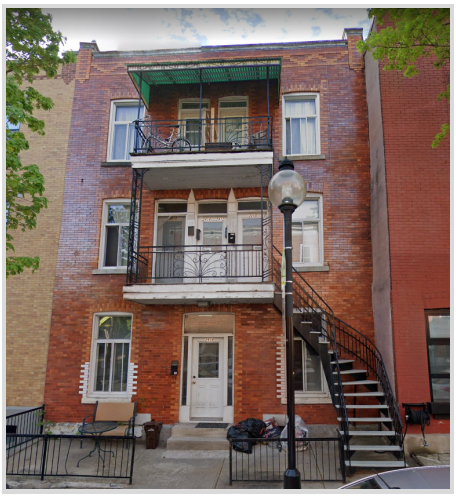
**Contexte**

Une demande de permis a été déposée afin d'autoriser le remplacement de toutes les portes et les fenêtres en façade. À noter, les travaux ont été réalisés sans permis, le requérant a obtenu un permis autorisant uniquement les transformations intérieures et en cour arrière.

Le bâtiment est localisé dans l'unité de paysage *Sainte-Marie-Saint-Jacques*.




Localisation



Situation actuelle (avant travaux)

**Décisions antérieures**

N/A

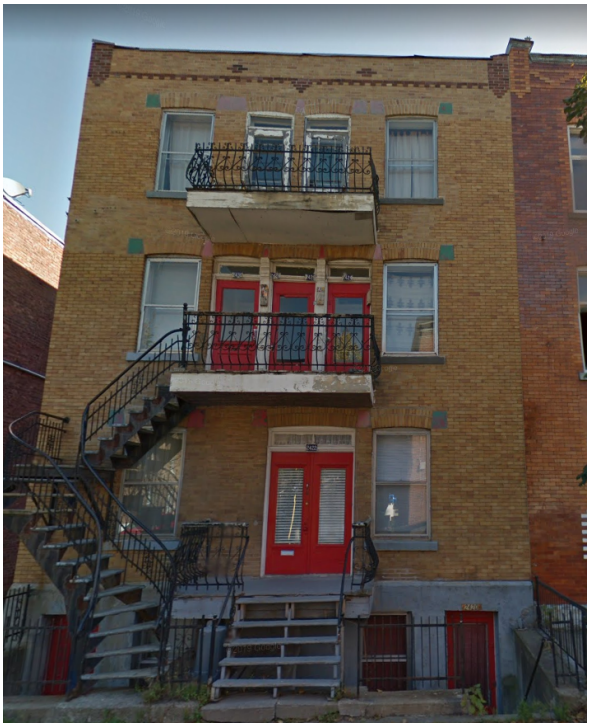
**Recommandations antérieures du CCU**

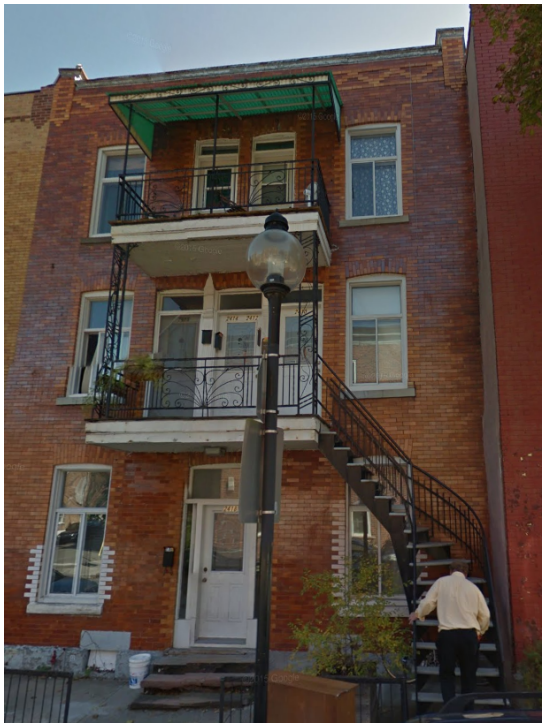
N/A

**Description du site**

Le bâtiment visé par les travaux a été construit vers 1915 et est situé sur la rue de Rouen près de l'intersection de la rue Dufresne. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est un alignement de plex datant principalement des années 1910 à 1920. Les portes et fenêtres actuelles doivent avoir été installées entre 1980 et 1990. Toutefois, nous constatons que les portes ont toutes une imposte, les piédroits d'origine sont toujours en place, et les dimensions des ouvertures sont d'origine.

La propriété localisée à l'est (2420, rue de Rouen) a d'ailleurs la même composition de façade que le bâtiment à l'étude avec pour principales différences la couleur la brique et le traitement des linteaux. Les photos d'arrondissement de 2005 démontrent qu'il y avait à l'origine une porte double avec imposte pour le rez-de-chaussée.





2410 et 2422, rue De Rouen (2012)

**Description du projet**

La demande vise à autoriser les travaux réalisés suivants:
Porte du rez-de-chaussée: Porte en aluminium avec vitrage 23'' x 65'', sans caisson. Imposte latérale avec vitrage 15'' x 79'' non aligné avec celui de la porte. Imposte supérieure avec vitrage clair et un recouvrement en aluminium noir sera installé pour combler l'espace non vitré.
Porte du 2e et du 3e étage: Porte en aluminium avec vitrage 21'' x 65'' sans caisson au bas ni imposte. Un recouvrement en aluminium noir sera installé pour combler l'espace au-dessus des portes.
Fenêtres sur tous les étages: Fenêtre hybride en aluminium/PVC avec une section coulissante représentant ±2/3 et un imposte fixe représentant ±1/3 de la hauteur.



Plan d’architecture de la façade



Porte du rez-de-chaussée



*Portes et fenêtres du 2e étage*

**Cadre réglementaire**

Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 103, 104, 105 et 127.1 du Règlement de l’urbanisme de l’arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Selon l’**article 104**. *Une... ouverture ... d'un bâtiment, visés par les articles 127.1 à 127.26, doivent être maintenus en bon état. Ils peuvent être transformés si les éléments remplacés prennent la forme et l'apparence d'origine.*

Selon **article 105**: *Les travaux de … remplacement d'une caractéristique architecturale doivent être compatibles avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment ou les bâtiments adjacents et participer à structurer ainsi qu'à mettre en valeur le paysage de la rue en respectant les caractéristiques typo-morphologiques d'intérêt qui dominent et définissent l'unité de paysage.*

**Analyse**

La connaissance de la division de l'urbanisme et les études historiques sur des composantes d'origines des bâtiments construits au début du XX$^{e}$ siècle nous permettent de faire quelques hypothèses sur le bâtiment faisant l'objet de la présente demande:
Fenêtres: Les fenêtres typiques pour cette typologie de bâtiment et le style de la façade étaient pour la plupart des fenêtres à guillotine avec des proportions 50/50 ou 60/40 et une contre fenêtre à battant.
Porte du 2e et 3e étage: Porte en bois avec vitrage de 48'' à 54'' de hauteur par 22'' de largeur, caisson au bas et imposte en verre clair.
Porte du rez-de-chaussée: Considérant la largeur de l'ouverture, soit 54'', et la période de construction, avant 1930, les portes étaient à double vantail égal avec imposte. Le verre de la porte avait une hauteur variant entre 48'' et 54'', avec une section pleine ou un caisson au bas.



5. Tournant du siècle, 1900.

Étude historique des ouvertures (Héritage Montréal)

| | |
|---|---|
|  |  |
| 2351, rue de Rouen (1976, fenêtre d'origine) | 2333, rue Chapleau (porte double d'origine) |

**Considérations de la Direction**

**Considérant que** la proposition ne répond pas aux critères du Règlement d'urbanisme qui indique que les ouvertures d'un bâtiment doivent reprendre la forme d'origine du bâtiment;

**Considérant que** les composantes installées ne mettent pas en valeur le paysage de la rue et ne sont pas compatibles avec les proportions des ouvertures;

**Considérant que** les composantes installées créent un anachronisme par rapport à l'année de construction du bâtiment;

**Considérant que** le permis de transformation 3001277153-21 n'autorise pas le rehaussement des planchers, ce qui a réduit la hauteur des ouvertures pour les portes.

**Recommandations de la Direction**

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **défavorable** à l'égard de cette demande.

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**9 juin 2022**
**3002684714**
**4.6.13**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 2205, rue Saint-Marc |
| **Responsable :** | Jordan Lapointe |
| **Description :** | La demande concerne un bâtiment construit en 1926 selon les plans de l'architecte J.J. Gauthier. Les plans de construction prévoyaient l'installation d'une porte à doubles vantaux égaux avec 12 carreaux par porte et un caisson horizontal au bas, le tout surmonté d'une imposte avec 7 carreaux. Toutefois, les portes qui étaient sur le bâtiment avant la réalisation des travaux sans permis pourraient vraisemblablement être celles d'origine.<br><br>Avant les travaux sans permis, la porte et les impostes latérales avaient une section pleine de ±300 mm au bas et de ±150 mm dans la partie supérieure. Le meneau entre la porte et l'imposte supérieure avait un profil architectural. Les impostes supérieures comportaient l'inscription « New St-Marc apts. » en verre dépoli.<br><br>La demande vise à autoriser les portes installées sans permis sur le bâtiment. Le requérant propose de remplacer les portes en bois par des portes en aluminium de type commercial. Le verre des impostes latérales et de la porte couvre toute l'ouverture (sans section pleine). Le meneau entre l'imposte supérieure et la porte ne comporte aucune moulure. |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment est localisé dans l'unité de paysage *Centre-Ville* et dans l'aire de protection « Les tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice ». Aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise. |
| **Remarque importante :** | Un permis a été délivré en 2019 (#300677494-19) afin d'autoriser le remplacement complet du parement des façades Saint-Marc et Lincoln. Les plans approuvés indiquent que les portes en bois seraient conservées, mais elles ont été remplacées sans permis. Les travaux sont donc déjà réalisés. |
| **Considérant que :** | La proposition ne répond pas adéquatement aux critères du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | La forme et l'apparence d'origine des portes sont connues. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Les portes installées ont un caractère commercial et ne respectent pas les caractéristiques typomorphologiques des bâtiments d'appartements adjacents construits à la même époque. |
| | |
| **Considérant que :** | La façade de la rue Saint-Marc se trouve dans l'aire de protection « Les tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice ». |
| | |
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

Ville-Marie
Montréal

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ**

**NOTE POUR LE CCU**

**RÉVISION ARCHITECTURALE**

2205, RUE SAINT-MARC

**Informations générales**

- Demandeur : Matthew Lieberman
- Concepteur : Frédéric Klein
- Investissement : ± 10 000$
- District électoral : Peter McGill
- Responsable du dossier : Jordan Lapointe, urbaniste
- Numéro de requête : 3002684714

**Contexte**

Une demande de permis a été déposée afin d'autoriser le remplacement de deux portes d'entrée sur le bâtiment localisé au 2205, rue Saint-Marc.

Un permis a été délivré en 2019 (#300677494-19) afin d'autoriser le remplacement complet du parement des façades Saint-Marc et Lincoln. Les plans approuvés indiquent que les portes en bois seraient conservées, mais elles ont été remplacées sans permis. Les travaux sont donc déjà réalisés.

Le bâtiment est localisé dans l'unité de paysage *Centre-Ville* et dans l'aire de protection *''Les tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice"*. Aucune autorisation en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* n'est requise.



Localisation



Situation actuelle

**Décisions antérieures**

N/A

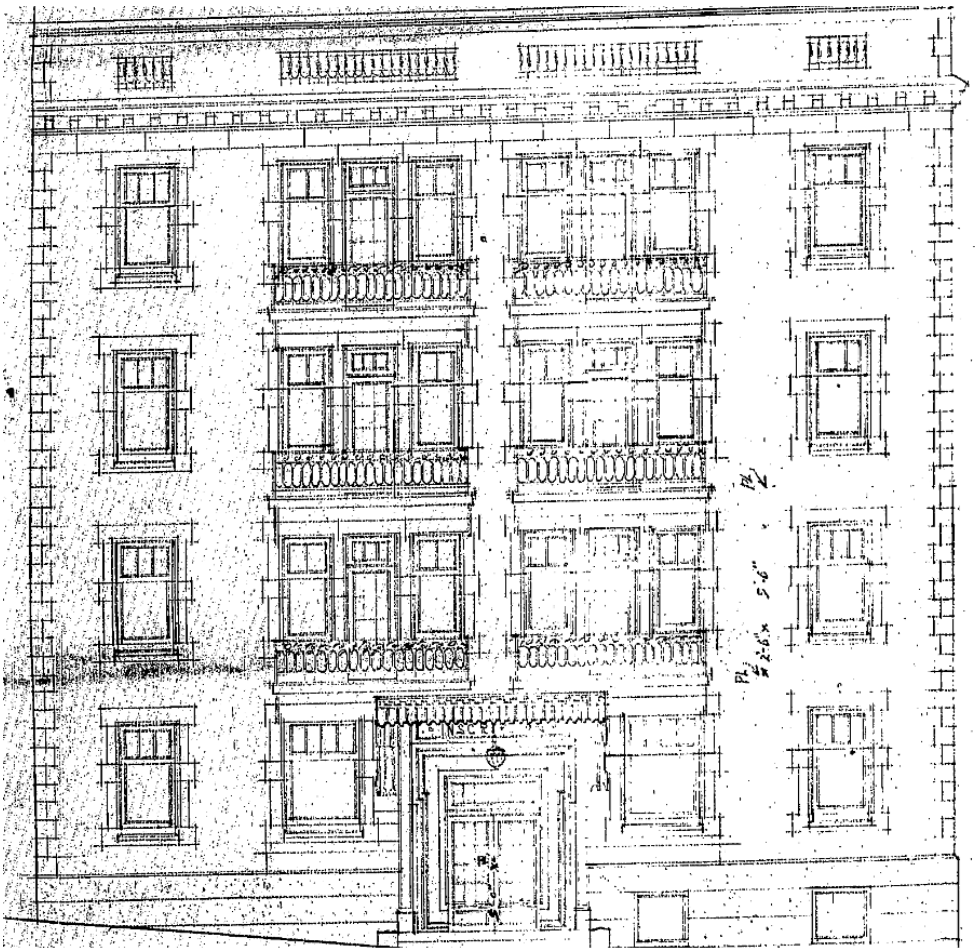
**Recommandations antérieures du CCU**

N/A

**Description du site**

Le bâtiment a été construit en 1926 selon les plans de l'architecte J.J. Gauthier. Les plans de construction prévoyaient l'installation d'une porte à doubles vantaux égaux avec 12 carreaux par porte et un caisson horizontal au bas, le tout surmonté d'une imposte avec 7 carreaux. Toutefois, les portes qui étaient sur le bâtiment avant la réalisation des travaux sans permis pourraient vraisemblablement être celles d'origine.

Avant les travaux sans permis, la porte et les impostes latérales avaient une section pleine de ±300mm au bas et de ±150mm dans la partie supérieure. Le meneau entre la porte et l'imposte supérieure avait un profil architectural. Les impostes supérieures comportaient l'inscription «New St-Marc apts.» en verre dépoli.



Plan de construction - Élévation rue Saint-Marc (1926)

| | |
|---|---|
|  |  |
| 2257, rue Saint-Marc (2019) | 2205, rue Saint-Marc (2019) |

**Description du projet**

La demande vise à autoriser les portes installées sans permis sur le bâtiment. Le requérant propose de remplacer les portes en bois par des portes en aluminium de type commercial. Le verre des impostes latérales et de la porte couvre toute l'ouverture (sans section pleine). Le meneau entre l'imposte supérieure et la porte ne comporte aucune moulure.

| | |
|---|---|
|  |  |
| 2257, rue Saint-Marc (2021) | 2205, rue Saint-Marc (2021) |

**Cadre réglementaire**

Le projet doit répondre aux exigences des articles 99, 100, 102, 103, 104, 105, et 127.8 du Règlement de l'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Selon l'**article 104**, *Un revêtement, un couronnement, une ouverture, un avant-corps et une saillie d'un bâtiment, visés par les articles 127.1 à 127.28, doivent être maintenus en bon état. Ils peuvent être transformés si les éléments remplacés prennent la forme et l'apparence d'origine.*

Selon l**'article 105**, *Les travaux de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment et de transformation, de restauration ou de remplacement d'une caractéristique architecturale doivent être compatibles avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment ou les bâtiments adjacents et participer à structurer ainsi qu'à mettre en valeur le paysage de la rue en respectant les caractéristiques typomorphologiques d'intérêt qui dominent et définissent l'unité de paysage.*

**Analyse**

Le secteur compris entre les rues Sherbrooke Ouest, De Maisonneuve Ouest, Saint-Mathieu et Atwater comporte plusieurs bâtiments d'appartement construits entre les années 1920 et 1930 tels que celui à l'étude. Une analyse sommaire de l'état de ces bâtiments nous permet de constater que la plupart ont soit conservé leur porte d'origine ou elles ont été remplacées par des composantes qui reprennent la forme et l'apparence d'origine.

Les portes en bois et leur forme sont une caractéristique typomorphologique d'intérêt pour ce secteur et devraient être mises en valeur lors des travaux de remplacement.




2080, rue Lincoln




2155, rue Saint-Marc

**Considérations de la Direction**

**Considérant que** la proposition ne répond pas adéquatement aux critères du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (Règ. 01-282) ;

**Considérant que** la forme et l'apparence d'origine des portes sont connues;

**Considérant que** les portes installées ont un caractère commercial et ne respectent pas les caractéristiques typomorphologiques des bâtiments d'appartements adjacents construits à la même époque;

**Considérant que** la façade de la rue Saint-Marc se trouve dans l'aire de protection ''Les tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice''.

**Recommandations de la Direction**

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **défavorable.**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.11

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1226723006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » afin de permettre aux Productions Feux Sacrés (PFS) d'occuper l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville située au 138, rue Saint-Pierre (lot 1 179 976), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » prévu au paragraphe 1° de l'article 301 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de permettre aux Productions Feux Sacrés (PFS) d'occuper l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville située au 138, rue Saint-Pierre (lot 1 179 976), conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement;

D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) implanter l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » à la présente autorisation uniquement dans les locaux de l'ancienne sacristie de Maison de Mère d'Youville identifiés sur les plans estampillés par l'arrondissement le 18 juillet 2022.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 11:22

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1226723006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » afin de permettre aux Productions Feux Sacrés (PFS) d'occuper l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville située au 138, rue Saint-Pierre (lot 1 179 976), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel (3003196892) a été déposée afin d'autoriser l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » pour permettre aux Productions Feux Sacrés (PFS) d'occuper l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville située au 138, rue Saint-Pierre (lot 1 179 976).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

### DESCRIPTION

**Description du site**
L'immeuble visé, situé sur le lot 1 179 976 du cadastre du Québec, était occupé par l'ancien hôpital général de Montréal, aussi appelé Hôpital des Frères Charon et des Sœurs Grises, propriété des Sœurs Grises de Montréal (SGM) depuis 1747. Cet ensemble conventuel est aujourd'hui appelé Maison de Mère d'Youville et se trouve dans le site patrimonial déclaré de Montréal.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle ».

**Description du projet**
La demande vise à autoriser l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » afin de permettre aux Productions Feux Sacrés (PFS) d'occuper une partie de l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville, dont le statut au niveau de la Loi sur le patrimoine culturel est « Immeuble patrimonial classé ».

Les PFS sont constituées en organisme à but non lucratif depuis 2012, en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif. L'organisme est aussi immatriculé au

Québec comme entreprise à but non lucratif et bénéficie d'un statut d'organisme de bienfaisance.

La mission des PFS est de construire des ponts entre les artistes autochtones et les publics de tous âges et de tous horizons afin que ces artistes puissent s'affirmer, se développer et mieux vivre de leur art. En effet, la mission de l'organisme est de faire connaître les arts et les pratiques culturelles autochtones et de soutenir le développement d'artistes autochtones en ayant une approche qui favorise l'échange et le dialogue interculturels. L'objectif est de contribuer à une meilleure compréhension des cultures des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

Le projet permet d'aménager une aire d'exposition au rez-de-chaussée et avoir un espace d'entreposage au sous-sol. Ainsi, PFS exposera les œuvres et créations de la communauté, mais aura aussi un point de vente accessoire à l'établissement. Présentement, l'ancienne sacristie est inoccupée et sert de lieu d'entreposage temporaire pour le mobilier excédentaire des Sœurs Grises.

Les principaux travaux intérieurs prévus sont d'installer un revêtement de planchers, de rénover la salle de toilettes et d'ajouter un muret autour de l'escalier.

Notons ici que la venue de PFS à la Maison de Mère d'Youville est très importante pour les Sœurs Grises et s'inscrit dans les gestes concrets de réconciliation qu'elles posent envers les communautés autochtones.

**Cadre réglementaire**
Le paragraphe 1° de l'article 301 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) prévoit que l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » est un usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie E.5 « Lieux de culte patrimoniaux ».

Il peut être autorisé par la procédure prévue à l'article 308 pour l'autorisation d'exercer un usage conditionnel selon le respect des critères applicables de l'article 315.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle ».

**JUSTIFICATION**

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande d'usage conditionnel.

En effet, l'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant qui se caractérise par une zone de mixité à dominante résidentielle autorisant des commerces au rez-de-chaussée, une zone autorisant les commerces et les services de moyenne intensité et ainsi que des lieux de cultes patrimoniaux.

L'usage proposé permettrait de faire revivre une partie de l'ensemble patrimonial en attendant sa requalification projetée dans les années à venir et d'aider l'organisme sans but lucratif à exercer sa mission dans un cadre exceptionnel.

Les travaux requis pour l'occupation sont mineurs et compatibles avec l'architecture du bâtiment.

**Considérant que** l'usage «activité communautaire ou socioculturelle» est compatible et complémentaire avec le milieu d'insertion;

**Considérant que** l'usage permettra d'animer un lieu inutilisé;

**Considérant que** l'apparence extérieure du bâtiment sera sauvegardée dans son ensemble.

**Considérant que** la proposition assurera l'intégration du projet dans son milieu environnant.

Lors de sa séance du 11 août 2022, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable à ce projet avec une condition.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s.o.

**MONTRÉAL 2030**

*Priorité 8 :* Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

*Priorité 9 :* Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu.

*Priorité 13 :* Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s.o.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

s.o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s.o.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

2022-08-11 : Présentation au comité consultatif d'urbanisme
2022-08-27 : Avis public sur le site et affichage dans les journaux
2022-09-13 : Conseil d'arrondissement — Adoption de la résolution

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Karine AYOTTE
Urbaniste | Conseillère en aménagement

**Tél :** 438-820-5349
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Louis ROUTHIER
Chef de division urbanisme

**Tél :** 514-868-4186
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-09-02

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1226723006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » afin de permettre aux Productions Feux Sacrés (PFS) d'occuper l'ancienne sacristie de la Maison de Mère d'Youville située au 138, rue Saint-Pierre (lot 1 179 976), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |



3003196892_Plan d'implantation Ancienne Sacristie_usage conditionnel2 (1).pdf



1226723006_138, rue Saint-Pierre_Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Karine AYOTTE
Urbaniste | Conseillère en aménagement

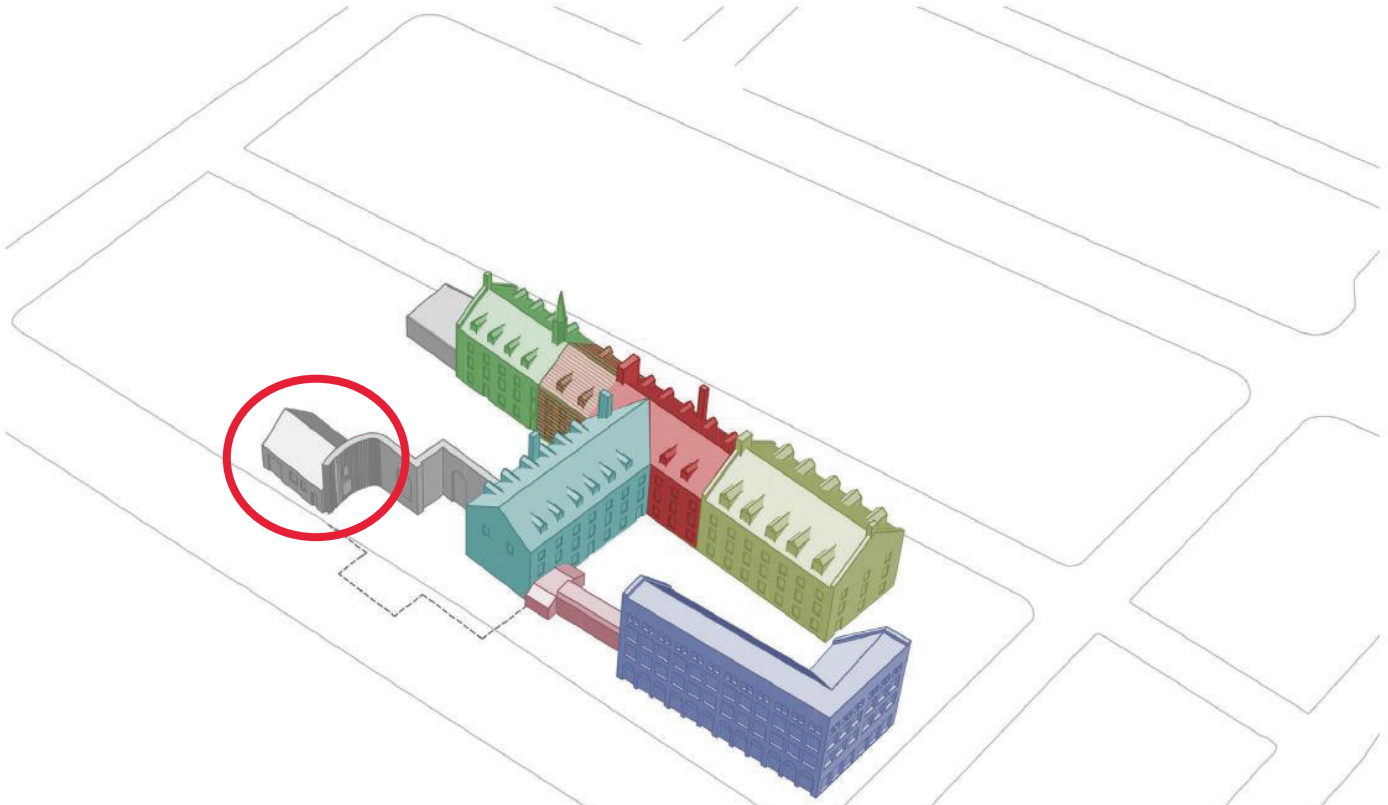
**Tél :** 438-820-5349
**Télécop. :**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

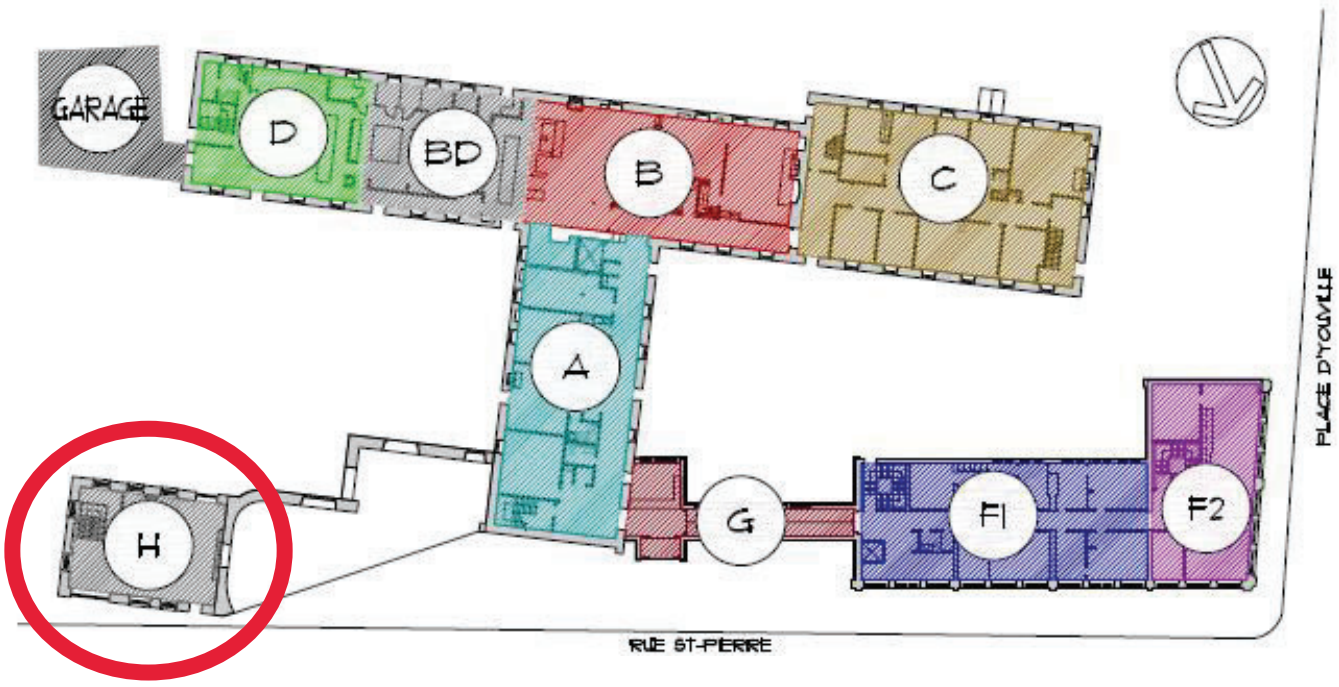
18 juillet 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

## Plan d'implantation Ancienne Sacristie

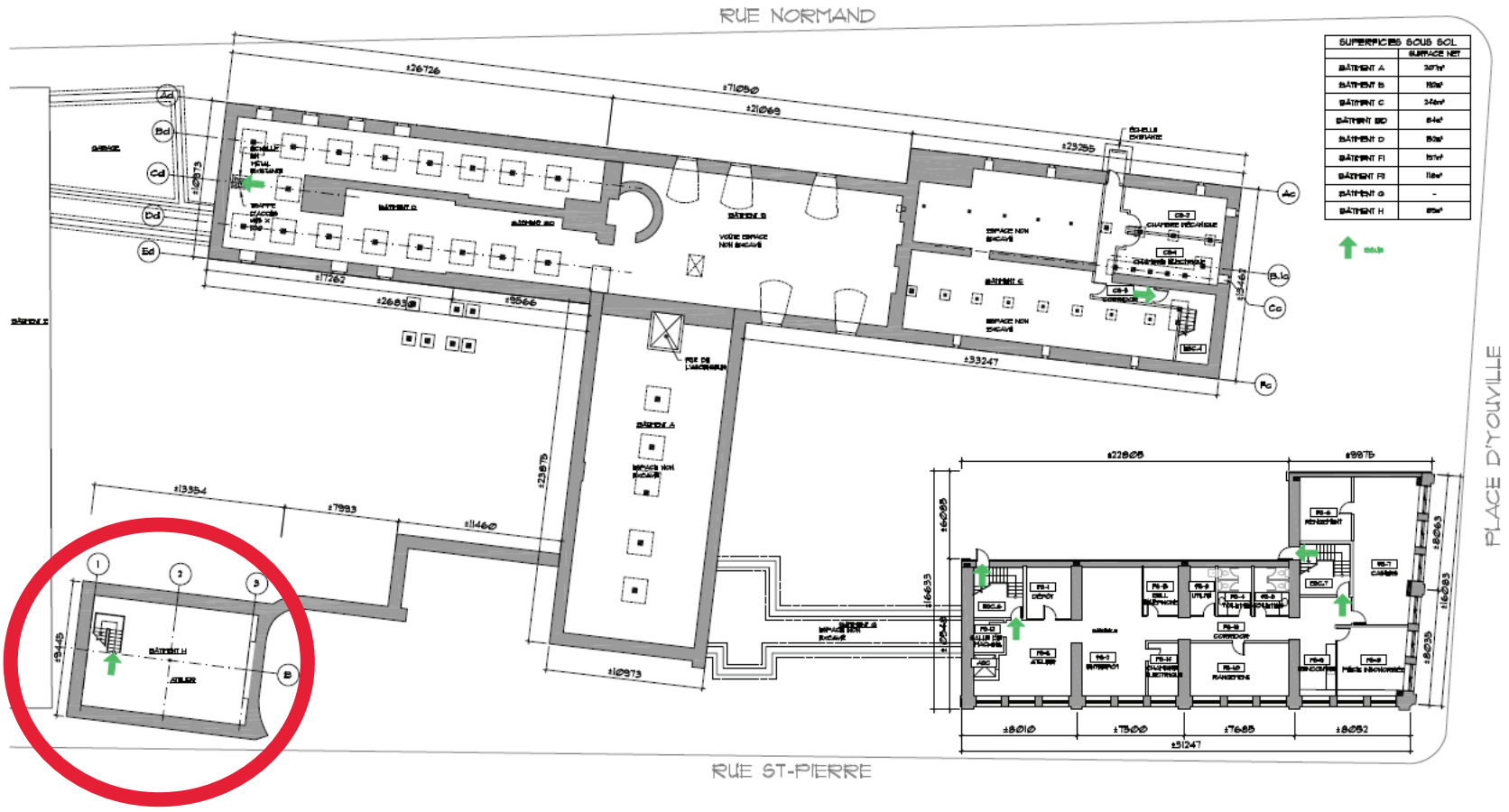


Maison de Mère d'Youville (Beaupré Michaud et Associés, Architectes, Étude de Faisabilité, Volet 2 - Diagnostic de l'inventaire des immeubles de la Maison de Mère d'Youville : Carnet de santé, Mai 2014)




Bâtiment H ancienne Sacristie (Beaupré Michaud et Associés, Architectes, Étude de Faisabilité, Volet 2 - Diagnostic de l'inventaire des immeubles de la Maison de Mère d'Youville : Carnet de santé, Mai 2014)

1




PLAN SOUS-SOL

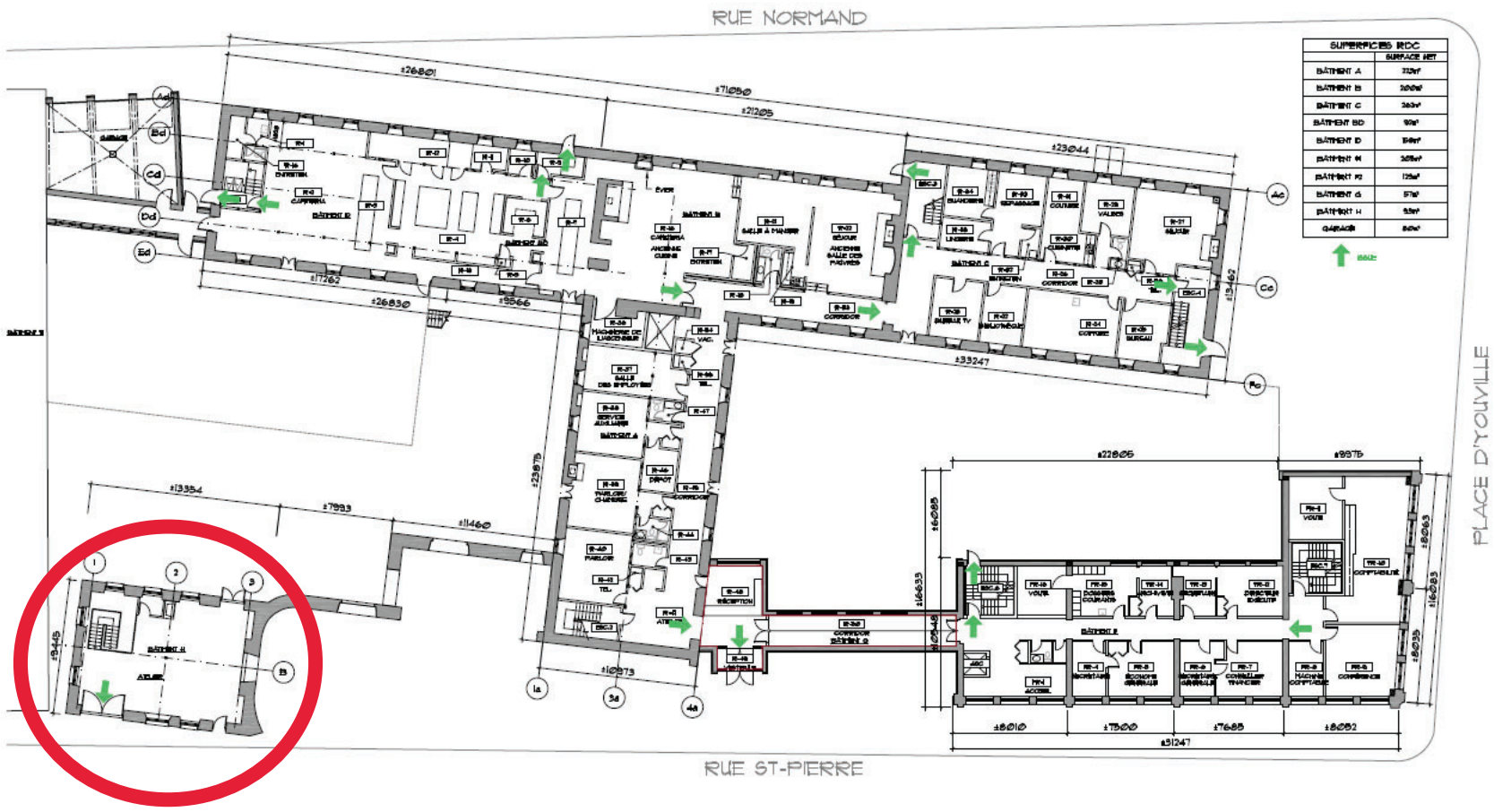
988_plans existants.dwg 2015-03-31

Beaupré Michaud et
Associés, Architectes
3981, boul. Saint-Laurent, Bureau 605
Montréal (Québec), H2W 1Y5
Téléphone : (514) 849-5617 Télécopieur : (514) 849-5879
ce: bma@bmaarchitectes.com

Projet
13-988
MAISON DE MÈRE D'YOUVILLE
ÉTUDE DE FAISABILITÉ

Dessin
PLAN SOUS-SOL

Échelle 1:250
Date 2014-04-08
Dessiné par RG
Approuvé par JM
Révision
No. dessin A100




PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE

988_plans existants.dwg 2015-03-31

Beaupré Michaud et
Associés, Architectes
3981, boul. Saint-Laurent, Bureau 605
Montréal (Québec), H2W 1Y5
Téléphone : (514) 849-5617 Télécopieur : (514) 849-5879
ce: bma@bmaarchitectes.com

Projet
13-988
MAISON DE MÈRE D'YOUVILLE
ÉTUDE DE FAISABILITÉ

Dessin
PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE

Échelle 1:250
Date 2014-04-08
Dessiné par RG
Approuvé par JM
Révision
No. dessin A101

**Grille d'analyse Montréal 2030**
Numéro de dossier : *[1226723006.*
Unité administrative responsable : *Karine Ayotte*
Projet : 138, rue Saint-Pierre, usage conditionnel activité « communautaire ou socioculturelle »

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*Priorité 8* : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

*Priorité 9* : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu.

*Priorité 13* : Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les Productions Feux Sacrés (PFS), constituées en organisme à but non lucratif, a comme mission de construire des ponts entre les artistes autochtones et les publics de tous âges et de tous horizons afin que ces artistes puissent s'affirmer, se développer et mieux vivre de leur art.

En effet, la mission de l'organisme est de faire connaître les arts et les pratiques culturelles autochtones et de soutenir le développement d'artistes autochtones en ayant une approche qui favorise l'échange et le dialogue interculturels. L'objectif est de contribuer à une meilleure compréhension des cultures des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

Le projet permet d’aménager une aire d'exposition au rez-de-chaussée et avoir un espace d'entreposage au sous-sol. Ainsi, PFS exposera les œuvres et créations de la communauté, mais aura aussi un point de vente accessoire à l’établissement.

Enfin, la venue de PFS à la Maison de Mère d’Youville est très importante pour les Sœurs Grises et s’inscrit dans les gestes concrets de réconciliation qu’elles posent envers les communautés autochtones.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.12

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1228398008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2000, avenue McGill Collège conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » prévu à l'article 232 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2000, avenue McGill College conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a. implanter l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » de la présente autorisation uniquement dans les espaces identifiés pour les niveaux P1 et P2 tel que prévu aux plans estampillés par l'arrondissement le 28 juin 2022.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 11:22

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228398008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2000, avenue McGill Collège conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin que l'usage « parc de stationnement public intérieur » soit autorisé pour l'aire de stationnement du 2000, avenue McGill College en vertu du Règlement d'urbanisme 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie.
Cette demande est associée à la demande 1228398009 pour le 2200, avenue McGill College.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

S.O.

**DESCRIPTION**

**Le site**
Le bâtiment à l'étude, propriété de l'Industrielle Alliance, Assurance et immobilier financiers inc., a été construit entre 1984 et 1986. Ce dernier est situé au cœur du centre des affaires à l'intersection de l'avenue McGill College et du boulevard De Maisonneuve Ouest. L'immeuble comporte 23 étages et abrite majoritairement des bureaux et quelques commerces au rez-de-chaussée.

Ce bâtiment comporte une aire de stationnement répartie sur 2 étages en sous-sol, d'environ 114 unités. Il est à noter que cette aire de stationnement comporte, parmi les 114 unités mentionnées, 32 cases de stationnement en tandem. Ces dernières bénéficient d'un droit acquis puisque ces constructions étaient conformes à la réglementation d'urbanisme en vigueur lors de l'émission des permis pour la construction de l'immeuble, en 1984. Ces cases tandems sont desservies par un service de valet. Le requérant projette de poursuivre ce service à la suite de l'obtention de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur ».

L'accès à l'aire de stationnement intérieure, donnant sur la rue Mansfield, est également l'unique entrée pour accéder à l'aire de stationnement du 2200, avenue McGill College, faisant également l'objet d'une demande similaire d'usage conditionnel (1228398009). Cette deuxième aire de stationnement comporte 106 unités. Au total, les 2 demandes touchent

220 cases de stationnement. Cette aire de stationnement comporte également des supports à vélo.
Le gestionnaire de ces 2 emplacements a été approché par l'Agence de la mobilité pour participer au programme visant à offrir des unités de stationnement au public à la suite du réaménagement de la rue Sainte-Catherine et l'aménagement de l'avenue McGill College en place publique piétonne.

**Le projet**
La demande vise les 2 niveaux de l'aire de stationnement du bâtiment. Le gestionnaire de l'immeuble, en collaboration avec l'Agence de la mobilité durable, souhaite convertir l'aire de stationnement des sous-sols 1 et 2 du bâtiment en « parc de stationnement public intérieur ». Cette aire de stationnement comportera :

- 75 cases régulières
- 14 cases tandem (droit acquis)
- 4 cases pour moto
- 3 cases pour petites voitures
- 4 cases avec borne électrique (2 tandems - droit acquis)
- 2 cases « mobilité réduite »
- 2 cases « lave-auto »
- 60 unités pour vélo

Le site reste la propriété de l'actuel propriétaire, mais la tarification se fera en ligne via l'application mobile P$ Montréal Centre-Ville développée par l'Agence de mobilité durable de Montréal.

**Le cadre réglementaire**

- Selon l'article 232 du Règlement d'urbanisme 01-282, l'usage « parc de stationnement public intérieur » est un usage conditionnel associé à la catégorie d'usages M.7 et peut être autorisé selon la procédure des usages conditionnels selon les critères énoncés à l'article 321 de ce même Règlement.

**JUSTIFICATION**

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande d'usage conditionnel. En effet, l'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant en permettant d'offrir, pour les 2000 et 2200 avenue McSherbrooke1979Gill College, plus de 200 unités de stationnement pour la clientèle des nombreux magasins, restaurants et tours à bureaux localisés à proximité.
Ce « parc de stationnement public intérieur » permettrait de combler la perte des cases de stationnement sur rue qui ont et qui seront enlevées par les travaux de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest et de l'avenue McGill College à venir.

Le plan d'aménagement des 2 niveaux de l'aire de stationnement respecte les dispositions du Règlement d'urbanisme 01-282 en matière de construction dérogatoire protégée par droit acquis pour les cases tandems existantes.

**Considérant que** :

- l'Agence de mobilité durable appuie le requérant quant à l'aménagement d'un « parc de stationnement public intérieur »;
- le projet de « parc de stationnement public intérieur » est compatible avec le milieu du fait de sa proximité avec les commerces et les tours à bureaux du centre-ville;
- le nombre d'unités de stationnement sur rue a été diminué par le réaménagement de la

rue Sainte-Catherine Ouest, par les constructions liées au projet de Réseau express métropolitain (REM) et au réaménagement à venir de l'avenue McGill Collège;
- le secteur est bien desservi en transport collectif et que d'autres aires de stationnement (publics et privés) se trouvent à proximité;
- le projet d'aménagement inclut un plan de circulation des utilisateurs assurant leur sécurité ainsi que des cases réservées à l'autopartage au 2200, rue McGill et des stationnements pour vélo;
- les cases de type tandems sont des constructions protégées par droits acquis.

Le projet a reçu un avis favorable du CCU lors de sa séance du 7 juillet 2022.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce projet suit l'orientation *Innovation et créativité*

Cette orientation intervient sur l'échelle *Métropole*

Ce projet contribue à la priorité suivante du Plan stratégique Montréal 2030 :

17. *Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Adoption de la résolution - Conseil d'arrondissement du 13 septembre 2022

- Demande de permis de transformation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

**Tél :** 438.820.3317
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Louis ROUTHIER
architecte - planification

**Tél :** 514-868-4186
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-09-02

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1228398008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2000, avenue McGill Collège conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |

1228398008 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

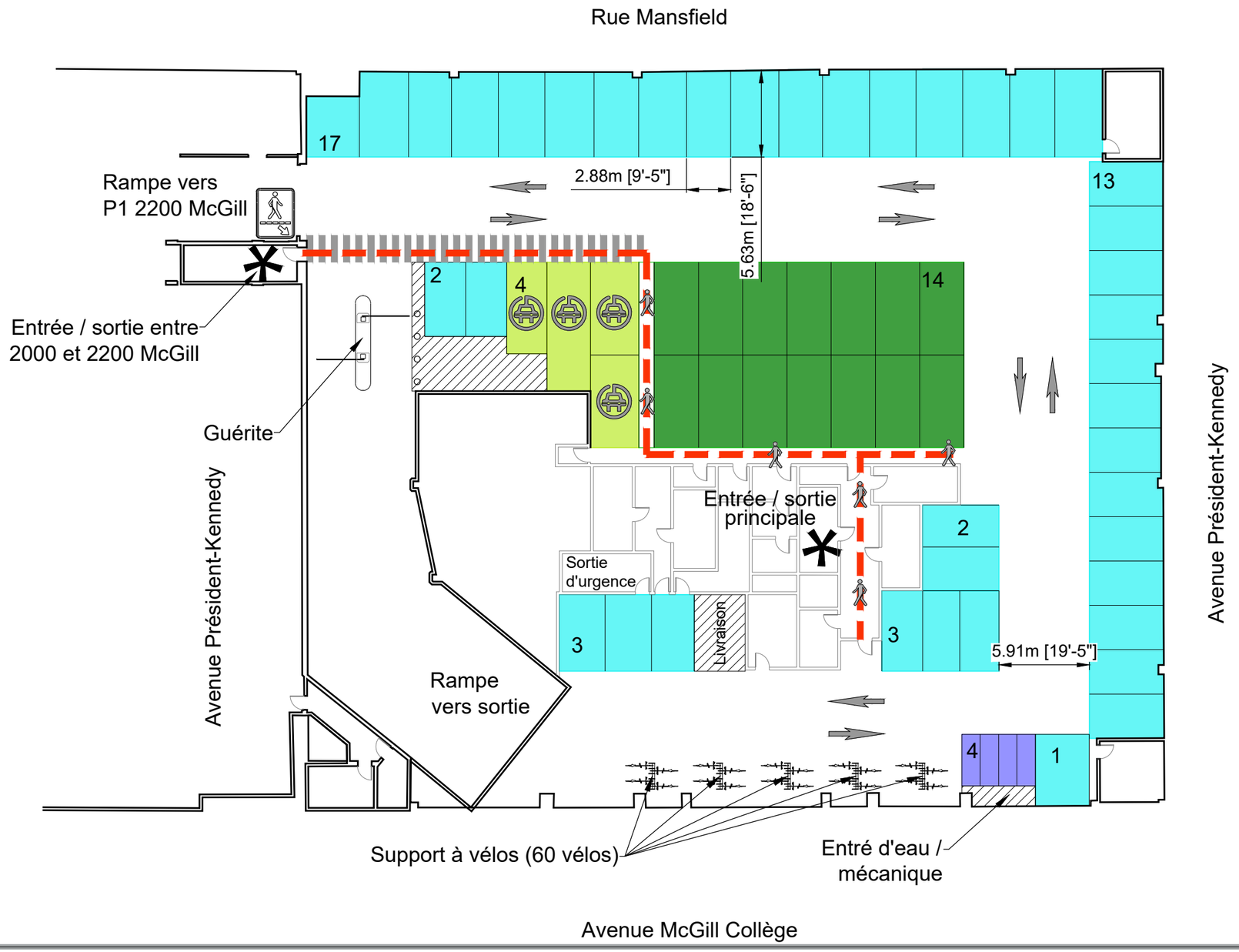
Industrielle Alliance 2000 McGill_estampillé_28 juin 2022.pdf PV-signé_2000.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

**Tél :** 438.820.3317
**Télécop. :**

# 2000 McGill Sous-sol P1




NORD

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

28 juin 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Légende :

- Stationnement et borne pour auto électrique = 4 cases
- Stationnement moto = 4 cases
- Stationnement tandem = 14 cases
- Stationnement régulier = 41 cases
- Circulation piétonne intérieure
- Marquage de traverse piétonne
- Entrée / sortie pour piéton
- Signalisation de circulation pour piéton
- Support à vélos = 5 (60 vélos)

Échelle : 1:300

0 3 6 12 18m

Note particulière :

- Stationnement du P1 est privé.

Sources :

- Plan du sous-sol fourni par Arsenault, daté du 22 septembre 2004.

Notes générales :

Les dimensions sur le plan doivent être lues et non mesurées. Toute erreur ou omission doit être rapportée à Fahey et associés Inc. Les limites, superficies et titres de propriété devront être vérifiés par un arpenteur. **Ce plan ne doit pas être utilisé pour des fins de soumission et/ou de construction.**

Ce plan, cette infographie sont la propriété intellectuelle de Fahey et associés Inc. Toute reproduction totale ou partielle est conditionnée par un accord préalable explicite d'un collaborateur de Fahey et associés Inc.

Fichier : industrielle alliance 2000 mcgill sp-03.dwg

fahey

Directeur de projet: B. Fahey

Chargée de projet: F. Brunet

Émis pour CCU

Préparé par: RL

Vérifié par: FB

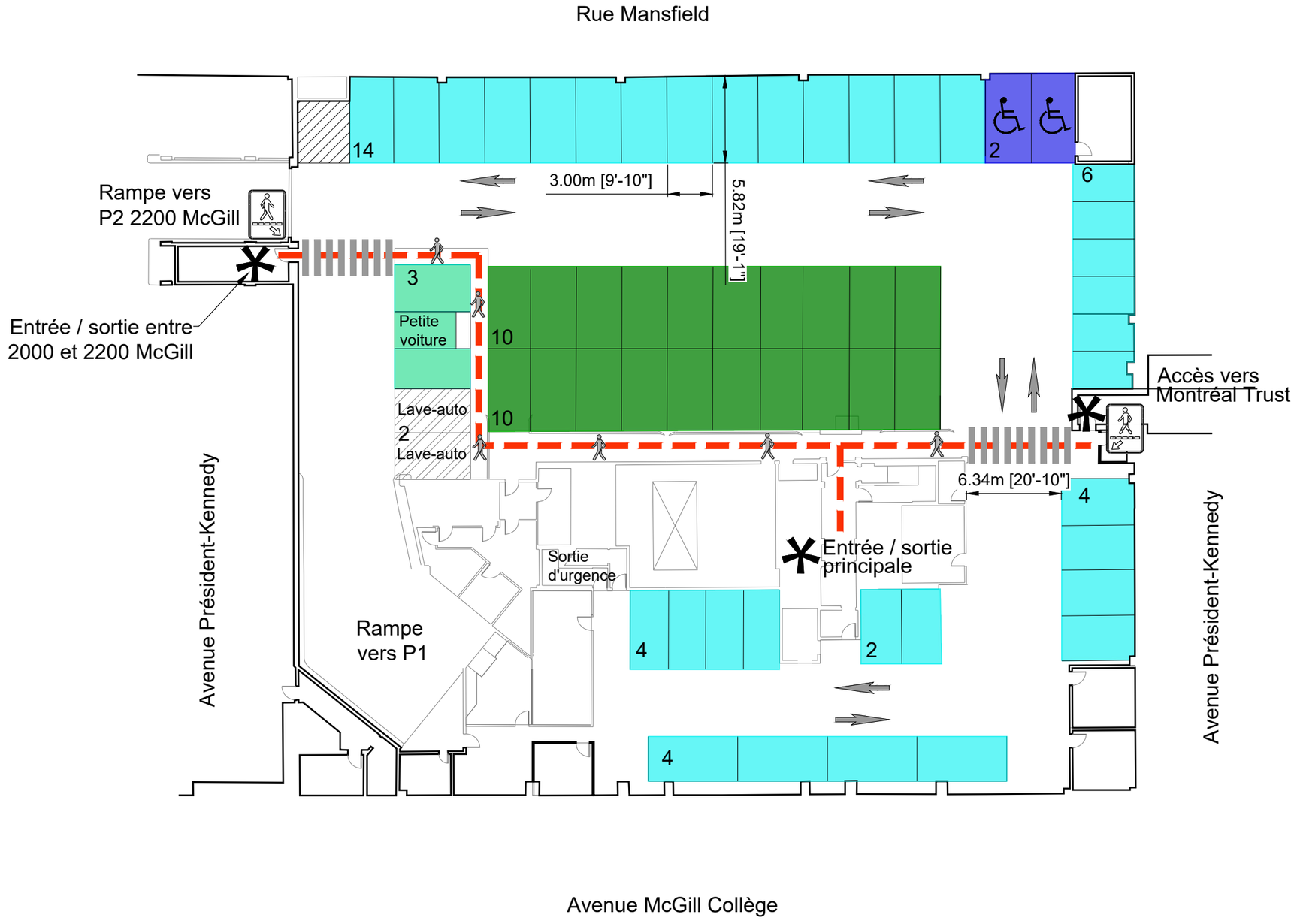
Industrielle Alliance / Arrondissement Ville-Marie

2000 Avenue McGill Collège

Plan du Sous-sol P1

F00648A-002 SP03 27 juin 2022

# 2000 McGill Sous-sol P2




NORD

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

28 juin 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Légende :

- Stationnement Lave-auto = 2 cases
- Stationnement pour personne a mobilité réduite = 2 cases
- Stationnement tandem = 20 cases
- Stationnement régulier = 34 cases
- Stationnement petite voiture = 3 cases
- Circulation piétonne intérieure
- Marquage de traverse piétonne
- Entrée / sortie pour piéton
- Signalisation de circulation pour piéton

Échelle : 1:300

0 3 6 12 18m

Note particulière :

- Stationnement du P2 est locataire / public.

Sources :

- Plan du sous-sol fourni par Arsenault, daté du 22 septembre 2004.

Notes générales :

Les dimensions sur le plan doivent être lues et non mesurées. Toute erreur ou omission doit être rapportée à Fahey et associés Inc. Les limites, superficies et titres de propriété devront être vérifiés par un arpenteur. **Ce plan ne doit pas être utilisé pour des fins de soumission et/ou de construction.**

Ce plan, cette infographie sont la propriété intellectuelle de Fahey et associés Inc. Toute reproduction totale ou partielle est conditionnée par un accord préalable explicite d'un collaborateur de Fahey et associés Inc.

Fichier : industrielle alliance 2000 mcgill sp-03.dwg

fahey

Directeur de projet: B. Fahey

Chargée de projet: F. Brunet

Émis pour CCU

Préparé par: RL

Vérifié par: FB

Industrielle Alliance / Arrondissement Ville-Marie

2000 Avenue McGill Collège

Plan du Sous-sol P2

F00648A-002 SP03 27 juin 2022

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3002567115**
**4.5.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL** |
| **Endroit :** | 2000, avenue McGill College |
| **Responsable :** | Samuel Ferland |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'usage « parc de stationnement public intérieur » pour les deux niveaux de l'aire de stationnement du bâtiment via la procédure d'usage conditionnel. Cette aire de stationnement comportera :<br><br>**Niveau P1**<br>▪ Case régulière: 41<br>▪ Case tandem (droit acquis): 14<br>▪ Case pour moto: 4<br>▪ Case avec borne électrique: 4 (dont 2 tandem)<br>▪ Unité pour vélo : 60<br><br>**Niveau P2**<br>▪ Case régulière: 34<br>▪ Case tandem (droit acquis): 20<br>▪ Case petite voiture : 3<br>▪ Case pour « mobilité réduite » : 2<br>▪ Case « lave-auto »: 2<br><br>Le site reste la propriété de l'actuel propriétaire, mais la tarification se fera en ligne via l'application mobile P$ Montréal Centre-Ville développée par l'Agence de mobilité durable de Montréal.<br><br>La sécurité des déplacements (actifs et véhiculaires) sera assurée grâce à un plan de circulation détaillé et à un marquage au sol facilitant sa compréhension. |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment se trouve dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal, mais les travaux ne sont pas assujettis à une autorisation en vertu de la LPC. |
| **Remarque importante :** | Une demande d'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » a également été déposée pour l'aire de stationnement du 2200, avenue McGill Collège (3002567114). Ces 2 demandes sont interreliées. |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | L'Agence de mobilité durable appuie le requérant quant à l'aménagement d'un « parc de stationnement public intérieur ». |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet de « parc de stationnement public intérieur » est compatible avec le milieu du fait de sa proximité avec les commerces et les tours à bureaux du centre-ville. |
| | |
| **Considérant que :** | Le nombre d'unités de stationnement sur rue a été diminué par le réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, par les constructions liées au projet de REM et au réaménagement à venir de l'avenue McGill Collège. |
| | |
| **Considérant que :** | Le secteur est bien desservi en transport collectif et que d'autres aires de stationnement (publics et privés) se trouvent à proximité. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet d'aménagement inclut un plan de circulation des utilisateurs assurant leur sécurité ainsi que des cases réservées à l'autopartage au 2200, rue McGill et des stationnements pour vélo. |
| | |
| **Considérant que :** | Les cases de type tandems sont des constructions protégées par droits acquis. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Implanter l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » de la présente autorisation uniquement dans les espaces identifiés pour les niveaux P1 et P2 tel que prévu aux plans estampillés par l'arrondissement le 28 juin 2022.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Billy Chérubin<br>Secrétaire |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228398008
Unité administrative responsable : *Arrondissement de Ville-Marie, Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité*
Projet : *Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2000, avenue McGill College conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité 17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*L'association entre le propriétaire et l'Agence de mobilité durable de Montréal pour la tarification avec l'application* mobile P$ Montréal Centre-Ville *est une idée innovante et contribue à la gouvernance intelligente de la mobilité au centre-ville de Montréal.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.13

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1228398009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2200, avenue McGill College conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » prévu à l'article 232 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2200, avenue McGill College conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a. implanter l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » de la présente autorisation uniquement dans les espaces identifiés pour les niveaux P1 et P2 tel que prévu aux plans estampillés par l'arrondissement le 28 juin 2022.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 11:23

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228398009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2200, avenue McGill College conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin que l'usage « parc de stationnement public intérieur » soit autorisé pour l'aire de stationnement du 2200, avenue McGill College en vertu du Règlement d'urbanisme 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie.
Cette demande est associée à la demande 1228398008 pour le 2000, avenue McGill College.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

S.O.

**DESCRIPTION**

**Le site**
Ce bâtiment, propriété de l'Industrielle Alliance, Assurance et immobilier financiers inc., a été construit en 1989. Un Programme de développement a été nécessaire pour autoriser sa construction. Ce dernier est situé au cœur du centre des affaires à l'intersection de l'avenue McGill College et de la rue Sherbrooke Ouest. L'immeuble comporte 6 étages et demi et abrite des bureaux aux étages et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée et au demi-sous-sol.

Cet immeuble comporte une aire de stationnement répartie sur 2 étages en sous-sol d'environ 106 unités. Cette aire de stationnement est uniquement accessible par l'entrée sur la rue Mansfield desservant également l'aire de stationnement située en sous-sol du 2000, avenue McGill College. Un tunnel sous l'avenue du Président-Kennedy relie les 2 adresses.

L'aire de stationnement comporte 106 unités de stationnement, dont 40 cases de stationnement en tandem. Ces dernières bénéficient d'un droit acquis puisque ces aménagements étaient conformes à la réglementation d'urbanisme en vigueur lors de l'émission des permis pour la construction de l'immeuble en 1989. Ces cases tandems sont desservies par un service de valet. Le requérant projette de poursuivre ce service à la suite de l'obtention de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur ». Le 2000, avenue McGill College est également visé par une demande d'usage « parc de stationnement

public intérieur » (1228398008). L'ensemble de ces 2 aires de stationnement totalisent 220 cases.

**Le projet**

La demande vise les 2 niveaux de l'aire de stationnement du bâtiment. Le gestionnaire de l'immeuble, en collaboration avec l'Agence de la mobilité durable, souhaite convertir l'aire de stationnement des sous-sols 1 et 2 du bâtiment en « parc de stationnement public intérieur ». Cette aire de stationnement comportera :

- 82 cases régulières
- 140 cases tandem (droit acquis)
- 4 cases « autopartage»
- 20 unités pour vélo

Le site reste la propriété de l'actuel propriétaire, mais la tarification se fera en ligne via l'application mobile P$ Montréal Centre-Ville développée par l'Agence de mobilité durable de Montréal.

**Le cadre réglementaire**

- Selon l'article 232 du Règlement d'urbanisme 01-282, l'usage « parc de stationnement public intérieur » est un usage conditionnel associé à la catégorie d'usages M.7 et peut être autorisé selon la procédure des usages conditionnels selon les critères énoncés à l'article 321 de ce même Règlement.

**JUSTIFICATION**

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande d'usage conditionnel. En effet, l'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant en permettant d'offrir, pour les 2000 et 2200 avenue McGill College, plus de 200 unités de stationnement pour la clientèle des nombreux magasins, restaurants et tours à bureaux localisés à proximité.
Ce « parc de stationnement public intérieur » permettrait de combler la perte des cases de stationnement sur rue qui ont et qui seront enlevées par les travaux de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest et de l'avenue McGill College à venir.
Le plan d'aménagement des 2 niveaux de l'aire de stationnement respecte les dispositions du Règlement d'urbanisme 01-282 en matière de construction dérogatoire protégée par droit acquis pour les cases tandems existantes.

**Considérant que**:

- l'Agence de mobilité durable appuie le requérant quant à l'aménagement d'un « parc de stationnement public intérieur »;
- le projet de « parc de stationnement public intérieur » est compatible avec le milieu du fait de sa proximité avec les commerces et les tours à bureaux du centre-ville;
- le nombre d'unités de stationnement sur rue a été diminué par le réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, par les constructions liées au projet de REM et au réaménagement à venir de l'avenue McGill Collège;
- le secteur est bien desservi en transport collectif et que d'autres aires de stationnement (publics et privés) se trouvent à proximité;
- le projet d'aménagement inclut un plan de circulation des utilisateurs assurant leur sécurité ainsi que des cases réservées à l'autopartage des stationnements pour vélo;
- les cases de type tandems sont des constructions protégées par droits acquis.

Le projet a reçu un avis favorable du CCU lors de sa séance du 7 juillet 2022.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce projet suit l'orientation *Innovation et créativité*

Cette orientation intervient sur l'échelle *Métropole*

Ce projet contribue à la priorité suivante du Plan stratégique Montréal 2030 :

17. *Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Adoption de la résolution - Conseil d'arrondissement du 13 septembre 2022

- Demande de permis de transformation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

**Tél :** 438.820.3317
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Louis ROUTHIER
architecte - planification

**Tél :** 514-868-4186
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-09-02

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1228398009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2200, avenue McGill College conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie |

Industrielle Alliance 2200 McGill estampillé_28 juin 2022.pdf

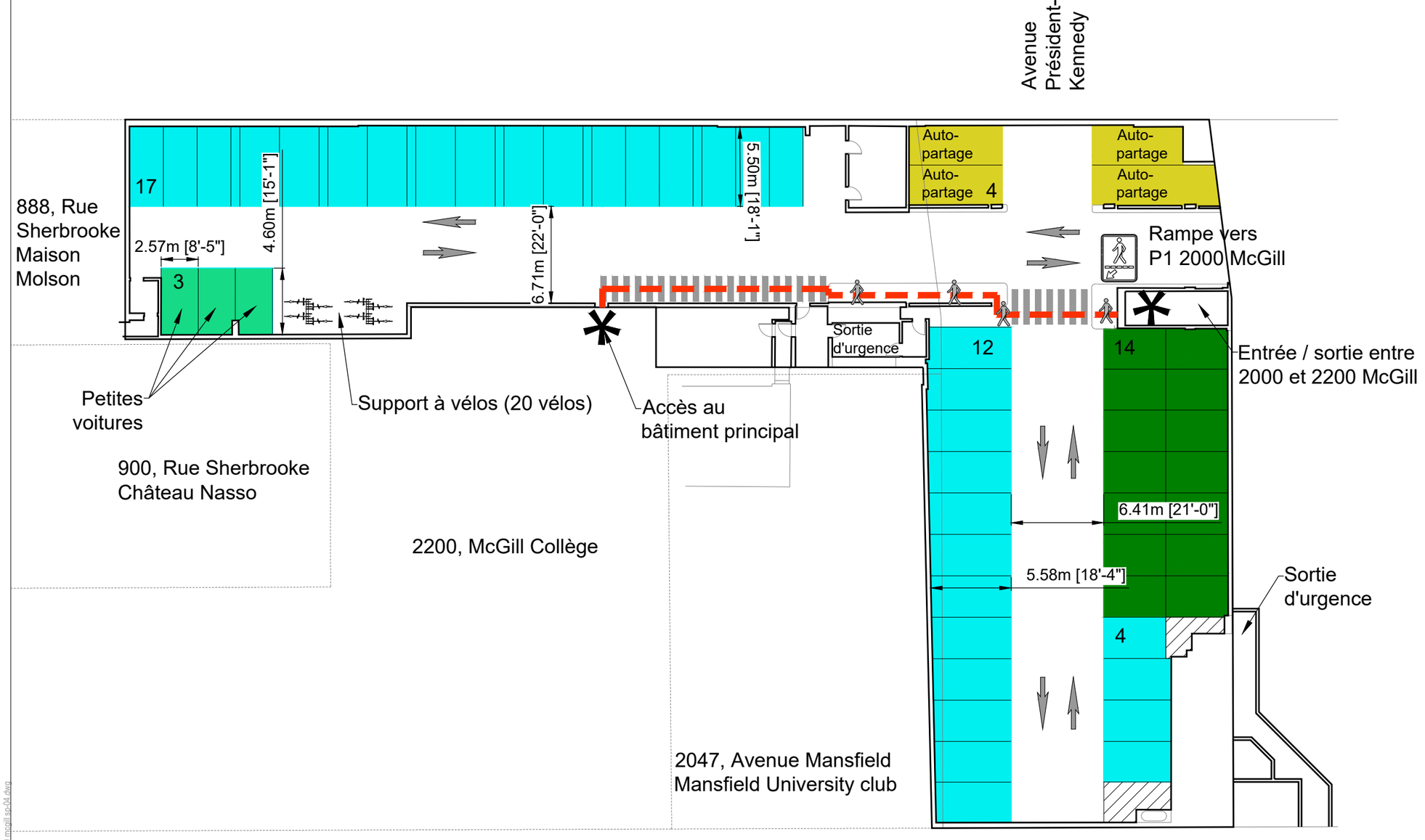
122839800 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdfPV_signé - 2200.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

**Tél :** 438.820.3317
**Télécop. :**

# 2200 McGill Sous-sol P1




**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

28 juin 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Légende :

- Stationnement Auto-partage = 4 cases
- Stationnement tandem = 14 cases
- Stationnement régulier = 36 cases
- Stationnement petite voiture = 3 cases
- Circulation piétonne intérieure
- Marquage de traverse piétonne
- Entrée / sortie pour piéton
- Signalisation de circulation pour piéton
- Support à vélos = 2 (20 vélos)

Échelle : 1:300

0 3 6 12 18m

Sources :

- Plan du sous-sol P2 fourni par Arsenault, daté du 15 décembre 2004.

Notes générales :

Les dimensions sur le plan doivent être lues et non mesurées. Toute erreur ou omission doit être rapportée à Fahey et associés Inc. Les limites, superficies et titres de propriété devront être vérifiés par un arpenteur. **Ce plan ne doit pas être utilisé pour des fins de soumission et/ou de construction.**

Ce plan, cette infographie sont la propriété intellectuelle de Fahey et associés Inc. Toute reproduction totale ou partielle est conditionnée par un accord préalable explicite d'un collaborateur de Fahey et associés Inc.

Fichier: industrielle alliance 2200 mcgill sp-04.dwg

fahey

Directeur de projet: B. Fahey

Chargée de projet: F. Brunet

Émis pour CCU

Préparé par: RL

Vérifié par: FB

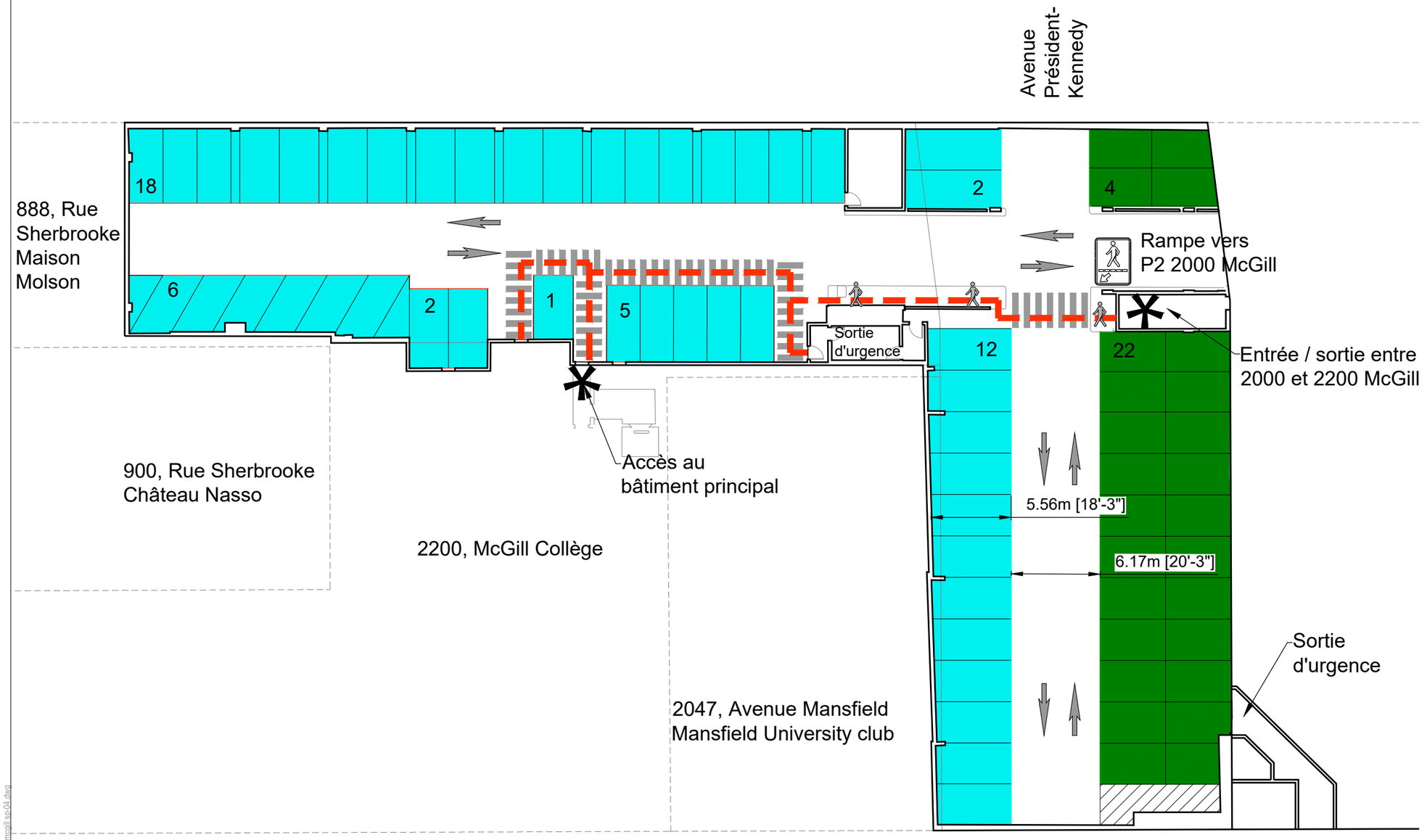
Industrielle Alliance / Arrondissement Ville-Marie

2200 Avenue McGill Collège

Plan du Sous-sol P1

F00648A-002 SP04 27 juin 2022

# 2200 McGill Sous-sol P2




NORD

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

28 juin 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Légende :

- Stationnement tandem = 26 cases
- Stationnement régulier = 46 cases
- Circulation piétonne intérieure
- Marquage de traverse piétonne
- Entrée / sortie pour piéton
- Signalisation de circulation pour piéton

Échelle : 1:300

0 3 6 12 18m

Sources :

- Plan du sous-sol P2 fourni par Arsenault, daté du 15 décembre 2004.

Notes générales :

Les dimensions sur le plan doivent être lues et non mesurées. Toute erreur ou omission doit être rapportée à Fahey et associés Inc. Les limites, superficies et titres de propriété devront être vérifiés par un arpenteur. **Ce plan ne doit pas être utilisé pour des fins de soumission et/ou de construction.**

Ce plan, cette infographie sont la propriété intellectuelle de Fahey et associés Inc. Toute reproduction totale ou partielle est conditionnée par un accord préalable explicite d'un collaborateur de Fahey et associés Inc.

Fichier : industrielle alliance 2200 mcgill sp-04.dwg

fahey

Directeur de projet: B. Fahey

Chargée de projet: F. Brunet

Émis pour CCU

Préparé par: RL

Vérifié par: FB

Industrielle Alliance / Arrondissement Ville-Marie

2200 Avenue McGill Collège

Plan du Sous-sol P2

F00648A-002 SP04 27 juin 2022

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 juillet 2022**
**3002567114**
**4.5.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL** |
| | |
| **Endroit :** | 2200, avenue McGill College |
| | |
| **Responsable :** | Samuel Ferland |
| | |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'usage « parc de stationnement public intérieur » pour les deux niveaux de l'aire de stationnement du bâtiment via la procédure d'usage conditionnel. Cette aire de stationnement comportera:<br><br>**Niveau P1**<br>▪ Case régulière: 36<br>▪ Case tandem (droit acquis): 14<br>▪ Case autopartage : 4<br>▪ Unité pour vélo : 20<br><br>**Niveau P2**<br>▪ Case régulière: 46<br>▪ Case tandem (droit acquis): 26<br><br>Le site reste la propriété de l'actuel propriétaire, mais la tarification se fera en ligne via l'application mobile P$ Montréal Centre-Ville développée par l'Agence de mobilité durable de Montréal.<br><br>La sécurité des déplacements (actifs et véhiculaires) sera assurée grâce à un plan de circulation détaillé et à un marquage au sol facilitant sa compréhension. |
| | |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment se trouve dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal, mais les travaux ne sont pas assujettis à une autorisation en vertu de la LPC. |
| | |
| **Remarque importante :** | Une demande d'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » a également été déposée pour l'aire de stationnement du 2000, avenue McGill Collège (3002567115). Ces 2 demandes sont interreliées. |
| | |
| **Considérant que :** | L'Agence de mobilité durable appuie le requérant quant à l'aménagement d'un « parc de stationnement public intérieur » |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | Le projet de « parc de stationnement public intérieur » est compatible avec le milieu du fait de sa proximité avec les commerces et les tours à bureaux du centre-ville. |
| | |
| **Considérant que :** | Le nombre d'unités de stationnement sur rue a été diminué par le réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, par les constructions liées au projet de REM et au réaménagement à venir de l'avenue McGill Collège. |
| | |
| **Considérant que :** | Le secteur est bien desservi en transport collectif et que d'autres aires de stationnement (publics et privés) se trouvent à proximité. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet d'aménagement inclut un plan de circulation des utilisateurs assurant leur sécurité ainsi que des cases réservées à l'autopartage et des stationnements pour vélo. |
| | |
| **Considérant que :** | Les cases de type tandems sont des constructions protégées par droits acquis. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Implanter l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » de la présente autorisation uniquement dans les espaces identifiés pour les niveaux P1 et P2 tel que prévu aux plans estampillés par l'arrondissement le 28 juin 2022.**

| | |
|---|---|
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228398009
Unité administrative responsable : *Arrondissement de Ville-Marie, Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité*
Projet : *Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « parc de stationnement public intérieur » relativement à l'utilisation des aires de stationnement en sous-sol du bâtiment situé au 2200, avenue McGill College conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité 17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*L'association entre le propriétaire et l'Agence de mobilité durable de Montréal pour la tarification avec l'application* mobile P$ Montréal Centre-Ville *est une idée innovante et contribue à la gouvernance intelligente de la mobilité au centre-ville de Montréal.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.14

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1223332004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément à l'article 322, un usage salle de réunion au 36e étage de la tour située au 1250 boulevard René-Lévesque Ouest |

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément à l'article 322, un usage salle de réunion au 36e étage de la tour située au 1250 boulevard René-Lévesque Ouest

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 11:24

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1223332004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément à l'article 322, un usage salle de réunion au 36e étage de la tour située au 1250 boulevard René-Lévesque Ouest |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le groupe Lumi Canada est une firme internationale spécialisée dans le vote légal lors d'assemblées générales en mode mixte (virtuel et présentiel). Ils accueillent des clients qui ont besoin de service clé en main pour, par exemple, des assemblées d'actionnaires. Il désire s'installer au 36e étage de la tour située au 1250 boulevard René-Lévesque Ouest.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

s.o.

**DESCRIPTION**

Le choix de localisation de cette nouvelle entreprise s'est fait par sa proximité à un pôle intermodal majeur et de l'accès au Montréal souterrain. Autrefois occupé par le propriétaire de la tour, l'étage est vacant depuis plus d'un an.

La tenue des assemblées générales des entreprises en hybride a généré une demande de services plus complexes qui requiert des plates-formes et de moyens technologiques de pointe. D'une superficie totale de 778 m2, il comprendra une salle de conférence de 100 places, une salle de réunion pour les directeurs, ainsi qu'une salle de presse. D'autres salles pour le support technique seront installées ainsi que quelques bureaux et une aire d'accueil.

Cadre réglementaire

Le bâtiment se trouve dans une zone de mixité de commerces et de services de moyenne intensité (M.7C) et en vertu de l'article 179 du Règlement d'urbanisme (01-282), un usage spécifique ne peut s'implanter aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée. Il peut toutefois être autorisé par usage conditionnel en respectant les critères suivants:

1° l'implantation de cet usage à ce niveau doit être compatible avec l'intensité commerciale du secteur;

2° l'implantation de cet usage doit permettre l'utilisation d'un espace qui peut difficilement être occupé à d'autres fins.

.

**JUSTIFICATION**

La location d'espaces à bureaux au centre-ville a connu un dur choc avec la pandémie et l'obligation du télétravail. Plusieurs entreprises ont délesté des espaces de bureau conventionnels avec le mode hybride et les bureaux collectifs ou par le maintien du télétravail pour plusieurs. La nouvelle offre de services vient répondre aux besoins des entreprises en offrant des assemblées générales hybrides avec tout le support nécessaire pour le vote légal.

Pour ceux qui viendront en présentiel, la tenue de ces rencontres générera des retombées importantes pour les commerces, les services et les attraits culturels du centre-ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s.o.

**MONTRÉAL 2030**

Cette nouvelle implantation au centre-ville de Montréal contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité en répondant aux priorités suivantes:

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer la prospérité.
20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s.o.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

s.o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s.o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

2022-08-26: Affichage sur le site

2022-08-27: Avis public dans le journal
2022-09-13: Conseil d'arrondissement— Adoption de la résolution finale

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christine RACINE
Conseillère en aménagement - Aménagement urbain et services aux entreprises

**Tél :** 514 809-1196
**Télécop. :** 872-4912

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

**Tél :** 438-351-3213
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-09-02

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1223332004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément à l'article 322, un usage salle de réunion au 36e étage de la tour située au 1250 boulevard René-Lévesque Ouest |



1250 René-Lévesque - Grille d'analyse Montréal 2030 - Google Documents.pdf



1250 boul. René-lévesque_Ouest_avis public_usages conditionnels_2022-08-17 - Google Documents.pdf



PV_CCU_2022-08-11_signé.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christine RACINE
Conseillère en aménagement - Aménagement urbain et services aux entreprises

**Tél :** 514 809-1196
**Télécop. :** 872-4912

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003198240**
**4.5.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL** |
| | |
| **Endroit :** | 1250, boulevard René-Lévesque Ouest |
| | |
| **Responsable :** | Christine Racine |
| | |
| **Description :** | La demande vise à autoriser au 36e étage de la tour située au 1250 boulevard René-Lévesque Ouest l'usage commercial spécifique de salle de réunions, car Lumin y tiendra des assemblées générales et des conférences...<br><br>Le choix de localisation de cette nouvelle entreprise s'est fait par sa proximité à un pôle intermodal majeur et de l'accès au Montréal souterrain. Autrefois occupé par le propriétaire de la tour, l'étage est vacant depuis plus d'un an. La tenue des assemblées générales des entreprises en hybride a généré une demande de services plus complexes qui requiert des plates-formes et de moyens technologiques de pointe. D'une superficie totale de 778 m2, les locaux comprendront une salle de conférence de 100 places, une salle de réunion pour les directeurs, ainsi qu'une salle de presse. D'autres salles pour le support technique seront installées ainsi que quelques bureaux et une aire d'accueil.<br><br>Le bâtiment se trouve dans une zone de mixité de commerces et de services de moyenne intensité (M7C) en vertu de l'article 179 du 01-282, un usage spécifique ne peut s'implanter aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée. Il peut toutefois être autorisé par usage conditionnel en respectant les critères établis au règlement. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet est innovant et répond à des besoins spécifiques pour les entreprises. |
| | |
| **Considérant que :** | Sa localisation et la mise en valeur d'une tour phare. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet offre une visibilité du centre-ville au même titre que ceux de Toronto et Calgary qui ont accepté ce type de centre de conférences. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

# AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXERCER UN USAGE CONDITIONNEL**

Les personnes intéressées sont priées de noter que lors de la séance du conseil d'arrondissement du mardi 13 septembre à 18 h 30, laquelle sera tenue aux Archives nationales (BAnQ Vieux-Montréal) situé au 535 avenue Viger Est (métro Champs-de-mars ou Berri), ainsi que par visioconférence et en webdiffusion. Les membres du conseil d'arrondissement de Ville-Marie statueront, en vertu de la procédure des usages conditionnels du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282), sur une demande approuvant :

- un usage « salle de réunion» au 36e étage du bâtiment situé au 1250 boulevard René-Lévesque, conformément au paragraphe 3 de l'article 322 du Règlement d'urbanisme

La documentation afférente à ces demandes peut être consultée sur le site Internet de la Ville de Montréal à la page suivante : https://montreal.ca/articles/consultations-en-mode-virtuel-dans-ville-marie. Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à cette demande d'autorisation peut également communiquer avec la Division de l'urbanisme de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité au 514 872-9545 et en mentionnant le numéro de dossier indiqué précédemment.

Fait à Montréal, le 27 août 2022

Le secrétaire d'arrondissement,
Fredy Enrique Alzate Posada

*Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie*

**Dossier décisionnel**

# Grille d'analyse Montréal 2030

*Version : juillet 2021*

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1223332004
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme
Projet : 1250 rue René-Lévesque ouest

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | *X* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer la prospérité.<br><br>20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Implantation d'une technologie innovante pour le vote légal des actionnaires d'entreprises. Permet de donner accès à un plus grand nombre de personnes en mode hybride. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1228398003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant le remplacement de l'enseigne affichant le nom de l'occupant de l'immeuble à une hauteur de plus de 16 m ainsi que le remplacement du panneau publicitaire localisé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau pour le bâtiment situé au 1600, boulevard De Maisonneuve Est (Groupe TVA Inc), et ce, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

1. D'accorder pour le bâtiment situé au 1600, boulevard De Maisonneuve Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

a. déroger notamment aux articles 467, 499, 514, 516, 526 et 538 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
b. déroger à la résolution CA17 240041 relativement à l'aménagement de l'aire de stationnement située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau.

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

*Enseigne sur socle*

a. la superficie des 2 écrans de l'enseigne électronique sur socle pourra atteindre un maximum de 16,4 m², soit 8,2 m² maximum par écran, avec une fréquence de changement du contenu aux 8 secondes sans effet de transition, tel qu'illustré sur les plans estampillés par l'arrondissement le 2 mai 2022;
b. un rapport technique, fourni par le demandeur, démontrant que le taux de luminance des 2 écrans de l'enseigne électronique prescrit à l'article 465 du Règlement d'urbanisme 01-282 est respecté, devra être déposé à l'arrondissement dans les 3 mois suivant son installation. En cas de non respect du taux de luminance, l'enseigne électronique sur socle devra être retirée;
c. l'œuvre d'art proposée sur la face donnant vers l'ouest de l'enseigne sur socle devra présenter un contenu graphique abstrait et statique. Aucune œuvre numérique, photographique ou contenu publicitaire ne pourra y être apposé ou projeté;

d. la demande de certificat d'enseigne devra être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282. En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. l'orientation des écrans électroniques minimisent l'éclairage sur les bâtiments résidentiels adjacents;

ii. la matérialité des supports de l'enseigne sur socle s'harmonise avec le milieu environnant;

iii. accorder un traitement paysager de grande qualité au pourtour de l'enseigne sur socle;

iv. favoriser un aménagement sécuritaire minimisant l'accès au-dessous de l'enseigne électronique;

v. assurer que l'œuvre d'art proposée sur la face donnant vers l'ouest de l'enseigne sur socle s'intègre harmonieusement à l'environnement urbain.

*Enseigne identifiant le nom d'un occupant d'un immeuble*

e. la superficie de l'enseigne identifiant le nom d'un occupant d'un immeuble devra avoir une superficie maximale de 42 m², tel qu'illustré sur les plans estampillés par l'arrondissement le 2 mai 2022;

f. l'ancrage de l'enseigne identifiant le nom d'un occupant de l'immeuble ne devra laisser paraître aucun câblage, filage ou structure de support;

*Aire de stationnement*

g. une demande de certificat d'autorisation d'aire de stationnement devra être déposée au plus tard le 31 décembre 2023 pour l'aire de stationnement identifiée à l'annexe 1 de la présente résolution « TVA - aménagement paysager stationnement » et estampillée par l'arrondissement le 2 mai 2022. Les exigences suivantes doivent être respectées :

i. le mur aveugle donnant sur l'aire de stationnement devra être végétalisé, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 2 février 2022;

ii. un minimum de 1 unité de stationnement sur 10 doit être équipé pour la recharge de véhicule électrique. Cette norme s'applique pour l'ensemble des aires de stationnement de la propriété visée par la présente demande tel que présenté à l'annexe 1 « TVA certificat de localisation - stationnement » joint à la résolution et estampillé par l'arrondissement le 2 mai 2022;

h. la demande de certificat d'autorisation d'aire de stationnement devra être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282. En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. assurer une superficie paysagère et perméable sur l'ensemble de l'aire de stationnement;

ii. favoriser l'écoulement des eaux de ruissellement vers les superficies végétalisées;

iii. minimiser l'écoulement des eaux de ruissellement dans le système d'égout pluvial municipal;

iv. favoriser la plantation de diverses essences d'arbres à grand déploiement sur l'ensemble de l'aire de stationnement;

v. faciliter la croissance des arbres grâce à des fosses de plantation de grande capacité.

i. la délivrance du certificat d'enseigne est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie monétaire irrévocable émise par une institution financière en vertu du 2e alinéa de l'article 145.38 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU chapitre A-19.1) au montant de 344 000 $ équivalent au montant de l'estimation de l'ensemble des travaux,

incluant le réaménagement de l’aire de stationnement de surface et de l’installation des enseignes. Elle doit demeurer en vigueur tant que tous les travaux ne sont pas complétés, conformément à la présente autorisation et tels que plans approuvés.

Le maintien en vigueur de la garantie monétaire jusqu’à la réalisation des travaux doit inclure une disposition obligeant l'émetteur à en renouveler automatiquement les conditions à la date d’échéance.

3. De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d’adoption de la présente autorisation, pour débuter l’installation des enseignes visées par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 14:39

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228398003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant le remplacement de l'enseigne affichant le nom de l'occupant de l'immeuble à une hauteur de plus de 16 m ainsi que le remplacement du panneau publicitaire localisé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau pour le bâtiment situé au 1600, boulevard De Maisonneuve Est (Groupe TVA Inc), et ce, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre le remplacement de l'enseigne affichant le nom de l'occupant de l'immeuble à une hauteur de plus de 16 m ainsi que pour changer le panneau publicitaire localisé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau par une enseigne électronique permettant des changements de contenus.
Le projet comporte des dérogations qui peuvent être autorisées en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) moyennant le respect des conditions et critères de ce règlement.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

S.O.

**DESCRIPTION**

**Site**
La présente demande touche deux îlots formant une seule propriété. Le premier îlot, à l'ouest, est formé par le quadrilatère formé des rues De Champlain, Sainte-Catherine Est, Alexandre-DeSève et le boulevard De Maisonneuve Est. Il accueille le bâtiment principal du groupe médiatique et abrite des bureaux, des studios, une cafétéria et des équipements nécessaires à la télédiffusion du Groupe TVA inc. Construit en 1975, il comporte 11 étages, dont 3 aménagés en aire de stationnement intérieure. Groupe TVA inc. occupe l'entièreté de cet îlot.

Le deuxième îlot , à l'est de la propriété, est situé entre l'avenue Papineau, les rues Sainte-Catherine Est, De Champlain et le boulevard De Maisonneuve Est. Il est partiellement occupé par des studios de télévision et deux aires de stationnement en surface du Groupe TVA inc.

**Projet**

En novembre 2020, l'entreprise a procédé au lancement de sa nouvelle image de marque. C'est dans ce contexte que Groupe TVA inc. souhaite remplacer l'enseigne du nom de l'occupant du bâtiment. L'actuelle enseigne, présente sur la face sud de l'édicule technique de l'édifice, se situe à une hauteur de 44,5 m du sol et a une superficie de 42 m². La nouvelle enseigne reprend les principales caractéristiques de l'ancienne:

- localisée sur la face sud de l'édicule technique du bâtiment (même emplacement);
- située à 44,5 m du sol;
- superficie de 42 m².

La deuxième intervention touche le remplacement de l'enseigne au sol localisée à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau. Groupe TVA inc. propose ainsi d'installer, au même endroit, une enseigne électronique sur socle. Les principales caractéristiques de cette dernière sont :

- une fréquence de changement du contenu aux 8 secondes sans effet de transition;
- une hauteur (à partir du trottoir) de 4,9 m;
- une luminosité de 5 000 candelas en journée et de 80 candelas la nuit;
- deux écrans électroniques, un orienté vers l'est et un autre vers le sud pour une superficie totale de 16,4 m² (8,2 m² chacun);
- l'arrière de la face orienté vers l'ouest sera muni d'une œuvre d'art.

Dans le cadre de la présente demande, le Groupe TVA inc., s'engage à réaménager, au cours de l'année 2023, l'aire de stationnement située à l'intersection De Maisonneuve Est et Papineau. Ce réaménagement respectera le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égouts publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030). De plus, le groupe médiatique propose de réduire l'îlot de chaleur créé par ce stationnement en y plantant de nombreux arbres ainsi que par l'installation d'un mur végétalisé sur le mur aveugle du bâtiment adjacent à cette aire de stationnement. Ces travaux ne peuvent être effectués en même temps que l'installation des enseignes puisque la STM travaille toujours sur une partie de cette aire de stationnement dans le cadre du projet du poste de ventilation lié au réseau du métro (dossier 1167199017).

**Cadre réglementaire**
En vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie 01-282, le projet déroge aux articles:

- 538 puisque, l'enseigne identifiant le nom d'un occupant d'un immeuble doit avoir, pour le cas à l'étude, une superficie maximale de 4,95 m². La présente demande vise, pour cette enseigne, une superficie de 42 m².
- 467, étant donné que le changement de contenu sur une enseigne électronique peut être modifié à chaque période minimale de 24 heures consécutives et non aux 8 secondes.
- 3e paragraphe de 499 car une enseigne électronique peut avoir une superficie maximale de 10 m² alors que la proposition vise l'installation de 2 enseignes électroniques de 8,2 m² chacune, soit 16,4 m² de superficie totale.
- 514, une enseigne au sol est autorisée uniquement dans une unité de paysage «Centre-Ville». Or, le site est localisé dans l'unité de paysage «Sainte-Marie - Saint-Jacques»;
- 516, une enseigne au sol doit avoir une hauteur maximale de 2,4 m plutôt que les 4,9 m proposés.
- 526, puisque l'enseigne proposée comporte une source lumineuse clignotante ou variable, à l'exception d'une enseigne électronique.

**JUSTIFICATION**

Dans son ensemble, le projet satisfait aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. La substitution de l'enseigne identifiant le nom d'un occupant de l'immeuble à plus de 16 m du sol par une enseigne similaire aura peu d'impact sur le quartier et s'intègre harmonieusement au contexte puisque cette enseigne est présente depuis des décennies et agit comme point de repère visuel.

L'enseigne au sol proposée améliore le paysage urbain de l'intersection, particulièrement par l'accroissement végétal prévu dans la mise aux normes du stationnement de surface. Depuis la séance du CCU du 2 février 2022, les éléments suivants ont été bonifiés :

- la superficie d'affichage a été réduite de 3,4 m². Groupe TVA a soumis une étude démontrant que l'affichage de 8,4 m² par écran est optimal pour ses besoins en fonction de la clientèle visée (voiture, piéton et cycliste) et que les contraintes technologiques rendaient plus difficile la fabrication d'un écran plus petit.
- la superficie demandée pour les écrans numériques a été réduite de 9,03 m² par écran et la hauteur totale de l'enseigne sur socle a été réduite.
- Groupe TVA propose d'installer une cinquantaine de bornes de rechargement pour voiture électrique sur l'ensemble des aires de stationnement de la propriété visée par la présente demande. Le ratio devrait atteindre 1,7 borne de recharge pour 10 cases de stationnement sur l'ensemble de la propriété.

**Considérant que :**

- le projet répond aux critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme;
- la substitution de l'enseigne identifiant le nom d'un occupant de l'immeuble à plus de 16 m du sol par une enseigne similaire aura un impact négligeable sur le paysage urbain du quartier;
- la nouvelle enseigne au sol propose un gabarit plus moderne et une plus petite surface d'affichage que l'enseigne actuelle;
- l'enseigne électronique proposée occasionne peu de nuisance sur le voisinage puisqu'elle respectera les normes de luminance;
- les normes de modification du contenu publicitaire de l'enseigne électronique respectent les exigences du ministère des Transports du Québec (MTQ) en la matière;
- le Groupe TVA inc. s'engage à réaménager l'aire de stationnement de surface située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau afin d'assurer une meilleure infiltration de l'eau de pluie *in situ* et un verdissement de cette aire de stationnement;
- le Groupe TVA inc. propose un verdissement au pourtour immédiat de l'enseigne électronique;
- la proposition respecte les conditions émises par le CCU à sa séance du 11 août 2022.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable, avec conditions, à l'égard de cette demande.
Le projet a obtenu un avis favorable du CCU à la séance tenue le 11 août 2022.

Puisque l'autorisation vise les enseignes, celle-ci n'est pas susceptible d'approbation par les personnes habiles à voter.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce projet suit l'orientation *Accélérer la transition écologique* .

Cette orientation intervient sur les échelles *Des quartiers vivants* et *Une métropole vibrante et rayonnante* .

Ce projet contribue à la priorité suivante du Plan stratégique Montréal 2030 :

2. *Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement : 13 septembre 2022 – Adoption de la 1re résolution

- Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement pour l'assemblée de consultation publique
- Assemblée de consultation publique : 21 septembre 2022
- Conseil d'arrondissement 11 octobre 2022 – Adoption de la résolution
- Émission du certificat d'autorisation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

**Tél :** 438.820.3317
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Louis ROUTHIER
architecte - planification

**Tél :** 514-868-4186
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-09-02

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1228398003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant le remplacement de l'enseigne affichant le nom de l'occupant de l'immeuble à une hauteur de plus de 16 m ainsi que le remplacement du panneau publicitaire localisé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau pour le bâtiment situé au 1600, boulevard De Maisonneuve Est (Groupe TVA Inc), et ce, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |



1228398003 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf



TVA certificat de localisation -stationnement.pdf



4a- Plans, perpectives, photos - Enseigne logo sur le toit.pdf



4b - Plans, perspectives, photos - enseigne commerciale.pdf



5- Light Emittance - Papineau De Maisonneuve - October 2021.pdf



mur végétalisé - 2 février 2022.pdf



21047_analyse_pitch_TVA_2022_07_11.pdf



Sommaire exécutif - TVA panneau.pdf



TVA - aménagement paysager stationnement.pdf

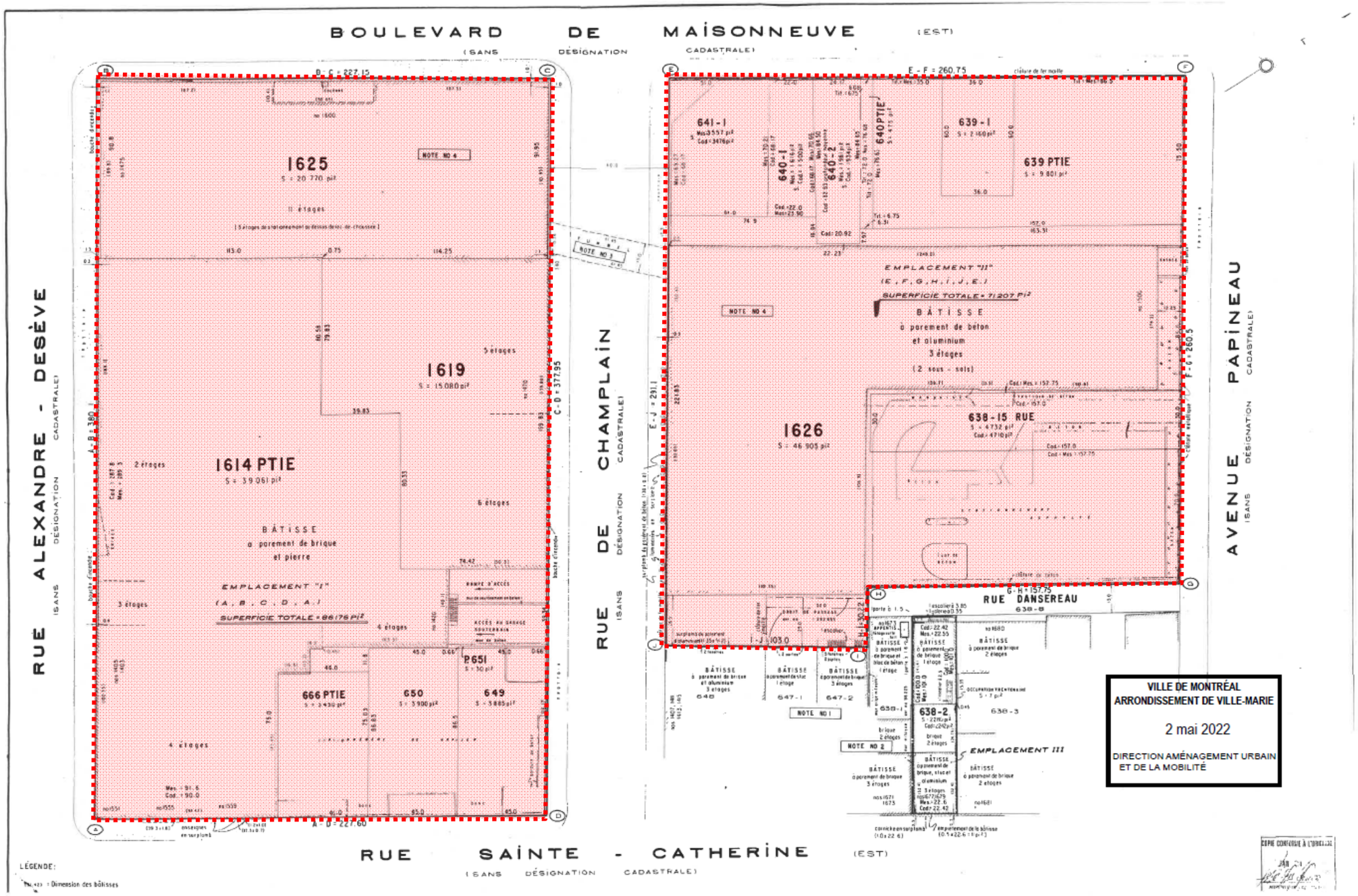


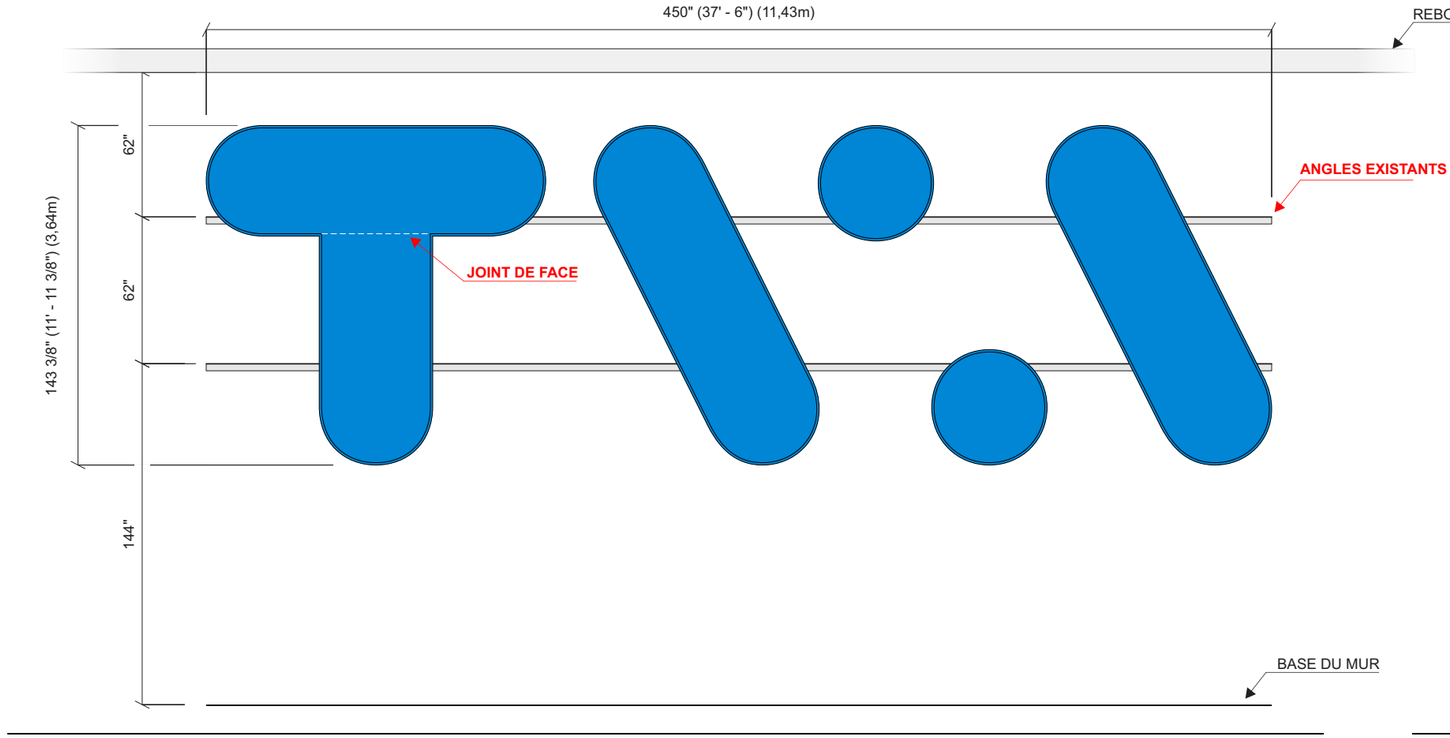
PV CCU - août 2022- signé.pdf

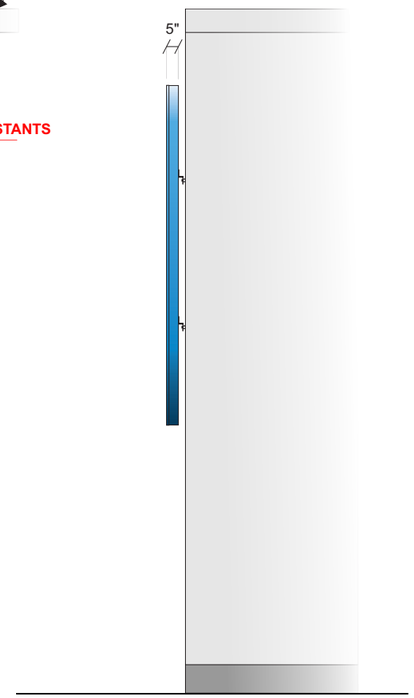
**RESPONSABLE DU DOSSIER**

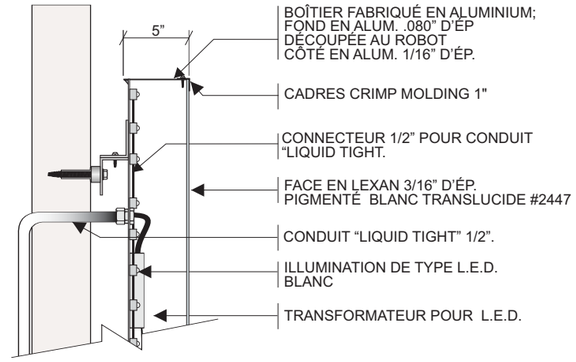
Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

**Tél :** 438.820.3317
**Télécop. :**


BOULEVARD DE MAISONNEUVE (EST)
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
RUE ALEXANDRE - DESÈVE
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
RUE DE CHAMPLAIN
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
AVENUE PAPINEAU
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
RUE SAINTE - CATHERINE (EST)
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
RUE DANSEREAU
638-5
1625
S = 20 720 pi²
11 étages
NOTE NO 4
1619
S = 15 080 pi²
5 étages
1614 PTIE
S = 39 061 pi²
2 étages
6 étages
4 étages
3 étages
BÂTISSE
à parement de brique
et pierre
EMPLACEMENT "I"
(A, B, C, D, A)
SUPERFICIE TOTALE = 86 176 pi²
RAMPE D'ACCÈS
ACCÈS AU GARAGE SOUTERRAIN
P 651
S = 30 pi²
666 PTIE
S = 3 430 pi²
650
S = 3 900 pi²
649
S = 3 885 pi²
NOTE NO 3
641-1
640-1
640-2
640 PTIE
639-1
S = 2 160 pi²
639 PTIE
S = 9 801 pi²
EMPLACEMENT "II"
(E, F, G, H, I, J, E)
SUPERFICIE TOTALE = 71 207 Pi²
BÂTISSE
à parement de béton
et aluminium
3 étages
(2 sous - sols)
1626
S = 46 905 pi²
638-15 RUE
S = 4 732 pi²
NOTE NO 1
NOTE NO 2
638-2
638-3
EMPLACEMENT III
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
2 mai 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
LÉGENDE:
: Dimension des bâtisses




COUPE TECHNIQUE TYPIQUE
ÉCHELLE: N.T.S.

**00** ***ÉLÉVATION GRAPHIQUE***
ÉCHELLE: 3/16" = 1' - 0"

**00** ***VUE DE PROFIL***
ÉCHELLE: 3/16" = 1' - 0"

***DESCRIPTION (JOB # 00000)*** QTÉ: 1 FOIS S/F

LOGO CHANNEL LUMINEUX FOND EN ALUMINIUM 0.80" CÔTÉS EN ALUMINIUM 1/16" PEINTS BLEU PMS 2194C

CADRE CRIMP MOLDING 1" PEINT BLEU PMS 2194C

FACE EN LEXAN BLANC TRANSLUCIDE 3/16" RECOUVERT DE VINYLE TRANSLUCIDE BLEU "PROCESS BLUE" #3630-337 (APPAREILLANT LE PMS 2194C)

ILLUMINATION AUX LED BLANC ALLANSON GEN II
AVEC TRANSFORMATEUR POUR LED #LPV-20-12

INSTALLATION SUR RAILS **EXISTANTS**



**00** ***LOCALISATION TOITURE***
ÉCHELLE: N.T.S.

**120 V**

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

| Rev | Description | Date | Designer |
|---|---|---|---|
| 1 | X | X | X |
| 2 | | | |
| 3 | | | |
| 4 | | | |

| | Approbation | Date |
|---|---|---|
| Client | | |
| Vendeur | | |
| Directeur design | | |

***CLIENT:*** TVA
***VENDEUR:*** PASCAL AUGER
***DATE:*** 13.04.2021
***EMPLACEMENT:*** MONTRÉAL
***DESIGNER:*** DOMENIC VELLONE
***# PROJET:*** SA 050421
***DOSSIER:*** \TVA\Montréal\SA 250321 Logo channel\Logo channel P2
***# COMMANDE:*** X

ENSEIGNES BARBO INC EST SEULE TITULAIRE DE TOUS LES DROITS D'AUTEUR DE CES DESSINS SELON LA LOI L.R. 1985, CH C/42 ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DE ENSEIGNES BARBO INC.
ENSEIGNES BARBO INC N'EST PAS RESPONSABLE DE L'ORTHOGRAPHE ET DE LA TRADUCTION

Barbo
ENSEIGNES
SIGNS
Tél.: 450-473-0783
Fax: 450-473-9066
395 boul Industriel, St-Eustache
Québec J7R 5R2




*VUE DE LA RUE CHAMPLAIN (SUD DE STE-CATHERINE)*




*VUE DU PONT JACQUES-CARTIER*




**03** ***LOCALISATION TOITURE***
ÉCHELLE: N.T.S.




*VUE DE PAPINEAU (SUD DE CHARLEMAGNE)*

**03** ***LOCALISATION (JOB # A34400)***
ÉCHELLE: N.T.S.

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

| Rev | Description | Date | Designer |
|---|---|---|---|
| 1 | X | X | X |
| 2 | | | |
| 3 | | | |
| 4 | | | |

| | Approbation | Date |
|---|---|---|
| Client | | |
| Vendeur | | |
| Directeur design | | |

***CLIENT:*** TVA
***VENDEUR:*** PASCAL AUGER
***DATE:*** 01.10.2021
***EMPLACEMENT:*** MONTRÉAL
***DESIGNER:*** DOMENIC VELLONE
***# PROJET:*** SA 050421
***DOSSIER:*** \TVA\Montréal\JA 28736 Logo channel\Logo channel P2 LOCALISATION
***# COMMANDE:*** JA 28736

ENSEIGNES BARBO INC EST SEULE TITULAIRE DE TOUS LES DROITS D'AUTEUR DE CES DESSINS SELON LA LOI L.R. 1985, CH C/42 ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DE ENSEIGNES BARBO INC.
ENSEIGNES BARBO INC N'EST PAS RESPONSABLE DE L'ORTHOGRAPHE ET DE LA TRADUCTION

Barbo
ENSEIGNES SIGNS
Tél.: 450-473-0783
Fax: 450-473-9066
395 boul Industriel, St-Eustache
Québec J7R 5R3




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

**TVA**

**RÉAMÉNAGEMENT DU STATIONNEMENT ET LE REMPLACEMENT DE L'ENSEIGNE COMMERCIALE À L'INTERSECTION PAPINEAU ET DE MAISONNEUVE**

PROJET 21047 | PROPOSITION D'AFFICHAGE | 2022-04-27

**SIGNATURE DESIGN COMMUNICATION**
6666, rue Saint-Urbain, #440
Montréal (Québec) H2S 3H1

**T.** 514 285-4465
**F.** 514 285-4855
**signaturedesign.ca**




Dans le but de mieux s'intégrer au mobilier urbain, verdir et rajeunir l'intersection au coin Papineau/Maisonneuve, Groupe TVA désire procéder au remplacement du système d'enseigne commerciale, destiné à faire rayonner le savoir-faire du groupe et de ses talents. Cette volonté s'inscrit avec la revitalisation en cours du Village et du quartier des médias.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




**Largeur: 3.2m**
**Hauteur: 2.56m**
**Surface: 8.2m2**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

**PROPOSITION - INTERSECTION PAPINEAU / DE MAISONNEUVE**

La nouvelle structure projetée utilise des écrans DEL permettant le changement des messages diffusés sans intervention :

1. Dans une approche à échelle humaine, le panneau est pensé à l'horizontale, a été abaissé et sa hauteur a été réduite de 8,62 m (actuelle) à 4.96 m (projetée).

2. La luminosité respecte la réglementation en vigueur dans l'arrondissement de Ville-Marie, soit 5 000 candelas en journée et 80 candelas la nuit.

3. La cadence de changement se ferait en respect des règles du ministère des Transports du Québec, soit minimalement tous les 8 secondes, sans effet de transition.




**AVANT / APRÈS**

**Variation hauteur**

Taille actuelle (3 écrans) : 8.62m
Taille proposée (2 écrans) : **4.9m**

**Diminution de 3.66m de hauteur**

**Variation surface commerciale**

Suface actuelle (3 écrans) : 56.9m2
Surface proposée (2 écrans) : **16.4m2**

**Diminution de 71% de la surface illuminée**

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

**Superposition avec la proposition présentée en CCU du 10 février 2021.**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




**AUTRES VUES - AVENUE PAPINEAU**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

**MÉMOIRES TÉLÉVISUELLES, VISIBLE DU BOULEVARD DE MAISONNEUVE**

Dans une approche à échelle humaine, la face arrière est transformée en projet artistique, qui fait hommage aux mémoires télévisuelles, ancrées dans le quartier des médias

**Visuel non-lumineux**

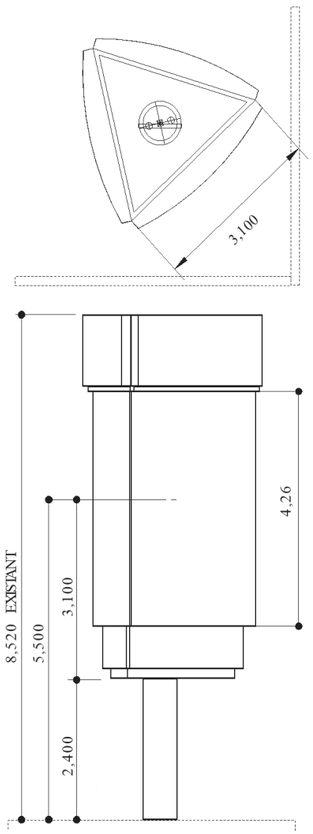
**Possibilité de concours à vocation artistique**

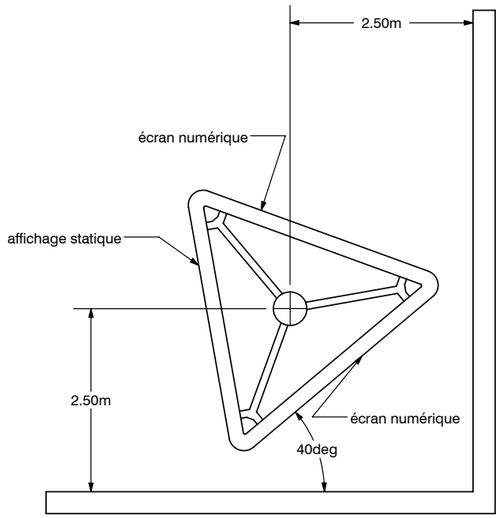
**Images historiques**

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

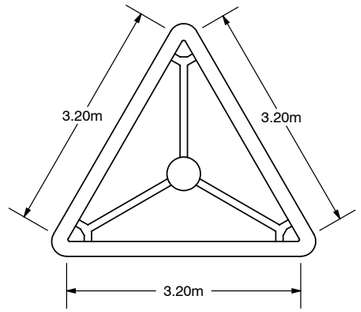
2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ




Plan type
Échelle 1:75

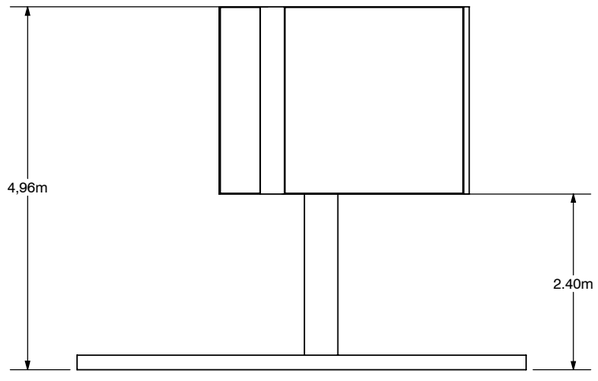



Plan
Échelle 1:75

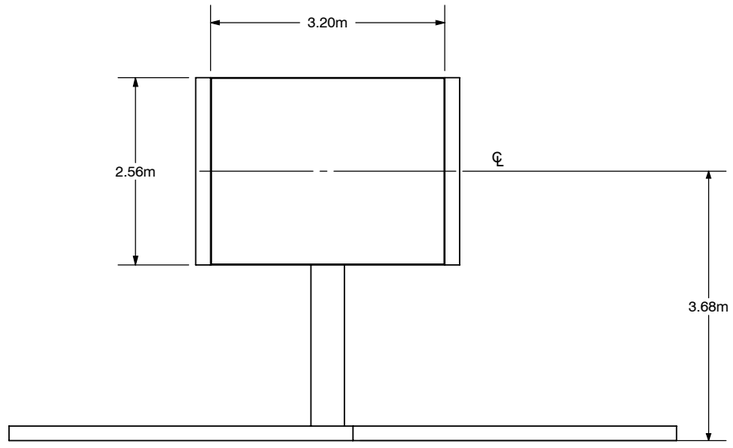
**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

2 mai 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




Élévation Rue Papineau / Ouest
échelle 1:75




Élévation type
échelle 1:75

**SIGNATURE DESIGN COMMUNICATION**
6666, rue Saint-Urbain, #440
Montréal (Québec) H2S 3H1
**T.** 514 285-4465
**F.** 514 285-4855
**signaturedesign.ca**

CLIENT

N° DE DOSSIER **21047**

TITRE DU PROJET

**REMPLACEMENT DE L'ENSEIGNE TVA SISE À L'INTERSECTION PAPINEAU ET DE MAISONNEUVE**

Titre du dessin
**HORIZONTAL 3.2X2.56**

ÉMIS POUR
**TVA**

**CE DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE LA VILLE DE LAVAL ET DE SIGNATURE DESIGN COMMUNICATION.**

IL CONTIENT DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE. IL NE DOIT DONC ÊTRE REPRODUIT NI EN TOTALITÉ NI EN PARTIE, ET L'INFORMATION QUI Y EST CONTENUE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE OU DIVULGUÉE SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DES DEUX PARTIES.

| N° | Révision | Date |
|---|---|---|
| 3 | **Changement Taille** | **2022-04-25** |
| 2 | **Changement Taille** | **2022-03-23** |
| 1 | **Réduction taille** | **2022-02-01** |

Dessiné par **JPD** | Vérifié par **VC**

Date **2022-04-25** | Échelle **1:75**

N° dessin **8** de 8

1-800-667-4554
1387 Cornwall Rd.
Oakville, ON L6J 7T5
mediaresources.com

***Re: Light management of digital display at Papineau and Maisonneuve***

To whom it may concern,

Media Resources Inc. has been engaged by TVA to review and assess the lighting impact of the proposed digital billboard installation at Papineau and Maisonneuve. The billboards will respect the Ville-Marie city district regulations regarding the limits of light emittance (daytime max. 5 000 Candela / m2, nighttime max. 80 Candela/ m2).

**Background on Media Resources Digital Display Ambient-Aware Brightness Controls**

During dusk, dawn, or cloudy days, the operation of the digital display according to ambient light readings is the ideal way to maintain a glare-free, light-trespass free image. Media Resources digital billboards are all equipped with factory-mounted dual photocell sensors that are redundant and capable of reading ambient brightness even if one unit suffers a hardware failure. The ambient brightness to output brightness response curves have been carefully developed into a standard to provide good readability on the display while keeping in line with the brightness of the overall visual context.

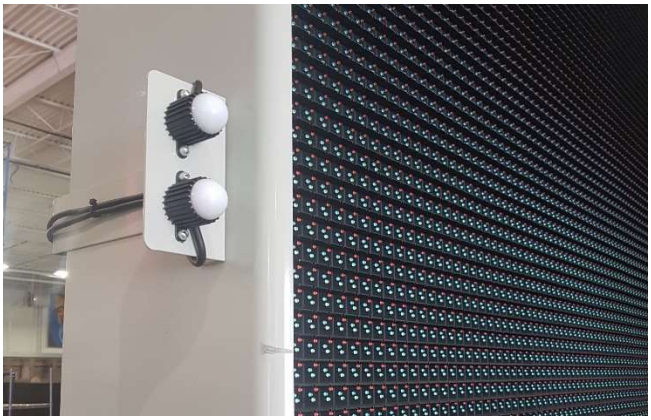


*Figure 1. Media Resources standard - dual ambient brightness measuring photocells for hardware redundancy*

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

1-800-667-4554
1387 Cornwall Rd.
Oakville, ON L6J 7T5
mediaresources.com

During night-time, brightness control becomes critical as the digital billboards must be operated at a small percentage of its maximum brightness in order to avoid glare or light trespass. Media Resources endeavors to have the most comprehensive system of safeties and traceability for night-time brightness management. The proposed digital billboards are well equipped with modern brightness controls. Besides the redundant photocells above, a number of secondary fail-safes are also implemented including a communications watchdog (automatic reduction to night-time brightness in the event of a communication loss), and failback to a location/season aware time-based schedule in the event of catastrophic photocell system failure. With these safety features in place, it becomes extremely unlikely for the digital billboard to operate at high brightness levels at night.

Additionally, the Media Resources Network Operations Centre can monitor brightness and recall brightness history for traceability. See Figure 2 and Figure 3 below on our internal control system for configuring brightness and recalling brightness history.

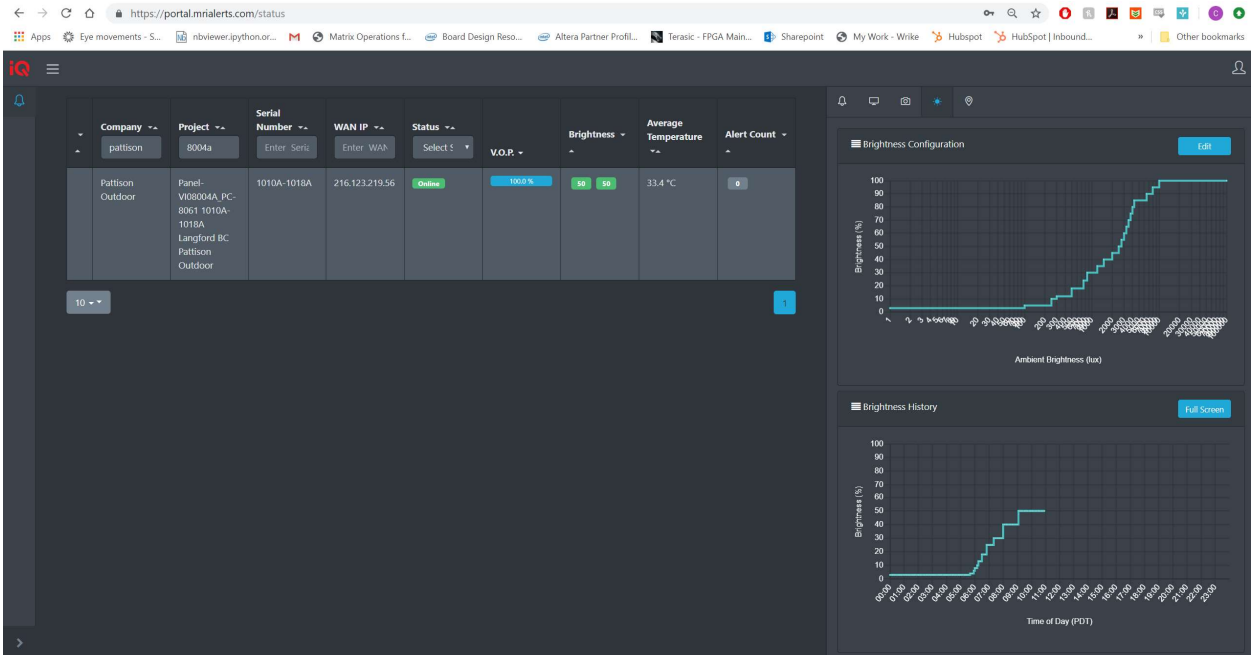



*Figure 2. Media Resources web portal showing brightness configuration and history of the current day*

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

1-800-667-4554
1387 Cornwall Rd.
Oakville, ON L6J 7T5
mediaresources.com

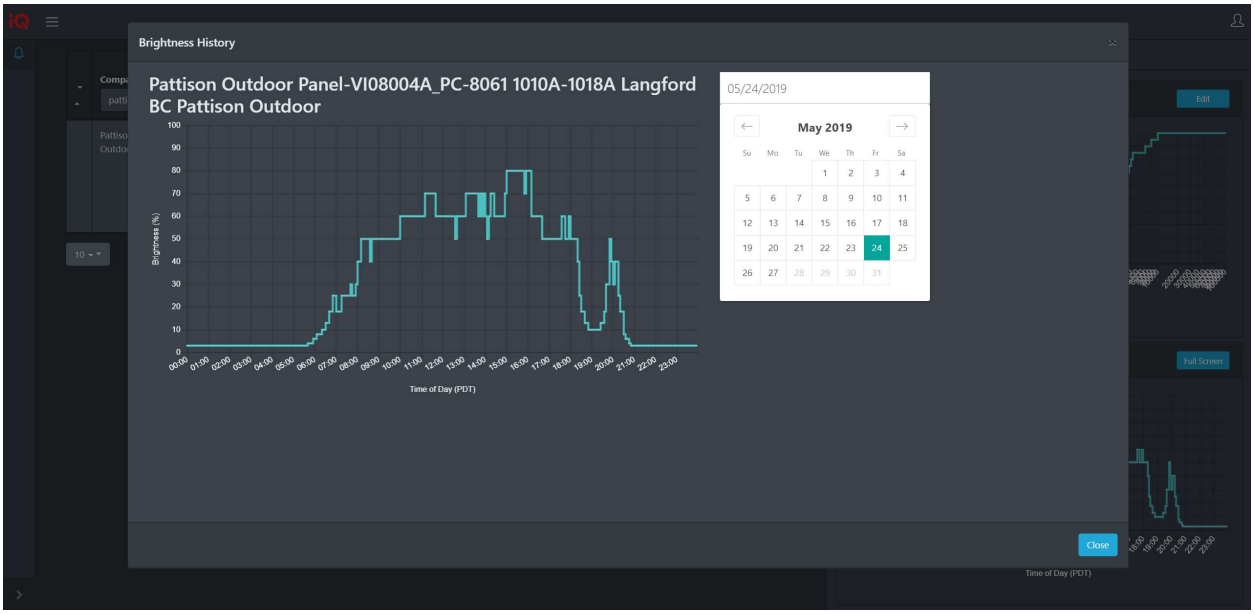



*Figure 3. Media Resources web portal showing brightness history of any selected previous date. Brightness history data is logged indefinitely on Media Resources servers.*

Media Resources commits to the effectiveness of this light restriction technology when deployed at Papineau and Maisonneuve. The digital billboards will be restricted to 80 Candela/m2 during nighttime.

We are always committed to the responsible application of LED digital technology and are happy to engage with regulatory stakeholders at any time. Please feel free to contact us if you have any questions.

Sincerely,

**Cheng Qian**
Chief Product Architect
Media Resources Inc.
(905) 586-1064
cqian@mediaresources.com

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ




**RÉAMÉNAGEMENT DU STATIONNEMENT SELON LES PRINCIPES D'ÉCO-STATIONNEMENT**

**Réduction de l'îlot de chaleur :**

Bâtiment ombragé à plus de 50% durant la journée.

Réflexion des rayons du soleil sur le bâtiment de TVA est diminuée par l'installation d'un mur végétalisé sur toute la longueur du stationnement.

Présence d'un toit vert sur le complexe 1 600 boulevard TVA, avec potager urbain dont la nourriture est remise à la cafétéria.

**Respect de la biodiversité :**

Plantation et aménagement paysager : voir ci-dessous

Les espèces choisies demandent peu d'intervention humaine pour laisser la biodiversité prendre place.

Présence d'une ruche sur le toit

**Mobilité :**

Installation de deux bornes électriques sur le stationnement

Présence de neuf bornes de recharge à la disposition des employés

Enclos à vélos protégé pour les employés dans le complexe TVA

**Respect de la réduction des risques d'inondation :**

Engagement à la réfection du stationnement en 2023, en respectant le nouveau règlement 20-030 sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales

**PLANTATIONS**

**01** LEYMUS ARENARIUS

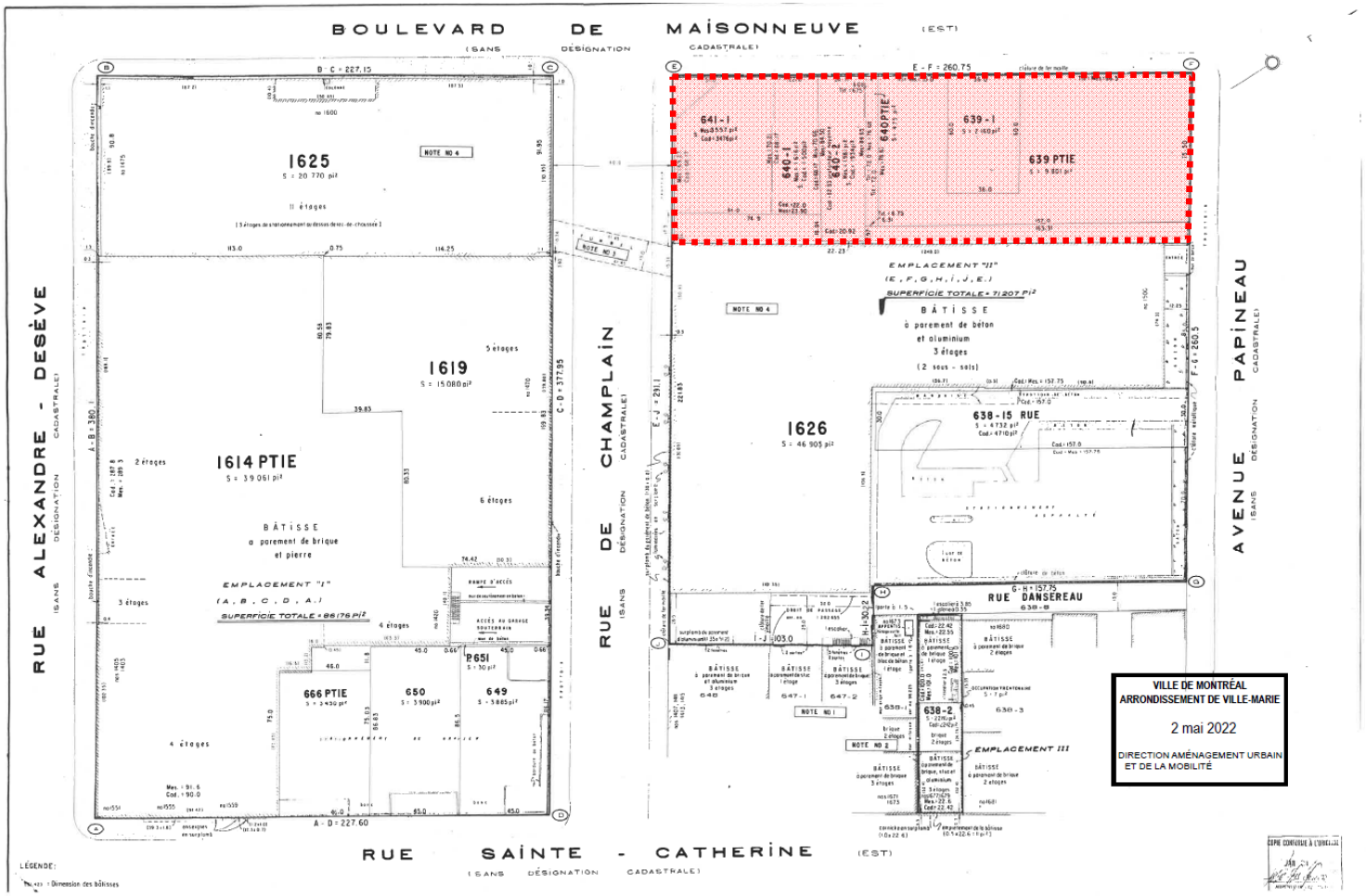
**02** ARBRES TYPE MAACKIA AMURENSE ET TILIA CORDATA "CORZAM"

**03** VIVACES TYPE CALAMAGROSTIS, RUDBECKIA, SALVIA, PEROVSKIA

**04** ARBRISSEAUX TYPE AMELANCHIERS EN TAILLE

**05** CONIFÈRES ÉTALÉS TYPE JUNIPERUS CHINENSIS

**06** GRIMPANTS TYPE PARTHENOCICUSS


BOULEVARD DE MAISONNEUVE (EST)
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
RUE ALEXANDRE - DESÈVE
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
RUE DE CHAMPLAIN
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
AVENUE PAPINEAU
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
RUE SAINTE - CATHERINE (EST)
(SANS DÉSIGNATION CADASTRALE)
1625
S = 20 770 pi²
11 étages
1619
S = 15 080 pi²
5 étages
1614 PTIE
S = 39 061 pi²
BÂTISSE
à parement de brique
et pierre
EMPLACEMENT "I"
(A, B, C, D, A)
SUPERFICIE TOTALE = 86 176 pi²
666 PTIE
650
649
P651
1626
S = 46 905 pi²
638-15 RUE
638-2
EMPLACEMENT "II"
(E, F, G, H, I, J, E)
SUPERFICIE TOTALE = 71 207 pi²
BÂTISSE
à parement de béton
et aluminium
3 étages
(2 sous - sols)
641-1
640-1
640-2
640 PTIE
639-1
639 PTIE
RUE DANSEREAU
EMPLACEMENT III
NOTE NO 1
NOTE NO 2
NOTE NO 3
NOTE NO 4
LÉGENDE:
Dimension des bâtisses
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
2 mai 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

SIGNATURE DESIGN COMMUNICATION
6666, rue Saint-Urbain, #440
Montréal (Québec) H2S 3H1

**T.** 514 285-4465
**F.** 514 285-4855
**signaturedesign.ca**

Pour définir la taille d'un écran extérieur il faut analyser la bonne résolution (pitch) à utiliser, pour ce faire il faut analyser les besoins en terme de visibilité et de lecture selon un contexte. Dans une approche d'inclusivité, selon une liste de critères et de paramètres (contexte), il est possible de faire une recommandation sur le type d'équipements nécessaire basé sur des normes de lisibilité (ADA).

| **Paramètres** | **Objectifs** | **Contenu** |
|---|---|---|
| vitesse A : Papineau 50 km/h | Bonne lisibilité pour piéton et automobile | Image |
| vitesse B : Maisonneuve 30 km/h | Budgétaire | Lettrage |
| vitesse C : Piéton 5 km/h | Intégration | |

| | Pitch (distance entre les diodes) | distance de lecture min selon le pitch | | hauteur de caractère ADA (po) Norme d'accessibilité Américaine | | Temps de lecture selon la vitesse A | Temps de lecture selon la vitesse B |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | (mm) | (m) | (pied) | (pouce) | (mm) | secondes | secondes |
| | 1 | 1.72 | 5' 8" | 1 | 25.4 | 0.95 | 1.5 |
| | 2 | 3.44 | 11' 3" | 1.5 | 38.1 | 1.425 | 2.25 |
| Scenario 3 | 3 | 5.16 | 16' 11" | 2 | 50.8 | 1.9 | 3 |
| | 4 | 6.88 | 22' 7" | 3 | 76.2 | 2.9 | 4.35 |
| Scenario 2 | 5 | 8.6 | 28' 3" | 4 | 101.6 | 3.9 | 5.7 |
| | 6 | 10.3 | 33' 10" | 4.625 | 117.475 | 4.9 | 6.2 |
| | 7 | 12.03 | 39' | 5.375 | 136.525 | 5.9 | 7.4 |
| Scenario 1 | 8 | 13.75 | 45' | 6.245 | 158.623 | 6.9 | 8.2 |

scénario 1

| Format | m2 total | par écran (m2) | largeur (mm) | hauteur (mm) | Ratio | auto | piéton |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 14 | 7 | 2560 | 2880 | 18.15625729 | x | |
| 2 | 16.4 | 8.2 | 2560 | 3200 | 20.17361921 | x | |
| 3 | 20 | 9.9 | 2820 | 3510 | 22.12793857 | x | x |

Analyse :
Le scénario 1 est basé sur **pitch de 8MM** à **une distance de 13.75M**.
- Ce scénario est fonctionnel uniquement pour l'automobile - n'offre pas une bonne visibilité à courte distance (piéton);
- Ne permet pas une bonne résolution de l'image pour de la publicité - ce type de pitch est normalement utilisé pour des grand format uniquement à longue distance.

Ratio : Nombre de ligne de caractere visible de 6.25 pouces de hauteur.
Note : Le format 1 est trop petit pour la lisibilité automobile et piéton selon les paramètres et les besoins.
Conclusion : **Nous ne recommandons pas ce pitch pour ce contexte sauf si le format est de plus de 10 M2 par écran**

scénario 2

| Format | m2 total | par écran (m2) | largeur (mm) | hauteur (mm) | Ratio | auto | piéton |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 14 | 7 | 2560 | 2880 | 28.34645669 | x | |
| 2 | 16.4 | 8.2 | 2560 | 3200 | 31.49606299 | x | x |
| 3 | 20 | 9.9 | 2820 | 3510 | 34.54724409 | x | x |

Analyse :
Le scénario 2 est basé sur **pitch de 5MM** à **une distance de 8.6M**.
- Ce scénario est fonctionnel uniquement pour l'automobile - offre une visibilité limité pour le piéton.
- Permet une résolution de l'image pour de la publicité limitante - ce type de pitch est normalement utilisé pour des distances et vitesses plus grande.

Ratio : Nombre de ligne de caractere visible de 4 pouces de hauteur.
Note : Le format 1 permet de lire un texte à une bonne distance mais devient rapidement pixelisé (moins lisible) à courte distance (piéton).
Conclusion : **Nous recommandons un format égal ou supérieur à 8.2 M2 avec ce pitch (5MM).**

scénario 3

| Format | m2 total | par écran (m2) | largeur (mm) | hauteur (mm) | Ratio | auto | piéton |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 14 | 7 | 2560 | 2880 | 56.69291339 | x | x |
| 2 | 16.4 | 8.2 | 2560 | 3200 | 62.99212598 | x | x |
| 3 | 20 | 9.9 | 2820 | 3510 | 69.09448819 | x | x |

Analyse :
Le scénario 3 est basé sur **pitch de 3MM** à **une distance de 5.15M** - Ce scénario est fonctionnel pour les piétons et les automobiles.
- Permet une résolution de l'image pour de la publicité limitante - ce type de pitch est normalement utilisé pour des distances et vitesses plus grande.

Ratio : Nombre de ligne de caractère visible de 4 pouces de hauteur.
Note : Tous les formats sont fonctionnels, Format 1 non optimal. L'ensemble des solutions dépassent l'enveloppe budgétaire. - Ce type de résolution est optimal pour la publicité.
Conclusion : **À cause des enjeux budgétaires nous ne recommandons pas cette résolution.**

**Conclusion**

**Nous recommandons le format 2 du scénario 2, celui ci repond le mieux aux différents enjeux et besoins du projet** :
- **Pitch 5MM et moins;**
- **Format 8.2 M2 et plus.**

**Spécification**
- Les tuiles DEL doivent avoir un indice minimum d'étanchéité de IP67;
- L'angle de visionnement doit être d'un minimum de 150 / 150;
- Les accessoires pour le contrôle automatique d'intensité d'éclairage en fonction de la luminosité ambiante sont requis, pour un minimum de 64 niveaux d'ajustements;
- Le PMV doit être certifié URCS, UL et ROHS;
- Les appareils doivent être certifiés CAN-ICES-3 pour les radiofréquences nuisibles;
- Le DEL doit être de type SMD, provenant de lots calibrés;
- Le PMV doit avoir une durée de vie minimum de 60 000 heures d'usage vérifiable.

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

22 juillet 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

# SOMMAIRE EXÉCUTIF | PANNEAU NUMÉRIQUE TVA

Présente depuis 23 ans, l'enseigne commerciale TVA à l'intersection Papineau/Maisonneuve se doit de mieux s'intégrer au mobilier urbain. Groupe TVA souhaite ainsi procéder à son remplacement par une enseigne numérique de grande qualité, destinée à tous les publics, dans un environnement entièrement repensé et verdi, en mettant la culture d'ici à l'honneur. L'objectif affiché : faire rayonner la marque TVA et le quartier des médias, et participer à la revitalisation et au verdissement du Village.

Ce projet reflète le désir d'une meilleure intégration de l'enseigne dans son environnement et dans la communauté par les 3 actions suivantes :

### 1- Révision de la taille de l'enseigne, pour parler à tous les publics

Pour assurer une bonne intégration visuelle, le projet diminue l'impact de l'enseigne comme mobilier urbain, tout en assurant le rayonnement de la marque TVA :

- L'enseigne commerciale est **placée à l'horizontale**;
- Sa **hauteur est abaissée de 8,5 mètres (actuelle) à 4,9 mètres** (projeté), soit une **diminution de hauteur de 3,6 mètres**;
- **Le projet amène une réduction de la surface totale d'affichage de 71 %**.
- Le projet respecte 5 000 candelas en journée et **80 candelas la nuit** (réglementation Ville-Marie) et une **cadence de changement** minimalement toutes les **8 secondes, sans effet de transition** (règles MTQ)

Pour rappel, voici l'historique des propositions présentées :

| **Dépôt PPCMOI**<br>**8 septembre 2021**<br>*Début du travail conjoint avec l'arrondissement* | | **Panneau actuel** | **1re présentation CCU 10 février 2022** | **2e présentation CCU 12 mai 2022** |
|---|---|---|---|---|
| | **Surface affichage totale (par face)** | **57 m2** | 20 m2 (9,9 m2) | **16,4 m2 (8,2 m2)** |
| | **Hauteur au sol** | **8,5 m** | 5,9 m | **4,9 m** |

Les propositions présentées prennent en compte plusieurs facteurs :

- Taille du panneau - Intégration dans l'espace
- Public visé - Bonne lisibilité pour les piétons et les cyclistes
- Bonne résolution (pitch – « pixels ») – Coût technologique

Plusieurs scénarios ont été produits par l'agence Signature Design Communication (SDC) pour modéliser les meilleures caractéristiques techniques de la future enseigne commerciale. L'ensemble de cette analyse est disponible en annexe.

Elle démontre que, basée sur pitch de 3MM, pour une lecture optimale de tous les publics (Normes d'accessibilité Américaine ADA), la taille optimale du panneau est située entre 16,4 m2 (8,2 m2) et 20 m2 (9,9 m2). Scénarios en vert :

- **1re présentation en CCU – 10 février 2022 :** la taille présentée se basait sur pitch de 5MM et rendait non-optimale une enseigne commerciale en dessous de 20 m2 (9,9 m2).
- **2e présentation en CCU – 12 mai 2022 :** Groupe TVA a réanalysé les possibilités technologiques et leurs coûts et, en fonction des recommandations de SDC, a présenté une enseigne commerciale de 16,4 m2, avec pitch de 3 MM.

**À ce titre, le Groupe TVA conserve sa proposition de panneaux numériques de 8,2 m2 par face, soit 16,4 m2 de surface commerciale.**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 juillet 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

### 2- Intégration d'une composante artistique, pour souligner l'identité du quartier

La **face dirigée vers l'ouest sera retirée** et **remplacée par une œuvre d'art**, soulignant l'apport du quartier des médias pour Montréal.

Groupe TVA souhaite conserver la liberté artistique de choisir l'œuvre affichée, tant que celle-ci n'est pas du contenu publicitaire et une œuvre de format numérique. **À ce titre, nous demandons la possibilité d'exposer des œuvres photographiques, comme l'exemple soumis dans la présentation**.

### 3- Verdissement du pied de l'enseigne et du stationnement

Aménagement végétal sous la structure de l'enseigne pour réduire l'apparence du poteau supportant l'enseigne ainsi que le stationnement situé derrière. **Ce projet est accompagné d'un verdissement du stationnement** (projet annexe) **qui renforce significativement l'embellissement de la zone**.

- Cet aménagement est en cohérence avec nos engagements publics :
  - 15 janvier 2020 : Annonce d'une flotte 100 % électrique pour TVA, Québecor et ses filiales. Le site de TVA comporte **296 places de stationnement, 50aine de bornes au total sont projetées être installées sur ce site.** | Lien
  - 27 avril 2022 : **Adhésion de Québecor au Comité des leaders de la forêt urbaine de la Soverdi**, partenaire de longue date de notre entreprise. | Lien

Nous croyons que ces changements permettront d'améliorer grandement la signature visuelle de cette importante intersection qui est sur le parcours de gens qui entrent et sortent de la ville par le pont Jacques-Cartier pour venir y travailler ou la visiter. Cette enseigne pourra aussi être représentative, voir même ambassadrice du Quartier des médias.




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 juillet 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 août 2022**
**3003091176**
**4.2.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| | |
| **Endroit :** | 1600, boulevard De Maisonneuve Ouest |
| | |
| **Responsable :** | Samuel Ferland |
| | |
| **Description :** | La demande concerne deux îlots formant une seule propriété. Le premier îlot, à l'ouest, accueille le bâtiment principal du groupe médiatique. Il abrite des bureaux, des studios, une cafétéria et des équipements nécessaires à la télédiffusion du Groupe TVA inc. Construit en 1975, il comporte 11 étages, dont 3 aménagés en aire de stationnement intérieure. Groupe TVA inc. occupe l'entièreté de cet îlot.<br><br>Le deuxième îlot, à l'est de la propriété, n'est pas occupé entièrement par le Groupe TVA inc. En effet, le front bâti sur la rue Sainte-Catherine Est comporte plusieurs bâtiments d'usages variés n'ayant rien à voir avec la présente demande. Groupe TVA inc. possède, dans environ le trois-quarts nord de cet îlot, des studios de télévision et 2 aires de stationnement en surface.<br><br>La demande vise le remplacement de deux enseignes existantes.<br><br>La première substitution, inchangée depuis la présentation le 12 mai 2022, cherche à permettre au Groupe TVA inc. d'afficher le nom de l'occupant du bâtiment sis au 1600, boulevard De Maisonneuve Est avec la nouvelle image de marque de l'entreprise. Cette nouvelle enseigne reprend les principales caractéristiques de l'ancienne, soient :<br><br>▪ localisée sur la face sud de l'édicule technique du bâtiment (même emplacement);<br>▪ située à 44, 5 m du sol;<br>▪ superficie de 42 m².<br><br>Cette enseigne déroge à la superficie autorisée pour une enseigne affichant le nom d'un occupant d'un immeuble à une hauteur de plus de 16 mètres.<br><br>Le deuxième remplacement touche l'enseigne sur socle localisée à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau. Groupe TVA inc. propose ainsi d'installer, au même endroit, une enseigne électronique, toujours sur socle. Les principales caractéristiques de cette dernière sont : |

| | |
|---|---|
| | ▪ une fréquence de changement du contenu aux 8 secondes sans effet de transition;<br>▪ une hauteur (à partir du trottoir) de 4,9 m;<br>▪ une luminosité de 5 000 candelas en journée et de 80 candelas la nuit;<br>▪ deux écrans électroniques, un orienté vers l'est et un autre vers le sud pour une superficie totale de 16,4 m² (8,2 m² chacun);<br>▪ l'arrière de la face orienté vers l'est sera muni d'une œuvre d'art.<br><br>La proposition initiale comportait une superficie d'affichage électronique d'un peu plus de 34 m² et un mur végétal était pressenti à la place de l'œuvre d'art.<br><br>Le demandeur souhaite réitérer sa demande du mois de mai 2022 et garder une superficie de 16,4 m² (8,2 m² chacun).<br><br>En effet, selon un rapport fourni le 22 juillet 2022, *Signature design communication (sdc)* propose l'analyse de 3 scénarios fournis dans la documentation.<br><br>Selon sdc, pour définir la taille d'un écran extérieur, il faut définir la bonne résolution (pitch) à utiliser et pour ce faire, il faut analyser les besoins en termes de visibilité et de lecture selon un contexte. Dans une approche d'inclusivité, selon une liste de critères et de paramètres (contexte), il est possible de faire une recommandation sur le type d'équipements nécessaire basé sur des normes de lisibilité (ADA).<br><br>Ainsi, sdc recommande le scénario 2 étant donné que le scénario 3 est plus coûteux et que le format du scénario 1 devrait être plus grand.<br><br>Enfin, dans le cadre de la présente demande, le Groupe TVA inc., s'engage à réaménager, au cours de l'année 2023, l'aire de stationnement située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau.<br><br>Ce réaménagement respectera le *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égouts publics et sur la gestion des eaux pluviales* (20-030). De plus, le groupe médiatique propose de réduire l'îlot de chaleur créé par ce stationnement en y plantant de nombreux arbres ainsi que par l'installation d'un mur végétalisé sur le mur aveugle du bâtiment adjacent à cette aire de stationnement. Ces travaux ne peuvent être effectués en même temps que l'installation des enseignes puisque la STM travaille toujours sur la portion ouest de cette aire de stationnement. |
| | |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| | |
| **Remarque importante :** | Le projet a déjà été présenté au CCU du 10 février ainsi qu'à celui du 12 mai 2022, et avait reçu un avis favorable avec conditions. |
| | |
| **Considérant que :** | Le projet répond aux critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme. |
| | |

| | |
|---|---|
| **Considérant que :** | La substitution de l'enseigne identifiant le nom d'un occupant de l'immeuble à plus de 16 m du sol par une enseigne similaire aura un impact négligeable sur le paysage urbain du quartier. |
| | |
| **Considérant que :** | La nouvelle enseigne au sol propose un gabarit plus moderne et une plus petite surface d'affichage que l'enseigne actuelle. |
| | |
| **Considérant que :** | L'enseigne électronique s'inscrit dans un contexte d'entrée de ville fortement influencée par l'automobile et qu'elle vise principalement les automobilistes. |
| | |
| **Considérant que :** | L'enseigne électronique proposée occasionne peu de nuisance sur le voisinage puisqu'elle respectera les spécificités de luminance prescrites par le *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| | |
| **Considérant que :** | Les normes de modification du contenu publicitaire de l'enseigne électronique respectent les exigences du ministère des Transports du Québec (MTQ) en la matière. |
| | |
| **Considérant que :** | Le Groupe TVA inc. s'engage à réaménager l'aire de stationnement de surface située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau afin d'assurer une meilleure infiltration de l'eau de pluie *in situ* et un verdissement de cette aire de stationnement. |
| | |
| **Considérant que :** | Le Groupe TVA inc. propose un verdissement au pourtour immédiat de l'enseigne électronique. |
| | |
| **Considérant que :** | La nouvelle proposition respecte les conditions émises par le CCU à sa séance du 2 février 2022, à l'exception de la superficie combinée des écrans, mais que ceux-ci sont réduits de 3,4 m² (pour les 2 écrans). |
| | |
| **Considérant que :** | La nouvelle configuration des écrans s'adresse davantage aux cyclistes et aux piéton.nes. |
| | |
| **Considérant que :** | Le rapport fourni le 22 juillet 2022, recommandant le format proposé en mai dernier. |
| | |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **La superficie des écrans de l'enseigne électronique sur socle pourra atteindre un maximum de 16,2 m², soit 8,2 m² maximum par écran, avec une fréquence de changement du contenu aux 8 secondes sans effet de transition.**
- **Un rapport technique démontrant que le taux de luminance proposé par le fabricant et respectant le Règlement d'urbanisme devra être déposé à l'arrondissement dans les 3 mois suivant l'installation de l'enseigne. En cas de non-respect du taux de luminance stipulé dans le document de Media Resources inc. joint à la résolution, des mesures de mitigation devront être prises pour en assurer le respect.**
- **Une attestation du ministère des Transports du Québec (MTQ) démontrant que l'enseigne électronique est conforme à leurs normes en la matière devra être déposée à l'arrondissement.**
- **La demande de certificat d'autorisation d'enseigne devra être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire au montant de l'estimation de l'ensemble des travaux, incluant le réaménagement de l'aire de stationnement de surface située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau et de l'installation de l'enseigne identifiant le nom de l'immeuble à plus de 16 m et de l'enseigne sur socle électronique, soit 344 000 $. Les dispositions suivantes devront être respectées afin de libérer le montant de la garantie bancaire :**
  - **la demande de certificat d'autorisation d'aire de stationnement devrait être déposée au plus tard le 31 décembre 2023;**
  - **les dispositions prévues au le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égouts publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030) devront être satisfaites;**
  - **un minimum de 1 unité de stationnement sur 10 doit être équipé pour la recharge de véhicule électrique. Cette norme s'applique pour l'ensemble des aires de stationnement de la propriété visée par la présente demande tel que présenté à l'annexe « TVA certificat de localisation - stationnement » joint à la résolution et estampillé par l'arrondissement le 2 mai 2022;**
  - **au moins 15 % de la superficie totale des voies d'accès et de l'aire de stationnement incluant les voies de circulation doit être paysagé conformément aux exigences suivantes :**
    - **la superficie de terrain paysager doit être aménagée à un seul ou à plusieurs endroits, chacun de ceux-ci devant avoir une superficie minimale de 5 m² et une largeur minimale de 3 m;**
    - **chaque superficie de terrain paysager de plus de 10 m² doit comporter au moins un arbre;**
    - **un minimum d'un arbre est exigé par 150 m² de superficie totale des voies d'accès et de l'aire de stationnement;**
    - **la totalité de la superficie de terrain paysager doit être recouverte d'éléments végétaux tels que plantes couvre-sol, arbustes et arbres;**
    - **un puisard doit être implanté dans la superficie de terrain paysager;**
    - **la superficie de terrain paysager doit être entourée d'une bordure de matière minérale fixée dans le sol, d'une hauteur minimale de 0,15 m et d'une largeur minimale de 0,15 m. Cette bordure doit être arasée minimalement à tous les 10 mètres.**
- **La plantation d'arbres exigée doit respecter les conditions suivantes:**
  - **hauteur minimale de l'arbre à planter : 2 m;**
  - **DHP minimal de l'arbre à planter : 5 cm;**
  - **distance minimale entre chaque arbre : 5 m;**
  - **chaque arbre planté doit disposer d'une fosse de plantation respectant :**
    - **une profondeur maximale : 1 m;**

- **un volume de terre minimale : 15 m³**
- **lorsque plus de trois arbres doivent être plantés, ceux-ci doivent provenir de trois essences d'arbres différentes;**
- **chaque arbre planté doit être un arbre à grand déploiement.**

- **Le mur aveugle donnant sur l'aire de stationnement devra être végétalisé, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 2 février 2022.**
- **L'ancrage de l'enseigne identifiant le nom d'un occupant de l'immeuble ne devra laisser paraître aucun câblage, filage ou structure de support;**
- **L'œuvre d'art proposée sur la face donnant vers l'ouest de l'enseigne sur socle devra présenter un contenu graphique abstrait et statique. Aucune œuvre numérique, photographique ou contenu publicitaire ne pourra y être apposé ou projeté.**
- **La demande de certificat d'enseigne de ce projet devra être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282. En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :**
  - **accorder un traitement paysager de grande qualité au pourtour de l'enseigne sur socle;**
  - **favoriser un aménagement sécuritaire minimisant l'accès au-dessous de l'enseigne électronique;**
  - **assurer que l'œuvre d'art proposé sur la face donnant vers l'ouest de l'enseigne sur socle s'intègre harmonieusement à l'environnement urbain.**

| | |
|---|---|
| Robert Beaudry<br>Président | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228398003
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme
*Projet : Adopter une résolution autorisant le remplacement de l'enseigne affichant le nom de l'occupant de l'immeuble à une hauteur de plus de 16 m ainsi que le changement du panneau publicitaire localisé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est et de l'avenue Papineau pour le bâtiment situé au 1600, boulevard De Maisonneuve Est conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour le Groupe TVA Inc.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Permet de déminéraliser une aire de stationnement de surface tout en augmentant le nombre de borne de recharge électrique sur le site | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **x** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.16

2022/09/13
18:30

**Dossier # : 1227303006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires |

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2022-09-06 15:28

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227303006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires |

## CONTENU

### CONTEXTE

Il est proposé de modifier le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin d'autoriser l'usage débit de boissons alcooliques comme usage accessoire à un usage culturel et de permettre qu'un certificat d'autorisation demeure en vigueur malgré l'autorisation d'un usage temporaire.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240195 — 10 mai 2022 — Règlement modifiant notamment le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), le Règlement sur les clôtures (CA-24-225) afin de permettre des occupations événementielles

### DESCRIPTION

**Usage accessoire « débit de boissons alcooliques »**
La proposition vise à ajouter, au Règlement d'urbanisme, un article permettant l'usage accessoire débit de boissons alcooliques pour les usages culturels suivants :

- atelier d'artiste et d'artisan ;
- galerie d'art ;
- librairie ;
- salle d'exposition.

Les établissements visés par ces autorisations devront avoir une superficie plancher maximale de 200 m². Il est également proposé de soustraire ces usages accessoires du contingentement qui s'applique aux débits de boissons alcooliques.

**Certificat de courte durée**
Enfin, le Règlement sur les certificats est modifié afin d'exclure les établissements faisant l'objet d'un certificat de courte durée des dispositions de péremption dans les situations suivantes :

- l'exploitation de l'usage principal a cessé ;
- l'exploitant n'est plus celui indiqué au certificat d'occupation ;
- l'usage exploité est changé.

**Approbation référendaire**
Les articles 1 à 3 de ce projet de règlement sont susceptibles d'approbation référendaire. Aucune disposition de ce projet de règlement ne doit faire l'objet d'un certificat de conformité au Schéma d'aménagement et de développement en vertu du Règlement 15-073.

## JUSTIFICATION

**Usage accessoire « débit de boissons alcooliques »**
La vente d'alcool, notamment lors d'événements culturels tels que des lancements de livres ou les vernissages, est souvent un moyen de financement pour les établissements de nature culturelle. Ces événements nécessitent des permis délivrés par la Régie des alcools des courses et des jeux (RACJ). Toutefois, les permis de « réunions » de la RACJ n'existent plus, par conséquent, seuls des permis à caractère permanent sont délivrés. Pour ceux-ci, la conformité au zonage est un prérequis.

Pour cette raison, il est proposé d'autoriser l'usage débit de boissons alcooliques accessoire aux établissement de nature culturelle. Rappelons que, pour autoriser un usage accessoire, deux conditions s'appliquent :

- il doit être nécessaire ou utile au fonctionnement de l'usage principal ;
- et il ne doit faire l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment.

De plus, la limite de superficie de 200 m² permet d'assurer que seuls les établissements de petite taille, donc générant moins de nuisances, pourront accueillir cet usage accessoire. Enfin, parmi ces usages, aucun n'est permis de plein droit dans un secteur de la famille résidentielle.

**Certificat de courte durée**
Pour donner suite à l'introduction des dispositions permettant les usages temporaires, il est nécessaire d'ajuster le Règlement sur les certificats afin de favoriser les occupations transitoires. Pour cette raison, les dispositions de péremption de ce règlement sont assouplies.

**Considérations**

- Un usage accessoire doit être nécessaire ou utile au fonctionnement de l'usage principal et ne doit faire l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment.
- Un usage accessoire débit de boissons alcooliques est limité à une superficie de 200 m².
- La vente d'alcool permet de financer des activités culturelles.
- Pour qu'il soit transitoire, un usage temporaire doit permettre le maintien des activités existantes.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette modification réglementaire

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Publication d'avis annonçant une assemblée publique sur le projet et la procédure d'approbation référendaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Adoption par le conseil d'arrondissement du 13 septembre 2022 d'un premier projet de règlement.

- Assemblée publique de consultation du 21 septembre 2022.
- Adoption par le conseil d'arrondissement du 11 octobre 2022 d'un deuxième projet de règlement.
- Publication de l'avis annonçant la période d'approbation référendaire le 26 octobre 2022.
- Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement du 8 novembre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-8524
**Télécop. :** 514 123-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-09-02

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

**Tél :** 438-351-3263
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
**Tél :** 514 868-4546
**Approuvé le :** 2022-09-02



Règl. modifiant 01-282 - CA-24-224.docx

Ville-Marie
Montréal

| | |
|---|---|
| **CA-24-282.1XX** | **Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires** |

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 169 de l'annexe C de cette Charte;

Vu les articles 113, 119, de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01282) est modifié par l'insertion, après l'article 139.1., de l'article suivant :

« 139.2. Les usages principaux suivants peuvent comprendre un débit de boissons alcooliques comme usage accessoire :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- galerie d'art;
- librairie;
- salle d'exposition.

La superficie plancher maximale d'un établissement qui comporte un usage accessoire débit de boissons alcooliques autorisé en vertu du premier alinéa est de 200 m². »

**2.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 272, de l'article suivant :

« 272.1 Les articles 268 à 270 ne s'appliquent pas à un usage accessoire autorisé en vertu de l'article 139.2. ».

**3.** L'article 273 de ce règlement est modifié, au paragraphe 1°, par le remplacement des mots « 257 et 258 » par les mots « 257, 258 et 305 ».

**4.** L'article 20 du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant:

« Malgré les paragraphes 2° à 4° du premier alinéa, la délivrance d'un certificat d'occupation de courte durée ne périme pas le certificat d'occupation en vigueur. ».

_____

GDD : 1227303006

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1227303006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires |



Procès verbal - Comitéconsultatif d'urbanisme - 2022-07-12.pdf



1227303006 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-8524
**Télécop. :** 514 123-4567

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**12 JUILLET 2022**
**s. o.**
**4.3.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE** |
| **Endroit :** | Arrondissement de Ville-Marie |
| **Responsable :** | Olivier Légaré |
| **Description :** | Cette modification réglementaire vise à modifier le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) et le *Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation* (CA-24-224) afin d'autoriser l'usage débit de boissons alcooliques comme usage accessoire à un usage culturel et de permettre qu'un certificat d'autorisation demeure en vigueur malgré l'autorisation d'un usage temporaire.<br><br>La proposition vise à ajouter, au Règlement d'urbanisme, un article permettant l'usage accessoire débit de boissons alcooliques pour les usages culturels suivants:<br>▪ atelier d'artiste et d'artisan;<br>▪ galerie d'art;<br>▪ librairie;<br>▪ salle d'exposition.<br><br>Les établissements visés par ces autorisations devront avoir une superficie plancher maximale de 200 m². Il est également proposé de soustraire ces usages accessoires du contingentement qui s'applique aux débits de boissons alcooliques.<br><br>Enfin, le Règlement sur les certificats est modifié afin d'exclure les établissements faisant l'objet d'un certificat de courte durée des dispositions de péremption dans les situations suivantes:<br>▪ l'exploitation de l'usage principal a cessé;<br>▪ l'exploitant n'est plus celui indiqué au certificat d'occupation;<br>▪ l'usage exploité est changé. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant qu' :** | Un usage accessoire doit être nécessaire ou utile au fonctionnement de l'usage principal et ne peut faire l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment. |

| | |
|---|---|
| **Considérant qu' :** | Un usage accessoire débit de boissons alcooliques est limité à une superficie de 200 m². |
| | |
| **Considérant que :** | La vente d'alcool permet de financer des activités culturelles. |
| | |
| **Considérant qu' :** | Un usage temporaire doit permettre le maintien des activités existantes. |
| | |
| **Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.** | |
| | |
| Sophie Mauzerolle<br>Vice-présidente | Billy Chérubin<br>Secrétaire |

**Grille d'analyse Montréal 2030**
Numéro de dossier : Olivier Légaré
Unité administrative responsable : 1227303006
Projet : Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et d'exempter certains certificats des dispositions de péremption

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| ***1. Votre dossier contribue-t-il à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?*** ***Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*** | ***X*** | | |

***2. À quelles priorités du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?***

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

***3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?***

9. Les librairies indépendantes sont au cœur de la diffusion culturelle et favorisent un tissu social fort.

14. La vente d'alcool lors de lancement permet de diversifier les sources de revenus des librairies indépendantes.

15. La vitalité littéraire de Montréal dépend des librairies indépendantes et les maisons d'édition locales pourront également aller chercher un financement supplémentaire lors d'événements de lancement.

19. L'animation du rez-de-chaussée garantie par l'activité d'un commerce permet de garder un « œil sur la rue », selon les mots de Jane Jacobs, soit l'une des meilleures garanties de sécurité des espaces publics.

20. La diminution des locaux vacants met en valeur les rues commerciales de quartier qui contribuent à la réputation de Montréal comme une ville possédant une bonne qualité de vie.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **X** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle